



BIBL. NAZ
Vitt. Emanuele III
Racc.
De Marinis
A
1145.
NAPOLI



COURS D'ÉTUDE

POUR L'INSRUCTION

DU PRINCE DE PARME.

TOME ONZIEME.



COURS D'ÉTUDE

POUR L'INSTRUCTION.

DU PRINCE DE PARME,

AUJOURD'HUI

S. A. R. L'INFANT

D. FERDINAND,

DUC DE PARME, PLAISANCE, GUASTALLE, &c. &c. &c.

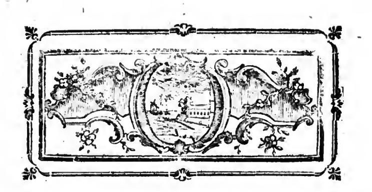
Par M. l'Abbé de CONDILLAC, *de l'Académie Françoise & de celles de Berlin, de Parme & de Lyon; ancien Précepteur de S. A. R.*

TOME ONZIEME.



GENÈVE,
Chez DU VILLARD Fils & NOUFFER, Imprimeurs-Libraires.

M. DCC. LXXX.



HISTOIRE MODERNE.

LIVRE QUINZIEME.

CHAPITRE PREMIER.

Des intérêts & des vues des principales puissances.

La France occupoit les villes forestiéres, presque toute la haute & basse Alsace, plusieurs places dans les électorats de Cologne & de Treves, & dans le Luxembourg. La Suede, qui étoit maîtresse de la Poméranie, avoit encore des garnisons en Bohême, en Silésie, en Moravie, en Westphalie & dans la haute & basse Saxe. L'empereur, malgré la paix de Prague qui avoit paru lui donner des alliés, pouvoit difficilement réparer tant de pertes. Il tiroit peu de secours du duc de Lorraine, que la France avoit depouillé. Le

duc de Baviere étoit son unique appui. Les Polonois persistoient à n'être que les spectateurs de la guerre. Le roi de Danemarck, qui avoit pris les armes contre la Suede, étoit à la veille de faire sa paix. Les électeurs de Saxe & de Brandebourg, contens de garantir leurs états, croyoient faire assez, s'ils restoient neutres; & les princes d'Italie observoient la même neutralité. Abandonné des états de l'empire, Ferdinand avoit encore contre lui le Landgrave de Hesse-Cassel & l'électeur de Treves; & Ragotski faisoit de tems en tems des diversions qui lui donnoient au moins de l'inquiétude.

Pressé de toutes parts, il n'avoit de ressources que dans l'espérance de diviser les deux couronnes alliées, & dans l'attente des troubles, que la minorité de Louis XIV pouvoit produire. Une pareille révolution le sauvoit: car dès que la France seroit déchirée par une guerre civile, elle ne pourroit plus agir au-dehors; & les Suédois, abandonnés à eux-mêmes, seroient trop foibles pour se maintenir en Allemagne. Alors les princes de l'empire ne les jugeant plus capables de protéger la liberté, & ne voyant en eux que des étrangers dont les succès leur donnoient de la jalousie, devoient naturellement traiter avec l'empereur, & s'unir à lui pour les chasser.

Mais plus l'empereur faisoit d'efforts pour diviser les deux couronnes, plus il resserroit les nœuds de leur alliance. Cet artifice étoit trop usé. Plusieurs années de succès prouvoient à la France & à la Suede, que si elles persistoient dans leur union, elles deviendroient les arbitres de la paix. D'un autre côté les troubles ne menaçoient pas

encore la France. La guerre même parroissoit l'en garantir, parce que c'étoit une occasion d'éloigner ceux qui pourroient en causer. Cependant l'empereur comptant toujours sur l'un & l'autre de ces événemens, ou sur tous deux ensemble, s'opiniâtroit à ne pas vouloir la paix; & la France, qui ne pouvoit pas encore obtenir tout ce qu'elle desiroit, ne la vouloit pas davantage. Elle songeoit à faire de nouvelles conquêtes, afin de mettre son ennemi dans la nécessité de subir les conditions qu'elle lui imposeroit.

Après la perte du Portugal, de la Catalogne, du Roussillon & de plusieurs places conquises dans les Pays-Bas par les François & par le prince d'Orange, l'Espagne, à qui l'alliance de la France avec la régente de Savoie, sœur de Louis XIII, ne permettoit pas de faire des progrès en Italie, ne pouvoit acheter la paix qu'en sacrifiant des provinces entieres. Don Louis de Haro, qui avoit succédé au comte duc d'Olivarès, alors disgracié, aimoit mieux, comme l'empereur, attendre quelque révolution, que de faire de si grands sacrifices. Il faut convenir qu'il étoit beaucoup mieux fondé. Par les intelligences que les Espagnols entretenoient en France depuis si longtems, il leur étoit plus permis de se flatter d'y causer des troubles; & ils pouvoient encore plus se promettre de détacher les Provinces-Unies de l'alliance de Louis XIV.

Il étoit vraisemblable qu'après que la Suede auroit traité séparément, l'empereur, s'il venoit à bout de chasser de l'Allemagne les François, tourneroit toutes ses forces contre les Suédois pour leur enlever ce qu'il leur auroit cédé. Il

étoit donc de leur intérêt de traiter conjointement avec la France, & avec les princes de l'empire, afin de trouver une garantie sûre dans une ligue puissante, dont les membres devoient toujours se réunir, pour défendre les acquisitions que chacun auroit faites.

La Hollande n'avoit pas le même besoin d'une garantie. Si on lui offroit de la reconnoitre pour une puissance indépendante, & de lui abandonner toutes les places qu'elle demandoit, elle pouvoit conclure sans rien appréhender pour l'avenir. Il y avoit plus de vingt ans que la guerre avoit recommencé : chaque année l'Espagne s'étoit épuisée, autant par ses efforts que par ses pertes ; & la maniere dont elle étoit gouvernée, ne permettoit pas de présumer qu'elle pût jamais se rétablir. Par conséquent, quelques avantages qu'on lui supposât, lorsqu'elle feroit sa paix avec la France, il étoit naturel de juger qu'elle feroit long-tems hors d'état de former de grandes entreprises. Il lui étoit plus difficile de porter la guerre dans la Hollande, qu'à l'empereur dans la Poméranie ; & il n'étoit pas aussi facile à la Suede de défendre cette province, dont elle étoit séparée par la mer, qu'il étoit facile à la Hollande de défendre ses propres frontieres. Si l'Espagne reprenoit donc jamais les armes, pour recouvrer ses anciens droits sur tous les Pays-Bas, elle devoit échouer, puisque Philippe II, avec toute sa puissance, avoit échoué lui-même.

Il est vrai que les Provinces-Unies ne s'étoient soutenues jusqu'alors que par les secours de leurs alliés. Mais il est vrai aussi, qu'elles pouvoient compter d'être secourues, toutes les fois que

l'Espagne les menaceroit. Il n'auroit pas été de l'intérêt de la France de les laisser succomber; & cette couronne, oubliant leur infidélité, auroit armé pour les défendre. La Hollande n'avoit donc pas besoin d'une garantie, comme la Suede: ou plutôt l'intérêt de la France, joint à l'impuissance de l'Espagne, étoit pour elle une garantie plus sûre qu'un traité.

Bien plus. Si les Etats-Généraux, fidelles à leurs engagemens, se faisoient un point d'honneur de traiter conjointement avec la France, ils s'exposoient à rendre la maison de Bourbon aussi redoutable, que l'avoit été la maison d'Autriche. Or, pour abaisser l'une, ils ne devoient pas trop élever l'autre: ils ne devoient pas rester unis à la France, jusqu'à ce qu'elle eût satisfait son ambition, & s'exposer à devenir les voisins d'une monarchie, qui paroissoit alors devoir bientôt dominer dans l'Europe. Les provinces, que les Espagnols conservoient dans les Pays-Bas, étoient une barriere qu'il falloit laisser subsister. Il étoit donc de l'intérêt des Etats-Généraux de traiter séparément; & bien loin d'avoir besoin de la garantie de la France contre l'Espagne, l'Espagne devenoit une garantie pour eux contre la France même.

Nous ne devons compter sur nos alliés, qu'autant qu'ils ont avec nous des intérêts communs: nous serons abandonnés, si ces intérêts cessent. Nous le serons, à plus forte raison, s'ils s'en font de contraires, & s'ils commencent à nous craindre. Par conséquent, si le cardinal Mazarin a cru s'assurer des Provinces-Unies par le traité de 1644, il s'est trompé: il a eu raison, s'il a cru

ſeulement mettre un obſtacle aux négociations de la cour de Madrid, & en retarder l'effet. Il a pu penſer avec fondement que les Etats-Généraux ſeroient arrêtés quelque tems par la crainte de s'expoſer aux reproches d'infidélité.

Dans une pareille conjoncture, l'Eſpagne doit tout accorder aux Provinces-Unies pour les ſéparer de la France; & la France doit faire valoir la foi des traités, ſans oublier de rappeller les ſecours qu'elle n'a ceſſé de donner à cette république, & d'en exiger la reconnoiſſance qu'elle eſt en droit d'en attendre. Mais la Hollande, de ſon côté, doit chercher les moyens de concilier ſes intérêts avec les circonſtances délicates où elle ſe trouve, & cependant ſe mettre à l'abri de tout reproche. Voilà ce qui ſe ſera, & ce ſeul expoſé me diſpenſera d'entrer dans de grands détails à ce ſujet.

Le cardinal Mazarin ſera bien de ſe récrier d'avance ſur l'infidélité & ſur l'ingratitude des Provinces-Unies, ſi elles paroiſſent déterminées à traiter ſéparément. Ces cris pourront au moins ſuſpendre leurs réſolutions. Mais de pareilles plaintes ne ſont pas auſſi fondées, qu'on le juge au premier coup d'œil.

En s'engageant à ne traiter que conjointement, la France & la Hollande ſuppoſoient ſans-doute, qu'elles vouloient l'une & l'autre ſincérement la paix, & qu'elles agiroient avec la même ſincérité pour en conclure une avantageuſe à toutes deux. Si les François euſſent exigé qu'on ne traitât pas ſans eux, & que cependant ils euſſent déclaré qu'ils mettroient tous les jours de nouveaux obſtacles à la paix, les Etats-Généraux, à qui elle

étoit néceſſaire, auroient ſans-doute rejeté cette propoſition. Le cardinal Mazarin n'eut garde de laiſſer découvrir ſes deſſeins ſecrets. Je ne ſais comment ſa diſſimulation pourroit en pareil cas ſe concilier avec la bonne foi. Il eſt au moins certain qu'il arracha aux Provinces-Unies un conſentement qu'elles auroient refuſé, ſi ce miniſtre eût été moins diſſimulé. Il leur tendit un piege, & elles y donnerent. Mais lorſqu'elles s'en appercevront, ne leur ſera-t-il pas permis de chercher à ſe dégager ? & ſi on leur reproche leur infidélité, ne pourroient-elles pas ſe plaindre d'avoir été trompées les premieres ? Je ne trouve pas plus de fondement dans l'accuſation d'ingratitude.

La reconnoiſſance & l'ingratitude ont lieu entre des particuliers, parce qu'il arrive tous les jours qu'on rend ſervice, ſans ſonger à d'autre avantage qu'au plaiſir de ſervir : mais de nation à nation, ce cas eſt extrêmement rare. J'en vois des exemples dans l'hiſtoire ancienne, & je ne ſais pas ſi la moderne en fournit. Il eſt moins certain que ſi la France a donné long-tems des ſecours aux Provinces-Unies, c'eſt qu'il étoit de ſon intérêt d'affoiblir l'Eſpagne & d'en conſumer les forces dans les Pays-Bas. Le reproche d'ingratitude étoit donc plus ſpécieux que ſolide. Vous nous avez ſecourus, pouvoient dire les Etats-Généraux, parce qu'en bonne politique vous le deviez pour votre avantage. Devons nous donc par reconnoiſſance continuer une guerre, que nous ne pouvons plus ſoutenir ? & lorſqu'on nous accorde tout ce que nous demandons, faudra-t-il, pour ſatisfaire votre ambition,

& ſans eſpérance d'aucune utilité, nous expoſer à tout perdre? Quand même les choſes réuſſiroient pour vous & pour nous, comme vous le préſumez, ne pourrions-nous pas nous repentir un jour d'avoir contribué à des ſuccès que nous partagerions aujourd'hui? La reconnoiſſance oblige-t-elle donc à de ſi grands ſacrifices? Si vous voulez que nous traitions enſemble, hâtez-vous, comme nous, de faire la paix. L'occaſion eſt favorable. Elle peut vous échapper: il ne faut qu'une maladie dans vos armées, une bataille perdue, une guerre civile.

Ces raiſons étoient bonnes, & on n'oſoit pas les dire. Les Provinces-Unies cherchoient donc d'autres excuſes, & le cardinal s'en prévaloit pour les accuſer d'ingratitude & d'infidélité. Regardant ſes premiers ſuccès comme un augure de ceux qu'il ſe promettoit encore, il ne feignoit de deſirer la paix, que parce qu'il y étoit forcé; & il tentoit tout pour engager ſes alliés à continuer la guerre qu'il affectoit de vouloir finir. Mais ſi les Hollandois ne ſont pas trompés par ſes artifices, ils ne mériteront que des éloges. Telle eſt la différence qui ſe trouvoit entre les intérêts de la France & ceux des Provinces-Unies.

La Suede devoit pour ſon intérêt traiter conjointement avec la France, & la Hollande devoit traiter ſéparément, ſi on lui accordoit ce qu'elle demandoit. Il n'étoit pas ſi facile à Maximilien duc de Baviere, de décider lequel étoit pour lui plus avantageux, de ſe détacher de Ferdinand ou de lui reſter uni. Le haut Palatinat & la dignité électorale, que l'empereur lui avoit donnée, & qu'il lui garantiſſoit, étoit une raiſon

pour ne pas l'abandonner. Cependant pouvoit-il ne pas craindre d'être enveloppé dans la ruine d'un prince auquel il donnoit plus de secours qu'il n'en recevoit ? & devoit-il embrasser le parti des deux couronnes qui s'intéressoient au rétablissement du prince Palatin ?

Ce dernier parti paroissoit le plus sûr. Car s'il s'opiniâtroit à courir jusqu'au bout la même fortune avec l'empereur, il s'exposoit à tout le ressentiment de la France & de la Suede, qui le regardoient avec raison comme l'auteur, & comme le plus grand obstacle à leurs projets. Si au contraire, il traitoit avec ces puissances, lorsqu'il méritoit encore d'être recherché, il pouvoit compter sur des conditions avantageuses, parce que sa défection les rendoit arbitres de la paix. Mais c'étoit manquer à la reconnoissance ; c'étoit démentir toute la conduite qu'il avoit tenue jusqu'alors. Se voyant donc encore en état de soutenir la guerre, il résolut de demeurer fidelle à ses engagemens, d'attendre quelque révolution, de retarder la paix, de regarder comme une derniere ressource, l'alliance que la France lui offroit, & de se justifier au moins par la nécessité où il se trouveroit réduit. Vous voyez que Maximilien est dans une position à faire durer la guerre ou à la faire finir, suivant la conduite qu'il tiendra.

Les autres alliés de la maison d'Autriche avoient par eux-mêmes peu d'influence. Les électeurs de Cologne, de Mayence, & le duc de Neubourg paroissoient disposés à suivre les impressions du duc de Baviere. Les électeurs de Saxe & de Brandebourg, & les ducs de Lunebourg avoient pris le parti de la neutralité. Les autres, trop foibles

pour balancer les grandes puiſſances, étoient entraînés malgré eux. Las d'une longue guerre, qui ruinoit leurs états, ils ne demandoient que la paix; & ſi la France & la Suede l'offroient, ils étoient prêts à ſe déclarer contre l'empereur pour le forcer à l'accepter. Ainſi Ferdinand avoit mis ſa reſſource dans l'eſpérance de diviſer ſes ennemis, & il voyoit ſon parti ſe détruire inſenſiblement par les diviſions.

Sans m'arrêter ſur les divers intérêts qu'un ſi grand nombre de princes avoit à diſcuter, je ſaiſirai cette occaſion pour vous donner une idée du gouvernement de l'empire. La ſuite demande que vous en ayez au moins une connoiſſance générale.

Il ſeroit impoſſible de ſuivre le gouvernement de l'empire dans toutes les variations qu'il a ſouffertes. Il étoit de nature à varier continuellement, & ce ſera aſſez pour nous d'obſerver les changemens principaux, ſous les différentes périodes.

L'année 911 que mourut Louis IV, fils d'Arnoul & le dernier des deſcendans de Louis le Germanique, eſt l'époque où l'Allemagne ſe ſépara pour toujours de l'empire que Charlemagne avoit gouverné. La couronne de Germanie devint élective, & le droit d'élire appartint aux états, où le peuple étoit appellé : mais les évêques, les ducs & les comtes y avoient plus d'autorité, parce qu'ils étoient plus puiſſans.

Cette révolution eut des ſuites. On les remarque dans le cours de la premiere période, qui finit en 1024, à la mort de Henri II, dernier prince de la maiſon de Saxe. Les grands com-

mencerent à dépendre moins du ſouverain qu'ils avoient élu, & qui étoit obligé de les ménager pour conſerver la couronne dans ſa famille. Les duchés devinrent des chefs héréditaires : les empereurs eurent des vaſſaux dans les provinces, au lieu de gouverneurs ; & pour balancer la puiſſance de ces princes, les Ottons imaginerent d'élever le clergé, & d'ériger en principautés des évêchés & des abbayes ; mauvaiſe politique, qui fut la ſource de bien des déſordres.

Les rois d'Allemagne, dans l'uſage de viſiter leurs provinces, ont été long-tems ſans avoir de réſidence fixe. C'eſt pourquoi on donna le titre de comtes aux magiſtrats, qui rendoient la juſtice, & qui les accompagnoient par tout où ils tranſportoient leur cour. Le premier comte fut par cette raiſon nommé comte du palais ou palatin.

Il falloit donc, pour attendre le jugement d'un procès, voyager avec la cour, & paſſer ſouvent d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre. Cet inconvénient fut ſans-doute cauſe, qu'on établit des comtes dans les provinces. Or, ces comtes devinrent de juges, gouverneurs, & de gouverneurs, vaſſaux.

Ces magiſtrats dans l'origine étoient choiſis parmi les hommes à qui l'âge donnoit ou ſuppoſoit de l'expérience. En conſéquence on les nomma *graves*, mot qui ſignifie gris. De-là viennent les margraves, les landgraves, les burgraves, &c. qui ne ſont que des eſpeces de comtes. Les margraves commandoient ſur les frontieres ; les landgraves dans des provinces, & les burgraves dans des villes, & dans des châteaux. Pendant la pre-

miere période, on pouvoit déjà prévoir que les comtés feroient bientôt héréditaires.

Les dietes étoient l'affemblée des évêques, des abbés, des ducs, des comtes, de la nobleffe & des députés du peuple. Elles élifoient les rois, qui n'ofoient prendre le titre d'empereur, qu'après avoir été facrés par le pape. Elles faifoient les loix, décidoient de la guerre & de la paix, & jugeoient les membres de l'empire.

Les rois de Germanie jouiffoient de toutes les autres prérogatives de la fouveraineté, comme de nommer aux principaux bénéfices, de convoquer les conciles & les dietes, de confirmer ou d'annuller l'élection des papes, de conférer les fiefs vacans, de faire rendre la juftice en leur nom dans toute l'étendue de l'empire, &c. Ils difpofoient fur-tout de l'Italie.

Toute cette puiffance s'évanouit prefque pendant la feconde période, qui finit en 1137, à la mort de Lothaire II, & qui comprend les princes de la maifon de Franconie. Les évêques qui voulurent fe rendre indépendans, les ducs qui les favoriferent par leurs révoltes fréquentes, Grégoire VII qui les enhardit par fes entreprifes, les Normands qui prirent les intérêts du faint fiege, & les comtés qui, pendant les troubles, devinrent abfolument héréditaires, ont été les caufes de cette révolution.

Sous les princes de la maifon de Souabe, qui rempliffent la troifieme période, les querelles entre le facerdoce & l'empire, les factions des Guelfes & des Gibelins, & les fchifmes dans l'empire & dans l'églife porterent les défordres jufqu'aux derniers excès. L'autorité des papes s'ac-

crut en Italie par la ruine de celle des empereurs : ils commencerent à former des prétentions sur la souveraineté de Rome : ils regarderent l'empire comme un fief du saint siege : & si leurs succès ne répondirent pas à toute leur ambition, ils se rendirent au moins redoutables à deux grands hommes, Fréderic I, surnommé Barberousse, & Fréderic II.

Il arriva bien des changemens dans cet intervalle. Les empereurs créerent dans les duchés plusieurs principautés, qui ne releverent que d'eux seuls. Plusieurs villes, sous lèur protection, commencerent à se soustraire aux ducs & aux évèques. Les états formerent des ligues pour veiller à leur sureté ; & des peuples, en Allemagne & en Italie, tenterent de se gouverner en républiques.

Mais dans la quatrieme période, qui commence en 1524, à la mort de Conrad IV, fils de Fréderic II, il se fit encore de plus grandes révolutions. Ce fut un tems d'anarchie jusqu'en 1273, que Rodolphe de Habsbourg fut élevé à l'empire.

Guillaume, comte de Hollande, qu'une faction avoit élu roi des Romains en 1247, du vivant même de Fréderic, fut reconnu en 1244 & mourut en 1256. Il y avoit déja long-tems que les évèques & les ducs, qui exerçoient les grandes charges de la couronne, s'étoient arrogé le droit de premiere élection, en sorte que les dietes ne faisoient que confirmer le choix qu'ils avoient fait. Dès le commencement de cette quatrieme période, ils donnerent l'exclusion à tous les autres princes, & leur choix n'eut plus be-

ſoin d'être confirmé. Ils acquirent inſenſiblement ce droit pendant les troubles; parce que la difficulté de ſe rendre aux dietes, fit regarder comme un avantage de ne pas s'y trouver : en effet, les brigands, qui infeſtoient tous les chemins, faiſoient une néceſſité de marcher avec une armée. Il n'y avoit déja dans ce tems-là que ſept électeurs, qui étoient les archevêques de Mayence, de Cologne & de Treves, le roi de Boheme, le duc de Baviere, comte palatin, le duc de Saxe, & le margrave de Brandebourg.

Ces électeurs acheverent de ruiner l'autorité impériale. Comme ils s'étoient agrandis par des uſurpations, ils s'accorderent tous à la mort de Conrad, pour chercher parmi les princes étrangers, un chef qui fût dénué de forces en Allemagne : mais ils ſe partagerent ſur le choix. Les uns élurent Richard de Cornouailles, ſecond fils de Jean Sans-terre & frere de Henri III, & les autres élurent Alphonſe le Sage, roi de Caſtille.

La guerre des Maures & la révolte des Caſtillans ne permirent pas à celui-ci de s'éloigner de ſon royaume. Richard, ſans concurrent, fit trois voyages en Allemagne, où il répandit des tréſors. Il fut reconnu, tant qu'il eut de quoi donner : il perdit ſes partiſans, lorſqu'il n'eut plus rien ; & il mourut en Angleterre en 1271. Ce n'eſt pas ſans fondement que pluſieurs écrivains font commencer à la mort de Conrad, l'interregne qui finit à l'élection de Rodolphe : car Guillaume & Richard n'ont eu qu'une ombre de ſouveraineté.

Cet intervalle eſt un tems d'anarchie, où le

besoin de veiller à la sûreté publique, fut l'occasion de plusieurs établissemens nouveaux. Sur l'une & l'autre rive du Rhin, depuis Zurich jusqu'aux dessous de Cologne, les princes & les villes se liguerent pour leur défense commune. Les villes commerçantes conclurent une alliance, qui devint célebre sous le nom de ligue Hanséatique. En Franconie, en Souabe & sur le Rhin, les seigneurs ayant fait des confédérations particulieres, se rendirent indépendans des ducs, de l'empereur, & releverent immédiatement de l'empire, Cette noblesse se distingue par son *immédiateté*, de la noblesse soumise à quelques princes particuliers. Elle est antérieure à la quatrieme période : mais il paroît au moins qu'elle dût alors se multiplier davantage. Elle est souveraine dans ses terres : cependant elle n'a point de part au gouvernement de l'empire, & elle n'est jamais appellée aux dietes.

Si ces seigneurs devinrent indépendans, les princes les plus puissans de l'Allemagne acheverent de s'arroger toutes les prérogatives de la souveraineté. Les électeurs firent plus, car ils se partagerent presque tous les domaines de la couronne. Les gouverneurs d'Italie se firent des principautés de leurs gouvernemens : & les Danois, les Polonois & les Hongrois se séparerent de l'empire, & cesserent d'en être tributaires.

C'est à ces tems de troubles qu'il faut remonter, pour appercevoir dans l'origine les divers droits des membres du corps germanique. Les abus qui s'introduisirent alors, devinrent des droits incontestables pendant le cours de la cinquieme période, que Rodolphe de Habsbourg

commença. Ce prince fut trop foible pour recouvrer les terres & les prérogatives de la couronne. Il y eut ensuite des interregnes, des guerres civiles, des empereurs qui ne s'occuperent que de l'agrandissement de leur famille. Les querelles entre le sacerdoce & l'empire recommencerent sous Louis V & Charles IV: Wenceslas & Robert I acheverent de dissiper les domaines de l'empire; & Sigismond, qui finit la cinquieme période, en 1337, se vit engagé dans la guerre des Hussites, après avoir donné tous ses soins à faire cesser le grand schisme. Pendant cet intervalle, les empereurs furent dans l'impuissance de recouvrer ce que leurs prédécesseurs avoient perdu, ou même ils ne parurent pas en avoir le dessein. Les électeurs formerent un college particulier, auquel la bulle d'or confirma le droit d'élire le roi des Romains, & on distingua deux autres classes : celle des princes & celle des villes libres. Cependant ces trois états ne formerent qu'un seul corps dans les assemblées générales; & c'est dans la diete de Nuremberg, tenue en 1466, 1467, &c. qu'on les voit distribués pour la premiere fois en trois colleges différens.

La sixieme & derniere période commence avec le regnè d'Albert II en 1437. La couronne impériale n'est plus sortie de la maison d'Autriche : mais, jusqu'à Charles-Quint, l'empereur n'étoit proprement que le chef d'un corps de souverains. Les électeurs avoient alors la principale autorité: ils s'étoient arrogé presque tous les droits, que les princes & les villes partageoient auparavant dans les dietes : ils parurent

rent même se les assurer, lorsqu'ils prescrivirent des capitulations à Charles-Quint & à ses successeurs. Cependant ils furent au moment de se voir enlever ce qu'ils avoient eux-mêmes usurpé sur les deux autres colleges. Ainsi la souveraineté, qui avoit appartenu à la nation entiere, se renfermoit peu-à-peu dans un petit nombre de membres, & paroissoit devoir un jour se trouver uniquemement dans le chef.

Après tant de révolutions, le gouvernement étoit dans un vrai cahos. On réclamoit de toutes parts pour recouvrer des droits perdus, ou pour conserver des droits usurpés. D'un côté, les électeurs s'élevoient contre l'empereur, auquel ils reprochoient d'avoir violé sa capitulation : de l'autre, exposés aux plaintes des princes & des villes libres, qu'on n'appelloit presque plus aux dietes que pour contribuer aux charges, ils s'unissoient à l'empereur, afin de disposer avec lui de l'empire. Le luthéranisme refusoit de rendre ce qu'il avoit usurpé : le calvinisme, auparavant exclus de l'Allemagne, s'y étoit établi, & vouloit s'y maintenir. Enfin chaque prince, chaque ville libre avoit à se plaindre, & formoit des prétentions. L'objet du corps germanique étoit donc de concilier, dans le traité de paix, les intérêts des trois religions; ceux de tous les princes & ceux de toutes les villes impériales.

Après cet exposé, il est facile de saisir le plan que la France & la Suede se sont fait, pour attirer peu-à-peu dans leur parti tous les états de l'empire.

Elles déclarerent n'avoir pris les armes que

pour défendre la liberté germanique. Si les électeurs vouloient donc forcer Ferdinand à remplir les engagemens de sa capitulation, ils devoient s'unir à ces deux puissances; & les deux autres colleges devoient s'y unir encore, s'ils vouloient recouvrer les droits usurpés sur eux par les électeurs. Le corps de l'empire se divisoit donc naturellement, & tous les membres devoient se détacher les uns après les autres.

Mais, dira-t-on, comme la France songeoit à conserver la meilleure partie de ses conquêtes, le dessein de la Suede étoit de se faire un établissement dans l'Allemagne, en acquérant la Poméranie, l'archevêché de Bremen, les évêchés de Verden, d'Halberstadt, d'Osnabruck & de Minden. Voilà le vrai motif pour lequel elles avoient pris les armes l'une & l'autre; & la liberté de l'empire n'étoit qu'un prétexte, qui ne pouvoit tromper personne. Il est vrai : mais comme ce prétexte étoit l'unique moyen de remplir leur objet, il devenoit partie de l'objet même, & par conséquent, le corps germanique trouvoit son intérêt à traiter avec elles. Il devoit appuyer leurs prétentions pour soutenir les siennes, & former une ligue où toutes les puissances se garantiroient mutuellement ce qu'elles auroient acquis ou recouvré. D'un côté, la Suede offroit sa protection aux Protestans; de l'autre, la France offroit la sienne aux Catholiques qui se déclaroient neutres. Ni les uns ni les autres ne s'intéressoient à Ferdinand : les électeurs, les princes, les villes, tous vouloient s'enrichir de ses dépouilles. Ils n'attendoient pour l'abandonner, que le moment où ils cesseroient de le craindre. Il ne falloit donc

qu'achever d'épuiser ses forces, pour lui faire perdre les alliés qui lui restoient; & le succès de la négociation dépendoit du succès des armes.

La France, qui s'étoit contentée jusqu'alors de faire des conquêtes sur ses frontieres, adopta le projet de la Suede, qui vouloit qu'on établît le théatre de la guerre dans les provinces, d'où l'empereur tiroit tous ses secours; c'est-à-dire, dans les états héréditaires & dans la Baviere. Elle se proposoit sur-tout d'attaquer vigoureusement Maximilien, & d'offrir en même tems de lui conserver le haut Palatinat & la dignité électorale. Elle vouloit le faire entrer dans ses vues, en lui faisant une nécessité d'accepter les avantages qu'elle lui offroit. L'habileté des généraux paroissoit répondre du succès de cette négociation. Il ne falloit pas de foibles efforts pour dépouiller l'empereur de l'autorité qu'il s'arrogeoit, pour le réduire à n'ètre plus que le chef de l'empire, & pour forcer la maison d'Autriche à renoncer à tant de provinces qu'on prétendoit lui enlever. Tels étoient les intérêts & les vues des principales puissances. Vous voyez qu'on étoit loin de conclure encore, quoique les plénipotentiaires eussent ouvert le congrès.



CHAPITRE II.

Du traité de Westphalie ou des négociations faites à Munster & à Osnabruck.

La Suede voulut traiter sans l'entremise d'aucun médiateur : les autres puissances accepterent la médiation du pape, qui se bornoit à la réconciliation des princes catholiques, & celle de la république de Venise, qui se proposoit de réconcilier toutes les puissances. Ces deux médiateurs n'étoient pas tout-à-fait sans partialité : car l'un & l'autre ne pouvoient voir sans indifférence les arrangemens qu'on prendroit par rapport à l'Italie ; & le pape devoit sur-tout favoriser les Catholiques d'Allemagne. D'ailleurs, de quelle utilité étoit une médiation, qui se bornoit aux Catholiques ? Etoit-il possible de donner la paix à l'Europe, sans s'occuper des intérêts des Protestans ? Aussi ces deux médiateurs finiront-ils par être les simples spectateurs de la négociation.

Il y avoit déja plusieurs mois que le nonce Fabio Chigi & Louis Contarini, noble vénitien, s'étoient rendus au lieu du congrès, avec les plénipotentiaires de France, de Suede, de Vienne & de Madrid. Les envoyés de Portugal & de Catalogne s'y trouvoient aussi : mais comme Philippe & Ferdinand n'avoient pas voulu leur accorder des sauf-conduits, ils y étoient venus sans titre, & ils n'y paroissoient qu'à la suite des

ministres de France & de Suede. Les députés des Provinces-Unies n'étoient pas encore arrivés.

Les plénipotentiaires étoient, pour la France, les comtes d'Avaux & de Servien; pour la Suede, le baron Oxenstiern, fils du chancelier, & Salvius; pour l'empereur, le comte de Nassau-Hedamar, & Isaac Volmar, jurisconsultes; pour l'Espagne, le comte de Diego de Saavedra & Antoine Brun.

Je ne parlerai point des difficultés que le cérémonial fit naître: de pareils détails seroient une perte de tems pour nous, comme pour les négociateurs. Il me suffira de dire un mot des principaux obstacles, qui retarderent pendant plusieurs mois l'ouverture du congrès.

Le premier s'offrit, lorsqu'il fut question d'échanger les pleins pouvoirs. Ils se trouverent tous défectueux, c'est-à-dire, que de part & d'autre on voulut les trouver tels, parce qu'on ne songeoit point encore à traiter de bonne foi. On contesta donc comme sur les sauf-conduits, on gagna du tems, & chacun crût gagner beaucoup.

Le second obstacle vint des artifices de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis: artifices employés tant de fois si inutilement, & qui furent encore sans effet.

Le troisieme enfin avoit pour cause la lenteur des états de l'empire à députer au congrès. La diete de Francfort duroit encore, & le college des villes paroissoit disposé à se séparer de l'empereur, pour traiter de ses intérêts à Munster ou à Osnabruck. Le comte d'Avaux, les plénipotentiaires de Suede, & le landgrave de Hesse,

voulant affermir les villes dans cette résolution, adresserent à tous les membres de la diete, des lettres circulaires, par lesquelles ils leur représentoient leurs droits, & les invitoient à se rendre au congrès. Cette invitation tendoit à réunir tous les états de l'empire, & à les faire juges des différens qu'ils avoient avec Ferdinand. Quelques-uns, retenus par la crainte, n'oserent encore se déclarer; mais le grand nombre résolut de forcer l'empereur à consentir que les trois colleges, chaque prince & chaque ville libres envoyassent leurs députés. Il n'y eut que les électeurs qui s'y opposerent ouvertement, parce qu'ils vouloient se réserver le droit de décider seuls de la guerre & de la paix.

Ferdinand auroit voulu parer le coup qu'on lui portoit. Cependant il ne pouvoit pas contester aux princes & aux villes le droit d'assister au congrès. Il n'osoit donc pas se plaindre de l'invitation qu'on leur avoit faite : il se plaignit seulement de quelques termes peu ménagés de la lettre du comte d'Avaux. Il excita la jalousie des électeurs contre les deux autres colleges : il essaya de prouver que les différens de l'empire ne pouvoient être traités que dans une diete; & il publia qu'il se proposoit d'en convoquer une pour les régler. Cependant plus il faisoit d'efforts, plus il persuadoit aux états, combien il leur étoit avantageux de se rendre aux invitations des plénipotentiaires. En effet, ils n'auroient pas trouvé dans une diete la protection qu'on leur offroit à Munster & à Osnabruck. Cette vérité étoit sensible; & comme ils paroissoient ébranlés, la France & la Suede acheverent de les déter-

miner par de nouvelles lettres, dans lesquelles ces deux couronnes affecterent de montrer beaucoup de zele pour la paix, & de se plaindre des obstacles que la maison d'Autriche y faisoit naître.

Cependant la contestation sur les pleins pouvoirs duroit encore: on ne pensoit pas que la négociation dût commencer si tôt: & les députés des états de l'empire ne se pressoient pas de se rendre à Munster & à Osnabruck, lorsque le succès des armes de la France & de la Suede força l'empereur à montrer plus de disposition pour la paix. Les pleins pouvoirs ne souffrirent plus de difficultés: on convint des changemens qu'on y feroit; on publia que la négociation alloit commencer: &, du consentement des plénipotentiaires, les médiateurs assignerent le 4 décembre 1644, pour faire, de part & d'autre, les premieres propositions.

Au jour marqué, les plénipotentiaires remirent leurs propositions aux médiateurs. Les Impériaux & les Espagnols offrirent la paix, à condition qu'on restitueroit toutes les conquêtes; & on faisoit observer, au nom de Philippe, que c'étoit en considération de ce que la reine régente sa sœur, & Louis XIV son neveu, n'avoient eu aucune part aux commencemens de la guerre.

Cet égard & cette restitution parurent également ridicules aux François, qui ne jugeoient pas devoir tout abandonner, après avoir soutenu une guerre aussi dispendieuse. Ils rappelloient les usurpations que l'Espagne, dans ses tems de prospérité, avoit faites sur la France; & ils de-

B iv

mandoient qu'avant d'exiger qu'on lui rendît quelque chose, elle restituât tout ce qu'elle retenoit injustement.

En même tems les Impériaux & les Espagnols éclaterent, lorsqu'ils apprirent que les François & les Suédois, au lieu d'entrer en matiere, n'avoient proposé qu'un préliminaire. Ils crurent avoir trouvé l'occasion de les convaincre de ne chercher qu'à retarder la paix. Ce reproche ne paroissoit pas sans fondement: car les deux couronnes s'étoient bornées à demander ensemble, qu'on attendît les états de l'empire, & qu'on fît de part & d'autre des instances pour les presser de se rendre au congrès. La France demandoit même encore que l'empereur rendît la liberté à l'electeur de Treves, afin que ce prince pût se trouver à l'assemblée par lui-même ou par ses députés.

Le parti de la maison d'Autriche répondoit, que si les états refusoient de se hâter, ou même de venir, ce n'étoit pas une raison pour retarder la négociation, ou pour la rompre. A quoi on repliquoit, que puisqu'on avoit pris les armes pour soutenir les droits des états, on ne pouvoit rien conclure sans eux; & que leur consentement étoit nécessaire pour assurer l'exécution du traité. Il est vrai qu'on pouvoit d'abord le conclure, & exiger ensuite qu'il fût ratifié dans une diete générale. C'est ce qu'on proposoit: mais cette proposition n'agréoit ni à la Suede ni à la France. Dans une diete, les états auroient agi séparément, après coup, & avec moins de liberté. Dans le congrès, au contraire, ils seroient d'autant plus libres qu'ils dépendroient moins de

l'empereur; ils traiteroient conjointement avec les deux couronnes; ils auroient avec elles un même intérêt; & ils leur feroient favorables, afin d'en être protégés. Pendant qu'on agitoit avec de bonnes & mauvaifes raifons, fi on les attendroit, on les attendoit en effet. Il en étoit déja venu un grand nombre : & on auroit pu commencer, fi le cérémonial, qu'il falloit régler, n'avoit pas donné le tems d'en attendre d'autres encore.

Plus les deux couronnes invitoient les états, plus l'empereur faifoit d'efforts pour les exclure de la négociation. Il eût au moins voulu n'y admettre que les électeurs: mais il fut encore obligé de céder aux deux autres colleges, qui fe voyoient trop bien foutenus pour abandonner leurs droits.

Il ne lui reftoit plus qu'à régler la forme des délibérations, de maniere que toute l'autorité des états fut confiée aux électeurs, qui avoient des intérêts communs avec lui. C'eft ce qu'on ne lui permit pas de faire. Les princes & les villes libres, réfolus de jouir de tous les droits du college électoral, ne jugerent pas à propos de fe conformer à ce que Ferdinand voulut leur prefcrire. Il fut arrêté que l'affemblée auroit la même autorité qu'une diete générale; & que tous les états, qui avoient droit de fuffrage, y délibéreroient en la matiere accoutumée. On contefta long-tems avant de décider, fi les trois colleges s'affembleroient à Munfter ou à Ofnabruck, s'ils fe partageroient entre ces deux villes, ou s'ils fe transporteroient dans quelqu'autre ville voifine. Les députés ne convenoient point entr'eux fur

ce ſujet, & comme les Suédois auroient voulu entraîner tous les états à Oſnabruck, les François vouloient les attirer à Munſter. Enfin l'avis du comte d'Avaux prévalut. Il fut réglé, comme il le propoſoit, que chacun des trois colleges ſeroit partagé dans les deux villes; que les Catholiques & les Proteſtans s'établiroient en égal nombre dans Munſter & dans Oſnabruck; & qu'ils auroient cependant la liberté de paſſer quelquefois de l'une à l'autre ville, afin de ſe concerter ſur l'objet des délibérations.

Si tous les Catholiques s'étoient rangés d'un côté, & tous les Proteſtans de l'autre, diſoit ce miniſtre, il auroit été difficile d'éviter les contrariétés qui devoient naître des intérêts oppoſés des deux religions. Il avoit demandé que les députés proteſtans vinſſent en plus grand nombre à Munſter, afin qu'ils y puſſent ſoutenir avec plus de force leurs intérêts, que les Suédois ſeuls pouvoient ſuffiſamment défendre à Oſnabruck; & il ajoutoit que la France ſeroit bien aiſe de les avoir pour témoins de la droiture de ſes intentions, & du zele avec lequel elle ſe propoſoit de ménager leurs avantages. Des motifs auſſi honnètes concilierent tous les partis; & tout ayant été arrêté, le cóngrès fut regardé comme une diete générale de l'empire. C'eſt ce que les deux couronnes deſiroient depuis long-tems, & ce que l'empereur avoit toujours craint.

L'empereur avoit rendu la liberté à l'électeur de Treves, & il étoit arrivé un grand nombre de députés à Munſter & à Oſnabruck. Il n'y avoit donc plus de prétexte pour différer la

négociation. Les Suédois paroiſſoient eux-mêmes fort empreſſés de l'entamer. Ils ſe trouvoient dans une conjoncture avantageuſe. Les ſuccès de leurs généraux, Wrangel & Koniſmarck, avoient forcé le roi de Danemarck à la paix; & Torſtenſon, ayant enſuite tourné ſes armes contre les Impériaux, étoit entré en Boheme, & avoit remporté à Janowitz une victoire, qui lui ouvroit tous les pays héréditaires.

Mais la France craignoit de donner trop d'avantages à la Suede, ſi l'on ſe hâtoit de traiter dans de pareilles circonſtances. Quoique l'objet des deux couronnes fût également de rétablir la liberté du corps germanique, en diminuant la puiſſance de la maiſon d'Autriche; elles avoient néanmoins chacune des vues particulieres, qui pouvoient difficilement ſe concilier. Si les François ſoutenoient qu'on pouvoit aſſurer la liberté de l'empire, ſans ſacrifier aucune des deux religions, les Suédois ſe propoſoient au contraire, d'abaiſſer les Catholiques pour élever les Proteſtans, perſuadés que les Catholiques ſeroient toujours attachés aux Autrichiens. Il étoit donc à craindre que, ſecondés de tous les princes proteſtans, comme ils devoient l'être, ils ne ſe prévaluſſent de la ſupériorité que leur donnoit la victoire de Janowitz, & qu'ils n'obtinſſent, par le traité, de trop grands avantages au préjudice de la France. C'eſt pourquoi les François jugeoient devoir ſuſpendre, juſqu'à ce qu'ils puſſent balancer les ſuccès de leurs alliés.

Ces deux puiſſances avoient même des raiſons communes pour retarder encore. Les avantages qu'elles ſe propoſoient d'obtenir, étoient de

nature à ne pouvoir être demandés qu'avec beaucoup de ménagement : car leurs prétentions ſur tant de provinces devoient ſoulever le corps germanique, qui ne pouvoit pas conſentir volontiers au démembrement de l'empire. Il s'agiſſoit donc de ſonder les eſprits, de les préparer adroitement, de les conduire par de longs détours. Tout cela demandoit du tems & un grand concert. Cependant comme elles vouloient paroître répondre à l'impatience de l'Europe, leurs plénipotentiaires promirent de donner, & donnerent en effet, leurs propoſitions le jour de la Trinité, qui tomboit cette année le 11 juin 1641. Alors la France étoit humiliée par la défaite de Turenne, que Merci avoit ſurpris à Mariendal. C'étoit la premiere faute de ce grand capitaine. Il la répara bien dans la ſuite, & ce fut la derniere de cette eſpece.

Les principales conditions que les deux couronnes mirent à la paix, étoient : 1°. Que toutes choſes ſeroient rétablies dans l'empire au même état, où elles étoient en 1618, avant le commencement de la guerre. C'étoit demander que l'empereur rendît le royaume de Boheme électif, & que le duc de Baviere reſtituât le haut Palatinat & la dignité électorale.

2°. Que tous les princes & états de l'empire ſeroient rétablis dans leurs anciens droits, prérogatives, libertés & privileges; que par conſéquent ils jouiroient de tous les droits de ſouveraineté, du droit de ſuffrage dans les dietes, & du droit de faire des confédérations pour leur ſureté, tant entr'eux qu'avec les princes voiſins.

3°. Qu'on ne pourroit ni porter de nouvelles loix, ni interpréter les anciennes ; ni faire la guerre, la paix ou des alliances ; ni imposer des tributs aux états, ni priver un prince de sa dignité ou de ses biens, &c. que par le suffrage libre & le consentement de tous les états dans une assemblée générale.

4°. Que toutes les anciennes constitutions de l'empire, & particuliérement la bulle d'or, seroient observées religieusement, sur-tout, dans l'élection du roi des Romains, & qu'on ne procéderoit jamais à cette élection pendant la vie des empereurs, parce que cet abus perpétue la dignité impériale dans une seule famille, en exclut tous les autres princes, & anéantit le droit des électeurs.

5°. Qu'outre les précautions générales qu'on prendroit pour la sureté du traité, on ordonneroit aux deux couronnes & à leurs alliés une satisfaction, & une récompense aux milices étrangeres qui ont servi dans leurs armées ; & que la satisfaction devoit être telle, qu'elle fût un dédommagement pour le passé, & une sureté pour l'avenir.

Les états de l'empire ne pouvoient qu'applaudir à des propositions, qui faisoient de leurs intérêts le premier objet du traité. Ils auroient pu avoir quelque inquiétude sur ce que les deux couronnes entendoient par leur satisfaction. Mais puisqu'elles paroissoient ne vouloir rien obtenir pour elles, qu'après qu'ils auroient eux-mêmes été rétablis dans leurs droits, il étoit naturel qu'ils s'occupassent des avantages qu'on lui offroit, & qu'ils se sentissent même portés à favo-

riser dans la suite les prétentions de la France & de la Suede. Lorsqu'ils se seront familiarisés avec des idées qui les flattent, il sera difficile qu'ils y renoncent. Ils aimeront mieux sacrifier des provinces aux dépens de Ferdinand ; & ce sera le moment que les François & les Suédois pourront prendre pour s'expliquer. Il faut néanmoins remarquer que ces deux puissances ne paroissent embrasser, & n'embrasseront en effet, les intérêts du corps germanique, que parce qu'elles les regardent comme un moyen d'obtenir ce qu'elles desirent, & comme l'unique garantie qui peut leur en assurer la possession. Jusques là, elles soutiendront leurs premieres demandes; mais au delà, elles se relâcheront à proportion que leurs ennemis se rendront plus faciles à leur égard : elles en sont même convenues.

Il est aisé d'imaginer combien l'empereur & ses partisans furent offensés du projet d'anéantir l'autorité impériale. Aussi releverent-ils, dans les propositions, tout ce qui pouvoit donner lieu à la critique. Les médiateurs eux-mêmes y trouverent à redire. En effet, ce n'étoit pas avancer le traité que de parler vaguement d'une satisfaction, sans s'expliquer sur ce qu'on demandoit. Si l'Europe s'étoit flattée d'une paix prochaine, en apprenant que les deux couronnes avoient donné leurs propositions, cette espérance s'évanouit bientôt ; &, comme le disoit le chancelier Oxenstiern, il restoit encore bien des nœuds qu'on ne pourroit couper qu'avec l'épée.

La France eut sur l'Espagne des avantages qui firent oublier la perte de la bataille de Mariendal.

En Flandre, les maréchaux de Gassion & de Rantzau, sous le commandement du duc d'Orléans, enleverent plusieurs places, & le prince d'Orange se rendit maître de Hulst. En Catalogne, le comte du Plessis Praslin avoit fait le siege de Roses, qui capitula après quarante-neuf jours de tranchée ouverte, & qui rendit la communication libre entre la Catalogne & le Roussillon. Le comte d'Harcourt, qui tenoit la campagne, prit ensuite Agrammont & St. Annais, gagna la bataille de Liorens & s'empara de Balaguer. Enfin les Espagnols furent battus par les Portugais, & contraints de lever le siege d'Elvas.

D'un autre côté, le duc d'Enguien passa le Rhin auprès de Spire, & se joignit au vicomte de Turenne, dont l'armée avoit été renforcée par les Hessois & par les Suédois, sous les ordres du général Geis & de Konigsmarck. Ce prince s'approcha du Danube, en se rendant maître de Wimpfen & de Rotenbourg. Il se proposoit d'entrer dans la Baviere, ou de revenir sur Hailbron, lorsqu'il fut abandonné des Suédois, qui craignoient vraisemblablement qu'une victoire en Allemagne ne donnât trop d'avantage aux plénipotentiaires françois. Malgré la défection de Konigsmarck, le duc gagna la bataille de Nordlingen, dans laquelle le général Merci perdit la vie. Peu après, le vicomte de Turenne prit Treves, & rétablit l'électeur, que les Espagnols avoient dépouillé.

Ces succès ne hâtoient pas la négociation: les comtes d'Avaux & de Servien avoient refusé d'expliquer l'article de la satisfaction, sous prétexte qu'ils étoient obligés d'attendre l'arrivée de Henri

d'Orléans, duc de Longueville. Le cardinal envoyoit ce prince à Munster, pour donner plus d'éclat à l'ambassade, & pour éloigner en même tems de la cour un esprit capable d'y former des intrigues. A l'arrivée du duc de Longueville, les plénipotentiaires ne s'expliquerent pas davantage, & on vit naître seulement de nouvelles contestations sur le cérémonial. Peu de jours après, arriva le premier ambassadeur d'Espagne, Don Gaspard Bracamonte, comte de Pegnaranda; & on attendoit de Vienne, Maximilien comte de Trautmansdorff, ministre qui avoit toute la confiance de l'empereur. Ces mouvemens faisoient présumer qu'on songeoit sérieusement à la paix.

Il ne restoit plus qu'un prétexte aux François & aux Suédois pour différer l'explication qu'on leur demandoit: c'est qu'on n'avoit pas encore répondu à leurs propositions. Or les Impériaux leur enleverent cette derniere ressource. Le 25 septembre ils assemblerent avec beaucoup d'appareil tous les députés des trois colleges; & ils leur communiquerent leur réponse, en les invitant à donner leur avis sur chaque article. C'étoit reconnoître également dans tous les états le droit d'opiner sur les affaires les plus importantes de l'empire, & les déclarer juges dans leur propre cause. Si par conséquent les princes & les villes avoient été jusqu'alors opprimés par les empereurs & par les électeurs, ils parurent ce jour-là avoir recouvré leur ancienne liberté. Ces états se crurent déjà libres; & pleins de cette idée, ils se regarderent comme les maîtres de la négociation: car après avoir délibéré s'ils donneroient leurs avis, avant que la réponse fût communiquée

muniquée aux François & aux Suédois, ils jugerent devoir permettre de la communiquer sur le champ; déclarant néanmoins qu'ils ne prenoient ce parti que pour avancer la négociation, & que les choses demeureroient indécises jusqu'à ce qu'ils eussent donné leur avis.

La réponse de l'empereur ne faisoit pas espérer de pouvoir si-tôt conclure. Bien loin d'accorder une satisfaction aux deux couronnes & à leurs alliés, ce prince en demandoit une pour lui-même. Il paroissoit disposé à faire des sacrifices aux Protestans, ce qui déplaisoit aux médiateurs, & ce que les François vouloient au moins paroître désapprouver. Enfin il ne refusoit rien aux états de l'empire. Mais il ajoutoit des clauses, dont il pouvoit se prévaloir un jour.

Les députés des états avoient à traiter des intérêts politiques, soit généraux, soit particuliers, & des intérêts de religion. Ils ne s'accorderent que sur les choses générales; & il resta des articles sur lesquels il étoit difficile ou même impossible qu'ils eussent un avis commun. La religion fit, sur-tout, naître de grand sujets de contestation, les Protestans se plaignant d'avoir été toujours opprimés par les Catholiques, & les Catholiques se plaignant des usurpations que les Protestans avoient faites.

Cependant au milieu de ces contestations, les états s'applaudissoient d'avoir été pris pour juges; l'empereur se savoit gré d'avoir eu cette condescendance pour eux, parce qu'il prévoyoit qu'il ne seroit pas si-tôt jugé; & les deux couronnes n'étoient pas fâchées de voir naître des incidens

qui retardoient la négociation, fans qu'on pût leur faire aucun reproche.

Chacun fe voyoit donc dans des conjonctures favorables & tout le monde étoit content. Les états fe flattoient de tout obtenir, parce qu'ils voyoient l'empereur dans la néceffité de les ménager; & l'empereur comptoit fur les états, qui fe bornant à difputer fur leurs propres intérêts, ne parloient de la fatisfaction des François & des Suédois, que comme d'une chofe, à laquelle ils prenoient fort peu de part. Mais cette indifférence ne donnoit pas d'inquiétude aux deux couronnes: car elles jugeoient avec raifon, que les états ne trouveroient de fureté, qu'autant qu'ils traiteroient conjointement avec elles; & elles attendoient le moment où fe joignant à elles, ils feroient favorables à la fatisfaction qu'elles voudroient obtenir.

Il s'agiffoit enfin de s'expliquer fur cette fatisfaction, & c'eft un point fur lequel les deux couronnes commençoient à fe faire des intérêts différens. Comme les prétentions de l'une pouvoient nuire aux prétentions de l'autre; plus chacune des deux vouloit obtenir, plus elle craignoit de trouver d'obftacles dans fon alliée. C'eft pourquoi de part & d'autre les plénipotentiaires s'obfervoient, & ne s'ouvroient pas encore; les Suédois étoient fur-tout plus circonfpects, parce qu'ils avoient de plus grandes difficultés à vaincre.

A la fin cependant on fe devina; on connut même les difpofitions du public, qui, jugeant que la fatisfaction fe feroit aux dépens de la maifon d'Autriche, facrifioit volontiers à la paix les intérêts de cette maifon. On ne fut donc plus

dans le cas de faire un mystere de ses desseins, & au commencement de 1646 les deux couronnes de concert, déclarerent aux Impériaux ce qu'elles exigeoient chacune pour leur satisfaction. La France demandoit la haute & basse Alsace, y compris le Sundgaw, Brisach & le Brisgaw, les villes forestieres, Philisbourg, & les lieux nécessaires pour assurer la communication de cette place avec la France. La Suede demandoit la Poméranie entiere, ou la moitié avec la Silésie; & de plus Cammin, Wismar, Poel, le château de Walfisch, ou de la Baleine, Warnemonde, Bremen & Verden. Je passe pour le présent sous silence les autres articles, & je n'en parlerai dans la suite, qu'autant que j'y serai obligé pour donner une idée générale de cette négociation. En effet il nous suffit de considérer l'objet, qui faisoit le principal ou même l'unique obstacle au traité. Or, si la France & la Suede avoient obtenu une satisfaction telle qu'elles la vouloient, elles se seroient volontiers relâchées sur-tout le reste.

C'est sur les domaines de la maison d'Autriche qu'il s'agissoit de prendre la satisfaction de la France. Ainsi ce démembrement, sans rien coûter aux princes de l'empire, affoiblissoit l'unique puissance qu'ils redoutoient. Ils pouvoient même regarder comme un avantage pour eux, que la France, s'étendant jusques sur le Rhin, pût au besoin les défendre contre les entreprises des empereurs. Ferdinand paroissoit enfin disposé à tout sacrifier pour la paix: & quoique l'Espagne, qui ne pouvoit le secourir, l'en détournât; le duc de Ba-

viere, qui l'avoit toujours si bien défendu, l'invitoit à céder.

La satisfaction de la Suede souffroit de grandes difficultés. Car la Pologne & le Danemarck ne devoient pas souffrir que les Suédois eussent en Allemagne un établissement aussi considérable; & l'électeur de Brandebourg s'y opposoit encore davantage, parce qu'il avoit sur la Poméranie des droits qu'on ne pouvoit lui contester. Pour avoir son consentement, il falloit le dédommager aux dépens de l'empereur ou de l'église. Le second moyen étoit seul au gré de Ferdinand: mais la France ne l'approuvoit pas, les médiateurs s'y opposoient, & tous les Catholiques le rejetoient avec scandale. C'est par cette raison même que les Suédois le préféroient: car ce démembrement des biens de l'église entroit dans le plan qu'ils s'étoient fait, de mettre au moins une égalité parfaite entre les Protestans & les Catholiques. Par ce plan ils entretenoient en Allemagne les guerres de religion. Les François au contraire assuroient la paix, parce que, sans distinction de Catholiques & de Protestans, ils se proposoient de faire une ligue générale de tous les membres du corps germanique.

Les députés, à qui les Impériaux communiquerent la replique des deux couronnes, déciderent qu'il n'étoit dû aucune satisfaction, & prononcerent en général contre elles sur tous les articles. Le grand nombre étoit donc favorable à l'empereur, soit qu'ils le craignissent encore ou qu'ils fussent gagnés par des promesses; soit qu'ils se crussent désormais en état de défendre eux-mê-

mes leur liberté ; soit qu'ils eussent quelque honte à souffrir que des puissances étrangeres donnassent la loi dans l'empire ; soit enfin que les Catholiques prévissent combien la paix coûteroit à l'église, si on l'achetoit des Suédois. Cela fait voir que l'empereur auroit pu se ménager un parti puissant.

Les François & les Suédois ne regarderent pas cette décision comme un jugement : ils se flatterent de ramener les uns par les avantages qu'ils leur offriroient dans le cours de la négociation, & de lasser les autres en continuant la guerre avec vigueur.

Le comte de Trautmansdorff, d'un esprit ferme & solide, avoit encore une réputation de probité, qu'il soutenoit par un caractère franc & honnête. Peut-être cet habile ministre eut-il raccommodé les affaires de l'empereur, s'il en eût été chargé plutôt : mais alors elles étoient désespérées. Le premier objet de son instruction, & sur lequel il ne se flattoit pas de réussir, étoit de réconcilier Ferdinand avec tout le corps germanique, & de réunir toute l'Allemagne pour chasser les François & les Suédois. Afin de préparer l'éxecution de ce projet, on répandit, à son départ de Vienne, qu'il alloit au congrès avec des pleins pouvoirs pour satisfaire entiérement tous les états de l'empire. Mais plus ces promesses étoient grandes, plus elles parurent suspectes, & les états n'eurent garde de donner dans le piege, jugeant bien qu'ils ne seroient plus ménagés, lorsque les puissances qui les protégeoient, cesseroient d'être redoutables.

Ce premier projet ayant échoué, il se propo-

soit de tout sacrifier jusqu'aux intérêts de la religion, pour gagner les Protestans, & détacher la Suede de la France. Ce second projet n'eut plus de succès. Les Suédois demeurerent fermes dans leur ancienne alliance, & se montrerent plus difficiles, à mesure que l'empereur parut se relâcher davantage avec eux. Cependant la France & la Suede faisoient de nouveaux préparatifs pour la campagne de 1646; Ferdinand craignoit la continuation de la guerre; & il ne restoit plus d'autre ressource que de négocier avec les François pour essayer de conclure une paix générale.

Avant de faire cette démarche, Trautmansdorff assembla les députés des états, & leur demanda s'il étoit dû une satisfaction à la France. Il comptoit se prévaloir de l'empire, pour porter au moins les François à se relâcher. Ses espérances furent trompées: car excepté les députés d'Autriche, de Bourgogne & de l'archiduc Léopold, tous opinerent en faveur de la France.

Alors il fit faire des offres par les médiateurs, & la négociation commença: cependant comme il n'offroit pas encore tout ce qu'il se proposoit de céder, la France insistoit sur-tout ce qu'elle avoit d'abord demandé, & quoiqu'elle se fût aisément contentée de l'Alsace & de Brisach, elle appuyoit avec la même chaleur sur les articles qui étoient le plus indifférens, & paroissoit n'en vouloir abandonner aucun.

L'année précédente 1645, le cardinal avoit commencé une négociation avec le duc de Baviere, dans le dessein de le détacher de l'empereur. Il offrit de lui conserver le haut Palatinat

avec la dignité électorale, & il proposoit de créer un huitieme électorat pour le Palatin, auquel on restitueroit le bas Palatinat. Cet expédient concilioit, autant qu'il étoit possible, les intérêts de ces deux princes. En rétablissant l'un, la France affermissoit la paix dans l'empire; & elle s'attachoit l'autre, en lui conservant ce qu'il avoit acquis.

Dès-lors la cour de France & la cour de Baviere commencerent à se ménager. Si Maximilien ne pouvoit prendre sur lui d'abandonner l'empereur, il se proposoit au moins d'user de son autorité pour le porter à la paix, & le déterminer à donner une satisfaction à la France. Il entra donc dans les vues du cardinal, sans néanmoins s'engager trop avant. On ne savoit donc sur quoi compter. En effet ses dispositions varioient comme la fortune. Après la défaite de ses troupes à Nordlingen, il fit à la France les dispositions les plus avantageuses : & il commença bientôt à changer de langage, parce qu'il eut à son tour quelques succès.

Cependant son âge avancé lui faisoit desirer la paix: parce que si la mort le surprenoit pendant la guerre, il ne savoit plus ce qu'il laissoit à ses enfans. Il entra donc dans la négociation que Trautmansdorff avoit entamée, & pour la hâter il menaça d'abandonner les Impériaux, si avec l'Alsace qu'ils offroient, ils ne cédoient pas encore Brisach : il savoit que c'étoit-là le nœud qu'il falloit trancher. Ferdinand y consentit : mais avec des conditions que les François ne pouvoient accepter, sans offenser leurs alliés. Quoiqu'on parût donc se rapprocher, tout étoit encore suspendu,

Puisqu'on vouloit assurer la paix, il falloit qu'elle fût générale; & par conséquent il ne suffisoit pas que la France obtînt ce qu'elle désiroit.

Pendant qu'on négocioit, les armées entroient en campagne. Charles-Gustave Wrangel, ayant succédé à Torstenson, à qui la goutte avoit fait quitter le commandement à la fin de l'année précédente 1645, s'avança jusques dans la haute Silésie, afin de se joindre aux François conformément au projet du vicomte de Turenne. En effet, il semble que la jonction des deux armées eût pu rendre l'empereur plus facile, mais on avoit des raisons pour temporiser. Comme le duc de Baviere se prêtoit alors aux vues de la France, elle croyoit le devoir ménager. Ce prince étoit le plus puissant de l'empire : & si elle pouvoit le gagner, elle se rendoit maîtresse de la négociation. C'est ce que les Suédois craignoient. Aussi reprochoient-ils à la France les démarches qu'elle faisoit auprès de Maximilien. Ils pressoient la jonction des armées, & ils auroient voulu porter le fer & le feu dans la Baviere; persuadés que s'ils ruinoient cette puissance, ils deviendroient les arbitres de la guerre & de la paix. Les intérêts étant aussi contraires, les François craignoient une victoire presqu'autant qu'une défaite. Si les Impériaux ont l'avantage, disoient les plénipotentiaires, ils ne voudront plus traiter aux mêmes conditions; & si notre parti demeure victorieux, il y a lieu d'appréhender que la Suede ne veuille nous donner la loi.

Cependant les Suédois s'approchoient du Rhin, avec la confiance que les François s'uniroient à

eux. La France devoit-elle donc manquer à ses engagemens, rompre avec un allié, & l'exposer à un échec qu'elle auroît senti par contrecoup? Déja les Impériaux & les Bavarois s'avançoient pour combattre l'armée suédoise : bien supérieurs en nombre, ils se flattoient d'une victoire : & Trautmansdorf, qui en attendoit la nouvelle, suspendoit la négociation, & paroissoit mépriser les prétentions des deux couronnes. Il étoit donc tems de voler au secours des Suédois. Turenne eut ordre de les joindre, lorsque la jonction étoit devenue fort difficile. Elle se fit néanmoins sur les frontieres de la Hesse.

La négociation recommença : mais il survenoit de nouvelles difficultés. D'un côté, l'empereur déclaroit ne vouloir rien conclure sans l'Espagne, & demandoit que le duc de Lorraine fût compris dans le traité : d'un autre côté, quoique le duc de Baviere eût fait entendre que la France se contenteroit de l'Alsace & de Brisach, elle insistoit encore pour obtenir Philisbourg & les droits souverains sur les dix villes impériales de l'Alsace, & faisoit valoir la facilité avec laquelle elle avoit renoncé aux villes forestieres & au Brisgaw.

Cependant l'Espagne ne songeoient point à traiter sérieusement : elle n'avoit d'autre dessein, que de détacher les Provinces-Unies, & de retarder la paix de l'empire. Le cardinal pensoit avec raison que les Impériaux ne sacrifieroient pas leurs intérêts aux vues de cette couronne ; & comme ils s'intéressoient encore moins au duc de Lorraine, il persista dans la résolution de ne pas comprendre ce prince dans le traité.

Quant aux villes impériales de l'Alſace, il falloit bien qu'elles obéiſſent aux diſpoſitions des principales puiſſances de l'Europe. La plus grande difficulté conſiſtoit donc dans la demande que les François faiſoient de Philisbourg. L'empereur répondoit qu'il n'étoit pas en ſon pouvoir d'accorder cette place; qu'il falloit le conſentement des états de l'empire & ſurtout de l'électeur de Treves à qui elle appartenoit, & que ſi la France pouvoit obtenir ce conſentement, il ne s'y oppoſeroit pas. Il n'avoit pas connoiſſance d'un traité ſecret, par lequel l'électeur avoit conſenti à céder Philisbourg.

Le progrès des armées en Allemagne acheva de lever les difficultés. Les états du duc de Baviere étoient menacés. Il fallut prendre une réſolution, ſans délibérer davantage; & les Impériaux ſouſcrivirent aux principales demandes de la France. Ils ajouterent, à la vérité, une clauſe en faveur de la paix d'Eſpagne & du rétabliſſement du duc de Lorraine : mais cette clauſe ne parut de leur part qu'un reſte de bienſéance.

Ces arrangemens particuliers, quoique convenus, n'étoient que conditionnels; l'exécution en étoit renvoyée à la paix générale: la France qui ne vouloit pas ſe ſéparer de ſes alliés, ne pouvoit pas traiter définitivement ſans la Suede; elle avoit ſeulement deſiré qu'on arrêtat d'abord les articles qui la concernoient; & pour trouver moins de difficulté, elle avoit offert d'agir auprès des Suédois, & fait eſpérer qu'elle les porteroit à ſe relâcher.

Les plénipotentiaires françois devinrent donc médiateurs entre l'empereur & la Suede. Cette

négociation étoit on ne peut pas plus délicate. Jaloux de la ſupériorité que prenoit la France, les Suédois ſe montroient plus difficiles que jamais. Ils ne ſe déſiſtoient ſur rien, ni ſur les articles qui les regardoient, ni ſur ceux des Proteſtans, ni ſur ceux des états de l'empire: ils ne cherchoient même qu'à faire naître de nouvelles difficultés, en paroiſſant ne s'occuper que des intérêts de la cauſe commune.

Nous ſommes convenus, diſoient les François, que nous nous relâcherions ſur les affaires générales, à meſure que les Impériaux nous ſatisferoient ſur nos intérêts particuliers. Mais les Suédois ſentoient que le vrai moyen d'obtenir tout pour eux, étoit de demander beaucoup pour les autres; & ils s'obſtinoient dans cette conduite, afin que, ſi la paix étoit retardée, on l'attribuât moins à leurs prétentions qu'à leur zele pour la cauſe commune. Enfin ils ſe plaignoient de la France, qui avoit ſi fort avancé ſon traité, lorſque le leur n'étoit pas encore commencé: & ſi on leur répondoit que cette démarche ne leur faiſoit aucun tort, puiſque tout ce dont on étoit convenu, feroit ſans effet juſqu'à ce qu'ils euſſent eux-mêmes conclu avec les Impériaux; ils n'étoient pas ſatisfaits de cette réponſe, parce qu'ils voyoient les avantages que la France prenoit ſur eux dans la négociation.

Comme ils refuſoient de s'expliquer, parce qu'ils diſoient ne pas ſavoir les intentions de l'empereur, auquel ils reprochoient de ne leur avoir jamais fait de propoſitions expreſſes, les plénipotentiaires françois agirent auprès des Im-

périaux, pour les engager à faire des offres, fur lefquelles on pût compter. Ceux-ci offrirent la Poméranie citérieure, la cofeigneurie de Wifmar & le duché de Mecklembourg, avec la difpofition à perpétuité de l'archevêché de Bremen & l'évêché de Verden.

Chriftine, alors majeure, defiroit la paix: mais on prétend que le chancelier Oxenftiern ne la voulut pas, & c'eft en effet fon fils qui mettoit les plus grands obftacles à la négociation. Salvius au contraire, qui avoit la confiance de la reine, s'ouvrit avec les plénipotentiaires françois, & leur confeilla de négocier immédiatement avec la cour de Suede; leur avouant que s'il ne recevoit de nouveaux ordres, il n'étoit pas en fon pouvoir de conclure. Ils fuivirent ce confeil, & ils écrivirent à la reine.

Pendant que la négociation traînoit, les Impériaux & les Bavarois fuyoient devant l'armée des alliés, qui étoit bien inférieure. Avec dix-huit mille hommes au plus, Wrangel & Turenne prenoient des villes, fe rendoient maîtres de la campagne, mettoient à contribution la Franconie & la Souabe, & portoient le ravage dans la Baviere. L'archiduc Léopold, hors d'état de faire fubfifter fon armée, renvoya les Bavarois chez eux, & ramena les Impériaux en Autriche. Les alliés prirent leurs quartiers dans la Souabe. Turenne fe faififfant des places fituées le long du Danube, & Wrangel occupant le pays qui s'étend vers le lac de Conftance, leurs partis faifoient des courfes jufqu'aux portes de Munich. Ainfi finit la campagne. Ces fuccès rendoient les

Suédois plus difficiles, & mettoient Maximilien dans la néceffité de traiter avec la France.

Dans les Pays-Bas, les François prirent Courtrai, Mardick & Dunkerque; & en Italie, Piombino & Porto-Longone. Il eft vrai qu'en Catalogne le comte d'Harcourt fut obligé de lever le fiege de Lérida; mais ce n'étoit qu'une conquête de moins. Après tant de pertes, l'Efpagne, menacée d'en faire encore, paroiffoit devoir defirer la fin la guerre. Cependant fa négociation avec la France n'avançoit point. Elle perfiftoit toujours dans le deffein de conclure promptement un traité particulier avec les Etats-Généraux, & de faire en même tems tous fes efforts pour retarder le traité de l'empire; perfuadée qu'elle pourroit alors reprendre l'avantage fur la France, ou recouvrer au moins une partie de de ce qu'elle avoit perdu. Ce plan étoit fage: mais afin de pouvoir juger s'il a été conduit fagement, il faut connoître l'état des chofes au commencement de la négociation; c'eft-à-dire, pendant l'hiver qui a précédé la campagne de 1646.

Outre la Catalogne & le Rouffillon, la France, depuis la guerre déclarée, avoit acquis dans l'Artois, Arras, Bapaume, l'Eclufe, Béthune, St. Venant, Lillers, Hédin, Lens & plufieurs autres petites places, dans la Flandre, Gravelines, Bourbourg, Linck, Caffel, Armentieres, le Quefnoi; dans le Hainaut & le Luxembourg, Landrecy, Maubeuge, Damvilliers, Thionville, & beaucoup de châteaux; enfin Cafal en Italie. La France déclaroit ne vouloir rendre aucune de ces conquêtes, afin d'en conferver la plus

grande partie : l'Eſpagne marchandoit, & n'offroit que quelques places, afin de céder le moins qu'il ſeroit poſſible. Enfin le Portugal, la Catalogne & la Lorraine faiſoient naître encore de grandes difficultés.

Le cardinal Mazarin avoit formé le projet d'échanger la Catalogne pour les Pays-Bas. Il ſe flattoit même d'y réuſſir par l'entremiſe du prince d'Orange; & il s'imaginoit trouver des moyens pour ne donner d'ombrage ni aux Catalans, ni aux Provinces-Unies. Philippe IV, qui feignit de ſe prèter à ce deſſein, propoſa le mariage de l'infante avec Louis XIV, & offrit en dot les Pays-Bas. Il eſt vrai que les plénipotentiaires françois affecterent d'écouter cette propoſition avec indifférence : mais les Eſpagnols ſe hâterent de répandre, que le traité alloit être conclu, & on ajouta que la ceſſion que faiſoit l'Eſpagne, comprenoit les droits de cette couronne ſur les Provinces-Unies. En faiſant courir ces bruits, le conſeil de Madrid vouloit allarmer les Hollandois, afin de les engager à prévenir la France par un traité particulier. La négociation étoit déja bien avancée avec eux, puiſque l'Eſpagne abandonnoit tout ce que la république avoit conquis. Il ne reſtoit plus que de légeres difficultés ; & les Etats-Généraux comptant les vaincre, faiſoient les préparatifs de la campagne avec une lenteur, qui dérangeoit tous les projets du cardinal. Cependant la France oſoit à peine ſe plaindre. Plus elle craignoit de perdre ſon allié, plus elle le ménageoit ; & les députés, que la république avoit envoyés à Munſter, ne répondoient que par des promeſſes vagues de remplir

tous les engagemens. Il eſt vrai néanmoins qu'ils continuoient de déclarer à l'Eſpagne qu'ils ne concluroient rien ſans la France ; & ils parloient ainſi, ſoit pour aſſurer l'une, ſoit pour engager l'autre à leur offrir davantage.

Cette conduite incertaine ſembloit devoir avancer la paix : car, d'un côté, les François ſe relâchoient parce qu'ils craignoient d'être abandonnés : & de l'autre, les Eſpagnols faiſoient des offres plus conſidérables, parce qu'ils eſpéroient moins de détacher les Provinces-Unies. Peut-être encore jugeoient-ils que, s'ils paroiſſoient diſpoſés à conclure avec la France, les Etats-Généraux ſe hâteroient de faire leur traité particulier.

Les deux partis parurent donc ſe rapprocher : mais l'Eſpagne ne faiſoit pas encore aſſez au gré des François, ni même au jugement des députés de Hollande, qui l'inviterent à faire davantage. Ils déclarerent même, conformément à de nouveaux ordres des Etats-Généraux, que la république ne feroit point de traité particulier, & que l'unique moyen de conclure étoit de traiter en même tems avec la France. Les Eſpagnols feignirent de n'avoir pas d'autre deſſein ; & voulant écarter tout ſoupçon ; ils prirent les députés pour arbitres. Les François accepterent avec joie cette médiation.

La Catalogne fut le premier article qu'on traita. Quoique la France ſe crût en droit de la retenir pour toujours, elle propoſa de ne faire pour cette province qu'une treve, qui dureroit autant que celle que les Etats-Généraux obtiendroient pour eux : car alors cette république pré-

féroit une treve à la paix. Que si Philippe aimoit mieux prévenir une nouvelle guerre, il pouvoit abandonner à perpétuité toute la Catalogne, avec les villes qu'il y possédoit encore; & que Louis XIV le dédommageroit, en lui restituant quelques places dans les Pays-Bas. Mais quelque parti que prît l'Espagne, la France déclaroit qu'elle n'abandonneroit point un peuple qui s'étoit mis sous sa protection, que ce seroit une infidélité, une infamie, une lâcheté, dont elle n'étoit pas capable.

Elle étoit cependant résolue à l'abandonner, si on lui cédoit en échange tous les Pays-Bas. Bien persuadée que Philippe ne pourroit pas se résoudre à voir les François établis dans le sein de ses états, elle n'offroit les Pays-Bas pou la Catalogne, qu'afin de faire naître aux députés la pensée d'un échange contraire, c'est-à-dire, de rendre la Catalogne à l'Espagne pour en obtenir les Pays-Bas.

Tel étoit le caractere du cardinal Mazarin. Il alloit volontiers par des voies détournées insistant sur les choses qu'il ne vouloit pas, & paroissant indifférent sur celles qu'il désiroit davantage. Comme il craignoit de donner de l'ombrage aux députés, il n'osoit leur déclarer ses vues sur les Pays-Bas, & il dissimuloit. Il me semble qu'il eût mieux fait de renoncer aux Pays-Bas. En effet, il étoit difficile de comprendre, comment il pouvoit se flatter d'amener les Hollandois à former eux-mêmes un projet, qu'il savoit leur être odieux. Il falloit supposer que les députés, assez aveugles pour ne pas juger des desseins du cardinal par les intérêts de la France, seroient
encore

encore aveugles fur leurs propres intérêts. Or, c'eſt ce que Mazarin ne pouvoit ſuppoſer. Si jamais l'art de négocier eſt porté à ſa perfection, tous ces petits artifices, qui ne peuvent réuſſir que lorſqu'on traite avec des hommes tout-à-fait ſtupides, feront ſi uſés, que la bonne foi ſera la premiere qualité d'un habile négociateur.

Le duc de Lorraine dont l'Eſpagne demandoit le rétabliſſement, & le roi de Portugal que la France avoit pris ſous ſa protection, étoient deux articles, auxquels les deux couronnes vouloient paroître s'intéreſſer, & ſur leſquels elles étoient bien diſpoſées à ſe faire des ſacrifices. En effet, après pluſieurs conférences, & peu avant la priſe de Dunkerque, qui ſe rendit le 7 Octobre 1646, les députés & les médiateurs aſſurerent que les Eſpagnols conſentiroient à tout, pourvu qu'il ne fût plus queſtion du Portugal; c'eſt-à-dire, qu'abandonnant le Rouſſillon & toutes les conquêtes faites ſur eux dans les Pays-Bas, ils conſentoient à une treve de trente ans pour la Catalogne. Alors on parut s'accorder, ou du moins il ne reſtoit plus que des difficultés aſſez légeres.

Il en ſurvint une nouvelle par la priſe de Piombino & Porto-Longone: car la France réſolut de conſerver encore ces deux places. Il ſemble que les conjonctures étoient aſſez belles, pour ne pas retarder la paix par de nouveaux incidens : mais le cardinal aimoit à former des projets; ſon eſprit, fécond en raiſons, les lui rendoit toujours plauſibles; & ſon intérêt perſonnel lui faiſoit craindre la fin de la guerre.

L'Eſpagne n'avoit pris les Hollandois pour

arbitres, qu'afin de leur persuader de traiter séparément, si les François, comme elle l'avoit prévu, se rendoient trop difficiles. Elle affecta même encore de penser sérieusement au mariage de l'infante avec Louis XIV; & cette nouvelle pouvoit donner d'autant plus d'inquiétude aux Provinces-Unies; que l'infant, unique fils du roi d'Espagne, étant mort sur ces entrefaites; le mariage de sa sœur portoit dans la maison de Bourbon toute la succession & toutes les prétentions de Philippe IV.

Ce mariage étoit hors de vraisemblance: mais le peuple croit volontiers aux bruits qui se répandent, & les députés des Etats-Généraux feignoient d'y croire, afin d'avoir un prétexte pour conclure promptement avec l'Espagne. Tout étoit arrêté. Ils avoient obtenu ce qu'ils demandoient, & au lieu d'une treve, on leur accordoit une paix qui assuroit pour toujours l'état de la république. De nouvelles conquêtes pouvoient, comme Piombino & Porto-Longone, retarder encore le traité de la France; & les Hollandois craignoient de perdre le moment favorable, s'ils laissoient au sort des armes les avantages qu'on leur offroit. Leurs intérêts d'ailleurs ne se concilioient pas avec ceux du roi de Portugal, que la France protégeoit. Ils vouloient conserver les conquêtes qu'ils avoient faites sur les Portugais dans le Bresil & aux Indes orientales, ou même en faire de nouvelles; & par conséquent, ils devoient se liguer avec l'Espagne contre le Portugal.

Les François ne cessoient de rappeller l'article du traité d'alliance, par lequel il étoit dé-

claré que la France & la Hollande n'avanceroient pas leur négociation l'une plus que l'autre. Toutes ces repréſentations furent inutiles, & les députés conclurent leur traité particulier avec l'Eſpagne. Ils conſentirent ſeulement à différer la ſignature, afin que le comte de Servien eût le tems de ſe rendre à la Haye pour conférer avec les Etats-Généraux.

Il avoit été prudent aux puiſſances alliées de ſe propoſer de conduire leurs négociations toutes enſemble & d'un même mouvement, mais ce projet étoit impoſſible dans l'exécution : car ſi elles avoient un intérêt commun à traiter de concert, elles commençoient à ſe faire des intérêts différens, dès qu'elles en venoient chacune au détail de leurs prétentions ; & les ennemis bien loin de vouloir négocier du même mouvement avec toutes enſemble, ne ſongeoient au contraire qu'à déranger ce concert. Il falloit donc néceſſairement que l'une convînt avec eux ſur quelques articles, lorſque l'autre ne ſavoit pas encore ſur quoi compter. Delà naiſſoient des jalouſies, des défiances & des variations continuelles. Chacune auroit voulu avancer ſa négociation ſéparément, & retarder celle de ſes alliés ; parce que chacune craignoit de reſter ſeule chargée du poids de la guerre, ou d'être forcée par ſes alliés mêmes à faire une paix moins avantageuſe.

Telles étoient les diſpoſitions de la France même, qui reprochoit trop de précipitation à la Hollande & qui étoit expoſée au même reproche de la part de la Suede. Il falloit qu'elle prouvât qu'elle n'étoit pas trop précipitée, & que les

Suédois étoient trop lents; & en même tems qu'elle n'étoit pas trop lente, & que les Etats-Généraux étoient trop précipités. Elle avoit donc à faire valoir contre l'un de ses alliés les raisons qu'elle avoit à combattre dans la bouche de l'autre. Cette situation auroit été embarrassante, si les politiques se piquoient toujours de parler de bonne foi & de raisonner exactement : mais en général ils se contentent de donner des raisons.

Pourquoi la France avoit-elle si fort avancé son traité avec les Impériaux? C'est parce qu'elle vouloit prévenir les Suédois, & avoir sur eux tout l'avantage. Comment donc peut-elle se plaindre, si les Etats-Généraux tiennent avec elle la même conduite? On répondra sans doute que, quoiqu'elle eût arrêté les articles qui la concernoient, tout étoit encore suspendu jusqu'à-ce que la Suede eût fait son traité. Mais les Etats-Généraux repliqueront qu'ils sont dans le même cas, puisqu'ils n'ont pas encore signé. Si la France, qui retarde la paix en formant toujours de nouvelles prétentions, craint que les Provinces-Unies ne se prévalent du traité qu'elles ont fait, & ne la forcent à se désister d'une partie des choses qu'elle demande; ne donne-t-elle pas les mêmes craintes aux Suédois, & n'a-t-elle pas résolu de les forcer à se relâcher?

Je sais bien qu'on dira qu'elle est déterminée à ne pas abandonner la Suede, & qu'au contraire elle appréhende avec raison, l'infidélité des Hollandois. Mais cette infidélité n'est peut-être qu'un reproche spécieux, & ce n'est pas la vraie cause de ses inquiétudes. Elle voit plutôt qu'elle exige trop des Hollandois. Comme ils ne

lui ſont pas attachés par un intérêt auſſi preſſant que celui qui la lie aux Suédois, elle craint qu'ils ne veuillent pas ſe prêter à toutes ſes vues & retarder la paix à chaque incident qu'il lui plaira de faire naître. Il me ſemble que la franchiſe de Henri IV & de Sully auroit mieux réuſſi, que les artifices du cardinal, & que pour être en droit de faire aux Provinces-Unies le reproche d'infidélité, il auroit fallu avoir avec elles moins de diſſimulation. Henri & Sully n'auroient pas eu beſoin de cette diſſimulation, parce qu'ils n'auroient pas formé des projets évidemment contraires aux intérêts des Provinces-Unies.

A la fin de 1646, la négociation entre la Hollande, l'Eſpagne & la France, étoit dans l'état que je viens de repréſenter. Vous verrez dans le pere Bougeant les efforts des François pour empêcher la Hollande de faire la paix ſéparément; & comment cette république ſuſpendit la ſignature de ſon traité pendant le cours de l'année 1647. Ses députés continuerent d'employer leur médiation: ils avancerent même les choſes au point, que tout étoit d'accord entre les plénipotentiaires eſpagnols & françois; & on n'attendoit plus pour conclure que les ordres de la cour de France.

Alors les Napolitains s'étoient ſoulevés, & le cardinal formoit déja de nouveaux projets. Quoiqu'il ſuivît en général le plan de Richelieu, il n'étoit pas en lui de ſe propoſer un objet bien déterminé. A peine ſe croyoit il arrivé à un but, qu'il vouloit tendre à un autre, & chaque événement produiſoit quelque révolution dans ſon

esprit. Il vouloit profiter de la situation des Espagnols, pour leur imposer des conditions plus dures ; ou même il étoit fâché de voir la paix se conclure dans une conjoncture, où il se flattoit d'enlever le royaume de Naples à l'Espagne. Cependant il n'osoit prendre sur lui de continuer la guerre, parce qu'il eût rendu la France odieuse à l'Europe, & qu'il se fût rendu lui-même odieux à la France. Dans l'embarras où il se trouvoit, il sut mauvais gré au duc de Longueville & au comte d'Avaux de l'y avoir mis, & il en sortit avec sa dissimulation ordinaire. Après avoir réfuté, avec une humeur pleine de mépris, les raisons que ces deux plénipotentiaires apportoient pour la paix, il censentit néanmoins d'accepter les propositions qui avoient été faites : mais il y mit tant de réserves, que son consentement étoit un vrais refus. Les plénipotentiaires furent donc obligés de rompre la négociation. Heureusement pour eux les Espagnols, qui ne connoissoient pas les dispositions du cardinal, leur fournirent un prétexte plausible, en élevant quelques nouvelles difficultés. Ils les saisirent, & cachant les ordres qu'ils avoient reçus, ils firent croire que si la paix ne se faisoit pas, c'étoit uniquement la faute de l'Espagne. Ce fut alors que les députés, las de tant de longueurs, conclurent conformément aux vœux des Provinces-Unies. Ils signerent leur traité le 30 Janvier 1648, & les ratifications furent échangées deux mois après.

Les Espagnols eurent lieu de s'applaudir. Ils avoient enfin brisé les liens qui unissoient contre eux la France & la Hollande. Voilà où ils avoient

dirigé toutes leurs démarches : depuis le commencement des négociations ils n'avoient jamais perdu de vue cet objet principal; ils ne s'en étoient jamais écarté. Cette conduite uniforme & constante ne pouvoit manquer de réussir mieux que les artifices du cardinal, qui, changeant toujours quelque chose à son plan, se rendoit suspect aux Etats-Généraux, n'en tiroit souvent que de foibles secours, & les dégoûtoit de la France. Il fut certainement la principale cause de la défection qu'il leur reprochoit.

„ Il faut être exactement vrai, dit le pere „ Bougeant, & je fais profession de l'être. Si „ les Provinces-Unies avoient eu connoissance „ de la dépèche de la cour de France du 17 „ Janvier, qui mettoit tant de clauses & de ré„ serves aux accommodemens proposés ; si elle „ avoit été bien informée des véritables dispositions du cardinal Mazarin ;... je ne dis pas „ que cette connoissance eût absolument dispensé „ la république de tous les engagemens solemnels, qu'elle avoit pris avec la France.... „ Il faut pourtant avouer qu'elle auroit eu droit „ de se prévaloir de cette connoissance, pour „ justifier sa conduite & pallier sa défection par „ la nécessité réelle ou supposée de l'état, & le „ besoin pressant de la paix. Mais ce n'étoit pas „ là le cas où se trouvoit la république. Elle „ n'avoit sur l'éloignement de la cour de France „ pour la paix, que des soupçons & des conjectures, dont une partie étoit évidemment „ fausse, & l'autre n'étoit appuyée sur aucune „ preuve solide. Les plénipotentiaires françois „ à Munster, & Mr. de la Thuilerie à la Haye

„ ne cessoient de protester qu'ils vouloient sin-
„ cérement la paix. „

Cette maniere d'accuser la république de Hollande me paroît bien étrange. C'est conclure qu'elle avoit tort de ce qu'elle ignoroit que la France avoit tort elle-même. Mais encore ne l'ignoroit-elle pas, car toute la conduite du cardinal déceloit assez ses dispositions. Or, pour se déterminer en politique, on n'est pas obligé d'attendre d'avoir vu les dépêches secrettes d'une cour. De fortes conjectures sont une preuve suffisante; & quand l'événement les confirme, on a lieu de s'applaudir de son discernement.

Quant aux protestations des plénipotentiaires, elles ne pouvoient pas assurer la république; parce qu'ils ne tenoient pas tous le même langage. Le pere Bougeant remarque lui-même que le comte de Servien détruisoit l'ouvrage de ses collegues par des discours tout opposés, & qu'il ne dissimuloit pas même en public qu'il étoit d'un sentiment contraire. En effet, ce ministre adoptoit en courtisan les vues qu'il prévoyoit devoir être agréables au cardinal, & il ne travailloit qu'à perdre le comte d'Avaux.

Enfin si après avoir reçu les dépêches de la cour; les plénipotentiaires n'ont pas cessé de protester qu'ils vouloient sincérement la paix, ils n'ont continué de tenir ce langage, que parce qu'ils ont vu qu'en paroissant ne la pas vouloir, ils mettroient tous les torts de leur côté. Mais ils ont parlé contre ce qu'ils pensoient. Or, il est mal adroit de prouver la mauvaise foi des plénipotentiaires, pour prouver l'infidélité des Hollandois.

Voyons ſi l'état où ſe trouvoit la France juſtifiera l'éloignement du cardinal pour la paix.

En 1643; la régente avoit trouvé les fonds de 1644, 1645 & 1646 entiérement conſumés. Il fallut donc chaque année avoir recours à des expédiens ruineux. Ceux qu'on avoit connus juſqu'alors, ne ſuffiſoient pas, quoiqu'on les multipliât continuellement. On en imagina de nouveaux. Les beſoins preſſans de l'état ne permirent pas de choiſir les moins à charge. On ne connut aucune regle dans la levée des impôts: les finances furent diſſipées par l'ignorance ou par les rapines de ceux à qui elles furent confiées: le cardinal lui-même avoit peu de connoiſſance de cette partie de l'adminiſtration; & les abus vinrent au point que pour avoir un million, il en abandonnoit quatre ou cinq aux partiſans. Vous pouvez juger par là combien le peuple étoit foulé, & de l'état miſérable où ſe trouvoient l'agriculture & le commerce. En un mot, au dedans la France étoit auſſi mal qu'elle paroiſſoit bien au dehors.

Les peuples ſe plaignoient; les murmures ſe répandoient, & croiſſoient tous les jours davantage; les corps commençoient à montrer leur mécontentement; le parlement refuſoit d'enrégiſtrer les édits; les impôts les moins à charge, les plus raiſonnables, trouvoient le plus d'oppoſition, parce qu'ils étoient nouveaux; on voyoit enfin dans les eſprits des diſpoſitions prochaines à un ſoulevement général. C'eſt donc dans un tems, où l'état épuiſé étoit menacé d'une révolte, que le cardinal s'obſtinoit à ne vouloir pas la paix. Mais ce miniſtre, circonſ-

pect & presque timide quand il voyoit le danger de près, étoit hardi quand il le croyoit loin; & nous le verrons plein de ressources, quand il y sera enveloppé.

Après vous avoir fait connoître le commencement & la fin de la négociation entre l'Espagne & les Provinces-Unies, je vais reprendre celle de l'empire où nous l'avons laissée, c'est-à-dire, au commencement de 1647.

Pendant que le comte de Servien étoit à la Haye pour retarder la négociation des États-Généraux, le comte d'Avaux étoit à Osnabruck, pour avancer celle des Suédois; & les deux couronnes négocioient encore à Ulm avec le duc de Baviere qui voyant l'ennemi dans ses états, songeoient à se détacher de l'empereur.

La négociation que le comte d'Avaux suivoit à Osnabruck, étoit exposée à mille difficultés qui naissoient les unes des autres. Il s'agissoit d'abord de faire expliquer les Suédois sur ce qu'ils demandoient pour leur satisfaction, & comme ils ne le savoient pas trop eux-mêmes, il n'étoit pas facile de fixer leur esprit irrésolu. A peine avoient-ils donné une parole, qu'ils la retractoient; ou ils ajoutoient de nouvelles clauses qui changeoient tout.

On leur offroit la Poméranie citérieure, Stetin & quelques autres villes dans la Poméranie ultérieure, avec le consentement de l'électeur de Brandebourg; ou les deux Poméranies entieres, sans le consentement de l'électeur, & seulement avec la garantie de l'empereur & de l'empire. Les Impériaux auroient volontiers préféré ce dernier parti, parce que l'électeur se refusant à

l'accommodement, ils se feroient crus dispensés de l'obligation de le dédommager. Les François au contraire le désapprouvoient comme trop violent, & comme propre à susciter tôt ou tard une nouvelle guerre. Enfin les Suédois n'y trouvoient pas assez de sureté. Ils s'arrêterent donc sur la premiere proposition : mais ce ne fut qu'après avoir varié beaucoup ; encore demanderent-ils un dédommagement pour la Poméranie ultérieure, à laquelle ils renonçoient.

Il restoit à s'assurer du consentement de l'électeur de Brandebourg. Cependant puisque la défense de la religion protestante avoit été un des motifs de la guerre, étoit-ce sur un prince protestant qu'il en falloit prendre les frais, & sur-tout sur un prince dont le pere avoit donné des secours à la Suede ? Ou plutôt n'étoit-ce pas sur l'empereur, sur ses alliés & sur-tout le corps de l'empire ? Ces raisons céderent à la force des circonstances. On faisoit d'ailleurs espérer un dédommagement à l'électeur de Brandebourg. Il abandonna donc la moitié de la Poméranie.

Il restoit encore bien des intérêts à concilier. Rien n'étoit encore fait, si on ne dédommageoit l'électeur de la moitié de la Poméranie qu'on lui ôtoit, & les Suédois de l'autre moitié qu'on ne leur donnoit pas. Or, ce dédommagement pouvoit se faire aux dépens de l'église, ou aux dépens des pays héréditaires. L'empereur ne balança pas, & l'église fut chargée de tout. Alors tous les princes d'Allemagne prirent part à cette négociation, & la multitude des intérêts contraires suscita des contestations sans nombre.

L'église protestante soutenoit qu'il n'étoit pas

juste de lui faire payer les frais de la guerre, puisqu'on avoit pris les armes pour empêcher qu'elle ne fût dépouillée. L'église catholique, qui continuoit de protester contre les anciennes usurpations, protestoit encore davantage, lorsqu'elle considéroit qu'on alloit lui enlever de nouveaux domaines pour les donner à des Protestans. Est-ce donc là le fruit qu'elle devoit se promettre du zele des empereurs, & sur-tout du fameux édit de restitution, publié par Ferdinand II? Cependant les Suédois & l'électeur de Brandebourg, sans distinction d'église protestante & d'église catholique, demandoient indifféremment ce qui leur convenoit davantage; & ils auroient voulu envahir les biens des deux églises. Enfin le comte d'Avaux s'intéressoit tout-à la fois à la satisfaction des Suédois, au dédommagement de l'électeur de Brandebourg, & à la conservation des biens des catholiques. Il n'étoit pas facile de concilier toutes ces choses: il falloit persuader aux uns de faire des sacrifices, & aux autres de mettre des bornes à leurs prétentions.

Quand on vint au détail des domaines, qu'on vouloit arracher au clergé, de nouveaux intérêts éleverent de nouvelles disputes. Il fallut composer avec ceux qui les possédoient, & avec leurs successeurs désignés. Devoit-on les dédommager? Quels seroient ces dédommagemens, & où les prendroit-on? Voilà les questions qu'il falloit résoudre, & elles en faisoient naître d'autres encore. Enfin la Suede & l'électeur de Brandebourg demandoient l'un & l'autre douze cent

mille rixdalers à l'empereur : ſomme qu'il pouvoit difficilement trouver.

Le comte d'Avaux ſe démêla de cette négociation compliquée, avec l'applaudiſſement des Impériaux, des Suédois, de l'électeur de Brandebourg & de toute l'Europe. Tout fut conclu avant la fin de Février 1647; en ſorte que le traité de la Suede ſe trouvant alors auſſi avancé que celui de la France, la paix paroiſſoit devoir être prochaine. Le mois ſuivant parut encore la devoir hâter, par le traité de neutralité qui fut fait entre la France, la Suede & le landgrave de Heſſe d'une part, & de l'autre le duc de Baviere & l'électeur de Cologne, ſon frere. Autant la France ſe promettoit d'avantages de cette derniere négociation, autant les Impériaux en craignirent les ſuites, ſe trouvant réduits par la défection des Bavarois à dix ou douze mille hommes. Auſſi Maximilien fut-il expoſé aux reproches les plus odieux de la part des partiſans de la maiſon d'Autriche.

On étoit d'accord ſur les principaux articles: mais le traité de paix n'étoit pas fait encore, & il reſtoit bien des ſujets de conteſtations ſur leſquels les armes devoient venir au ſecours de la politique. Mais cette campagne ne fut pas brillante pour la France. Quoique les ſuccès fuſſent variés en Flandre, l'archiduc Léopold, frere de l'empereur, y remporta de plus grands avantages. Cependant après la concluſion du traité d'Ulm, il ne reſtoit plus à Ferdinand d'autres alliés, que l'électeur de Mayence & le landgrave de Darmſtadt. Encore ne les conſerva-t-il pas longtems, parce que le vicomte de Turenne les

contraignit à prendre le parti de la neutralité. Ce général vouloit ensuite porter ses armes dans les Pays-Bas : mais à peine eut-il passé le Rhin que ses troupes se mutinerent, & il ne put exécuter aucun de ses projets. En Catalogne le duc d'Enguien, qu'on nommoit le prince de Condé depuis la mort de son pere, fut obligé de lever le siege de Lérida. En Italie la révolte des Napolitains est ce qui se passa de plus remarquable : événement qui avoit fait former de nouveaux projets au cardinal, & dont cependant il ne tira aucun parti.

Les Suédois se rendirent maîtres de Schweinfurt, qui facilitoit la communication entre la Westphalie & la Souabe supérieure, provinces où ils occupoient plusieurs places. Wrangel, ayant ensuite mis le siege devant Égra, força cette place après une vigoureuse résistance, & fut au moment d'enlever l'empereur, qui s'étoit approché pour la secourir.

Cependant les négociations continuoient. On avoit pourvu à la satisfaction des deux couronnes : ou du moins il ne restoit plus que des difficultés qu'on se flattoit de lever facilement. On avoit même déja beaucoup fait pour l'empire : car l'empereur avoit accordé les principaux articles, lorsque demandant le conseil des députés, il les prit en quelque sorte pour juges. La France & la Suede avoient donc rempli les engagemens de leur alliance ; & puisqu'elles étoient convenues de se relâcher sur les choses générales, lorsqu'elles seroient satisfaites sur ce qui les concernoit, il n'étoit pas naturel de continuer la guerre pour des intérêts étrangers à leur traité.

Mais les Suédois, qui vouloient se rendre puissans en Allemagne, en y fortifiant leur parti, épousoient les intérêts des Protestans avec autant de chaleur que les leurs propres, & la France devenoit l'unique appui des Catholiques, que l'empereur ne pouvoit plus soutenir. Tel est l'état où l'empire avoit été réduit par le despotisme de la maison d'Autriche : les deux couronnes y donnoient la loi, & chaque prince étoit dans la nécessité de mendier la protection de l'une ou de l'autre. Le comte d'Avaux se trouvoit dans une situation assez embarrassante ; puisque d'un côté il avoit à ménager des alliés, & à défendre de l'autre les intérêts de l'église. Quelque conduite qu'il tînt, il se voyoit exposé aux reproches des deux partis : les Catholiques l'accusoient de les sacrifier aux Protestans, & les Protestans de les sacrifier aux Catholiques.

L'affaire palatine fut une des principales qu'on agita. Après bien des contestations de la part des Suédois, favorables au prince Palatin, elle fut décidée comme le cardinal l'avoit projetté. C'est-à-dire, qu'on arrêta de créer pour ce prince un huitieme électorat, & de lui restituer le bas-Palatinat.

Les griefs de religion paroissoient encore plus difficiles à juger. Il semble que le fanatisme des deux partis ne permettoit pas un accommodement : mais le fanatisme étoit bien diminué, après des dissentions si longues & si sanglantes. Les uns étoient las de la guerre, & les autres commençoient à la regarder d'un œil politique. Il s'agissoit de fixer les droits des Catholiques & des Protestans : droits que le tems, les révo-

lutions, la mauvaiſe foi, les uſurpations, les violences & les traités mèmes avoient rendus obſcurs. Il falloit rechercher l'état où les deux partis s'étoient trouvés dans des tems différens, & rétablir les choſes comme elles l'étoient dans l'année qu'on auroit choiſie. Comme ce choix n'étoit pas indifférent, les Proteſtans & les Catholiques voulurent chacun prendre l'année, qui leur donnoit plus d'avantages. On convint cependant de l'année 1624: mais les Proteſtans y firent quelques exceptions. Quoiqu'alors Oſnabruck, par exemple, eût été poſſédé par un évèque catholique, les Suédois, qui l'avoient depuis donné à un Proteſtant, ne vouloient plus le rendre; & pour terminer ce débat, il fallut décider que cet évèché ſeroit poſſédé alternativement par un Catholique & par un Proteſtant. La liberté de conſcience ſouffrit auſſi de grandes difficultés : car les Suédois prétendoient régler la religion juſques dans les pays héréditaires.

Le landgrave de Heſſe-Caſſel avoit toujours été fidélement attaché à l'alliance de la France & de la Suede. Les deux couronnes s'accordoient donc à lui procurer une ſatisfaction. Cependant il la demandoit ſi conſidérable, qu'il fallut la modérer, d'autant plus qu'on la prenoit ſur l'égliſe.

Ce à quoi on ne ſe ſeroit pas attendu, c'eſt que l'armée ſuédoiſe demanda auſſi une ſatisfaction à l'empereur, & menaça de la prendre, ſi ne la lui donnoit pas. On prévoit bien qu'on la donnera, & qu'il ne s'agira que du plus ou du moins. Puiſque la Suede fait faire cette propoſition

tion par ses troupes plutôt que par ses plénipotentiaires, elle ne veut pas essuyer un refus.

Enfin la France insistoit sur deux articles qu'elle n'avoit pas encore obtenus. L'un que le duc de Lorraine ne seroit pas compris dans le traité, l'autre que l'empereur s'engageroit à ne donner aucun secours à Philippe IV, si la guerre d'Espagne continuoit, après que la paix auroit été faite avec l'empire. On contestoit sur ces dernieres demandes, lorsque la négociation se ralentit encore.

Nous avons vu que pendant quelque tems les Espagnols pensoient à la paix, au moins en apparence. Alors les François, qui vouloient faire tout-à-la fois les deux traités, hâtoient la négociation de l'empire; & ce fut la raison du voyage du comte d'Avaux à Osnabruck. Quand au contraire ils virent que la cour de Madrid ne cherchoit qu'à gagner du tems, ils se ralentirent aussi; parce qu'ils se flatterent que les Impériaux, impatiens d'avoir la paix, presseroient eux-mêmes l'Espagne de conclure. Sur ces entrefaites l'empereur eut quelque lieu de croire, qu'il débaucheroit les troupes bavaroises, il jugea devoir suspendre la négociation. Comme dans ce tems-là les troupes françoises avoient été retirées d'Allemagne, & qu'elles s'étoient soulevées, il comptoit sur de grands préparatifs qu'il avoit faits, & il croyoit pouvoir attaquer avec avantage Wrangel, qui faisoit alors le siege d'Égra. Toutes ces espérances devoient bientôt s'évanouir: mais deux autres raisons causerent de nouveaux retardemens.

La premiere fut le départ du comte de Traut-

mansdorff. Ce ministre n'aimoit pas les Espagnols, parce qu'il les regardoit comme la cause de la situation où se trouvoit l'empereur : les Espagnols ne l'aimoient pas davantage, parce qu'ils le savoient favorable à la paix. Après avoir inutilement tenté de le perdre dans l'esprit de Ferdinand, ils vinrent à bout à force d'intrigues de le faire retourner à Vienne. Alors maîtres de la négociation de l'empire, ils ne s'appliquerent qu'à la retarder.

Sur ces entrefaites le duc de Baviere rompit la neutralité, & se rejoignit à l'empereur. C'est le second incident qui suspendit d'abord la négociation, & qui bientôt la hâta, comme Maximilien le désiroit. Il la suspendit par les espérances qu'il donnoit à l'empereur. Ces espérances furent même suivies de succès : car il reprit plusieurs places sur les Suédois ; & Wrangel, forcé de sortir de la Bohème, se retira dans la Saxe, après avoir néanmoins pourvu à la conservation de toutes les conquètes.

Le changement du duc de Baviere hâta la négociation, parce que les François trouvoient de l'avantage à traiter dans une conjoncture où la Suede avoit besoin de leurs secours ; parce que les Suédois ayant fini la campagne par des revers, devoient se relâcher, plutôt que d'en hazarder une nouvelle, ne sachant pas les efforts que la France feroit pour eux, & parce qu'enfin Maximilien s'étoit joint à l'empereur, moins pour l'engager à continuer la guerre que pour le porter à la paix. Ses instances ne furent pas vaines : car Ferdinand dépècha ses ordres à ses plénipotentiaires, & la France obtint tout ce qu'elle de-

mandoit, excepté deux articles, dont l'un regardoit le duc de Lorraine qu'elle vouloit exclure du traité, & l'autre le roi d'Eſpagne, auquel elle ne vouloit pas que l'empereur pût donner des ſecours. Au reſte ces deux articles étoient dans le fond ſi étrangers à l'empire, qu'elle ſe flattoit de vaincre encore à cet égard la réſiſtance des Impériaux. La négociation de la Suede avançoit plus lentement; parce que cette couronne voulant protéger les Luthériens & les Calviniſtes, un plus grand nombre d'articles à terminer faiſoit naître un plus grand nombre de conteſtations. C'eſt ainſi que finit l'année 1647.

Au commencement de l'année ſuivante, les choſes changerent encore de face: car la défection des Hollandois fit reprendre à l'empereur le projet abandonné de diviſer ſes ennemis. C'eſt en ſe rendant faciles d'un côté & difficiles de l'autre, que les Eſpagnols détacherent enfin les Provinces-Unies de l'alliance des François; parce qu'en tenant cette conduite, ils ôterent à la république toute eſpérance de conclure conjointement. Or, l'empereur ſe flatta que s'il ſuivoit ce même plan, il auroit le même ſuccès. Il ſe propoſa donc de faciliter l'accommodement des états de l'empire, eſpérant que lorſqu'ils n'auroient plus rien à demander pour eux, ils pourroient abandonner la Suede & la France. Si cependant les Suédois conſervoient encore un parti trop puiſſant en Allemagne, il vouloit montrer la même facilité à terminer avec eux; toujours dans l'eſpérance que lorſqu'ils ſeroient ſatisfaits, ils ſe mettroient peu en peine de ſatisfaire les François.

Ferdinand voyoit mal. Sa ſituation étoit toute différente de celle des Eſpagnols, parce que les Hollandois, comme je l'ai remarqué, n'avoient pas beſoin de la garantie de la France; & qu'au contraire, les états de l'empire, les Suédois & les François ne pouvoient s'aſſurer de rien, que par un traité général qu'ils ſe garantiroient mutuellement. Il étoit donc aiſé de juger qu'après avoir tout accordé aux états, l'empereur ſeroit obligé d'accorder tout encore à la Suede, dont les états ſoutiendroient les prétentions; & qu'enſuite il ne pourroit rien refuſer à la France, puiſque les états & la Suede en appuyeroient toutes les demandes. C'eſt ce qui arrivera. Nous commençons donc à prévoir le dénouement.

Après le traité des Provinces-Unies, le duc de Longueville avoit obtenu la permiſſion de retourner en France. Le comte d'Avaux, diſgracié par les intrigues du comte de Servien, ne tarda pas à être rappellé. Il étoit protégé par la régente, ſon ennemi étoit dévoué au cardinal: il falloit donc qu'il fût ſacrifié. Ces deux miniſtres n'avoient jamais pu s'accorder. Il n'y avoit pas plus d'intelligence entre le baron Oxenſtiern & Salvius, & il en étoit à-peu-près de même des plénipotentiaires des autres puiſſances.

Servien reſta donc ſeul chargé de la négociation. Il ne s'agiſſoit plus que de rompre les meſures de l'empereur, & elles ſe rompoient toutes ſeules. D'ailleurs le duc de Baviere pouvoit beaucoup par lui-même, ſoit pour déterminer l'empereur à la paix, ſoit pour rendre les députés de l'empire favorables aux deux couronnes. Or, il n'eſt pas douteux qu'il ne déſirât de voir

la fin de la guerre ; & s'il étoit opposé à la Suede, la situation de ses états lui faisoit une loi de ménager au moins la France. Il continuoit même de négocier avec elle.

Le comte de Pegnaranda, premier plénipotentiaire d'Espagne, se retira à Bruxelles ; ne jugeant pas de sa dignité de rester à Munster, depuis que le comte de Trautmansdorff & le duc de Longueville n'y étoient plus. Le départ des principaux ministres fit d'abord languir la négociation ; & les médiateurs avoient entendu tant de fois des propositions inutiles, qu'ils ne daignoient presque plus rien écouter. En effet, il n'y avoit pas d'apparence de terminer les différens entre la France & l'Espagne : mais tout faisoit espérer que ceux de l'empire alloient être réglés.

Les députés d'Osnabruck attirerent à eux toute la négociation. Les Protestans trouvoient un avantage à s'éloigner de Munster, où la présence du nonce pouvoit nuire à leurs intérêts ; & les plus considérables des députés catholiques étoient eux-mêmes obligés de les suivre à Osnabruck, puisque c'étoit le lieu où l'on alloit traiter de leurs prétentions & de leurs droits. Il ne resta guere à Munster que ceux qui étoient dévoués à la maison d'Autriche, & qui protesterent inutilement contre tout ce qui se feroit à Osnabruck.

Il paroissoit être de la gloire de la France, que le traité se fît dans le lieu où résidoient ses ministres : mais il étoit bien plus de son intérêt que ce fût où ses ministres auroient plus de crédit. Le comte de Servien auroit voulu sauver

cette gloire de la France, ſi c'en eſt là une: il chercha des expédiens, qui ne lui réuſſirent pas; & il prit ſagement le parti de ſe rendre à Oſnabruck, comme les autres.

Il n'y avoit plus que la maiſon d'Autriche qui ſe refuſoit à la paix. Dans l'attente de quelque révolution, il eût voulu tout hazarder pour retarder le moment qui devoit la dépouiller d'une partie de ſes domaines, & mettre encore des bornes à ſa puiſſance. Mais l'aſſemblée d'Oſnabruck devient l'arbitre des longues querelles de l'Europe: elle a pour elle les armées des deux couronnes; armées qui auront bientôt de nouveaux ſuccès. Si, par conſéquent, le roi d'Eſpagne perſiſte encore dans ſon obſtination à la guerre, l'empereur au moins ſera forcé à ſubir la loi.

Il étoit impoſſible de terminer à la fois tous les différens, que l'aſſemblée ſe propoſoit de régler: il importoit même peu de commencer par les François, par les Suédois ou par les états de l'empire, pourvu qu'on ne conclût le traité qu'après que tout le monde auroit été ſatisfait. Cependant parce qu'on craignoit d'être moins ménagé, ſi on reſtoit en arriere, chaque parti demandoit que ſes intérêts fuſſent réglés les premiers. Le comte de Servien ne ceſſoit de rappeller l'article par lequel on étoit convenu d'avancer d'un pas égal le traité de la France & celui de la Suéde: il avoit autant à ſe plaindre de la précipitation des Suédois que le comte d'Avaux s'étoit plaint de leur lenteur, & les Suédois avoient les mêmes reproches à faire aux états de l'empire. On eût dit que chaque parti ne penſoit

qu'à soi; & qu'après avoir obtenu ce qu'il demandoit, il seroit indifférent sur tout le reste. Mais parce que tous avoient le même besoin d'une garantie, ils se trouvoient tous également dans la nécessité de se soutenir; & ils voyoient qu'aucun d'eux ne pourroit s'assurer les avantages qu'il obtiendroit, qu'autant qu'il procureroit ceux des autres. Ainsi, quoique d'abord chacun s'occupât séparément de ses intérêts, ils devoient ensuite se réunir; parce que l'intérêt général demandoit que tous fussent également satisfaits. Il arriva donc que malgré l'opposition de la plupart des négociateurs, on suivit dans la négociation l'ordre qu'il convenoit le mieux de suivre.

En effet, les députés de l'empire voulurent commencer, & commencerent par les articles qui les concernoient. C'étoit avec raison: car l'empereur devoit leur être plus favorable lorsqu'ils traiteroient séparément; & les couronnes pouvoient s'intéresser moins à eux, lorsqu'une fois elles auroient été satisfaites. Cette conduite leur réussit: non seulement les François & les Suédois les seconderent, dans l'espérance d'en être ensuite secondés; mais les impériaux se montrerent encore très-faciles, conformément au systême que Ferdinand s'étoit fait. Cependant après avoir satisfait les états de l'empire, il n'étoit plus possible de refuser une satisfaction à la Suede, dont les états appuyoient les prétentions; & il falloit bien en accorder encore une à la France, parce que les états & les Suédois la demandoient.

C'est dans cet ordre que s'acheva cette célebre négociation: l'assemblée discuta de nouveau les

articles dont on étoit convenu; elle régla ceux qui jusqu'alors étoient demeurés indécis; elle assura les intérêts particuliers de chaque puissance, en s'occupant des intérêts communs à toutes; enfin elle arrêta jusqu'à la forme qu'on donneroit aux articles du traité. Elle accorda une satisfaction aux troupes suédoises: le duc de Lorraine fut exclus du traité de paix, & l'empereur n'eut pas la liberté de donner des secours au roi d'Espagne. Mais dans le cours des conférences, il survint bien des difficultés où la France eut besoin de toute l'habileté du comte de Servien. Ce que j'ai dit jusqu'ici, vous fait connoître les principaux articles qui furent arrêtés: vous trouverez un précis du traité même dans le *droit public de l'Europe fondé sur les traités.*

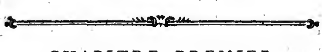
Le traité de paix étoit donc achevé: mais les Impériaux ne cherchoient que des prétextes pour retarder la signature, & ils eussent affecté délai sur délai, si les succès des armées confédérées n'eussent enfin arraché le consentement de l'empereur.

Turenne & Wrangel, s'étant joints, avoient battu les Impériaux & les Bavarois à Summer-Hausen près d'Augsbourg le 27Mai 1648. Pendant qu'ils ravageoient la Baviere, que Maximilien avoit été contraint de leur abandonner, Kœnigsmarck surprit la petite Prague, où le butin fut si grand, que la seule part de la reine de Suede fut estimée sept millions d'écus. Enfin Charles-Gustave, comte palatin des Deux-Ponts, arriva de Suede avec une nouvelle armée, & assiégea la vieille Prague. La guerre, plus allumée que ja-

mais, parut donc préparer de nouvelles calamités à l'Allemagne épuisée ; & cependant après tant de revers, Ferdinand & Maximilien se voyoient sans ressources & dans l'impuissance de faire face à leurs ennemis. Alors l'empire se souleva contre l'opiniâtreté des Impériaux. Les députés bavarois proposerent aux états de signer, & de forcer ensuite l'empereur à consentir à la paix. Déja la plupart des autres députés suivoient cet avis, & tous paroissoient indignés de se voir au hasard de perdre le fruit d'une négociation qui duroit depuis si long-tems. Il n'étoit, par conséquent, pas possible de résister davantage. Il fallut céder, & le traité fut signé le 14 Octobre 1648. L'échange des ratifications se fit le 18 Février de l'année suivante.



LIVRE SEIZIEME.



CHAPITRE PREMIER.

Depuis la paix de Westphalie jusqu'à la paix des Pyrénées.

Le traité de Westphalie fut conclu à propos pour la France, où la guerre civile venoit de s'allumer. L'administration du cardinal avoit fait des mécontens; la jalousie les avoit multipliés, & en se multipliant, ils s'étoient enhardis. D'un côté, étoient les Frondeurs, qui, sous prétexte du bien public, prenoient les armes contre le roi; & de l'autre, les Mazarins, c'est-à-dire, le roi, la régente & les grands qui croyoient pouvoir établir leur fortune sur la puissance du cardinal.

Avec de l'ordre dans les finances, on auroit pu soutenir la guerre sans trop fouler le peuple. Mais Richelieu étoit ignorant dans cette partie de l'administration: Mazarin la connoissoit encore moins: & le gouvernement, qui n'avoit que des ressources momentanées, s'épuisoit tous les jours davantage. Sully avoit détruit presque tous les abus: ils se reproduisirent, & ils se multiplierent depuis ce ministre, plus grand que Mazarin & que Richelieu même.

Cependant le parlement crioit contre les abus, souvent avec peu de discernement, puisqu'il favorisoit les impôts les plus onéreux, & qu'il s'opposoit à ceux qui l'étoient moins. Mais il crioit, & quoique d'ordinaire il consultât moins l'intérêt public que le sien propre, il gagnoit la confiance du peuple, assez simple pour croire qu'on se déclaroit pour lui, lorsqu'on se déclaroit contre le ministre. Ce n'est pas que les impôts fussent plus grands qu'ils le sont aujourd'hui. Ils l'étoient moins : le mal venoit du vice général de l'administration dans cette partie.

Il parut plusieurs édits bursaux, pour créer plusieurs offices, entr'autre douze charges de maîtres des requêtes, pour suspendre le payement des quartiers des rentes, & pour supprimer pendant quatre ans les gages des compagnies supérieures.

A la lecture de ces édits, le cri fut général. Les compagnies souveraines s'ameutent, comme la populace : on s'assemble contre les loix : on forme des associations : & les différens corps présentent des requêtes au parlement, qui est le premier à se soulever. Au reste, l'intérêt personnel est l'unique cause de ces mouvemens ; on ne songe point au bien public, on ne le veut pas, ou même on n'est pas capable de le connoître.

Il y avoit au parlement de Paris un conseiller clerc, nommé Broussel, dont tout le mérite étoit de fronder le ministere. Le cardinal le fit arrêter le 20 Août, avec Potier de Blancmenil, président aux requêtes, & dès le soir le peuple prit les armes. Jean-François-Paul de Gondi, coadjuteur de Paris, & depuis cardinal de Retz,

alla dans les rues en rochet & en camail pour appaiser la sédition ; mais la nuit seule la fit cesser.

Mécontent de la cour qu'il trouvoit trop peu reconnoissante, le coadjuteur médita lui-même une nouvelle sédition. Il en forma le plan pendant la nuit. Le lendemain matin on tendit les chaînes dans les rues : on fit derriere les chaînes des retranchemens avec des barriques remplies de terre, de pierres ou de fumier ; & les bourgeois à couvert tirerent sur les troupes du roi, commandées par le maréchal de la Meilleraie. Cette journée est ce qu'on appelle la journée des Barricades. La régente fut obligée de rendre les deux prisonniers. L'impuissance du gouvernement parut donc justifier les entreprises du parlement & du coadjuteur, & le peuple ne pouvoit manquer d'être séduit.

Comme le parlement & les autres compagnies continuoient de tenir des assemblées malgré les défenses, la cour, craignant quelque nouvelle émeute, s'enfuit de Paris, pour se transporter à St. Germain en Laye. Elle y manqua de tout, au point que les seigneurs & les dames coucherent sur la paille. Il n'y eut de lit que pour Louis XIV & pour la régente. Ils manquerent souvent l'un & l'autre du nécessaire, & ils congédierent les pages de la chambre, faute d'avoir de quoi les nourrir. Il est bon que les grands éprouvent quelquefois la misere, pour se rappeller qu'ils sont hommes. Je souhaite, Monseigneur, que vous n'ayez pas besoin de cette leçon : mais Louis XIV, à qui elle étoit nécessaire, en perdra bientôt tout le fruit.

Pour rentrer dans Paris, il en falloit former le siege : & toute l'espérance étoit dans le prince de Condé, qui avoit suivi la cour. Cependant cette capitale levoit des troupes pour sa défense. Le coadjuteur leva lui-même à ses frais un régiment, qu'on nomma le régiment des Corinthiens, parce que ce prélat étoit archevèque titulaire de Corinthe. Les compagnies & les communautés se cotiserent, afin de faire des fonds suffisans pour la guerre, & en se soulevant contre les impositions du cardinal, elles se mirent dans la nécessité d'en payer de bien plus considérables. Enfin le prince de Conti, jaloux du grand Condé, son frere, vint offrir ses services au parlement, & d'autres suivirent son exemple. Tels furent les ducs de Longueville, de Beaufort & de Vendôme, le prince de Marsillac, le duc de Bouillon & le maréchal de Turenne, son frere.

*Nous avons vu que les guerres civiles sous Louis XIII étoient bien différentes des guerres de la ligue. Celles de la Fronde en différent encore davantage, en sorte qu'on voit l'esprit de faction s'éteindre peu-à-peu. Non seulement ils ne savoient pas ce qu'ils se proposoient : ils passoient continuellement d'un parti dans un autre, changeant pour changer, & n'ayant jamais d'objet fixe. Des gens de robe entreprenoient de réformer le gouvernement, & ils n'étoient capables de connoître ni les causes des abus, ni les remedes. Ils fouloient les peuples, qu'ils se proposoient de soulager; ils leur donnoient des armes dont ils ne connoissoient pas l'usage; ils troubloient l'état pour le bien public. Les soldats

n'étoient pas des citoyens que le fanatiſme armoit ; c'étoient des bourgeois ornés de plumes & de rubans, qui devenoient la riſée des deux partis. Le régiment du coadjuteur ayant été battu, on ne fit qu'en rire dans la ville, & on appella cet échec, *la premiere aux Corinthiens.* De graves magiſtrats, de grands capitaines, des prêtres brouillons, des ſeigneurs galans & de jolies femmes, voilà quels étoient les acteurs. Aucun d'eux n'avoit les qualités néceſſaires à un chef de parti : c'étoit même une place preſque toujours vacante que celle du chef. Les femmes s'en ſaiſiſſoient ordinairement, on la leur abandonnoit par galanterie : & leurs petites intrigues gouvernoient les magiſtrats, les capitaines, les ſeigneurs & les prêtres. Le duc de la Rochefoucault avoit embraſſé le parti de la Fronde pour plaire à la ducheſſe de Longueville, ſœur du prince de Condé. Il fut bleſſé, & il fit ces vers :

Pour mériter ſon cœur, pour plaire à ſes beaux yeux,
J'ai fait la guerre aux rois, je l'aurois faite aux dieux.

Quand les guerres civiles dégénerent à ce point, elles deviennent ridicules ; & c'eſt un ſymptôme auquel on peut juger que l'eſprit de faction va finir.

Le parlement eut à peine commencé la guerre, qu'éprouvant combien il étoit peu propre à la conduire, il ſe hâta de faire des propoſitions. Elles furent acceptées, & la paix fut conclue par une amniſtie générale. Mais les deux partis, également timides, ne quitterent les armes que parce qu'ils ſe craignoient ; & comme l'un & l'autre

compta ſur la timidité du parti contraire, ils s'opiniâtrerent à ne pas céder, & le traité ne ſatisfit aucun des deux. Le parlement continua de s'aſſembler malgré la cour, & la cour conſerva ſon miniſtre malgré le parlement.

Condé, élevé parmi les armes, avoit tous les talens d'un grand capitaine : mais il avoit auſſi les défauts que les ſuccès donnent à une ame fiere, haute & impérieuſe. Perſuadé que ſes ſervices devoient lui donner la plus grande part à la faveur, il ne ſe trouvoit jamais aſſez récompenſé; & il regardoit comme un affront, ſi on refuſoit une grace qu'il demandoit pour quelqu'une de ſes créatures. Il ne conſidéroit pas que s'il eût été régent ou roi même, il n'auroit pas été en ſon pouvoir de raſſaſier leur avidité. Ses valets ne manquoient pas de l'entretenir dans cet eſprit : ils faiſoient un crime au cardinal de tout ce qu'ils n'obtenoient pas par le crédit de leur maître : & Condé menaçoit, perſuadé qu'en intimidant, il ne ſeroit pas expoſé à de nouveaux refus. C'eſt ainſi qu'il ſe mettoit inſenſiblement à la tête des ſéditieux, & que ſe croyant fait pour réformer le gouvernement, il ſe préparoit à prendre les armes pour ſes valets & pour ſes créatures.

Il ne tarda pas à ſe déclarer ouvertement contre le cardinal, dont il venoit de prendre la défenſe. Il ſe joignit au prince de Conti & au duc de Longueville, il devint frondeur. Alors on ne trouva plus en lui le grand homme. Tout-à-fait déplacé à la tête d'un parti, il donna dans tous les pieges que Mazarin lui tendit. Il indiſpoſa toute la Fronde, accuſant le coadjuteur &

le duc de Beaufort de l'avoir voulu faire assassiner. Lui-même il disposa tout pour se faire conduire surement en prison. En un mot, le grand Condé fut joué comme un enfant. Il fut arrêté le 18 Janvier avec les princes de Conti & le duc de Longueville; & on les conduisit d'abord à Vincennes, ensuite à Marcoussi, enfin au Havre-de-Grace.

Ceux qui étoient attachés à ces princes s'étant déclarés contre la cour, Turenne fit un traité avec l'Espagne & arma pour les délivrer. Les rebelles néanmoins eurent peu de succès.

Pour arrêter le prince de Condé, la régente & Mazarin avoient recherché le parti de la Fronde; & le coadjuteur avoit été gagné par l'espérance du chapeau de cardinal. Des femmes avoient conduit toute cette intrigue. Mais le coadjuteur voyant qu'on ne se pressoit pas de tenir ce qui lui avoit été promis, engagea le duc d'Orléans qu'il gouvernoit, le parlement où il avoit un grand crédit, & le parti de la Fronde, dont il étoit le chef, à se déclarer hautement pour la liberté des princes, & pour l'éloignement du cardinal. La régente fut obligée de les délivrer & d'éloigner son ministre, qui sortit du royaume. Le peuple fit des feux de joie pour la liberté des princes, comme il en avoit fait pour leur prison; & ils rentrerent dans Paris au milieu des acclamations, le 16 Février de la même année.

Le parlement rendit plusieurs arrêts contre le cardinal & le bannit à perpétuité du royaume. Mazarin continuoit cependant de gouverner la régente, qui feignit d'être raccommodée avec le prince de Condé pour le perdre plus sure-

ment. Ce grand capitaine ne combattoit pas à armes égales. Trompé par la dissimulation de la reine, il fut la victime des petites intrigues qu'elle trama. Il ne reconnut son erreur, que lorsqu'il se fut rendu odieux à la Fronde. Alors pour se venger de la cour ; il fut contraint de former un troisieme parti. Il fit un traité avec l'Espagne, & on se prépara de part & d'autre à la guerre. Dans cette conjoncture la cour acquit le maréchal de Turenne, qui revint sur une lettre que le roi lui écrivit.

Louis, alors majeur, rappella le cardinal au commencement de l'année suivante. Le parlement se déclara tout-à-la fois contre Condé & contre Mazarin. Il rendit de nouveaux arrêts contre ce ministre, il mit sa tête à prix ; & le duc d'Orléans qui flottoit toujours entre les partis, leva des troupes pour forcer Louis XIV à le renvoyer : mais ce prince, toujours le même, n'avoit qu'un grand nom sans talens.

La guerre commença, & finit presque aussitôt. L'arriére-garde de Condé ayant été défaite près de la porte St. Martin, ce prince n'eut que le tems de se jeter dans le fauxbourg St. Antoine. Il alloit être forcé par le maréchal de Turenne, qui commandoit l'armée royale ; lorsque les Parisiens, qui jusqu'alors n'avoient été que spectateurs du combat, ouvrirent les portes à la sollicitation de mademoiselle, fille de Gaston d'Orléans. Cette princesse fit même tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi. Ce combat qui se donna le 2 Juillet 1652, est remarquable par l'habileté des deux généraux, qui se couvrirent d'une gloire égale.

Condé dans Paris paroiſſoit redoutable. Mais la retraite du cardinal, qui conſentit à ſortir une ſeconde fois du royaume, ayant fait ceſſer tout prétexte de révolte, les Pariſiens abandonnerent ce prince, & implorerent la clémence du roi. Condé ſans crédit ſe retira dans les Pays-Bas, où il alla ſervir les Eſpagnols. Le duc d'Orléans eut ordre de ſe rendre à Blois : Mademoiſelle fut exilée dans ſes terres ; & le coadjuteur, que la régente avoit fait cardinal, fut enfermé d'abord à Vincennes, & enſuite au château de Nantes, d'où il ſe ſauva en 1654. Ce fut la fin de ces guerres civiles, qu'un eſprit de vertige ſembloit avoir allumées & conduites. Le cardinal qui fut rappellé au commencement de 1653, reprit toute ſon autorité, & il la conſerva juſqu'à ſa mort.

L'Eſpagne avoit profité des troubles de la France : mais elle n'avoit pas eu tous les ſuccès, que le miniſtère de Madrid s'étoit promis, lorſqu'il refuſa d'accéder au traité de Weſtphalie. Pour reconquérir tout ce qu'elle avoit perdu, il auroit fallu faire des efforts que ſon épuiſement ne permettoit pas ; & elle continuoit, comme à ſon ordinaire, à compter plus ſur les événemens que ſur ſes propres forces. La France reprit l'avantage, lorſqu'elle fut délivrée de ſes troubles domeſtiques ; & elle acquit une plus grande ſupériorité en 1655, par l'alliance qu'elle fit avec Cromwel, protecteur du royaume d'Angleterre.

L'Angleterre n'avoit plus de roi. Cette révolution avoit eu pour cauſe le fanatiſme que nous

avons vu commencer dans ce royaume, & la conduite inconſidérée de Charles I.

Depuis l'année 1629, que ce prince fit la paix avec la France & l'Eſpagne, & qu'il forma la réſolution de ne plus convoquer de parlement, il continua d'aigrir les Anglois, en impoſant des droits & des taxes arbitraires, en autoriſant les entrepriſes odieuſes de la chambre étoilée & de la cour de haute-commiſſion, & en permettant à Laud, évêque de Londres, d'employer juſqu'à la violence pour faire adopter de nouvelles cérémonies, que les Puritains ſur-tout regardoient comme un reſte d'idolâtrie. Charles, en un mot, ſe conduiſoit comme un monarque convaincu que toute l'autorité réſide en lui, & que les privileges de la nation ne ſont que des graces qu'il a accordées lui-même, & qu'il peut toujours retirer. Il étoit entretenu dans cette façon de penſer par les évêques, qui affectoient une ſorte d'horreur pour tous ces privileges, qui l'invitoient à les ſupprimer, & qui cependant ne le revêtiſſoient de toute la puiſſance, que pour ſe rendre eux-mêmes indépendans. La faveur dont ils jouiſſoient auprès de lui, étoit une des choſes qui déplaiſoient le plus au peuple.

Malgré le mécontentement général, le roi ne vit que des marques d'empreſſement & de reſpect, lorſqu'en 1633 il fit un voyage en Ecoſſe. C'eſt que dans le fond le gouvernement étoit doux. Favorable à l'induſtrie & au commerce, il faiſoit régner l'opulence avec la paix; & on étoit moins choqué de l'uſage que ce prince faiſoit de ſon pouvoir, que du pouvoir même qu'il

s'arrogeoit. On ne pouvoit pas lui reprocher de fouler le peuple : mais quelque modérés que fussent les impôts, il les mettoit de sa seule autorité, & la nation se trouvoit plus libre. Les Anglois auroient pu souffrir encore longtems de pareilles entreprises, lorsque les Ecossois, plus féroces, se souleverent, & donnerent naissance aux plus grands troubles.

Dans le dessein d'établir les mêmes rites & la même hiérarchie dans ces deux royaumes, Jacques I avoit fait recevoir l'épiscopat en Ecosse; & il avoit obtenu, ou plutôt extorqué les suffrages des assemblées ecclésiastiques. Charles voulant achever l'ouvrage commencé par son pere, dédaigna de convoquer des assemblées, où il pouvoit trouver des oppositions, & résolut de réformer l'église d'Ecosse par des voies d'autorité. En conséquence il fit publier en 1635 des canons sur la jurisdiction ecclésiastique, & une liturgie conforme, à peu de chose près, à celle de l'église anglicane.

Quoique les Anglois fussent séparés de Rome, les Ecossois les regardoient encore comme idolâtres, & croyoient seuls avoir reçu du ciel la religion avec toute sa pureté. La nouvelle liturgie ralluma donc leur fanatisme ; & la populace ayant commencé le tumulte, les Presbytériens se rendirent de toutes parts à Edimbourg. La noblesse, jalouse des évêques, que Charles affectoit d'élever aux premieres dignités de l'état, se joignit aux Presbytériens ; & insensiblement tout le peuple se réunit pour s'opposer aux innovations qu'on vouloit introduire.

Charles au lieu de se désister, a l'imprudence

de ſoutenir ſon entrepriſe. Le ſoulévement qui croît par degré, éclate enfin ; & il ſe forme quatre conſeils, qui s'arrogent toute l'autorité ſouveraine : le premier étoit compoſé de la haute nobleſſe ; le ſecond, de la nobleſſe inférieure ; le troiſieme, des miniſtres eccléſiaſtiques ; & le quatrieme des bourgeois.

Le *covenant* fut un des premiers actes de ces quatre conſeils. Cet acte étoit un engagement par lequel les Ecoſſois, renonçant à la religion romaine, s'engageoient avec ſerment à rejeter toute innovation, & à s'unir pour leur défenſe mutuelle contre toute autorité, ſans excepter le roi même.

Charles, qui ſentit trop tard les conſéquences de ſa démarche, recula lorſqu'il n'étoit plus tems, & par ſa foibleſſe il enhardit les rebelles. Ils accepterent l'offre qu'il fit de convoquer ſucceſſivement une aſſemblée eccléſiaſtique, & un parlement pour remédier aux maux dont on ſe plaignoit, bien aſſurés de dominer dans l'une & l'autre aſſemblée, & de ſe rendre maîtres des délibérations.

En effet l'aſſemblée eccléſiaſtique tenue à Glaſcow en 1638, abolit l'épiſcopat, la haute commiſſion, les canons, la liturgie, & tous les réglemens que Jacques & Charles avoient faits, pour étendre leur autorité. Tout le monde eut ordre de ſigner le *covenant* ſous peine d'excommunication.

Tout parut alors décidé, & on ne jugea plus néceſſaire de convoquer le parlement. Quel eſt le ſupérieur : de Jeſus-Chriſt ou du roi, demandoit-on ? Jeſus-Chriſt ſans doute. Donc,

lorſque l'aſſemblée eccléſiaſtique, qui eſt le conſeil de J. C., a jugé, le parlement, qui eſt le conſeil du prince, n'a plus à délibérer, & doit obéir aveuglément. Il falloit armer pour donner de la force à ce raiſonnement, & on arma. Le cardinal de Richelieu, qui avoit fomenté ces troubles, envoya de l'argent & des armes aux covenantaires. Il vouloit occuper Charles en Ecoſſe, parce que ce prince menaçoit de s'oppoſer aux projets de conquête, que la France & la Hollande formoient alors ſur les Pays-Bas.

Contre un peuple fanatique, qui combattoit pour ſa religion, Charles ne pouvoit oppoſer que des ſoldats mercénaires. Il n'arma que pour épuiſer ſes finances, & pour contracter des dettes; & il fallut convoquer le parlement d'Angleterre.

Cette aſſemblée s'ouvrit au mois d'avril 1640. Le roi demandoit des ſubſides, & les communes répondoient par des plaintes. Elles vouloient avant tout réformer le gouvernement, remédier aux abus, rétablir la liberté. La conjoncture étoit favorable. Le parlement convoqué après onze ans, interruption dont les annales n'offroient point d'exemple, déceloit l'impuiſſance du roi. Il étoit manifeſte que la néceſſité ſeule l'avoit forcé à cette démarche : toute ſa conduite démontroit qu'il avoit voulu ſupprimer ces aſſemblées. On auroit donc cru ſe forger des chaînes, ſi on eût contribué à ſoumettre les Ecoſſois, dont la révolte étoit favorable à la liberté angloiſe; & on jugeoit que moins on ſecourroit le roi dans ſes beſoins preſſans, plus il ſeroit facile de ruiner les prérogatives de la cou-

ronne, & de rétablir les privileges de la nation. Charles cassa le parlement.

L'armée royale n'étoit pas encore en marche, & déjà les Ecossois s'étoient avancés sur les frontieres d'Angleterre. Ils avancerent encore, ils se rendirent maîtres de Newcastle, & ils eurent la précaution de déclarer qu'ils ne vouloient pas faire la guerre aux Anglois, & qu'ils ne cherchoient le roi que pour mettre leurs très-humbles remontrances à ses pieds. Peu après ils lui adresserent une requête, par laquelle ils le prioient d'écouter leurs plaintes, & l'invitoient à prendre l'avis du parlement d'Angleterre sur les moyens de remédier à leurs maux. Par cette conduite ils tendoient à n'avoir qu'un même intérêt avec les Anglois; & pour montrer la sincérité de leur langage, ils observerent une exacte discipline, ils ne prirent rien sans payer, & ils eurent soin de ne point troubler le commerce.

Cette conduite des Ecossois mettoit Charles dans une étrange situation. Il connoissoit le mécontentement général des Anglois. Ses trésors étoient épuisés: il ne lui restoit qu'une armée mal disciplinée, qui marchoit à regret, & qui ne pouvoit regarder les Ecossois comme un peuple ennemi. Il fallut céder. Pressé par la ville de Londres, par les instances de quelques seigneurs, & par les vœux de toute la nation, Charles convoqua le parlement pour le 3 novembre 1640.

Entre le parlement d'Angleterre & l'armée écossoise, le roi reste sans puissance. La situation où il se trouvoit, ne lui permettoit pas de

casser ce parlement comme les autres ; & il ve-
noit de se donner un juge.

La chambre des communes, se proposant de réformer le gouvernement dans toutes les parties, reçut les plaintes des particuliers, des villes, des provinces, & commença par faire arrêter le comte Strafford, principal ministre de Charles. Peu de jours après Laud fut aussi conduit à la Tour, & deux autres ministres, menacés du même sort, ne s'y déroberent que par la fuite.

Bientôt le roi se vit sans troupes, & hors d'état d'en lever : les communes lui en ôterent les moyens, en recherchant les gouverneurs & leurs lieutenans sur la conduite qu'ils avoient tenue dans les comtés ; & en enveloppant dans diverses accusations un grand nombre d'officiers de la haute & de la petite noblesse.

En même tems pour avoir elles-mêmes une armée, elles donnerent une paye réglée aux Ecossois ; & elles déclarerent qu'elles les retiendroient, tant qu'elles croiroient en avoir besoin. Elles se trouverent donc tout-à-coup saisies du pouvoir souverain.

En conséquence elles abolirent la chambre étoilée, la cour de la haute commission ; les droits, les taxes, & tous les établissemens qu'elles jugerent contraires à la liberté de la nation. Il fut déclaré que l'approbation des deux chambres seroit nécessaire pour donner force de loi aux canons ecclésiastiques ; que le parlement ne pourroit pas être dissous sans leur consentement, & qu'il seroit convoqué de trois en trois ans. Charles ratifia tout. Malgré ses complai-

ſances il ne put pas empêcher qu'on ne fit le procès au comte Strafford ; & ce miniſtre perdit la tête ſur un échafaud.

Charles, dépouillé d'une grande partie de ſon autorité en Angleterre, fit en 1641 un voyage en Écoſſe, où il abdiqua la couronne, au titre de roi près. Il reçut la loi du parlement, juſques-là qu'il ſe conforma au culte établi par les covenantaires.

A l'occaſion de ce voyage, les communes licentierent les troupes écoſſoiſes & les troupes angloiſes, parce qu'elles craignoient que le roi, qui devoit traverſer ces deux armées, ne les fit déclarer pour lui. En effet, le bruit avoit déja couru, qu'il avoit fait des tentatives pour les engager à le ſervir contre le parlement : on ajoutoit même qu'il propoſoit de faire venir des troupes étrangeres. Ces accuſations aigriſſoient ſes anciens ennemis, & lui en ſuſcitoient de nouveaux.

Charles étoit en Écoſſe lorſqu'il apprit la nouvelle d'un ſoulévement en Irlande. La vieille haine des peuples de cette île contre les Anglois n'étoit pas éteinte. Ils portoient le joug avec impatience : l'exemple de l'Écoſſe les encourageoit : les troubles de l'Angleterre leur aſſuroient des ſuccès : d'ailleurs ils craignoient pour la religion catholique, s'ils devenoient ſujets d'un parlement où les Puritains dominoient. La conſpiration conduite avec un grand ſecret, fut exécutée avec une barbarie, qui ne peut ſe trouver que dans une nation tout-à-la fois ſauvage & fanatique. Dans le maſſacre qui ſe fit des Anglois, il périt plus de quarante mille hommes : encore ne ſe contentoit-on pas d'égorger, on imaginoit les

tortures les plus cruelles ; & le nom de religion retentissoit de toutes parts. Tel étoit le sort de Charles : tous ses peuples se soulevoient, & on l'accusoit d'avoir été l'auteur de la conspiration d'Irlande, & d'en méditer une semblable en Angleterre pour faire périr tous les Protestans par la main des Catholiques.

La puissance royale étoit comme anéantie. Il paroît donc que c'étoit le moment d'en fixer les bornes, d'assurer les privileges de la nation, & de rétablir l'ordre & la tranquillité. Mais les chefs, qui animoient le peuple, vouloient les troubles, soit par l'espérance de s'élever, soit par l'appréhension de n'être plus rien lorsque tout seroit réglé, soit par la crainte d'être alors recherchés & punis. La disposition des esprits leur étoit favorable. Depuis l'union de l'Angleterre avec l'Écosse, le peuple se déclaroit avec enthousiasme pour la discipline presbytérienne : il s'élevoit contre les évêques, il en demandoit la ruine ; & le parlement, qui leur avoit déja porté plusieurs coups, allumoit encore ce fanatisme. Or, la puissance des évêques & la puissance royale étant unies par des intérêts communs, la passion pour le presbytérianisme, qui rendoit tous les jours la religion anglicane plus odieuse, faisoit aussi tous les jours haïr davantage la royauté.

Dans cette disposition générale des esprits, plus les embarras & les besoins du roi croissoient, plus le parlement osoit entreprendre. Il répandoit des terreurs paniques, il supposoit des conspirations tramées par les évêques & par le roi, il montroit le papisme prêt à s'établir de nouveau sur la ruine de toutes les sectes. Par cet artifice il animoit

les peuples, il s'en faisoit un appui, & les intéressoit à toutes ses démarches. Il acheva de soulever les esprits par une remontrance, qui fut adressée à la nation. C'étoit une satyre de tout le regne de Charles. Remplie d'exagérations & de mensonges grossiers, elle étoit tracée avec les couleurs les plus noires. Il sembloit qu'on n'y eût répandu des vérités, que pour donner plus de poids aux impostures.

C'est avec cette piéce odieuse, qu'on reçut le roi à son retour d'Écosse. Il put juger par-là des nouvelles entreprises qu'on projetoit. Il étoit facile de prévoir que le parlement ne mettroit plus de bornes à ses prétentions, & que tous ses pas tendroient à la ruine entiere de la monarchie. En effet, les choses en vinrent au point que le roi fut contraint de sortir de Londres, où il n'étoit plus en sureté. Il est vrai que la chambre des pairs défendoit encore les restes de la prérogative royale. Mais les communes qui s'étoient saisies de toute l'autorité, déclarerent qu'elles représentoient seules tout le corps de la nation. Cet enthousiasme pour la démocratie gagnoit même insensiblement tout le peuple, & l'on se voyoit au moment d'une confusion générale & d'un bouleversement total. Les habitans du comté de Buckingham présenterent aux communes une requête signée de six mille personnes, qui promettoient de vivre & de mourir pour la défense des privileges du parlement. La ville de Londres, les comtés d'Essex, de Herford, de Surrey & de Bercks suivirent cet exemple. Tous les ordres, jusqu'aux plus vils, crurent devoir offrir leurs services. Les apprentifs se présenterent avec leur

requête, les porte-faix, les mendians mêmes, enfin les femmes. Dans la terreur qu'elles avoient des papiſtes & des évêques, elles diſoient avoir le même droit que les hommes à déclarer leur ſenſibilité pour les maux publics, puiſque le Chriſt les avoit rachetées au même prix, & que le bonheur des deux ſexes conſiſtoit également dans la jouiſſance libre du Chriſt. Les communes reçurent toutes ces requêtes avec applaudiſſement.

Les moyens qu'on employoit contre l'autorité royale, devenoient donc tout-à-la fois odieux & ridicules, &, par conſéquent, ils devoient ſoulever les honnêtes gens, à qui il reſtoit encore quelques lumieres. Auſſi Charles avoit-il dans le parlement un parti conſidérable, qui auroit pu devenir le plus nombreux, ſi ce prince ſe fût conduit avec plus de prudence. Mais les chefs des communes profitoient de ſes fautes: en entretenant la fureur d'un peuple aveugle, ils intimidoient tous ceux qui auroient voulu s'oppoſer à leurs entrepriſes, & le parti du roi étoit forcé au ſilence.

Le calme étoit ſeul à craindre pour les communes. Des eſprits raſſis pouvoient ouvrir les yeux, & revenir au gouvernement monarchique, auquel on étoit accoutumé depuis tant de ſiecles. Le moment du plus grand fanatiſme étoit donc une conjoncture favorable pour porter les derniers coups, & la guerre civile commença.

Le roi s'étoit retiré dans les provinces du nord, où il avoit trouvé des ſujets fidelles, parce qu'elles étoient plus éloignées de la contagion. Son parti, fortifié de la principale nobleſſe, ſe groſſiſſoit de tous ceux qui commençoient à mieux ju-

ger des vues des communes, & qui voyoient une nouvelle tyrannie s'élever au milieu de l'anarchie. Quoiqu'il fut encore plus foible que le parlement, il se sentit assez de forces pour montrer de la fermeté; & il avoit préféré la guerre aux conditions honteuses, que les communes avoient voulu lui imposer.

La guerre se faisoit depuis un an avec des succès variés, lorsqu'en 1643 le parlement demanda des secours aux Ecossois. Il étoit assuré de ne pas essuyer un refus: car si le roi recouvroit son autorité en Angleterre, il devenoit assez puissant pour pouvoir rétracter toutes les concessions que l'Ecosse lui avoit arrachées. Les covenantaires trouvoient d'ailleurs dans leur fanatisme un motif pour répondre favorablement. Fiers d'avoir établi le presbytérianisme dans leur nation, ils n'ambitionnoient plus que la gloire de le répandre au-dehors. Or, une nouvelle alliance avec le parlement d'Angleterre sembloit hâter ce moment désiré. Les circonstances ne permettoient pas de douter du succès: car le peuple anglois avoit en général les évêques en horreur; & les communes, qui ne cessoient de les humilier, déclaroient vouloir réformer l'église à l'exemple de leurs freres du nord.

Cependant c'étoit au parlement d'Ecosse à ordonner des levées de troupes & d'argent, & Charles ne pouvoit consentir à rassembler un corps qui devoit s'armer contre lui. On y suppléa. Des officiers publics, à l'instigation du clergé, le convoquerent, & enleverent au roi la seule prérogative qui lui restoit. Les deux parlemens firent alliance: les Ecossois armerent. L'année 1644 se

paſſa en marches, en combats, en négociations, & rien ne fut encore décidé.

Outre les Puritains, anciens ennemis du gouvernement, & les Presbytériens qui faiſoient tous les jours des progrès, il étoit ſorti du ſein du fanatiſme une nouvelle ſecte, qui enchériſſoit ſur toutes les autres : c'eſt celle des Indépendans.

Non-ſeulement les Indépendans proſcrivoient l'épiſcopat, ainſi que les Presbytériens; ils ne vouloient pas même de prètres. Ils prétendoient que tout homme a droit d'exercer les fonctions du ſacerdoce; ils rejetoient comme frivoles les cérémonies de l'égliſe pour donner un caractere à ſes miniſtres; ils condamnoient tous les établiſſemens eccléſiaſtiques; ils aboliſſoient tout gouvernement ſpirituel. Leur ſyſtème politique portoit ſur les mèmes principes. Ce n'étoit pas aſſez d'abolir la monarchie & l'ariſtocratie : ils ſe déclaroient encore contre toute diſtinction d'ordre & de rang : ils vouloient une égalité parfaite dans une république abſolument libre & indépendante.

Dans un tems où le fanatiſme regne, la ſecte qui le porte plus loin, doit néceſſairement dominer. Les Presbytériens étoient néanmoins en plus grand nombre dans le parlement; & les Indépendans, n'oſant encore ſe déclarer, ſe confondoient avec eux. Mais ſous le manteau du presbytérianiſme, ils parvenoient aux emplois, ils ſe fortifioient inſenſiblement, & ils vinrent à bout de leurs deſſeins par l'adreſſe de leurs chefs, Vane & Cromwel.

Ils répandirent dans le public que les généraux ſongeoient plus à prolonger la guerre qu'à la finir; & que tant que les membres du parlement exer-

ceroient les emplois civils & militaires, ils n'auroient garde de travailler pour la paix, qui devoit leur enlever toute leur considération. De semblables discours furent répétés en chaire par des prédicateurs, dans un jour de jeûne qu'on avoit ordonné pour implorer l'assistance du ciel.

Le lendemain Vane harangua les communes sur les plaintes des prédicateurs: il remarqua que tous avoient tenu en même tems le même langage: il conclut que cet accord étoit une inspiration du St. Esprit: & il conjura l'assemblée, pour la gloire de Dieu & de la patrie, de mettre à part tout intérêt personnel, & de renoncer à tout emploi civil & militaire: ajoutant que l'absence des membres, occupés à les remplir, rendoit la chambre déserte, & diminuoit l'autorité de ses résolutions. Il donna lui-même l'exemple en remettant la charge de trésorier de la marine, qu'il possédoit depuis long-temps. Cromwel applaudit à ce discours, & entreprit de faire voir combien il seroit avantageux de suivre les conseils de Vane.

Cette proposition souffrit bien des difficultés de la part des Presbytériens. Mais enfin après de grands débats les Indépendans l'emporterent; & les membres qui avoient des emplois s'en démirent.

Pendant que ces choses se passoient, Cromwel avoit été chargé de conduire un corps de cavalerie. Son absence ayant été remarquée, on dépêcha pour son retour, & Fairfax, à qui on avoit donné le commandement de l'armée, eut ordre de le remplacer. Mais ce général écrivit au parlement, pour obtenir qu'on lui laissât pendant

quelques jours le lieutenant général Cromwel, dont il assuroit que les lumieres lui étoient utiles pour le choix des nouveaux officiers ; & peu après il demanda qu'on le lui accordât pour toute la campagne. C'est par ces artifices que les Indépendans exécuterent leurs desseins, & firent passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel. Car le chevalier Fairfax, quoique bon capitaine, étoit un homme simple, facile à gouverner.

La campagne de 1645 fut funeste à Charles. Défait par les Anglois, il n'eut d'autre ressource que de se jeter entre les bras des Ecossois, qui le livrerent & même le vendirent au parlement d'Angleterre, à la fin de 1646.

La captivité de ce prince fut le terme de l'autorité du parlement. L'armée se révolta, enleva le roi, se rendit maîtresse de Londres, chassa du parlement tous ceux qui étoient contraires au parti des Indépendans ; & il n'y resta plus que quelques factieux fanatiques, qui firent périr Charles sur un échafaud, le 30 Janvier, 1649. Toute la nation frémit du coup, qui trancha les jours de ce malheureux monarque, & chacun se reprocha de ne l'avoir pas servi, ou d'avoir eu part aux troubles.

Cette mort tragique arriva précisément la même année & le même mois, que Louis XIV, fuyant de sa capitale, se réfugia à St. Germain, où ce monarque, qui venoit d'humilier la maison d'Autriche, manquoit du nécessaire. Alors Henriette, sa tante, veuve de Charles, & fille de Henri IV, étoit retirée à Paris, où elle vivoit dans la plus grande pauvreté : sa fille, qui épousa depuis

depuis le frere de Louis XIV, étoit obligée de garder le lit, n'ayant pas de bois pour se chauffer. Voilà l'état où une longue guerre, de grands capitaines, d'habiles ministres, de grands négociateurs & une pacification qu'on admire, laissoient les puissances qui donnoient la loi à l'Europe. Vous le voyez, Monseigneur; les Bourbons sont hommes, & quelquefois misérables, & ils le sont dans le moment où ils paroissent couverts de gloire. L'exemple est récent.

L'ordre que j'ai suivi, a rapproché deux guerres civiles d'un caractère bien différent; & il vous sera facile de comprendre que, si la France fut tout-à-coup tranquille, l'Angleterre devoit être encore bien agitée.

Tout étoit dans une confusion qu'il seroit difficile de représenter. Jamais peuple n'avoit été divisé par tant de factions; & toutes ces factions plus ou moins fanatiques, formoient, dans leur délire, des systêmes de religion & de gouvernement, & prenoient leurs rêves pour des inspirations. Il ne restoit plus de loix: tout étoit soumis aux passions, auxquelles une imagination déréglée lâchoit la bride: chacun se faisoit des principes à son gré; & l'impunité du passé enhardissoit pour l'avenir.

Le seul avantage que la nation angloise retira de sa situation; c'est qu'elle étoit devenue propre aux plus vigoureuses entreprises. Le génie militaire s'étoit réveillé pendant les guerres civiles; quantité de gens obscurs s'étoient élevés par leurs talens: ils conservoient le courage actif auquel ils devoient leur fortune: ils pouvoient, s'ils s'étoient bien conduits, assurer au moins la tran-

quillité de l'état sur le despotisme : il ne leur falloit qu'un chef.

Cromwel fut ce chef. Il avoit toutes les qualités pour réussir dans le tems où il vivoit, de l'hypocrisie, de l'audace & de la fermeté. Je doute que dans un autre siecle il eût eu occasion de faire connoître ses talens ou seulement de les connoître lui-même. Il acquit du crédit dans le parlement & dans l'armée par son fanatisme. Il parvint à la puissance souveraine par des crimes ; il gouverna en grand homme. Mais pendant qu'il faisoit trembler ses concitoyens sous son despotisme, & qu'il rendoit l'Angleterre redoutable aux nations étrangeres, il redoutoit tout lui-même ; toujours entouré d'amis faux & d'ennemis irréconciliables, toujours exposé aux complots des différens partis, toujours menacé par le fanatisme prêt à s'armer d'un poignard.

Chargé de porter la guerre en Irlande & en Ecosse, il soumit ces deux royaumes. Aussitôt après une autre guerre commença contre la Hollande. L'amiral Blake s'y distingua, & le parlement affecta de relever les avantages qu'il remportoit sur mer. Il se plaignit des dépenses que coûtoit l'armée de terre, il insista sur la nécessité d'en licentier une partie. Il vouloit abattre la puissance de Cromwel qui lui faisoit ombrage : mais il n'étoit plus tems : ce général, maître des troupes, cassa le parlement sans trouver d'opposition. Accompagné des soldats, il parut au milieu de l'assemblée comme un homme inspiré : *retirez-vous*, leur dit-il, *vous n'êtes plus le parlement ; le Seigneur vous a rejetés ; il en a choisi d'autres pour achever son ouvrage.*

Il créa ensuite un nouveau parlement, en faisant venir des différentes parties des trois royaumes ceux que le ciel avoit choisis. *Jamais*, leur dit-il, *je n'aurois osé me promettre de voir le Christ si hautement reconnu.* Il parloit en fanatique à des fanatiques, qui croyant avoir reçu le St. Esprit dans toute sa plénitude, extravaguoient, & croyoient former un plan de république. Les ambassadeurs de Hollande, qui vouloient négocier avec ce parlement, furent fort étonnés de trouver des saints, qui prétendoient devoir d'abord les épurer pour les rendre utiles au grand œuvre de subjuguer l'Antechrist. Cromwel, honteux de son ouvrage, cassa ce parlement ridicule, & fut déclaré protecteur par l'armée, qui régla la forme du gouvernement.

Pendant que l'Angleterre offroit au dedans de pareilles scenes, elle étoit formidable au dehors. Elle paroissoit acquérir l'empire de la mer. Elle n'avoit jamais joué un plus beau rôle avec les nations étrangeres. Elle accorda la paix aux Etats-Généraux; & tout-à-la fois recherchée par les deux couronnes qui se faisoient la guerre, elle fit un traité avec la France. Cromwel dicta les conditions avec hauteur, & le cardinal Mazarin les accepta.

On reproche au protecteur de n'avoir pas connu les vrais intérêts de sa nation. Il devoit, dit-on, soutenir l'Espagne dans sa décadence, & maintenir la balance entre les deux couronnes. On ne remarque pas que dans l'état où cette monarchie étoit réduite, ce projet eût été chimérique; qu'il ne suffisoit pas de la soutenir, qu'il auroit fallu la relever malgré les vices de sa cons-

titution, & qu'il étoit plus raiſonnable à l'Angleterre de ſe préparer à devenir un jour elle-même la rivale de la France. Mais il s'agiſſoit d'abord de s'agrandir. Or, Cromwel en étoit bien plus ſûr avec l'alliance de Louis XIV, qu'avec celle de Philippe IV; car il pouvoit ſe promettre des conquêtes en Amérique & en Flandre. En effet il enleva la Jamaïque, que l'Angleterre a conſervée, & en 1658 il acquit Dunkerque qui lui ouvroit les Pays-Bas. La flotte angloiſe bloquoit le port, & Turenne, qui conduiſoit le ſiege, remporta la fameuſe bataille des Dunes ſur le prince de Condé. La place capitula le 23 juin, & fut livrée aux Anglois comme on en étoit convenu. Cromwel mourut le 3 ſeptembre de la même année, âgé de cinquante-huit ans. Ce fut à propos: car le mécontentement gagnoit l'armée. Les conſpirations ſe renouvelloient ſans ceſſe; & juſqu'à ſes enfans, tout le monde s'éloignoit de lui, & lui reprochoit ſes crimes. Richard ſon fils, qui lui ſuccéda dans le protectorat, abdiqua bientôt une puiſſance, que Cromwel auroit eu bien de la peine à conſerver.

La guerre entre la France & l'Eſpagne finit en 1659. Le traité fut conclu le 7 Novembre par le cardinal Mazarin & Don Louis de Haro, dans l'iſle des Faiſans, ſur la riviere de Bidaſſoa. On céda pluſieurs places de part & d'autre; le duc de Lorraine fut rétabli; le prince de Condé revint & rentra dans ſes gouvernemens & dans tous ſes biens; la France promit de ne point donner de ſecours au roi de Portugal; & le mariage de l'infante Marie-Thereſe avec Louis XIV fut arrêté, ſous la condition de la renonciation à la

fucceffion d'Efpagne. Léopold, qui avoit fuccédé à Ferdinand III, fon pere, & qui fouhaitoit d'époufer l'infante, n'omit rien pour traverfer ce mariage.

Les troubles continuoient en Angleterre. Il n'étoit pas poffible aux factions de s'accorder fur la forme du gouvernement. Monck, un des généraux de l'armée, profita de ces divifions pour rétablir les Stuarts. Il affecta un zele républicain, & il prépara fi bien les chofes, que Charles II fils aîné de Charles I, fut reçu parmi les acclamations du peuple, & rétabli fur le trône de fes peres en 1660. La même année les royaumes de Suede, de Pologne & de Danemarck, firent la paix fous la médiation de la France. Il femble qu'on refpire enfin, quand on voit le calme fe répandre dans prefque toute l'Europe.



CHAPITRE II.

Depuis la paix des Pyrénées jufqu'à la paix de Nimegue.

DANS l'efpérance de fecouer le joug d'un parlement qui s'étoit rendu odieux, les différens partis oublioient leurs animofités, & attendoient avec impatience la fin des défordres; lorfque Monck, qui s'étoit déclaré pour la liberté, & qui par-là avoit gagné la confiance du peuple, prit fur lui de rappeller les membres qui avoient été exclus avant qu'on fit le procès à Charles.

Comme ces membres étoient le plus grand nombre, la plupart des Indépendans prirent le parti de se retirer, & le parlement fut en quelque sorte renouvellé. Les membres rétablis commencerent par faire quelques réglemens, & après avoir ordonné eux-mêmes leur propre dissolution, ils convoquerent un nouveau parlement.

L'amour de la liberté n'étoit plus le même : on se reprochoit un aveuglement qui avoit causé tant de maux ; on ne voyoit pas qu'il fût possible d'établir quelque forme de gouvernement, sans soulever encore les factions les unes contre les autres. Parmi tant de divisions, il paroissoit qu'on ne pouvoit retrouver la paix que sous un monarque : les Presbytériens, qui avoient été victimes des Indépendans, formoient à cet égard les mêmes vœux que les Royalistes, & comme ces sentimens étoient généralement répandus, il arriva que dans toutes les provinces, les suffrages du peuple tomberent sur ceux qu'on savoit être favorables à la monarchie. Tel fut le parlement qui rétablit Charles. Il ne mit point de conditions à son rappel ; parce que dans l'impatience de jouir du repos, il eût été effrayé du retardement que pouvoit apporter la lenteur d'une négociation. En cela il ne fit que se conformer aux vœux des peuples.

Charles II avoit les qualités qui séduisent : une figure mâle, un air engageant, de l'esprit, de la pénétration, du jugement, un caractere doux & une affabilité singuliere. Il paroissoit avoir oublié, dans ses malheurs, qu'il étoit prince, & sur le trône il ne paroissoit plus s'en ressouvenir. Mais il avoit des défauts, qui ne se mon-

troient pas d'abord. Sa pareſſe, qui lui donnoit de l'éloignement pour toute ſorte de travail, rendoit inutiles les qualités de ſon eſprit. Sa bonté n'étoit pas un ſentiment de l'ame ; ce n'étoit que l'effet de ſa nonchalance. Son affabilité dégénéroit en familiarité & paroiſſoit peu décente. Il étoit le même pour tous ceux qui l'approchoient : les accueillant également, n'en aimant aucun, & ſe méfiant de tous. On lui reproche encore d'avoir été ingrat envers ceux qui l'avoient ſervi avec zele, & d'avoir été livré aux plaiſirs, juſqu'à diſſiper ſes revenus. Il eſt doux pour un prince lâche, qui aime à diſſiper, d'être abſolu. C'étoit auſſi tout ce que Charles ambitionnoit : mais cette ambition lui ſuſcita des affaires, qui contrarierent ſa nonchalance.

Le contraſte de ſes adverſités & de la révolution ſubite, qui venoit de le rétablir intéreſſoit en ſa faveur, & ne permit de remarquer d'abord que ſes qualités aimables. Le parlement, ſoumis & reſpectueux, lui accorda des ſubſides, fixa ſes revenus à douze cent mille livres ſterling ; c'étoit plus qu'aucun autre roi d'Angleterre n'avoit eu : enfin il fit périr par les ſupplices dix de ceux qui avoient condamné Charles I. Il donna cependant avec beaucoup d'économie : les fonds même qu'il aſſigna pour les revenus de la couronne, ne faiſoient pas les deux tiers de douze cent mille livres ; & en ſe réſervant de remplir dans la ſuite ſes engagemens, il parut vouloir tenir le roi dans la dépendance. Néanmoins Charles, qui n'avoit pas en général lieu d'en être mécontent, le congédia en lui témoignant combien il étoit ſatisfait.

Ce parlement avoit été principalement composé des Presbytériens : celui qui s'assembla l'année suivante fut encore plus favorable, parce que les Royalistes & les Anglicans y dominoient. Non seulement il condamna toutes les maximes qui tendent à la révolte : il déclara même qu'aucune des deux chambres, ni les deux ensemble n'ont pas le droit des armes ; & il porta la soumission jusqu'à renoncer au droit de se défendre contre le souverain. C'étoit donner à la couronne une prérogative sans bornes. Mais le plus grand nombre des membres étoit encore si frappé des derniers désordres, qu'il étoit plus porté à prendre des précautions contre la révolte des sujets, que contre l'ambition du roi. Ils firent encore un acte fort avantageux à la monarchie : ce fut de rétablir l'église anglicane dans le même état où elle étoit avant les guerres civiles ; & dans cette vue, ils ordonnerent à tous les ecclésiastiques de suivre cette communion, sous peine de perdre leurs bénéfices. Les Presbytériens, qui ne voulurent pas se soumettre, furent appellés Non-conformistes. Mais ce parlement, si pénétré des principes de la monarchie, la rendoit impuissante par l'économie avec laquelle il donnoit des subsides : s'il vouloit qu'on ne lui portât pas des coups, il paroissoit vouloir qu'elle fût assez foible pour qu'elle n'en pût pas porter elle-même.

Les revenus de la couronne, trop bornés pour les charges de l'état, étoient encore dissipés par les prodigalités du monarque. Il ne restoit à Charles que des dettes. Dans cette situation ; il résolut de vendre Dunkerque dont la garnison

lui coûtoit chaque année cent mille livres sterling; & il la livra pour quatre cent mille à la France.

Il fut généralement blâmé, parce que Dunkerque, entre les mains des François, pouvoit faire beaucoup de tort au commerce de l'Angleterre. Il l'eût été encore plus, si l'on eût connu dès-lors l'ambition de Louis XIV; car l'acquisition de cette place donnoit à la France de grands avantages pour s'étendre du côté des Pays-Bas.

Les communes offrirent enfin à Charles une occasion d'obtenir des subsides. Jalouses du commerce florissant des Provinces-Unies, elles chercherent des prétextes pour faire la guerre à cette république: & quoiqu'elles n'en trouvassent que de bien frivoles, elles promirent au roi de lui donner toutes sortes de secours, s'il vouloit entrer dans leurs vues. Elles s'imaginoient qu'après avoir abattu la puissance des Hollandois, l'Angleterre seroit en possession de tout le commerce; & la guerre fut déclarée.

Les combats sur mer ne sont pas décisifs comme sur terre: souvent on se ruine pour ruiner son ennemi, sans rien acquérir; & la nation qui a le plus de ressources, reprend bientôt tous ses avantages. Les Anglois eurent lieu de connoître la supériorité que la Hollande avoit à cet égard; & ils commencerent à se lasser de la guerre: les Hollandois, qui l'avoient entreprise malgré eux, & dont le commerce souffroit beaucoup, desiroient la paix: Charles, plus nonchalant qu'ambitieux, n'étoit pas capable de persister dans des projets, où il trouvoit de grands obstacles: Le Danemarck venoit d'ailleurs d'armer

pour les Provinces-Unies, ainsi que la France, alliée de cette république. Il est vrai que cette derniere puissance agissoit foiblement, & qu'elle paroissoit plutôt montrer ses forces que donner des secours. Louis XIV, qui ne vouloit ni la prospérité ni la ruine de la Hollande, formoit alors un projet, qui le mettoit dans la nécessité de ménager le roi d'Angleterre.

La paix se négocioit à Bréda. On étoit d'accord sur les principaux articles; & les difficultés qui restoient, paroissoient si légeres, qu'elles n'auroient dû apporter aucun retardement. Mais de Wit, pensionnaire de Hollande, prolongeoit la négociation, dans l'espérance d'humilier les Anglois, & de venger sa patrie de l'injuste guerre qu'ils lui avoient faite. Il jugea que Charles, dans l'espérance d'une paix prochaine, songeroit plus à ménager ses finances, qu'à prendre des mesures contre l'ennemi. Il ne se trompa point. L'Angleterre étoit dans la plus profonde tranquillité, lorsque le pensionnaire avoit fait tous ses préparatifs. La flotte hollandoise entra dans la Tamise, où elle brûla plusieurs vaisseaux; elle menaça toutes les côtes d'Angleterre, & elle eût pu faire une descente, si elle eût été soutenue par les François. Mais Louis XIV, qui vouloit maintenir la balance entre ces deux puissances maritimes, n'avoit garde de contribuer à la supériorité de l'une ou de l'autre. La paix fut signée à Bréda le 10 juillet 1667. Une nouvelle scene va s'ouvrir.

Philippe IV, roi d'Espagne, mort au mois de septembre 1665, laissoit la couronne à son fils Charles II. Or, parce que dans quelques pro-

vinces des Pays-Bas l'ordre de ſucceſſion exclut les enfans d'un ſecond mariage pour donner la préférence à ceux du premier, Louis réclama les Pays-Bas pour Marie-Thérese ſa femme, née d'un premier lit. Il eſt vrai qu'il avoit renoncé à tous les droits de cette princeſſe : mais il regardoit cette renonciation comme nulle, ſur ce principe qu'un pere ne ſauroit, par aucun acte, fruſtrer ſes enfans de leurs droits. On répondit qu'il avoit donc traité de mauvaiſe foi ; que l'Eſpagne ayant accepté la renonciation, comme une ſureté réelle, la France étoit cenſée l'avoir donnée comme telle ; qu'il n'y avoit point eu de violence, qu'on avoit contracté librement ; & que, par conſéquent, on devoit de part & d'autre remplir également les conditions du traité. Mais les rois n'ont point de juge, & leurs querelles ſe décident par les armes.

Louis XIV avoit été fort mal élevé. Né avec des diſpoſitions heureuſes, qu'on ne voulut pas cultiver, il n'eut aucun goût pour la lecture, aucune connoiſſance de l'hiſtoire, aucune notion même des beaux arts : en un mot, on rendit ſtériles les diſpoſitions que la nature avoit miſes en lui, parce qu'en ne l'accoutumant pas à s'appliquer, on le rendit peu capable d'application. Comme ſes maîtres ne ſavoient pas lui faire goûter l'étude, & qu'ils n'oſoient le contrarier, Louis ſe livroit à ſes caprices, ne faiſoit que changer d'objets, & ne contractoit pas l'habitude d'une attention ſoutenue.

Il retenoit les faits parce qu'il avoit de la mémoire, il les racontoit même avec grace : mais il paroiſſoit avoir de la peine à ſaiſir une ſuite

de raiſonnemens ; & ce qu'il ne comprenoit pas du premier coup, il lui arrivoit rarement de le comprendre.

Quoiqu'il eût été déclaré majeur à treize ans & un jour, en 1651, la régente & Mazarin ne ſongeoient pas aſſez à le former peu à peu dans l'art de gouverner. Jaloux de l'autorité, ils vouloient l'un & l'autre faire durer l'enfance du roi. Louis, abandonné, obéiſſoit aux penchans de ſon âge & ſe dégoûtoit de toute application, pour ſe livrer à des amuſemens frivoles. Il avoit vingt ans, & il ne s'occupoit encore que de ballets, de maſcarades, de tournois, de comédies, de chaſſes, de jeux & d'intrigues d'amour.

Bien loin d'avoir de l'autorité, à peine avoit-il du crédit. Il ne diſpoſoit d'aucune grace : il n'avoit que la voie de la recommandation & des prieres auprès du cardinal & de la régente. Ses courtiſans ne manquerent pas de lui en faire quelque honte, & de l'inviter à prendre les rênes du gouvernement. La confiance qu'il avoit donnée à Mazarin, & la méfiance qu'il avoit de lui-même, ou peut-être encore le dégoût du travail l'en empêcherent. Cependant quoiqu'affermi dans le deſſein de laiſſer l'adminiſtration à ce miniſtre, il parut déſirer de prendre quelques connoiſſances de ſes affaires. Le cardinal ne ſe refuſa pas à un deſir auſſi louable : mais il mourut peu de tems après, en 1651.

Le roi n'ayant plus de premier miniſtre, gouverna par lui-même, tenant conſeil tous les jours, & travaillant ſéparément avec les ſecrétaires d'état. Il prit d'autant plus de goût à ce travail, que ſes miniſtres ne cherchoient qu'à le

lui rendre agréable, & le flattoient continuellement pour gagner sa confiance. Ils l'accoutumerent si fort à s'entendre louer, que, quoique convaincu de son ignorance, dont il faisoit quelquefois des sujets de plaisanterie, il commença à croire qu'il avoit naturellement tous les talens de son état; & bientôt il se crut capable de former lui-même ses ministres. Le Tellier, qui avoit le département de la guerre, excelloit surtout dans l'art de flatter. Il sut toujours persuader au roi, qu'il étoit le seul auteur des projets qui réussissoient; & pour l'intéresser à la fortune de Louvois son fils, qu'il avoit instruit dans le même art, il lui fit croire que Louvois étoit son éleve, & qu'il tenoit de lui toutes ses lumieres. Vous pouvez prévoir qu'une trop grande confiance fera faire des fautes à Louis XIV.

Il ne faut pas confondre avec de tels ministres, Colbert, qui eut dans son département les finances & le commerce. Il avoit été l'homme de confiance de Mazarin; & ce cardinal, qui l'avoit recommandé à Louis XIV comme propre à l'administration des finances, avoit donné une preuve de son discernement, & fait un présent au roi & à l'état. Mais trop grand pour flatter son maître, comme le Tellier & Louvois, Colbert en fut aussi beaucoup moins écouté; & lorsqu'il mourut, en 1683, il étoit hors de la faveur. Ce fut à lui néanmoins que Louis XIV dut toute sa puissance. Sans Colbert, jamais il n'eût été capable de soutenir les grandes entreprises, dans lesquelles il s'engagea par de mauvais conseils; & sans ces malheureuses entreprises, qui mettoient dans la nécessité de fouler les peuples,

Colbert eût enrichi le prince & les ſujets. Etant donc forcé par les circonſtances à mettre des bornes à ſes grands deſſeins, il n'en exécuta qu'une partie. Cependant dès l'année 1606, il avoit mis un ſi grand ordre dans les finances, & rendu le commerce ſi floriſſant, que la France ſe trouvoit des forces, dont elle ne s'étoit pas doutée avant l'adminiſtration de ce ſage miniſtre. En voici la preuve. En 1660, le peuple payoit quatre-vingt-dix millions d'impôts: les charges de l'état montoient à cinquante-cinq millions; & le roi, à qui il n'en reſtoit que trente-cinq, n'étoit pas même au courant: deux années de ſon revenu étoient conſumées d'avance. En 1666, les impoſitions produiſoient quatre-vingt-treize millions: les charges de l'état étoient réduites à trente-quatre, & il en reſtoit au roi cinquante-neuf. Les revenus de la couronne étoient donc conſidérablement augmentés, & cependant Colbert avoit ſoulagé les peuples. Vous pouvez lire à ce ſujet les *Recherches & conſidérations ſur les finances de France.*

Il auroit fallu une longue paix, pour réparer les pertes que la France avoit faites depuis François II. Certainement la population devoit être fort diminuée, & le royaume, par conſéquent, étoit encore foible par lui-même. S'il paroiſſoit donc puiſſant, c'eſt que Colbert ſavoit donner du reſſort à toutes ſes parties. Il étoit puiſſant, ſur-tout, par rapport aux autres états de l'Europe, qui avoient fait de pareilles pertes, & qui n'avoient point de Colbert. La population ne s'étoit accrue que dans les Provinces-Unies; c'étoit une raiſon pour qu'elle fût moindre ail-

leurs, puiſque cette république avoit été l'aſyle des familles perſécutées.

Si Louis XIV eût été plus éclairé, il eût mis toute ſa gloire à faire le bonheur de ſes peuples, & il ne ſe fût ſervi de ſa puiſſance que pour entretenir la paix en Europe. Il ne falloit qu'écouter Colbert, étudier avec lui, & le laiſſer faire. Mais ſes courtiſans ne l'entretenoient que de ſa puiſſance, & chaque inſtant l'étaloit à ſes yeux. Elle ſe montroit ſur-tout dans ces fêtes magnifiques qu'il donnoit ſouvent à ſa cour, & il paroiſſoit avec un air majeſtueux, tel qu'on peindroit le maître du monde. C'eſt au milieu d'une de ces fêtes, qu'en 1662 un légat vint s'humilier devant lui, pour faire ſatisfaction d'une inſulte que les gardes du pape avoient faite à l'ambaſſadeur de France, & la même année le roi d'Eſpagne avoit eſſuyé une humiliation à peu près ſemblable. Le baron de Watteville, ſon ambaſſadeur à Londres, ayant inſulté le comte d'Eſtrades, ambaſſadeur de France, ſur lequel il vouloit prendre le pas, Philippe IV fut obligé d'envoyer un ambaſſadeur extraordinaire pour déclarer à Louis XIV, en préſence de tous les miniſtres étrangers, que ſes ambaſſadeurs céderoient partout la préſéance aux ambaſſadeurs de France. Comment dans de pareilles circonſtances, Louis, jeune encore, n'auroit-il pas été ébloui lui-même d'un éclat, qui éblouiſſoit ſes courtiſans, & qui portoit la terreur juſques dans une monarchie, auparavant redoutable à la France & à l'Europe? Pouvoit-il ſe reſſouvenir de ces tems malheureux où il n'avoit pas un page pour le ſervir, & où

il n'étoit pas en état de tirer de la misere Henriette sa tante, veuve de Charles I? Il les oublia donc, & il ne vit plus que sa grandeur.

Il fut toujours entretenu dans cette illusion par Louvois, qui voulant se rendre nécessaire, & tout-à-la fois flatter la foiblesse de son maître, lui présenta la Flandre comme un pays sur lequel il avoit des droits, & dont il devoit se saisir par les armes. La guerre fut aussitôt décidée. En une seule campagne quarante mille hommes, commandés par les plus habiles généraux, envahirent sous les yeux de Louis, en 1667, Charleroi, Ath, Binche, Menin, Comines, Deinse, Tiel, Tournai, Bergues, Furnes, Armentieres, Courtrai, Douai, Oudenarde, Alorst, Lille. Ces villes, sans magazins, sans fortifications, sans munitions, ne firent presque point de résistance; car quoique cette invasion eût été prévue, les Espagnols ne s'y étoient pas préparés. Au commencement de l'année suivante, & pendant l'hiver, Louis conquit encore la Franche-Comté en moins d'un mois. Condé commandoit sous lui.

A ces premiers succès, obtenus sans obstacles, le roi, qui dans le vrai avoit servi sous Condé, s'imagina être un conquérant : il se crut puissant, parce que l'Espagne étoit foible : & il n'eut plus d'autre ambition, que de reculer ses frontieres & de se rendre redoutable, sans considérer qu'il répandoit l'alarme chez ses voisins, & qu'il pouvoit armer contre lui toute l'Europe. Son principal avantage étoit dans ses généraux & dans ses ministres, bien supérieurs à ceux des autres puissances : avantage qu'il connoissoit

connoiſſoit peut-être trop peu, car il croyoit déjà être tout par lui-même.

L'invaſion de la Flandre faiſoit connoître que ſi Charles II, roi d'Eſpagne, dont la ſanté étoit languiſſante, mouroit ſans enfans, Louis formeroit des prétentions ſur la couronne de ce prince. Il ſemble donc que les puiſſances de l'Europe auroient dû prévenir la réunion de ces deux royaumes; c'eſt ce dont elles ne parurent pas s'occuper.

L'empereur Léopold, qui avoit eu pendant quelques années la guerre avec les Turcs, faiſoit alors tous ſes efforts pour ſoumettre la Hongrie, ou plutôt pour y établir ſon deſpotiſme. Dans le deſſein d'uſurper ſur les privileges de la nation, il traita de rebelle un peuple qui ne vouloit pas être eſclave. Il ſaiſit par ſurpriſe quelques chefs du patriotiſme; il leur fit trancher la tète ſous prétexte d'une prétendue conſpiration; & il répandit dans tout le royaume des troupes qui, vivant à diſcrétion comme en pays ennemi, forcerent enfin les Hongrois à ſe révolter véritablement. Pendant qu'il donnoit tous ſes ſoins à dépeupler la Hongrie pour y régner en deſpote, il ne pouvoit pas porter ſon attention ſur ce qui ſe paſſoit ailleurs.

Malgré le traité de Weſtphalie, il y avoit peu d'union entre les membres de l'empire. L'empereur, les électeurs & les autres princes formoient trois partis; & la diete étoit au moins troublée par des conteſtations qu'on ne terminoit pas. Les Allemands, accoutumés à ſe précautionner contre l'ambition de la maiſon d'Autriche, ne s'appercevoient pas encore que la

maison de Bourbon devenoit de jour en jour beaucoup plus formidable. Ils continuoient de la regarder comme une puissance qui devoit les protéger contre l'empereur. C'est pourquoi en 1658, Louis XIV fut reçu dans une alliance que les électeurs ecclésiastiques & d'autres princes avoient faite pour leur défense commune & qu'on nomme la ligue du Rhin, & en 1668 plusieurs persistoient encore dans leurs engagemens avec la France. Il est difficile que tout un corps tel que celui de l'empire sache changer à propos de vues & de politique. Les princes d'Allemagne ne pensoient donc point à s'opposer aux progrès de Louis XIV, ou ceux qui y pensoient, ne savoient encore quelles mesures prendre. Les républiques & les princes d'Italie étoient encore plus favorables au roi de France, parce qu'ils croyoient voir leur élévation dans l'abaissement d'une puissance qui occupoit le royaume de Naples & la Lombardie.

Les Hollandois jugeoient mieux du danger parce qu'ils en étoient plus près: mais cette république étoit trop foible contre toutes les forces de la France, & d'ailleurs elle étoit troublée par deux factions.

Fréderic Henri étoit mort en 1647, & avoit laissé le Stadthoudérat à Guillaume II, son fils. Guillaume ne parut pas aussi bon républicain que ses ayeux: il se rendit suspect par son ambition; & peut-être eût-il causé une guerre civile, s'il eût gouverné longtems. Après sa mort, qui arriva en 1650, les partisans de la liberté, effrayés du danger qu'ils avoient couru, songerent à mettre des bornes au Stadthoudérat, ou

même à exclure de cette dignité le fils posthume de Guillaume II.

De Wit, pensionnaire de Hollande, & qui gouvernoit alors la république, donna tous ses soins à l'éducation de Guillaume III, qui étoit né huit jours après la mort de son pere. Il ne négligeoit rien pour le former aux affaires, voulant, disoit-il, le rendre capable de servir la patrie, s'il arrivoit jamais que des circonstances lui missent l'administration entre les mains. En même tems il tâchoit de prévenir ces circonstances, & en 1667 il avoit fait rendre un édit, par lequel Guillaume & ses descendans étoient exclus à perpétuité du Stadthoudérat.

Guillaume avoit alors dix-sept ans. On voyoit déja le fruit de l'éducation qu'il avoit reçue: les vertus & les talens se développoient en lui. Il paroissoit aimer la république: il paroissoit dans la résolution d'en vouloir dépendre entiérement; & les peuples regardoient comme une injustice l'exclusion qu'on venoit de donner à un prince auquel ils s'intéressoient. L'édit avoit augmenté le nombre de ses partisans. On le comparoit à ses ancêtres, dont on se rappelloit les services: on le jugeoit digne, à toute sorte de titres, de la même confiance & des mêmes honneurs.

Ce jeune prince étoit fils d'une sœur du roi d'Angleterre. Il étoit donc à craindre que Charles, qui ne demandoit qu'à troubler la Hollande, ne donnât des secours à la faction de Guillaume. C'est pour cette raison que de Wit étoit resté jusqu'alors dans l'alliance de la France. Mais un danger plus pressant ayant changé toutes ses vues,

il ne voyoit plus que l'Angleterre, qui pût arrêter les progrès de Louis XIV.

Les Anglois ne pouvoient voir sans jalousie la supériorité que prenoient les François. Charles, voulant donc faire une chose agréable à la nation, chargea le chevalier Temple, son ministre à Bruxelles, de se concerter avec le pensionnaire. Ces deux habiles négociateurs conclurent en quatre ou cinq jours un traité, auquel la Suéde accéda, & par lequel ces trois puissances se proposoient d'offrir leur médiation, & de forcer la France & l'Espagne à la paix. Aucune d'elles néanmoins ne s'étoit encore préparée à la guerre. La Suéde étoit bien loin, pour être redoutable, & pour s'intéresser vivement aux Pays-Bas. Les Hollandois n'avoient point de troupes de terre : & Charles étoit toujours indolent, irrésolu & sans argent. Cependant le ministère françois ayant pris l'alarme, la triple alliance, qui ne pouvoit que menacer, eut tout le succès qu'on s'étoit promis. La négociation ne fut même pas longue, car le traité fut conclu & signé trois mois après, à Aix-la-Chapelle. Louis rendit la Franche-Comté, & conserva toutes les conquêtes faites dans les Pays-Bas.

Louis XIV avoit fait une paix assez glorieuse, pour se promettre de nouveaux succès. Il s'en promit, & dans sa confiance, il songea sur-tout à se venger de la Hollande, qui avoit eu la plus grande part à la triple alliance. Pour y réussir, il se proposa de déterminer l'Angleterre à rompre les engagemens qu'elle avoit contractés avec cette république.

Sous prétexte de visiter ses conquêtes, le roi

ſe tranſporta dans les Pays-Bas avec toute ſa cour, & fournit à la ducheſſe d'Orléans l'occaſion de paſſer en Angleterre pour voir ſon frere, Charles II, ou plutôt pour négocier un traité avec ce prince.

Charles donnoit alors toute ſa confiance à Clifford, Ashley, Buckingham, Harlington & Lauderſdale; & le public nommoit Cabale le conſeil compoſé de ces miniſtres, parce que les lettres initiales de ces cinq noms forment les mot de *cabal.* Les vues de la cabale, autant qu'on en peut juger par la conduite de ces cinq miniſtres, étoit de rendre le roi tout-à-fait indépendant du parlement. Pour y réuſſir, on propoſoit une alliance avec la France contre la Hollande; parce que ſous le prétexte de la guerre, il ſeroit facile de lever & d'entretenir un corps de troupes dans le royaume, & que Charles pourroit encore obtenir de Louis XIV des ſecours pour ſoumettre ſes ſujets rebelles. Ce projet étoit aſſez mal concerté; on devoit juger que ſi le roi de France s'y prêtoit, ce ſeroit moins pour rendre Charles abſolu, que pour faire naître des troubles en Angleterre. De pareilles vues s'accordoient néanmoins avec le caractère de Charles, que l'économie des communes laiſſoit dans l'indigence, & qui ne pouvoit pas prendre ſur lui d'avoir une confiance entiere pour ſes peuples. Telles étoient les diſpoſitions où la ducheſſe d'Orleans trouva ſon frere. Il lui fut donc aiſé de ſortir de ſa négociation avec ſuccès. Elle lui laiſſa, pour maintenir l'alliance entre les deux couronnes, une demoiſelle de ſa ſuite, dont il devint amoureux, & qui a été connue ſous le titre de ducheſſe de Portſmouth.

Les deux rois déclarerent la guerre aux Provinces-Unies. Comme ils n'avoient pas de raisons solides, ils employerent les prétextes les plus frivoles : il se plaignirent de quelques médailles & de quelques peintures injurieuses à leurs majestés. Ils auroient mieux fait de ne pas publier des déclarations, qui ne faisoient que dévoiler davantage leur injustice. Charles eut en particulier la mortification de perdre toute la confiance de son peuple. Car dans la vue de trouver plus de facilité dans son parlement, il avoit feint de vouloir rester fidelle au traité de la triple alliance, & ce motif lui avoit fait obtenir des subsides considérables. Mais les Anglois, qui voyoient avec chagrin que ces subsides étoient destinés à remplir les vues de la France, ne lui pardonnoient pas d'avoir employé la mauvaise foi, pour sacrifier plus surement les intérêts de la nation.

Les Provinces-Unies cultivoient le commerce & la marine, & dans la sécurité où les laissoient la paix avec l'Espagne & leur alliance avec la France, elles avoient licentié la plus grande partie des troupes de terre & négligé d'entretenir la discipline dans celles qui leur restoient. Jalouses de leur liberté, elles avoient sur-tout congédié un grand nombre d'officiers expérimentés, qui paroissoient trop attachés à la maison d'Orange. Elles n'eurent donc pour toute défense que quelques troupes levées à la hâte, avec lesquelles on ne pouvoit ni tenir la campagne, ni mettre des garnisons suffisantes dans les places.

Contre un pays si mal défendu, Louis XIV, qui avoit engagé dans son alliance l'évêque de Munster, & l'électeur de Cologne, marcha à

la tête de cent soixante dix-sept mille hommes. Il prit dans peu de mois plus de quarante villes fortifiées, & envahit les provinces de Gueldre, d'Utrecht & d'Over-Issel. Guillaume III, que la république avoit mis à la tête des troupes, se retira dans la province de Hollande, mettant toute sa ressource dans la force naturelle du pays. Cependant le peuple tourna sa rage contre le pensionnaire. Regardant comme l'auteur de ses maux, celui dont il avoit admiré jusqu'alors la prudence & l'intégrité, il le massacra avec son frere, & il se souleva contre les magistrats, qu'il força à reconnoître le prince d'Orange pour stadhouder.

Ce jeune prince, car il n'avoit encore que vingt-deux ans, se montra digne d'être le chef de la république. Il rendit le courage aux plus consternés. Les factions cesserent. Tout se réunit sous lui, & le désespoir fit prendre un nouvel essor à l'amour de la liberté. Les écluses étoient ouvertes: le pays étoit inondé. La mer formoit une barriere à l'ennemi,

L'empereur avoit d'abord vu sans inquiétude les préparatifs de Louis XIV contre les Provinces-Unies. Il avoit promis de ne leur point donner de secours : il desiroit même l'humiliation de cette république; & plusieurs autres puissances d'Allemagne adoptoient cette politiqne aveugle. Il ouvrit enfin les yeux, lorsqu'il considéra qu'après la conquête de la Hollande, les Pays-Bas espagnols seroient menacés; & il fit une ligue avec le roi d'Espagne, l'électeur de Brandebourg & les Etats-Généraux. Louis fut obligé d'évacuer plusieurs des places conquises.

Mais le parlement d'Angleterre étoit l'allié sur lequel les Hollandois pouvoient le plus compter : il commençoit à soupçonner les desseins de la cabale. Charles connut qu'il n'obtiendroit rien pour une guerre que les communes désapprouvoient. Il frémit, en prévoyant les suites d'un mécontentement qui se montroit déja, & il fit sa paix avec les États-Généraux.

L'électeur de Cologne & l'évêque de Munster furent aussi contraints de prendre le même parti, & les princes d'Allemagne, qui avoient été neutres jusqu'alors, se déclarerent encore pour l'empereur. C'est ainsi que la France perdoit ses alliés, se faisoit des ennemis, & se voyoit réduite à faire face de tous côtés. Le roi de Suéde, qui avoit abandonné les vues de la triple alliance, restoit seul à Louis XIV : mais il ne pouvoit lui donner aucun secours, parce qu'il entra en guerre avec le Danemarck.

Dans cette conjoncture les François furent obligés de changer d'objet. Ils abandonnerent les Provinces-Unies ; & de tant de conquêtes, ils ne purent conserver que Grave & Mastricht : leurs efforts se porterent sur les Pays-Bas, & sur le Rhin : ils conquirent la Franche-Comté & plusieurs places en Flandre : & ils pénétrerent dans le Palatinat. Cependant la guerre se faisoit aussi en Danemarck, en Suede, sur la mer Baltique, sur l'Océan, sur la Méditerranée, sur les frontieres d'Espagne, & en Sicile, où la France donna des secours aux Messinois, qui s'étoient révoltés contre les Espagnols. C'est ainsi que la république de Hollande vit tout-à-coup le danger s'éloigner d'elle. Les autres puissances

avoient armé pour la ſecourir, & elle continuoit la guerre pour les ſecourir elle-même.

Cette guerre finit en 1678, par le traité de Nimegue, dont Louis XIV dicta les conditions. Elle fut donc glorieuſe par les ſuccès des généraux, ſi elle ne le fut pas par les motifs qui la firent entreprendre. Le miniſtere françois ſut diviſer les ennemis, ou plutôt profiter de leur peu de concert. Les Etats-Généraux, auxquels on rendoit Maſtricht, la ſeule place qu'ils n'avoient pas recouvrée, déclarerent à leurs alliés que, s'ils n'acceptoient pas les conditions que Louis XIV leur offroit, ils feroient leur paix ſéparément; & en effet, ils la ſignerent le 10 août 1679. Le traité aſſuroit à la France la Franche-Comté, Cambrai, Aire, St. Omer, Valenciennes, Tournai, Ypre, Bouchain, Caſſel, &c. Il ne reſtituoit à l'Eſpagne que Charleroi, Courtrai, Oudenarde, Ath, Gand, le pays de Limbourg, qui avoient été donné à la France par le traité d'Aix-la-Chapelle. Enfin il obligeoit le roi de Danemarck & l'électeur de Brandebourg à rendre tout ce qu'ils avoient enlevé à la Suede. Les puiſſances intéreſſées ſe plaignirent de la Hollande, qui en les abandonnant, s'uniſſoit encore à Louis XIV pour leur faire la loi. Toutes cependant, les unes après les autres, accepterent les conditions qu'on leur preſcrivoit: l'Eſpagne, le 17 ſeptembre 1678, & dans l'année ſuivante, l'empereur, le 5 février; l'électeur de Brandebourg, le 29 juin; & le roi de Danemarck, le 2 ſeptembre.

Il faut attribuer les ſuccès de la France, dans cette guerre & dans cette négociation, à la ſupé-

riorité de ses généraux, à la foiblesse de chacun de ses ennemis en particulier, & au peu de concert de toutes les puissances confédérées.

L'Espagne, aussi foible par l'usage qu'elle faisoit de ses forces, que parce qu'elle en avoit peu, étoit dans l'impuissance de défendre tout-à-la fois les Pays-Bas, & sa frontiere du côté des Pyrénées; & cependant elle avoit encore à rétablir son autorité dans la Sicile, où les Messinois s'étoient révoltés.

Les Hongrois, toujours opprimés, faisoient une diversion, & mettoit l'empereur hors d'état d'agir vigoureusement contre la France. Les princes de l'empire s'embarrassoient mutuellement : les uns ne s'étoient pas déclarés encore; les autres avoient pris un parti sans avoir de plan arrêté. Or, la force d'une confédération ne consiste pas dans le nombre des alliés : il faut un chef qui ait assez de talens pour en diriger les mouvemens, & qui paroisse avoir assez d'expérience pour mériter la confiance de tous les membres. Guillaume III étoit le seul qui eût des talens nécessaires : mais trop jeune encore, il ne pouvoit pas prendre assez d'autorité. Il essuya des contradictions de la part de la république : les gouverneurs des Pays-Bas n'entrerent pas dans ses vues, les princes d'Allemagne rompirent souvent ses mesures, & il paroît même avoir été quelquefois trahi. Il levoit des sieges, il perdoit des batailles : néanmoins les contradictions, les trahisons, les revers, rien ne pouvoit l'abattre. Son courage lui restoit, & ce courage suscitera bien des affaires à la France.

L'Angleterre auroit balancé la puissance de la

maiſon de Bourbon, ſi Charles n'eût pas eu d'autres vues que celles de ſon parlement. Mais pour avoir abandonné la France, il ne s'étoit pas joint aux confédérés. Il pouvoit être au moins l'arbitre de l'Europe, il pouvoit preſcrire les conditions de paix: ſa médiation avoit même été acceptée. Cependant il ne voulut jamais tirer aucun avantage d'une conjoncture auſſi favorable; quoique les communes, inquiétes des progrès de Louis XIV, l'invitaſſent à prendre les armes, & lui fiſſent quelquefois des remontrances d'un ton à lui donner de l'inquiétude. Il ne voyoit de toutes parts que des ſujets de crainte. Il ſe méfioit des communes, comme elles ſe méfioient de lui. Il n'oſoit les contredire ouvertement; & il n'oſoit pas non plus ſe rendre à leurs inſtances, parce qu'il appréhendoit qu'après l'avoir engagé dans une grande guerre, elles ne profitaſſent de ſes beſoins pour l'obliger au ſacrifice de quelque partie de ſa prérogative. C'eſt ainſi qu'après avoir perdu la confiance de ſes peuples, il ne croyoit plus leur pouvoir donner la ſienne: & dans cette poſition il étoit incapable de prendre un parti. D'ailleurs s'il ſe déclaroit ouvertement pour les confédérés, il renonçoit aux ſecours qu'il attendoit de la France pour aſſurer ſon autorité; & s'il ſe déclaroit pour Louis XIV, il ſoulevoit le parlement & la nation. Cette incertitude parut dans la conduite qu'il tint comme médiateur. Toujours flottant entre la crainte & la fermeté, il agit avec une lenteur qui ſervit la France peut-être plus utilement que s'il eût pris les armes pour elle. Car dans ce cas, il n'eût donc pu donner aucun ſe-

cours, & il eût été ſans doute bien embarraſſé.

L'état de l'Angleterre étant auſſi favorable à l'agrandiſſement de la France, les Provinces-Unies, qui voyoient la foibleſſe de la maiſon d'Autriche, & le peu de concert des confédérés ne furent plus ſenſibles qu'aux dépenſes que la guerre entraînoit, & aux pertes qu'elles faiſoient tous les jours par la ruine de leur commerce. Elles abandonnerent donc leurs alliés, ſur leſquels elles ne pouvoient plus compter, & elles firent la paix.

Vous voyez que Louis XIV réuſſit moins par ſes propres forces, que parce que ſes ennemis ne ſurent pas ſe réunir. Il eût pu ſuccomber, ſi un chef habile eût été l'ame de la confédération.



CHAPITRE III.

Depuis la pacification de Nimegue juſqu'à celle de Ryswick.

LA grandeur de Louis XIV paroiſſoit à ſon plus haut période. Il avoit fait des conquêtes: il avoit donné la loi à toutes les puiſſances confédérées: il ne devoit pas naturellement craindre qu'une nouvelle ligue ſe formât contre lui. Tous ſes ennemis, diviſés & mécontens les uns des autres, ſe reprochoient mutuellement des fautes ou des trahiſons, & l'expérience de leur derniere confédération ne leur promettoit pas plus

de succès, s'ils se réunissoient de nouveau contre la France.

En usant de ses avantages avec modération, le roi eût dissipé les alarmes qu'il avoit données à l'Europe; il eût répandu la sécurité parmi des puissances, qui, ne pouvant compter les unes sur les autres, ne cherchoient que des prétextes pour se persuader qu'elles n'avoient rien à craindre de lui; & s'il ne les eût pas forcées à se faire un système contraire aux vues qu'elles avoient eues jusqu'alors, il ne les eût pas mises dans la nécessité de recourir à l'empereur, & d'abandonner le système pour lequel elles avoient combattu & négocié si long-tems. Mais Louis ne voyoit hors de ses frontieres que des ennemis qu'il avoit vaincus, & qu'il se flattoit de vaincre encore. Déja les François se croyoient un peuple conquérant, & demandoient à être conduits à de nouvelles conquêtes. Ils célébroient à l'envi la gloire du vainqueur qui les gouvernoit. Des poetes, qui se faisoient lire malheureusement, lui promettoient le plus vaste empire. Il étoit le héros de la nation dans les monumens publics, dans les spectacles, dans les fêtes, dans les conseils de ses ministres. Toujours l'objet de la flatterie de ses sujets, il paroissoit encore la terreur de ses voisins. Le prince d'Orange affectoit de le craindre: il l'accusoit d'aspirer à la monarchie universelle: il répandoit l'alarme dans les cours, & cette terreur panique, qui suscitoit des ennemis à Louis, le confirmoit dans l'idée que lui donnoient de sa puissances, ses derniers succès & ses courtisans. C'est ainsi qu'au dehors, comme au dedans du royau-

me, tout concouroit à lui faire illuſion. Cependant il eût été effrayé lui-même, s'il eût mieux apprécié la fauſſe gloire, dont il s'enivroit. Ce qu'il avoit acquis par le traité de Nimegue, valoit à peine, dit l'abbé de St. Pierre, vingt millions une fois payés; & dans le cours de ſix ans, la guerre lui avoit coûté plus de quatre-vingt mille hommes, & plus de trois cent cinquante millions. Quand les conquêtes ſe font à ce prix, une monarchie eſt bientôt épuiſée pour peu qu'elle recule ſes frontieres. Mais Louis ne ſongeoit pas à faire ces calculs; & Louvois, qui n'avoit garde de les lui mettre ſous les yeux, entretenoit le preſtige qui l'égaroit.

La gloriole de Louis XIV, pour parler comme l'abbé de St. Pierre, n'étoit donc qu'un épouvantail; mais cet épouvantail pouvoit réunir encore les ennemis de la France, & leur apprendre à ſe mieux concerter. Il falloit donc ne rien négliger pour diſſiper les alarmes, que le prince d'Orange s'étudioit à répandre. Louvois les accrut au contraire & leur donna quelque fondement par les démarches dans leſquelles il engagea ſon maître.

Louis érigea deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Briſach. Il cita devant les tribunaux pluſieurs princes allemands. Il les ſomma de lui rendre des terres, ſur leſquelles il formoit des prétentions; & ſur les déciſions de ſes propres ſujets, il ſe ſaiſit de tout ce qui étoit à ſa bienſéance. Quelques-unes de ſes prétentions pouvoient être fondées: mais après que le traité de Nimegue paroiſſoit avoir terminé tous les

différens, il faut convenir que cette maniere de faire justice étoit odieuse ; & elle le devenoit encore davantage par l'insolence des magistrats, qui composoient ces tribunaux.

Mais Louis se croyoit plus puissant, à proportion qu'il étoit plus craint ; & sa passion étoit de montrer sa puissance. Louvois songeoit donc à le faire craindre ; il rapportoit là toutes ses entreprises. Pendant qu'il achetoit du duc de Mantoue, Casal capitale du Montferrat, il se rendoit maître de Strasbourg par surprise. Il saisissoit toutes les occasions de vexer les puissances voisines. Si elles se plaignoient, il leur faisoit un crime de leurs plaintes : on menaçoit de les punir, comme on eût menaçé des peuples rebelles. L'alarme se répandit donc. Louvois plaisoit à son maître, parce qu'il le faisoit redouter ; & la guerre qui se préparoit, rendoit Louvois nécessaire.

On avoit cru que les projets de Louis XIV se borneroient à la conquête des Pays-Bas, & les Allemands auroient volontiers sacrifié l'Espagne à l'ambition de ce prince. Mais les arrêts des chambres de Metz & de Brisach, & la prise de Strasbourg avoient déja décélé d'autres vues ; lorsque trois camps, que Louvois forma du côté de l'Allemagne, donnerent de nouvelles inquiétudes. L'un étoit en Bourgogne, l'autre sur la Sare, & le troisieme sur la Saône. Le roi les alla visiter. Il jouit de sa puissance, il jouit du plaisir de l'étaler presque aux yeux de ses voisins, & bientôt après il commença les hostilités.

Graces à Louvois, Louis se faisoit craindre sur terre. Seignelai, fils de Colbert, étoit secré-

taire d'état, & avoit le département de la marine. Jaloux du crédit du miniſtre de la guerre, il voulut plaire par les mêmes moyens; & il chercha l'occaſion de rendre le roi redoutable ſur mer.

Lorſqu'il s'éleve une guerre entre deux puiſſances, tout peuple voiſin eſt certainement en droit de ſe déclarer pour l'une ou l'autre, ſuivant ſes intérêts; & la puiſſance contre laquelle il ſe déclare, eſt en droit de le traiter en ennemi, tant que la guerre dure. Mais lorſque la paix eſt faite, il ſeroit abſurde de lui faire un crime de ſes engagemens, comme il ſeroit peu glorieux de ſe venger, parce qu'on eſt plus fort. Or, en pluſieurs occaſions, la république de Genes avoit préféré l'alliance de l'Eſpagne; parce que les Eſpagnols l'avoient toujours ménagée, qu'ils n'avoient jamais rien entrepris ſur elle; & les principales familles de cette république avoient de grandes terres dans le royaume de Naples, & des rentes conſidérables ſur le Milanès. Louis, conſeillé par Seignelai, crut qu'il étoit de ſa gloire de punir des républicains, qui oſoient ſe mettre ſous la protection d'un autre prince; & comme on ne pouvoit pas même leur reprocher d'avoir commis aucune hoſtilité, on les accuſa d'avoir formé le deſſein de brûler les vaiſſeaux françois dans les ports de Marſeille & de Toulon. Du Queſne, le premier homme de mer que la France eut alors, fut commandé avec une eſcadre conſidérable, pour forcer la république de Genes à faire ſatisfaction, & il fit voile ſous les ordres de Seignelai: ce miniſtre voulut paroître conduire une entrepriſe dont le ſuccès étoit facile,

cile, & qu'il croyoit devoir lui mériter le bâton de maréchal. Les François commencerent par jeter dix mille bombes, qui brûlerent une partie de la ville ; ils firent ensuite une descente dans le fauxbourg de St. Pierre d'Arena, qui fut entiérement consumé. Les Génois eurent alors de quoi s'excuser auprès du roi d'Espagne : ils étoient certainement à l'abri de tout reproche. Ils consentirent donc à la satisfaction que Seignelai exigea d'eux. Les conditions du traité furent que le doge se rendroit à la cour avec quatre sénateurs ; que contre les loix de la république il conserveroit sa dignité pendant son absence ; & que s'humiliant devant le roi, il témoigneroit, avec les expressions les plus soumises, combien la république avoit de regret d'avoir déplu à sa majesté, & combien elle desiroit d'en mériter à l'avenir la bienveillance. Le doge, Francesco Maria Imperiali, remplit toutes ces conditions avec l'approbation de tous les courtisans. On eut soin de publier le discours qu'il avoit prononcé ; & le roi jouit dans toute l'Europe du plaisir qu'il avoit eu de voir le chef d'une république à ses pieds. Il est vrai que ce spectacle coûtoit cher aux François : car le bombardement de Gènes avoit mis dans la nécessité de lever sur les peuples cinq à six millions d'extraordinaire.

Louis XIV habitoit alors Versailles, qui fut achevé peu après. C'étoit le moment où l'on parloit avec plus d'enthousiasme de ce monument qu'il élevoit à sa grandeur. Parce que d'un vilain lieu, d'un repaire de bêtes, il avoit fait un château, digne d'être le séjour de la cour la

plus brillante & la plus magnifique; on disoit qu'il avoit fait quelque chose de rien; c'étoit l'expression familiere. On ne comptoit pas un milliard que ce quelque chose pouvoit avoir coûté. On s'attendoit qu'un républicain loueroit comme un courtisan, & on lui demanda ce qu'il trouvoit de plus singulier à Versailles : *c'est de m'y voir*, répondit le doge..

Si Seignelai copioit si bien Louvois, Louvois ne restoit pas en arriere. Pendant qu'on bombardoit Gènes, le maréchal de Créqui faisoit le siege de Luxembourg; & cette place se rendit après vingt-quatre jours de tranchée ouverte. La guerre avoit recommencé l'année précédente, au sujet du comté d'Alost, que la France prétendoit lui avoir été cédé par l'Espagne. Vous demanderez ce que faisoient les ennemis.

Les réunions que les chambres de Metz & de Brisach faisoient à la couronne de France, avoient excité dans l'Allemagne des mouvemens grands & vagues, qui aboutirent à un congrès, tenu à Francfort en 1681, pour discuter les droits de Louis XIV. Mais on oublia l'objet pour lequel on s'étoit assemblé. Tout le tems fut consommé en débats entre les princes de l'empire & en contestations sur le cérémonial.

L'année suivante les cercles du haut Rhin, de Souabe & de Franconie conclurent à Luxembourg une alliance avec l'empereur pour la défense de l'empire contre les réunions. Le roi de Suede, les électeurs de Saxe & de Baviere, le duc de Lunebourg & le landgrave de Hesse-Cassel accéderent à ce traité, ainsi que l'Espagne; & tous ces confédérés convinrent de rassembler trois

armées ſur le Rhin. Comme il n'eſt pas raiſonnable de ſe faire des ennemis dans ſes états, quand on a un ennemi redoutable au dehors, Léopold, dans cette conjoncture, auroit dû ſuſpendre au moins le projet d'opprimer les Hongrois, & tourner toutes ſes forces contre Louis. Mais, tout occupé d'établir ſon deſpotiſme ſur ce peuple, il médita la guerre contre la France, & ſe mit hors d'état de la faire. Les Turcs, appellés par Teckeli, qui étoit à la tête des révoltés, fondirent ſur l'Autriche, & mirent le ſiege devant Vienne, en 1683. Il fallut donc employer contr'eux les forces qu'on avoit deſtinées contre la France.

L'empereur ſe ſauve à Paſſau, pendant que Jean Sobieski, roi de Pologne, marche contre les Turcs, les met en déroute, ſe rend maître de leur camp, de leurs bagages, & délivre Vienne. Il vouloit, après ſa victoire, ſaluer Léopold; & Léopold vouloit l'aſſujettir à un cérémonial, qu'il n'eût pas exigé ſans doute, lorſqu'il fuioit à Paſſau. Il ſe relâcha cependant, mais il étoit trop humilié pour témoigner de la reconnoiſſance au vainqueur, qui venoit de ſauver l'Autriche & l'empire. Il le reçut froidement. Le roi de Pologne néanmoins lui donna des conſeils, il lui montra ſes vrais intérêts, il tenta de lui faire accepter les propoſitions raiſonnables que faiſoit Teckeli. L'empereur, toujours aveugle & obſtiné, voulut continuer la guerre contre les Hongrois & contre les Turcs. La frontiere d'Allemagne reſtoit donc ſans défenſe du côté du Rhin; l'Eſpagne étoit trop foible pour agir ſans le ſecours de l'empire; les Provinces-Unies étoient épuiſées;

& la France soutenoit ses entreprises sans craindre la ligue de Luxembourg. Les Etats-Généraux, voulant rétablir la paix, ne trouverent d'autre moyen, que de proposer une treve de vingt ans, pendant laquelle Louis XIV conserveroit tout ce qu'il avoit acquis depuis la pacification de Nimegue, en 1684. Elle fut acceptée.

Les Anglois ne se mêloient point alors du reste de l'Europe. Ils étoient occupés d'une prétendue conspiration, dont on accusoit les Jésuites. Le pape, dit-on, ayant déclaré que l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande lui étoient dévolues par l'hérésie du prince & des peuples, avoit transporté tous ses droits à la société des Jésuites, qui se proposoit d'assassiner le roi, & de prendre possession de ces trois royaumes. Toutes les circonstances de ce complot étoient presque autant d'absurdités; & les délateurs, qui n'en donnoient aucune preuve, étoient des hommes perdus & sans aveu. Ils ne vouloient qu'acquérir de la considération auprès du peuple, que l'ombre du papisme effrayoit toujours. En effet, ils se virent bientôt sous la protection du parlement, ils en obtinrent des gratifications: leurs dépositions en eurent plus de poids, & la terreur devint si générale, que douter c'eût été se rendre suspect soi-même. Le roi fut obligé de paroître approuver les mesures qu'on vouloit prendre contre une conspiration à laquelle il ne croyoit pas. Cependant depuis quelques années les Protestans d'Angleterre avoient de l'inquiétude, & ce n'étoit pas sans fondement.

Le frere de Charles II, le duc d'York, qui s'étoit converti pendant son exil, se déclara pu-

bliquement catholique en 1671. Or, comme la converſion de l'héritier préſomptif de la couronne flattoit les catholiques de l'eſpérance de détruire un jour les héréſies, elle ne pouvoit de moins que de répandre l'alarme parmi les Proteſtans. Ils voyoient avec frayeur que le papiſme menaçoit de reparoître ſous un nouveau regne. Ils craignoient même qu'il ne ſe hâtât de faire des progrès ſous Charles, qu'ils ſoupçonnoient d'être dans les mêmes ſentimens que ſon frere. Ils fondoient leurs ſoupçons ſur les liaiſons que ce prince avoit avec la France, & ſur les tentatives qu'il avoit faites pour introduire une tolérance générale: car ils l'accuſoient de ne vouloir tolérer les Non-conformiſtes, qu'afin de procurer aux Catholiques le libre exercice de leur religion.

Telles étoient les frayeurs des Proteſtans, quand on crut découvrir la conſpiration des Jéſuites. Pluſieurs circonſtances avoient accru l'épouvante; ceux qui vouloient troubler, fomentoient les craintes du peuple; le duc d'York devenoit tous les jours plus odieux, & l'eſprit des communes paroiſſoit ſe préparer à la révolte, lorſque le roi caſſa le parlement. C'étoit néanmoins le même parlement qu'il avoit aſſemblé au mois de Mai 1661. Après avoir tenu des ſeſſions à diverſes repriſes, il finit avec l'année 1678. Charles ſe flattoit que la diſſolution de ce corps, qui entretenoit les préventions du public, rétabliroit une ſorte de calme, & qu'il pourroit former un nouveau parlement, dont les membres ſeroient plus modérés. Cependant celui qu'il venoit de congédier, preſque entiérement compoſé de Royaliſtes, lui avoit d'abord été très favora-

ble. Il en avoit ensuite perdu la confiance par sa faute. La conversion du duc d'York avoit donné de nouvelles inquiétudes : la conspiration, attribuée aux Catholiques, avoit achevé d'aliéner les esprits ; parce qu'on jugeoit que le gouvernement ne leur feroit que trop favorable. Enfin l'Ecosse, tout-à-fait subjuguée, gémissoit sous l'oppression des ministres de Charles, & faisoit craindre un pareil sort aux Anglois.

A la maniere dont se firent les élections, le roi prévit quel seroit l'esprit du nouveau parlement. Les peuples persuadés que la religion, la liberté & la vie des citoyens étoient dans un danger manifeste, avoient fait tomber leur choix sur les sujets qui montroient le plus d'audace. Le desir général de la nation étoit sur-tout d'exclure le duc d'York des couronnes d'Angleterre & d'Irlande. Or, un peuple qui menace de changer la succession, n'est pas loin de menacer le souverain même. Une conjoncture aussi critique demandoit de la vigilance, de la prudence, de la fermeté. Charles se sentit, il fit un effort ; & trouvant des ressources dans son esprit, il se montra tel qu'il devoit être.

On avoit exécuté quelques-uns des prétendus conspirateurs. On continuoit de faire le procès à d'autres. Le peuple demandoit le sang de ces malheureux. Sa fureur se fût irritée davantage, si elle eût trouvé des obstacles. Charles laissa donc un libre cours à ces procédures. Mais parce que la présence de son frere entretenoit la haine & les soupçons, il engagea ce prince à se retirer à Bruxelles. Voulant ensuite lui assurer la couronne, il proposa au parlement de mettre à l'autorité

royale toutes les limitations, qu'on jugeroit néceſſaires pour aſſurer la religion & la liberté ſous un prince catholique. Celles qu'il propoſoit lui-même, dépouilloient le ſouverain des principales prérogatives; & ſi on ne les trouvoit pas ſuffiſantes, il offroit d'en accepter d'autres. Le duc d'York eût mieux aimé être exclus; parce qu'une entrepriſe injuſte lui laiſſoit tous ſes droits, & lui formoit un parti; & Charles qui prévoyoit que les communes ſe refuſeroient à tout accommodement, vouloit faire retomber tous les torts ſur elles. En effet, non-ſeulement elles exclurent le duc d'York du trône, elles le bannirent encore du royaume. Charles caſſa ce parlement, lorſqu'il méditoit de nouvelles entrepriſes; & l'ordre fût donné pour de nouvelles élections.

Cependant comme il ne ſe preſſoit pas d'aſſembler le nouveau parlement, il fut vivement ſollicité; & il lui vint de toutes parts des ſuppliques à ce ſujet. Afin de ſe refuſer à ces inſtances, il ſe fit adreſſer d'autres ſuppliques, dans leſqu'elles on montroit beaucoup de reſpect pour ſa perſonne, une grande ſoumiſſion à ſon autorité, & une vraie horreur contre ceux qui prétendoient lui preſcrire un tems pour l'aſſemblée du parlement. Il y eut donc deux partis, qui ſe diſtinguerent par les noms de *Pétitionnaires* & *d'Abhorrans*: ils ſe donnerent encore ceux de *Whigs* & de *Torys*; parce que les Abhorrans ou Royaliſtes comparoient les Pétitionnaires aux fanatiques d'Ecoſſe, qu'on nommoit Whigs; & que les Pétitionnaires comparoient les Abhorrans aux brigands d'Irlande, qu'on nommoit Torys. Cependant quelque animés que fuſſent ces deux par-

tis, on n'en devoit pas appréhender les mêmes excès, qu'on avoit vus sous le dernier regne. Car depuis que l'ambition avoit démasqué l'hypocrisie, on jetoit des ridicules sur le jargon des enthousiastes; le fanatisme avoit cessé, ou n'osoit plus se montrer; & la religion entroit moins dans la haine du papisme, que la crainte de perdre la liberté.

Le parlement s'assembla le 12 Octobre 1680. Les communes renouvellerent le bill d'exclusion: elles sévirent contre les Abhorrans : la liberté des citoyens fut violée chaque jour par leurs jugemens arbitraires : & il n'y eut bientôt qu'un cri contre leurs violences. Le despotisme, qu'elles s'arrogeoient, devenoit d'autant plus odieux, que Charles affectoit beaucoup de modération, & offroit toujours de limiter la puissance royale.

Sur ces entrefaites le vicomte de Stafford, condamné par le parlement comme un des conspirateurs, fut exécuté. C'étoit un homme respectable par son âge, & dont toute la vie assuroit l'innocence. Tout le peuple fondit en larmes à la vue du courage de ce vertueux vieillard. Malgré ses préventions, il ne put se persuader que Stafford fût coupable. Il eut honte de sa crédulité, il ouvrit les yeux, & rejeta comme autant d'impostures tous les bruits qu'on avoit fait courir. Le sang de Stafford est le dernier qui fut versé pour cette prétendue conspiration.

Pendant que les communes accumuloient sur elles les reproches de tous les citoyens, elles procuroient à Charles de nouveaux partisans. Ce prince, dont les qualités aimables faisoient oublier les torts, s'attachoit encore tous ceux qui

le ſouvenoient des dernieres guerres civiles. L'horreur, qui en étoit encore préſente, ſoulevoit contre les communes, qui violoient la liberté des citoyens ſous prétexte de la défendre. On étoit donc bien éloigné de vouloir approuver & ſoutenir leurs violences. Le roi, qui avoit prévu ce moment, le ſaiſit: il caſſa le parlement, & il en convoqua un autre à Oxford. Il penſoit qu'il pourroit peut-être ſe réconcilier avec les communes, lorſqu'elles ſeroient éloignées de Londres, où elles trouvoient des factieux qui les ſoutenoient; & que ſi au contraire elles perſiſtoient dans leurs violences, il ſeroit autoriſé à rompre tout-à-fait avec elles, & à ne plus convoquer de parlement.

Le nouveau parlement s'aſſembla au mois de Mai 1681. Le roi jugea qu'il étoit tems de parler aux communes avec plus de fermeté. Il leur offrit encore d'agréer tous les moyens de pourvoir à la ſureté publique: mais il leur déclara que, comme il ne prétendoit point au gouvernement arbitraire, il ne le ſouffriroit jamais dans les autres. Cependant les communes, qui étoient à peu-près compoſées des mêmes membres, ſe porterent à de nouvelles violences; & le roi ſaiſiſſant le moment où elles étoient déſavouées par la nation, à qui elles ſe rendoient de plus en plus odieuſes, ſe hâta de caſſer le parlement.

Cette diſſolution ſubite & imprévue étourdit les communes. Leur parti diſperſé reſta ſans forces: de toutes parts on félicita le roi d'avoir échappé à la tyrannie des parlemens. Les maximes les plus favorables à la monarchie retentirent dans tout le royaume; & la nation parut courir d'el-

le-même à la servitude. C'est ainsi que le peuple passe subitement d'une extrémité à l'autre.

Les communes avoient toujours cru que le besoin des subsides tiendroit le roi dans leur dépendance. Mais Charles devint économe. Il fit des retranchemens considérables dans sa maison. Il put agir & il agit en monarque absolu. Londres se ressentit bientôt de cette révolution. Cette ville perdit une partie de ses privileges, & l'exemple de la capitale fut une loi aux autres de se soumettre. Il est vrai que Charles, qui s'étoit occupé jusqu'alors à éteindre l'esprit de faction, se vit dans la nécessité d'agir lui-même en chef de parti; situation facheuse pour un prince. Ce fut une source d'injustices & d'oppression.

C'est l'effet des conspirations, lorsqu'elles sont découvertes & punies, d'affermir l'autorité par la terreur qui se répand. Il y en eut une en 1683. Les coupables furent recherchés & punis avec tant de rigueur que le gouvernement en devint odieux. Mais on n'osoit pas se révolter, & d'ailleurs toute la haine retomboit sur le duc d'York, à qui Charles avoit confié l'administration. Le roi en reprenant l'autorité, avoit repris son indolence. Cependant il n'approuvoit point le gouvernement dur de son frere, parce qu'il paroissoit en prévoir les suites: il songeoit au contraire à gagner l'affection de tous ses sujets. Dans cette vue, il méditoit un nouveau plan : il se proposoit d'écarter tous les ministres qui déplaisoient au peuple; & il projetoit même de convoquer un parlement, lorsqu'il mourut le 6 Février 1685.

Jacques II, qui se trouvoit saisi de l'autorité, monta sur le trône. Personne ne lui contesta ses

droits. Les Whigs, ſubjugués comme les Torys, oublierent les motifs qu'ils avoient eus de l'exclure, lorſqu'il n'étoit que duc d'York: il ſe hâta de promettre qu'il n'entreprendroit rien contre la religion anglicane ni contre la liberté ; & le peuple, comptant ſur cette parole, ne conçut aucune inquiétude. Effrayé, quand il ſe rappelloit le paſſé, il préféroit une confiance aveugle à tous les avantages d'une révolution qu'il n'avoit pas le courage d'entreprendre. Les villes & les corps s'empreſſerent de donner des marques de reſpect & de ſoumiſſion à leur nouveau ſouverain : mais ce fut avec des expreſſions ſerviles, qui faiſoient connoître qu'il étoit plus craint qu'aimé.

Les Anglois avoient appris par leur expérience, qu'un peuple ne doit jamais ſe révolter contre ſon roi légitime. Les maux qu'ils avoient ſoufferts, les avoient convaincus de leur devoir ; & cette démonſtration étoit à la portée des eſprits les plus groſſiers. Jaques II va bientôt démontrer aux rois, qu'en abuſant d'un pouvoir légitime, on met dans l'ame du peuple le plus ſoumis, le déſeſpoir à la place du devoir.

Charles II avoit joui pendant ſa vie d'un revenu que le premier parlement de ſon regne lui avoit accordé. Ce revenu étoit expiré avec lui. Jacques II ſe l'attribua de ſa ſeule autorité. C'étoit ſe faire une idée bien étrange de ſa prérogative, ou reſpecter bien peu les droits de la nation. Cependant comme il eût été imprudent de ne pas mieux aſſurer ſes revenus, le parlement fut convoqué bientôt après. Il étoit preſque tout composé de Torys : car depuis que les commu-

nautés avoient perdu leurs privileges, le roi s'étoit rendu maitre des élections.

Au lieu d'accorder à Jacques un revenu fixe, comme à Charles II, il étoit de l'intérêt de la nation de lui fournir seulement des subsides par intervalles. C'étoit le seul moyen de tenir dans la dépendance un prince, qui se trouvoit d'ailleurs revêtu de toute l'autorité. Cependant les communes lui accorderent pour sa vie les revenus dont Charles avoit joui. Elles y ajouterent même encore, de sorte que Jacques, en y comprenant son apanage en qualité de duc d'York, eut deux millions sterlings de rente. Elles étoient si intimidées que le roi ne crut pas devoir les ménager. C'est en menaçant qu'il obtint des revenus aussi considérables: car il fit entendre qu'en vertu de sa prérogative, il se les procureroit sans l'aveu du parlement.

Pendant que ces choses se passoient, le duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, & qui avoit trempé dans la conspiration de 1683, fit une descente en Angleterre, comptant sur l'affection que les peuples lui avoient toujours témoignée. Mais si on étoit mécontent, on n'osoit encore le déclarer. Monmouth fut vaincu, fait prisonnier, décapité, & il parut n'avoir pris les armes, que pour augmenter l'autorité de Jacques. Cependant cet événement fut suivi de tant de cruautés & de tant d'imprudences, qu'il devint funeste au roi même.

Persuadé que tout devoit désormais plier sous le joug, Jacques ne parla plus qu'en maître absolu. Il auroit pu protéger les Catholiques, sans le déclarer ouvertement; le parlement n'eût pas

osé paroître vouloir pénétrer ses desseins, Mais il déclara qu'il les dispensoit des loix qui avoient été faites contre eux, & il ne permit pas d'ignorer que la religion anglicane étoit menacée. Les deux chambres commencerent donc à lui résister. On demanda dans l'une & dans l'autre, si le roi en vertu de sa prérogative pouvoit disposer des loix. Cette question occupa le public : il se répandit plusieurs écrits à ce sujet : la haine du papisme se ralluma, & les chaires entretinrent la frayeur du peuple. Jacques ayant alors cassé le parlement, on jugea qu'il n'en vouloit plus convoquer : car il n'étoit pas possible d'en former un plus dévoué à la monarchie.

Un évènement étranger accrut l'incendie, qui venoit de naître. Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, donné par Henri IV en 1598, & tous les autres édits rendus depuis en faveur de la religion prétendue reformée. Cette révocation fut dans la suite suivie de déclarations, d'arrêts du conseil & de différens ordres qui dégénérerent en une véritable persécution. Les temples des Huguenots furent démolis, & l'exercice du calvinisme fut absolument défendu.

Le roi vouloit détruire l'hérésie: on ne peut qu'applaudir à son zele : mais il faut reconnoître que les moyens n'étoient pas prudens. Nous voyons aujourd'hui ce qu'il auroit pu prévoir lui-même : c'est qu'il n'a servi ni l'église ni l'état. Défendre aux Huguenots l'exercice de leur religion, & envoyer contre eux des dragons, c'étoit les persécuter pour en faire des hypocrites, ou pour les chasser du royaume. Cependant on fit croire à ce prince qu'il avoit extirpé l'hérésie;

c'eſt-à-dire, que tous les Huguenots étoient convertis, ce qui étoit une impoſture ; ou qu'ils avoient tous abandonné la France, ce qui étoit heureuſement un menſonge. Il eùt perdu plus de trois millions de ſujets.

Plus de cinq cent mille néanmoins ſortirent du royaume. C'étoit ſur-tout ceux à qui l'induſtrie aſſuroit de quoi vivre par-tout. Ils porterent chez l'étranger les arts & les manufactures, qui enrichiſſoient la France. Ils y porterent encore l'horreur des perſécutions ; & les Anglois qui avoient donné aſyle à plus de cinquante mille, crurent voir Jacques marcher déja ſur les traces de Louis.

Les démarches de ce prince ne confirmoient que trop les ſoupçons de ſes ſujets. * Comme il étoit plus abſolu en Ecoſſe, il y diſſimuloit moins ſes deſſeins ; & il les montroit ouvertement en Irlande, où les Catholiques dominoient. Les Anglois prévoyoient donc le danger, dont leur religion étoit menacée. L'égliſe anglicane s'oppoſoit à la tolérance générale que le roi vouloit introduire ; parce qu'elle jugeoit qu'il n'affectoit de tolérer toutes les ſectes, que dans la vue de favoriſer enſuite la religion romaine à l'excluſion de toutes les autres. Les Non-conformiſtes, qui auroient profité de cette tolérance, ne ſe laiſſoient pas prendre à cet appât. Envain Jacques tentoit tout pour les attirer dans ſon parti. Ils penſoient qu'après s'être ſervi d'eux pour ruiner les Anglicans, il voudroit enſuite les ruiner eux-mêmes ; & dans cette prévention ils étoient diſpoſés à ſe réunir à l'égliſe anglicane contre l'égliſe romaine.

Les Catholiques ne faiſoient pas alors la centieme partie du peuple : cependant le roi parloit

& agiſſoit déja comme ſi ſa religion eût été dominante. Le comte de Caſtelmaine fut envoyé à Rome avec la qualité d'ambaſſadeur extraordinaire pour obtenir du pape qu'il réconciliat l'Angleterre avec la communion romaine. On eût dit que tout le royaume étoit converti, & qu'il ne reſtoit plus à faire que la cérémonie d'une réconciliation. Si cette démarche déplut aux Anglois, qui ſe ſouvenoient qu'un acte du parlement déclaroit haute trahiſon toute communication avec le pape; elle ne déplut pas moins au pape même, qui la trouva de la plus haute imprudence. L'ambaſſadeur fut fort mal reçu. Innocent XI, qui étoit ſur le ſaint ſiege, avoit toujours conſeillé au roi de ne rien précipiter: il n'entroit qu'à regret dans un projet, dont il prévoyoit le peu de ſuccès.

Un nonce vint à Londres. On lui fit une réception publique. Il ſacra des évêques, qui publicrent des inſtructions paſtorales avec la permiſſion du roi, & déja les Catholiques étoient aſſez indiſcrets pour dire qu'ils iroient bientôt en proceſſion dans la capitale. Ils comptoient ſur la puiſſance d'un monarque, qu'ils jugeoient abſolu: que devient néanmoins cette puiſſance, lorſque le ſouverain aliéne inſenſiblement tous ſes ſujets?

Jacques voulut ouvrir les univerſités aux Catholiques; & les violences dont il uſa, avoient ſoulevé tous les eſprits, lorſqu'il publia une ſeconde déclaration pour rétablir la tolérance. Il ordonna qu'elle ſeroit lue dans toutes les égliſes. Cette entrepriſe étoit une uſurpation manifeſte ſur les droits de la nation: car le parlement avoit

déclaré plusieurs fois, avec le consentement du prince, que le roi même ne pouvoit pas dispenser des loix portées contre ceux qui ne professoient pas la religion anglicane. Le clergé ne croyant donc pas devoir obéir, six évêques firent des remontrances au roi, & le supplierent de ne pas insister sur la lecture publique de sa déclaration. Ils furent conduits à la Tour.

Le peuple, qui les regardoit comme des martyrs, courut en foule sur leur passage. Il se prosterna devant eux, il demanda leur bénédiction: les soldats, saisis du même esprit, se jeterent aux pieds de ces prélats qu'ils conduisoient à regret; & tout le monde imploroit la protection du ciel. Cependant les évêques exhortoient le peuple à la crainte de Dieu, à respecter le roi, & à rester fidelle: langage, qui redoubloit l'intérêt qu'on prenoit à leur sort.

Depuis la révolte de Monmouth, Jacques faisoit camper ses troupes pendant l'été sur une hauteur près de Londres. Il étoit dans le camp, lorsqu'il entendit tout-à-coup des cris de joie, qui se répandoient autour de lui. C'est que les évêques venoient d'être jugés, & avoient été déclarés innocens. Il ne pouvoit donc pas ignorer qu'il étoit seul avec une poignée de Catholiques contre le peuple & contre son armée même. Cependant il s'opiniâtra dans ses entreprises, & il usa de nouvelles violences. Tel fut son aveuglement.

Alors presque toutes les puissances de l'Europe se réunissoient contre Louis XIV, & dans le cours des années 1686 & 1687, elles avoient conclu à Augsbourg une ligue, qu'on nomma

la

la grande alliance. Le prince d'Orange étoit l'ame de cette confédération. Il l'avoit formée lui-même. La guerre de 1667, faite malgré les renonciations, l'invasion de la Hollande, les chambres de Metz & de Brisach, la surprise de Strasbourg, la prise de Luxembourg, le bombardement de Gênes, les persécutions des Huguenots, tant d'entreprises peintes avec les couleurs qui font craindre de nouvelles injustices de la part d'un prince ambitieux, sont les motifs qu'il employa auprès des souverains dont il voulut réunir les forces contre la France. Il avoit d'ailleurs un intérêt personnel à la guerre, puisqu'elle assuroit sa puissance dans les Provinces-Unies; & il n'étoit pas peu flatté de se voir le chef d'une ligue aussi formidable, & d'imaginer qu'il pourroit humilier Louis XIV.

Il avoit épousé Marie, fille aînée du roi d'Angleterre, & il étoit alors l'héritier présomptif de ce prince. Jacques, considérant les secours qu'il en pourroit tirer pour l'exécution de ses desseins, le sollicita d'y concourir; & dans la vue de l'y déterminer, il lui fit espérer qu'il accéderoit à la ligue d'Augsbourg, & qu'il l'aideroit de tout son pouvoir. Mais Guillaume, qui étoit déja cher aux Anglois par les projets qu'il méditoit contre la France, ne vouloit pas les aliéner pour favoriser une religion qu'il ne professoit pas. Jacques en fut si offensé, qu'il parut ne chercher que des prétextes pour déclarer la guerre aux Provinces-Unies.

Jusqu'alors le prince d'Orange ne s'étoit jamais permis d'autoriser les cris des Anglois contre leur roi: il ne garda plus le mêmes ménagemens,

Confidérant qu'il devenoit l'unique reſſource de la nation, il chargea ſon envoyé à Londres de s'expliquer ouvertement ſur la conduite du roi, de lui faire des repréſentations en public, & de ne rien négliger pour gagner toutes les ſectes. Bientôt tous les yeux ſe tournerent ſur lui, & il fut appellé au trône par les vœux de la nobleſſe & du peuple. Cependant il n'oſoit encore ſe livrer à ſon ambition : car il craignoit de haſarder une couronne, que les loix aſſuroient à la princeſſe ſa femme ; & les Anglois proteſtans, effrayés d'une guerre civile, paroiſſoient vouloir attendre le moment où Marie ſeroit appellée à la ſucceſſion. Mais la reine d'angleterre ayant accouché d'un prince le 10 juin 1687, la nation réduite au déſeſpoir, ne balança plus, & Guillaume, ſollicité de toutes parts, fit ſes préparatifs pour détrôner ſon beau-pere. La naiſſance d'un prince de Galles avoit été l'objet des vœux du roi Jacques, qui ſe crut plus aſſuré ſur le trône ; & des Catholiques, qui jugerent la religion mieux affermie : mais elle hâta la ruine du roi & celle des Catholiques.

Louis XIV ſongeoit alors à prévenir les projets de ſes ennemis. Quoique la ligue d'Augsbourg ne parût d'abord que défenſive, il ne douta pas qu'elle ne devînt offenſive bientôt. Il avoit d'ailleurs pour prétextes de commencer la guerre, les droits de la ducheſſe d'Orléans ſur la ſucceſſion de ſon frere l'électeur Palatin, ceux du cardinal de Furſtemberg à l'archevêché de Cologne, & le refus de l'empereur à convertir la treve de vingt ans en une paix perpétuelle. Mais il trouvoit dans ſa politique des raiſons qu'il ne publioit pas.

Depuis 1684 les Impériaux avoient eu de grands

ſuccès en Hongrie. La couronne venoit d'être déclarée héréditaire dans la maiſon de l'empereur ; Joſeph ſon fils aîné avoit été couronné ; & les Turcs, défaits pluſieurs fois, chaſſés de quantité de places, ayant encore perdu Belgrade au commencement de ſeptembre de l'année 1688, paroiſſoient hors d'état d'arrêter les progrès de leurs ennemis, & ne deſiroient plus que la paix. Léopold devoit la leur accorder, afin de pouvoir tourner toutes ſes forces contre la France. Dans l'impuiſſance de ſuffire à ces deux guerres à la fois, il étoit de ſon intérêt de conclure avec le plus foible de ſes ennemis, & de ſe borner à ſoutenir les efforts de la ligue d'Augsbourg. C'eſt ce que Louis XIV voulut prévenir. Il ſe hâta donc de commencer les hoſtilités, & par cette diverſion il engageoit les Turcs à continuer une guerre qui étoit une diverſion pour la France. Son armée ſe porta ſur le Rhin, où elle trouva peu d'obſtacles. Il commença ſes conquêtes par la priſe de Kell le 20 ſeptembre ; & dans cette campagne il ſe rendit maître de tout le Palatinat, de Mayence, de Philisbourg, de Manheim, de Spire, Worms, Treves, & le cardinal de Furſtemberg reçut garniſon françoiſe dans toutes les places fortes de l'électorat de Cologne.

Cette guerre couvrit les deſſeins du prince d'Orange. Il paroiſſoit armer contre Louis XIV, & il préparoit tout pour faire une deſcente en Angleterre. D'Avaux, miniſtre de France à la Haye, découvrit cependant le but de ces préparatifs. Louis ſe hâta d'en informer le roi Jacques, auquel il offrit des ſecours. Il propoſoit de joindre une eſcadre à la flotte angloiſe, de faire paſſer un

corps de troupes en Angleterre, ou de porter une armée dans les Pays-Bas. Ce dernier moyen eût été capable d'arrêter les Hollandois chez eux. Toutes ces offres furent rejetées. Jacques voyoit de l'inconvénient à les accepter, il ne pouvoit croire les desseins qu'on attribuoit à son gendre, & il n'imaginoit pas que tous ses sujets fussent au moment de se révolter.

Bientôt le prince d'Orange ne dissimula plus. Il publia un manifeste dans lequel, après un grand détail des abus qui soulevoient le peuple contre le gouvernement de Jacques, il déclaroit qu'il ne se proposoit de passer en Angleterre avec une armée, qu'afin de convoquer un parlement libre, & de pourvoir à la sureté de la nation. Il mit à la voile avec une flotte d'environ cinq cent vaisseaux, sur laquelle il avoit plus de quatorze mille hommes de troupes, & il débarqua le 5 novembre à Torbay.

Les peuples commencent à se déclarer pour lui. Les officiers de l'armée royale croient ne pouvoir en conscience combattre contre le prince d'Orange. Plusieurs désertent. Le lord Churchill, depuis duc de Marlborough, qui avoit la confiance du roi, qui lui devoit toute sa fortune, est un des premiers; & il en entraîne plusieurs. De ce nombre, est le prince George de Danemarck, qui avoit épousé la princesse Anne, fille de Jacques. Cette princesse, élevée dans la religion protestante, ainsi que Marie sa sœur, abandonne encore son pere. Toutes les troupes font connoître leur mécontentement, & le malheureux-monarque voit de toutes parts des trahisons qui l'enveloppent. Ainsi la fidélité, la reconnoissance, le sang, les

devoirs les plus sacrés, tout céde au torrent des préventions du peuple. Jacques fuit, est arrêté, échappe, & se retire en France.

Ce prince craignit sans doute le sort de son pere: mais les circonstances étoient bien différentes. L'exécution de Charles I n'avoit été que le crime d'une armée fanatique, poussée par un hypocrite ambitieux. Pouvoit-on rien appréhender de semblable d'une nation qui avoit en horreur cet attentat, & qui ne conservoit plus le même fanatisme? Le prince d'Orange pouvoit-il être comparé à Cromwel? & devoit on présumer qu'il voudroit se frayer un pareil chemin au trône? Il eût été bien embarrassé, si le roi ne se fût pas enfui: il le sentit, & il lui facilita lui-même les moyens de s'évader. Comme il ne restoit plus d'obstacle à son ambition, le parlement, assemblé au mois de janvier suivant, déclara le trône vacant par la fuite de Jacques; il réduisit la prérogative royale à de justes bornes; il détermina les privilèges de la nation; & donna la couronne au prince d'Orange & à la princesse Marie.

La révolution d'Angleterre donna de nouvelles forces à la ligue d'Augsbourg, à laquelle les Hollandois & les Anglois accéderent bientôt après. Les confédérés se proposoient de réduire la France aux termes des traités de Westphalie & des Pyrénées, & d'aider la maison d'Autriche, dans le cas où Charles II roi d'Espagne, mourroit sans héritiers, à se mettre en possession de la monarchie espagnole.

Louis XIV, voyant l'orage qui le menaçoit, fit ravager le Palatinat, le Würtemberg & le

Margraviat de Bade, pour mettre une barriere entre les Impériaux & lui. Les campagnes furent ruinées, & on brûla près de quarante villes & un grand nombre de villages. Si le conseil de Versailles, qui ordonnoit de sang-froid ces incendies, ne se crut pas cruel, parce qu'il les jugeoit nécessaires au salut du royaume, il pouvoit au moins se reprocher la nécessité où il étoit de les commettre, puisqu'il avoit forcé tant d'ennemis à se réunir contre la France. C'est sur Louvois principalement que tombent ces reproches: c'est lui qui fut l'auteur de ces ordres sanguinaires: & il faut rendre justice à Louis XIV, il en eut horreur dans la suite. On croit que ce fut une des causes qui l'indisposerent contre ce ministre.

La France, attaquée de toutes parts, porte ses armes tout-à-la fois dans les Pays-Bas, sur le Rhin, en Italie, en Espagne & en Angleterre. Elle mettoit sa confiance dans des armées nombreuses & bien disciplinées, dans une marine puissante, dans les fortifications de ses places frontieres, & dans les succès passés, dont le souvenir donnoit un nouveau courage aux soldats.

Les confédérés comptoient leurs forces, & se flattoient de l'accabler: ils ne prévoyoient pas que ces forces nombreuses n'agiroient jamais ensemble; qu'elles s'affoibliroient par la lenteur, qui accompagne toutes les opérations d'une ligue; & qu'elles se diviseroient parce que l'intérêt particulier feroit oublier l'intérêt général. L'empereur, toujours en guerre avec les Turcs avec lesquels il auroit pu & dû faire la paix, ne donna que de foibles secours à ses alliés. L'Espa-

gne, toujours plus épuisée, ne songea qu'à sa défense, & se défendit mal. Les princes de l'empire, souvent divisés, concerterent mal leurs mesures. Léopold fit naître des troubles en Allemagne, en voulant créer un neuvieme électorat en faveur du duc de Brunswick-Lunebourg-Hanover, & les armées ne parurent guere sur le Rhin, que pour se tenir sur la défensive.

Ce fut donc à Guillaume, roi d'Angleterre & stadthouder de Hollande, à porter presque tout le faix d'une guerre offensive: mais habile à remuer l'Europe, jusqu'au moment où elle prend les armes, il n'a plus la même habileté, lorsqu'elle est armée, ou du moins il cesse d'être heureux. Les Anglois méditerent la ruine de la France, dont ils étoient jaloux: ils embrasserent avec passion la cause commune de l'Europe: ils eurent de l'enthousiasme, comme ils en ont toujours eu: ils entreprirent témérairement, & mal secondés, ils se conduisirent mal encore. Tel est en général le caractere des confédérations: elles paroissent moins formidables, à proportion que les alliés sont en plus grand nombre.

Puisque Guillaume étoit l'ame de la confédération, & que les Anglois devoient fournir les principales forces, il falloit, comme on a fait, entreprendre de rétablir Jacques sur le trône, & faisant d'assez grands efforts pour entretenir des troubles en Angleterre, mettre Guillaume hors d'état de se mêler des affaires du continent. C'étoit l'avis de Seignelai, peut-être parce qu'il étoit secrétaire de la marine. Louvois, qui avoit le département de la guerre, pensoit autrement,

& son avis prévalut. Le roi, embarrassé dans les projets de ses ministres, qui avoient chacun des vues particulieres, ne démêla pas ses vrais intérêts. Pendant toute la guerre, on ne fit donc pour Jacques, que de foibles tentatives, qui ne pouvoient réussir: il eût été mieux de ne rien tenter, & de menacer toujours. Je ne parlerai point de ces vaines entreprises sur le royaume d'Angleterre; & je n'indiquerai ce qui se passoit ailleurs, que pour vous donner une idée générale des principaux événemens.

Dans la premiere campagne, les succès des alliés se bornerent à la prise de Mayence & de Bonn. Dans la seconde, ils furent défaits trois fois. Le maréchal de Luxembourg gagna la bataille de Fleurus près de Charleroi, sur le prince de Valdeck. Tourville, vice-amiral, & Château-Renaud battirent, à la hauteur de Dieppe, les flottes combinées des Hollandois & des Anglois. Enfin Catinat défit le duc de Savoie, près de l'abbaye de Staffarde, & se rendit maître de Saluces, de Suse & de plusieurs villes du Piémont, pendant que Saint-Ruth soumettoit toute la Savoie, excepté Montmélian. Les trois campagnes suivantes furent marquées par de nouveaux succès. Le maréchal de Luxembourg gagna les batailles de Leuze, de Steinkerque & de Nervinde; la premiere sur le prince de Valdeck, & les deux autres sur le prince d'Orange. Le maréchal de Catinat fit encore des conquêtes en Piémont. Elles furent ensuite suspendues, parce qu'il se trouva trop foible contre le duc de Savoie, à qui l'empereur avoit envoyé plus de vingt mille Allemands. Forcé de se tenir sur

la défensive, il ne put pas même empêcher les ennemis de pénétrer dans le Dauphiné, où ils brûlerent Gap & quelques villages. Mais il reprit ses avantages, & défit le duc de Savoie à la Marsaille. Le roi prit Mons & Namur. Les François eurent encore des avantages en Allemagne, sous les ordres du maréchal de Lorges, & du côté des Pyrénées, sous ceux du maréchal de Noailles. On se fit enfin sur mer beaucoup de mal de part & d'autre.

Ces succès peuvent être brillans dans une histoire : mais ils coûtent cher aux peuples, & ils ne font honneur qu'aux généraux. Louis XIV se sentoit trop foible pour les soutenir. Afin de se rendre redoutable, il avoit le premier entretenu de grandes armées, & Louvois, qui lui avoit donné ce conseil, ne considéroit pas sans doute que les ennemis en auroient de pareilles. Il auroit donc fallu qu'il eût été possible au roi d'augmenter toujours à proportion le nombre de ses troupes. Mais cette politique a un terme.

La dépense extraordinaire pour la campagne de 1693 montoit à plus de quarante millions à vingt-neuf livres quatorze sous le marc. Les quatre campagnes précédentes avoient coûté chacune autant ou davantage. Ainsi la dépense extraordinaire pour ces cinq années passoit deux cent millions.

Si l'on n'avoit pas déja tiré des peuples à peu-près tout ce qu'ils pouvoient payer, une augmentation sur les impôts ordinaires, auroit pu fournir assez de fonds pour ces dépenses, & ce moyen eût été le plus simple. Mais en 1689, cette augmentation eût été une surcharge. Il fal-

lut donc avoir recours à d'autres expédiens. Les édits bursaux se multiplierent chaque année. On créa de nouveaux offices, on créa des rentes, on vendit une augmentation de gages à tous les officiers, & on fit une réforme sur les monnoies. De vingt-six livres quinze sous, le marc d'argent monnoyé fut porté à vingt-neuf livres quatorze, ce qui devoit, disoit-on, produire au roi un dixieme de bénéfice, c'est-à-dire, cinquante millions; car il y avoit alors dans le royaume au moins cinq cent millions d'especes. L'effet ne répondit pas à ce calcul, parce que les cinq cent millions ne furent pas portés aux hôtels des monnoies; & parce que les faux-monnoyeurs & les étrangers partagerent avec le roi les profits de la réforme. Si l'on n'avoit pas prévu cette diminution, il falloit au moins prévoir les pertes que l'état feroit, lorsqu'on payeroit les impositions avec la nouvelle monnoie. On ne devoit pas ignorer que le commerce est troublé par ces changemens d'especes, & que les étrangers en retirent tout le profit: car ils nous paient avec notre monnoie foible, & ils gagnent un dixieme sur nous; cependant ils veulent être payés avec la monnoie forte, qui a seule cours chez eux, & ils gagnent encore un dixieme. Il faut donc perdre, ou ne pas commercer avec eux. Il est vrai qu'après quelque tems les différentes monnoies se balancent, qu'on se met au pair, & que par conséquent, on peu cesser de faire des pertes. Mais on a souffert de celles qu'on a faites.

Cette mauvaise opération, qui ruinoit le commerce, fut faite la premiere année de la guerre

de 1689. On ne pouvoit pas plus mal choisir son tems. A la fin de la campagne de 1693, tous les expédiens se trouvoient épuisés : les finances étoient retombées dans un désordre plus grand, que celui où elles étoient avant Colbert. Les revenus du roi diminuoient chaque année de plusieurs millions, quoique pour les augmenter on eût accru chaque année la misere des peuples : on ne connoissoit d'autre ressource, que d'employer par routine, les moyens qu'on avoit déja employés. Si la guerre continuoit, les besoins devenoient tous les jours plus grands ; & cependant on devoit craindre d'augmenter encore la misere des peuples, & de diminuer en même tems les revenus de l'état, comme en effet, l'un & l'autre arriva.

Peu avant l'édit de la réforme des especes, le gouvernement avoit ordonné de porter aux hôtels des monnoies toutes les pieces d'argenterie, qui excéderoient le poids d'un once. Le roi donna l'exemple & envoya une partie de la sienne. Cette refonte produisit deux millions cinq cent & quelques mille livres. Cette foible ressource, au commencement d'une guerre, fait voir combien il en restoit peu. Des retranchemens sur des choses superflues en auroient procuré de plus considérables. Il falloit, par exemple, cesser de bâtir. Car, dans le cours de cette guerre, les dépenses en bâtimens monterent à dix-sept millions neuf cent quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-neuf livres.

Louvois n'étoit plus. Il étoit mort en 1691. Quoiqu'on ne puisse lui refuser d'avoir eu de grands talens pour sa place, il a été la cause des

malheurs de la France. On peut même conjecturer que Louis XIV le reconnut, si, comme on l'assure, il avoit resolu de le disgracier. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il ne fut plus livré aux conseils de ce ministre, il commença d'ouvrir les yeux. Il ne connut pas sans doute tout le désordre de ses finances, & toute la misere des peuples : car les rois peuvent difficilement imaginer ces choses, & on les leur dit encore moins. Mais il ne put se dissimuler sa foiblesse. Il falloit qu'elle fût grande, puisqu'il s'en apperçut au milieu de ses succès les plus brillans. Il revint donc de ses idées d'ambition : son expérience lui en montroit la vérité : la piété, qu'il goûtoit alors, les condamnoit : & son âge commençoit à lui faire desirer le repos. Se trouvant dans ces dispositions, il fit les premieres avances ; & il invita le roi de Suede à se porter pour médiateur.

Les propositions de Louis le Grand (car dès 1680, on lui avoit donné ce titre, qu'il mérita mieux, lorsqu'il cessa d'ambitionner des succès qui le font donner si mal à propos) les propositions de Louis le Grand, dis-je, étoient avantageuses aux ennemis. Mais on avoit de la peine à les croire sinceres. On soupçonnoit qu'il n'entroit en négociation, que pour diviser les alliés ; & dans la supposition, où il voudroit sincérement la paix, on concluoit qu'il falloit faire un dernier effort pour l'accabler. La guerre continua.

Pendant la campagne de 1694, il ne se fit rien de considérable en Allemagne ni en Italie. Aux Pays-Bas, les François se tinrent sur la défensive, & le roi Guillaume, avec une armée considérable, borna tous ses succès à la prise d'Hui.

En Catalogne, le maréchal de Noailles battit les Espagnols, & se rendit maître de quelques places. Enfin les Anglois tenterent avec peu de succès de bombarder les villes maritimes de France; & les François n'entreprirent rien sur mer. Seignelai, qui avoit formé la marine, étoit mort en 1690, & les flottes françoises n'étoient plus si formidables.

En 1695, la capitation fut établie pour la premiere fois. L'année précédente, les revenus, toutes charges prélevées, avoient été de cent deux millions. Le nouvel impôt en produisit vingt-un. Les revenus de 1695 auroient donc dû être de cent vingt-trois. Ils ne furent que de cent douze.

La capitation fut reçue sans murmure, & même avec joie. C'est que le peuple commençoit à s'effrayer. Nos flottes ne couvroient plus les mers; nous n'avions sur terre que de petites armées; le prince d'Orange venoit de prendre Namur; nos côtes étoient menacées; & on se croyoit exposé de toutes parts aux invasions des ennemis. Dans cette conjoncture, les François, persuadés qu'un dernier effort ameneroit la paix, se prêterent volontiers à suppléer à l'épuisement des finances. Il est triste de voir que cette année on ait dépensé plus de deux millions en bâtimens, & l'année suivante, plus de trois.

Parce que les alliés bombardoient nos villes maritimes, nous bombardâmes Bruxelles. Le dommage que nous fîmes à cette capitale des Pays-Bas, fut estimé à plus de vingt millions. Il semble que l'esprit de cette guerre fût de se détruire mutuellement, sans espérance d'en retirer aucun avantage, & même avec certitude de se ruiner soi-même: on y réussit, car toutes

les puiſſances étoient dans le dernier épuiſement.

En 1696, on fit de part & d'autre de grands projets, qu'on n'exécuta pas. Le roi, qui déſiroit ſincérement la paix, cherchoit depuis longtems à détacher le duc de Savoie de la ligue d'Augsbourg. Cette négociation réuſſit enfin. Le duc conſentit à une neutralité pour l'Italie, & força les Eſpagnols & les Allemands à l'accepter. Alors tous les confédérés, excepté l'empereur & l'Eſpagne, ſongerent à traiter avec la France. Les conférences ſe tinrent l'année ſuivante à Riſwyck ſous la médiation du roi de Suede. La paix fut ſignée avec l'Angleterre, la Hollande & l'Eſpagne dans le mois de ſeptembre, & avec l'empereur & l'empire dans le mois d'octobre 1697. Les traités de Weſtphalie & de Nimegue ſervirent de baſe à celui de Riſwyck. La France reconnut le roi Guillaume pour légitime ſouverain d'Angleterre, & promit de ne le troubler ni directement ni indirectement. Elle reſtitua à l'empereur, à l'empire & à l'Eſpagne tout ce dont elle s'étoit ſaiſie, en vertu des arrêts des chambres de Metz & de Briſach : de plus, à l'empire, le fort de Kell ; à l'empereur, Briſach & Fribourg ; au roi d'Eſpagne, Luxembourg, le comté de Chiney, quantité de villes & de villages, réunis à la couronne de France depuis le traité de Nimegue, & toutes les places priſes en Catalogne. Le duc de Lorraine, qui avoit été dépouillé, fut rétabli ; & le duc de Savoie acquit Pignerol, qui, depuis 1630, ouvroit ſes états aux armées françoiſes. La guerre de l'empereur avec les Turcs finit environ un an après par le traité de Carlowitz, dont le roi Guillaume fut le médiateur.



LIVRE DIX-SEPTIEME.



CHAPITRE PREMIER.

Des puissances du midi de l'Europe jusqu'au commencement du dix-septieme siecle.

PUISQU'EN Europe l'argent est le nerf de la guerre, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'état des finances, pour juger combien la France avoit besoin de la paix.

Le gouvernement portoit pour vingt millions de charges perpétuelles de plus qu'en 1688. Il disposoit donc chaque année de vingt millions de moins qu'avant la guerre.

En 1689, les revenus nets, qui entroient au trésor royal, étoient de cent cinq millions. En 1697, ils furent de cent dix. Ils paroissoient donc augmentés, & cependant ils étoient diminués de dix-sept millions. C'est que les cent dix millions de 1697 n'équivaloient en poids & en titre qu'à quatre-vingt-huit de 1689.

L'année suivante ils diminuerent encore, parce que le roi remplit l'engagement qu'il avoit pris d'ôter la capitation à la paix. Ils furent de

ſoixante-treize millions, à peu de choſe près : ce qui équivaloit environ à cinquante-ſept millions de 1689. Ils monterent à ſoixante-dix-ſept en 1699, & ils retomberent à ſoixante-neuf en 1700. Cette derniere diminution fait ſoupçonner du déſordre dans les finances. Mais la premiere, par laquelle le roi perdoit chaque année dix-ſept millions, eſt l'effet de l'altération des monnoies.

J'ai dit qu'il y avoit eu une réforme en 1689. Il y en eut une autre qui commença ſur la fin de 1693. Le marc d'argent fut porté à trente-deux livres ſix ſous, en ſorte que la valeur des monnoies augmenta de près d'un ſixieme. Ce ſont ces deux réformes qui diminuerent les revenus de l'état de dix-ſept millions, pour procurer une reſſource paſſagere d'environ quatre-vingt quatorze.

La derniere augmentation des monnoies avoit été précédée d'une diminution, afin que la réforme qui les devoit hauſſer apportât plus de bénéfice. De trois livres ſix ſous, l'écu avoit été réduit à trois livres deux, & par la réforme il fut porté à trois livres douze. Ainſi ſur ſoixante-deux ſous, le roi en devoit gagner dix. Mais il ne les pouvoit gagner qu'une fois, pour les perdre enſuite tous les ans, & encore les faux monnoyeurs & les étrangers lui enleverent-ils une partie de ces profits. Suivant les calculs de l'auteur des *Recherches & conſidérations ſur les finances*, les deux réformes valurent aux étrangers environ vingt-ſix millions.

Non-ſeulement l'état perdit les millions qui ſortoient du royaume, il perdoit encore une bonne partie des millions qui ne ſortoient pas.

Car

Car cet argent qui cesse de circuler est nul pour l'état jusqu'à ce que la circulation soit rétablie. Or, l'argent se resserre nécessairement, lorsque le public, voyant les espèces hausser & baisser tour-à-tour, ne peut plus compter sur une valeur fixe. On ne peut pas se défaire de la monnoie forte, de peur d'être remboursé en monnoie foible; & on ne veut pas recevoir de la monnoie foible, parce qu'on pourroit être obligé de rembourser en monnoie forte. Chacun garde donc son argent : on ne prête, on n'emprunte & on n'achete, qu'autant qu'on y est forcé. Les denrées qui se peuvent conserver, ne sont point mises en vente. Le commerce est suspendu, jusqu'à ce qu'on puisse le faire avec sureté; & le gouvernement, qui a détruit la confiance publique, perd lui-même tout son crédit. Ainsi le peuple, qui portoit difficilement le poids des impôts, souffroit encore par le défaut de commerce; & tous les jours plus misérable, il pouvoit tous les jours moins fournir aux besoins de l'état. Pour vous faire comprendre combien le produit des impositions étoit au-dessous des dépenses nécessaires; je remarquerai que dans le cours des années 1698 & 1699 elles ne rapporterent au roi que deux cent cinquante millions, & que cependant les dépenses monterent à six cent, en y comprenant des remboursemens qu'on fut obligé de faire. Voilà l'épuisement où se trouvoit la France, lorsqu'après de grands succès pendant la guerre, Louis XIV fit ce qu'on appelle une paix glorieuse. Ce fut lui qui proposa les conditions, & les ennemis furent forcés à les accepter : ce qui fait voir com-

bien toute l'Europe étoit épuisée. Il étoit donc important d'assurer la paix. Dans cette vue Louis rendit des conquêtes qu'on ne pouvoit pas lui enlever, & prouva par cette modération, que touché des maux de la guerre, il se reprochoit les projets ambitieux dont il s'étoit enivré. Comme il étoit alors difficile de fournir aux besoins de l'état, même en tems de paix; les ministres, tous les jours moins entreprenans, ne lui donnoient pas des conseils tels que ceux de Louvois ou de Seignelai. Eclairé par son expérience, le roi jugea donc par lui-même. Aussitôt l'illusion se dissipa. Il connut combien il s'étoit trompé, en ambitionnant d'être la terreur de l'Europe; & il ne songea plus qu'à dissiper les craintes qu'il avoit données. Il ne pensoit point à reprendre les armes pour faire valoir ses droits sur la succession entiere de Charles II, roi d'Espagne. Il ne vouloit que négocier, & il étoit disposé à se contenter de quelques provinces.

L'Angleterre & la Hollande avoient sur-tout porté les frais de la guerre. Aussi furent-elles les premieres à désirer la paix, & leurs alliés ne pouvoient rien sans elles. Les puissances, qui étoient entrées dans la grande alliance, furent donc obligées d'abandonner leurs projets; & bien loin d'enlever à Louis XIV tout ce qu'il avoit acquis depuis le traité des Pyrénées, elles se contenterent de ce qu'il voulut rendre.

Plus on réfléchit sur cette guerre, plus on se convaincra de la foiblesse des puissances de l'Europe. Tout y décele les vices de leurs gouvernemens. On diroit qu'elles ne se flattent de faire

des conquêtes, que parce qu'elles ſavent qu'il y a eu des peuples conquérans, & qu'elles ignorent que ces peuples ne ſe gouvernoient pas comme elles. En effet leurs entrepriſes ſont toujours au deſſus de leurs forces. Elles prennent d'abord les armes avec confiance, ſans connoître leurs moyens, ſans prévoir les obſtacles; & cependant elles ſe promettent les plus grands ſuccès. Mais bientôt ſans reſſources, elles ſe laſſent; & comme elles ont toutes enſemble demandé la guerre, elles demandent auſſi la paix toutes enſemble. Celle qui a eu le plus de ſuccès, ſe trouve plus affoiblie que les autres; & pendant que les poëtes célebrent les victoires d'un monarque, les peuples gémiſſent à l'ombre des lauriers. C'eſt un miſérable aſyle.

Guillaume, qui étoit l'ame de la grande alliance, avoit hâté la concluſion de la paix. C'eſt que depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il ne lui manquoit, pour n'être pas troublé ſur le trône, que d'être reconnu par la France; au lieu que lorſqu'il n'étoit que ſtadthouder de Hollande, il lui importoit de ſoulever toute l'Europe contre Louis XIV. Ses intérêts, qui avoient changé, ſe trouverent donc heureuſement conformes aux vœux de tous les peuples.

Puiſqu'on avoit généralement déſiré la paix, il eût été ſage de prévenir la guerre, dont on étoit menacé par la mort prochaine de Charles II, roi d'Eſpagne. C'eſt à Riſwyck qu'il falloit diſcuter les droits de la maiſon d'Autriche & ceux de la maiſon de Bourbon. L'intérêt de toute l'Europe le demandoit, & on ne pouvoit pas trouver une circonſtance plus favorable: car la

difpofition des efprits à la paix rendoit la négociation facile. D'un côté Louis XIV fe feroit affuré une partie de la fucceffion du roi d'Efpagne, & c'eft tout ce qu'il demandoit; & de l'autre les confédérés l'auroient fait renoncer à la plus grande partie de cette fucceffion, & c'eft auffi tout ce qu'ils pouvoient prétendre.

Mais il femble que les puiffances de l'Europe ne veulent la paix, qu'au moment où elles font laffes de la guerre; & que prévoyant qu'elles fe dégoûteront de la paix par inquiétude, elles veulent fe ménager des prétextes pour reprendre les armes. Elles ne font d'ordinaire que des treves. Si elles fongent quelquefois à réparer leurs forces, ce n'eft pas pour les conferver, c'eft pour les reperdre; & comptant fur des événemens, comme fi la fortune leur promettoit à toutes des fuccès, elles fe gardent bien de prévenir des guerres, où chacun fe flatte de trouver fon avantage. On ne régla donc pas à Rifvvyck la fucceffion de Charles II.

On voulut enfuite réparer cette faute: mais les circonftances étoient bien différentes. La paix ayant été faite, on ne voyoit plus la guerre que dans l'éloignement. On fe flattoit, comme on fe flatte toujours; de quelque événement favorable. Dans cette attente, la négociation, hâtée par quelques puiffances, étoit retardée par d'autres. Il étoit impoffible qu'elles y concouruffent toutes également; & celles qui fe croyoient lézées par les arrangemens qu'on propofoit, aimoient mieux attendre que d'abandonner une partie de leurs prétentions.

Cependant on projeta le partage de la mo-

narchie eſpagnole. Par le traité qui en fut conclu à la Haye, le 22 Octobre 1698, entre le roi de France, le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, le prince électoral de Baviere, comme plus proche héritier, fut déſigné roi d'Eſpagne; on promit au dauphin les royaumes de Naples & de Sicile, les places dépendantes de la monarchie d'Eſpagne ſur les côtes d'Italie & la province de Guiſpuſcoa, & on deſtina le duché de Milan à l'archiduc Charles, ſecond fils de l'empereur.

La mort du prince de Baviere, qui arriva l'année ſuivante, fit penſer à d'autres projets; & les mêmes puiſſances, qui avoient fait le premier plan de partage, en formerent un nouveau. Le traité en fut ſigné au mois de mars 1700, à Londres & à la Haye. On deſtinoit l'Eſpagne, les Indes & les Pays-Bas à l'archiduc Charles: on ajoutoit la Lorraine à ce qu'on avoit déjà donné au dauphin: & pour dédommager le duc de Lorraine, on lui donnoit le Milanès. Enfin on accordoit trois mois à l'empereur pour accéder à ce traité, & on arrêtoit que l'Eſpagne & l'empire ne ſeroient jamais réunis ſur une même tête.

L'Angleterre & la Hollande diſpoſoient donc de la ſucceſſion de Charles II, ſans conſulter ni ce prince, ni les Eſpagnols. Elles s'arrogeoient donc un droit qu'elles n'avoient pas : mais le déſir de prévenir la guerre, ſi elles agiſſoient ſincérement, eſt un motif qui les juſtifioit aſſez. Il me ſemble que ſi les principales puiſſances n'uſurpoient des droits que dans des cas ſemblables, il ne ſeroit pas raiſonnable de les leur con-

tester. N'avoient-elles pas le droit de veiller à la tranquillité de l'Europe ? & si pour l'assurer, il falloit disposer de la monarchie d'Espagne, pourquoi n'en auroient-elles pas disposé ?

Il est vrai qu'une nation indépendante peut en général réclamer avec raison contre les loix qu'on lui impose. Mais ne peut-il pas se trouver des cas, où elle ne mériteroit pas d'être écoutée ? Si par une vanité mal entendue, les Espagnols aiment mieux troubler toute l'Europe, que de souffrir le démembrement de leur monarchie, faut-il que toute l'Europe se sacrifie à cette vanité ? N'est-ce pas pour avoir voulu conserver l'Italie & les Pays-Bas, que l'Espagne s'étoit ruinée ? & n'étoit-ce pas l'asservir que de la borner à elle-même & à ce qu'elle possédoit dans les Indes ? Le traité de partage pourroit donc n'être pas injuste, quoique fait malgré les protestations de Charles II. Mais certainement c'étoit une injustice de disposer des états de ce prince, sans consulter les puissances intéressées. Or, Léopold, d'après les principes qu'on suivoit en Europe, avoit des droits à la succession entiere. Son consentement étoit donc nécessaire. On ne l'obtint pas ; & il ne restoit plus qu'à renoncer aux dispositions qu'on avoit faites, ou qu'à soutenir une injustice par la voie des armes.

On ne se fût pas trouvé dans cet embaras, si on eût fait le traité de partage à Riswyck : car alors le conseil de Madrid auroit donné son consentement à ce qui auroit été réglé ; ou s'il l'avoit refusé, les autres puissances auroient pu l'y contraindre, sans s'exposer à aucun blâme.

L'empereur, trop foible pour continuer la guerre, auroit été moins difficile, & se feroit cru heureux d'assurer à un de ses fils l'Espagne, les Indes & les Pays-Bas. On pouvoit donc faire à Riswyck le premier partage : on devoit même y faire le second, ou quelqu'autre ; car il n'eût pas été prudent de compter sur la vie du prince de Baviere, qui n'avoit que quatre à cinq ans. Mais parce qu'on ne prit ces mesures qu'après avoir signé la paix, l'empereur se refusa à toutes les propositions ; & quand le dernier partage auroit eu lieu, il seroit au moins resté une cause de guerre, puisque Léopold conservoit tous ses droits.

Quelque intérêt qu'on eût à prévenir la guerre, la négociation des deux traités de partage avoit souffert bien des retardemens. On étoit convenu des articles ; cependant on ne signoit pas, & l'Angleterre & la Hollande se rendoient suspectes à la France par les délais qu'elles affectoient. Elles prenoient pour prétexte l'espérance d'obtenir enfin le consentement de l'empereur ; mais on pouvoit croire qu'elles négocioient moins pour conclure, que pour affoiblir le parti de la maison de Bourbon en Espagne, en faisant connoître que Louis XIV songeoit à diviser cette monarchie. La signature du second traité de partage parut dissiper ces soupçons.

Surpris qu'on disposât de ses états, lorsqu'il vivoit encore, Charles II, porta ses plaintes dans toutes les cours. Il ne pouvoit former que des plaintes. Sans argent, sans forces, il ne trouvoit des ressources ni dans son esprit naturellement foible, & affoibli encore par les maladies,

ni dans ses ministres qui se conduisoient par des vues contraires. Les intrigues, qui divisoient la cour, communiquoient des impressions différentes au royaume entier ; & l'on s'agitoit de toutes parts dans l'attente d'un événement, auquel l'Espagne pouvoit moins contribuer qu'aucune autre puissance.

Cependant les vœux des Espagnols étoient en général pour un prince de la maison de Bourbon. Ils se flattoient d'empêcher par ce moyen un démembrement qu'ils jugeoient déshonorant pour la monarchie. Ils étoient à la vérité offensés du traité de partage ; mais leur haine tomboit toute sur l'Angleterre & la Hollande ; présumant que Louis XIV renonceroit à ce traité, lorsqu'on offriroit la monarchie entiere à son petit-fils. Les vues de la plus grande partie du conseil de Madrid étoient conformes aux vœux de la nation ; & Charles, qui ne pouvoit consentir à la division de ses états, étoit disposé à donner l'exclusion aux princes de sa maison, parce qu'il les jugeoit trop foibles pour les conserver tout entiers.

N'osant néanmoins se décider par lui-même, il consulta son conseil, des théologiens, des jurisconsultes, des évêques & même le pape Innocent XII. Tous les avis, dit-on, furent uniformes & en faveur de la maison de Bourbon. Il fit donc un testament, par lequel il reconnut les droits du dauphin : voulant néanmoins prévenir la réunion des deux monarchies, il appelloit à sa succession le duc d'Anjou, second fils du dauphin ; il le nommoit héritier de tous ses états, sans en excepter aucune partie, & sans

démembrement ; & il déclaroit que ſi ce prince n'acceptoit pas la monarchie entiere, il la conféroit à l'archiduc Charles. Ce teſtament ne fut public qu'à ſa mort, qui arriva un mois après, le 1er novembre.

Quoique Charles II eût conſulté, ſon teſtament ne paroît pas avoir été bien digéré. Si le duc d'Anjou, comme il le reconnoît, a droit à toute la monarchie, il peut ſans doute en abandonner une partie : comment donc le roi d'Eſpagne peut-il déclarer qu'il n'en aura rien du tout, s'il ne l'accepte pas toute entiere? & comment, dans cette ſuppoſition, peut-il la transférer à un autre?

Si par des renonciations ſolemnelles, la maiſon de Bourbon avoit perdu les droits qu'elle tenoit d'Anne & de Marie Thérefe d'Autriche, elle acquéroit de nouveaux titres par le conſentement des peuples d'Eſpagne aux diſpoſitions de Charles II. Elle pouvoit donc accepter le teſtament.

On peut même remarquer que ſi les puiſſances de l'Europe avoient jugé ſainement des choſes, la maiſon d'Autriche ſe ſeroit ſeule oppoſée à l'agrandiſſement de ſa rivale. Le duc d'Anjou, pour être petit-fils de Louis XIV, en auroit-il été l'allié? ſeroit-il entré dans les vues de ſon grand-pere, juſqu'à ſacrifier les intérêts de ſa couronne? en auroit-il été le maître? Suppoſons que Louis XIV eût régné en Eſpagne ſous le nom de ſon petit-fils, ſa puiſſance en devenoit-elle plus redoutable? Comme roi de France, il avoit beſoin de la paix; il en avoit encore plus beſoin comme roi d'Eſpagne. Cette

ſeconde monarchie faiſoit la fortune du petit-fils, & elle n'ajoutoit rien à celle du grand-pere: elle étoit tout-à-fait épuiſée; & ſon épuiſement la rendoit d'autant plus foible, qu'elle étoit plus vaſte.

Si les deux branches de la maiſon d'Autriche ne ſe ſont pas toujours donné des ſecours, malgré les raiſons qu'elles avoient d'être toujours unies; pouvoit-on ſuppoſer qu'après la mort de Louis, les intérêts de deux couronnes, cédant aux liens du ſang, les deux branches de la maiſon de Bourbon ne formeroient qu'une ſeule & même puiſſance? Certainement de quelque maiſon que fût le roi d'Eſpagne, il devoit rechercher l'alliance de l'Angleterre & de la Hollande; & il ne pouvoit pas regarder comme ſon allié naturel une puiſſance, qu'il bornoit au nord & au midi.

L'Europe n'en jugeoit pas ainſi. Accoutumée à craindre l'ambition de Louis XIV, elle la craignoit encore, lorſqu'elle n'étoit plus à redouter; & elle voyoit toujours le fantôme de la monarchie univerſelle. Il lui ſembloit que l'agrandiſſement des Bourbons étoit l'agrandiſſement de la France même, & donnoit de nouvelles forces à cette monarchie. Aveuglée par ce préjugé, elle ne devoit pas ſouffrir que cette maiſon recueillit toute la ſucceſſion du roi d'Eſpagne. Si Louis acceptoit le teſtament, il armoit donc toute l'Europe contre lui. Il trouvoit auſſi des inconvéniens à s'en tenir au traité de partage.

Le roi Guillaume, en agitant l'Europe, n'avoit jamais eu que des vues particulieres. Lorſque ſon intérêt fut de ſuſciter des ennemis à la

France, il forma cette grande alliance, à laquelle il persuada d'assurer à la maison d'Autriche toute la succession du roi d'Espagne. Pour y réussir, il imprima la terreur du nom de Louis XIV, & parce que dans la frayeur on juge mal des objets, l'Europe se grossit le danger dont elle se crut menacée; & elle ne vit pas celui auquel elle s'exposoit, en rendant aux descendans de Charles-Quint une puissance qu'elle avoit eu tant de peine à détruire. On se proposoit d'établir l'équilibre; & on ne s'appercevoit pas, que si l'on réussissoit, on porteroit tout d'un bassin dans l'autre.

A force de dire qu'il étoit tems d'abaisser la maison de Bourbon & d'élever la maison d'Autriche, on ne se faisoit plus d'autres idées, on ne formoit plus d'autres projets. Mais Guillaume qui avoit donné ce préjugé, ne l'avoit pas pris; il pensoit d'après ses intérêts, & comme il avoit changé; il s'étoit fait un nouveau plan. Depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il vouloit la paix. Il lui importoit peu que la France acquit les royaumes de Naples & de Sicile & d'autres provinces. Peut-être pensoit-il qu'elle n'en seroit pas plus puissante. Je dis *peut-être*, car on croit communément qu'un prince est plus puissant, lorsqu'il a plus d'états. C'est un préjugé que l'expérience n'a pas encore détruit.

Le traité de partage étoit l'ouvrage du roi Guillaume. Ce n'est qu'à regret que l'Angleterre & la Hollande avoient consenti à l'agrandissement des Bourbons. Les obstacles, qu'elles avoient opposés, avoient fait traîner la négociation; & depuis que le traité avoit été signé, on n'avoit pris,

ni voulu prendre aucune mesure pour en assurer l'exécution.

Si Louis XIV s'en tenoit au traité de partage, il ne pouvoit donc attendre aucun secours d'Angleterre ni des Provinces-Unies. Mais au moins il ne devoit pas craindre qu'elles prissent les armes, pour empêcher l'exécution d'un traité qu'elles avoient ratifié. Elles vouloient la paix, elles en avoient besoin pour se rétablir; il n'est pas vraisemblable, que sacrifiant leur repos à l'ambition de Léopold, elles voulussent s'épuiser encore pour assurer à un fils de ce prince toute la monarchie d'Espagne. On doit donc présumer que la France n'auroit eu pour ennemi que la maison d'Autriche, au lieu qu'elle armoit toute l'Europe, si Louis XIV acceptoit le testament. Dans le premier cas, elle pouvoit se promettre des succès; dans le second, elle avoit tout à redouter.

Aussitôt que l'ambassadeur d'Espagne eut communiqué le testament de Charles II, le roi assembla son conseil. L'avis du marquis de Torci, secrétaire d'état au département des affaires étrangeres, fut d'accepter le testament. Le duc de Beauvilliers, persuadé que ce parti causeroit une guerre capable de ruiner la France, opina pour le traité de partage. Le chancelier Pontchartrain, ayant résumé les raisons de part & d'autre, n'osa prononcer, & conclut que le roi seul, plus éclairé que ses ministres, pouvoit décider. Le dauphin parla peu: jugeant en pere qui s'intéresse à son fils, il se déclara pour le testament; & Louis, comme le dauphin, ne fut que pere. Cependant il auroit dû penser qu'il étoit roi, que son royau-

me étoit épuisé, qu'il l'avoit lui-même ruiné pour en reculer les frontieres, & qu'il étoit injuste de le sacrifier encore à l'agrandissement de sa maison. Enfin le duc d'Anjou fut déclaré roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Il partit pour Madrid, & fut reconnu sans obstacles dans toute la monarchie espagnole.

Le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux quoiqu'offensés de l'infraction du traité de partage, ne se déterminerent pas d'abord à déclarer la guerre à la maison de Bourbon. Ils reconnurent même Philippe V. Les intérêts de leur commerce, le repos dont ils sentoient le besoin, l'incertitude où ils étoient des alliés, sur lesquels ils pouvoient compter, & des secours qu'ils en pourroient retirer; tout demandoit qu'ils ne prissent pas leur résolution à la hâte. Ces raisons firent commencer une négociation à la Haye. Mais la France & l'Espagne eurent lieu de juger qu'on ne cherchoit qu'à gagner du tems; & qu'après avoir obtenu une chose, on en demanderoit bientôt une autre. Car on ne leur laissoit pas ignorer qu'on se réservoit d'expliquer & d'étendre dans la suite les premieres propositions qu'on leur faisoit. Or, cette maniere de négocier est tout au moins suspecte; & d'ailleurs il est étrange de demander une réponse positive à des propositions, qu'on reconnoît n'avoir pas encore expliquées, ni exposées dans toute leur étendue. Cette négociation finit le 7 septembre 1701, par un traité d'alliance entre l'empereur, le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux.

L'objet de cette confédération se bornoit à procurer à la maison d'Autriche une satisfaction en dé-

dommagement des droits qu'elle avoit sur l'Espagne. Elle ne portoit donc pas ses prétentions aussi haut que la ligue d'Augsbourg. Cela seul fait voir que le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux s'engageoient à regret dans une nouvelle guerre, & qu'ils l'entreprenoient avec une forte de méfiance. Ils se voyoient accablés de dettes; ils sentoient combien il seroit difficile de mettre de nouveaux impôts sur des peuples, déja trop sur-chargés: le parlement d'Angleterre, surtout ne paroissoit pas disposé à donner des subsides. Guillaume, qui favorisoit les Whigs, étoit sûr de leurs suffrages: mais les Torys formoient un parti considérable & fort animé. Toute la nation chérissoit la paix, qu'elle commençoit à goûter: elle soupiroit après le rétablissement de son commerce; & elle étoit alors bien moins effrayée de la puissance de la maison de Bourbon, que des nouvelles impositions qu'elle seroit obligée de payer.

La paix continuoit entre l'empire & la Porte. L'empereur paroissoit donc pouvoit soutenir cette guerre avec plus de succès que les précédentes. Mais avec beaucoup de dettes, peu d'argent & des peuples pauvres, il étoit à charge à ses alliés. Il continuoit d'aliéner les états d'Allemagne, en persistant dans la résolution de créer un neuvième électorat. Le plus grand nombre des princes paroissoit ne vouloir prendre aucune part à la succession d'Espagne. Il se formoit même des intrigues & des ligues contre les entreprises de l'empereur. Il est vrai que Léopold fortifia son parti, en promettant de terminer le différent sur le neuvieme électorat à la satisfaction des prin-

ces ; mais les secours qu'il attendoit de pareils alliés, étoient toujours incertains & fort coûteux.

Après la paix de Riswyck, la France n'avoit pas désarmé comme les autres puissances. Elle conservoit de grandes forces sur terre & sur mer ; & elle étoit en état d'attaquer, lorsque la plupart de ses ennemis n'étoient pas encore préparés à la défense. Philippe V en possession paisible de toute la monarchie d'Espagne, commandoit à des peuples qui lui étoient dévoués. Les deux couronnes ne pouvoient manquer d'agir de concert, puisqu'un même intérêt les unissoit. Elles avoient pour alliés l'électeur de Baviere, son frere l'électeur de Cologne, l'évêque de Munster, le duc de Savoie, celui de Mantoue & le roi de Portugal.

Cependant elles ne pouvoient pas compter également sur tous les alliés. Il étoit facile à l'empereur de gagner le duc de Savoie, qui étoit dans l'usage de s'agrandir en passant tour-à-tour de l'alliance de la maison de Bourbon dans l'alliance de la maison d'Autriche. Si le roi de Portugal étoit d'abord entré dans l'alliance de Louis XIV, c'est qu'à l'avénement du duc d'Anjou, il n'avoit pas d'autre parti à prendre ; & il étoit évident qu'aussitôt que l'Angleterre & la Hollande armeroient, il feroit de son intérêt de rechercher leur protection.

L'Espagne pouvoit peu pour sa défense, & quelles que fussent les forces de la France, elles n'étoient pas proportionnées aux frontieres des deux monarchies. Dès les premieres campagnes elles devoient diminuer par les succès mêmes, elles pouvoient se ruiner par des revers : & ce-

pendant où étoient les ressources pour les rétablir? Se flattoit-on d'en trouver dans l'épuisement des peuples, dans le désordre des finances? Une autre cause de foiblesse, dont le gouvernement ne s'apperçevoit peut-être pas, c'est qu'on n'avoit plus d'aussi grands ministres ni d'aussi grands généraux. Au contraire, les ennemis s'étoient disciplinés pendant la guerre qu'on venoit de terminer à Riswyck. Instruits par leurs propres défaites, les Hollandois & les Anglois ne devoient plus être aussi faciles à vaincre: & les François, si souvent vainqueurs, devoient naturellement s'être relâchés.

Si les forces de Louis XIV & de Philippe V, n'étoient pas proportionnées à la défense des deux monarchies, si encore elles ne pouvoient pas se soutenir longtems, il en faut conclure que ces princes se sont engagés dans la guerre avec trop de confiance. Ils auroient pu l'éviter, en sacrifiant l'Italie & les Pays-Bas, & en convenant de quelques réglemens pour dissiper les terreurs paniques, que donnoit l'agrandissement de la maison de Bourbon. On a tout lieu de le croire, quand on considere les dispositions des peuples de l'empire. L'intervalle, écoulé depuis la pacification de Riswyck, ne leur avoit pas permis d'oublier les maux qu'ils avoient soufferts; ils en étoient encore accablés; & ce n'est qu'avec une extrême répugnance, qu'ils pouvoient se déterminer à reprendre les armes. L'empereur auroit lui-même accepté la paix. Son ambition auroit cédé à l'impuissance de soutenir seul la guerre, & il se feroit contenté de la satisfaction dont ses alliés seroient convenus. Mais puisque Louis XIV &

& Philippe V vouloient conserver la succession entiere de Charles II ; la guerre ne pouvoit plus s'éviter ; & cependant ils entreprenoient au-delà de leurs forces.

Léopold avoit commencé les hostilités en Italie, lorsqu'il négocioit encore à la Haye avec le roi Guillaume. Il soutint seul la guerre pendant la premiere année. Le prince Eugene de Savoie, qui commandoit l'armée impériale, étoit entré par le Trentin, pour pénétrer dans le Milanès. Le maréchal de Catinat commandoit les troupes de France, sous les ordres du duc de Savoie que les deux rois avoient nommé généralissime.

Il s'agissoit d'empêcher le passage de l'Adige aux Impériaux. Chose difficile à cause de l'étendue de pays qu'il falloit garder. En effet, le poste de Carpi fut forcé le 9 juillet 1701 ; & le prince Eugene se vit maître de tout le pays entre l'Adige & l'Adda. Catinat qui recevoit continuellement des échecs ; soupçonna le duc de Savoie d'intelligence avec les ennemis. Mais la cour de Versailles, qui rejeta ces soupçons, le rappella, & envoya le maréchal de Villeroi pour le remplacer.

Contre l'avis de Catinat, qui n'avoit pas encore quitté l'armée, Villeroi voulut livrer bataille aux ennemis ; qui étoient campés à Chiari. L'entreprise étoit téméraire, & quand elle eût réussi, on n'en eût tiré aucun avantage. Les François furent défaits. Cette action se passa le 1 septembre. Le courage que montra le duc de Savoie, parut dissiper les soupçons qu'on avoit formés.

Le 16 du même mois, mourut à St. Germain en Laye Jaques II ; & Louis XIV reconnut pour

roi d'Angleterre, le prince de Galles ſon fils, qui prit le nom de Jacques III. Il eut bientôt lieu de ſe repentir d'une démarche imprudente, qui pouvoit ſoulever les Anglois contre la France, & qui bien loin d'être utile au jeune prince de Galles, devoit plutôt lui nuire.

Guillaume III s'en applaudit. Il ne douta plus d'obtenir des ſubſides, lorſqu'il vit les reſſentimens de la nation éclater contre un prince étranger, qui prétendoit lui donner un roi. Il repréſenta cette entrepriſe comme un attentat, qui intéreſſoit la religion proteſtante, la tranquillité préſente & future, & la liberté de la nation. Il exagéra la puiſſance de la maiſon de Bourbon, qui après s'être affermie ſur le trône d'Eſpagne, entreprendroit de rétablir un prince papiſte ſur celui d'Angleterre. Il fit craindre que le commerce ne fût ruiné par l'union de la France & de l'Eſpagne, ſi on ne ſe hâtoit de troubler ces deux monarchies & de les abattre, avant qu'elles euſſent eu le tems de déployer toutes leurs forces. Enfin il montra dans l'Amérique des conquêtes faciles, & capables de dédommager des frais de la guerre.

Les deux chambres entrerent dans ſes vues. Jugeant qu'il étoit de leur intérêt de ſoutenir les droits de la maiſon d'Autriche, elles ordonnerent qu'on leveroit quarante mille hommes. Le roi ayant encore demandé dix mille hommes pour un débarquement, ils lui furent accordés. Il fut même réſolu de ne point faire la paix, juſqu'à ce que la nation eût reçu ſatisfaction de l'offenſe que Louis lui avoit faite, en reconnoiſſant le prétendu prince de Galles.

La saison d'entrer en campagne approchoit ; quand le roi Guillaume mourut, le 19 mars. Il avoit regné près de quatorze ans. On a dit qu'il étoit stadhouder d'Angleterre & roi des Provinces-Unies. C'est que le parlement d'Angleterre avoit si fort limité la prérogative royale, que Guillaume n'étoit proprement que le chef d'une république. Quoique les Anglois l'eussent desiré pour maître, ils lui témoignerent peu de confiance. Ils parurent cesser de l'aimer & ils lui firent essuyer bien des contradictions. Les Hollandois au contraire, lui montrerent toujours le plus grand dévouement. Ils n'oublierent jamais les services qu'il leur avoit rendus dans la guerre de 1672. Ils porterent même la reconnoissance jusqu'à lui sacrifier leur liberté : car en 1674, ils déclarerent en sa faveur le stadhoudérat héréditaire. Heureusement pour les Provinces-Unies, il ne laissa point de postérité, & elles supprimerent une dictature, qu'elles avoient eu l'imprudence de rendre perpétuelle. Je vous avois prévenu que les Hollandois vous prouveroient qu'un peuple, jaloux d'être libre, se donne volontiers un maître, quand il se flatte d'être bien gouverné.

La mort de Guillaume ne changea rien aux résolutions qui avoient été prises. Anne, fille de Jacques II, monta sur le trône conformément à l'ordre de succession que le parlement avoit établi. Elle s'écarta d'autant moins du plan de son prédécesseur, qu'elle donna toute sa confiance au duc de Marlborough, qui étant aussi avare qu'ambitieux, avoit besoin des troubles pour s'enrichir & pour s'élever. Grand ministre, grand capital-

ne, il se vit bientôt à la tête des affaires & des armées. Ce changement dans le gouvernement présageoit à la France une guerre bien plus longue & bien plus ruineuse, que celle que Guillaume eût faite, s'il eût vécu.



CHAPITRE II.

De la Russie, jusqu'au commencement du dix-septieme siecle.

On sait suffisamment l'histoire des siecles barbares, quand on sait qu'ils ont été barbares. Dans une ignorance profonde, remplis de préjugés absurdes, livrés à des superstitions grossieres; sans arts, sans police, sans mœurs; croupir dans un lâche repos avec un corps fait pour la fatigue, ou se battre comme des bêtes féroces, & n'apprendre jamais la guerre; tour-à-tour fuir, piller, commettre toutes sortes de cruautés; ne compter que sur le nombre, ne connoître ni courage ni vertu; enfin être esclave, sans être soumis: voilà ce qu'ont été les Russes jusqu'au dix-septieme siecle. Il n'importe donc pas de savoir avant cette époque, les événemens de ce vaste empire, qui s'étend d'Occident en Orient environ deux mille lieues. En étudiant la géographie, Monseigneur, ne considérez-vous pas quelquefois combien il y a peu de peuples qui méritent d'être connus, & parmi ces peuples combien peu d'hommes, &

parmi ces hommes combien peu de princes. Cela abrége au moins nos études; cependant elles feront bien longues encore, si nous voulons les faire comme il faut. Je ne fais que vous introduire : jugez donc ce qui vous reste à faire, & ne vous croyez pas instruit.

La famille qui régnoit à Moscou, s'étoit éteinte, & la Russie avoit été déchirée par des guerres, lorsqu'en 1613 les Russes eurent enfin la liberté de se choisir un maître. Ils le prirent dans la famille de Romanow, alliée par les femmes aux czars précédens. Michel Féodorowitz, c'est ainsi que ce prince se nommoit, n'avoit que quinze ans, & vivoit avec sa mere, Marie-Iconomasie, alors religieuse dans un couvent à Uglits. Marie se refusa d'abord aux vœux de la nation, craignant pour son fils les malheurs du trône; mais elle se rendit lorsqu'un évêque eut assuré avoir eu une révélation qui confirmoit ce choix. Michel fut proclamé & signa une capitulation, par laquelle il promit de protéger la religion, de ne point faire de loix nouvelles, de ne rien changer aux anciennes, & de n'entreprendre point, sans le consentement du sénat, ni de mettre des impôts, ni de faire la guerre, ni de faire la paix. Les Russes, ou plutôt les sénateurs saisirent l'occasion d'avoir quelque part dans le gouvernement. Michel fut fidelle à ses promesses. Il mourut en 1645, & laissa le trône à son fils Alexis.

Alexis, surnommé Mikhaelowitz, c'est-à-dire, fils de Michel, n'avoit alors que seize ans. Il s'attira d'abord la haine publique par la conduite des ministres, auxquels il confia l'autorité. Il

fut ensuite aimé & respecté, lorsqu'il gouverna par lui-même. Il est le premier czar qui paroisse s'être apperçu de l'ignorance de ses peuples. Il connut qu'il falloit leur donner des loix, des arts & des connoissances. Il favorisa le commerce, il établit quelques manufactures; il fit traduire plusieurs livres qui traitoient des arts & des sciences. Sans égard pour le préjugé, qui défendoit toute communication avec les nations étrangeres, il attira des étrangers instruits & laborieux. Il peupla des provinces auparavant désertes. C'est sous son regne que les Russes commencerent à se faire connoître aux principales puissances de l'Europe & de l'Asie, car jusqu'alors ils n'étoient guere connus que des peuples avec qui la guerre les mettoit en relation. Des ambassadeurs chinois, persans & autres vinrent à Moscou, & Alexis en envoya pour la premiere fois en France & en Espagne. Il est à remarquer qu'il refusa de recevoir l'envoyé de Cromwel, déclarant qu'il ne reconnoîtroit jamais ce prétendu protecteur de l'Angleterre. Il formoit le projet d'avoir des flottes sur la mer Noire & sur la mer Caspienne, lorsqu'il mourut en 1676.

Il laissa trois fils, Féodor, Ivan ou Jean & Pierre: tous trois, conformément à l'usage, surnommés Alexiowitz. Le premier, âgé de seize ans, monta sur le trône: & régna jusqu'en 1702, qu'il mourut. Il suivit les traces de son pere, accueillant les étrangers, protégeant le commerce, les sciences & les arts, & travaillant à réformer les mœurs de ses sujets. On prétend que dans le dessein de n'avoir égard qu'au mérite, il brûla

tous les titres des nobles. Mais il étoit trop jeune, il régna trop peu pour produire une révolution.

De ſes deux freres, dont l'un avoit treize ans, & l'autre dix, il avoit préféré le cadet pour ſon ſucceſſeur, parce qu'Ivan étoit également foible d'eſprit & de corps. Or, les czars ont droit ou ſont dans l'uſage de déſigner dans leur famille celui qui doit leur ſuccéder. Pierre fut donc reconnu par les boyards : c'eſt ainſi qu'on nommoit alors les ſénateurs & les principaux de la nation.

Sophie, ſœur de ces deux princes, s'étoit flattée de régner ſous le nom d'Ivan ſon frere. Cette femme ambitieuſe, voyant ſes eſpérances déçues, intrigua. Elle gagna les ſtrélitz, corps de troupes qui pouvoit tout à Moſcou, comme autrefois les gardes prétoriennes à Rome. Elle cauſa de grands troubles. Mais enfin elle fit aſſocier Ivan à Pierre, obtint la régence & régna.

Sophie ſe conduiſoit par les conſeils du prince Baſile Gallitzin, lithuanien d'origine, & de la maiſon des Jagellons, qui avoient occupé le trône de Pologne pendant près de deux cens ans. N'oſant attenter à la vie du czar Pierre, qui étoit cher au peuple, cette princeſſe & ce miniſtre ſongerent à l'écarter au moins du trône. Dans cette vue, ils ſe hâterent de marier le czar Ivan ; & ils ſe flattoient de conſerver toute l'autorité, ſi ce prince, qui étoit d'une ſanté foible, laiſſoit un fils après ſa mort.

Cependant ils ne donnoient aucun ſoin à l'éducation de Pierre ; au contraire, ils mettoient

auprès de lui de jeunes débauchés, qui le portoient à des excès de liqueurs fortes, capables de ruiner la ſanté & d'affoiblir l'eſprit. Ce jeune prince ſe livroit à ces excès; la force de ſon tempérament paroiſſoit l'y inviter : heureuſement cette même force le garantit en partie des maux qu'il ſe préparoit. Je dis *en partie* : car les débauches de ſon enfance tournerent en habitude, & ſouillerent ſa vie.

Il y a des ames qui croupiſſent lâchement dans les vices où elles ont été pouſſées : ce n'eſt pas qu'elles ſe trouvent bien, c'eſt qu'elles n'ont pas la force de ſe mettre mieux. Il y en a d'autres qui font des efforts, & qui ſe dégagent quelquefois : c'eſt qu'elles ſentent ce qui leur manque. Pierre, dans les excès auxquels il ſe livroit avec le plus de plaiſir, n'étoit pas content. Il cherchoit quelque choſe qu'il ne trouvoit pas parmi ſes jeunes débauchés : il ſentoit un beſoin qu'il ne pouvoit pas s'expliquer : il lui falloit un homme vertueux.

Dans les troupes étrangeres qui étoient alors au ſervice de la Ruſſie, il y avoit un officier genevois, qui ſe nommoit le Fort. Pierre, qui n'avoit encore que onze ans, le remarqua, cauſa avec lui, le goûta, lui donna un emploi qui l'approchoit de ſa perſonne, & voulut apprendre de lui à faire l'exercice. Plus il connut cet homme ſage & éclairé, plus il lui donna ſa confiance. Tantôt il faiſoit l'exercice avec lui; tantôt il conduiſoit avec lui, ſur un lac, une barque, conſtruite comme un vaiſſeau de guerre; & le Fort ne laiſſoit pas échapper l'occaſion de lui faire com-

prendre que la vraie maniere de régner n'étoit pas celle des czars.

L'empereur Léopold, la république de Venise & la Pologne, alors ligués contre les Turcs, sollicitoient la cour de Moscou à faire une diversion en Crimée, afin de rappeller de ce côté les Tartares, qui faisoient en Hongrie la principale force de la cavalerie ottomane. Cette négociation n'avançoit point, de sorte que les czars ne prirent part à cette guerre qu'en 1687, lorsque Jean Sobieski eut offert de leur céder, en son nom & en celui de la république, toutes ses prétentions sur l'Ukraine & sur le duché de Smolensko.

Les partisans de Pierre lui avoient donné pour premier ministre Boris Gallitzin, parent & ennemi du favori de Sophie. C'étoit un homme fidelle, integre & zélé. Dans le dessein d'éloigner son rival & d'en rompre toutes les mesures, il lui fit donner le commandement des armées qui devoient agir en Crimée. Basile Gallitzin n'osa refuser, de peur de se rendre suspect.

La Crimée est cette presqu'île que les anciens ont nommée Chersonese-Taurique. Basile Gallitzin y marcha avec confiance, parce qu'il comptoit sur le nombre de ses troupes; mais ses troupes connurent bientôt qu'elles ne devoient pas avoir la même confiance en leur chef. En effet, il les engagea dans des déserts, où elles ne purent ni agir ni subsister, faute de vivres & de fourrages. Gallitzin rejeta le mauvais succès de cette campagne sur l'hetman ou chef des Cosaques, qui fut déposé & envoyé en Sibérie.

Il y avoit alors en Ukraine, pays des Cosaques, un gentilhomme polonois nommé Mazeppa. Il y étoit arrivé nu & lié sur un cheval fougueux, & à demi-mort de faim & de fatigue. Les Cosaques lui donnerent des secours: il se fixa parmi eux: il se distingua dans les courses qu'ils faisoient contre les Tartares; & ce fut lui qu'ils choisirent pour hetman ou prince d'Ukraine, avec l'agrément de la cour de Moscou. L'aventure qui fit sa fortune & qui devoit faire sa perte, avoit été l'effet de la vengeance d'un seigneur polonois qu'il avoit offensé. Cet homme jouera un rôle dans l'histoire de Pierre Alexiowitz.

Il fallut faire de nouveaux préparatifs contre les Tartares. On y employa plus d'un an. Basile Gallitzin n'attendit pas qu'on lui offrit le commandement des troupes. Il le sollicita dans l'espérance de réparer sa honte, & il l'obtint. Il comptoit surprendre Précop, une des principales places de Crimée. Il se trompa; les ennemis furent informés à temps. Après un combat qui qui ne fut point décisif, il se laissa amuser par une négociation, pendant laquelle les forces des Tartares croissoient, & les siennes diminuoient par le défaut de subsistances. Il fallut donc songer à la retraite, après avoir perdu l'occasion de vaincre. Il fit cependant une rélation, où il s'attribuoit des succès: mais il ne put tromper le czar Pierre. On l'accusa même de s'être laissé corrompre par le kan des Tartares.

Ruiné dans l'esprit du czar Pierre, il ne lui restoit que Sophie. Cette princesse partageoit vivement les mortifications de son favori: elle jugeoit que s'il perdoit son crédit, elle perdroit

elle-même toute son autorité; & cependant elle ambitionnoit de partager le trône avec lui. Impatiente d'assouvir sa passion, elle ne laissoit pas à son frere le tems de se saisir des rênes du gouvernement, & elle en médita la mort.

Elle avoit gagné Tekelavitaw, chef des strélitz. Déja six cent de ces soldats, conduits par ce perfide, marchoient la nuit au château de Pebrackensko, où Pierre étoit depuis quelques jours sans aucune défiance. Heureusement deux strélitz, qui eurent horreur de ce crime, se déroberent, & coururent par des chemins détournés avertir le czar. Ce prince eut le tems de se sauver; & toute sa cour le suivit dans le monastere de la Trinité, où il se réfugia. Aussitôt il envoya des lettres à Moscou pour inviter les boyards, les sénateurs & les strélitz, qui n'avoient pas trempé dans la conspiration, à se rendre auprès de lui. La noblesse, le peuple, les soldats, tout le monde accourut: tous volerent à la défense de leur prince. Il ne restoit plus qu'à punir les coupables. Tekelavitaw périt sur la roue. On enferma Sophie dans un couvent. Basile Gallitzin fut exilé à Kergapol pour y vivre & mourir dans la misere. Son fils & ses plus proches parens, suivant la coutume de ce pays barbare, furent enveloppés dans sa disgrace, & le suivirent dans son exil.

Pierre régnoit enfin, c'est-à-dire qu'il étoit le maître d'un vaste empire : mais cette maniere de régner ne le contentoit pas. Il portoit envie aux souverains, qui commandoient à des hommes dans de petits états. Tout étoit à créer pour lui; il se flatta de créer.

Cependant les préjugés, sur-tout lorsqu'ils tiennent aux mœurs, sont difficiles à détruire. Il semble que ce ne puisse être que l'ouvrage du tems, & qu'une autorité absolue, telle que celle du czar, devoit même échouer. Aussi se proposa-t-il de tenter la réforme de ses peuples, moins par la force des loix, que par son exemple. C'est en effet, par des exemples que les souverains peuvent changer facilement les mœurs d'une nation; & ils ne les changent que trop facilement, quand ils en donnent de mauvais.

Occupé de ses vastes projets, le czar s'en entretenoit souvent avec le Fort, le seul homme qui pût en effet lui donner des lumieres, & contribuer au succès de ses desseins. Il lui ordonna de former une compagnie de cinquante hommes, afin d'avoir d'abord un modele, pour former ensuite le reste de ses troupes.

Peu de jours après, le Fort parut à la tête de cette compagnie, presque toute composée d'étrangers. Il lui fit faire l'exercice sous les fenêtres du czar, qui ne s'étoit pas attendu à jouir si-tôt de ce spectacle. Ce prince, enchanté, voulut servir dans cette compagnie; & ayant été fait tambour, il en prit l'habit, & battit la caisse. Il resta quelque tems dans cet emploi, vivant de sa paye, couchant sous une tente, & déclarant à son capitaine qu'il ne vouloit avancer de grade en grade, qu'autant qu'il le mériteroit. Il tint parole. C'est ainsi que Pierre descendoit du trône, pour donner à ses sujets l'exemple de la subordination & de la discipline.

La compagnie de le Fort devint bientôt un régiment de plusieurs bataillons. Ce fut l'école d'où

l'on tiroit les meilleurs sujets pour former d'autres troupes : & dans la vue de hâter les progrès de la discipline militaire, le czar assigna des sommes considérables en Hollande, en Angleterre & à Geneve, pour les officiers qui voudroient passer à son service. Cependant le désordre de ses finances étoit un obstacle à l'exécution de ses desseins. Il y pourvut & remédia aux abus que le Fort lui fit connoître.

Vers ce tems, commença la fortune d'Alexandre Mentzikof, que Pierre éleva dans la suite aux premiers emplois. C'étoit un garçon pâtissier, né de pauvres paysans sur les bords du Volga. Un jour qu'il passoit dans les rues de Moscou, en criant ses petits pâtés ; le czar, qui étoit à table, eut la curiosité de le faire appeller. Il lui trouva de la phisionomie, il l'interrogea ; il fut content de ses réponses, & il le mit aussitôt dans la compagnie de le Fort, auquel il le recommanda. Mentzikoff ne tarda pas à se distinguer ; & dans peu d'années il acquit la confiance de son maître.

Depuis les mauvais succès de Basile Gallitzin, la cour de Moscou ne paroissoit plus penser à la Tartarie. Les troubles dont elle avoit été agitée, & les soins dont s'étoit occupé le czar, n'avoient pas permis de s'engager dans une guerre, qui demandoit de grands préparatifs. Les Turcs surent tirer parti de cette inaction. Ils persuaderent aux Polonois qu'elle étoit l'effet d'une négociation secrette ; que le czar étoit au moment de faire la paix avec la Porte ; & qu'il se proposoit de déclarer la guerre à la Pologne. Les Tartares de leur côté employoient de sembla-

bles moyens, pour rendre les Polonois ſuſpects aux Ruſſes.

Ces intrigues ſemerent la méſintelligence parmi les alliés. La république de Pologne craignant quelque entrepriſe de la part de la Ruſſie, ne donna plus les mêmes ſecours à l'empereur; & le czar ne vouloit pas recommencer la guerre contre les Tartares, dans une conjoncture où il croyoit devoir ſe méfier des Polonois. Cependant les Turcs aſſembloient toutes leurs forces en Hongrie, & ne craignoient point de diverſion; lorſque le baron de Gurtz, que Léopold envoya à Varſovie & à Moſcou, diſſipa tous les ſoupçons, & détermina le czar à reprendre les armes.

Pierre ſe propoſa la conquête d'Aſoph. Cette ville, ſituée ſur la rive gauche du Don, autrefois nommé Tanaïs, devoit lui ſervir de rempart contre les Turcs; & comme elle le rendoit maître des Palus-méotides, il pouvoit encore porter l'effroi juſques dans Conſtantinople. Mais il falloit des vaiſſeaux, & les Ruſſes ſavoient à peine conſtruire des barques. Le czar ne déſeſpéra pas d'avoir une flotte; il fit travailler des étrangers à Woroneſch, ville ſituée ſur la Woroneſch, riviere profonde, qui ſe jette dans le Don, & qui eſt entourée de grandes forêts.

Impatient de commencer la guerre, il n'attendit pas que ſes vaiſſeaux fuſſent conſtruits, il ouvrit la campagne au commencement de 1695, & mit le ſiege devant Aſoph; ou plutôt il y ſervit ſous les ordres du général Schérémétof, car il n'étoit encore que colonel d'un régiment. Mentzikof ſe voyoit déja dans la plus grande

faveur. Compagnon des plaisirs & des débauches de son maître, il eut assez de crédit pour faire répudier la czarine qui lui reprochoit sa conduite. Cette princesse, qui avoit donné un fils au czar, fut enfermée dans un couvent.

Les secours qu'Asoph recevoit par l'embouchure du Don, ne permirent pas de se rendre maître de cette place. Après la prise de quelque forts, le czar mit ses troupes en quartier d'hiver. Il se rendit ensuite à Woronesch, pour hâter la construction de ses vaisseaux ; & il lui arriva des ingénieurs qu'il avoit demandés à l'empereur, à l'électeur de Brandebourg & aux Etats-Généraux.

L'année suivante, sa flotte mit à la voile sous les ordres de le Fort, grand-amiral. Quoi qu'elle ne fût composée que de deux petits vaisseaux de guerre & de quelques bateaux longs, elle ferma l'embouchure du Don aux ennemis, & Asoph, ne recevant plus de secours, fut forcée de capituler. Pierre fit fortifier cette place sur les dessins des ingénieurs étrangers qu'il avoit avec lui. Au mois de janvier de cette même année, mourut le czar Ivan. Quoique ce prince fut foible ; il sut toujours résister à toutes les intrigues, qu'on mit en œuvre pour l'opposer à son frere.

Pierre voulant exciter l'émulation des soldats, & les attacher de plus en plus à la discipline, fit tout préparer pour une entrée triomphante. L'armée s'étant rassemblée à un mille de Moscou, les généraux à la tête des corps qu'ils avoient commandés, entrerent au son des instrumens & des voix qui chantoient leurs louanges. Mais

le czar, qui n'étoit pas général encore, resta confondu dans la foule : il n'en fut que plus remarqué.

En 1697, la prise de Précop, précédée de deux victoires, donna lieu à de nouvelles réjouissances. Cependant Sophie, du fond de son couvent, tramoit une nouvelle conspiration. Elle animoit les boyars & les strélitz contre la réforme, en se prévalant de leurs préjugés. Les Russes voyoient avec indignation, que Pierre eût ordonné à plusieurs personnes de sa cour de voyager dans les pays étrangers, & qu'il eût résolu de faire lui-même de pareils voyages. Ils étoient surtout offensés du bruit qui couroit, qu'on vouloit les forcer à couper leur barbe, ce qu'ils regardoient comme le plus grand affront qu'on leur pût faire. Voilà les principaux motifs d'un parti, qui se proposoit de mettre Sophie sur le trône, après avoir assassiné le czar. La conspiration fut découverte. Pierre punit les plus coupables, & ménagea néanmoins la sang de sa sœur, se contentant de la faire observer de plus près.

Des victoires, des places fortifiées, une flotte & une armée, commandée par le général Schem, prussien, défendoient suffisammenr les frontieres contre les Tartares, à qui la Porte ne pouvoit plus envoyer de secours : car les Turcs avoient besoin de toutes leurs forces contre les Vénitiens & contre les Impériaux, qui avoient eu de grands avantages sur eux. Les trésors du grand-seigneur étoient épuisés, & ses provinces dépeuplées étoient encore ravagées par la peste. Rien n'étant donc à craindre au dehors pour la Russie, & la conspiration, découverte & dissipée, assurant

tranquilité au dedans, le czar crut avoir trouvé le moment de voyager pour étudier les usages, les mœurs, les loix & les arts des peuples policés de l'Europe. Il prit néanmoins toutes les précautions nécessaires pour prévenir de nouveaux troubles, il fit partir pour différens voyages les seigneurs qu'il jugea les plus capables de remuer, & leur prescrivit le genre d'étude auquel ils devoient s'appliquer. Il écarta les strélitz, qu'il répandit sur les frontieres de Lithuanie, afin d'appuyer le parti d'Auguste, électeur de Saxe, contre celui du prince de Conti. Ces deux princes avoient été élus roi de Pologne le même jour au mois de juin 1697. Il laissa, sous les ordres du général Gordon, écossois, le corps de ses gardes pour veiller à la sureté de Moscou. Ces troupes, qui étoient originairement la compagnie de le Fort, sont ce qu'il avoit de mieux discipliné. Presque toutes composées d'étrangers, elles montoient alors au delà de douze mille hommes. Enfin il confia la régence à Léon Nariskni son oncle, à Boris Gallitzin & au boyar Procoroski.

Après avoir fait toutes ces dispositions, il sortit de ses états, confondu dans la suite de ses ambassadeurs, l'amiral le Fort, Alexis Gallovin, gouverneur de Sibérie, & Vonitsin, diak ou secrétaire d'état. Mentzikof, son favori, qu'il avoit fait chambellan, le suivit. On remarquoit encore dans cette ambassade le fils du roi de Géorgie, qui ayant été détrôné par ses sujets, avoit cherché un asyle & des secours en Russie.

L'ambassade accompagnée d'un grand cortege, prit sa route par l'Estonie & la Livonie, provinces qui étoient alors à la Suede, & qui avoient été

long-tems un ſujet de guerre entre les Ruſſes, les Suédois & les Polonois. Le comte de Dahlberg, gouverneur de Riga, capitale de Livonie, fit recevoir les ambaſſadeurs avec diſtinction: mais il ne leur fit point de viſite, ſous prétexte qu'ils n'étoient pas envoyés à ſon maître. Il trouva même fort mauvais que le czar voulût viſiter les fortifications de cette ville. Quoique ce gouverneur n'eût pas tort, Pierre affecta de croire qu'on lui avoit manqué.

L'ambaſſade, ayant traverſé la Courlande, ſe rendit dans la Pruſſe-brandebourgeoiſe. Fréderic III, électeur de Brandebourg, qui étoit alors à Kœnigsberg, la reçut avec un faſte qu'il aimoit & qui le ruinoit. Ce faſte n'étoit pas du goût du czar. Mais on buvoit à cette cour, comme on buvoit alors dans toutes les cours d'Allemagne; & quoique dans le vin Pierre fût ſujet à des emportemens, il ne ſavoit pas réſiſter à une paſſion, que l'éducation lui avoit donnée. Dans un de ces repas où il avoit bu avec excès, il tira l'épée contre le Fort. Il eſt vrai que, revenu à lui, il demanda pardon à ſon favori. *Je veux*, diſoit-il *réformer mes peuples, & je ne puis pas me réformer moi-même!* Vous voyez, Monſeigneur, la verité de ce que je vous répete ſouvent. Il eſt un tems où il n'eſt preſque plus poſſible de ſe corriger; & ce tems vient bien vîte. En effet, Pierre qui n'avoit alors que vingt-cinq ans, s'étoit déja reproché bien des fois de ne pouvoir pas ſe corriger. Il ſe le reprochera encore.

Le czar eut ſans cérémonie quelques conférences ſécrettes avec l'électeur de Brandebourg. Il partit enſuite pour Dantzick. Mais impatient de

voir la Hollande, il devança ses ambassadeurs, & il se rendit à Amsterdam quinze jours avant eux.

A deux lieues de cette ville est Sardam, gros village, peuplé, riche, où l'on construisoit alors beaucoup de vaisseaux; Sardam méritoit sa curiosité. Il y vint vêtu en pilote, comme un artisan qui cherche de l'ouvrage, ou plutôt comme un paysan qui veut apprendre un métier. Il se fit inscrire dans le rôle des charpentiers sous le nom de Pierre Michaelof. On l'appelloit communément, *Peterbas*, c'est-à-dire, maître Pierre. Il travailloit comme les autres ouvriers: il vivoit des mêmes nourritures. Quand on sut que Peterbas étoit le czar, les ouvriers voulurent le traiter avec respect: mais ce n'étoit pas lui faire la cour: il fallut continuer de l'appeller Peterbas, & de le traiter en compagnon. Il apprit la construction de toutes les parties d'un vaisseau: il devint excellent charpentier, bon pilote; il prit quelque connoissance de géométrie, & il fit un vaisseau de soixante pieces de canon.

Ne pouvant guere apprendre en Hollande que la pratique de ces choses, il desiroit d'aller en Angleterre pour en approfondir la théorie. Le roi Guillaume qu'il vit à la Haye, & qu'il vit sans cérémonie, lui donna son yacht & deux vaisseaux de guerre pour passer à Londres. Le czar y vécut comme dans le village de Sardam. Il se perfectionna dans les mathématiques: il construisit, suivant la méthode angloise, un vaisseau, qui fut un des meilleurs voiliers: il donna son attention à tous les métiers, à tous les arts, il en démêla jusqu'aux plus petits détails: il étudia l'astrono-

mie, la physique, l'anatomie, il fit même des opérations de chirurgie.

Il engageoit à son service des officiers, des mathématiciens, des ingénieurs, des matelots, des artisans de toute espece. Il savoit les choisir lui-même. C'est ainsi qu'il faisoit passer en Russie les arts de l'Angleterre & de la Hollande. Schérémétof, son ambassadeur en Italie, parcouroit, dans le même dessein, toutes les principales villes. Le czar au reste avoit grand besoin de transporter des étrangers instruits dans ses états: car excepté le prince Sibirski, qui étoit son émule, les autres Russes profiterent peu de leurs voyages. Un comte Gollovin, dont Pierre estimoit la valeur, passa quatre ans à Venise, à fumer sans sortir de sa chambre, de peur de voir & d'apprendre quelque chose.

La France n'entroit point encore dans le plan des voyages du czar, parce qu'il s'étoit déclaré contre le parti du prince de Conti. Il alla à Vienne pour étudier la discipline militaire des Allemands; & pour se concerter avec l'empereur contre le Turc, leur ennemi commun. Il étoit sur le point de passer à Venise, lorsqu'il apprit que les strélitz s'étoient révoltés.

Ce n'étoit pas sans murmures que les Russes avoient vu leur souverain aller, hors de ses états, chercher des connoissances & de nouveaux usages. Ils se rappelloient la loi qui défendoit à leurs peres tout commerce avec les autres nations. Ils voyoient qu'on alloit proscrire leur barbe & leur robe longue; & ce qui les scandalisoit encore; c'est la permission que le czar avoit donné à des Anglois de débiter du tabac en Russie: car l'église

russe en condamnoit l'usage comme un péché. Ceux des boyars, qui avoient les mêmes préjugés que le peuple, & ceux même qui ne les avoient pas, entretenoient ce mécontentement général; parce qu'ils voyoient avec chagrin que des étrangers leur enlevoient tous les emplois.

Cette disposition des esprits donna de nouvelles espérances à la princesse Sophie: & ses partisans répandirent tous les bruits, capables d'armer la superstition contre le souverain légitime. Cependant le peuple de Moscou, contenu par les troupes étrangeres, n'osoit remuer. Mais les strélitz, répandus sur les frontieres de la Lithuanie, s'étoient rassemblés; & ils marchoient vers la capitale, conduits par les poppas ou prètres, qui les avoient excités à la révolte. Les généraux Shein & Gordon, qui marcherent au-devant d'eux, les défirent à quinze lieues de Moscou. Pierre arriva pour punir. Les châtimens furent terribles. Plus de deux mille strélitz furent exécutés à mort. Il dispersa les autres dans les provinces désertes de son empire, & il abolit presque jusqu'au nom de ce corps redoutable.

Comme les bourreaux ne pouvoient pas suffire à tant d'exécutions, le czar avoit ordonné que chaque juge seroit l'exécuteur de sa sentence. Il abattit lui-mème quatre-vingt têtes. Les seigneurs de sa cour en couperent sans répugnance; & le Fort n'obtint qu'avec peine la permission de n'en pas couper. Quand on emploie de pareils moyens pour policer des peuples, il faut qu'ils soient bien loin encore de pouvoir être policés, & qu'on ait bien besoin de se policer soi-même.

Peu de tems après ces exécutions, au mois de

mars 1699, mourut à Moscou l'amiral le Fort. Le czar fut vivement sensible à cette perte. A qui donnerai-je désormais ma confiance, s'écrioit-il, en répandant des larmes? j'ai perdu le meilleur ami. Il lui rendit les devoirs funebres avec une pompe, qui prouva le cas qu'il faisoit de cet homme vertueux. Il le regrettoit d'autant plus, qu'il le perdoit précisément dans le tems où il lui auroit été le plus nécessaire: car il commençoit alors à s'appliquer principalement à la réforme de son peuple. Dans la vue d'accoutumer les boyars à passer par tous les grades, il n'étoit encore que lieutenant dans un régiment; & il venoit de se faire mousse, pour commencer l'apprentissage de matelot. Il n'étoit pas possible de se refuser à la discipline, dont le souverain donnoit l'exemple. Des régimens russes se formerent sur le modele des Allemands, dont ils prirent l'exercice, & les habits courts & uniformes: en même tems des Anglois & des Hollandois préparoient tout à Voronesch pour la construction d'une flotte; & l'ingénieur Perri, que le czar avoit amené de Londres, travailloit à la communication du Tanaïs avec le Volga.

Tout en Russie paroissoit prendre une nouvelle vie, mais c'étoit plutôt par le concours des étrangers, que par l'empressement des Russes à se prêter aux vues du czar. Ceux-ci s'attachoient à leurs usages, par la haine qu'ils avoient toujours conçue pour les autres nations; & la différence des vêtemens contribuoit à entretenir cette haine. Pierre jugea qu'il seroit avantageux qu'on ne pût pas distinguer à l'habillement un Russe d'un étranger. Voilà pourquoi il proscrivit les

barbes, & les habits longs. La cour obéit: il n'en fut pas de même du peuple. Il fallut mettre une taxe sur les habits longs & sur les barbes, & couper la robe & la barbe à ceux qui ne vouloient pas payer.

Les Russes avoient emprunté quelques coutumes des peuples de l'Asie. Les mariages s'y faisoient comme en Turquie & en Perse, où l'on ne voit celle qu'on épouse, qu'après que le contrat est signé. Pierre abolit cet usage. Afin d'adoucir les mœurs de ses sujets, il établit des assemblées, où les meres conduisoient leurs filles & où les hommes étoient obligés de se trouver. Il leur apprit comment ils devoient s'y comporter, & il leur dicta les loix de la bienséance & de la politesse. Enfin voulant donner de l'émulation à sa noblesse, il institua l'ordre de St. André.

Il crut devoir s'occuper encore de la réforme du clergé. Le patriarche, riche & puissant, avoit souvent abusé de son pouvoir. Les évêques s'étoient arrogé le droit du glaive: & les poppas, toujours ignorans & souvent vicieux, entretenoient les superstitions & les vices du peuple. Le patriarche Adrien étant mort, Pierre abolit le patriarchat. Il établit un synode, pour veiller à la discipline ecclésiastique & à tout ce qui concerne la religion; & ce synode le reconnut pour juge suprême. Ainsi sans prendre le titre de chef de l'église, il le devint en effet.

Les prêtres séculiers se marient en Russie; il faut même qu'ils se marient au moins une fois, & les moines seuls sont obligés au célibat. Afin que ce célibat fût moins nuisible à la population du pays, déja trop dépeuplé, le czar ordonna

qu'on n'entreroit dans les cloîtres qu'à l'âge de cinquante ans. Ses ſucceſſeurs n'ont pas ſans doute jugé ce réglement auſſi néceſſaire ; puiſqu'ils n'y ont pas tenu la main.

Les Ruſſes commençoient l'année au premier ſeptembre. Pierre ordonna qu'elle commenceroit au premier janvier ; & ce changement fut célébré par un jubilé au mois de janvier 1700. Le czar n'adopta pas la correction du calendrier, faite en 1582 par le pape Grégoire XIII, parce qu'alors les Anglois la rejetoient. Depuis les Anglois & tous les Proteſtans l'ont adoptée. Aujourd'hui les Ruſſes s'en tiennent ſeuls au vieux ſtyle, & quand ils comptent le premier janvier, nous comptons le onze.

Par le traité de Carlowitz, du 26 janvier 1699, la république de Pologne, l'empereur & les Vénitiens, avoient fait une paix avantageuſe, & impoſé des conditions dures à la Porte ottomane. Mais quoique le czar Pierre reſtât maître d'Aſoph, place importante qui pouvoit donner l'empire de la mer Noire, il n'avoit obtenu qu'une treve de deux ans, & il ſe voyoit en danger d'avoir à ſoutenir ſeul toutes les forces du grand-ſeigneur. Il ouvrit donc une nouvelle négociation, & il obtint une treve de trente ans : n'ayant alors plus rien à craindre de ce côté, il s'occupa des projets qu'il formoit ſur la mer Baltique.

Le commerce par mer avec la Ruſſie ne ſe faiſoit que par Archangel. Il falloit tourner la Norwege, la Laponie, & entrer dans la mer Blanche qui étoit gelée la plus grande partie de l'année. Si, par conſéquent, le czar vouloit

s'ouvrir un commerce plus facile, il lui importoit d'avoir des ports ſur la mer Baltique : or, il n'en pouvoit pas avoir, s'il ne conquéroit pas des provinces ſur les Suédois. Il eſt vrai que la conjoncture paroiſſoit favorable ; car le jeune roi, qui étoit ſur le trône de Suede, donnoit de lui des idées peu favorables. Pierre fit une ligue avec les rois de Danemarck & de Pologne, & ces trois princes projeterent d'enlever à la Suede toutes les provinces qu'elle poſſédoit au delà de ſon continent.

Il me ſemble que le czar voulant civiliſer ſes peuples, auroit dû ſe mêler moins dans les querelles de l'Europe. Il eſt vrai que pour avoir un commerce plus libre avec l'étranger, il avoit beſoin d'acquérir des ports ſur la mer Baltique, mais avant de penſer à ce commerce, il falloit s'occuper des moyens de faire fleurir l'agriculture, & achever de policer ſes peuples. Or, une trop grande communication avec l'Europe étoit moins propre à policer les Ruſſes, qu'à leur faire prendre les vices des nations policées.

Il avoit encore mal pourvu à ſa ſureté en aboliſſant juſqu'au nom des ſtrélitz. Il devoit prévoir que la nouvelle garde qu'il avoit créée, s'arrogeroit le même pouvoir, & en abuſeroit également ; & penſer qu'un prince n'eſt jamais plus puiſſant, que lorſqu'il n'a pas beſoin de gardes pour être obéi. C'eſt donc le deſpotiſme qu'il devoit abolir : il falloit apprendre aux Ruſſes à ſe donner des loix. Le czar n'y a pas penſé.

Il auroit pu obſerver dans l'hiſtoire les avantages & les vices des différens gouvernemens,

& c'eſt ainſi qu'il pouvoit chercher à s'inſtruire. Les nations de l'Europe, mal gouvernées & corrompues, ne pouvoient que le jeter dans l'erreur. Leur politeſſe & leurs arts n'étoient pas ce qu'il falloit aux Ruſſes. S'il y eût eu quelque part un pays bien gouverné, je conviens qu'il eût été plus court de l'étudier. Le czar eût donc bien fait d'y aller, & les autres princes de l'Europe auroient dû y voyager à ſon exemple.



CHAPITRE III.

De la Suede, du Danemarck & de la Pologne, juſqu'à la fin du ſeizieme ſiecle.

CHRISTINE, fille unique du grand Guſtave, monta ſur le trône à l'âge de ſix ans, en 1632. Elle montra de bonne heure une paſſion ſinguliere pour l'étude. Elle paſſoit les jours & les nuits à lire: & il n'y avoit point de ſciences qu'elle ne voulût dévorer. Les ſavans en parloient comme d'un prodige de ſavoir: mais les ſavans parloient d'une reine. Ils admiroient qu'elle eût appris juſqu'à huit langues, & qu'elle les parlât preſque toutes avec la même facilité. Il me ſemble cependant qu'un eſprit, fait pour les vraies connoiſſances, doit apprendre moins de mots. J'ajouterai même que jamais homme n'a ſu huit langues également bien, quoiqu'on en puiſſe ſavoir un plus grand nombre égale-

ment mal. C'eſt même aſſez d'en ſavoir une, ſi ſavoir c'eſt entendre & parler avec goût: dans ce ſens, on ne ſait bien que ſa langue, encore faut-il l'avoir beaucoup étudiée.

Chriſtine recherchoit les ſavans avec la même paſſion, qu'elle cultivoit les ſciences. Elle auroit voulu les attirer dans ſes états, ou du moins elle vouloit être en commerce de lettres avec eux. Dans la liſte néanmoins de ceux qui ont mérité ſon attention, on trouveroit bien des noms aujourd'hui inconnus. Quoi qu'il en ſoit, ſon goût vif pour l'étude fut jugé d'un bon augure, parce qu'on préſuma qu'elle n'oublieroit pas d'apprendre la ſcience de régner.

Déclarée majeure à ſeize ans, elle gouverna par elle-même, aſſiſtant à tous les conſeils, travaillant avec ſes miniſtres, donnant audience à ceux des cours étrangeres, liſant elle-même les dépêches de ſes ambaſſadeurs, ou s'en faiſant faire au moins le rapport. Cependant elle ne renonçoit pas à ſes études favorites. Il eſt vraiſemblable qu'elle regrettoit les momens qu'elle étoit obligée de leur dérober. Son goût pour les lettres lui faiſoit deſirer le repos; & elle vouloit la fin d'une guerre, qui ne lui permettoit pas de prodiguer ſes bienfaits aux ſavans. Elle hâta donc la concluſion du traité de Weſtphalie. Sans ſes ordres abſolus, ſes deux plénipotentiaires ne ſe feroient jamais accordés, & le chancelier Oxenſtiern auroit fait durer la guerre.

La paix donnée à l'Europe eſt la plus belle partie de la vie de Chriſtine: mais cette princeſſe ne ſoutint pas long-tems la réputation qu'elle venoit d'acquérir; parce qu'avec beau-

coup de ce qu'on appelle esprit, elle avoit tous les caprices d'une tête mal faite, qui se pique de philosophie, & ses caprices ruinoient l'état. Les finances se dissipoient en livres, en tableaux, en statues, en meubles, en bijoux, en profusions faites sans discernement aux étrangers, qu'elle attiroit auprès d'elle; en ballets, en fêtes, en magnificences de toute espece. On voyoit à sa cour, qu'elle vouloit rendre une des plus brillantes, des favoris qu'elle avoit enrichis, en aliénant les domaines de la couronne; de jeunes gens sans capacité, qui occupoient les premieres charges à l'exclusion des anciens sénateurs; & parmi quelques hommes de mérite, beaucoup de pédans hérissés de grec & de latin. Elle paroissoit régner pour ses fantaisies, plutôt que pour ses peuples. Cependant le trésor se trouvoit épuisé, on n'acquittoit pas les dettes contractées pendant la guerre : les troupes étoient mal payées, & la marine mal entretenue.

La conduite de Christine excita des murmures. Les grands & le peuple commençoient à se lasser de son gouvernement, & elle se lassa elle-même de régner. Embarrassée des rênes qu'elle tenoit mal, elle étoit encore vivement sollicitée à s'engager dans de nouvelles chaînes : la nation demandoit qu'elle se mariât. Mais le célibat, dans une vie privée, lui paroissoit préférable à la couronne; parce qu'elle ne soupiroit qu'après le moment, où elle pourroit s'occuper sans contrainte des sciences qu'elle croyoit avoir apprises. Il y avoit d'ailleurs entre les ordres de l'état, des sujets de dissention, qui lui faisoient craindre de ne pas jouir d'un regne assez tran-

quille. Enfin elle étoit dégoûtée du climat de Suede, & elle desiroit de vivre sous un plus beau ciel. Elle étoit donc malheureuse sur le trône, & elle demandoit souvent en quoi consiste le bonheur. Ses savans auroient pu lui répondre, à régner autrement que vous ne faites: mais ils dissertoient, & se perdoient en raisonnemens; comme ces philosophes grecs, qui cherchoient le bonheur dans des siecles où toute la Grece étoit misérable.

Dans les états assemblés, en 1650, Christine fit connoître pour son successeur Charles Gustave, fils de Jean Casimir, comte Palatin du Rhin, & de Catherine fille de Charles IX, & sœur du grand Gustave. C'est ce prince que nous avons vu, à la tête des troupes suédoises, assiéger Prague en 1684. Il s'étoit flatté d'épouser la reine de Suede: mais elle avoit toujours éludé, & par sa derniere disposition, elle paroissoit avoir ôté à ses sujets tout prétexte d'exiger qu'elle se mariât.

Charles-Gustave se conduisit avec toute la circonspection possible, vivant à la campagne, venant rarement à la cour, & paroissant moins desirer de régner, à mesure qu'il approchoit plus du trône. Cependant il gagnoit l'affection des peuples, & les grands s'attachoient à lui. On continuoit donc de presser Christine à choisir un époux: c'étoit lui dire de se donner un maître dans Charles-Gustave.

Ce fut alors qu'elle déclara le dessein qu'elle formoit d'abdiquer depuis quelque tems. Elle chargea le grand maréchal & le chancelier de faire connoître sa résolution au prince Palatin,

qui les chargea lui-même de l'engager à conserver la couronne. Peut-être que considérant combien l'état étoit obéré, il ne refusoit qu'afin de ne pas traiter avec la reine, qui auroit pu se réserver de trop grands revenus & de trop grands droits. Dans la supposition qu'elle vouloit sincérement abdiquer, il aimoit mieux attendre qu'elle eût déposé la couronne entre les mains des états. Le caractere de cette princesse & le mécontentement général de la nation pouvoient lui faire prévoir qu'elle seroit forcée à prendre tôt ou tard ce parti, & alors il étoit assuré d'obtenir le trône à des conditions moins désavantageuses.

Ce refus ne parut pas avoir fait changer le dessein que la reine avoit pris. Elle vint au sénat le 25 octobre 1651, & déclara sa volonté ferme & irrévocable d'abdiquer entre les mains du prince Palatin. Il est naturel d'opposer de la résistance à une pareille proposition. On ne sait jamais, si elle est bien sincere : elle pourroit n'être qu'un piege, & on craindroit d'avoir mal fait sa cour, si on paroissoit l'accepter trop facilement. Les sénateurs s'y refuserent donc. Ils solliciterent vivement Christine à ne pas abandonner les rênes du gouvernement; & ils firent bien, puisqu'elle se rendit à leurs prieres. Elle mit seulement pour condition qu'on ne lui parleroit plus de mariage, ce qui lui fut accordé.

Vers ce tems, un nouveau favori la dégoûta tout-à-fait des sciences : c'étoit un nommé Michon, médecin françois, qui se faisoit appeller Bourdelot du nom de sa mere; parce que Bourdelot, son oncle maternel, avoit commencé du grec & du latin, & qu'un nom de commen-

tateur étoit un titre dans cette cour : ignorant, même dans son métier, il crut donc qu'avec le nom de Bourdelot, il seroit bien accueilli. Il ne se trompa pas. Il eut en effet toute la confiance de Christine. Alors il lui persuada que les maladies, auxquelles elle étoit sujette, venoient uniquement de sa grande application à l'étude & aux affaires ; & qu'elle rétabliroit sa santé, losqu'elle ne s'occuperoit que d'amusemens & de plaisirs. Il jeta des ridicules sur les savans qui n'y prêtoient que trop ; & il n'oublia pas de lui dire que les François méprisoient les femmes qui vouloient paroître savantes. Alors la reine laissa ses livres, reçut froidement les savans, ou même les écarta.

Bourdelot, vain, insolent & railleur, eut bientôt pour ennemis, les médecins, les gens de lettres & les grands, qui se voyoient obligés de faire la cour à un étranger, sans nom & sans mérite. Christine n'en fut que plus prévenue pour son favori. Elle en parloit comme du plus grand homme en tout genre. Elle le consultoit sur les affaires d'état : elle en raffoloit au point, que dans ses maladies, elle feignoit de se bien porter ; ne voulant pas qu'on crût qu'elle pût être malade tant qu'elle auroit un si grand médecin.

Cependant Antonio Pimentel, envoyé d'Espagne, supplanta ce favori. Bourdelot ne fut plus qu'un homme fort commun, un mauvais médecin, & on le renvoya. Le ministre espagnol avoit gagné la confiance de la reine par des flatteries. Il louoit son esprit, ses connoissances, l'éclat de

sa majesté, & il lui avoit rendu tout son goût pour les sciences.

La légéreté de Christine indisposoit de plus en plus les Suédois, à qui d'ailleurs la faveur de Pimentel étoit odieuse, lorsque cette princesse déclara qu'elle ne reconnoissoit plus le duc de Bragance pour roi de Portugal, qu'elle le regardoit comme un usurpateur, & qu'elle vouloit que le résident de ce prince sortît de ses états. Cette démarche, qu'elle fit par complaisance pour le ministre espagnol, étoit trop contraire à la politique que la Suede avoit tenue jusqu'alors, pour ne pas offenser le sénat. Mais il se consola par l'espérance de se voir bientôt délivré du gouvernement d'une princesse aussi capricieuse. Car elle parloit alors d'abdiquer: elle y paroissoit tout-à-fait résolue; & on n'étoit pas moins déterminé à la prendre au mot.

Le 21 mai 1654, quelques jours après avoir donné ses ordres au résident de Portugal, elle ouvrit à Upsal l'assemblée des états par un discours dans lequel elle déclara qu'elle abdiquoit la couronne. Après quelque résistance qu'il convenoit de faire, on accepta son abdication; & on lui assura un revenu de deux cent mille rixdales sur des domaines qu'elle demandoit en souveraineté, & qu'on ne lui accorda qu'en apanage.

Avant d'abdiquer, elle avoit envoyé en Allemagne tout ce qu'elle avoit de plus précieux dans ses palais: on assure qu'elle enleva pour plus de six millions d'effets, en pierreries, en bijoux, en tableaux, en vaisselle d'or & d'argent, & en meubles de toute espèce. Elle ne laissa au nouveau roi que deux pieces de tapisserie & un mauvais lit.

Ne

Ne voulant avoir que des hommes à son service, elle congédia toutes ses femmes, & partit, travestie elle-même en homme. Elle franchit un petit ruisseau, qui sépare la Suede du Danemarck, en s'écriant: *me voilà enfin en liberté & hors de Suede où j'espere ne retourner jamais.* Elle abjura le luthéranisme, s'établit à Rome, & fit deux voyages en France & un en Suede. Mais le reste de la vie de cette femme extraordinaire, qui n'avoit plus que le titre de reine, intéressoit peu l'Europe, & ne doit pas nous intéresser davantage. Elle mourut à Rome en 1689. Elle a été louée par les gens de lettres, qui l'ont mise à côté des plus grands monarques: il eût mieux valu être loué par les paysans de Suede.

Lorsque Charles X voulut connoître l'état de ses finances, il trouva les revenus si engagés qu'il ne lui restoit que deux millions quatre cent mille livres; & cependant il étoit chargé de plus de trente millions de dettes: somme considérable pour ce tems-là, & sur-tout pour la Suede, où l'argent étoit rare. Afin de remédier à cet épuisement des finances, les états convinrent de réunir à la couronne la quatrieme partie du domaine, que Christine avoit aliénée.

Comme les descendans de Sigismond, à qui Charles IX avoit enlevé la Suede, régnoient encore en Pologne, il y avoit toujours des sujets de guerre entre ces deux couronnes, & Jean Casimir V, alors roi de Pologne, venoit de protester contre les dispositions de Christine. Charles X, né pour la guerre, ne demandoit qu'un prétexte pour armer. Il craignoit de laisser amollir les Suédois par un trop long repos: il étoit appellé en

Pologne par un parti mécontent du gouvernement : saisissant donc cette conjoncture, il conquit rapidement ce royaume ; & pendant que Casimir, abandonné de sa noblesse & de son armée, fuyoit en Silésie, il marcha contre l'électeur de Brandebourg, qui s'étoit rendu maître de la Prusse ducale, & eut encore des succès.

Mais la Pologne est aussi difficile à conserver, qu'elle est facile à conquérir. Les Polonois reprirent les armes pour chasser les Suédois. L'Europe, alarmée des progrès de Charles Gustave, remua pour lui susciter des ennemis : le Danemarck arma contre lui. Les Russes firent une diversion, & les Tartares vinrent au secours des Polonois. Casimir fut rétabli presque aussi vîte qu'il avoit été détrôné. Les Suédois, enveloppés de toutes parts, périrent sous le fer de leurs ennemis. Charles, qui étoit en Prusse, revint pour remporter une victoire inutile. Le froid & la disette lui enleverent la plus grande partie de son armée.

Charles fit alors alliance avec l'électeur de Brandebourg & avec Ragotski prince de Transilvanie. Les secours qu'il retira de ces alliés ne lui conserverent pas la Pologne. Dans l'impuissance de la défendre pour le moment, il se flatta de la pouvoir reconquérir, lorsqu'il auroit vaincu le roi de Danemarck. Il tourna donc ses armes de ce côté, quoiqu'on fût dans le cœur de l'hiver. A la faveur des glaces, il se rendit maître de plusieurs isles : & il menaçoit déja Copenhague, qui ne paroissoit pas en état de soutenir un long siege.

Fréderic III, fils de Christian IV, qui régnoit pendant la longue guerre terminée par le traité de Westphalie, étoit alors sur le trône de Dane-

marck. Dans la ſituation critique, où il ſe trouvoit, la néceſſité lui fit la loi; & il demanda la paix, qu'il n'obtint qu'à des conditions dures.

Une pareille paix n'étoit pas aſſurée. La violence, faite à Fréderic, pouvoit être pour ce prince un prétexte de la rompre; & il y avoit lieu de préſumer qu'il n'attendroit qu'un moment favorable. Charles voulut le prévenir: comme il connoiſſoit l'état de foibleſſe, où étoit alors le Danemarck, & que d'ailleurs il jugeoit qu'un ennemi, qui ſe repoſoit ſur la foi des traités, étoit facile à ſurprendre, il ſe promettoit les plus grands ſuccès. Il fit donc ſes préparatifs, ſans déclarer ſes deſſeins; & entrant tout-à-coup dans le Danemarck, il mit le ſiege devant Copenhague.

Il étoit de l'intérêt de la république de Hollande de maintenir l'équilibre entre la Suede & le Danemarck. Car ſon commerce eût été en danger ſi l'une de ces deux puiſſances eût prévalu ſur la mer Baltique. Elle travailloit en conſéquence à établir entre elles une paix durable. Mais lorſqu'elle apprit la ſituation de Fréderic, elles fit partir une flotte, qui après un combat où les deux partis s'attribuoient la victoire, eut cependant l'avantage de faire entrer dans Copenhague deux mille hommes avec une grande quantité de proviſions.

La France & l'Angleterre ſe joignirent à la Hollande, pour forcer les deux rois à la paix. Des flottes angloiſes & hollandoiſes appuyerent la négociation. On tint pluſieurs conférences; mais Fréderic vouloit obtenir de meilleures conditions que celle du dernier traité, & Charles vouloit conſerver toutes ſes conquêtes. D'ailleurs ces

O ij

deux monarques, également fiers & intrépides, voyoient avec chagrin que des puissances étrangeres entreprissent de leur faire la loi.

Comme la négociation n'avançoit pas, les Anglois se retirerent, & les Hollandois, s'étant joints aux Danois, attaquerent l'isle de Fionie. Ils remporterent une victoire complete. De sept mille hommes, qui composoient l'armée suédoise, il n'échappa que les deux généraux: tout le reste fut pris ou tué. Il semble que les Hollandois n'avoient plus qu'à passer dans l'isle de Zéeland pour en chasser les Suédois: mais ils craignirent apparemment d'affoiblir trop le roi de Suede, & ils se retirerent dans le port de Lubeck. Les négociations continuoient cependant, quoique sans succès, & Charles faisoit de nouveaux préparatifs, lorsque la mort mit un terme à ses projets le 23 février 1660. Les Suédois le regretterent. C'est un héros qu'ils admiroient, & pour lequel ils auroient tout sacrifié. Il méritoit d'inspirer ces sentimens à un peuple brave & guerrier : mais il laissoit beaucoup d'ennemis à la Suede, qu'il avoit épuisée d'hommes & d'argent. A force d'avoir des héros sur le trône, il viendra un jour, où les Suédois reconnoîtront qu'il est une autre gloire que celle des armes.

Charles XI, fils de Charles-Gustave, n'avoit que cinq ans. Après avoir confirmé les principales dispositions du dernier roi, concernant la tutele & la régence, les états songerent à terminer la guerre. Le besoin qu'on avoit de la paix de part & d'autre, applanit les difficultés, le traité fut conclu dans le couvent d'Oliva aux environs

de Dantzick. La Suede jouit enfin de plusieurs années de repos.

Depuis que le clergé danois avoit été abaissé par le changement de religion, les nobles s'étoient rendus très puissans. Ils s'attribuoient tous les honneurs, tous les titres, tous les emplois: ils étendoient leurs prétentions sur la prérogative royale: & ils refusoient de contribuer aux taxes. Cependant les ecclésiastiques, les bourgeois & les paysans, vexés par des gentilshommes qui se regardoient comme autant de souverains, ne pouvoient pas porter seuls toutes les charges. La derniere guerre avoit été fort dispendieuse. On ne pouvoit congédier l'armée faute d'argent. Le soldat qu'on ne payoit pas, vivoit de licence. Il étoit donc plus juste que jamais, que tous les ordres contribuassent aux besoins de l'état. Fréderic, voulant remédier aux calamités publiques, convoqua les états généraux à Copenhague.

Quand on parla d'imposer les nobles, ils se souleverent, comme s'ils eussent été d'une autre espece que le peuple, qu'ils traitoient d'esclave. Mais autant ils étoient haïs, autant Fréderic III étoit aimé. Le clergé se réunit au peuple ; & pour secouer le joug de leurs tyrans, ils résolurent de confier au roi une autorité absolue, & de rendre le trône héréditaire dans sa famille. Cette résolution fut conduite avec tant de concert, que les nobles se soumirent sans résistance. Depuis ce tems les rois de Danemarck se sont occupés avec succès des moyens d'opprimer la noblesse: ils ont favorisé le clergé, qui a contribué & qui contribue encore à leur puissance. Maître de ce corps par les graces qu'ils lui ac-

cordent, ils sont toujours sûrs d'en disposer, parce qu'ils sont les chefs de la religion. C'est un des fondemens de leur autorité, qu'ils ont toujours à leur solde. Enfin ils n'appréhendent plus rien de la part du peuple, parce qu'il a perdu tout sentiment de liberté. Ceux qui étoient libres avant la révolution, ne le sont plus; & les paysans, qui étoient esclaves, le sont encore.

La Pologne étoit toujours troublée. Les guerres civiles lasserent enfin la constance de Jean Casimir. Il abdiqua en 1668, & se retira en France, où Louis XIV lui donna plusieurs abbayes. Il est le dernier prince de la maison de Gustave-Wasa. Après lui les Polonois élurent, en 1669, Michel-Coributh Viesniowiecki grand maréchal du royaume.

La guerre recommençoit alors dans le Nord. Car ce fut en 1677, que Charles XI, s'étant allié avec Louis XIV, eut tout-à-la-fois pour ennemis l'électeur de Brandebourg, la Hollande, l'évêque de Munster, le duc de Luxembourg, & le roi de Danemarck, Christian V, fils & successeur de Fréderic III. Cette guerre fut une longue suite de malheurs. Si la Suede recouvra les provinces qu'elle avoit perdues, elle le dut aux succès des armes de la France. Mais cette restitution ne réparoit pas l'épuisement où elle se trouvoit. Les puissances du Nord prirent peu de part à la guerre de 1688.

Depuis la paix conclue en 1679, Charles XI ne travailla qu'à rendre son autorité absolue. Il y réussit. En 1682, il établit que la couronne seroit héréditaire dans sa maison; & que les femmes succéderoient au défaut de la ligne maf-

culine. Il fit ces réglemens dans l'assemblée des états, qui n'osérent résister : il les assura par des alliances qu'il contracta au dehors, & par la police qu'il maintint au dedans. Il mourut en 1697, laissant un fils qui a fait la gloire & le fléau de la Suede, le héros Charles XII. Les conférences de Ryswyck avoient commencé sous la médiation de Charles XI, elles finirent sous celles de Charles XII. Ce jeune prince commença son regne, en donnant la paix à l'Europe : il chercha bientôt une autre gloire.

“ A son avénement, non seulement il se trouva „ maître absolu & paisible de la Suede & de la „ Finlande ; mais il régnoit encore sur la Livo- „ nie, la Carélie, l'Ingrie : il possédoit Wismar, „ Wibourg, les îles de Rugen, d'Oesen, & la „ plus belle partie de la Poméranie, le duché „ de Brême & de Verden, toutes conquêtes de „ ses ancêtres, assurées à son trône par une „ longue possession, & par la foi des traités so- „ lemnels de Munster & d'Oliva, soutenus par „ la terreur des armées suédoises „.

Mais tant de puissance ne paroissoit pas devoir effrayer, quand on songeoit à l'âge de Charles XII, qui n'avoit que quinze ans, & au peu de talens qu'il montroit pour gouverner un royaume. “ Il n'avoit, à la vérité, dit Mr. de Voltaire, „ que je viens de citer, aucune passion dange- „ reuse. Mais on ne voyoit dans sa conduite „ que des emportemens de jeunesse, & de l'opi- „ niâtreté. Il paroissoit inappliqué & hautain. „ Les ambassadeurs qui étoient à sa cour, le „ prirent même pour un génie médiocre, & le „ peignirent tel à leurs maîtres. La Suede avoit

„ de lui la même opinion ; perſonne ne connoiſ-
„ ſoit ſon caractere ; il l'ignoroit lui-même,
„ lorſque des orages, formés tout-à-coup dans
„ le nord, donnerent à ſes talens cachés l'occaſion
„ de ſe déployer „. Remontons à l'origine de ces différens.

Lors de la diſſolution de l'union de Calmar en 1448, les Danois élurent pour leur roi Chriſtian I de l'ancienne maiſon d'Oldenbourg (*), neveu d'Adolphe duc de Sleſwick & de Holſtein-Gottorp. Quelques années après, ce prince hérita de ces duchés par la mort de ſon oncle. En 1481, Jean ſon fils aîné, lui ſuccéda ſur le trône de Danemarck, & les duchés de Sleſwick & de Holſtein furent le partage de Fréderic ſon ſecond fils. Celui-ci fut choiſi par les Danois, lorſqu'en 1523 ils dépoſerent le Néron du nord, Chriſtian II, qui avoit ſuccédé à Jean ſon pere ; & par un réglement qui fut fait à cette occaſion, les duchés de Sleſwick & de Holſtein furent réunis à la couronne de Danemarck.

Lorſqu'après de longs troubles, Chriſtian III ayant recueilli toute la ſucceſſion de Fréderic ſon pere, il voulut la partager avec Jean & Adolphe, deux freres qu'il aimoit, & il leur céda en 1544, les duchés de Holſtein & de Sleſwick. Les états proteſterent contre ce démembrement qui étoit contraire aux réglemens faits à l'avénement de Fréderic I. Mais le roi, ne pouvant abandonner ſes deſſeins généreux, crut parer à tout, en dé-

(*) Elle eſt une de celles qui prétendent deſcendre du célebre Witikind.

clarant qu'il y auroit une union perpétuelle des duchés de Slefwick & de Holftein avec le royaume, & que le premier demeureroit un fief de la couronne.

Il eût été facile de prévoir que cette difpofition feroit une fource de querelles entre les ducs qui tenteroient de fe rendre indépendans, & les rois qui voudroient recouvrer des domaines aliénés. La générofité de Chriftian III troubla tout le nord. Les guerres, fufpendues par les traités, recommencerent à plufieurs reprifes, & ne parurent terminées qu'en 1689, par la médiation & fous la garantie de l'empereur Léopold, & des électeurs de Saxe & de Brandebourg. Le duc de Holftein - Gottorp fut rétabli dans tout fes états, conformément aux traités de Rofchild & de Copenhague.

Les rois de Suede étoient les alliés naturels des ducs de Holftein ; & Charles XII venoit de contracter un nouvelle alliance avec le jeune duc Fréderic, auquel il avoit donné fa fœur en mariage. Se voyant donc appuyé de la Suede, le duc de Holftein ménagea moins le roi de Danemarck : mais Fréderic IV, qui, fur ces entrefaites, fuccédoit à Chriftian V fon pere, ne jugea pas que l'alliance de Charles XII rendit le duc de Holftein beaucoup plus redoutable. Il commença des hoftilités en 1699 : il négocia avec la Pologne & la Ruffie ; & ce fut alors que ces trois couronnes formerent une ligue contre la Suede.

Jean Sobieski étoit mort en 1696. Le prince de Conti, qui avoit été élu, ainfi que Fréderic-Augufte, le 27 juin de l'année fuivante, avoit

été forcé d'abandonner ses droits, presqu'aussi-tôt qu'il les eut acquis. La France étoit trop éloignée de la Pologne pour le soutenir. D'ailleurs, épuisée par la guerre que le traité de Ryswick termina quelques mois après, comment auroit-elle pu lui donner tous les secours nécessaires en hommes & en argent? Auguste au contraire, soutenu par une armée russe & par les troupes de son électorat, força les suffrages qui refusoient de se rendre à lui, & fut généralement reconnu. Cependant les troubles, qui ne cesserent que l'année suivante, pouvoient renaître. Auguste crut donc avoir besoin de conserver son armée saxone: mais il falloit un prétexte, afin de ne pas répandre l'alarme parmi la noblesse polonoise, jalouse de sa liberté. Il crut le trouver dans la guerre qu'il projetoit contre la Suede; d'autant plus qu'à son avénement il avoit promis de faire ses efforts pour recouvrer les provinces que la république avoit perdues. Il se proposoit surtout, la conquête de la Livonie. Elle lui paroissoit facile: car les Livoniens, que Charles XI avoit dépouillés de leurs privileges & d'une partie de leurs biens, ne demandoient qu'à secouer le joug. Une circonstance augmentoit encore la haine qu'ils avoient conçue pour le despotisme des rois de Suede. Patkul avoit été député par la noblesse pour porter aux pieds du trône les plaintes de la province. Il fut d'abord écouté. Charles XI applaudit même au zele, avec lequel il avoit parlé pour sa patrie. Mais peu de jours après, il le fit condamner à mort, comme criminel de lese-majesté. Patkul, qui eut le bonheur d'échapper, s'enfuit en Pologne.

Lorſqu'il cherchoit à ſe venger & à délivrer ſa patrie, il eut occaſion d'être préſenté au roi Auguſte; & il lui perſuada combien il ſeroit facile de conquérir la Livonie, défendue par un roi enfant, que toute l'Europe mépriſoit. Tels ſont les motifs qui engagerent le roi de Pologne à s'unir au czar Pierre & à Fréderic IV roi de Danemarck,



LIVRE DIX-HUITIEME.

CHAPITRE PREMIER.

De Charles XII & du Czar Pierre jusqu'en 1708.

Le gouvernement de Suede étoit alarmé des préparatifs, que faisoient les puissances ennemies. On étoit sans généraux; & on n'avoit pour roi qu'un jeune prince, qui « n'assistoit presque » jamais dans le conseil que pour croiser les » jambes sous la table; distrait, indifférent, il » n'avoit paru prendre part à rien. » Mais il se montra tout autre, lorsqu'en sa présence on délibéra sur le danger où l'on étoit, & qu'on parla de détourner la tempête par des négociations. Se levant tout-à-coup, avec l'air de gravité & d'assurance d'un homme supérieur qui a pris son parti. « Messieurs, dit-il, j'ai résolu de ne » faire jamais une guerre injuste; mais de n'en » finir une légitime que par la perte de mes » ennemis. Ma résolution est prise: j'irai attaquer » le premier qui se déclarera; & quand je l'aurai » vaincu, j'espere faire quelque peur aux autres ». Sa confiance se communiqua au conseil étonné, & la guerre fut résolue.

Les exercices violens, que Charles XII aimoit, lui avoient fait une constitution vigoureuse. Il

cherchoit le danger dans la chasse, où les autres cherchent l'amusement. Luttant, pour ainsi dire, avec les ours, il les combattoit avec un bâton, & il n'étoit garanti que par un filet tendu à deux arbres. Il paroissoit passionné pour Alexandre & pour César, qu'il vouloit prendre pour modeles; & le goût avec lequel il avoit lu Quinte-Curce, pouvoit faire présager ce qu'il seroit un jour. Il le fit mieux voir encore, lorsqu'il eut résolu de se préparer à la guerre : car il renonça aux amusemens, au faste, à la table: aux femmes, au vin, en un mot, à tout ce qui peut distraire, ou amollir l'ame. Il vouloit donner l'exemple à ses soldats, qu'il se proposoit de contenir dans la discipline la plus rigoureuse. Tel étoit Charles XII à dix-huit ans, lorsqu'au mois de mai de l'année 1700, il tourna ses armes contre le Dannemarck. Sa flotte se joignit aux escadres d'Angleterre & de Hollande. Ces deux républiques avoient garanti le traité d'Alténa; & comme elles craignoient la trop grande puissance du roi de Danemarck, qui auroit pu se rendre maître de la mer Baltique, elles avoient envoyé des secours au duc de Holstein, qui succomboit sous les forces de Fréderic IV.

La flotte danoise ayant évité le combat, Charles XII s'approcha assez près de Copenhague pour y jeter quelques bombes. Aussitôt il se propose de faire une descente, & d'assiéger cette capitale par terre, tandis qu'elle seroit bloquée par mer. Tout lui réussit. Alors il fit dire au roi de Danemarck, qui étoit dans le Holstein, qu'il ne faisoit la guerre que pour l'obliger à la paix; & que s'il ne rendoit justice au prince qu'il op-

primoit, il verroit Copenhage détruite, & tout son royaume mis à feu & à sang. Il fallut subir la loi. Le duc de Holstein fut indemnisé des frais de la guerre. Charles satisfait d'avoir secouru son allié, ne réserva rien pour lui; & cette guerre fut terminée en moins de six semaines.

Précisément dans le même-tems, le roi de Pologne, désespérant de prendre Riga que le comte de Dahlberg défendoit, leva le siege qu'il avoit mis devant cette place. Charles marcha contre Pierre Alexiowitz qui ravageoit l'Ingrie à la tête d'une armée de quatre vingt mille hommes. Le czar venoit de publier un manifeste. Il donnoit pour raison, qu'on ne lui avoit pas rendu assez d'honneurs, lorsqu'il avoit passé à Riga où il n'avoit paru qu'incognito; & qu'on avoit vendu les vivres trop cher à ses ambassadeurs. Des hostilités sur des motifs aussi ridicules animoient d'autant plus le roi de Suede, qu'il y avoit alors à Stockholm trois ambassadeurs russes qui venoient de jurer le renouvellement de la paix. Il ne comprenoit pas qu'un législateur se fît un jeu de la foi des traités. Impatient de se venger, il marchoit moins pour faire des conquêtes, que dans l'espérance d'humilier son ennemi.

Le czar assiégea Narva au commencement d'octobre. Il avoit cent cinquante pieces de canon, plus formidables par le nombre que par la maniere dont elles étoient servies. Il ne se trouvoit guère dans son armée que douze mille hommes de bonnes troupes, le reste étoit mal armé & mal discipliné. Il est évident qu'il se pressoit trop de mesurer ses Russes contre des soldats aguerris. On étoit au 15 de novembre, quand il apprit

que ſon ennemi avoit traverſé la mer, & qu'il venoit au ſecours de Narva. Comme il ſe propoſa de l'envelopper, il alla chercher trente mille hommes qui lui arrivoient de Pleskow. Il eût mieux fait de ne pas quitter ſon camp: car ces nouvelles troupes pouvoient bien venir ſans lui.

Cependant Charles, qui avoit débarqué à Pernaw dans le golphe de Riga, avec ſeize mille hommes d'infanterie, & un peu plus de quatre mille chevaux, précipite ſa marche, ſuivi de toute ſa cavalerie, & de quatre mille fantaſſins. Un corps avancé de cinq mille hommes, qui gardoient un paſſage, s'enfuit à ſon approche. L'épouvante ſe communique à vingt mille hommes, qui étoient plus loin, & qui prennent la fuite. En un mot, Charles, ayant emporté tous les poſtes en deux jours, arrive devant le camp des ennemis, qui étoit bien rétranché, & bordé de cent cinquante canons. Il ſonge à profiter de la terreur qu'il vient de répandre, & après quelque repos il donne ſes ordres pour l'attaque.

Toutes les circonſtances paroiſſoient lui préparer la victoire. Un vent furieux ſouffloit une groſſe neige dans le viſage des ennemis, qui combattoient ſans voir devant eux. La déſobéiſſance ſe joignant à la frayeur, les officiers ſubalternes & les ſoldats ſe ſoulevoient contre les généraux, qui ne s'accordoient pas. En un mot, le déſordre & le tumulte commençoient dans leur camp, au moment même que leurs retranchemens étoient forcés par les Suédois. Ils furent mis en déroute, ſans ſe douter du petit nombre de leurs vainqueurs. Charles fit plus de trente mille priſonniers, dans leſquels étoit le prince de Géorgie.

Il ne garda que les généraux, & il renvoya tous les officiers ſubalternes & tous les ſoldats, après les avoir déſarmés. La bataille de Narva ſe donna le 30 novembre 1700.

Les Ruſſes n'imaginerent pas avoir été vaincus par des hommes. Ils crurent que des puiſſances ſupérieures avoient combattu pour les Suédois, & ils firent des prieres publiques à St. Nicolas, patron de la Ruſſie, pour le prier de chaſſer loin de leurs frontieres cette armée d'enchanteurs & de ſorciers. Cette ſuperſtition augmentoit l'épouvante & promettoit de nouveaux ſuccès. Il y a donc lieu de croire que ſi Charles n'eût pas donné au czar le tems de ſe reconnoître & de raſſurer ſes peuples, il l'eût défait encore & chaſſé juſqu'à Moſcou, qui eût ouvert ſes portes. Mais le deſir de la vengeance, ſur-tout, dans un vainqueur de dix-huit ans, ſe régle difficilement ſur la prudence. Le roi de Suede avoit humilié deux de ſes ennemis; il vouloit humilier le troiſieme encore. Il ne paroiſſoit pas avoir d'autre objet. Lorſqu'il marchoit contre Pierre Alexiowitz, il écrivoit: *je m'en vais battre les Ruſſes : préparez un magaſin à Laïs. Quand j'aurai ſecouru Narva, je paſſerai par cette ville pour aller battre les Saxons.* Il ne vouloit que battre.

Ayant reçu un renfort de quinze mille hommes, il marcha dès le printems de 1701, du côté de Riga. Il paſſa la Dwina à la vue des Saxons qu'il défit, ſoumit toute la Courlande, & entra dans la Lithuanie. Cette province étoit alors troublée par une guerre civile, dont les chefs étoient d'un côté les princes Sapiéha, & de l'autre Oginski. Charles, s'étant déclaré pour les Sapiéha, ſe vit bientôt

bientôt maître de la Lithuanie : il n'y restoit plus que des troupes dispersées, qui fuyoient devant lui. Alors il forma le projet de détrôner Auguste.

Le gouvernement de Pologne a les mêmes vices que le gouvernement des fiefs. Il semble que les Polonois se soient étudiés à le rendre tout-à-fait anarchique. Les abus ont eu chez eux les mêmes causes que par-tout ailleurs ; où nous en avons déja remarqué de semblables.

Dans les siecles où les barbares ne savoient pas donner de forme à leur gouvernement, & où la licence, qu'on prenoit pour liberté, ne permettoit pas aux souverains d'être absolus ; les ducs ou rois de Pologne n'avoient d'autorité qu'autant qu'ils se faisoient plus de partisans. Ils imiterent la politique des rois de France. Ils donnerent des bénéfices ; & après avoir démembré leur domaine pour s'attacher les grands du royaume, ils le démembrerent encore pour laisser un plus grand nombre de souverainetés dans leur famille. Il arriva que le souverain eut des sujets plus puissans que lui.

A mesure que la noblesse accrut sa puissance, le peuple tomba dans un esclavage plus dur ; & il n'y eut plus en Pologne que des nobles & des serfs.

Casimir III, surnommé le grand, mort en 1370, étoit le dernier d'une maison qui régnoit depuis 528 ans. Si le trône avoit paru héréditaire jusqu'alors, il redevint électif. Les nobles Polonois voulant même saisir l'occasion d'assurer leurs privileges, n'élurent Louis roi de Hongrie, qu'après l'avoir lié par une capitulation qu'on nomme *pacta conventa*. Cette élection est l'époque du

gouvernement républicain qui ſubſiſte aujourd'hui. Louis eſt ce prince qui fit une irruption dans le royaume de Naples pour venger la mort d'André ſon frere, mari de Jeanne I.

Ce contrat entre les ſujets & le ſouverain paroît avoir été oublié, pendant que les Jagellons ont été ſur le trône: mais depuis 1573, que Henri de Valois ſuccéda à Sigiſmond-Auguſte, le dernier des Jagellons, la république de Pologne a fait des *pacta conventa* avec tous ſes rois.

Cette capitulation aſſure les privileges des nobles, parce qu'ils ſont aſſez puiſſans pour la faire reſpecter, & pour donner avant chaque élection de nouvelles limites à la prérogative royale. Souverains dans leurs terres, indépendans, ils peuvent ſeuls poſſéder les charges & les dignités. Ils reglent les impôts, ils font les loix, ils décident de la guerre & de la paix. Toujours en garde contre l'ambition du roi, ils ne ſouffrent pas qu'il ait des places fortes, parce qu'elles pourroient ſervir à les opprimer, comme à les défendre: ils ouvrent le pays à l'ennemi, pour le former au deſpotiſme.

Les rois conſervent cependant de grandes prérogatives. Ils diſpoſent des fiefs, qui ſont des démembremens faits autrefois au domaine de la couronne. On les nomme *ſtaroſties*, *tenutes*, ou *advocaties*, & en général *biens royaux*. Cependant on ne leur laiſſe pas toujours la liberté d'en diſpoſer à leur gré. Ils nomment aux bénéfices, aux emplois civils & militaires, aux grandes charges de la couronne, & aux places qui vaquent dans le ſénat. Mais ils font des graces, ſans ſe faire des partiſans; parce qu'ils ne peuvent ja-

mais ôter ce qu'ils ont donné. Ainsi le favori, qu'ils élevent, a toujours dans son zele vrai ou faux pour la république, un prétexte pour se soustraire au souverain.

Cette république est au reste un corps monstrueux. Avant que la grande diete s'assemble, chaque province ou palatinat délibere sur les matieres qu'on y doit traiter; elle nomme ses députés ou nonces, & tient pour cela des diétines qu'on appelle *ante-comitiales* La grande diete s'assemble ensuite: mais les loix qu'elle fait n'ont de force que dans les palatinats où elles sont reçues, & on en délibere dans des diétines *postcomitiales*.

Or, dans chacune de ces dietes, rien ne se décide que du consentement unanime de tous les membres. Le *veto* d'un seul gentilhomme arrête toutes les délibérations, & les actes qui avoient passé unanimement sont même encore annullés. S'il y a donc quelques nobles qui veuillent troubler, & il y en a toujours, la république ne peut plus agir ni même délibérer. Alors en forme des confédérations, les confédérés des différens partis en viennent aux mains: le vainqueur, donnant la loi, arrache aux dietes un consentement unanime, & tout se décide par la force. Le roi se trouve donc sans autorité, lorsqu'il n'est pas à la tête d'une faction puissante. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce gouvernement absurde que vous étudierez ailleurs. Le peu que je viens de dire, suffira pour vous faire comprendre les causes des événemens, dont j'ai à parler.

Charles XII auroit pu conquérir la Pologne, c'est-à-dire, la parcourir en vainqueur. Mais com-

P ij

ment auroit-il pu soumettre par la force une noblesse fiere, jalouse de son indépendance, & toujours armée? A peine seroit-il arrivé à une extrémité du royaume, qu'elle se seroit soulevée dans l'autre : il eût fallu laisser des troupes partout. Il auroit donc éprouvé le sort de Charles X: aussi se proposoit-il seulement de détrôner Auguste. Joignant la politique aux armes, il déclaroit qu'il n'étoit pas venu faire la guerre aux Polonois, qu'il n'avoit d'autres ennemis que les Saxons & il offroit de protéger la république, si elle vouloit élire un nouveau roi.

Le cardinal Radjouski étoit archevêque de Gnesne, c'est-à-dire, qu'il étoit par sa place le premier des sénateurs, le primat du royaume, le légat du saint siege, le régent de la république pendant les interregnes, & la premiere personne après le roi. Ce prélat ennemi d'Auguste, entroit dans toutes les vues de Charles XII, & il intriguoit contre son souverain, avec tous les dehors d'un grand zele pour la paix & d'une grande charité.

Auguste n'avoit pas gagné ceux qui s'étoient opposés à son élection, & il avoit aliéné presque toutes les autres. Il n'avoit trompé personne sur les motifs qu'il avoit eu de prendre les armes contre la Suede. On convenoit bien que, par ses engagemens, il devoit saisir l'occasion de recouvrer les provinces perdues; mais on savoit aussi que, par le même article des *pacta conventa*, il avoit promis de n'entreprendre aucune guerre sans le consentement de toute la république; & que par un autre, il lui étoit défendu d'introduire des troupes étrangeres dans le royaume. En lui voyant

donc violer ces deux articles, on jugeoit qu'il vouloit exercer en Pologne le même pouvoir absolu qu'il exerçoit en Saxe. On concluoit que, s'il eût conquis la Livonie, il auroit tenté de subjuguer la république; & on lui reprochoit d'avoir par cette guerre livré tout le royaume aux armes du roi de Suede. S'il eût réussi, on n'eût pas osé critiquer ainsi sa conduite. Mais dans un pays où la nature du gouvernement produit les factions, un souverain est bientôt abandonné, quand les plaintes commencent, & que les mécontens sont assurés d'être soutenus. Les uns se flattent de trouver de nouveaux avantages dans une révolution; les autres changent par inquiétude; & les plus fidelles suivent le torrent, parce qu'ils se sentent trop foibles pour résister. Telle étoit & devoit être la disposition des esprits, lorsque Charles XII ne paroissoit avoir vaincu que pour protéger la république, c'est-à-dire, le parti des mécontens. Car en Pologne la république n'est jamais que dans le parti le plus fort.

Dans cet état de fermentation, les palatinats demanderent une diete au roi de Pologne. C'étoit lui prescrire de se donner des juges, plutôt que des défenseurs: mais un refus pouvoit aigrir encore les Polonois. Elle fut donc convoquée à Varsovie, pour le 2 décembre de l'année 1701. Si dans les tems les plus tranquilles cette assemblée a tant de peine à prendre une résolution, vous pouvez juger du tumulte avec lequel elle délibéroit dans une conjoncture, qui enhardissoit tous les factieux. Les cabales qui la divisoient, entretinrent, ou même augmenterent

le mécontentement général. Elle ne régla rien; & elle se sépara le 17 février 1702.

Elle avoit seulement arrêté qu'on enverroit une ambassade à Charles XII. Le sénat confirma ce décret. Dans l'intervalle d'une diete à l'autre, ce corps représente la nation. Il a le droit de faire provisionnellement des loix. Il est composé des évèques, des palatins gouverneurs perpétuels des provinces, des castellans gouverneurs des villes, & des grands officiers de la couronne. La dignité des palatins est la plus éminente : ils président dans leurs gouvernemens aux assemblées de la noblesse, & ils la commandent à la guerre. Les quatre grands officiers de la couronne sont chargés de tous les détails de l'administration : ils partagent entr'eux toute l'autorité : ils peuvent tout, & ne dépendent du roi qu'autant qu'ils le veulent. Auguste ne put obtenir de ce sénat trop puissant la permission de se mettre à la tête de l'armée polonoise : & encore moins de faire venir douze mille Saxons.

Charles répondit aux ambassadeurs de la république, qu'il régleroit tout lorsqu'il seroit à Varsovie, & il marcha. A son approche, Auguste s'enfuit avec un petit nombre d'évèques & de palatins, qui lui restoient attachés. Il envoya des lettres circulaires peur assembler la pospolite, c'est-à-dire, pour ordonner à tous les gentilshommes de monter à cheval & de le suivre. Mais la plus grande partie de la noblesse demeura dans ses terres. Alors il fit venir des troupes saxones, bien assuré que s'il étoit vainqueur, on n'oseroit pas lui reprocher de les avoir introduites dans les provinces de la république. Il

les joignit aux Polonois liés à sa fortune, & jugeant qu'il falloit vaincre ou perdre le trône, il alla au devant de Charles XII, qui s'avançoit vers Cracovie. Les deux armées parurent en présence le 13 juillet 1702, dans une grande plaine auprès de Clissau. Auguste ramena trois fois ses troupes à la charge, c'est-à-dire, les Saxons: car les Polonois, qui formoient son aile droite, s'étoient enfuis dès le commencement de la bataille. Le roi de Suede gagna une victoire complette.

Quelques jours après, étant sorti de Cracovie dans le dessein de poursuivre son ennemi, son cheval s'abbatit & lui fracassa la cuisse. Cet accident le retint six semaines au lit. Le bruit courut même qu'il étoit mort. Auguste profita de cette fausse nouvelle, pour assembler à Lublin les ordres du royaume, déja convoqués à Sendomir. Le concours y fut grand. Mais Charles, guéri de sa blessure, reprit tous ses avantages. Il assembla la noblesse à Varsovie; &, pendant qu'il opposoit diete à diete, il marcha contre le reste des Saxons qu'il défit encore. Rien ne pouvoit plus lui résister. Il étoit à l'occident de la Pologne, avec l'élite de ses troupes: son grand maréchal Rheinschild commandoit un grand corps d'armée dans le cœur de ce royaume, & trente mille Suédois, sous divers généraux, arrêtoient au nord & à l'orient les efforts des Russes.

Alors le primat, qui venoit de jurer au roi Auguste de ne rien entreprendre contre lui, leva tout-à-fait le masque. S'étant rendu à Varsovie, il déclara, au nom de l'assemblée, le 14 février

1704, Fréderic-Auguste, électeur de Saxe, inhabile à porter la couronne de Pologne. Aussitôt le trône fut déclaré vacant d'une voix unanime.

Auguste, sachant que Charles & le primat vouloient mettre la couronne sur la tête de Jacques Sobieski fils de Jean, fit enlever ce prince & son frere Constantin, lorsqu'ils étoient à la chasse. Alexandre, frere de ces deux Sobieski, vint demander vengeance au roi de Suede, qui lui proposa de monter sur le trône. Il refusa, déclarant qu'il ne profiteroit pas du malheur de son aîné. Envain le jeune Stanislas Leczinski, son ami, se joignit à ceux qui le pressoient d'accepter. Toutes les instances furent inutiles: il persista dans son refus généreux.

Ne pouvant donner la couronne à ceux qui paroissoient y avoir plus de droit, Charles résolut de la donner au plus digne. Il choisit Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, & il ne fut pas trompé dans son choix. Stanislas joignoit aux vertus d'un héros, de plus grandes vertus, celles qui font le bonheur des peuples. L'assemblée de Varsovie eut ordre de l'élire: elle obéit, & ce prince fut élu le 12 juillet 1704. La guerre ne finit cependant qu'en 1707. Par le traité conclu à Alt-Ranstadt, Auguste fut forcé à renoncer pour jamais à la couronne de Pologne, & à reconnoître Stanislas pour roi légitime. Il fut même réduit à un tel point d'humiliation, qu'il ne put refuser de féliciter sur son avénement, celui qui prenoit sa place sur le trône: il fut obligé de lui écrire une lettre à ce sujet.

Jean Patkul, devenu ambassadeur du czar au-

près d'Auguſte, étoit alors dans les priſons de Saxe. Il avoit été arrêté pour avoir projeté un accommodement entre la Suede & la Ruſſie, & il n'avoit formé ce projet que pour prévenir le miniſtere du roi Auguſte, qui ſe propoſoit de faire la paix ſans le czar. Tout ſon crime étoit donc d'avoir voulu ſervir ſon maître, & cependant Auguſte avoit violé le droit des gens & manqué à ſon allié. De nouveaux malheurs attendoient cet infortuné Livonien. Charles, qui exigea qu'il lui fût livré, le fit périr ſur la roue. Si, dans cette occaſion, ce prince ne fut pas injuſte, il fut cruel au moins, & il montra combien il étoit implacable dans ſa vengeance.

Pendant que Charles XII goûtoit le plaiſir de la vengeance, l'unique paſſion de ſon ame, Pierre Alexiowitz jetoit les fondemens de ſon empire. Préſent par-tout, il donnoit des loix dans Moſcou, il établiſſoit des manufactures, il créoit des flottes ſur les Palus-Méotides, ſur le lac Peipus, ſur le lac Ladoga; il mettoit la diſcipline dans ſes camps, il repouſſoit les Suédois, il portoit ſes armées dans leurs provinces, il donnoit des ſecours au roi Auguſte, il fondoit des villes.

La journée de Narva ne l'abattit point. *Je ſais bien*, diſoit-il, *que les Suédois nous battront long-tems : mais enfin nous apprendrons à les battre. Evitons les affaires générales avec eux, & affoibliſſons-les par de petits combats.* En effet, les défaites étoient des leçons pour les Ruſſes. Dès l'année 1701, ils oſerent marcher contre leurs vainqueurs & leurs maîtres. Ils eurent rarement l'avantage, mais il ſuffiſoit de l'avoir quelquefois pour s'aguerrir. Supérieurs en nom-

bre, ce qui n'eſt rien par ſoi-même, ils ſe rendoient en effet ſupérieurs, à meſure que la diſcipline s'établiſſoit parmi eux. D'une année à l'autre, les ſuccès devenoient plus fréquens: les flottes & les armées ſuédoiſes étoient vaincues: les villes tomboient ſous les efforts des Ruſſes, & en 1704, lorſqu'Auguſte étoit détrôné, Pierre achevoit de ſe rendre maître de l'Ingrie, & prenoit Narva d'aſſaut.

Il étoit glorieux d'entrer en vainqueur dans une place qui lui rappelloit ſa premiere défaite: ce qui fut plus glorieux encore, c'eſt qu'il arrêta le pillage & le maſſacre. Ayant tué deux ſoldats, qui n'obéiſſoient pas à ſes ordres, il entra dans l'hôtel de ville où les citoyens s'étoient réfugiés, & poſant ſon épée ſanglante ſur la table, *ce n'eſt pas du ſang des citoyens*, dit-il, *que cette épée eſt teinte, mais du ſang de mes ſoldats que j'ai verſé pour vous ſauver la vie.* A ces traits d'humanité, qui ſont trop rares dans la vie du czar, on reconnoît le grand homme. Mais comme il le diſoit lui-même, il réformoit ſon peuple, & il ne pouvoit pas ſe réformer.

Tous les ſuccès étoient célébrés par des entrées triomphantes. Les priſonniers faits ſur l'ennemi, qu'on avoit cru invincible, ſes drapeaux, ſes étendards, ſes pavillons faiſoient le principal ornement de cette pompe: ſpectacle qui donnoit de l'émulation aux Ruſſes, & qui rompoit l'enchantement prétendu des troupes ſuédoiſes.

Pierre employa un moyen, auſſi ſingulier qu'ingénieux, pour achever la réforme à laquelle il travailloit.

Il fit inviter tous les boyards & les dames aux

noces d'un de ses bouffons. Il exigea que tout le monde y parût vêtu à l'ancienne mode. On servit un repas, tel qu'on les faisoit au seizieme siecle. Une ancienne superstition ne permettoit pas qu'on allumât du feu le jour d'un mariage, pendant le froid le plus rigoureux. Cette coutume fut sévérement observée le jour de la fête, quoiqu'on fût en hiver. Les Russes ne buvoient point de vin autrefois, mais de l'hydromel & l'eau-de-vie; il ne permit pas ce jour là d'autre boisson. On se plaignit en vain. Il répondit en raillant: *vos ancêtres en usoient ainsi: les usages anciens sont toujours les meilleurs.* Cette plaisanterie contribua beaucoup à corriger ceux qui préferent toujours le tems passé au présent, ou du moins à décréditer leurs murmures.

Parmi les soins que demandoient la police, les arts & la guerre, le czar entreprit de bâtir une ville à l'embouchure de la Néva sur le golfe de Finlande, à la vue des flottes suédoises qui tentoient tout pour interrompre ses travailleurs, & ruiner son ouvrage. C'est dans un lieu désert, marécageux, qui ne communique à la terre ferme que par un seul chemin, qu'il jeta, le 27 mai 1703, les fondemens de Petersbourg. Il fallut lutter contre la nature, combattre les ennemis, surmonter mille obstacles qu'on n'avoit pas pu prévoir; & cependant cette ville fut achevée l'année suivante, & mise hors de toute insulte. Presque dans le même tems, il fortifioit Novogorod, Pleskow, Smolensko, Asoph, Archangel. Cependant il étendoit ses conquêtes dans la Courlande, & il envoyoit des secours à son allié détrôné.

En 1706, Mentzikoff, que le czar avoit fait prince & gouverneur de l'Ingrie, ayant joint Auguste dans le palatinat de Posnanie, défit le général Maderfeld près de Kalish. Ce fut la premiere bataille rangée que les Russes gagnerent contre les Suédois. Ce qu'il y a de singulier, c'est que cette victoire fut un contre-tems pour Auguste, qui vainquit malgré lui. Elle dérangeoit les mesures qu'il avoit prises, parce qu'il négocioit alors secrétement le traité qui fut bientôt après conclu à Alt-Ranstadt. Il demanda pardon de sa victoire, offrant de rendre tous les prisonniers suédois, de rompre avec les Russes, & de donner au roi de Suede toutes les satisfactions convenables.

Lorsque l'électeur de Saxe eut abdiqué, le czar ne négligea rien pour arrêter Charles en Pologne. Il avoit encore des troupes dans ce royaume, il en avoit plusieurs corps répandus dans la Lithuanie, & il étoit lui-même à Grodno. Croyant donc pouvoir soutenir un nouveau parti, il tenta de faire aussi une élection, & la Pologne fut sur le point d'avoir trois rois. Sur ces entrefaites, la France offrit sa médiation; mais Charles répondit qu'il traiteroit avec le czar dans Moscou. Lorsque Pierre apprit cette réponse, il repliqua: *mon frere Charles veut faire l'Alexandre, mais il ne trouvera pas en moi un Darius.*

Le roi de Suede partit enfin, au mois d'août 1707, de son quartier d'Alt-Ranstadt à la tête de quarante-cinq mille hommes; comptant détrôner Pierre comme Auguste. Il semble qu'il auroit dû prendre par la Livonie, afin de re-

couvrer d'abord les conquêtes qu'on avoit faites ſur lui, & de marcher enſuite à Moſcou. Dans cette route, ſon armée n'eût manqué de rien, elle ſe fût groſſie des troupes qu'il avoit dans ces quartiers, il eût eu une retraite dans le cas d'un échec, & il communiquoit par mer avec la Suede, qui pouvoit lui envoyer des ſecours. Il prit le chemin le moins praticable, marcha, au cœur de l'hiver, dans des pays ruinés, & arriva, le 6 février 1708, à quelques lieues de Grodno. Pierre ne l'attendoit pas. Il faiſoit reculer ſes troupes à l'approche de l'ennemi, qu'il vouloit engager dans des déſerts & dans des pays qu'il avoit dévaſtés, laiſſant ſeulement dans les poſtes qui pouvoient ſe défendre, quelques corps, afin de retarder les Suédois dans leur marche, & de les inquiéter. Ayant pris ſa route d'occident en orient, il arriva ſur la rive du Niéper ou Boriſtene, qui ſépare la Pologne de la Ruſſie. Il paſſa ce fleuve à Mohilow, derniere ville de Lithuanie. Charles, qui le ſuivoit, trouva des pays ruinés, des marais, des forêts immenſes, des déſerts, des rivieres, des torrens. Son armée ne pouvoit marcher que par corps ſéparés: il falloit continuellement abattre des arbres pour ſe frayer un chemin: il falloit livrer des combats. Cependant il ſurmonta tous ces obſtacles, & paſſa le Boriſtene au même endroit que le czar.

CHAPITRE II.

Du midi de l'Europe, depuis 1702 *jusqu'en* 1710.

La France, qui n'avoit pas désarmé après la paix de Rifwyck, fut en état d'agir avant les puissances confédérées, qui sembloient n'avoir pas prévu la mort de Charles II. Elle eut donc des succès en 1702 & en 1703 : mais les efforts qu'elle avoit faits pour se préparer à la guerre, demandoient qu'elle en fit de plus grands pour la continuer ; & ne lui laissoient cependant que des ressources onéreuses. Dès le commencement on eut recours à des expédiens momentanés, qui mettent bientôt dans la nécessité d'en chercher d'autres, & dans l'impuissance d'en trouver, sans se ruiner de plus en plus. On avoit remis la capitation. On donna des édits bursaux : on les multiplia. C'étoit presque tous les jours des créations d'office, de rentes, de nouveaux gages, &c. On fit une réforme des monnoies, & le marc d'argent, qui en 1700 étoit à 31 livres 10 sous, fut à 34 livres 4 sous en 1702. Enfin on imagina un moyen, qui pouvoit être d'une grande ressource à l'état obéré, si on en usoit avec modération : mais il devoit achever la ruine des finances, si on en abusoit, & on en abusa bientôt. On introduisit des billets pour suppléer dans le commerce au défaut

de l'eſpece. Ils furent d'abord reçus ſans aucune défiance de la part du public. Il importoit d'entretenir cette confiance. Il falloit donc les répandre avec meſure; & les proportionnant à une ſomme qu'on auroit miſe à part, ſe trouver toujours en état d'en rembourſer une grande partie. Mais il parut ſi commode de payer en billets, & de fournir à toutes les dépenſes avec du papier, que le gouvernement n'obſerva point cette proportion. Il y eut bientôt beaucoup de billets dans le public, & point d'argent dans la caiſſe. Les papiers perdirent leur crédit, le gouvernement fit banqueroute, & les finances tomberent dans le plus grand déſordre. Ajoutons à ces abus les variations continuelles des monnoies. Il y eut une nouvelle réforme en 1704. On baiſſa les eſpeces ſucceſſivement en 1705, en 1706, en 1708 & au commencement de 1709; & dans cette derniere année, on les hauſſa enſuite tout-à-coup, en ſorte que le marc d'argent fut porté à 40 livres.

Pendant que la France s'épuiſoit au dedans par une mauvaiſe adminiſtration, elle s'affoibliſſoit au dehors par les coups redoublés, que ſes ennemis lui portoient. Le duc de Savoie, dont la fidélité avoit été ſuſpecte à Catinat, avoit abandonné Louis XIV au commencement de 1703, & s'étoit joint aux confédérés. Cette défection contribua aux malheurs que la France ſe préparoit elle-même. Ils commencerent en 1704, l'année que Stanislas fut élu roi de Pologne. Le maréchal de Villars, à qui elle devoit les ſuccès qu'elle avoit eus en Allemagne l'année précédente, fut rappellé, & le maréchal de Mar-

ſin, qui le remplaça, perdit la bataille d'Hochſtet le 23 août. La déroute fut complette. Les François, qui étoient ſur le Danube, repaſſerent le Rhin. Ils perdirent plus de quatre-vingt lieues de pays. Il ſembloit qu'on craignît d'employer les meilleurs généraux, & cependant les confédérés avoient à leur tète les deux plus grands capitaines, le prince Eugene & le duc de Malborough.

En 1705 Marlborough, ſe propoſoit de pénétrer en France par la Lorraine & par la Champagne. Le maréchal de Villars, qu'on lui oppoſa cette fois, le força de renoncer à ce projet. Les François eurent quelques avantages en Italie, & leurs ennemis en eurent d'autres en Eſpagne. Il n'y eut point de grandes batailles déciſives. Louis XIV & Philippe V, ſentant leur foibleſſe, avoient ordonné à leurs généraux de ſe tenir ſur la défenſive, & de ne rien haſarder.

Léopold mourut cette année. Sa mort ne fit point de changement dans les affaires générales. Car les miniſtres, qui l'avoient gouverné, gouvernerent ſon fils Joſeph, & continuerent ſur le même plan. D'ailleurs, quoique toute l'Europe armât pour la maiſon d'Autriche, l'empereur étoit de tous les confédérés celui qui contribuoit le moins aux frais de la guerre. Cette maiſon avoit alors tout-à-fait changé de politique. Auparavant elle tendoit au deſpotiſme ſans diſſimuler ſon ambition; alors elle y tendoit en exagérant ſa foibleſſe à toutes les puiſſances. Son unique objet étoit de perſuader que la France étoit ſeule à redouter; conſidérant qu'elle s'éleveroit

veroit d'abord par l'abaissement de cette monarchie, & ensuite parce qu'on la fortifieroit de ce qu'on enleveroit à Louis XIV. Mais si l'opinion qu'il falloit humilier la France, devint contagieuse, ce fut par la faute de la France même, qui avoit voulu se faire craindre. La cour de Vienne profita de cette opinion, qu'elle avoit contribué à répandre. Les confédérés, livrés aux vues particulieres du roi Guillaume & du duc de Marlborough, l'embrasserent avec plus de passion que de sagesse. Enfin on arma contre la maison de Bourbon, avec le même enthousiasme qu'on avoit armé contre la maison d'Autriche, & avec plus d'aveuglement.

En 1706, les François furent battus par-tout, excepté en Allemagne, où le maréchal de Villars soutenoit sa réputation. La campagne fut une suite de revers en Espagne, jusqu'à l'arrivée du maréchal de Berwick. Philippe avoit été contraint d'abandonner l'Espagne; l'archiduc Charles avoit été reconnu dans Madrid. Berwick reconduisit Philippe dans cette capitale, & recouvra toute l'Espagne, à l'exception de la Catalogne.

En Flandre, Villeroi, qu'on avoit opposé à Marlborough, perdit le 23 mai la bataille de Ramillies. Ce fut encore une déroute entiere. Les ennemis se rendirent maîtres de presque toute la Flandre espagnole, & enleverent encore des places à la France.

Le 19 avril, Vendôme avoit gagné en Italie la bataille de Calcinato. Il ne restoit plus qu'à prendre Turin pour se rendre maître de tous les états du duc de Savoie. Mais Vendôme fut

rappellé d'Italie en Flandre, où l'on avoit besoin d'un bon général. Le duc de la Feuillade & le maréchal de Marsin, qui le remplacerent ayant formé le siege de Turin, furent forcés dans leurs lignes le 7 septembre par le prince Eugene, & entiérement défaits. Ils étoient sous les ordres du duc d'Orléans, dont on ne suivit pas les conseils. Marsin avoit les ordres secrets de la cour, qui se croyant présente par-tout, vouloit conduire les opérations de la guerre au delà des Alpes. Cette défaite fit perdre à la France & à l'Espagne le Milanez, le Piémont, la Savoie & le royaume de Naples. Philippe ne conserva plus que la Sicile.

En Espagne, la campagne de 1707 fut glorieuse pour le maréchal de Berwick & pour le duc d'Orléans. Le maréchal de Villars continuoit d'acquérir de la gloire en Allemagne; & le maréchal de Tessé fit lever le siege de Toulon au duc de Savoie & au prince Eugene. Il ne se passa rien en Flandre. Marlborough étoit allé en Saxe, pour pénétrer les desseins du roi de Suede, & pour le détourner de s'unir à la France, à quoi Charles ne pensoit pas.

En 1708 le duc de Vandôme commandoit l'armée de Flandre, sous les ordres du duc de Bourgogne. On lui reproche d'avoir fait plusieurs fautes: mais on convient qu'il fut toujours contrarié par les courtisans, qui entouroient le duc de Bourgogne. Il commença la campagne par la surprise de Gand. Ayant ensuite résolu de faire le siege d'Oudenarde, il livra la bataille à milord Marlborough & au prince Eugene, qui eurent l'avantage. Il fut alors contraint de se re-

tirer vers Gand; & il ne fut pas le maître d'attaquer les ennemis; lorsqu'ils assiégeoient Lille, qui se rendit après quatre mois de siege. Cette journée d'Oudenarde fit perdre à l'Espagne ce qui lui restoit dans les Pays-Bas, à l'exception de Luxembourg, de Mons & de Nieuport.

Après tant de revers la paix devenoit nécessaire à la France & à l'Espagne; & si les Espagnols ne pouvoient pas encore penser sans chagrin au démembrement de leur monarchie, il étoit tems qu'ils y consentissent au moins par impuissance. Louis XIV avoit fait des propositions dès 1706. Alors Philippe se fût vraisemblablement contenté du royaume de Naples, & des autres états qu'il possédoit encore en Italie, & il eût abandonné l'Espagne, dont l'archiduc venoit de se rendre maître. En 1707, on eût pu former d'autres projets de partage, puisqu'alors l'empereur Joseph s'emparoit de l'Italie, pendant que le duc de Berwick reconquéroit l'Espagne. Il est donc certain que les Anglois & les Hollandois auroient pu obtenir tout ce qu'ils s'étoient proposé par leur alliance, c'est-à-dire, le partage de la monarchie espagnole. Il semble par conséquent qu'ils n'avoient plus qu'à terminer la guerre. S'ils vouloient maintenir l'équilibre, ils ne devoient pas entreprendre d'opprimer la maison de Bourbon, pour rendre à la maison d'Autriche cette supériorité de puissance qui l'avoit rendue redoutable. De quelques espérances qu'ils osassent se flatter, en considérant l'épuisement de la France, il n'étoit pas prudent de prescrire à cette monarchie des conditions qu'elle ne pouvoit accepter sans honte;

c'étoit lui faire trouver des ressources dans son désespoir : c'étoit prolonger la guerre, lorsqu'ils pouvoient faire une paix glorieuse ; & cependant la fortune pouvoit changer. D'ailleurs, quoique la situation de l'Angleterre & de la Hollande ne fût pas aussi mauvaise que celle de la France, ces deux puissances étoient néanmoins dans un état violent. Comme elles portoient presque seules tout le faix de la guerre, elles avoient fait des efforts qu'elles ne pouvoient continuer sans surcharger les peuples d'impôts, & sans contracter de nouvelles dettes. Elles se ruinoient par conséquent.

Mais Marlborough, le prince Eugene, & le pensionnaire Heinsius, qui leur étoient dévoués, vouloient la guerre, & tout fut sacrifié aux vues particulieres de ces trois hommes. Ils paroissoient faire penser à leur gré les peuples qu'ils conduisoient. On s'irritoit au souvenir des usurpations de Louis XIV : parce qu'on avoit eu des succès, on s'en promettoit de plus grands : encore quelques campagnes, disoit-on, & la France ne sera plus à craindre. On ne vouloit pas voir qu'elle ne l'étoit déja plus ; & parce qu'on l'avoit humiliée, on vouloit la ruiner entiérement. C'est ainsi qu'après avoir commencé la guerre par politique, on la continua par passion.

Les premieres négociations se firent avec la république de Hollande, qui exigea, comme condition préliminaire, que l'Espagne & les états dépendans de cette monarchie, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, appartiendroient à la maison d'Autriche. Elle demandoit de plus des suretés pour son commerce, & une barriere dans

les Pays-Bas contre la France, ſans s'expliquer encore ſur les places dont elle vouloit former cette barriere. Puiſque ces articles, qui étoient les plus eſſentiels à traiter, étoient qualifiés de préliminaires, on pouvoit prévoir que les Hollandois, formeroient beaucoup d'autres prétentions.

Dans l'impatience d'avoir la paix, Louis XIV eût voulu pouvoir conclure avant l'ouverture de la campagne de 1709, prévoyant que les premiers événemens pouvoient rompre la négociation, ſi elle n'étoit au moins déja fort avancée. Il accepta donc les premieres propoſitions qu'on lui avoit faites, & ſe bornant à demander un dédommagement pour les états que Philippe abandonneroit, il ſe contentoit des royaumes de Naples & de Sicile. Il deſiroit à la vérité qu'on y ajoutât la Sardaigne & les places que l'Eſpagne occupoit ſur les côtes de Toſcane: mais il étoit prêt à ſe déſiſter ſur ce dernier article. Cette négociation ne pouvoit pas réuſſir: car les Hollandois, qui ſe croyoient alors les arbitres de l'Europe, ne vouloient pas encore ſincérement la paix; & quand même ils l'auroient voulue, ils n'auroient pas eu aſſez de pouvoir ſur leurs alliés.

C'eſt en vain, diſoit Marlborough, que la France ſe flatte de faire la paix par l'entremiſe de la Hollande. En effet cette république ne pouvoit rien par elle-même, & c'eſt avec l'Angleterre qu'il eût fallu négocier. Cependant Louis XIV, prévenu que les Hollandois pouvoient donner la paix, continuoit à traiter avec eux: il y étoit même forcé, parce qu'alors le miniſtere de Londres ſe déclaroit ouvertement pour la continua-

tion de la guerre, & qu'au contraire les Etats-Généraux paroissoient au moins vouloir entrer en négociation.

Cependant Marlborough & le prince Eugene craignirent que les offres de la France ne fissent impression sur les peuples ; & que tout l'odieux d'une guerre, dont on étoit fatigué, & qu'ils vouloient continuer, ne retombât sur eux. Ils chercherent donc à persuader que les propositions de Louis XIV n'étoient pas sinceres; qu'il ne pensoit qu'à diviser les alliés ; ils déclarerent que toutes les conférences qu'on avoit tenues, étoient désagréables aux cours de Vienne & de Londres, qui ne souffriroient pas qu'on fit aucune distraction à la monarchie d'Espagne. La France pensoit néanmoins qu'elle ne devoit pas encore désespérer de la paix.

Il est vrai que Marlborough & le grand trésorier Godolfin, son ami & son allié, gouvernoient l'Angleterre, & partageoient entr'eux toute l'autorité : il est vrai encore qu'ils vouloient absolument la continuation de la guerre, parce qu'en les rendant nécessaires, elle contribuoit à maintenir leur crédit. Mais il se faisoit contre eux des brigues sourdes à la cour de Londres, & la reine commençoit à souffrir impatiemment la domination de son général. Une révolution dans cette cour pouvoit donc changer la face des choses : car un nouveau ministere devoit rechercher la paix, afin de s'affermir, en rendant Marlborough tout-à-fait inutile. En supposant que cette révolution n'eût pas lieu, on se flattoit de pouvoir enfin gagner Marlborough même. On connoissoit la passion qu'il avoit d'amasser des riches-

ses sans bornes: on lui avoit déja fait quelques propositions : il les avoit écoutées sans s'offenser, & seulement en rougissant quelquefois.

Les conférences qui avoient commencé à Moerdik au mois de mars 1709 entre le président Rouillé, ministre du roi, & deux députés de Hollande, Buys & Vanderdussen, continuoient de se tenir à Boedgrave. Cependant la négociation n'avançoit point, parce qu'à mesure que la France cédoit, les Hollandois formoient de nouvelles demandes, sans s'expliquer jamais sur le terme qu'ils voudroient mettre à leurs prétentions. A peine avoient-ils obtenu une place pour leur barriere, qu'ils en exigeoient une autre. Ils ne paroissoient pas moins ardens, lorsqu'il s'agissoit des intérêts de leurs alliés; parce qu'ils se croyoient autorisés à demander d'autant plus pour eux-mêmes, qu'ils demandoient davantage pour l'Angleterre, pour la maison d'Autriche, pour l'Empire & pour le duc de Savoie.

Il n'étoit pas possible de négocier avec eux; parce qu'ils vouloient toujours de nouvelles cessions, & que cependant ils ne s'engageoient jamais. Quoi qu'ils pussent obtenir, ils ne promettoient rien à la France, du moins ils ne lui assuroient rien; & ce qu'ils avoient accordé dans une conférence, ils le désavouoient dans une autre. Lorsqu'on leur demandoit les royaumes de Naples & de Sicile pour dédommager Philippe V, ils répondoient seulement qu'ils emploieroient leurs bons offices auprès de leurs alliés. Les électeurs de Baviere & de Cologne avoient été proscrits en 1706, à la diete de Ratisbonne. Le roi demanda qu'ils fussent rétablis dans leurs biens &

leurs dignités, & les Hollandois se contenterent encore d'offrir leurs bons offices.

On leur avoit accordé tout ce qu'ils pouvoient desirer pour eux, & on les exhortoit à déclarer à leurs alliés, que s'ils refusoient d'entrer en négociation, la république les abandonneroit, & ne songeroit plus qu'à ses intérêts. Mais c'étoit inutilement. Les Hollandois n'étoient pas assez puissans pour régler seuls les conditions de la paix, & forcer leurs alliés à les accepter. Eugene, Marlborough & Heinsius s'étoient rendus maîtres des délibérations. Leur autorité étoit soutenue par les armées des confédérés qui s'assembloient dans les Pays-Bas; & ils avoient pour eux le plus grand nombre des citoyens qui vouloient que la guerre continuât. D'ailleurs il n'eût pas été prudent à la république de traiter séparément; car il lui falloit pour la sureté de son traité la garantie de ses alliés.

Cependant elle ne pouvoit se dissimuler le besoin qu'elle avoit de la paix. Le poids de la guerre devenoit tous les jours plus pesant, l'argent plus rare, le crédit moins assuré, les fonds plus difficiles à trouver. Mais quand les Hollandois considéroient le triste état où la France étoit réduite, ils supportoient volontiers leurs peines. Enivrés de leurs succès, comptant sur de plus grands encore, ils se flattoient de la voir bientôt succomber sous leurs efforts redoublés. Eugene & Marlborough les entretenoient dans cette opinion.

Leur confiance ne paroissoit pas sans fondement. Vous en jugerez par le tableau que Mr. de Torci fait de l'état où la France se trouvoit en 1709. "Il est vrai, dit-il, qu'elle étoit affligée

„ de plusieurs maux. La famine imminente se joi„ gnoit à ceux de la guerre : le froid excessif, suc„ cédant subitement au dégel au commencement du „ mois de janvier, avoit fait périr les grains se„ més. Le printems paroissoit, sans laisser voir au„ cune apparence des productions des biens de la „ terre. On ne prévoyoit que malheurs de tous „ côtés. Les discours étoient aussi tristes que les „ sujets de raisonnement. On enchérissoit encore „ sur le mauvais état du royaume ; & ce que cha„ cun en disoit, vrai ou faux, passoit dans les pays „ étrangers. Il est certain qu'une guerre soutenue „ pendant huit ans contre la plus grande partie „ des puissances de l'Europe, avoit extrêmement „ affoibli les provinces. Les nouvelles que les „ étrangers en recevoient, persuadoient sans pei„ ne qu'elles étoient épuisées d'hommes & d'ar„ gent. Chaque jour les ressources & le crédit „ pour trouver de nouveaux fonds périssoient : „ les armées du roi, autrefois victorieuses, avoient „ été forcées, après des batailles sanglantes, d'a„ bandonner les pays où elles étoient entrées com„ me triomphantes.

„ L'Allemagne, les Pays-Bas, le Piémont „ avoient été le théatre de leurs désastres. Les „ ennemis du roi, accoutumés à rendre les pla„ ces assiégées, presqu'aussitôt que le siege en „ étoit formé, s'étoient rendus maîtres à leur „ tour des places de la domination de sa majesté. „ Ils menaçoient de pénétrer dans le cœur de la „ France. Elle n'étoit pas en état de regarder com„ me vaines des menaces nouvelles, & si peu „ vraisemblables lorsque la guerre avoit commen„ cé. Le roi donnoit alors ses ordres sur les bords

„ du Danube, du Tage & du Pô. On n'auroit „ pas cru qu'après quelques années il eût été ré- „ duit à défendre l'intérieur de son royaume, „ même obligé d'examiner s'il pourroit demeu- „ rer en sureté dans le lieu de son séjour ordi- „ naire.

„ Quoique le courage des troupes eût été „ éprouvé en toutes occasions, même les plus „ malheureuses, on doutoit si elles résisteroient „ au défaut de paiement & de subsistance.

„ La seule ressource étoit donc celle de la „ paix, désirée & demandée, comme le salut „ du royaume. Mais ce désir ardent, fondé sur „ une nécessité évidente, augmentoit l'aliéna- „ tion des ennemis, & fournissoit à leur haine „ autant de raisons nouvelles de frapper & d'ac- „ cabler la France, en continuant une guerre „ qu'elle ne pouvoit plus soutenir. C'étoit la „ source de tant de prétentions, qualifiées de „ preliminaires nécessaires, des variations des „ négociateurs hollandois soumis à leurs alliés, „ des demandes nouvelles qu'ils avoient faites „ à chaque conférence, du désaveu fait de leur „ part dans les dernieres des mêmes points „ dont ils étoient convenus dans les précé- „ dentes.

„ Le cours d'un regne heureux n'avoit été „ traversé, pendant une longue suite d'années, „ d'aucun revers de fortune. Le roi ressentit „ d'autant plus vivement les calamités, qu'il ne „ les avoit pas éprouvées depuis qu'il gouver- „ noit lui-même un royaume florissant. C'étoit „ un terrible sujet d'humiliation pour un mo- „ narque accoutumé à vaincre, loué sur ses

„ victoires, ses triomphes, sa modération, lorsqu'il donnoit la paix, & qu'il en prescrivoit les loix, de se voir alors obligé à la demander à ses ennemis; leur offrir inutilement pour l'obtenir, la restitution d'une partie de ses conquêtes, celle de la monarchie d'Espagne, l'abandon de ses alliés; & forcé de s'adresser pour faire accepter de telles offres, à cette même république, dont il avoit conquis les principales provinces en l'année 1672, & rejeté les soumissions, lorsqu'elle le supplioit de lui accorder la paix à telles conditions qu'il lui plairoit de dicter.

„ Le roi soutenoit un changement si sensible avec la fermeté d'un héros, & la soumission parfaite d'un chrétien aux ordres de la providence, moins touché de ses peines intérieures, que de la souffrance de ses peuples, toujours occupé des moyens de la soulager & de terminer la guerre. A peine appercevoit-on qu'il se fit quelques violences pour cacher au public ses sentimens. Ils étoient en effet si peu connus, que c'étoit alors une opinion assez commune, que plus sensible à sa gloire qu'aux maux de son royaume, il préféroit au bien de la paix la conservation de quelques places qu'il avoit conquises en personne; que s'il pouvoit se résoudre à les céder, il auroit la paix, & qu'elle dépendoit du sacrifice de ces mêmes places.

„ Quelques-uns de ceux qui approchoient le plus près de sa majesté, n'étoient pas exempts de former ces soupçons injustes. Ils se glisserent même dans son conseil....

Plus la paix s'éloignoit, plus on sentoit le besoin de l'obtenir, à quelque prix que ce fût. Le duc de Beauvilliers, chef du conseil des finances, & le chancelier Pontchartrain, employerent les plus fortes raisons pous représenter combien elle étoit nécessaire; à quelle extrémité le roi & le royaume se trouveroient réduits, si malheureusement on laissoit échapper l'occasion de la conclure; & quelles seroient les suites funestes d'une guerre qu'il n'étoit plus possible de soutenir. Ils s'adresserent ensuite au ministre de la guerre & à celui des finances, les pressant de dire à sa majesté, en ministres fidelles, s'ils croyoient, connoissant particuliérement l'état des troupes & des finances, qu'il lui fût possible de soutenir les dépenses, & prudent de s'exposer au hasard de la campagne. Ils paroissoient donc croire qu'on ne vouloit pas sincérement la paix; ce soupçon, qui retomboit sur Louis XIV, étoit cruel pour ce monarque.

„ Une scene si triste, ajoute Mr. de Torci, „ seroit difficile à décrire, quand même il se„ roit permis de révéler le secret de ce qu'elle „ eut de plus touchant.

„ Le roi éprouva pour lors que l'état d'un „ monarque, maître absolu d'un grand royau„ me, n'étoit pas toujours l'état le plus heu„ reux & le plus à souhaiter. Il sentit que s'il „ étoit au-dessus des autres hommes, il étoit „ aussi exposé à de plus grands revers; que plus „ on est élevé, plus l'infortune est sensible; & „ que c'est pour un prince un sujet de douleur „ aussi vif que légitime de se voir attaqué de

„ tous côtés, sans avoir les moyens ni de soutenir la guerre ni de faire la paix. „

J'ai voulu, Monseigneur, vous rapporter ce long passage de Mr. de Torci, parce que la peinture que ce ministre fait de la situation de votre ayeul, est une leçon qui vaut beaucoup mieux que toutes celles que je pourrois vous donner moi-même. Rappellez-vous actuellement tout le regne de Louis XIV. Considérez d'un côté le faste avec lequel il donnoit des loix à l'Europe, & de l'autre l'héroïsme qu'il montre dans ses adversités. Jugez en conséquence de la vraie gloire ; & dites quel est le tems où ce monarque vous paroît avoir été le plus grand. Je me flatte que vous n'en jugerez pas comme le vulgaire.

Il fut arrêté de faire de nouveaux sacrifices, d'abandonner encore plusieurs places à la république de Hollande, de se contenter du royaume de Naples, sans la Sicile, pour le dédommagement de Philippe V, de remettre aux conférences pour la paix, les intérêts des électeurs de Cologne & de Baviere, & de consentir que le prétendant, à qui le roi avoit donné un asyle, sortît de France. Tels sont les ordres qu'on se proposoit d'envoyer au président Rouillé.

Mais il restoit peu de tems pour conclure. Les conférences duroient depuis deux mois : on étoit à la fin d'avril, & l'ouverture de la campagne n'étoit retardée que par le dérangement de la saison. Afin de presser la négociation, il eût été à souhaiter d'employer un négociateur, qui étant instruit plus particuliérement de l'état des choses, pût prendre sur lui de passer ses pouvoirs, s'il

trouvoit le moment heureux, mais inespéré de conclure. Le marquis de Torci, ministre des affaires étrangeres, s'offrit au roi, & partit pour la Haye le premier mai, chargé d'exécuter les ordres qui avoient d'abord été expédiés pour le président Rouillé.

Ce voyage donna lieu à bien des discours. Quelques-uns le jugeoient aussi contraire au service qu'à la gloire du roi, pensant qu'il ne convenoit pas que son principal ministre allât demander en suppliant la paix à ses ennemis. Mais plus cette démarche paroissoit extraordinaire, plus elle prouvoit les vrais sentimens de Louis XIV; & il importoit de faire connoître à l'Europe & à la France même les dispositions sinceres où il étoit de tout sacrifier à la paix. C'étoit un des objets que se proposoit le marquis de Torci. Il espéroit encore de pénétrer les desseins des ennemis, & peut-être de les engager à les revéler eux-mêmes.

Torci négocia directement avec Heinsius en présence de Buys & de Vanderdussen, qui furent admis aux conférences. Mais le pensionnaire ne se montra pas moins difficile avec lui, que les deux députés l'avoient été avec le président Rouillé. Il étaloit d'un côté lesf forces des confédérés, il représentoit de l'autre l'état de foiblesse ou la France étoit réduite. Dès lors il ne doutoit plus des succès de la campagne prochaine, pour laquelle tous les préparatifs étoient faits. Il disoit que la confiance des Hollandois étoit si grande, que plusieurs murmuroient des conditions dont les députés s'étoient expliqués avec le président Rouillé; & il en concluoit que

dans des conjonctures auſſi favorables, il n'étoit pas naturel de penſer à ſe relâcher. Ainſi, quoique Buys & Vanderduſſen euſſent promis que la république emploieroit ſes bons offices pour conſerver le royaume de Naples & de Sicile à Philippe V, il déclara qu'il ne ſe feroit aucun démembrement de la monarchie d'Eſpagne; & que la république s'y étoit engagée par des traités faits avec ſes alliés; & qu'elle ne pouvoit propoſer de priver la maiſon d'Autriche d'une partie de cette monarchie, parce qu'elle ne vouloit pas manquer à ſes engagemens. Il ne s'en tenoit pas là. Il s'agiſſoit encore de ſatiſfaire l'Angleterre, l'empereur, l'Empire & le duc de Savoie. Sous prétexte d'oppoſer de tous côtés des barrieres à l'ambition de la France, on eût voulu lui enlever toutes ſes provinces frontieres, & l'ouvrir de tous côtés à l'ennemi. On affectoit de la craindre, pour former des prétentions; & il ſembloit que toutes les puiſſances voiſines vouluſſent ſaiſir l'occaſion de s'enrichir à ſes dépens. Enfin ſi le penſionnaire s'occupoit vivement des intérêts des alliés, il ne négligeoit pas ceux de la république. Bien loin de ſe borner aux places que les députés avoient demandées pour la barriere, il diſoit ſans diſſimulation, qu'il falloit profiter des circonſtances, qui permettoient d'en obtenir encore de nouvelles.

Cependant la négociation languiſſoit. Le prince Eugene étoit arrivé : mais on attendoit encore milord Marlborough, qui étoit à Londres, & dont le retour n'étoit retardé que par les vents. Torci avoit ordre de lui offrir juſqu'à quatre millions; ſi la France obtenoit la paix à des con-

ditions moins dures. Il arriva le 18 mai. Les conférences recommencerent : elles devinrent fréquentes : mais Torci & Rouillé connurent bientôt qu'elles n'auroient aucun succès. Marlborough avoit besoin de la guerre, pour se maintenir contre les brigues que ses ennemis tramoient à Londres ; & elles étoient pour lui un fond de richesses bien supérieures aux offres de Louis XIV.

En effet, on avoit satisfait l'Angleterre & la Hollande sur toutes leurs demandes ; & le roi se désistant de tout dédommagement pour son petit-fils, abandonnoit absolument toutes les parties de la monarchie d'Espagne à la maison d'Autriche. Il sembloit donc que les Anglois & les Hollandois n'avoient plus qu'à terminer une guerre dont ils portoient presque tout le poids. Mais parce qu'ils ne vouloient pas la paix, ils trouvoient toujours dans les prétentions de leurs alliés des prétextes pour l'éloigner. Ils demanderent que la France restituât toute l'Alsace à l'Empire, & qu'elle abandonnât au duc de Savoie toutes les places qu'il avoit conquises en Dauphiné, & d'autres encore.

Quand le roi auroit cédé sur ces articles, il n'auroit pas obtenu la paix. L'Espagne suffisoit seule pour faire naître de nouvelles difficultés. On demanda quelle sureté Louis XIV donneroit de la cession entiere de cette monarchie. Torci & Rouillé répondirent que le roi rappelleroit les troupes qu'il avoit données à son petit-fils, & que cette sureté étoit suffisante ; parce que Philippe V, privé des secours de la France, seroit

hors

hors d'état de se soutenir contre les forces des confédérés.

On repliquoit que le rappel des troupes françoises ne suffisoit pas; & qu'il falloit une assurance positive que la monarchie d'Espagne seroit livrée toute entiere à la maison d'Autriche: parce qu'autrement la France jouiroit de la paix, pendant que les autres puissances seroient obligées de continuer la guerre pour dépossèder Philippe V.

On n'osoit pas encore proposer à Louis XIV de déclarer la guerre à son petit-fils, condition odieuse qu'on insinua bientôt après. Mais on exigeoit qu'il fût garant de la cession de toute l'Espagne.

C'étoit lui demander plus qu'il ne pouvoit exécuter. Car dès qu'il ne s'agissoit pas d'armer contre Philippe V, que pouvoit-il faire de plus que de ne pas armer pour lui? Cependant on s'opiniâtroit à vouloir sa garantie. Pour en être assuré, les Hollandois demandoient qu'il leur donnât plusieurs places en ôtage, & qu'il leur remît en même tems toutes celles dont ils vouloient former leur barriere. Ce n'est qu'à ces conditions qu'ils lui offroient un armistice de deux mois, pendant lequel il seroit tenu d'engager Philippe V à descendre du trône. S'il n'y réussissoit pas, la guerre contre la France recommençoit aussi-tôt, & les ennemis reprenoient les armes avec tous les avantages des places qui leur auroient été remises. Ces propositions étoient si extraordinaires, qu'il eût été beaucoup plus raisonnable de se refuser à toutes les conférences,

& de déclarer qu'on ne vouloit pas la paix.

Comme tout le tems des conférences se consumoit en disputes, où l'on répétoit continuellement les mêmes choses, sans jamais conclure, les négociateurs françois penserent qu'en mettant par écrit les articles compris sous le titre de préliminaires, ils pourroient fixer l'état de la question, & forcer les ennemis à répondre d'une maniere plus précise. Ils se flattoient au moins d'en retirer un autre avantage, & se fut aussi le seul qu'ils retirerent : c'étoit de faire connoître au public les offres du roi & les réponses qu'on y auroit faites. Car alors les François seroient bien convaincus qu'il vouloit sincérement la paix, & les Hollandois pourroient s'appercevoir que les intérêts de la république étoient sacrifiés à l'ambition de leurs alliés.

Le mémoire des négociateurs françois renouvella les disputes : on se répéta, & on ne conclut point. Alors la seule utilité que Torci pouvoit retirer de son voyage, étoit de savoir à quelles conditions précises les ennemis accorderoient la paix, & d'avoir de leur main un écrit qui dévoilât leurs desseins & leurs procédés. C'est l'objet qu'il s'étoit proposé dès le commencement de la négociation. Il demanda donc que, puisqu'il avoit remis un projet des offres du roi, ils lui communiquassent à leur tour un projet de leurs demandes. Le pensionnaire accepta la proposition ; & de concert avec Eugene, Marlborough & Sinzendorff, ministre de l'empereur à la Haye, il écrivit un plan général d'articles préliminaires.

Ce plan, conforme à toutes les prétentions

que les ennemis avoient formées jusqu'alors, auroit remis entre leurs mains les principales places de la frontiere de Flandre; & ils auroient recommencé la guerre deux mois après, si dans ce terme le roi d'Espagne n'eût pas renoncé au trône. C'étoit mettre la paix à des conditions qui n'étoient pas au pouvoir de Louis XIV, & que, par conséquent, il ne pouvoit pas promettre. Il ne restoit plus au marquis de Torci, qu'à revenir en France. Il partit de la Haye le 23 mai. Le roi, après avoir entendu le compte qu'il lui rendit de son voyage, rejeta le projet du pensionnaire: il rappella le président Rouillé, & la négociation finit.

On se plaignit en Angleterre & en Hollande des chefs de la confédération qui laissoient échapper la paix, lorsque l'une & l'autre de ces deux puissances obtenoient tout ce qu'elles pouvoient desirer. Les ennemis personnels de Marlborough surent profiter, à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie; & l'empereur même ne fut pas satisfait. On avoit, selon lui, donné trop peu d'attention à la barriere de l'Empire.

Ces plaintes, qui semoient la division parmi les confédérés, sont un des fruits que la France retira de la négociation de la Haye. Elle en recueillit un autre, lorsque, d'après les conseils de Torci, Louis XIV écrivit aux gouverneurs des provinces, pour informer ses sujets des facilités, qu'il avoit apportées à la paix, & de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. Les raisons étoient bonnes. Exposées avec simplicité, elles étoient accompagnées des sentimens d'un pere

pour ſes peuples, & de la confiance d'un ſouverain en leur zele. Elles produiſirent l'effet qu'on en devoit attendre. Les François indignés, en ſentirent moins le fardeau de la guerre ; & prêts à ſacrifier leurs biens & leur vie, ils ne ſongerent qu'à la gloire du roi & de la nation.

Les ennemis avoient pris Tournai. Ils marchoient ſous les ordres d'Eugene & de Marlborough, pour faire le ſiege de Mons, & le maréchal de Villars avançoit au ſecours de cette place. La bataille ſe livra près du village de Malplaquet. Elle fut la plus longue & la plus meurtriere de cette guerre. Les François, qui avoient manqué de pain un jour entier, jeterent celui qu'on venoit de leur donner pour courir au combat. Ils perdirent le champ de bataille, où ils laiſſerent environ dix mille hommes : la victoire en coûta, dit-on, près de trente mille aux ennemis. L'infanterie des Hollandois fut preſque ruinée ; & la priſe de Mons, qui fut la ſuite de cette journée, ne les dédommagea pas de leurs pertes.

Le maréchal du Villars fut bleſſé pendant l'action, lorſqu'il paſſoit de l'aile gauche au centre qui plioit. Cet accident ne permit pas au centre de ſe rétablir. Il fallut penſer à la retraite. Le maréchal de Bouflers la fit en bon ordre ; & l'armée ſe retira vers le Queſnoi, emportant des étendards & des drapeaux pris ſur l'ennemi. Les François, qui étoient plus foibles avant la bataille, ſe trouvoient alors ſupérieurs en forces : on ne ſait pas pourquoi ils ne tenterent pas une ſeconde fois d'empêcher le ſiege de Mons.

Du côté de la Savoie & du côté du Rhin, ils

eurent toujours l'avantage. Mais les événemens étoient bien plus décisifs en Flandre. C'est là que les ennemis faisoient tomber tous leurs efforts, & ils pouvoient s'ouvrir un chemin jusqu'à la capitale. La journée de Malplaquet fit faire de nouvelles démarches pour obtenir la paix.

Quelques dures que fussent les conditions contenues dans les préliminaires dressés par Heinsius, le roi déclara qu'il accepteroit toutes celles dont l'exécution dépendroit de lui: c'est-à-dire, qu'il offrit d'abandonner toutes les places qu'on avoit demandées, soit pour ôtages, soit pour barrieres aux Provinces-Unies, à l'Empire, au duc de Savoie; de raser depuis Basle jusqu'à Philisbourg toutes celles qu'on vouloit bien lui laisser; & de satisfaire les Anglois qui demandoient que le port de Dunkerque fut comblé, & qu'on en rasât les fortifications. Cependant deux articles souffroient encore de grandes difficultés: le quatrieme, par lequel Louis XIV devoit promettre que son petit-fils abandonneroit toute la monarchie d'Espagne dans deux mois; & le trente-septieme, qui, faisant dépendre la paix de l'exécution du quatrieme, déclaroit que, si après ce même espace de tems Philippe V conservoit encore quelques parties de la monarchie d'Espagne, on reprendroit les armes contre la France, dont les places frontieres auroient été rasées, ou livrées aux ennemis. Le roi, accordant tout à l'exception de ces deux articles, se bornoit à demander qu'on trouvât quelque tempéramment, pour applanir les obstacles qu'ils faisoient à la paix. On con-

ſentit à négocier. Le maréchal d'Huxelles & l'abbé de Polignac, nommés plénipotentiaires, arriverent à Moerdik le 9 mai 1710. Ils eurent auſſitôt une conférence avec Buys & Vanderduſſen, qu'on leur avoit députés, & qui les attendoient ſur un yacht à peu de diſtance. Le lendemain ils allerent à Gertruidenberg, lieu que les confédérés avoient choiſi pour continuer la négociation.

Louis XIV avoit retiré d'Eſpagne toutes ſes troupes, perſuadé, dit le marquis de Torci, que ceſſant de ſecourir le roi ſon petit-fils, il prouveroit le deſir ſincere qu'il avoit de faciliter la paix. Il ſe peut que ce motif fût entré pour quelque choſe dans cette démarche, mais il eſt certain que la France avoit beſoin pour elle-même de toutes ſes forces. Quoiqu'il en ſoit, Philippe V ſoutenoit alors la guerre avec ſes ſeules troupes contre les Anglois, les Hollandois & les Portugais: trois puiſſances, qui agiſſoient rarement de concert, parce que les prétentions qu'elles formoient toutes enſemble ſur l'Amérique, étoient pour elles autant de ſemences de diviſions. Auſſi l'acceſſion du roi de Portugal à la grande alliance, en 1703, n'avoit pas répondu aux grandes eſpérances des confédérés. Ils avoient particuliérement compté ſur les troupes portugaiſes pour la guerre d'Eſpagne, & elles leur avoient manqué dans les occaſions les plus eſſentielles.

Philippe V voyant que ſes ennemis n'étoient pas capables de réunir leurs forces, & ſachant que ſes ſujets avoient autant d'attachement pour lui, que d'éloignement pour l'archiduc, étoit

déterminé à tout risquer, plutôt que d'abandonner sa couronne. Il l'avoit déclaré plusieurs fois, il le déclaroit encore ; & c'est parce que les confédérés étoient bien instruits de la ferme résolution de ce prince, qu'ils persistoient à demander, comme nécessaire à la paix, une condition qu'ils étoient sûrs de ne pas obtenir. Ils n'acceptoient d'entrer en négociation, que parce qu'ils n'osoient refuser aux vœux des peuples le desir apparent de rendre le repos à l'Europe ; & dans le vrai ils vouloient continuer la guerre, parce qu'ils se flattoient d'accabler la France.

Les plénipotentiaires avoient demandé par ordre du roi d'être admis à la Haye, afin de pouvoir conférer avec le pensionnaire & les députés de l'état, aussi souvent que le bien des affaires & l'avancement de la négociation pourroient l'exiger. Les chefs de la confédération avoient d'autres vues : ils ne vouloient que retarder la conclusion. C'est pourquoi ils avoient fixé le lieu des conférences loin de la Haye, dans une petite ville fermée, où qui que ce soit ne pouvoit entrer, encore moins parler aux plénipotentiaires, sans que l'état en eût aussitôt avis. Les ministres de France étoient donc comme en prison à Gertruidenberg : les députés n'y venoient que de loin à loin : on laissoit de longs intervalles d'une conférence à l'autre : & sans paroître vouloir rompre la négociation, on la faisoit trainer jusqu'à l'ouverture de la campagne.

Lorsque le roi s'étoit plaint qu'on lui eût insinué de joindre ses forces à celles des confédérés, pour détrôner son petit-fils, le prince Eu-

gene & milord Marlborough désavouerent cette proposition, comme un artifice inventé pour abuser le public, & persuader que les ennemis de la France ne vouloient qu'éloigner la paix. Cependant dès les premieres conférences de Gertruidenberg, cette condition odieuse fut proposée comme essentielle; & on avertissoit même qu'elle ne leveroit pas encore toutes les difficultés. Car Buys déclara que les Etats-Généraux se réservoient la faculté de former, après la signature des préliminaires, de nouvelles demandes, qu'il nomma *ultérieures*.

Il tut ce qu'elles contiendroient. Il est vrai que Vanderdussen dit, comme en secret aux plénipotentiaires, qu'on vouloit comprendre dans ces demandes ultérieures, Valenciennes, Douai, Cassel; & de plus, un dédommagement des frais que les sieges de Tournai & de Mons avoient causés. Mais se contenteroit-on de ces trois places? Et quel seroit d'ailleurs ce dédommagement dont on parloit? Former toujours de nouvelles prétentions, après avoir obtenu ce qu'on avoit demandé; & se reserver la liberté d'en former encore sans s'expliquer sur ce qu'on demandera; c'étoit montrer des dispositions bien contraires à la paix, à la bonne foi, & à la raison même: car il étoit absurde d'exiger que la France accordât, par les préliminaires, des demandes ultérieures qu'on n'expliquoit pas.

Pour se flatter de persuader à Philippe V de renoncer à la couronne d'Espagne, il falloit au moins avoir un dédommagement à lui proposer. Après bien des difficultés, les confédérés n'accorderent que la Sicile, avec la condition bar-

bare que Louis XIV se chargeroit lui seul de contraindre son petit-fils à sortir d'Espagne, de gré ou de force. Encore s'opiniâtrerent-ils à ne pas s'expliquer nettement sur leurs demandes ultérieures.

Le roi, pour le bien de la paix, consentit à conseiller à Philippe V de se contenter de la Sicile, il s'engagea à ne lui donner aucun secours directement ni indirectement; il offrit même de contribuer par des subsides à la guerre que les confédérés auroient à lui faire, & à leur donner jusqu'à un million par mois. En un mot, il accepta toutes les conditions, excepté celle de faire la guerre directement à son petit-fils. Alors on exigea qu'il la fît seul & à ses dépens. *Notre volonté*, disoient les confédérés, *est que le roi se charge, ou de persuader au roi d'Espagne, ou de le contraindre lui seul, & par ses seules forces, de renoncer à toute sa monarchie. On accorde à la France une treve de deux mois pour cette opération; & après l'expiration de ce terme, on lui fera la guerre, si elle n'a pas réussi dans cette entreprise.*

Autant Louis XIV avoit autrefois dicté des loix avec hauteur, autant alors il se voyoit humilié. Mais la politique atroce & déraisonnable de ses ennemis le servoit, parce qu'elle lui faisoit trouver des ressources dans son courage & dans l'indignation des François. Il ne falloit qu'un événement pour changer la face des choses.

Cependant la campagne de 1710 fortifia les confédérés dans leurs préventions, & les confirma dans le dessein d'accabler tout-à-fait la

France. Ils prirent Douai, Béthune, Aire & St. Venant. Philippe V, après avoir perdu la bataille de Saragoffe, fut contraint de fe retirer en Navarre avec les débris de fon armée; & l'archiduc, reconnu à Madrid & à Tolede, ne parut pas devoir trouver déformais beaucoup d'obftacles à la conquete entiere de la monarchie efpagnole.

Tel étoit l'état des chofes à la fin du mois d'août 1710: l'Efpagne échappoit à Philippe V, & la France étoit fans efpérance de voir finir une guerre, qu'elle ne pouvoit plus foutenir.



CHAPITRE III.

De la campagne de Pultawa avec fes fuites, & de celle du Pruth.

LORSQU'EN 1706 tout le Nord demeuroit dans le filence à la vue des fuccès de Charles XII, le Midi n'étoit pas fans inquiétude des deffeins que formeroit ce jeune conquérant. Les ambaffadeurs de prefque tous les princes de la chrétienté vinrent lui apporter les hommages de toute l'Europe dans fon camp d'Alt-Ranftadt, près de Lutzen, lieu mémorable par la derniere victoire & par la mort du grand Guftave. Ils croyoient voir ce capitaine revivre dans Charles XII, qui répandant déja la confternation en Danemarck, en Saxe, en Pologne, en Lithuanie,

en Ruffie, pouvoit pénétrer dans l'Empire, qui lui étoit ouvert; & ce conquérant leur paroiffoit pouvoir changer à fon choix la face de l'Europe, au midi comme au nord. Ainfi toutes les puiffances le ménageoient à l'envi.

L'empereur Jofeph fit bien voir combien il le redoutoit. La diete de Ratisbonne ayant ménacé de déclarer le roi de Suede ennemi de l'Empire, s'il entroit en Saxe, Jofeph fe hâta de s'excufer de cette démarche, & lui députa le comte de Wratislaw pour l'appaifer.

Le comte de Zobor, chambellan de l'empereur, avoit parlé avec peu de refpect du roi de Suede, & fur-tout, du roi Stanislas qu'il traitoit de rebelle; & le baron de Stralenheim, envoyé de Suede à Vienne, lui avoit donné un démenti & un foufflet. C'étoit à l'empereur à demander une réparation: mais Charles XII l'exigea: il l'obtint, & le comte de Zobor, qui lui fut livré, fut gardé quelques jours prifonnier à Stetin.

Le roi de Suede demanda encore, que l'empereur rappellât quatre cents officiers allemands, qui étoient paffés au fervice du czar; qu'il lui livrât quinze cent Ruffes, qui s'étoient réfugiés fur les terres de l'Empire; & que conformément au traité de Weftphalie, il accordât aux Proteftans de Siléfie le libre exercice de leur religion, & leur rendit toutes leurs églifes. Ces demandes furent reçues comme des ordres. Jofeph n'ofa rien refufer à un vainqueur, qui fe croyoit maître chez les autres, dès qu'il les pouvoit menacer de fes armes. Les Ruffes n'échapperent, que parce que l'envoyé de Ruffie à Vienne eut le tems de les faire évader.

Le roi de Suede ne jugeoit rien d'impossible pour lui ; & les puissances de l'Europe, paroissant porter le même jugement, fondoient sur ce prince leurs espérances ou leurs craintes. Ainsi le nom de Charles XII avoit quelque influence sur la guerre du Midi. Le bruit s'étoit même répandu qu'il vouloit se joindre à la France contre la maison d'Autriche. C'est pourquoi Marlborough fit en 1707 le voyage de Saxe. Il connut bientôt que ce bruit étoit sans fondement, de sorte qu'ayant démêlé les vues de Charles XII, il ne jugea pas à propos de lui faire des propositions, pour le détourner d'un dessein qu'il n'avoit pas.

Il n'est pas douteux que le roi de Suede n'eût été l'arbitre de l'Europe, s'il l'eût voulu : il semble même qu'étant moins ambitieux de conquérir des royaumes, que d'en donner, il auroit dû être flatté de la gloire de disposer de la monarchie d'Espagne. Mais il étoit pressé de se venger du czar, & parce qu'il se flattoit de l'avoir bientôt détrôné ; il jugeoit qu'il seroit toujours à tems de s'ériger en juge des autres puissances. Le desir de la vengeance le conduisit donc en Russie : ce fut un mauvais guide pour lui.

Nous l'avons laissé, en 1708, au-delà du Boristhene. Les vivres commençoient à lui manquer. Dans la marche longue & pénible de Grodno au Boristhene, son armée avoit subsisté du biscuit dont il s'étoit précautionné, & elle l'avoit consommé presqu'entiérement : il n'avoit plus de ressources que dans Lœwenhaupt, qui devoit le joindre avec un corps de vingt mille hommes, & qui lui amenoit sept à huit mille chariots chargés de

provisions de bouche & de guerre. Cependant ce général n'arrivoit point. Avec un si grand convoi, il ne pouvoit avancer que lentement dans de mauvais chemins ; & le général Baur, qui commandoit un détachement dans la Courlande, le harceloit continuellement.

Il falloit vaincre ou périr ; & il ne paroissoit pas possible de vaincre. Le czar étoit trop prudent pour hasarder une action générale, lorsque la famine pouvoit seule ruiner ses ennemis. Il livroit seulement de petits combats, où les Suédois, toujours vainqueurs, faisoient des pertes qu'ils ne pouvoient réparer.

Il se rétiroit du côté de Smolensko, ne laissant après lui que des pays où il avoit tout détruit. C'étoit le chemin de Moscou : mais une armée sans provision ne pouvoit le prendre.

Mazeppa s'étoit ligué secrétement avec Charles XII, croyant avoir trouvé l'occasion de se venvenger du czar, qui dans la chaleur du vin avoit menacé de le faire empaler. Il avoit promis au roi de Suede trente mille hommes, des munitions de guerre & des provisions de bouche.

L'Ukraine est un des meilleurs pays de l'Europe ; tout y vient presque sans culture : mais la partie méridionale, où les habitans ne sement ni ne plantent, ne sauroit être fort peuplée, & les guerres en avoient fait un désert. Charles jugeant qu'étant maître de ce pays, il pourroit facilement conquérir la Russie, projeta d'y passer l'hiver, & envoya ordre à Lœwenhaupt de l'y venir joindre. Il eût sans doute été plus sage d'attendre ce général, que de s'en éloigner : mais ce prince, qui jusqu'alors avoit été trop heureux pour être

prudent, étoit si éloigné de prévoir des revers, qu'il n'imaginoit pas seulement devoir trouver des obstacles.

Il détacha Lageracrons avec quatre mille hommes, pour jeter des ponts, & frayer le chemin à l'armée. Ce général s'égara dans une vaste forêt, pleine de marécages; de sorte que les Suédois laissant dans les marais la plus grande partie de leur artillerie & de leurs chariots, arriverent, exténués de lassitude & de faim, sur les bords de la Desna, où Mazeppa avoit marqué le rendez-vous. Ils trouverent au lieu de ce chef des Cosaques, un corps de Russes, qui avançoit vers l'autre bord de la riviere. Des détachemens de l'armée du czar avoient prévenu la trahison. Maîtres des principales places de l'Ukraine, & des provisions destinées au roi de Suede, ils avoient déja fait périr sur la roue trente des complices de Mazeppa. Cet hetman n'amena que trois ou quatre mille hommes au camp des Suédois, & n'apporta point de vivres. Charles XII, qui avoit alors forcé le passage de la Desna, fondoit toutes ses espérances sur les intelligences que Mazeppa conservoit dans l'Ukraine : car il n'en avoit plus sur Lœwenhaupt, qui venoit d'arriver avec les débris de son armée.

Le czar étoit resté sous Smolensko avec l'élite de ses troupes. Il songeoit aux moyens d'empêcher Lœwenhaupt de joindre le roi de Suede, lorsqu'il apprit que ce général avoit passé le Boristhene au-dessus de Mohilow. Il envoya contre lui le prince Mentzikof, & il s'avança lui-même avec le reste de son armée. Dans trois jours il livra trois combats. Le premier ne fut pas décisif. Au

commencement du second, voyant que ses troupes plioient, il ordonna à l'arriere-garde de tirer sur les fuyards, & sur lui-même, s'il se retiroit. Il eut l'avantage. Le troisieme, le plus opiniâtre & le plus meurtrier, ne finit qu'avec le jour. Les Suédois ne furent jamais mis en déroute : mais il perdirent environ seize mille hommes, tués ou prisonniers. Lœwenhaupt, abandonnant son artillerie & ses chariots, profita de la nuit pour passer la Soffa avec quatre mille hommes qui lui restoient, & alla joindre Charles XII.

Eloigné de Suede de près de cinq cent lieues, & environné d'ennemis, ce prince marchoit dans des déserts, qu'il ne connoissoit pas : & où il ne trouvoit que des villages ruinés. Autant il désiroit une action générale, autant le czar, qui l'évitoit, cherchoit l'occasion de livrer de petits combats, & de risquer, comme il le disoit, dix Russes contre un Suédois : par cette conduite il minoit insensiblement l'armée de son ennemi, tandis que la sienne pouvoit toujours se recruter.

Le froid excessif, qui survint en 1709, fut un nouveau fléau pour les Suédois, qui, étant presque nus, résistoient moins que les Russes à la rigueur de la saison. Deux mille tomberent morts dans une marche. On avoit jeté presque tous les canons dans des marais, faute de chevaux pour les trainer ; & cette armée prete à périr de misere, ne subsistoit plus que par les soins de Mazeppa. Le froid fut si grand, qu'on fut obligé de part & d'autre de convenir d'une suspension d'armes. Mais dès le premier de février on recommença à se battre au milieu des glaces & des neiges.

Après avoir pris Veprick, ville de peu d'importance, Charles mit le siege devant Pultawa, au mois de mai 1709. Cette place est située sur la Vorskla, à l'extrémité orientale de l'Ukraine. Le czar en avoit fait un magasin. Il y avoit des vivres & toutes sortes de munitions : elle étoit fortifiée, défendue par une forte garnison, & par le général Allart, bon ingénieur.

Si Charles prenoit cette ville, il rendoit l'abondance à son armée; & il pouvoit attendre de nouveaux secours, ou marcher à Moscou par des défilés, qui servent de passage aux Tartares : défilés difficiles à la vérité, & qu'il étoit aisé à l'ennemi de rendre impraticables; mais il se flattoit que, si le czar venoit au secours de Pultawa, il le battroit, & qu'une nouvelle victoire surmonteroit bien des obstacles.

Le czar, dont les troupes étoient disposées de maniere à pouvoir se rassembler au besoin, parut à la tête de soixante mille hommes, ayant la Vorskla entre lui & le roi de Suede. Charles n'en avoit que vingt-quatre mille, dont les Suédois faisoient à peine la moitié. C'est tout ce qui lui restoit de quarante-cinq mille, qu'il avoit amenés de Pologne, & de vingt-mille que Lœwenhaupt avoit conduits. Cependant il se trouvoit entre le Boristhene & la Vorskla, dans un pays désert, sans place de sureté, sans munitions, vis-à-vis d'une armée qui lui coupoit la retraite & les vivres; & pour comble de malheur, il fut blessé d'un coup de carabine, qui lui fracassa le pied gauche.

Le czar, ayant appris cette blessure, passa la Vorskla au-dessus de Pultawa, & retrancha son armée

armée à droite & à gauche pour enfermer les Suédois. Alors le roi de Suede sortit de ses retranchemens, se faisant porter sur un brancard : mais après un combat de deux heures, ses troupes cédant au nombre, furent enfoncées, mises en déroute, & il fut contraint de fuir lui-même. Cette action se passa le 8 juillet 1709.

Le roi de Suede, ayant été mis dans un carosse, arriva la nuit du 9 au 10 juillet sur les bords du Boristhene, avec les débris de son armée. Il passa ce fleuve avec environ dix-huit cents hommes, tant Suédois que Polonois & Cosaques. Il avoit perdu plus de neuf mille hommes sur le champ de bataille, & il en laissoit dans les fers douze à treize mille. Il continua son chemin dans des pays arides & déserts jusqu'au fleuve Hypanis, qu'on nomme aujourd'hui Bog, & qu'il eut le bonheur de passer à propos. Car cinq cents hommes de sa suite furent enlevés par les Russes, qui le poursuivoient. Il se trouvoit alors sur les terres des Turcs, qui lui donnerent un asyle à Bender.

La Pologne n'avoit jamais été entiérement soumise au roi Stanislas. Siniawski, grand général de la couronne, avoit toujours refusé de le reconnoître : il étoit soutenu par le czar, qui, quelques jours avant la bataille de Pultawa, lui avoit encore envoyé vingt mille hommes, commandés par le général Goltz. De nouveaux secours, aussitôt après la défaite de Charles XII, furent conduits par le prince Mentzikof, & acheverent de relever le parti d'Auguste. Ce roi armoit alors en Saxe ; & desavouant le traité d'Alt-Ranstadt, il avoit fait enfermer les deux minis-

tres qui l'avoient ſigné, comme s'ils euſſent paſſé leurs pouvoirs. Pierre parut bientôt lui-même à Varſovie. Il ſe rendit à Thorn, où il renouvella un traité d'alliance avec Auguſte, auquel il rendoit la couronne, & qui lui céda toutes ſes prétentions ſur la Livonie. Stanislas n'étant plus que le ſujet d'une guerre civile, qu'il ne pouvoit pas même ſoutenir, exhorta les Polonois qui lui reſtoient fidelles, à ſe ranger du parti d'Auguſte; & ſe retira dans la Poméranie ſuédoiſe, avec le général Craſſau que Charles avoit laiſſé en Pologne. Ainſi les Suédois furent obligés d'évacuer tout-à-coup un pays, où quelques jours auparavant ils donnoient la loi. La Lorraine ne ſavoit pas l'intérêt qu'elle pouvoit prendre à cette révolution, qui devoit cependant contribuer un jour à ſon bonheur.

Les puiſſances, qui avoient tremblé au ſeul nom de Charles XII, ſe préparerent à profiter des malheurs de la Suede. Le Danemarck renouvella ſes prétentions ſur la Scanie, & ſur les duchés de Holſtein & de Breme. L'électeur de Brandebourg, alors roi de Pruſſe, en avoit d'anciennes ſur la Poméranie ſuédoiſe. L'électeur de Hanovre, le duc de Mecklenbourg & l'évêque de Munſter ſongeoient à s'enrichir auſſi des dépouilles de Charles: & Pierre, alors l'arbitre du Nord, ſe propoſoit de conquérir toutes les provinces, ſur leſquelles les czars avoient formé des prétentions; c'eſt-à-dire, la Livonie, l'Ingrie; la Carélie & une partie de la Finlande. Contre tant d'ennemis, la Suede ſe trouvoit trop foible. Preſque dépeuplée par les recrues qu'elle avoit envoyées aux armées de Charles XII pendant neuf

ans, elle étoit menacée de perdre au moins toutes les conquêtes de Gustave-Adolphe.

Pierre recueilloit rapidement les fruits de la victoire de Pultawa. Il négocioit, il armoit tout-à-la fois; & dans la campagne de 1710 il se rendit presque entiérement maître de la Livonie, de la Carélie & de la Finlande. Le roi de Danemarck, son allié, faisoit alors une puissante diversion dans la Scanie. Mais l'armée danoise, après avoir remporté quelques avantages, fut entiérement défaite par le général Steinbok: de dix-sept-mille hommes, dont elle étoit composée, il ne s'en sauva pas la moitié.

L'empereur Joseph, qui n'avoit point de prétentions à former sur la Suede, se reprocha ses complaisances forcées pour Charles qu'il ne craignoit plus; il ôta aux Protestans de Silésie le libre exercice de leur religion; & permit aux Catholiques de reprendre leurs églises.

La France & la Suede avoient commencé la guerre en même tems, & toutes deux avec des succès: les François étoient vainqueurs sur le Danube, lorsque les Suédois l'étoient sur l'Oder. Si ces deux puissances s'étoient alors réunies, elles n'auroient pas été moins formidables, que du tems de Gustave-Adolphe. Mais Charles, qui se fioit en ses armes, suivoit plutôt les mouvemens de sa vengeance que les conseils de la politique. Peut-être auroit-il craint de contribuer aux succès d'un allié, dont les prospérités excitoient sa jalousie, & qu'il vit dans la suite avec une sorte de plaisir succomber sous les efforts des confédérés.

La France tomba lentement, & conservoit en-

core des reſſources : la Suede tomba tout-à-coup, & n'en avoit plus. Il arriva même que ſon malheur devint avantageux à la France : il cauſa une diverſion.

A l'exception du czar, tous les princes qui formoient des prétentions ſur les provinces de Suede, étoient entrés dans la grande alliance. Cependant pluſieurs n'avoient pas pu donner tous les ſecours qu'ils avoient promis : car Charles XII avoit, ſans le vouloir, fait une diverſion en faveur de Louis XIV. Sa défaite en cauſoit une plus grande, puiſque des princes, qui juſqu'alors avoient porté leurs armes contre la France, ſongeoient à les tourner contre la Suede. Si la guerre s'allumoit ſur-tout dans la Poméranie & dans le duché de Holſtein, qui ſont des provinces de l'Empire, il étoit naturel qu'elle attirât inſenſiblement de ce côté une grande partie des forces du corps germanique. C'eſt ce que prévinrent les confédérés ; & pour l'empêcher, ils imaginerent un moyen qui ne produiſit aucun effet, & qui n'eſt remarquable que par ſa ſingularité.

Par un traité qu'ils conclurent à la Haye, ſur la fin de 1709, il fut ſtipulé que la guerre contre les Suédois ne ſe feroit point en Poméranie, ni dans aucune des provinces de l'Allemagne ; & que les ennemis de Charles XII pourroient l'attaquer par-tout ailleurs. Le roi de Pologne & le czar, qui accéderent à ce traité, y firent inſérer l'article le plus extraordinaire : c'eſt que douze mille Suédois qui étoient en Poméranie, n'en pourroient ſortir pour aller défendre les autres provinces de la Suede.

Pour aſſurer la neutralité de la Poméranie &

des douze mille Suédois, on projeta de lever une armée, qui camperoit fur le bord de l'Oder, & qui feroit compofée des troupes de l'empereur, du roi de Pruffe, de l'électeur de Hanovre, du landgrave de Heffe, de l'évèque de Munfter: c'eft-à-dire, que l'on confioit cette neutralité à plufieurs princes qui étoient intéreffés à porter la guerre en Poméranie. Rien de tout cela ne fut exécuté.

Pendant que les puiffances du Nord faifoient une guerre qui inquiétoit celles du Midi, Charles XII, dans fon afyle de Bender, concevoit le deffein d'armer l'empire ottoman contre la Ruffie. Le comte de Poniatowski, gentilhomme polonois, qui l'avoit fuivi, formoit à Conftantinople des intrigues jufques dans le ferrail, & fe flattoit quelquefois de réuffir au gré du roi de Suede. Mais Tolftoi, ambaffadeur du czar, travailloit à rompre fes mefures, & il y avoit réuffi.

La puiffance que Pierre montroit fur les Palus-Méotides & fur la mer Noire, où il avoit fortifié des places, creufé des ports, & conftruit des flottes, fuffifoit pour donner de l'ombrage à la Porte, & c'étoit fans doute une des raifons que les intrigues de Poniatowski faifoient valoir. Le kan des Tartares de Crimée, qui avoit vu Charles XII à Bender, appuyoit fur tous les motifs de prendre les armes contre la Ruffie. Il avoit le même intérêt que lui à l'abaiffement d'un voifin qu'il redoutoit. Il fut confulté, dit-on, par le fultan Achmet III, qui régnoit alors; & la guerre fut réfolue.

Pierre n'attend pas que l'ennemi la porte dans

ses états. Il crée un conseil de régence à Moscou ; il laisse le prince Mentzikof à Pétersbourg, pour veiller sur les provinces qu'il a conquises ; il envoye l'amiral Apraxin commander dans Asoph ; & il marche avec le général Schérémétow vers le Niester, au mois de mars.

Il comptoit que la Moldavie & la Valachie se déclareroient pour lui. Ces provinces, qui étoient autrefois le pays des Daces, sont aujourd'hui des especes de fiefs qui relevent de la Porte, & dont le sultan dispose. On nomme hospodar ou vayvode les princes qui les gouvernent.

Démétrius Cantimir, vayvode de Moldavie ; & Bassaraba Brancovan, vayvode de Valachie, avoient promis de se joindre au czar, & de lui fournir toutes les provisions nécessaires pour son armée. Mais le second lui manqua, & le premier ne put pas remplir tous ses engagemens. Comme il ne gouvernoit les Moldaves que depuis peu, il n'eut pas assez de crédit sur eux pour les entraîner dans sa révolte. Il vint se joindre aux Russes, comme Mazeppa s'étoit joint aux Suédois ; & même il leur fut encore d'une moindre ressource.

L'avant-garde commandée par Schérémétow, campoit alors à Jassy, capitale de la Moldavie, située sur la riviere de Bahluy, à deux milles du Pruth, nommé par les anciens Hiéruse. Les Moldaves fuyoient ; & ne laissant à l'ennemi que des pays déserts, ils portoient à l'armée turque les provisions que Cantimir avoit destinées aux Russes. Cependant Pierre hâtoit sa marche avec le reste de son armée, pour venir dégager Schérémétow, qui pouvoit être enveloppé par les Turcs. Ils avoient passé le Danube sous

les ordres du visir Baltagi-Méhémet: ils approchoient du Pruth, & ils marchoient vers Jassy, au nombre d'environ deux cent cinquante mille hommes en y comprenant les Tartares.

Il s'agissoit de leur défendre le passage du Pruth : mais le czar n'arriva pas à tems, & son armée, réduite à la moitié dans une longue marche, sous un soleil brûlant & parmi des déserts arides, n'étoit tout au plus que de quarante mille hommes. Un corps assez considérable, que le général Renne lui amenoit, ne pouvoit arriver jusqu'à lui : les Turcs avoient coupé la communication. Campés sur l'une & l'autre rive du Pruth, ils étoient maîtres de la campagne ; & les Russes, enveloppés de toutes parts, ne pouvoient ni se retirer, ni subsister où ils étoient, ni combattre qu'avec un désavantage évident. Tout leur manquoit, jusqu'à l'eau : ils ne pouvoient tenter d'en puiser dans le fleuve, sans s'exposer au feu d'une nombreuse artillerie, que le grand visir avoit placée sur la rive gauche. Cependant ils se défendoient avec courage : ils ne purent être entamés. Mais ils ne pouvoient pas résister long-tems à la disette. Pierre sentit alors qu'il avoit fait la même faute que le roi de Suede à Pultawa ; que, comme lui, il s'étoit engagé trop avant dans un pays ennemi, & qu'il avoit trop compté sur les promesses d'un allié peu puissant.

C'est à vingt-cinq lieues de Bender, que le vainqueur de Charles XII se voyoit au moment de perdre avec la liberté le fruit de tant de soins, pour policer & pour étendre son empire. Le roi de Suede avoit refusé de suivre les Turcs ; parce qu'il crut au dessous de lui de se trouver

dans une armée, où il ne commandoit pas. Baltagi-Méhémet lui envoya Poniatowski, pour l'inviter à venir voir les diſpoſitions qu'il avoit faites; il refuſa encore, exigeant que le grand viſir lui fît la premiere viſite. Cette fierté étoit bien déplacée. Peut-être qu'avec plus de complaiſance il eût gagné ce général, qui l'oublia bientôt, & qui ne travailla que pour les intérêts de la Porte.

Tel étoit l'effet de la diſcipline que le czar avoit miſe parmi ſes troupes: huit mille Ruſſes ſoutinrent dans un combat les efforts de cent cinquante mille Turcs, leur tuerent ſept mille hommes, & les forcerent à retourner en arriere. Cependant les eſcarmouches continuoient: les Ruſſes étoient foudroyés par le canon des ennemis: leur cavalerie étoit preſque toute démontée: ils périſſoient par la famine, & ils paroiſſoient devoir enfin ſuccomber ſous le nombre. Pierre incertain ſi, haſardant une action générale, il traîneroit au combat ſon armée languiſſante, ſe retira dans ſa tente; & défendit que perſonne oſât y entrer, ſous quelque prétexte que ce fût; ne voulant pas qu'on fût témoin des troubles qui l'agitoient, ni qu'on le détournât d'une réſolution déſeſpérée, s'il la jugeoit néceſſaire. Une femme lui rendit l'eſpérance, & le ſauva.

En 1702, la petite ville de Marienbourg, qui étoit ſituée ſur les confins de la Livonie & de l'Ingrie, ayant été priſe & détruite par les Ruſſes, tous les habitans furent emmenés en captivité. Il y avoit parmi eux une jeune payſanne livonienne, veuve d'un ſergent qu'elle avoit perdu le jour ou le lendemain de ſes noces. Or-

pheline dès l'âge de cinq ans, elle étoit alors chez un miniſtre luthérien, qui avoit donné quelques ſoins à ſon éducation. Elle eſt connue ſous le nom de Catherine.

Catherine, ayant été le partage d'un général, qui la céda au prince Mentzikof, eut occaſion d'être connue du czar, dont elle attira toute l'attention. Charmé de ſa beauté, & plus encore de ſon eſprit & de ſon courage, Pierre l'aima, & l'épouſa ſecrétement en 1707. Il crut trouver en elle une ame capable de ſeconder ſes deſſeins.

Ce mariage choquoit les préjugés des Ruſſes : non qu'en Ruſſie les princes cruſſent alors ſe dégrader, lorſqu'ils ne s'allioient pas à des princes : ils ne ſe piquoient pas même d'être aſſez délicats pour chercher dans une femme les vertus de ſon ſexe. Il y avoit une loi ou un uſage, qui ne permettoit pas d'épouſer une étrangere : il épouſoit une de ſes ſujettes, il la prenoit d'ordinaire dans la nobleſſe, quelquefois dans le peuple, & preſque jamais dans les grandes maiſons. Il eût craint de les rendre trop puiſſantes, ou de mettre la jalouſie parmi elles. Quand il vouloit ſe marier, il ſuivoit le conſeil que Sulli donnoit en badinant à Henri IV : car il faiſoit aſſembler les plus belles perſonnes de la nation, & il choiſiſſoit celle qui lui plaiſoit davantage.

Avec des vertus au deſſus de ſon ſexe, Catherine étoit deſtinée à être ſouveraine d'un empire, où elle avoit été amenée captive. Elle partageoit les fatigues du czar : elle l'accompagnoit dans ſes voyages & dans ſes campagnes : elle adouciſſoit ſes peines : elle le portoit à la clémence : elle le rendoit plus grand. Elle étoit à la bataille

de Pultawa, se montrant par-tout, encourageant les soldats, faisant enlever les blessés, donnant ses soins à tous, & se signalant par sa bienfaisance autant que par son courage. Pierre déclara son mariage le jour même qu'il partit pour la guerre de Moldavie, c'est-à-dire, le 17 mars 1711.

Lorsqu'il alloit passer le Boristhene, il la pria de ne pas aller plus avant: il craignoit de l'exposer à de nouveaux dangers. Mais elle regarda cette attention comme un outrage à sa tendresse & à son courage, & le czar fut contraint de céder à ses instances.

Ce fut le salut de l'armée : car elle entra dans la tente, malgré les défenses. Elle fit voir au czar qu'il étoit possible de réussir par une négociation: elle s'en chargea, & réussit en effet. Il y avoit des circonstances favorables à son dessein. Le général Renne, après avoir passé trois rivieres, étoit arrivé sur le Danube, & avoit pris la ville & le château de Brahila. Un corps de troupes, parti des frontieres de Pologne, avançoit à grandes journées. Le visir ne savoit pas sans doute, la disette que souffroient les Russes. Il avoit éprouvé combien il étoit difficile de les vaincre. Il pouvoit craindre de perdre tous les avantages de la campagne, s'il les réduisoit au désespoir lorsqu'ils étoient au moment de recevoir de nouveaux secours. Enfin il voyoit, à leurs mouvemens, qu'ils étoient disposés à se faire jour au travers de l'ennemi, s'ils n'obtenoient pas la paix, aux conditions qu'ils offroient. « Baltagi, dit Mr. de » Voltaire, qui n'aimoit pas la guerre, & qui » cependant l'avoit bien faite, crut que son ex-

„ pédition étoit aſſez heureuſe ; s'il remettoit aux
„ mains du grand ſeigneur les villes & les ports
„ pour leſquels il combattoit, s'il renvoyoit des
„ bords du Danube en Ruſſie l'armée victorieuſe
„ du général Renne, & s'il fermoit à jamais
„ l'entrée des Palus-Méotides, le Boſphore ci-
„ merien, la mer Noire, à un prince entrepre-
„ nant ; enfin s'il ne mettoit pas des avantages
„ certains, au riſque d'une nouvelle bataille,
„ que le déſeſpoir pouvoir gagner contre la
„ force „.

Ces raiſons & des intrigues dont on ne ſait jamais bien la vérité, procurerent d'abord une ſuſpenſion d'armes, pendant laquelle les Turcs apporterent des vivres dans le camp des Ruſſes, & bientôt après la paix fut faite près d'un village, nommé Falſtchii, ſur les bords du Pruth. On convint qu'Aſoph ſeroit rendu à la Porte; que quelques places fortes ſeroient démolies; & que le czar ne s'oppoſeroit point au retour de Charles XII en Suede. Poniatowski & le kan des Tartares traverſerent à l'envi cette négociation. Charles vint lui-même à l'armée pour l'empêcher : mais lorſqu'il arriva, le traité étoit conclu.

Cette campagne coûta près de ſoixante mille hommes au czar. Il perdit ſes ports & ſes fortereſſes ſur les Palus-Méotides, & par conſéquent, l'empire de la mer Noire. Il ſouffrit encore beaucoup dans ſa retraite, les Tartares ne ceſſant de harceler ſes troupes, malgré l'eſcorte que le grand viſir lui avoit donnée. Après avoir mis les débris de ſon armée en quartier d'hiver dans la Lithuanie, il eut à Jaroslaw une entrevue

avec Auguste, & ces deux princes conclurent un traité d'alliance défensive contre les Turcs.

Catherine le dévança à Petersbourg. Elle étoit accompagnée de Démétrius Cantimir, que Pierre ne voulut jamais livrer, quoiqu'on le lui eût demandé avec instances par un des articles préliminaires. Il donna à ce prince, qui avoit tout abandonné pour lui, des terres dans l'Ukraine avec une pension considérable.

Au mois de février de l'année suivante 1712, il déclara plus solemnellement qu'il n'avoit fait, son mariage avec Catherine, & le célébra à Petersbourg avec magnificence. En 1714, il la fit couronner & sacrer, voulant par cette cérémonie, inusitée dans ses états, préparer les esprits à la voir régner après lui. Elle nous a été, dit-il, dans la déclaration qu'il donna pour ce couronnement, d'un très-grand secours dans tous les dangers, & particuliérement à la bataille du Pruth, où notre armée étoit réduite à vingt-deux mille hommes.

Après avoir fait paix avec la Porte, il restoit encore une carriere assez vaste à Pierre le Grand. Il avoit des établissemens à perfectionner en Russie, de nouvelles réformes à faire, des conquêtes à poursuivre sur la Suede, & le roi Auguste à affermir sur le trône. Il s'occupoit de tous ces objets. Mais celui qui lui tenoit le plus à cœur, c'étoit d'enlever aux Suédois toutes les provinces qu'ils possédoient en Allemagne. Car s'il n'achevoit de ruiner cette puissance, elle paroissoit le devoir toujours traverser dans ses desseins. Il médita donc les moyens de l'abattre : il jeta le plan de ses opérations ; & il projeta des traités

d'alliance avec l'électeur de Hanovre; & avec les rois de Prusse & de Danemarck.



CHAPITRE IV.

De la pacification d'Utrecht.

PENDANT que les révolutions violentes du Nord diminuoient les forces des confédérés, il s'en faisoit d'un autre côté une plus lente & plus sourde, qui devoit enfin les dissiper entiérement.

Au mois d'août 1710, Philippe V se flattoit si peu de relever son parti, qu'il pensoit à transférer le siege de sa monarchie aux Indes occidentales. Dans cette position, ce prince, son conseil &, les grands demanderent le duc de Vendôme à Louis XIV, pour l'opposer à Staremberg & à Stanhope, deux grands capitaines qui commandoient les armées des confédérés. Le roi de France, hors d'état de donner des troupes à son petit-fils, ne lui refusa pas un général dont il ne se servoit plus.

Depuis la malheureuse campagne d'Oudenarde, en 1708, Vendôme étoit retiré dans Anet: mais son nom, au dessus des disgraces, ne se renferma pas dans sa retraite. Dès qu'il parut à Valladolid, où il rassembla les débris de l'armée de Philippe, les peuples crurent voir leur sauveur. Saisis d'enthousiasme, ils se rangent à l'envi sous ses drapeaux: les villes, les villages, les communautés religieuses ouvrent leurs bourses, pour fournir

aux frais de la guerre : au lieu des contradictions qu'il avoit essuyé dans les Pays-Bas, il trouve un roi trop malheureux pour avoir une volonté, & des courtisans dont le caractere avoit changé avec la fortune de leur maître. Ayant donc véritablement toute l'autorité d'un général, il conduisit à Madrid Philippe, qui rentra dans sa capitale, aux acclamations des peuples. Il prit d'assaut Brihuéga, où il fit prisonnier Stanhope & cinq mille Anglois : le lendemain, 10 décembre, il défit à Villaviciosa Staremberg, qui venoit au secours de Brihuéga : enfin, en quatre mois, il rétablit & affermit Philippe sur le trône.

L'affection des Espagnols pour ce prince étoit si grande, qu'ils aimoient mieux brûler leurs vivres que de les vendre à l'archiduc. C'est ce qui faisoit dire à Stanhope, qu'on pouvoit parcourir l'Espagne avec une armée victorieuse ; mais qu'il faudroit une armée encore plus grande pour la conserver. Si les confédérés eussent accepté les offres que faisoit Louis XIV, de reconnoître Charles pour roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son petit-fils, de fournir même des subsides pour le détrôner : il est vraisemblable que le zele des Espagnols se seroit refroidi ; & que se voyant tout-à-fait abandonnés de la France, ils se feroient fait une loi de la nécessité. Il est au moins certain que Brihuéga n'auroit pas été prise, & que Staremberg n'auroit pas été vaincu, puisque Vendôme n'auroit pas commandé l'armée de Philippe.

Depuis le mois d'août 1710, la France n'eut pas des succès comme l'Espagne : mais ses ennemis n'eurent pas de nouveaux avantages sur

elle. Au mois d'octobre, le roi établit la levée du dixieme sur tous les revenus des terres. Cette nouvelle imposition, dont l'édit fut enregistré sans résistance & sans murmures, fit voir aux confédérés, que la France avoit des ressources qui leur manquoient, & ouvrit les yeux à ceux qui ne se laissoient pas conduire par l'esprit de parti. Ils purent connoître que leurs procédés odieux avoient attaché les peuples à un prince, qui sacrifioit tout pour la paix. Ils eurent d'autant plus lieu d'être étonnés des ressources de Louis XIV dans l'affection de ses sujets, qu'alors il s'en falloit de cinq millions que les Anglois fussent en état de lever en un an les dépenses de l'année courante. Cependant c'étoit principalement à eux à faire les frais de la guerre, auxquels les alliés pouvoient encore moins fournir. Vous voyez que toute l'Europe étoit épuisée.

Il étoit tems que l'Angleterre cherchât la paix, ce qui ne se pouvoit faire sans un changement dans le gouvernement. Voilà la révolution qui devoit rendre le calme à l'Europe. Pour en comprendre les causes & en prévoir les effets, il faut se ressouvenir des factions qui divisoient l'Angleterre.

Les Stuarts, s'opiniâtrant à établir le despotisme, sous prétexte de conserver leur prérogative, n'avoient pas pu prendre beaucoup de part aux démêlés des autres puissances de l'Europe. Ils étoient à la tête d'une faction qui se conduisoit par les principes des épiscopaux, & à laquelle on donna le nom de Torys.

Les Whigs formoient la faction opposée. C'étoit un assemblage de toutes les sectes, com-

prifes fous la denomination de Non-conformif-tes : fectes, qui ne pouvoient fe fouffrir, mais qu'un intérêt commun réuniffoit contre l'églife anglicane. Ennemis du pouvoir arbitraire & de l'autorité fans bornes, les Whigs fe regardoient comme feuls bons patriotes. Ils avoient déclamé contre l'avarice de Charles II, qui fe mettoit aux gages de la France: ils l'avoient blâmé de ne ne pas s'oppofer à l'ambition de Louis XIV: ils avoient frémi pour l'Angleterre, à la vue des progrès de ce monarque: & par cette conduite, il s'étoient attiré la faveur du peuple.

Ils avoient eu la principale part à la révolution de 1688, qui fit paffer la couronne fur la tête de Guillaume III, prince d'Orange. Il les favorifa, moins peut-être par reconnoiffance, que parce qu'ils entroient dans fes vues: car ce parti étoit animé contre la France; & il importoit à Guillaume de faire la guerre à cette monarchie, jufqu'à ce qu'il en eût été reconnu. Ils s'éleverent donc aux premiers emplois, ils dominerent dans le parlement, ils gouvernerent, & le minif-tere de Londres eut un efprit tout différent de celui qu'il avoit eu fous les Stuarts.

Ayant confervé leur crédit fous la reine Anne, ils furent maîtres des armées & de toutes les parties du gouvernement. Car le duc de Marlborough avoit abandonné le parti des Torys pour embraffer celui des Whigs, plus favorable à fon ambition; & il difpofoit des principaux miniftres, qui lui étoient dévoués: tels étoient le comte Godolfin, grand tréforier, & le comte Sunderland, fecrétaire d'état.

Il eft certain qu'avant la révolution, le minif-

tere

tere de Londres s'occupa trop peu du reste de l'Europe. Les Whigs avoient donc raison de le blâmer : mais lorsqu'ils gouvernerent eux-mêmes, ils auroient dû ne prendre part aux guerres du continent, qu'autant qu'il étoit de l'intérêt de l'Angleterre de maintenir la balance entre les maisons d'Autriche & de Bourbon. Ce fut aussi l'objet de la grande alliance ; & on l'eût rempli dès 1706, si on eût voulu faire la paix. On ne le voulut pas, parce que les confédérés, aveuglés par la prospérité, le furent encore plus par les vues particulieres de leurs chefs. On continua donc la guerre par passion, sans avoir d'objet fixe, & sans savoir quand on la termineroit. Les négociations de la Haye & de Gertruidenberg en sont la preuve.

Lorsqu'on se fut écarté du premier objet de la grande alliance, la guerre ne se fit plus que pour l'intérêt de la maison d'Autriche, & des chefs de la confédération, dont elle nourrissoit l'ambition & l'avarice. La Hollande pouvoit, à la vérité, se proposer d'obtenir un plus grand nombre de places pour sa barriere : mais l'Angleterre n'attendoit rien, & cependant elle contribuoit seule plus que tous les alliés ensemble. Il y a eu telle campagne, où l'empereur ne fournissoit guere plus d'un régiment contre la France à sa seule charge. Il ne paroissoit prendre aucune part à la guerre d'Espagne : bien loin de donner des troupes à l'archiduc, à peine lui donnoit-il de quoi avoir une table. Le roi de Portugal & le duc de Savoie, ne faisoient presque rien pour la cause commune. Du côté du Rhin, les princes de l'Empire étoient d'ordinaire dans l'inaction.

Tout le fort de la guerre se faisoit donc dans les Pays-Bas, aux dépens des Hollandois & des Anglois; & parce que les premiers fournissoient à peine la moitié du contingent auquel ils s'étoient engagés, l'Angleterre étoit obligée d'y suppléer. Ainsi elle donnoit des subsides à ses alliés, elle entretenoit leurs armées : & comme si on eût combattu pour elle, il n'y avoit point de petit prince, lorsqu'il n'obtenoit pas ce qu'il demandoit, qui ne menaçât de retirer ses troupes, quoiqu'il n'eût pas de quoi les faire subsister chez lui.

Sous les Stuarts, l'Angleterre avoit vu fleurir son commerce, & elle s'étoit enrichie. Si alors elle étoit honteuse de ne joüer aucun rôle dans l'Europe, elle devoit l'être bien plus de celui qu'elle jouoit depuis la révolution, puisqu'elle étoit la dupe de ses pensionnaires, c'est-à-dire, de ses alliés; qu'elle se ruinoit pour entretenir au dedans une faction, & au dehors des alliances inutiles; & qu'elle s'opiniâtroit à soutenir une guerre onéreuse, à laquelle elle ne prenoit point d'intérêt. Les dettes s'accumuloient, le peuple gémissoit sous les taxes, le commerce tomboit de jour en jour, la nation s'appauvrissoit, un petit nombre de familles absorboit toutes les richesses. Quels étoient donc les desseins de ceux qui gouvernoient alors l'Angleterre? D'abattre la maison de Bourbon, pour rendre à la maison d'Autriche toute la puissance de Charles-Quint; ils ne vouloient donc plus maintenir l'équilibre. Mais la vérité est qu'ils ne feignoient de redouter la France, que pour sacrifier leur patrie à une guerre qui leur étoit utile.

Depuis 1706 exclusivement jusqu'en 1711, la guerre coûta, dit milord Bolingbroke, plus de trente millions de livres sterling à l'Angleterre. On est étonné & indigné, remarque encore ce ministre, quand on compare cette dépense avec le peu de progrès que firent les confédérés.

Cette politique, fausse & prodigue, comme il l'appelle, s'est introduite en Europe avec le systême de l'équilibre. Les puissances riches ont imaginé d'acheter des alliés, & de donner des subsides aux puissances pauvres. Il arrive qu'elles dépensent beaucoup pour acquérir peu, ou même pour rendre tout ce qu'elles ont conquis: il ne leur reste plus que des dettes. Cette politique durera sans doute: car lorsque les gouvernemens ont pris une allure, ils ne la quittent pas facilement, sur-tout si elle est mauvaise. Introduite, comme je viens de le dire, avec le systême de l'équilibre, elle l'assure beaucoup mieux que les négociations & les congrés, parce que dans un siecle où on ne fait la guerre qu'avec de l'argent, elle hâte la ruine des puissances les plus riches. Il n'y en a point aujourd'hui, qui puisse, sans se nuire à elle-même, soutenir pendant trois ou quatre campagnes une suite non interrompue de succès. Milord Bolingbroke a prédit que l'Angleterre s'appauvrira par cette politique, & que de la pauvreté elle tombera dans l'esclavage.

Pour arrêter les abus du gouvernement d'Angleterre, & terminer une guerre aussi extravagante qu'onéreuse, il falloit que la reine ouvrît les yeux sur la conduite de ses ministres, qu'elle cassât le parlement où les Whigs étoient supérieurs, & qu'elle en convoquât un nouveau. Je

ne sais si la considération du bien public étoit capable de produire ce changement heureux: une intrigue le produisit.

La duchesse de Marlborough, qui jouissoit de la plus grande faveur, avoit mis auprès de la reine une de ses parentes, nommée Hill, & s'étoit donné une rivale. Cette femme sut plaire aux dépens de sa bienfaitrice, qui choquoit souvent la reine par ses hauteurs. La duchesse de Marlborough fut disgraciée.

Incapable de reconnoissance, la Hill étoit capable de ressentiment. Or, elle avoit à se venger du comte de Sunderland, qui avoit tout tenté pour l'éloigner de la cour; & du duc de Marlborough, qui avoit refusé un régiment à son frere, quoique la reine l'eût accordé. Elle se conduisit d'après les conseils de Harley, qui cherchoit à s'insinuer dans la confiance de la reine; & qui ayant été secrétaire d'état, avoit perdu sa place par le crédit de Marlborough. Il avoit donc aussi à se venger.

Sur ces entrefaites, les sermons de quelques Torys attirerent l'attention du public. Un d'eux nommé Sacheverel, qui avoit prêché devant la reine, fut accusé d'avoir attaqué la derniere révolution; condamné la tolérance; fait entendre que l'église anglicane étoit en danger sous le regne présent; que l'administration, dans les affaires ecclésiastiques & civiles tendoit à la ruine du gouvernement, & d'enseigner enfin l'obéissance passive.

Cette doctrine étoit contre la reine Anne, parce qu'en condamnant la derniere révolution, elle attaquoit les droits de cette princesse au

trône. Elle n'étoit pas moins contraire au parlement, presque tout composé de Whigs: puisqu'elle blâmoit l'administration présente; & qu'en enseignant une obéissance passive, elle reconnoissoit dans le souverain une autorité arbitraire & absolue.

La reine fut témoin des contestations, qui s'éleverent dans le parlement au sujet de cette doctrine: elle vit avec quelle vivacité les Whigs se soulevoient contre l'obéissance passive & contre le pouvoir arbitraire. Elle connut qu'elle avoit donné sa confiance à des hommes, qui n'étoient attentifs qu'à diminuer son autorité. Les torts du parlement lui firent bientôt oublier ceux de Sacheverel; & dans le dessein de le dissoudre, elle le prorogea; c'est-à-dire, qu'elle en suspendit les séances, & les remit à un autre tems.

Elle avoit besoin de conseils. La Hill, alors nommée Mashan du nom de son mari, lui parloit souvent de Harley, comme d'un homme indigné de l'ingratitude de ceux que la reine avoit comblés de bienfaits. Il étoit d'ailleurs reconnu pour un homme éclairé, intelligent dans les affaires, & très-propre à manier l'esprit de la nation.

Harley, ayant été introduit à des audiences secretes, n'eut pas de peine à persuader à la reine que les critiques des Torys tomboient uniquement sur l'administration des Whigs; que la meilleure partie de la nation étoit indignée du pouvoir excessif, dont Marlborough & Godolfin s'étoient emparés; & que ces deux hommes ne continuoient la guerre que pour amasser des richesses immenses, pendant que toute l'Angle-

terre gémissoit sous le poids des taxes. La reine lui donna sa confiance, & sur ses avis elle changea tout son conseil.

Sunderland fut le premier sacrifié aux ressentimens de la Mashan. Quelque tems après, c'est-à-dire, au mois d'août 1710, la reine renvoya Godolfin, & nomma cinq commissaires pour l'administration des finances. Harley qui en étoit un, pouvoit être regardé comme le seul; car il avoit choisi les autres, & il étoit sûr de n'essuyer de leur part aucunes contradictions: la disgrace des autres ministres suivit de près celle de Godolfin. De tous ceux qui les remplacerent, je ne nommerai que St. Jean ou milord Bolingbroke, un des beaux esprits de sa nation. C'est le même que je viens de citer. Il fut fait secrétaire d'état. Bientôt après la dissolution du parlement fut publiée, & la reine en convoqua un nouveau.

Tous ces changemens, qui se faisoient précisément dans le tems où la France & l'Espagne paroissoient aux abois, firent craindre aux Whigs & à la Hollande que la reine n'eût pris des résolutions contraires aux vues des confédérés. En vain l'ambassadeur de cette princesse assuroit les Etats-Généraux, qu'elle conservoit les mêmes sentimens pour la cause commune; elle ne pouvoit dissiper l'inquiétude des alliés, & cependant elle n'osoit encore déclarer ouvertement ses desseins. Elle crut donc devoir continuer le commandement des armées à Malborough: le nouveau ministre limita seulement l'autorité de ce général, qui connut par-là qu'il étoit craint, & qu'on ne pouvoit se passer de ses services.

Marlborough étoit encore assez puissant pour

ſe venger, puiſqu'il continuoit d'être néceſſaire. Pour n'avoir plus à le redouter, il falloit donc le rendre inutile, & par conſéquent faire la paix. C'étoit l'intérêt de la reine, de la Mashan, du nouveau miniſtere : heureuſement cet intérêt s'accordoit avec celui de toute l'Europe. Mais ne pouvant entamer ouvertement une négociation, qui auroit été traverſée par les Whigs & par les alliés, il s'agiſſoit de trouver une voie ſûre & ſecrete, pour faire connoître à la France les diſpoſitions de la reine Anne & de ſon conſeil.

Lorſque le maréchal de Tallard, ambaſſadeur auprès du roi Guillaume, revint en France, il avoit laiſſé à Londres un chapelain nommé Gaultier, qui étant inſtruit des affaires d'Angleterre, pouvoit donner à la France des avis utiles. Gaultier s'étoit introduit chez le comte de Jerſey, qui avoit été ambaſſadeur auprès de Louis XIV après la paix de Ryſwick ; & il s'étoit lié avec Prior, autrefois ſecrétaire d'ambaſſade de Jerſey, & connu par ſes poéſies. Jerſey, lié avec les nouveaux miniſtres, propoſa ce chapelain comme un homme de confiance, en même tems obſcur, tel qu'il le falloit pour une négociation ſecrete. Sa propoſition fut agréée, & il fut commis pour inſtruire Gaultier, mais verbalement, ſans lui rien donner par écrit.

Gaultier fit deux voyages en France. A ſon ſecond retour il rapporta des propoſitions, dont les miniſtres de Londres furent contents, & telles qu'ils les avoient demandées, pour oſer les communiquer aux Etats-Généraux. Saiſis de la négociation, ils étoient jaloux de la conſerver ; conſidérant qu'il étoit de l'intérêt de l'Angleterre &

du leur, de ne point laisser dépendre d'une autre puissance, la fin ou la continuation de la guerre. La Hollande, qui offrit alors au conseil de Versailles de reprendre les conférences, leur donna de l'inquiétude ; & ils solliciterent vivement le roi de France de se refuser aux propositions de cette république. Ainsi les deux puissances qui avoient voulu la guerre avec le plus d'opiniâtreté, paroissoient alors s'envier l'avantage de contribuer à la paix.

Louis XIV n'avoit pas besoin d'être sollicité. Après les humiliations qu'il avoit essuyées à la Haye & à Gertruidenberg, il n'avoit garde de renouer des négociations infructueuses, sur-tout dans les conjectures où il se trouvoit : car il découvroit de nouvelles ressources dans l'affection de ses sujets ; son petit-fils venoit d'être rétabli sur le trône d'Espagne ; il connoissoit enfin qu'il ne pouvoit avoir la paix que par l'Angleterre. Il eût d'autant plus mal fait d'accepter les offres des Hollandois, que la suite fit voir qu'ils n'étoient encore capables ni de modération, ni de bonne foi.

Prior accompagna Gaultier dans un autre voyage en France, & fut chargé des préliminaires proposés par le conseil de la reine Anne. Mais il n'avoit d'autre pouvoir que de les communiquer & de rapporter une réponse précise & décisive. Cette réponse n'étoit pas facile à faire : car on ne pouvoit accorder aux Anglois tout ce qu'il demandoient, sans ruiner le commerce des François & des autres nations de l'Europe ; & par un refus on s'exposoit à rompre la négociation, à peine commencée. Il eût fallu, pour traiter les articles qui souffroient des difficultés,

que les pouvoirs de Prior l'eussent autorisé à céder sur quelques-uns, & à donner des modifications sur d'autres.

Dans l'embarras où se trouvoit le ministere de Versailles, le roi jugea à propos de porter la négociation à Londres, & d'y envoyer un homme instruit de ses intentions, & assez éclairé pour ne pas le compromettre. Le choix tomba sur Ménager, député de la ville de Rouen au conseil du commerce. Il partit avec Prior & Gaultier, & arriva le 18 août 1711.

L'empereur Joseph étoit mort quatre mois auparavant, le 17 avril. Cet événement paroissoit favorable à la négociation de Londres: car les confédérés ne pouvoient pas raisonnablement s'obstiner à vouloir désormais conserver la couronne d'Espagne sur la tête de l'archiduc, qui devenoit l'héritier de tous les domaines de la maison d'Autriche. C'eût été détruire l'équilibre, qu'ils se piquoient de vouloir maintenir. Aussi le roi de Portugal & le duc de Savoie déclarerent-ils, qu'ils ne continueroient pas la guerre pour réunir dans la même personne la monarchie d'Espagne avec l'Empire.

Mais la guerre étoit utile à Marlborough, dont les intérêts ne changeoient pas avec le systême de l'Europe. Les Hollandois obéissoient aveuglément à toutes ses impressions, & les Whigs s'opposoient à la paix, parce que les Torys qui commençoient à prendre la supériorité, la désiroient. Ainsi les nations, victimes de l'esprit de parti & des vues particulieres de quelques chefs, continuoient la guerre sans savoir pourquoi elles la faisoient. Lorsqu'on représentoit à milord Som-

mers, un des miniſtres que la reine Anne avoit renvoyés, combien il étoit inutile & ruineux de la prolonger, il ſe contentoit de répondre qu'il avoit été élevé dans la haine de la France.

Quand un homme, qui a été à la tète des affaires, oſe répondre ainſi; il ne faut pas s'étonner, ſi on tenta tout pour traverſer la négociation. Il y eut des complots contre les miniſtres, des conſpirations contre l'état. On demandoit ſi la reine pouvoit conclure des traités ſans la participation de George, électeur de Hanovre, que le parlement avoit déſigné pour lui ſuccéder. On s'élevoit avec audace, avec frénéſie contre le gouvernement. Les Whigs, en un mot, s'opiniâtrant à favoriſer l'empereur & les Hollandois, formoient des ligues avec des puiſſances, pour forcer la reine à continuer la guerre, ou pour mettre la couronne ſur la tète de l'électeur de Hanovre.

La paix pouvoit ſeule diſſiper ces ligues; il importoit donc à la reine Anne & à ſon conſeil de la conclure promptement. Cet intérèt bien connu de la France, fit que les deux cours négocierent avec beaucoup de confiance & de bonne foi.

Cependant les miniſtres de Londres n'étoient pas ſans inquiétudes. La ſanté de la reine ne promettoit pas de longs jours, & ils prévoyoient des diſgraces à l'avénement de l'électeur de Hanovre, en qui les Whigs mettoient toutes leurs eſpérances, & qui appellé au trône par ce parti, le favoriſoit. On pouvoit alors leur faire un crime d'avoir fait la paix ſans les alliés, ou de les y avoir forcés: on pouvoit même leur en faire un

d'avoir ouvert une négociation avec Louis XIV: car il étoit déclaré par un acte du parlement, que qui cé ſoit en Angleterre, ne pourroit être autoriſé à traiter avec un prince, qui recevroit le Prétendant dans ſes états; & cependant le Prétendant étoit en France.

Ce n'eſt qu'en faiſant une paix glorieuſe pour la nation, & avantageuſe pour les alliés, qu'ils pouvoient prévenir les malheurs dont ils ſe voyoient menacés. Ils ne le cachoient pas à la France, qui dans le beſoin qu'elle avoit de terminer la guerre, ſe prêtoit à ces conſidérations. Ils auroient donc procuré les conditions les plus favorables à la Hollande, ſi elle eût voulu entrer en négociation conjointement avec eux.

Cette république auroit dû voir que ſes intérêts étoient liés avec ceux des miniſtres de Londres, & que, par conſéquent, elle pouvoit compter ſur eux. Mais elle s'aveugla. En s'oppoſant opinâtrément à la paix, elle les mit dans la néceſſité de conclure à quelque prix que ce fût. Plus elle réſiſtoit, plus elle ſuſcitoit contre eux un parti puiſſant, plus ils ſentoient le beſoin de preſſer la négociation. Il n'étoit plus tems pour eux ni de reculer, ni de lire dans l'avenir des malheurs que mille accidens pouvoient écarter. La conjoncture préſente demandoit la paix, & demandoit qu'elle ſe fît promptement. Ils ſe voyoient donc contraints d'abandonner tout ce qui pouvoit la retarder, par conſéquent de négliger en partie les intérêts des alliés, & d'avoir de plus grandes complaiſances pour Louis XIV. C'eſt ainſi que les ennemis de la France ſervoient cette monarchie par leur conduite inconſidérée. Ils hâ-

toient la paix qu'ils ne pouvoient pas lui donner ; & plus ils s'y oppoſoient, plus ils la lui ménageoient favorable.

L'art des négociateurs eſt d'un côté de demander au delà de ce qu'on veut, afin d'obtenir ce qu'on veut en effet ; & de l'autre d'offrir moins qu'on ne veut céder, afin de n'être pas forcé à céder au-delà. On diſpute enſuite le terrain : on ſe rapproche lentement. Celui qui accorde un article qu'il avoit d'abord refuſé, s'en fait un droit pour obtenir quelque dédommagement ; & celui qui ſe relâche ſur une demande qu'il avoit faite, entend qu'on lui en ſache gré, & veut retirer quelque fruit de ſa complaiſance.

Tout cet artifice deviendroit inutile, ſi les puiſſances qui négocient, connoiſſoient réciproquement l'état où elles ſe trouvent ; & ſi jugeant l'une & l'autre des intérêts de celle avec qui on traite, comme toutes deux jugent ſéparément des ſiens, elles négocioient toujours dans la vue de terminer promptement. Dès-lors on s'entendroit, avant d'avoir ouvert les conférences. Comme l'une ſauroit ce que l'autre doit raiſonnablement exiger, & que l'autre, pour prendre le tour de Mr. de Sévigné, ſauroit ce que l'une doit raiſonnablement céder, on pourroit commencer par conclure. Voilà, diroit-on d'un côté, ce que je veux ; & je m'y borne, ſans rien demander de plus, parce que je ſais que vous me l'accorderez. Voilà, diroit-on de l'autre, ce que je céde, & je n'offre rien de moins, parce que je ſais ce que vous avez droit de prétendre. Des plénipotentiaires, qui viendroient au congrés avec de pareilles inſtructions, ne s'aſſembleroient que pour

découvrir qu'ils ſont d'accord: ils traiteroient avec autant de ſimplicité que de lumieres.

Si l'art de négocier en étoit à ce point, il ſeroit à ſa perfection. On renonceroit à des artifices, qu'on eſtime aujourd'hui, & qui s'uſent enfin. La bonne foi deviendroit l'ame des négociations: & les négociateurs ſeroient véritablement habiles, puiſque leurs ſuccès ſeroient uniquement le fruit de leurs lumieres. Mais cela n'arrivera pas: car les puiſſances foibles ſuppléeront à la force par la ruſe: les négociateurs peu éclairés auront beſoin d'être fins; & comme on s'obſtinera toujours à uſer d'artifices au moins d'un côté, il faudra bien que de l'autre on continue à en faire encore uſage.

Il n'appartient qu'à une puiſſance dominante de couper court à tout ce manege; & elle y réuſſira, pourvu qu'elle ſe pique de modération & de juſtice. Or, l'Angleterre dominoit en 1711. Par un heureux concours de circonſtances, elle vouloit une paix prompte, qui conciliât, s'il étoit poſſible, tous les intérêts. Elle ſe trouvoit forcée à être médiatrice entre ſes ennemis & ſes alliés: c'étoit à elle à juger de ce qui devoit être exigé d'une part, & cédé de l'autre, à le déclarer promptement, & à conclure.

Les miniſtres de Londres prévirent bien ſans doute, que Ménager, ſuivant les ordres qu'il devoit avoir reçus, ne céderoit que peu à peu, & comme par force; qu'à chaque article qu'il accorderoit, il voudroit obtenir un dédommagement, que par conſéquent le tems des conférences ſe conſumeroit en diſputes; & que la négociation traîneroit. Pour abréger; ils déclarerent à Ména-

ger, qu'avant de traiter avec lui, il vouloient avoir une réponse par écrit au mémoire que Prior avoit porté en France.

Il n'étoit plus possible de ne s'expliquer que par dégrés, de faire des réserves, de se préparer des dédommagemens. Il falloit répondre à chaque article: refuser, c'eût été se rendre suspect de mauvaise foi, ou du moins d'artifices. Ménager jugea donc avec raison, devoir dresser le mémoire qu'on lui demandoit.

Dans la premiere partie, qui traitoit des demandes particulieres de l'Angleterre, le roi convenoit de reconnoitre la reine Anne en qualité de reine de la Grande-Bretagne; de reconnoître aussi la succession à cette couronne, de la maniere que les actes du parlement l'avoient réglé en faveur de la ligne protestante.

Il accordoit aux Anglois, comme autorisé par le roi d'Espagne, Gibraltar & le Port-Mahon, pour assurer leur commerce dans la Méditerranée.

Ils devoient jouir, dans les pays de la domination d'Espagne, de tous les avantages accordés, ou qui le seroient à la nation la plus favorisée. Enfin le roi, de sa part, cédoit l'isle de Terre-Neuve.

Dans la seconde partie du mémoire, le roi expliquoit ce qu'il demandoit pour lui, pour son petit-fils & pour les alliés de la France & de l'Espagne. Mais les ministres ne voulurent régler dans les préliminaires, que les intérêts de la nation angloise: ils réserverent ceux de la France & de ses alliés pour être traités dans le congrès,

promettant au reste que le roi auroit lieu d'être content des bons offices de la reine.

Comme le mémoire de Ménager satisfaisoit les Anglois sur les articles importans, il plut à la reine & aux ministres. On convint de commencer des conférences, pour éclaircir les points contestés; & Ménager traita avec les commissaires nommés à cet effet. De ce nombre étoient St. Jean, & Harley alors comte d'Oxford.

Il fallut d'abord consentir à la démolition des ouvrages construits à Dunkerque, tant sur terre que sur mer; & cependant se résoudre à ne pas savoir encore ce qu'on obtiendroit pour prix de cette complaisance. Louis XIV demandoit la restitution de Lille & de Tournai. Les commissaires promirent de lui procurer un dédommagement; mais ils dirent qu'il leur étoit impossible de déterminer encore en quoi il consistoit.

Il fut ensuite question d'assurer le commerce des Anglois en Amérique. Ils proposoient à cet effet que Philippe, qu'ils reconnoissoient pour roi d'Espagne, livrât à l'Angleterre des places aux Indes occidentales, comme ils l'avoient déja demandé dans les préliminaires. Ménager ayant répondu que ce prince n'accepteroit jamais de pareilles conditions, St. Jean se réduisit à obtenir la traite des Negres pour trente ans: à quoi Ménager répondit que le roi emploieroit ses puissans offices, pour procurer cet avantage aux Anglois.

La traite des Negres est un droit exclusif de transporter de la côte de Guinée en Amérique, tous les Negres nécessaires aux colonies espagnoles, établies dans ce continent. Les François

avoient joui de ce privilege jusqu'alors. Les Anglois l'acquirent par le traité d'Utrecht ; & cette branche de commerce est d'autant plus considérable pour eux, qu'elle leur fournit l'occasion de faire une grande contrebande. La compagnie qui achette les Negres en Afrique, & qui les vend aux Indes occidentales, se nomme la compagnie de l'*Assiento*, d'un mot espagnol qui signifie ferme, parce qu'en effet elle prend à ferme la traite des Negres.

St. Jean ayant fait un mémoire au sujet des questions agitées dans la conférence, l'abbé Gaultier, qui avoit été présent à tout ce qui s'étoit dit, fut chargé de le porter à Versailles, & de rendre compte de ce qui s'étoit passé. La réponse de Louis XIV satisfit les ministres de Londres, à quelques difficultés près qui furent bientôt levées, parce que de part & d'autre on vouloit sincérement finir. On signa donc les articles préliminaires, & Ménager n'eut plus qu'à revenir en France.

La reine avoit déja désigné ses plénipotentiaires pour le congrès. L'un étoit Robertson, évêque de Bristol, l'autre le comte de Stafford, alors ambassadeur en Hollande, & le troisieme Prior. J'aurai soin de dresser les ordres qui leur seront envoyés, disoit St. Jean à Ménager. Cessez un moment d'être ministre de France, soyez simplement témoin de notre bonne foi, & du desir sincere que nous avons de la paix : & faites-en le rapport fidelle à votre cour. Mais observez que nous ne pouvons nous départir des bienséances à l'égard de nos alliés. Il s'agit pour nous de maintenir la succession dans la ligne protes-

tante,

tante, de procurer à la Hollande & à l'Empire une barriere sûre & raisonnable ; & de conserver à l'Angleterre les avantages dont nous sommes convenus avec vous.

De crainte d'être traversées, les deux cours s'étoient réciproquement demandé le secret sur les propositions qu'elles se faisoient l'une à l'autre. Mais puisqu'elles avoient heureusement levé toutes les difficultés, il ne restoit plus qu'à faire connoître l'état de la négociation. Le comte de Stafford eut ordre d'en rendre compte au pensionnaire, & de lui dire que, si la reine s'étoit contentée de stipuler des conditions générales pour ses alliés, c'étoit uniquement par la seule considération de ne pas s'ingérer à décider de leurs prétentions, & dans la vue de leur laisser l'entiere liberté d'en traiter eux-mêmes aux conférences de la paix ; que son intention étoit d'agir de concert avec ses alliés ; que nulle offre de la France ne l'engageroit à faire la paix, si elle n'obtenoit par le traité, que la république de Hollande fût satisfaite sur les articles de la barriere, du commerce, & sur les autres prétentions ; que si les Etats-Généraux s'attachoient à soutenir les préliminaires de 1709, elle leur déclaroit qu'elle n'étoit pas en état de continuer une guerre, à laquelle ses alliés n'avoient jamais fourni tout leur contingent ; qu'elle leur donnoit le choix, ou de le fournir désormais réguliérement, ce qui n'étoit pas en leur pouvoir, ou de faire la paix avec elle.

En conséquence de ces résolutions, le comte de Stafford devoit presser le pensionnaire de déterminer les Etats à consentir au choix qu'elle

avoit fait d'Utrecht pour le congrès, & à remettre incessamment des passe-ports pour les plénipotentiaires du roi de France, afin que les conférences s'ouvrissent le 12 janvier de 1712. On étoit alors au mois de novembre 1711.

Gaultier vint en France chargé d'un mémoire, par lequel la reine informoit le roi des démarches qu'elle avoit faites auprès des Etats-Généraux; & des oppositions qu'ils mettoient à l'ouverture du congrès, jusqu'à ce qu'il se fût expliqué plus particuliérement sur les articles qui les concernoient. Elle avoit répondu que ces articles contenoient en général tout ce que les alliés pouvoient prétendre; & les jugeant suffisans, elle avoit réitéré ses ordres au comte de Stafford pour presser l'expédition des passe-ports, & le choix de la ville qu'elle avoit proposée.

Elle demandoit, comme un moyen d'avancer la paix, que le roi lui confiât son secret sur ce qu'il vouloit faire en faveur de chacun des confédérés, assurant qu'elle useroit de sa confiance avec discrétion, & seulement pour l'avantage de l'un & de l'autre. Oxford & St. Jean avoient joint à ce mémoire des lettres qui ne permettoient pas de douter de la droiture de leurs intentions. Leurs intérêts propres en étoient garans; toute leur conduite en étoit une preuve, & les intrigues de Buys, député à Londres pour soulever la nation contre ce ministre, ne faisoient pas craindre que la France fût sacrifiée à la Hollande.

Sur ces considérations, le roi crut devoir s'ouvrir: en effet, la méfiance eût été déplacée. Il répondit donc à tous les articles sur lesquels

on demandoit des éclairciſſemens ; & déclarant ce qu'il vouloit d'abord propoſer, & à quoi il vouloit enſuite ſe réduire, il communiqua aux miniſtres de Londres le fond du mémoire, qui devoit ſervir d'inſtructions à ſes plénipotentiaires. Il falloit un ſingulier concours de circonſtances, pour forcer la cour de Londres & la cour de Verſailles à traiter avec autant de franchiſe.

Par la réponſe que le roi fit à la reine de la Grande-Bretagne, il conſentoit à donner une barriere aux Hollandois, & à favoriſer leur commerce. Mais avant de régler cette barriere, il jugeoit néceſſaire de ſavoir à quel prince on deſtinoit les Pays-Bas. Dans le cas qu'on les laiſſeroit à l'électeur de Baviere, à qui le roi d'Eſpagne les avoit cédés, il approuvoit que les places fortes fuſſent gardées par une garniſon hollandoiſe ; & de ſon côté, il laiſſeroit aux Etats-Généraux Menin, Sauverge, Ypres & ſa châtellenie, Furnes & Furnembach.

Il demandoit pour l'équivalent de ces places, qu'on lui rendit Aire, Béthune, Douai & leurs dépendances.

En diſant qu'il ſe propoſoit de demander Lille & Tournai, en dédommagement de la démolition des ouvrages de Dunkerque, il confioit à la reine que pour le bien de la paix, il ſe contenteroit de la ville & de la citadelle de Lille avec ſes dépendances.

Il s'engageoit à reconnoître l'archiduc Charles pour empereur, & à lui reſtituer Briſach ; à lui rendre, à lui & à l'Empire, le fort de Kell, à raſer ceux de Strasbourg conſtruits ſur le Rhin, à démolir les fortifications vis-à-vis Huningue, &

généralement toutes celles qui étoient élevées au delà de ce fleuve. Il demandoit en retour la restitution de Landaw, le rétablissement des électeurs de Cologne & de Baviere.

Il consentoit que le duc de Savoie s'agrandît en Italie, comme la reine Anne le desiroit : il le souhaitoit même autant qu'elle. Mais il ne vouloit pas lui laisser Exilles & Fénestrelle.

Fréderic III, électeur de Brandebourg, voyant l'élévation du prince d'Orange & d'Auguste de Saxe, eut l'ambition d'être roi; & ne pouvant pas, comme eux, acquérir de nouveaux états, il donna à une de ses provinces le nom de royaume, & mit une couronne sur sa tète. Il s'agissoit d'être reconnu. Il le fut d'abord par l'empereur, par le roi d'Angleterre & par d'autres princes, parce qu'il offrit d'entrer, à cette condition, dans la grande alliance qui se formoit alors; ce qui fut agréé. Les intérêts de ce confédéré ne pouvoient pas être oubliés. Louis XIV consentoit donc à le reconnoître pour roi de Prusse, ainsi qu'à ne pas refuser au duc de Hanovre la qualité d'électeur que l'empereur lui avoit donnée. C'étoit à peu près là tous les points, sur lesquels on l'avoit prié de s'expliquer. L'abbé Gaultier, qui rapporta cette réponse aux ministres de Londres, eut ordre de leur dire, que le roi ne doutoit pas d'une confiance réciproque de leur part, ni de leur discrétion à faire un usage prudent & par degrés de la connoissance qui leur étoit donnée.

Les ministres de Londres, flattés des procédés ouverts de Louis XIV, se trouvoient plus disposés à le favoriser; & ils sentoient croître

en eux ces dispositions, lorsqu'ils considéroient la conduite de ceux qui s'opposoient à la paix.

Avec près de sept millions de livres sterling que la campagne de 1711 avoit coûté à l'Angleterre, tous les efforts de Marlborough s'étoient bornés à la prise de Bouchaim. Cependant les Hollandois s'opiniâtroient dans le dessein de continuer la guerre. Ils animoient plus que jamais les Whigs, qui trouvoient un autre appui dans l'empereur. On ne se proposoit pas moins que d'exciter un soulevement en Angleterre; & Gallas, ministre de Charles VI, n'étoit à Londres qu'un chef de faction. Le conseil de la reine, à qui les complots des Whigs & les intrigues des Hollandois & des Allemands étoient connus, en devoit désirer davantage la fin de la négociation commencée; & l'intérêt qui le lioit à la France, devenant plus fort par les oppositions mêmes des alliés, il ne pouvoit manquer de procurer à cette couronne les conditions avantageuses, qu'il seroit possible de concilier avec les avantages de l'Angleterre.

La reine se rendit le 10 décembre 1711 au parlement qu'elle avoit convoqué, elle y déclara qu'elle étoit résolue à terminer, par une paix glorieuse & utile, une guerre onéreuse par le sang & les trésors qu'elle coûtoit à la nation. Les Whigs s'éleverent avec emportement contre tout traité qui ne restitueroit pas à la maison d'Autriche la monarchie entiere d'Espagne. Mais après de longs débats le parti de la paix demeura supérieur de cent vingt-six voix dans la chambre des communes, & la supériorité ne lui manqua que d'une seule dans la chambre haute.

On n'ignoroit pas que Marlborough avoit répandu de l'argent & corrompu plusieurs membres. On ne doutoit pas non plus que Buys n'eût contribué par des pratiques secretes, à susciter les oppositions que la reine avoit trouvées dans une partie de son parlement. Le député donnoit au moins lieu de croire, qu'il attendoit quelque événement capable de renverser les mesures du ministere. Les Etats Généraux lui avoient envoyé les sauf-conduits, avec ordre de les remettre à la reine. Cependant il ne l'avoit point fait : comme il n'avoit pas même de prétexte pour les retenir, il paroissoit que dans l'attente d'une révolution, il les gardoit pour retarder l'ouverture des conférences. Il les délivra enfin, lorsqu'il vit que tous les détours devenoient inutiles & suspects. St. Jean se hâta de les faire passer en France. Le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac & Ménager, plénipotentiaires du roi, se disposerent à partir. Leurs instructions étoient conformes au mémoire communiqué au conseil de Londres. Ils arriverent à Utrecht, le 19 janvier 1712. Buys, nommé par la province de Hollande pour assister aux conférences, les avoit précédés de quelques jours.

Le prince Eugene étoit à Londres depuis le 16. Il y étoit venu, sollicité par les Whigs, qui fondoient sur lui toutes leurs ressources, & qui ne doutoient pas qu'avec ses talens il ne vint à bout de culbuter au moins le ministere. Mais il s'étoit rendu trop tard aux sollicitations vives qu'on lui avoit faites. Le comte d'Oxford ayant prévenu son arrivée, il trouva Marlborough déposé de toutes ses charges, accusé de péculat, &

jugé coupable par la chambre des communes. Reçu avec toutes les distinctions qui lui étoient dues, il fut observé de si près, qu'il ne lui fut pas possible de fomenter les cabales des Whigs; il repartit après deux mois de séjour, ayant formé, dit-on, des complots, qui donnerent seulement quelque inquiétude, & qui auroient fait tort à sa réputation, s'ils avoient été prouvés & publiés. Les ministres se trouvoient supérieurs à leurs ennemis, lorsque la France éprouva des malheurs, qui apporterent de nouveaux retardemens à la paix.

Louis dauphin, fils unique du roi, étoit mort au mois de février 1711. Le duc de Bourgogne son fils aîné, qui étoit frere de Philippe roi d'Espagne, & qui avoit deux fils, le duc de Bretagne & le duc d'Anjou, mourut lui-même le 18 février 1712, six jours après sa femme, Marie Adélaïde de Savoie; & le 8 du mois suivant une maladie inconnue mit encore le duc de Bretagne au tombeau. Il ne restoit plus que Louis duc d'Anjou, âgé de deux ans, & dont la vie paroissoit en danger.

Ces coups redoublés, capables par eux-mêmes de frapper vivement un pere qui aimoit ses enfans, & les François, qui estimoient le duc de Bourgogne, devenoient plus funestes encore dans la conjoncture présente. Car la succession à la couronne de France sembloit s'ouvrir à Philippe V, & l'Europe se voyoit menacée de voir cette couronne & celle d'Espagne sur la tête du même prince : danger dont elle s'effrayoit beaucoup plus qu'elle ne devoit; mais enfin elle s'en effrayoit.

Les conférences d'Utrecht n'avançoient pas. Prior, à qui la reine avoit confié le secret de la négociation, n'y étoit pas arrivé, il n'y arriva même point. Ainsi l'évêque de Bristol & le comte de Stafford, n'osant rien prendre sur eux, se conduisoient avec beaucoup de circonspection. Contre l'attente de Louis XIV, ils ne s'ouvroient point avec ses ministres ; ils parloient même encore comme ennemis. Ils ne pouvoient guere se conduire autrement ; parce que, dans la situation chancelante des choses, une démarche précipitée pouvoit les rendre criminels, si le parti contraire à la paix venoit à prévaloir

Cependant la reine & son conseil la desiroient toujours : mais avant de faire de nouvelles tentatives auprès des alliés, il falloit prendre des mesures pour prévenir la réunion redoutée des deux monarchies. Les Hollandois, de plus en plus animés contre la France, s'opiniâtroient plus que jamais à n'accorder la paix qu'aux conditions spécifiées dans les préliminaires de 1709 ; &, dans une circonstance, où Philippe V paroissoit si près de succéder à Louis XIV, leurs raisonnemens étoient capables d'ébranler ceux qui vouloient le plus sincérement la fin de la guerre. C'est alors même qu'ils remuoient en Angleterre, & qu'ils se flattoient d'y susciter des soulevemens.

Ces circonstances ralentissoient nécessairement les démarches des ministres de Londres. Cependant elles ne changeoient rien à leurs dispositions : au contraire, elles leur faisoient sentir davantage la nécessité d'y persister. Le 23 mars ils envoyerent un mémoire à la cour de Versailles, par lequel ils demandoient, comme l'unique

moyen de calmer les alarmes de l'Europe, que Philippe V renonçât purement & simplement aux droits de sa naissance, & qu'il cédât la couronne de France au duc de Berri son frere, troisieme & dernier fils du dauphin.

Cette proposition embarrassa le ministere de France, qui s'imaginant que la renonciation seroit nulle, ne pouvoit le déclarer sans rompre toute négociation, ni le dissimuler sans manquer à la bonne foi. Cependant la sincérité prévalut sur toute autre considération. Le marquis de Torci, principal ministre, écrivit à St. Jean, que la renonciation seroit nulle suivant les loix fondamentales du royaume, selon lesquelles, « le „ prince qui est le plus proche de la couronne, „ en est héritier de toute nécessité; que c'est un „ héritage qu'il ne reçoit ni du roi son prédé„ cesseur, ni du peuple, mais en vertu de la loi; „ de sorte que lorsqu'un roi vient à mourir, „ l'autre lui succede immédiatement, sans de„ mander le consentement de personne; qu'il „ succede, non comme héritier, mais comme „ le maître du royaume dont la seigneurie lui „ appartient, non par choix, mais seulement par „ le droit de sa naissance.

„ Qu'il n'est obligé de sa couronne ni à la vo„ lonté de son prédécesseur ni à aucun édit, ni „ à aucun décret, ni à la libéralité de qui que ce „ soit; qu'il ne l'est qu'à la loi: cette loi est esti„ mée l'ouvrage de celui qui a établi les monar„ chies; & qu'on tient en France qu'il n'y a que „ Dieu seul qui puisse l'abolir; par conséquent „ qu'il n'y a aucune renonciation qui puisse la „ détruire ".

Torci emprunta pour cette réponſe, comme il le dit, les termes d'un fameux magiſtrat, Jérôme Bignon, avocat général. Cet exemple prouve que les opinions d'un homme qui a un nom, deviennent des préjugés qu'on adopte ſans examen. Car ou je me trompe fort, ou toute cette doctrine ne porte que ſur de grands mots. On croiroit que Bignon parle du peuple juif.

Ce magiſtrat auroit-il ſoutenu que cette doctrine étoit bien établie & bien reconnue avant Philippe Auguſte ? Je demanderois donc pourquoi les ſouverains prenoient des meſures de leur vivant, pour aſſurer la couronne à leur fils. Si c'eſt depuis Philippe Auguſte que Dieu a établi cette loi fondamentale dont il parle, je demande ſous quel regne elle a été révélée.

Si avant Louis XIV il y avoit eu une loi qui n'eût pas permis à un prince de renoncer à la couronne, il falloit alors changer cette loi ; puiſque ce changement devenoit néceſſaire à la maiſon de Bourbon, à la France, à l'Eſpagne, à l'Europe entiere. Les loix ayant été faites pour le bonheur des peuples, ce ſeroit une grande abſurdité d'imaginer, qu'elles ſont encore ſacrées, lorſqu'elles deviennent nuiſibles.

Pour être affermis ſur le trône, les Bourbons n'ont pas beſoin que Dieu vienne dire aux François : voilà mon oint, voilà votre roi. Ils ſont ſûrs de régner par l'affection de leurs ſujets. Ils en ſont ſûrs, parce que l'obéiſſance n'eſt pas moins due aux loix que les peuples ſe font, qu'aux loix que Dieu leur donne ; & que déſobéir aux premieres, c'eſt toujours déſobéir à Dieu, à qui nous rendrons compte de tous nos engagemens.

C'eſt la flatterie, Monſeigneur, qui a fait cette loi fondamentale : mais la flatterie tourne tôt ou tard contre le ſouverain. Vous le voyez : la paix n'eût pas été poſſible, ſi toute l'Europe eût penſé comme Louis XIV & ſon conſeil, ou il eût fallu en revenir avec les Hollandois aux préliminaires de 1709. Heureuſement les puiſſances étrangeres ne connoiſſoient pas les loix fondamentales de la France, & elles crurent que la renonciation ſeroit bonne. "Nous voulons croire, répondit „ St. Jean, que vous tenez en France, qu'il n'y „ a que Dieu ſeul qui puiſſe abolir la loi, ſur „ laquelle votre droit de ſucceſſion eſt fondé ; „ mais vous nous permettrez auſſi de croire en „ Angleterre, qu'un prince peut ſe départir de „ ſes droits par une ceſſion volontaire ; & que „ celui en faveur de qui il auroit fait la renoncia- „ tion, pourroit être ſoutenu avec juſtice dans „ ſes prétentions, par les puiſſances qui en au- „ roient garanti le traité ".

L'incertitude du parti que prendroit le roi d'Eſpagne, faiſoit languir la négociation. Pour perdre moins de tems, les plénipotentiaires d'Angleterre propoſerent à ceux de France de travailler en attendant à lever de concert les autres difficultés, qui s'oppoſoient à la paix. Ils s'aſſemblerent chez l'évêque de Briſtol ; & afin de ne pas donner d'ombrage aux alliés, ils prirent pour prétexte de traiter quelques points de commerce entre la France & l'Angleterre. Les conférences réuſſirent, comme on ſe l'étoit promis. Le traité eût été bientôt conclu entre les deux couronnes, ſi on avoit eu la renonciation du roi d'Eſpagne.

On cherchoit également à Londres & à Ver-

ſailles, ſi, dans le cas où Philippe refuſeroit de la donner, il ſeroit poſſible de trouver quelque expédient pour y ſuppléer. Milord Oxford propoſa une alternative : il donnoit le choix à ce prince, ou de conſerver le royaume d'Eſpagne, en renoncant aux droits de ſa naiſſance ; ou de conſerver les droits de ſa naiſſance en abandonnant l'Eſpagne au duc de Savoie, ſon beau-pere, & en ſe contentant des états de ce prince, auxquels on joindroit les royaumes de Naples & de Sicile. Oxford crut peut-être avoir trouvé le vrai moyen de hâter la paix, parce qu'il penſa que le ſecond parti ſeroit plus agréable à Louis XIV, & plus convenable à ſa famille, vu l'inquiétude que donnoit la ſanté du duc d'Anjou.

Philippe venoit alors de répondre qu'il renonceroit à la couronne de France. Ainſi l'option, propoſée par Oxford, ne fit que retarder la négociation : car il fallut attendre une nouvelle réponſe.

Louis XIV, exhorta vivement ſon petit-fils à préférer l'échange qu'on lui propoſoit. Philippe perſiſta dans la premiere réſolution qu'il avoit priſe, & renonça à tous les droits de ſa naiſſance. Peut-être y fut-il en partie déterminé par l'ambition de la reine ſa femme, qui ne voulut pas ſacrifier la monarchie d'Eſpagne à l'incertitude d'être un jour reine de France. Quoi qu'il en ſoit, la renonciation fut faite quelques mois après par le roi d'Eſpagne, ratifiée par les états de ſon royaume, acceptée par Louis XIV, publiée par les ordres de ce prince, enregiſtrée dans tous les parlemens de la maniere la plus ſolemnelle, & à la paix garantie par toutes les puiſſances de l'Eu-

rope. On peut encore remarquer que le roi de France & le roi d'Eſpagne ne paroiſſent pas avoir douté de la validité de cet acte, ſi on en juge par les lettres qu'ils s'écrivirent à ce ſujet: & quand ils en auroient douté, il n'en réſulteroit autre choſe, ſinon qu'ils n'auroient pas traité de bonne foi, & la mauvaiſe foi ne rend pas un acte nul. Voilà donc une loi fondamentale, où il n'y en a point. Par conſéquent la branche de Bourbon, qui a paſſé en Eſpagne, ne conſerve plus aucun droit à la couronne de France. En ſoutenant le contraire, je vous plairois peut-être davantage: mais je vous tromperois.

L'Angleterre & la France ſe trouvoient parfaitement d'accord. Il ne reſtoit plus qu'à rompre les obſtacles que les autres puiſſances mettoient à la paix. La reine ſe rendit au parlement le 17 juin 1712. Elle communiqua aux deux chambres l'état où elle avoit conduit la négociation. Elle fit l'énumération des avantages qu'elle procuroit à ſes alliés: elle expoſa les meſures qu'elle avoit priſes pour aſſurer la ſucceſſion dans la maiſon de Hanovre; enfin elle fit valoir ſes ſoins pour prévenir l'union des couronnes de France & d'Eſpagne. Elle fut écoutée avec un applaudiſſement général: ſeulement quelques membres de la chambre haute proteſterent contre pluſieurs articles de ſa harangue: mais ces proteſtations furent ſans effet.

L'Angleterre pouvoit alors faire ſa paix ſéparément. C'eût été ſans-doute le moyen le plus court de terminer tout-à-fait la guerre. Le conſeil de Londres, croyant devoir uſer de plus de circonſpection, n'oſa prendre de parti. Il auroit craint

de choquer trop les alliés. Il prit un parti moyen, qui leur étoit presque aussi contraire, & qui les choqua tout autant. Le duc d'Ormond, qui commandoit les troupes angloises depuis la déposition de Marlborough, eut ordre de se séparer du prince Eugene, & de ne concourir avec lui dans aucune entreprise; & bientôt après, il y eut entre la France & l'Angleterre une suspension d'armes pour quatre mois dans les Pays-Bas.

En considération de ces démarches de la cour de Londres, le roi étoit convenu de remettre Dunkerque aux Anglois, jusqu'à ce que les fortifications en eussent été démolies. Cependant ces démarches n'avoient pas produit tout l'effet qu'il en avoit attendu: car les étrangers, à la solde de l'Angleterre, avoient pour la plupart refusé de suivre le duc d'Ormond, & étoient restés avec le prince Eugene, dont l'armée se trouvoit par-là supérieure à celle des François. Il y avoit donc beaucoup à diminuer des avantages que la suspension avoit promis.

St. Jean, que la reine avoit fait pair d'Angleterre, sous le titre de vicomte de Bolingbroke, répondit que cette princesse voyoit avec un déplaisir sensible que ses desseins avoient été traversés; qu'elle étoit résolue à ne pas se rebuter; & que si le roi vouloit lui remettre Dunkerque, elle ne feroit aucune difficulté de conclure sa paix particuliere. Il remarquoit au reste que l'Angleterre cessant de payer la solde aux troupes étrangeres, les Etats-Généraux ne feroient pas en état de les faire subsister long-tems.

Comme l'offre d'une paix particuliere conduisoit plus promptement à la paix générale, le roi

accepta la propoſition de la reine. Il envoya ordre à l'officier qui commandoit dans Dunkerque, d'y laiſſer entrer les troupes angloiſes. Auſſitôt la ſuſpenſion, qui n'avoit eu lieu que dans les Pays-Bas, devint générale ; & les hoſtilités ceſſerent par mer & par terre entre les deux couronnes.

La reine Anne avoit pris le parti le plus ſage. Car ſi elle ſe fût déterminée à faire encore une campagne, & qu'elle eût eu avec ſes alliés des ſuccès tels qu'ils ſe les permettoient, ils auroient pu ſe rendre maîtres de la négociation. Si, au contraire, les François avoient eu l'avantage, ils n'auroient plus voulu traiter avec l'Angleterre aux conditions qu'ils avoient offertes. Cette princeſſe avoit donc pris à propos une réſolution déciſive, telle qu'elle convenoit à ſes intérêts.

Les Hollandois ſe plaignirent hautement, eux qui avoient abandonné leurs alliés à Nimegue dans une conjoncture bien différente, & qui avoient ſeuls tiré avantage d'une guerre, où l'on ne s'étoit engagé que pour les défendre ; eux qui, dans cette derniere guerre qu'ils vouloient continuer, avoient ſouvent déconcerté les opérations, en retardant la marche de leurs troupes, en refuſant même de les envoyer, & en négligeant les préparatifs qu'ils étoient obligés de faire. Après s'être plaints, ils déclarerent avec confiance qu'ils feroient la guerre ſans la Grande-Bretagne ; ſe flattant toujours que quelque révolution changeroit le gouvernement de ce royaume, & comptant qu'ils porteroient bientôt le ravage juſques dans le cœur de la France. Sinzendorff, miniſtre de l'empereur à la Haye, & le prince

Eugene les berçoient de ces vaines espérances.

Après avoir pris le Quesnoi, le 4 juillet, le prince Eugene fit le siege de Landrecie. Cette entreprise parut téméraire, parce qu'il ne pouvoit tirer ses vivres & ses munitions que de Marchiennes; & qu'il avoit par conséquent douze lieues de pays à garder. Il tira des lignes pour couvrir la marche de ses convois. Un corps de troupes, sous les ordres du prince d'Anhalt-Dessau, avoit investi Landrecie. L'armée que commandoit le prince Eugene, s'étendoit depuis le camp des assiégeans jusqu'à l'Escaut qui la séparoit du camp de Denain. Le comte d'Albemarle, général des troupes hollandoises, avoit, dans ce dernier camp bien retranché, dix à douze mille hommes. Ses lignes commençoient à l'Escaut au dessus de Denain, & au-dessous de Prouvi, & finissoient à la Scarpe, au-dessus & au-dessous de Marchiennes, où l'armée avoit ses magasins. Par cette disposition, le prince Eugene pouvoit se porter sur sa droite ou sur sa gauche, suivant les mouvemens que feroient les ennemis.

Villars s'approcha de Châtillon-sur-Sambre, afin de faire croire qu'il vouloit attaquer le camp de Landrecie. Il fit ouvrir les chemins, il fit jeter plusieurs ponts sur la riviere, & disposa tout pour marcher au camp des assiégeans. Eugene ne doutant point d'avoir découvert le vrai dessein du maréchal se rapprocha pour soutenir le prince d'Anhalt, & sa droite se trouva, par ce mouvement, éloignée de Denain d'environ trois lieues. C'est où Villars l'attendoit. Alors il s'avance pendant la nuit vers Denain; & pour cacher sa marche, il laisse sur la Sambre le comte de Coigny, auquel

auquel il ordonne de paſſer cette riviere, & d'envoyer, à la pointe du jour, de petits partis à la vue du camp de Landrecie.

Eugene, qui ne fut inſtruit de ces mouvemens qu'à ſept heures du matin, ne put arriver au ſecours de Denain, que lorſque les lignes avoient été forcées. De toutes les troupes qu'il avoit miſes à la garde de ce camp, il ne recueillit au plus que quatre cens hommes, tout le reſte ayant été pris, tué ou noyé.

Cette action ſe paſſa le 24 juillet. Les ennemis de la France, ayant perdu Marchiennes bientôt après, leverent le ſiege de Landrecie, & perdirent encore St. Amand, Douai, le Queſnoi & Bouchain. Villars eut, par ſa victoire, la gloire d'avancer la paix, & de procurer à la France des conditions plus honorables & plus avantageuſes. Un bon général eſt l'ame des négociations.

En effet, les eſpérances des Hollandois étoient évanouies. Ils reconnurent qu'ils ne pouvoient ſoutenir la guerre ſans les ſecours de la Grande-Bretagne. Ils voulurent renouer avec la France les conférences qu'ils avoient interrompues depuis long-tems; & leurs plénipotentiaires vinrent ſupplier ceux de la reine Anne d'employer leurs bons offices à cet effet. „ Nous prenons la figure „ que les Hollandois avoient à Gertruidenberg, „ & ils prennent la nôtre, écrivoit l'abbé de „ Polignac. C'eſt une revanche complete. Le „ comte de Sinzendorff ſent bien vivement ſa „ décadence. „

Quoique la renonciation de Philippe eut été été promiſe, & qu'on fût aſſuré de l'obtenir, elle n'avoit pas encore été faite avec la ſolemnité re-

quiſe. Ce ne fut que le 5 novembre 1712, que ce prince la fit dans l'aſſemblée des états de ſon royaume, & les lettres-patentes données par Louis XIV ſur cet acte, ne furent enrégiſtrées au parlement que le 15 mars de l'année ſuivante. C'eſt ce qui retarda la concluſion d'une paix particuliere entre la France & l'Angleterre.

Je ne ſais pas pourquoi le conſeil de Verſailles ſuſpendit ſi long-tems l'enrégiſtrement de cette renonciation. Milord Bolingbroke avoit ſollicité vivement pour qu'on ſe preſſât davantage; promettant qu'auſſitôt après l'accompliſſement de cette condition eſſentielle, la reine feroit ſa paix particuliere; qu'elle déclareroit à ſes alliés n'avoir d'autres offres à leur faire, que les conditions que le roi avoit propoſées; qu'elle leur donneroit trois mois pour en délibérer; & qu'après ce terme, Louis XIV ne feroit plus tenu de leur accorder les mêmes conditions: mais ce même miniſtre avertiſſoit la France, que ſi avant l'enrégiſtrement les Hollandois revenoient à la raiſon, & imploroient la protection de la reine, il feroit difficile de faire accepter le plan de paix que le roi propoſoit, & que l'Angleterre ne pourroit ſe diſpenſer de procurer de meilleures conditions à ſes alliés.

L'événement vérifia l'avis que Bolingbroke avoit donné au miniſtere de France. La reine favoriſa les Hollandois. Elle leur conſerva Tournai, dont le roi demandoit la reſtitution. Elle leur auroit procuré de plus grands avantages, ſi au lieu de s'oppoſer à la paix, ils s'étoient joints à elle une année plutôt. Mais depuis la journée

de Denain, il n'étoit plus possible de donner la loi aux François.

Enfin le 11 avril 1713, Louis XIV fit son accommodement particulier par cinq traités différens, avec l'Angleterre, le Portugal, la Prusse, la Savoie & les Provinces-Unies. L'Espagne signa sa paix avec l'Angleterre & la Savoie, le 13 juillet 1713. Elle traita le 26 juin 1714, avec les Etats-Généraux, & le 6 février de l'année suivante avec le Portugal. Tous ces actes furent signés à Utrecht.

L'empereur avoit de la peine à se résoudre à la paix. Mais étant abandonné de ses alliés, & voyant les succès du maréchal de Villars, il fut enfin forcé de conclure le 26 mars 1714. Le traité se fit à Rastad. Le 6 septembre de la même année, les intérêts des princes de l'Empire furent réglés dans des conférences qui se tinrent à Bade; & le 15 novembre de l'année suivante, Charles VI, George I, qui avoit succédé à la reine Anne, & les Etats-Généraux conclurent à Anvers le traité de la barriere des Pays-bas.

La France avoit par le traité d'Utrecht remis aux Provinces-Unies les Pays-Bas espagnols, tels que Charles II, roi d'Espagne, les avoit possédés en vertu du traité de Ryswick; & les Etats-Généraux s'étoient engagés à les remettre à la maison d'Autriche pour les posséder en toute souveraineté, avec la clause que sous quelque prétexte que ce fût, elle n'en pourroit jamais céder ou transférer aucune place à la couronne de France, ni à aucun prince de sang de ce royaume. Or, la république de Hollande stipule, dans le traité de la barriere, les conditions auxquelles

elle reconnoît la souveraineté de la maison d'Autriche sur les Pays-Bas ; & elle y prend toutes les précautions, qu'elle a jugées nécessaires à sa sureté.



CHAPITRE II.

De l'Europe depuis le traité d'Utrecht jusqu'à la cessation de toute hostilité.

PAR les armes de Villars & par les derniers traités, la France avoit recouvré les principales places qu'on lui avoit enlevées pendant la guerre. Philippe V étoit affermi sur le trône d'Espagne, & reconnu par toutes les puissances, l'empereur seul excepté. Le duc de Savoie avoit acquis le royaume de Sicile par la cession du roi d'Espagne. Les traités de Rastadt & de Bade avoient rétabli les électeurs de Baviere & de Cologne dans leurs états, droits & prérogatives. La France reconnoissoit la dignité électorale de la maison d'Hanovre, ainsi que la royauté de l'électeur de Brandebourg, Fréderic-Guillaume, qui venoit de succéder à son pere Fréderic I. La succession à la couronne d'Angleterre étoit assurée à la ligne protestante. Charles VI avoit acquis les Pays-Bas, le royaume de Naples, la Sardaigne & le Milanès. Les Anglois étoient maîtres de Gibraltar & de Port-Mahon. Enfin les Provinces-Unies venoient de former cette barriere pour laquelle elles avoient

ſi long-tems combattu. Après tant de guerres & tant de traités, la paix étoit encore mal affermie. Si les puiſſances fatiguées avoient poſé les armes, la plupart formoient encore des prétentions, & n'attendoient que le moment de les faire valoir. Mais avant de conſidérer les ſuites des traités d'Utrecht & de Bade, il faut jeter un coup d'œil ſur le Nord. Nous eſſayerons enſuite d'embraſſer toute l'Europe.

Après un trop long ſéjour en Turquie, & une conduite fort extraordinaire, Charles XII ſe réſolut enfin à revenir dans ſes états. Il traverſa l'Allemagne incognito, & arriva le 21 novembre 1714 à Stralſund. Ses affaires étoient dans une ſituation déſeſpérée.

Le czar, maître de la Livonie, de l'Ingrie, de la Carélie & d'une partie de la Finlande, l'étoit encore de la mer Baltique. Fréderic IV, roi de Danemarck, venoit de dépouiller le duc de Holſtein, & après avoir conquis les duchés de Brême & de Verden, il les avoit mis en dépôt pour ſoixante mille piſtoles entre les mains de George, électeur de Hanovre. Enfin les généraux ſuédois, dans l'impuiſſance de défendre la Poméranie contre les Ruſſes & les Saxons, l'avoient donnée en ſéqueſtre au roi de Pruſſe. Ainſi Charles XII, dépouillé par ſes ennemis, l'étoit encore par des princes avec leſquels il n'avoit eu juſqu'alors aucun démêlé : car il jugeoit bien que le ſéqueſtre n'avoit été qu'un prétexte pour s'enrichir de ſes dépouilles. En effet, Fréderic-Guillaume n'affectoit la neutralité, que pour recueillir les fruits de la guerre ſans en partager les haſards.

Charles XII protesta contre le sequestre, & fit déclarer contre lui deux nouveaux ennemis. Le roi de Prusse & l'électeur de Hanovre se liguerent avec le Danemarck, la Pologne & la Russie. Le dessein des confédérés étoit de chasser tout-à-fait les Suédois d'Allemagne : ils avoient déja partagé entr'eux les conquêtes qu'ils se proposoient de faire.

Fréderic I, roi de Prusse, avec la magnificence d'une ame vaine, dissipoit ses revenus en fêtes, en bâtimens, en chevaux, en valets. Ses prodigalités enrichissoient ses favoris & ses chasseurs, pendant que la famine & la peste ravageoient ses provinces, auxquelles il ne donnoit aucun secours. Il trafiquoit du sang de ses peuples, dit l'auteur des mémoires de Brandebourg ; & il vendoit vingt mille hommes pour en entretenir trente mille. Il est un des princes à qui l'Angleterre & la Hollande donnoient des subsides, pour faire la guerre à Louis XIV. *Il est difficile de comprendre*, dit l'écrivain que je viens de citer, *comment cette espèce de fierté qu'ont les ames généreuses, peut se concilier avec la bassesse qu'il y a d'être aux aumônes de ses égaux.*

Fréderic-Guillaume, bien différent de son pere, voulant être puissant par lui-même, mit la réforme dans sa cour, dans sa maison, dans toutes ses dépenses. Il régla ses finances avec discernement. Il établit la discipline parmi ses troupes : enfin, riche par son économie, il étoit à peine sur le trône, & il devenoit déjà une puissance redoutable à ses voisins. Il entretenoit cinquante mille hommes sans être à l'aumône

de ses égaux. Tel est le nouvel ennemi qui armoit contre la Suede.

Charles XII n'eut plus que des revers jusqu'à sa mort. Au mois de décembre 1615, les confédérés se rendirent maîtres de Stralsund, & l'année suivante ils prirent Wismar, l'unique place que les Suédois conservoient en Allemagne.

Auparavant, craint ou recherché de toutes les puissances de l'Europe, le roi de Suede se voyoit alors réduit à porter à la diete de Ratisbonne des plaintes, auxquelles on n'avoit aucun égard. L'empereur regardoit comme un avantage pour lui & pour l'Allemagne, que ce prince inquiet fût enfin chassé au delà de la mer Baltique. Il venoit de se liguer avec les Vénitiens contre les Turcs : il avoit besoin de toutes les forces de l'empire : il attendoit des secours de la part des ennemis du roi de Suede. Il étoit donc bien éloigné de se déclarer contr'eux, & d'entretenir la guerre dans le Nord, lorsqu'il se disposoit à la porter en Hongrie. Fréderic-Guillaume néanmoins ne voulut point prendre part à cette nouvelle guerre, sous prétexte qu'il avoit encore besoin de ses troupes contre les Suédois. Mais dans le vrai, c'est qu'il ne vouloit pas contribuer à l'agrandissement de la maison d'Autriche.

Lorsque les confédérés eurent partagé leurs conquêtes. Le Danemarck resta presque seul armé contre la Suede. La Norwege, où Charles XII avoit déja porté ses armes dans le tems même qu'on lui enlevoit Wismar, devint le seul théatre de la guerre. Cependant les Suédois accablés d'impôts ou plutôt d'extorsions, se voyoient tous dans la nécessité d'être soldats. Les campagnes

étoient désertes. Il ne restoit presque dans les villages que des vieillards, des femmes & des enfans.

La reine Anne étoit morte le 12 août 1714, & George, électeur de Hanovre, avoit été proclamé roi de la Grande-Bretagne, conformément aux vœux des Whigs; & aux dispositions faites par le parlement. Ce prince étoit fils d'Ernest-Auguste, duc de Brunswick-Lunebourg, & de la princesse Sophie, petite-fille de Jacques I. Sophie étoit née du mariage d'Elisabeth d'Angleterre avec Fréderic V, électeur Palatin, ce prince qui avoit été élu roi de Bohême, & qui avoit donné commencement à la guerre de trente ans. On a remarqué qu'il y avoit quarante-cinq personnes, qui se trouvoient plus près du trône que l'électeur de Hanovre.

George, persuadé que les principaux ministres du dernier regne avoient eu des vues contraires à ses intérêts, & que sous prétexte de la paix, ils ne s'étoient unis à la France, que pour préparer le rétablissement du fils de Jacques II, établit une commission, qu'il chargea d'examiner, avec la derniere rigueur, la conduite du comte d'Oxford & du vicomte de Bolingbroke. Robert Walpole, nommé pour examiner les papiers de l'un & de l'autre, les lut avec la passion d'un Whig, qui s'étoit toujours opposé à la paix; qui avoit cabalé dans les communes afin de la traverser, & qui, par ces raisons, avoit été renfermé à la Tour. Bolingbroke prévint l'orage, en quittant l'Angleterre: Oxford fut arrêté; mais parce qu'on ne put rien prouver con-

tre lui, le roi George lui rendit enfin la liberté, après un long procès & une longue prison.

Cependant la naissance avoit mis un trop grand intervalle entre cet étranger & le trône, & tous les Anglois ne croyoient pas également voir en lui un souverain légitime. Agréable aux Whigs, il devenoit odieux aux Torys, qui, par les changemens faits dans le gouvernement, se voyoient privés de toute la faveur. D'ailleurs les esprits sans passion & sans préjugé ne pouvoient se dissimuler l'injustice qu'on faisoit à la maison des Stuarts. Ces dispositions furent la cause d'une guerre civile, qui ne fut assoupie que dans le cours de 1716; & il restoit toujours un esprit de révolte, qui suffisoit pour troubler le regne de George I.

La mort de Louis XIV, arrivée le premier septembre 1715, changea tout le système de l'Europe. Après un regne de soixante-douze ans, ce prince, dans la soixante-dix-septieme année de son âge, apprécioit enfin, à la vue du tombeau, cette grandeur, cette gloire, qui l'avoit ébloui trop long-tems. « Mon fils, dit-il, deux jours » avant sa mort au duc d'Anjou, alors dauphin, » je vous laisse un grand royaume à gouverner. » Je vous recommande sur-tout de travailler, » autant que vous pourrez, à diminuer les maux, » & à augmenter les biens de vos sujets; & pour » cet effet, je vous demande avec instance de » conserver toujours précieusement la paix avec » vos voisins, comme la source des plus grands » biens, & d'éviter soigneusement la guerre, » comme la source des plus grands maux. Ne » faites donc jamais la guerre que pour vous » défendre, ou pour défendre vos alliés. Je vous

„ avoue que de ce côté-là, je ne vous ai pas donné „ de bons exemples : mais aussi, c'est la partie „ de ma vie & de mon gouvernement dont je „ me repens davantage „. Cet aveu excuse les fautes de ce monarque. Ce prince avoit de la générosité, de la fermeté, de l'élévation dans l'ame. Il fut grand par la tranquillité avec laquelle il vit les approches de la mort. Il faut le plaindre d'avoir eu une mauvaise éducation, d'avoir été mal entouré, d'avoir eu des succès de trop bonne heure. Avec les qualités qu'il tenoit de la nature, il eût été grand dès sa jeunesse, si ses premiers malheurs n'eussent pas duré si peu.

Il y avoit plus d'un an que le duc de Berri étoit mort. Louis XV n'avoit pas encore cinq ans accomplis. La France trembloit à la vue des malheurs dont elle étoit menacée, si elle perdoit son jeune roi, dont la santé ne la rassuroit pas ; & l'Europe n'étoit pas sans inquiétude, quand elle considéroit que Philippe V, malgré ses renonciations, pouvoit contester au duc d'Orléans, régent du royaume, les droits que le traité d'Utrecht lui donnoit à la couronne. Quoique pour la plupart mécontentes des conditions de la paix, les puissances, encore épuisées, ne songerent qu'à prévenir une guerre, à laquelle elles n'étoient pas assez préparées. Autant elles avoient redouté l'union de la France & de l'Espagne, autant alors elles redouterent les divisions, qui paroissoient les devoir armer l'une contre l'autre.

Le duc d'Orléans croyoit voir un ennemi dans Philippe V, & George I voyoit que le Prétendant avoit un grand parti en Angleterre. Ces deux princes, comme plus intéressés à prévenir

une nouvelle guerre, négocierent pendant le cours de l'année 1714; & l'année suivante, ils conclurent à Haye le traité de la triple alliance avec les Etats-Généraux. Ces puissances se garantissoient mutuellement toutes les dispositions des traités d'Utrecht: elles s'engageoient à ne donner aucun asyle à ceux qui seroient déclarés rebelles par l'un des contractans; & en cas de troubles domestiques, ou d'attaques de la part de quelques ennemis étrangers, elles se promettoient des secours prompts & efficaces. Ainsi la France, pour assurer son repos, & pour maintenir les droits de la maison d'Orléans, fut dans la nécessité de se liguer avec l'Angleterre & la Hollande; & bientôt elle fit la guerre à l'Espagne.

Lorsqu'un mauvais gouvernement a jeté les peuples dans une espece de léthargie, il semble qu'il n'y ait plus que les troubles des guerres civiles, qui puissent rendre aux ames une activité qu'elles ne se sentoient plus. Alors l'esprit de faction, qui produit naturellement l'enthousiasme, donne le ressort à tous les partis, produit des soldats, & crée des talens militaires. A la paix, le gouvernement trouve des hommes qui sentent le besoin d'agir, & parce qu'ils se sont faits une habitude de l'action, & parce qu'ils ont des pertes à réparer. S'il est sage, il entretiendra, il nourrira cette inquiétude en protégeant les arts, & les arts seront cultivés : car par-tout où ils ont fait des progrès, vous les avez toujours vus fleurir après de longues guerres, & même commencer parmi les troubles.

Ce ne fut pas ainsi qu'en Espagne : le gouvernement dirigea l'inquiétude des peuples. Epui-

ſé, n'ayant que des reſſources qui devoient l'épuiſer encore, il fit de nouveaux efforts pour troubler toute l'Europe. Il entreprit de grandes choſes avec de petits moyens dans un ſiecle où avec de grands moyens, on n'en faiſoit d'ordinaire que de petites. Après de vaines tentatives, il ſuccomba par laſſitude, & les peuples également las, retomberent dans leur premier aſſoupiſſement.

Jules Albéroni, né à Plaiſance en 1664, avoit eu occaſion, lorſqu'il étoit curé d'un village dans le Parmeſan, de s'introduire auprès du duc de Vendôme, qui conçut de l'eſtime pour lui. Ayant rendu aux François pendant la guerre, des ſervices qui ne lui permettoient pas de reſter en ſureté dans ſa patrie, il ſuivit le duc de Vendôme en France, & enſuite en Eſpagne. Ce général ſe ſervit de lui, pour entretenir une correſpondance avec la princeſſe des Urſins, qui avoit beaucoup de crédit ſur Philippe. Albéroni ſut ſe faire goûter, de ſorte qu'après la mort du duc de Vendôme, en 1712, il ſe vit encore aſſuré d'une puiſſante protection. Son crédit s'accrut au point que Marie-Louiſe-Gabrielle de Savoie, reine d'Eſpagne, étant morte en 1715, il eut beaucoup de part au mariage de Philippe V avec Eliſabeth Farnèſe. La nouvelle reine lui marqua ſa reconnoiſſance par le chapeau de cardinal, & par une confiance entiere. Albéroni fut bientôt premier miniſtre. C'étoit une imagination bouillante, faite pour former de grandes entrepriſes, plutôt que pour les bien concerter.

Les traités qu'on avoit faits juſqu'alors, n'apas terminé les différens entre Charles VI & Phi-

lippe V : car l'un n'avoit pas donné sa renonciation à la monarchie d'Espagne, & l'autre n'avoit pas donné la sienne aux états que l'empereur possédoit en Italie & dans les Pays-Bas. Le cardinal Albéroni flattant la reine Elisabeth de l'espérance de procurer des établissemens à ses fils, médita la conquête de l'Italie. Il se proposoit de réserver pour l'Espagne, la Sicile, Naples & la Sardaigne ; il offroit au duc de Savoie le Milanès en échange de la Sicile. Comme la guerre que les Turcs faisoient alors à l'empereur paroissoit favorable à ses desseins, il négocioit avec la Porte pour la faire durer.

En même tems, il cherchoit à susciter des troubles en France, comptant beaucoup sur les mécontentemens que les parlemens, la noblesse & le peuple faisoient paroître. Le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, tramoit sourdement une conspiration, dans laquelle plusieurs grands entrerent. Un parti, qui se formoit en Bretagne, n'attendoit que la flotte des Espagnols pour se déclarer: & des soldats déguisés filoient insensiblement, & venoient se joindre aux rebelles. Le projet du cardinal Albéroni étoit d'ôter la régence au duc d'Orléans, & de la donner à Philippe V, afin de gouverner lui même tout à la fois la France & l'Espagne.

Les intrigues de ce cardinal ne se bornoient pas là. Il négocioit encore à Pétersbourg & à Stockholm. Il trouva dans le baron de Gœrtz, premier ministre du roi de Suede, un esprit remuant capable des desseins les plus audacieux. A peine ces deux hommes se furent-ils commu-

niqué leurs projets, qu'ils ne formerent plus qu'un plan des vues qu'ils avoient eu séparément.

Les ennemis du roi de Suede étoient divisés. Le czar sur-tout paroissoit mécontent de l'espece de défiance avec laquelle les rois de Pologne, d'Angleterre, de Danemarck & de Prusse s'étoient conduits avec lui, & de tout ce qu'ils avoient fait pour l'empêcher d'avoir un établissement en Allemagne. Gœrtz, jugeant donc qu'il seroit facile de séparer ce prince de ses alliés, imagina de l'engager à faire la paix avec la Suede, & se flatta d'y déterminer son maître. En effet, Charles XII, irrité contre George qui lui avoit enlevé Brême & Verden, quoiqu'il ne lui eût point donné occasion de se déclarer contre lui, lui sacrifioit volontiers sa vieille haine contre le czar au nouveau desir de se venger du roi d'Angleterre. Il est vrai qu'il falloit abandonner plusieurs provinces à la Russie : mais Gœrtz lui faisoit envisager la gloire de rétablir Stanislas, le Prétendant, le duc de Holstein, de reconquérir les provinces qu'on lui avoit enlevées, & de donner la loi à l'Europe.

Charles, à qui de pareils projets ne pouvoient manquer de plaire, donna des pouvoirs à son ministre, pour traiter avec toutes les cours où il voudroit négocier. Gœrtz vint en Hollande, en France: il se concerta avec Albéroni; & il fit sonder le czar, qui parut entrer dans ses desseins; moins sans-doute parce qu'il comptoit sur le succès, que parce qu'il risquoit peu. Il avoit toujours l'avantage de s'assurer ses conquêtes par un traité. Les propositions qu'on devoit lui faire, étoient de fournir des vaisseaux pour transpor-

ter dix mille Suédois en Angleterre, & trente mille en Allemagne; & d'entrer lui-même en Pologne avec quatre-vingt mille Russes.

Le comte de Gyllembourg, ambassadeur de Suede en Angleterre, encourageoit les mécontens. Le parti du Prétendant avoit déja fourni des sommes considérables. Gœrtz, qui les toucha en Hollande, avoit acheté des armes & des vaisseaux. Le chevalier de Folard, alors au service de Charles XII, étoit venu en France pour engager dans ce parti des officiers françois & irlandois. Mais comment conduire secretement une conspiration qui se trame tout à la fois en Angleterre, en France, en Hollande, en Espagne, en Russie & en Suede?

Le duc d'Orléans, ayant découvert ces intrigues, en donna avis au roi d'Angleterre, dans le même tems que les Hollandois communiquoient au ministre de Londres à la Haye, les soupçons qu'ils avoient de la conduite de Gœrtz. Le plénipotentiaire du roi de Suede & Gyllembourg furent arrêtés, le premier à Deventer en Gueldres, & le second à Londres.

Cette même année le czar vint en France, où il fit trop peu de séjour pour étudier une nation, où il y a beaucoup à louer & beaucoup à blâmer. Il s'occupa sur-tout des arts; & il saisit cette occasion pour proposer un traité d'alliance, que le régent n'accepta pas, parce qu'il eût été contraire aux engagemens qu'il prenoit avec la Grande-Bretagne. A sa considération le duc d'Orléans demanda & obtint la liberté des ministres du roi de Suede. Gœrtz, devenu libre, n'abandonna

pas ses projets : mais nous sommes bientôt à la fin de toutes ces intrigues.

Au mois d'août 1716 le prince Eugene avoit battu les Turcs à Peterwaradin, & au même mois de l'année suivante, il les défit encore à Belgrade, & se rendit maître de cette place. Albéroni, voyant qu'il ne pouvoit changer les dispositions que la Porte apportoit à la paix, hâta les expéditions dont il avoit fait les préparatifs. En 1718. les Espagnols envahirent la Sardaigne, & débarquerent en Sicile. Cette flotte, la plus considérable que l'Espagne eût armée depuis Philippe II, fut entiérement ruinée par l'escadre angloise, qui vint au secours de l'empereur.

Le traité de Passarowitz venoit de terminer la guerre entre la Porte & Charles VI, qui acquéroit Temeswar, Belgrade & toute la Servie. Les Vénitiens, qui avoient conquis la Morée à la fin du dix-septieme siecle, & à qui elle avoit été abandonnée par le traité de Carlowitz, l'avoient perdue dans cette guerre & ne la recouvrerent pas.

Dans le tems même que ces choses se passoient, l'Angleterre & la France prenoient sur elles de régler les différens, qui subsistoient entre l'empereur & le roi d'Espagne. Le 2 août de la même année, elles conclurent à Londres le traité de la quadruple alliance, dans lequel elles se proposoient de faire entrer l'empereur, qui le signa tout aussitôt; & la Hollande, qui, sous différens prétextes, n'y accéda qu'au mois de février de l'année suivante.

Par ce traité, Charles VI reconnoissoit Philippe V pour roi d'Espagne, & Philippe cédoit à Charles les Pays-Bas & les provinces d'Italie,

qui étoient le sujet de la guerre. Ces deux princes devoient donner des renonciations aux états qu'ils s'abandonnoient l'un à l'autre.

Le duc de Savoie rendoit la Sicile à l'empereur, & on lui donnoit en échange la Sardaigne.

Quoique le saint siege regardât & regarde encore Parme & Plaisance, comme des fiefs dont il peut seul disposer, & qui, au défaut des hoirs mâles dans la maison Farnese, doivent être réunis au domaine de l'église; la quadruple alliance, sans aucun égard pour ces prétentions, déclare que les duchés de Parme & de Plaisance, ainsi que le duché de Toscane, seroient tenus pour fiefs masculins de l'Empire; & que lorsque la succession de ses états sera ouverte, on les donnera aux fils d'Elisabeth Farnese, en suivant l'ordre de primogéniture. Par cette derniere disposition, favorable à la reine d'Espagne, on comptoit persuader à la cour de Madrid d'accéder à la quadruple alliance.

Quoique le duc de Savoye fût lésé par ces arrangemens, il y donna son consentement d'une maniere authentique le 2 novembre 1718. Mais Alberoni persistoit toujours à vouloir réunir à l'Espagne les provinces démembrées, comme s'il eût pu résister seul aux forces de la quadruple alliance. Sur ces entrefaites la mort de Charles XII, tué le 11 décembre au siege de Fridérichs-hall, ruina tous les grands projets du Nord. Gœrtz, arrêté comme auteur, par ses conseils, des malheurs de la Suede, fut sacrifié à la haine du peuple, & perdit la tête sur un échafaut.

Enfin au mois de janvier 1719 la France déclara la guerre à l'Espagne, par un manifeste qui

expliquoit les raiſons qu'elle avoit eues de faire alliance avec l'empereur & le roi de la Grande-Bretagne. Philippe, alors trop foible contre ſes ennemis, & cédant aux inſtances de l'Europe, diſgracia ſon miniſtre, & accéda à la quadruple alliance, le 26 janvier 1720. Le cardinal Albéroni, contraint de ſortir du royaume, ſe retira en Italie, où il eſt mort en 1752.

L'acceſſion de la cour de Madrid au traité de la quadruple alliance paroiſſoit avoir conſommé l'ouvrage de la paix: mais la politique des principales puiſſances, qui depuis les traités de partage, s'établiſſoient pour juges de tous les différens, n'étoit pas un moyen bien ſûr d'aſſurer la tranquillité de l'Europe. Les puiſſances léſées proteſtoient contre un tribunal qui n'avoit ſur elles d'autres droits que la force. Si elles cédoient par impuiſſance, elles conſervoient des prétentions; & elles attendoient que quelque événement diviſât les arbitres, qui leur avoient donné la loi. Le roi d'Eſpagne réclamoit lui-même les provinces qu'il venoit d'abandonner; déclarant qu'il n'étoit entré dans la quadruple alliance, que parce que le duc d'Orléans lui avoit promis la reſtitution de Gibraltar, que les Anglois refuſoient cependant de lui rendre. L'empereur n'avoit pas renoncé ſincérement aux duchés de Parme, de Plaiſance & de Toſcane: il ne les avoit cédés aux fils d'Eliſabeth Farneſe, que parce qu'il pouvoit arriver telles circonſtances, où toutes ces diſpoſitions ſeroient changées. Il venoit d'ailleurs de publier une pragmatique ſanction, qui étoit une nouvelle ſource de querelles. C'eſt une loi par laquelle il établiſſoit, au défaut d'hoirs mâles

dans sa maison, l'indivisibilité de ses domaines en faveur de sa fille aînée. Or, cette loi étoit contraire aux intérêts de plusieurs princes, qui dans le cas où Charles VI ne laisseroit point de fils, avoient des droits sur plusieurs provinces de la maison d'Autriche. Ainsi, l'Europe jouissoit de la paix ; & les peuples ne savoient pas combien elle étoit incertaine. Les conseils des princes occupés à la consolider, ne cessoient de négocier, & se voyoient tous les jours à la veille d'une nouvelle guerre.

Les Suédois sont de tous les peuples celui qui sut le mieux tirer avantage des malheurs que toute l'Europe avoit soufferts. Ils reconnurent enfin qu'un héros sur le trône de Suede étoit plus redoutable pour eux que pour leurs ennemis. Les états assemblés déclarerent à Ulrique-Eléonore, sœur & héritiere de Charles XII, qu'ils regardoient le trône comme vacant, l'assurant néanmoins que leur choix tomberoit sur elle, si elle vouloit s'engager à ne régner que suivant la forme d'un gouvernement qu'on lui prescriroit. Eléonore moins jalouse de l'autorité, que touchée des malheurs qu'entraîne le despotisme, consentit à cette proposition ; & les Suédois établirent un gouvernement mixte, propre à limiter la puissance du monarque. Ils eurent ensuite pour Eléonore la complaisance de couronner le prince d'Hesse-Cassel son mari. En 1720, cette princesse conclut à Stockholm un traité de paix avec l'Angleterre, la Prusse, la Pologne & le Danemarck ; & en 1721, elle en conclut un autre à Neustadt avec le czar qui mourut en 1725.

LIVRE DERNIER.

Des révolutions dans les lettres & dans les ſciences depuis le quinzieme ſiecle.

CHAPITRE PREMIER.

Révolution que produiſent dans les lettres, les Grecs qui ſe réfugient en Italie après la priſe de Conſtantinople.

NOUS avons vu l'Europe dans l'ignorance, s'appliquer à des études pires que l'ignorance même; & ſans-doute que les meilleurs eſprits, après avoir fait de vains efforts pour s'inſtruire, ſe ſentoient portés à préférer leur ignorance à ces études. Dégoûtés de tout ce qu'on leur offroit, & n'ayant pas aſſez de lumieres pour juſtifier leurs dégoûts, ils n'oſoient ni critiquer leurs maîtres, ni tenter une route nouvelle : ils avoient plutôt la ſimplicité de ſe croire ſans intelligence, & ils renonçoient à un ſavoir qu'ils ne pouvoient acquérir. Ainſi ce qu'on nommoit ſcience, reſtoit en proie aux eſprits faux, qui étoient d'autant plus vains de ce qu'ils croyoient avoir appris que perſonne n'y pouvoit rien comprendre.

L'Italie étoit encore dans cette barbarie, lorsque les poëtes provençaux susciterent les génies toscans. Le goût se forma tout-à-coup sur la fin du treizieme siecle, & se perfectionna dans le quatorzieme. Ce fut l'ouvrage du Dante, de Pétrarque & de Bocace.

On croiroit que la barbarie va se dissiper; car le goût est proprement l'aurore du jour qui doit éclairer l'esprit humain. Aux premiers rayons qu'il répandoit, on devoit entrevoir les formes hideuses de la scholastique. En effet, le Dante, Pétrarque & Bocace méprisoient toutes les études de leur siecle.

Si la lecture de leurs ouvrages eût répandu ce mépris, comme elle paroissoit devoir faire, les bons esprits se feroient portés à de nouvelles études. Les uns auroient cultivé leur goût, en imitant les anciens; les autres auroient cherché dans la nature les connoissances, qu'ils ne trouvoient pas dans les écoles. Mais les Grecs, ces Grecs auxquels on attribue la renaissance des lettres, se répandirent en Italie comme un nuage, & intercepterent la lumiere qui venoit de se montrer.

L'étude du grec commença parmi les Italiens avec le quinzieme siecle. Manuel Chrysoloras l'enseigna successivement à Venise, à Florence, à Rome & à Pavie. Ayant été envoyé par l'empereur de Constantinople pour implorer le secours des princes chrétiens contre les Turcs, il se fixa en Italie, lorsqu'il eût appris la défaite de Bajazet par Tamerlan; & il forma un grand nombre de disciples.

Après la prise de Constantinople en 1453 par Mahomet II, les Grecs qui avoient quelques con-

noiſſances, ſe réfugierent en Italie, où le goût qu'on avoit pour leur langue, leur ouvroit un aſyle, & leur aſſuroit des ſecours. Ils trouverent de puiſſants protecteurs dans Côme, Pierre & Laurent. Celui-ci, ſur-tout, les combla de bienfaits. André Jean Laſcaris, un des ſavans qui étoient venus de Conſtantinople, fit deux fois par ſon ordre le voyage de la Grece, d'où il remporta quantité d'excellens manuſcrits. Pluſieurs autres princes favoriſent encore les lettres grecques a l'exemple des Medicis.

Le cardinal Beſſarion ne les favoriſoit pas moins à Rome, où il jouiſſoit d'une grande conſidération. Auparavant archevèque de Nicée, il avoit accompagné Jean Paléologue II aux conciles de Ferrare & de Florence en 1438 & 1439. Il étoit reſté en Italie pour ſe dérober à la vengeance des Grecs, qui lui reprochoient avec fondement d'avoir contribué plus qu'aucun autre au décret de réunion. Il avoit été fait cardinal par Eugene IV, & il pouvoit rendre aux Grecs qui ſe retiroient en Italie, des ſervices d'autant plus grands, qu'alors Nicolas V, de la maiſon des Medicis & protecteur des lettres, étoit ſur la chaire de St. Pierre.

La conſidération que le public accorde à ceux qui approchent les grands, & qui ont part à leurs bienfaits, fut un aiguillon pour les Italiens. Ils ſe livrerent avec paſſion à une étude qui excitoit d'autant plus leur curioſité, qu'elle étoit nouvelle, & qu'elle conduiſoit à la faveur. Elle devenoit d'ailleurs tous les jours plus facile : les livres grecs ſe répandoient : on trouvoit par-tout des maîtres pour les expliquer, & il eſt bien

plus commode d'apprendre des mots que des choses.

Si les Italiens se fussent adonnés à cette étude, avec l'ambition de transporter dans leur langue les beautés des anciens écrivains de la Grece, ils auroient sans-doute perfectionné leur goût. C'est ainsi que Dante, Pétrarque & Bocace s'étoient conduits. Le dernier avoit étudié le grec, & tous trois ils savoient la langue latine, beaucoup mieux qu'on ne la savoit de leur tems. Mais il eût été à souhaiter que ceux qui vouloient enrichir ainsi la langue italienne, en eussent étudié le caractere, avec plus de discernement que n'ont fait les écrivains du quatorzieme siecle. Comme ils avoient plus la manie que le goût du latin, ils en transportoient indifféremment les constructions dans leur langue, & faisoient souvent prendre à l'italien des tours qui ne lui pouvoient pas convenir. Bocace n'est pas exempt de reproches à cet égard. Aussi l'italien s'est-il ressenti longtems, & se ressent peut-être encore du mauvais goût du siecle où il se formoit.

Le quinzieme siecle lui fut encore plus contraire: car bien loin de l'enrichir, on le cultiva plus. L'étude des écrivains de la Grece, prit avec trop de faveur, trop d'applaudissement, & trop de rapidité, pour permettre de se partager entre une langue savante & une langue vulgaire. Le fanatisme de l'érudition se saisit des esprits; & on ne connut plus d'autre mérite que d'entendre le grec & d'écrire en latin. Alors s'établit le préjugé de l'antiquité, qui n'est pas encore tout-à-fait détruit. On imita servilement les anciens. On crut prouver une opinion qu'on embrassoit, en prouvant que c'étoit

celle de quelqu'un d'eux. En un mot, on s'imagina qu'ils avoient tout fait, & qu'il ne restoit plus qu'à les entendre, & qu'à les copier.

Les savans de Constantinople, contribuerent sans-doute à répandre un préjugé, qui leur étoit aussi favorable. Quoiqu'is sussent médiocrement la langue latine, ils la préférerent à une langue vulgaire, dont ils ignoroient entiérement les beautés. Ils donnerent l'exemple, & l'Italie fut féconde en écrivains latins, la plupart poëtes, & mauvais; si, comme on le leur reproche, ils n'imitoient qu'en copiant les expressions & les tours des anciens. Ce goût domina pendant le quinzieme & le seizieme siecles.

Au seizieme cependant quelques esprits qui n'étoient pas faits pour obéir au préjugé, cultiverent la langue italienne avec succès. Tels sont Guichardin, Machiavel, l'Arioste, Guarini, le Tasse, & quelques autres moins célebres. Mais par-tout ailleurs qu'en Italie, les savans négligerent tout-à-fait les langues vulgaires, qu'ils traitoient de jargon barbare. Ils crurent qu'ils alloient faire renaître celle de l'ancienne Rome, & le seizieme siecle produisit plus d'écrivains latins que le siecle d'Auguste. Seulement la France produisit quelques poëtes françois, fort mauvais, ou qui tout au plus, comme Marot, montroient quelquefois dans un langage encore grossier, de l'esprit, du talent & même de l'élégance.

Je crois, Monseigneur, que vous commencez à comprendre comment la mode des langues savantes a retardé les progrès du goût. Cherchons néanmoins à nous en rendre raison plus particuliérement. Cette recherche curieuse est

utile, parce qu'elle contribue à faire mieux connoître l'esprit humain.

Vous savez que le systême des langues est calqué sur celui de nos connoissances ; & que par conséquent elles sont plus ou moins riches, suivant que nous avons plus ou moins d'idées. Vous en devez conclure qu'elles sont susceptibles de plus ou moins de finesse, de délicatesse & de précision, à proportion de la finesse de la délicatesse & de la précision avec laquelle nous sommes capables de concevoir les choses. Car la langue, dans laquelle nous pensons, doit prendre la forme de nos pensées ; & elle ne peut être élégante, si l'élégance n'est déja dans notre esprit.

A l'exception de l'italien que je ne compte pas, puisque les savans dédaignoient de le parler, toutes les langues de l'Europe étoient encore fort grossieres au quinzieme siecle. Elles étoient par conséquent rarement capables de finesse, de délicatesse, de précision. J'en peux donc dire autant de ceux qui les parloient, puisqu'ils avoient fait ces langues d'après leur façon de voir & de sentir.

Or, la même grossiéreté étant commune à ces langues & à ceux qui les parloient, le goût se seroit formé bien difficilement & bien lentement, si on les eût cultivées sans faire aucune étude des anciens : mais il devoit se former peut-être encore plus difficilement & plus lentement, lorsqu'on s'appliquoit uniquement aux langues mortes, & qu'on négligeoit de cultiver les langues vulgaires. Pour hâter les progrès du goût, il falloit donc étudier les unes, & en même

tems cultiver les autres, il falloit les comparer continuellement: c'étoit le vrai moyen de s'approprier des beautés, qu'on ne ſavoit pas encore ſentir. Alors à meſure qu'on auroit lu les anciens avec plus de diſcernement, & à meſure que les langues modernes ſeroient devenues ſuſceptibles de plus d'élégance, on auroit été capable de lire les modernes avec plus de diſcernement. En continuant donc de paſſer ainſi alternativement de l'une de ces études à l'autre, on auroit trouvé dans chacune des ſecours pour réuſſir également dans toutes deux. Voilà par quel moyen la lecture des anciens pouvoit rendre les progrès du goût plus rapides.

Mais pour s'être adonnés au grec & au latin uniquement, il arriva que les eſprits, auſſi groſſiers que les langues qu'ils parloient, lurent les anciens ſans être capables d'en ſentir toutes les beautés. En effet pouvoient-ils y démêler une fineſſe, une délicateſſe, une préciſion dont ils n'avoient pas encore d'idée? S'ils étoient bien éloignés de voir & de ſentir comme les Romains ou comme les Grecs, pouvoient-ils juger de la maniere dont les Romains ou les Grecs exprimoient ce qu'ils voyoient & ce qu'ils ſentoient? On admiroit donc ſans diſcernement, & ſur parole, & cette admiration aveugle étoit une nouvelle barriere contre les progrès du goût.

En étudiant le françois, vous avez eu ſouvent occaſion de remarquer combien les beautés de ſtyle ſont quelquefois fines & délicates. Or, s'il eſt ſi difficile de les bien ſentir dans une langue que nous parlons tous les jours avec des gens de goût, & dans laquelle nous avons tant d'excel-

lens modeles ; les ſavans du quinzieme ſiecle avoient-ils plus de facilité de les appercevoir dans les écrivains de la Grece & de Rome ?

Cependant quoiqu'ils luſſent, ou plutôt parce qu'ils liſoient avec auſſi peu de goût, ils ſe flatterent de s'être rapprochés du ſiecle d'Auguſte, lorſqu'ils n'avoient fait que copier ou contrefaire les anciens. Toutes les fois qu'ils ſe louent mutuellement, ils croient découvrir parmi eux des Virgiles, des Cicérons, &c. C'étoit, à s'y tromper, le ſtyle de ces grands hommes. On n'avoit pas aſſez de diſcernement pour ſentir que ces écrivains étoient inimitables, ſur-tout au quinzieme ſiecle. Ils l'étoient cependant du tems d'Auguſte : car chaque homme de génie a un ſtyle, qui ne reſſemble point à celui d'un autre. Auſſi lorſqu'aujourd'hui nous voulons louer un écrivain, nous n'imaginons pas de dire qu'il écrit comme Racine ou comme Boſſuet, quand même il écrit auſſi bien ou mieux ; & tout écrivain qui veut écrire comme un autre eſt un écrivain médiocre.

Je crains que la confiance d'écrire ſi bien en latin dans le ſeizieme ſiecle, n'ait nuit à langue italienne qui ſe cultivoit alors ; & que l'uſage où étoient les latiniſtes d'écrire ſans trop choiſir les tours, n'ait accoutumé les Italiens à n'être pas aſſez difficiles. Quoique la beauté du ſtyle exige, pour employer toujours le terme propre, qu'on démêle juſqu'aux nuances qui diſtinguent deux mots ; il paroît qu'à cet égard ils ne ſont pas fort ſcrupuleux, & que leurs meilleurs écrivains ne ſont pas à l'abri de tout reproche. On peut encore remarquer que s'étant accoutu-

més dans les commencemens à imiter les tours de la langue latine, ils n'ont plus su écrire qu'en imitant cette langue ou quelque autre, & c'est le françois qu'ils imitent aujourd'hui. Aussi leur langue est elle très-propre à contrefaire toutes les autres; mais elle n'a point de caractere décidé; & n'en aura vraisemblablement jamais. Je sens bien que ce jugement peut être téméraire de ma part: mais comme vous saurez un jour cette langue mieux que moi, je vous laisse le soin de le confirmer ou de le détruire.

Notre langue s'est formée dans des circonstances plus heureuses. C'est dans le dix-septieme siecle, lorsque les bons esprits commençoient à secouer le préjugé de l'antiquité, & à se guérir de la manie d'écrire en latin. Nous étudiames notre langue, comme il falloit l'étudier, en consultant les anciens, sans nous y asservir, & nous lui fimes prendre un caractere. Si les François sont aujourd'hui de tous les peuples celui qui parle le mieux sa langue, en voilà, je crois, une des causes. Autre jugement hasardé, dont les étrangers conviendront d'autant moins, que je ne sais pas leurs langues. Revenons donc à notre sujet.

Je crois avoir démontré que c'est au goût à se perfectionner le premier; & à donner en suite, à mesure qu'il fait des progrès, le perfectionnement aux autres facultés. Il étoit donc bien difficile qu'on sût raisonner, dans ces siecles où l'étude du grec & du latin dégénéroit en manie. Aussi n'y a-t-il rien de plus misérable ou de plus absurde que les raisonnemens que faisoient quelquefois les esprits, même les meilleurs. Sans

jugement, ſans critique, ils ſont comme le peuple, livrés aux préjugés les plus groſſiers. Ils ne ſavent que penſer ſur les choſes, où ils n'ont pas un ancien pour guide; & ils croyent tout, lorſqu'ils rencontrent un ancien crédule.

C'eſt dans le commerce du monde que le goût doit ſe former; & ſi les hommes de génie y contribuent plus que les autres, il faut encore que tout le public y concoure. Si Corneille n'eût jamais fait que des pieces médiocres, il eût toujours eu les mêmes applaudiſſemens, parce qu'on n'eût rien connu de mieux. Mais en donnant des beautés nouvelles, il accoutuma les ſpectateurs à lui en demander. Il ſe fit des juges qui ne ſe contentoient plus du médiocre; & ſe trouvant forcé à faire mieux, il les rendit tous les jours plus difficiles. Quand il eut donc de mauvais ſuccès, il ne put s'en prendre qu'à ſon génie, qui avoit éclairé le public.

Or, croiriez-vous que Corneille eût également réuſſi; s'il n'eût écrit qu'en latin? Non, ſans doute; puiſqu'il n'auroit plus trouvé dans le public, ce juge qui l'avertiſſoit, lorſqu'il ceſſoit de bien faire. Je craindrois plutôt qu'après avoir commencé par être médiocre, il n'eût finit par être mauvais.

Tel étoit donc le ſort des érudits du quinzieme & du ſeizieme ſiecles. Sans goût, ils ſe trouvoient dans l'impuiſſance d'en acquérir, parce qu'ils n'avoient pas le public pour juge. Ils louoient pour être loués, ils critiquoient par envie, ils ne jugeoient que par préjugé.

Lorſque dans le ſeizieme ſiecle, le ſavoir hériſſé de grec & de latin, ſe montroit preſque

toujours sans goût & sans jugement, les Italiens eurent parmi eux des hommes de génie, pour qui l'érudition ne fut pas si contagieuse, & qui cultiverent les arts avec succès. L'architecture, la peinture, la sculpture, la gravure & la poésie italienne furent portées à un si haut point de perfection, que le seizieme siecle est le beau siecle de l'Italie.

Pour faire naître tous ces arts, il falloit une cour voluptueuse, magnifique, riche & prodigue. Telle étoit celle de Léon X, fils de Laurent de Médicis. Elevé sur la chaire de St. Pierre à l'âge de trente-six à trente-sept ans, il se partagea entre la politique & les plaisirs. Pendant les guerres qui déchiroient l'Italie, il prodiguoit ses trésors aux artistes, aux poëtes, aux gens de lettres : il faisoit achever la basilique de St. Pierre, que Jules II, son prédécesseur, avoit commencée; & il donnoit des fêtes à ses cardinaux. Ce fut alors qu'on vit pour la premiere fois des poëmes en musique. On donnoit souvent des comédies; & le plaisir que le pape & la cour prenoient à la représentation de celles de l'Arioste & de Machiavel, contribua sans doute à faire cultiver de plus en plus la langue italienne.

On ne peut pas douter que l'Italie ne doive à ce pontife le progrès qu'elle a fait dans les arts & dans la poésie. Il en a été loué, & le seizieme siecle a été nommé le siecle de Léon X. Mais, Monseigneur, si vous considérez les suites de tant de dissipations, c'est-à-dire, les abus des indulgences, & les maux qui en sont nés; vous conviendrez que la basilique de Saint

Pierre, des tableaux, des ſtatues, des poëmes & des fêtes ont coûté à l'égliſe la moitié de l'Allemagne, les royaumes du Nord, les Provinces-Unies, l'Angleterre, des millions de François, & à l'Europe entiere tout le ſang que les guerres de religion ont fait répandre. J'eſpere donc que vous ne vous laiſſerez pas éblouir aux louanges qu'on donne à Léon X; & que la gloire dont on le couvre, ne ſera pas celle dont vous ſerez le plus jaloux. Avant les arts de luxe, il y a bien des choſes qui méritent l'attention du prince. Il doit ſurtout n'être jamais prodigue : car ſi ſes diſſipations coûtent des larmes au peuple, les flatteries des gens de lettres ne les ſechent pas.

Vous voyez que la naiſſance des arts ne doit rien à la révolution de Conſtantinople. Ils paroîtroient plutôt s'être formés, malgré les ſavans du ſeizieme ſiecle : car l'Italie ſe trouvoit comme diviſée en deux nations, dont l'une étoit poſſédée de la manie de l'antiquité, tandis que l'autre parloit ſa langue. L'une en quelque ſorte ſe croyoit ancienne; & l'autre ſe contentoit d'être moderne. Hors l'Italie, tout le reſte de l'Europe étoit alors barbare : on y trouvoit ſeulement des hommes qui liſoient le grec, qui parloient latin, qui ſe croyoient ſavans, & qui paſſoient pour tels. Eraſme, dont nous parlerons bientôt, eſt le ſeul qui ſe ſoit véritablement diſtingué par ſon goût & par la juſteſſe de ſon eſprit.

CHAPITRE II.

Absurdités & fanatisme des littérateurs & des scholastiques du seizieme siecle.

APRÈS avoir critiqué les savans du quinzieme & du seizieme siecles, je ne dois pas oublier ce qui peut les justifier, d'autant plus que j'ai encore des critiques à faire. Plusieurs avoient beaucoup d'esprit, & il ne leur manquoit que d'être venus dans de meilleurs tems. Quand on pense combien ils devoient être dégoûtés de la scholastique, on n'est pas étonné que dans le desir de s'instruire, ils se soient portés avec trop de passion à l'étude des écrivains de la Grece & de Rome. Attirés par les charmes d'un style qui se faisoit entendre, ils ne pouvoient avoir d'autre ambition, que d'entendre tous les jours mieux des ouvrages, dont la célébrité sembloit promettre des connoissances en tous genres. Ils commencerent donc par mépriser souverainement la scholastique. Peut-être ce mépris ne fut-il d'abord fondé que sur le langage barbare des écoles : mais il préparoit au moins à juger dans la suite des choses & de la méthode.

Ce mépris suscita de vives disputes, dans lesquelles la raison eût moins de part que la passion. D'un côté attaquer la scholastique, c'étoit attaquer la théologie, par conséquent la religion,

gion, par conséquent être impie, athée, &c. Rien n'est plus dangereux, disoit-on, que de mettre les livres des payens entre les mains des jeunes gens : c'est les élever dans le paganisme ; & quiconque sait le grec, & qui se pique de parler comme Cicéron, est tout au moins hérétique.

De l'autre côté, on regardoit non seulement les anciens payens comme les inventeurs de toutes les sciences, ce qui étoit exagérer déja beaucoup, mais on louoit encore leurs mœurs, jusqu'à laisser en doute s'ils n'ont pas pu être sauvés ou même jusqu'à les canoniser. On étoit si attaché à leur langage, qu'on les transportoit dans la théologie chrétienne. L'excommunication s'appelloit l'interdiction du feu & de l'eau. On rendoit graces aux dieux immortels de l'élévation d'un cardinal sur la chaire de St. Pierre : & Léon X lui-même, écrivant à François I pour l'engager à faire la guerre aux Turcs, l'y exhortoit par les dieux & par les hommes, *per deos atque homines*. Enfin il se forma une secte de Cicéroniens, qui prétendoient que Cicéron est le seul auteur qu'on doit lire & imiter. Je conjecture que cette prévention outrée des latinistes pour les auteurs payens est ce qui a donné occasion aux poëtes du seizieme siecle de mêler dans leurs ouvrages le sacré avec le profane. Il étoit naturel que l'exemple devint contagieux pour eux ; & personne ne songeoit à blâmer un usage, approuvé par tous les savans.

Pendant que les uns sauvoient les anciens payens, & que les autres damnoient ceux qui

les lisoient, il se trouvoit des esprits d'une meilleure trempe, qui s'éclairoient à mesure que les deux partis contraires devenoient plus absurdes. Tel est Erasme, le plus bel esprit & le plus éclairé de son siecle. Je ne dois pas passer sous silence cet écrivain qui vous a donné quelques leçons.

Rodolphe Agricola, d'un village près de Groningue, avoit commencé à répandre la littérature ancienne en Allemagne ; lorsqu'Erasme, né à Roterdam vers l'année 1467, [*] faisoit ses études à Deventer, sous Hegius, disciple d'Agricola. Sans m'arrêter sur le tems de sa jeunesse, où il montra autant de talent que d'envie de s'instruire, je dirai seulement qu'il fit avec passion toutes les études qu'on faisoit alors, qu'il se dégoûta de quelques-unes avec raison, & que dans la suite il contribua par ses ouvrages plus qu'aucun autre à répandre en France & en Allemagne le goût des lettres grecques & latines. François I, dans le dessein de fonder un college pour les langues savantes, voulut l'attirer à Paris ; & il chargea Budé, ami de cet homme célebre, de lui écrire à ce sujet. Budé étoit un savant françois que l'on comparoit alors à Erasme, mais qu'on ne lui compare plus : & ces deux hommes sont en France l'époque de la connoissance du grec, qui avant le seizieme siecle n'y étoit point connu. Erasme se refusa aux offres de François I, parce que c'étoit s'exposer à la haine des théologiens, que

[*] On ne sait pas exactement l'année de sa naissance.

de concourir à l'établiſſement d'un college où l'on enſeigneroit le grec & l'hébreu ; & parce que d'ailleurs il craignoit l'eſclavage, attaché à la condition de ceux qui ſervent les princes.

Les ſavans, comme autrefois les Grecs, voyageoient alors pour acquérir des connoiſſances ; uſage qui s'eſt inſenſiblement perdu, à meſure que les livres ſont devenus plus communs. Eraſme voyagea donc en France, en Angleterre & en Italie.

Les Italiens, prévenus pour leur ſavoir, mépriſoient alors généralement les étrangers, & particuliérement Eraſme & Budé, dont ils défendoient la lecture : ils ſe piquoient tous d'être Cicéroniens. Eraſme arriva en Italie en 1506, lorſque Jules II aſſiégeoit Bologne. Il fut témoin de l'entrée triomphante de ce pontife, dans laquelle il ne reconnut pas la marche d'un ſucceſſeur de St. Pierre. Les Italiens ne lui parurent pas répondre à leur réputation. Il leur trouva peu de mœurs, peu de religion, beaucoup de pédanterie. Il fut cependant fort acueilli de tous ceux qui avoient plus de mérite. On tenta même tout pour le retenir à Rome.

Il revint enſuite en Angleterre, où il avoit déja été. Il y compoſa l'éloge de la folie, ſatyre ingénieuſe de tous les états. Cet ouvrage eut un grand ſuccès, & ſuffit ſeul pour immortaliſer Eraſme. Mais il ſuſcita contre lui la haine des moines & des ſcholaſtiques qu'il avoit tournés en ridicule. Pluſieurs écrivains ayant pris la plume pour cenſurer cet ouvrage ou pour le défendre, il s'éleva de grands mouvemens dans la république des lettres. Enfin quelques années

après la mort de l'auteur, il fut mis à l'index, & la Sorbonne le condamna. Cette faculté déclara qu'Eraſme, en le compoſant, s'étoit montré fou, inſenſé, même impie, injurieux à Dieu, à Jeſus-Chriſt, à la vierge, aux ſaints, aux ordonnances de l'égliſe, aux cérémonies eccléſiaſtiques, aux théologiens, aux religieux mendians, qu'il avoit oſé inſulter d'une bouche corrompue & blaſphématoire.

Avec un eſprit tourné à la plaiſanterie, Eraſme étoit très-propre à combattre pluſieurs préjugés de ſon tems: mais auſſi il lui étoit difficile de ſe contenir toujours dans de juſtes bornes. Il s'échappoit quelquefois. Il reconnoiſſoit lui-même qu'il y avoit des choſes à reprendre dans ſon ouvrage, & il ſe reprochoit de l'avoir publié. Cependant de toutes les qualifications que la Sorbonne a données à l'éloge de la folie, il ne mérite que celle d'avoir été injurieux aux théologiens & aux moines. Il l'a en effet été d'autant plus, que les injures pouvoient paſſer pour des vérités.

Ce n'étoit pas la premiere fois qu'Eraſme attaquoit les théologiens de ſon tems, & ce ne fut pas la derniere. Il leur reprochoit de ne connoître ni l'écriture, ni les peres, ni les conciles; de n'agiter que des queſtions frivoles; & d'avoir corrompu la théologie par ambition, par avarice, par flatterie, par eſprit de diſpute & par ſuperſtition. Ils étoient à la vérité ſi ignorans, qu'on entreprenoit ſérieuſement de leur prouver que les belles lettres leur étoient néceſſaires; & ils entreprenoient tout auſſi ſérieuſement de prouver eux-mêmes qu'elles leur

étoient au moins tout-à-fait inutiles. Il est vrai qu'elles leur avoient été inutiles pendant plusieurs siecles ; & comme ils s'étoient toujours trouvés bien retranchés derriere leur ignorance, ils se défendoient avec rage, se voyant menacés de perdre toute leur considération.

Si la littérature étoit tout à-fait bannie des écoles, vous avez vu qu'on s'y livroit ailleurs avec un ridicule, qui pouvoit excuser les scholastiques. Erasme, qui cherchoit naturellement le milieu entre les excès, écrivit donc contre les Cicéroniens. Aussitôt les littérateurs s'éleverent contre lui avec la même rage que les scholastiques. Toute l'Italie cria qu'il vouloit déprimer Cicéron, pour se mettre lui-même à la place de cette orateur. Jules Scaliger le traita d'ivrogne, de bourreau, de parricide, de monstre, de nouveau Porphyre [*], d'hérésiarque ; ajoutant qu'il avoit commencé par attaquer Jesus-Christ, Dieu même, pour passer ensuite à Cicéron, tâcher de l'anéantir, en prendre la place, & introduire une nouvelle éloquence.

Si le goût de l'antiquité se fut introduit avec lenteur, comme au tems du Dante, de Pétrarque, de Bocace, il eût été plus sage & plus réglé ; on n'eût point vu tant d'absurdités soutenues avec tant de fanatisme. Je le repete donc, les Grecs venus de Constantinople, en produisant une révolution trop prompte, ont retardé les progrès de l'esprit.

Pendant que les savans s'occupoient à des

[*] Porphyre avoit écrit contre la religion chrétienne.

disputes ridicules, Luther parut, & en agita d'autres, qui devoient être bientôt sanglantes. Il attaquoit les moines & les scholastiques. Or, Erasme les avoit attaqués avant lui. Erasme étoit donc le précurseur de Luther : il étoit le véritable hérésiarque. Il savoit le grec & le latin : il ne falloit donc pas apprendre ces langues, elles étoient la vraie source des hérésies. Avec de pareils raisonnemens ses ennemis croyoient triompher.

En effet plus les raisonnemens sont mauvais, plus il est quelquefois difficile de se défendre : comme ils sont intarissables, il n'est pas possible de répondre à tous. Erasme étoit d'autant plus embarrassé, qu'en condamnant les erreurs de Luther, il ne pouvoit approuver les bûchers des Catholiques. On brûloit les hérétiques à Rome, en Allemagne, en France, en Angleterre; & il étoit persuadé que dans les premiers siecles de l'église, l'hérésie n'étoit pas punie de mort. Cependant il eût fallu, pour écarter tout soupçon, allumer lui-même les bûchers. Mais il se contentoit de dire: *je ne juge ni ceux qui tuent, ni ceux qui sont tués; je m'exprime seulement comme les peres qui n'employoient que les argumens & les livres contre les hérétiques.*

Cette façon de penser avoit ses partisans, malgré la barbarie du seizieme siecle, & quoiqu'il y eût du danger à se déclarer, il se trouva des hommes assez hardis pour jeter du ridicule sur la conduite du pape & de l'empereur.

Pendant la tenue de la diete d'Augsbourg en 1530, dans laquelle les Protestans présenterent à Charles-Quint leur célebre confession de foi, un

homme masqué en docteur parut au milieu de l'assemblée. Il avoit un écriteau sur lequel on lisoit le nom de Jean Capinion, philosophe sincrétiste ou éclectique, qui adoptant jusqu'aux absurdités de la cabale, brouilloit tous les systêmes. Ce masque jeta au milieu de la salle un fagot, dont une partie du bois étoit droit, & l'autre tortu. Quand il se fut retiré, il en survint un second, qui représentoit Erasme, qui tenta d'arranger ce bois & de le redresser : mais n'ayant pu réussir, il s'en retourna, après avoir donné quelques signes d'humeur. On vit ensuite arriver un moine avec le nom de Luther : celui-ci sépara le bois tortu, y mit le feu, & dès qu'il le vit enflammé, il se retira. Alors un homme habillé en empereur, vint l'épée à la main contre ce feu : il le remua ; il l'alluma davantage, il entra en fureur, & sortit. Un dernier masque accourut, c'étoit Léon X. Tout effrayé, il paroissoit occupé des moyens d'éteindre ce bois ; lorsqu'ayant vu deux urnes, dont l'une étoit pleine d'eau, & l'autre d'huile, il prit dans son trouble la derniere, la jeta sur le feu, & disparut. Charles-Quint, qui avoit d'abord cru qu'on ne vouloit que l'amuser, ayant enfin compris le sens de cette scene pantomime, ordonna d'arrêter les masques : mais on ne les trouva plus.

Nous avons vu que dans les commencemens Luther attaquoit seulement les abus. On a donc lieu de juger qu'une réforme auroit prévu les maux que cet hérésiarque a causés. Mais il fallut sacrifier dans bien des choses les intérêts des papes, des moines & des scholastiques. D'ailleurs on étoit si ignorant & si prévenu, que tout usage

qui subsistoit depuis un siecle ou deux, étoit regardé comme autorisé par tous les siecles de l'église. Les moines croyoient bonnement que la théologie des Arabes étoit la doctrine des apôtres ; comme les papes croyoient, ou vouloient paroître croire que la puissance qu'ils s'arrogeoient, n'étoit que la puissance même que Jesus-Christ avoit donnée à St. Pierre.

Les disputes sans nombre, qui sont nées de cette ignorance & de ces prétentions, ont distrait de toute autre étude, & par conséquent, elles ont encore retardé les progrès des belles lettres. Cependant elles devoient enfin produire quelque bien, parce qu'elles mettoient dans la nécessité d'étudier l'histoire, & de lire avec plus de critique. Cette révolution ne pouvoit être prompte : mais Erasme a la gloire de l'avoir préparée. Cet écrivain célebre, qui a eu l'estime de tous les hommes de mérite de son tems, s'est fait un nom qui a survécu à ses critiques. Les ennemis qui l'ont persécuté, ne méritent plus d'être nommés. Il mourut à Bâle en 1536.



CHAPITRE III.

Des sectes de philosophie au quinzieme & au seizieme siecles.

Si nous avions à chercher l'art de la navigation, nous commencerions par échouer contre les mêmes écueils, où l'on avoit échoué avant nous. La même chose nous a dû arriver, lorsque l'art de philosopher est devenu l'objet de nos recherches. Nous pouvions consulter les anciens, & nous l'avons fait : mais c'étoit prendre sur une mer que nous ne connoissions pas, des guides qui ne la connoissoient guere mieux. Quoiqu'elle fut couverte de leurs naufrages, ils ne s'en étoient pas apperçus ; & comme ils s'étoient presque continuellement égarés, en se croyant toujours dans la bonne route, il nous ont seulement appris à nous égarer avec confiance. Cette seule considération peut vous faire prévoir ce qui doit arriver à la philosophie.

Il eût été plus sage d'étudier la nature dans la nature même : mais il fut plus aisé de l'étudier dans les Grecs, qu'on supposoit l'avoir connue. Dans l'ignorance où l'on se trouvoit, on s'applaudissoit d'avoir des guides : on se flattoit de satisfaire plus promptement sa curiosité ; & la paresse s'accommodoit de n'avoir que des lectures à faire.

Le style des anciens philosophes a contribué à

dégoûter de la ſcholaſtique; c'eſt un avantage: mais auſſi cet avantage eſt cauſe qu'on les a lus avec trop de prévention. L'eſtime pour l'académie ou pour le Lycée s'eſt acrue, non à proportion du mérite de ces deux ſectes, mais à proportion du mépris où tomboient les écoles. Delà naîtront mille préjugés. L'entètement avec lequel on les ſoutiendra, mettra de nouveaux obſtacles à la découverte de la vérité: & les Grecs de Conſtantinople, qui ont introduit la pédanterie dans les belles lettres, ne répandront aucune connoiſſance dans la philoſophie.

Le goût ſe trouvant informe, le jugement n'étoit pas aſſez éclairé, pour démêler ce qui manquoit aux anciens écrivains de la Grece, & ce qui manquoit encore plus aux Grecs modernes. Comme on aimoit à lire ceux-là, on crut qu'ils ſavoient tout, & on ne jugea pas moins ſavans ceux qui paroiſſoient les entendre. Ce qu'il y a de vrai, c'eſt que les Italiens étoient fort ignorans eux-mêmes. S'ils ſe portoient avec paſſion à la lecture des anciens, c'étoit moins par ſentiment des beautés de ſtyle, que par dégoût du jargon des ſcholaſtiques. Ils admiroient ce qu'ils n'entendoient pas. Ils diſputoient ſur le ſens d'un paſſage, comme ſi découvrir ce qu'un philoſophe a cru, c'étoit toujours connoître la vérité. Ils croyoient ſur la parole ce qu'ils s'imaginoient avoir trouvé dans ſes écrits; & ſouvent, par conſéquent, ce qu'il n'avoit jamais penſé.

Delà naîtra une admiration aveugle pour tout philoſophe ancien. On ne verra en lui ni erreur, ni faute. Les commentateurs pourront ne pas s'accorder ſur les explications qu'ils en donne-

ront; mais ils s'accorderont à dire qu'il eſt toujours clair, toujours élégant, & qu'il ne peut jamais ſe tromper. On croira donc que nous ſommes venus trop tard pour raiſonner, que tout à été dit, que la ſource des découvertes eſt tarie, & qu'il nous reſte plus qu'à étudier l'antiquité, & qu'à la citer. S'il arrivoit alors un homme de génie, qui ayant découvert le ſyſtême du monde, ſe contentât de le démontrer par des raiſonnemens que l'expérience & les obſervations confirmeroient; je crois pouvoir aſſurer qu'il ne paſſeroit que pour ignorant. Au contraire, celui qui le combattroit par l'autorité des anciens, & qui accumuleroit paſſages, ſur paſſages, ſeroit regardé comme un homme d'une ſcience profonde. Ce ſiecle ſera donc celui où l'érudition entreprendra de tout prouver, & où l'autorité tiendra lieu de raiſon. Vous voyez par-là qu'il ne faut pas juger des ſavans du quinzieme & du ſeizieme ſiecles ſur la réputation qu'ils avoient alors. Quand les ſciences paroiſſent commencer, les hommes doivent toujours être prodigues de louanges; parce que tout ſavoir, vrai ou prétendu, paroît alors un prodige. Dans des tems plus éclairés, on loue moins, parce qu'on loue avec plus de diſcernement.

Cette prévention pour l'antiquité eſt d'autant plus extraordinaire, qu'il n'y a point d'accord entre les philoſophes grecs, & que même leurs ouvrages ont encore été commentés, c'eſt-à-dire, altérés de bien des manieres. Cependant il faut bien s'opiniâtrer à chercher la ſcience chez eux, dès qu'on a pour principe qu'elle ne ſe trouve que dans l'érudition. Seulement on ſe permettra

de quitter un ancien pour un ancien ; & vous allez voir renaître toutes les ſectes.

Dans le quinzieme ſiecle & dans les précédens, les Grecs étoient péripatéticiens & platoniciens. La ſecte d'Ariſtote prévaloit à la cour de Conſtantinople, tandis que le platoniſme, bien différent de la doctrine de Platon, régnoit dans les cloîtres. Trompés par le faux Denis, les moines avoient puiſé dans Ammonius ou dans d'autres philoſophes d'Alexandrie. Ainſi leur platoniſme n'étoit autre choſe que ce ſincrétiſme qui ſe propoſoit de concilier Pythagore, Platon, Moyſe, & qui adoptant des idées d'Hermès & de Zoroaſtre, ſe concilioit encore avec le ſyſtême d'émanation, autrefois ſi accrédité en Aſie & en Egypte. Si cette doctrine devoit plaire aux Grecs dont l'eſprit, en matiere de philoſophie, a toujours été plus ſubtil que ſolide, elle étoit encore bien plus faite pour occuper des imaginations creuſes, qui rêvoient dans la ſolitude.

Le platoniſme, apporté en Italie avec le péripatétiſme, y fit des ſectateurs. De ce nombre étoient les Médicis, qui contribuerent beaucoup à le répandre, par la protection qu'ils donnoient à ceux qui l'enſeignoient. Cependant Nicolas V, quoique de la même maiſon, & Alphonſe, roi d'Arragon & de Naples, favoriſant plus particuliérement Ariſtote, chargerent des ſavans d'en revoir le texte, & d'en donner des traductions latines.

Ces deux ſectes ne s'accorderent que ſur la ſcholaſtique, qu'elles mépriſoient à l'envi. Elles l'attaquerent : mais elles ſe livrerent auſſi l'une à l'autre des combats. On diſputa dans toute

l'Italie pour savoir auquel des deux on devoit la préférence, d'Aristote ou de Platon, ou s'il ne seroit pas mieux de les rejeter également. Ces disputes furent soutenues avec tout le fanatisme que l'ignorance inspiroit aux nouveaux sectateurs des deux philosophes grecs, & aux partisans aveugles des anciennes études. Cependant on ne connoissoit dans le vrai, ni Aristote ni Platon : car le premier étoit mutilé, & ils avoient été fort défigurés l'un & l'autre par les sincrétistes d'Alexandrie.

On se prevenoit pour le platonisme; parce qu'on étoit persuadé que les premiers peres de l'église avoient été platoniciens : & que Platon, ainsi que Pythagore, avoit puisé sa doctrine dans les livres de Moïse. Aussi croyoit-on y découvrir les mysteres de notre religion. Ceux au contraire qui ne s'accommodoient pas des êtres imaginaires du platonisme, comptoient s'instruire mieux avec Aristote : il leur paroissoit plus physicien. D'ailleurs, les esprits qui avoient été élevés dans les écoles, le trouvoient souvent plus conforme à leur maniere de raisonner, & aux préjugés dont ils étoient imbus.

Entre ces deux sectes il s'éleva des sincrétistes qui voulurent concilier Aristote avec Platon. Ce fut un nouveau sujet de dispute : car les Platoniciens & les Péripatéticiens zélés soutinrent également que rien n'étoit plus contraire que les principes de ces deux philosophes.

Jean Pic, prince de la Mirandole, suffira pour vous donner une idée du savoir du quinzieme siecle, dont il étoit le phénix, de l'aveu de tous les savans.

Dès l'âge de dix-huit ans, il ſavoit déja une quantité prodigieuſe de langues : & ſon ambition n'étant pas ſatisfaite, s'il n'étoit en tous genres le plus ſavant des hommes ; il ne ſe propoſa pas moins, que de connoître toutes les choſes divines & humaines avec leurs cauſes. Il ſe flatta de trouver tout cela dans des voyages & dans des lectures. Il cauſa avec tous les vivans : il lut ſans choix tous les morts ; il apprit le jargon de toutes les ſectes paſſées & préſentes ; & ne voyant plus rien de caché pour lui, il fit afficher des theſes dans toutes les univerſités de l'Europe, provocant à la diſpute tous ceux qui voudroient ſe rendre à Rome, & offrant de leur payer le voyage. Ce défi étonna d'autant plus, que Pic n'avoit alors que vingt-quatre ans.

Ces theſes, au nombre de neuf cent, étoient un ramas de propoſitions qu'il avoit priſes dans tous les écrivains connus, platoniciens, péripatéticiens, ſcholaſtiques, arabes, cabaliſtes, &c. Il y avoit encore ajouté pluſieurs centaines de propoſitions, qu'il regardoit comme autant d'opinions à lui : & il ſe flattoit d'avoir fait de tout ce cahos un ſyſtème, qui s'accordoit parfaitement avec les dogmes de la religion.

Innocent VIII lui défendit de ſoutenir à Rome ces propoſitions, & d'un ſi grand nombre, il en condamna treize comme hérétiques. Ce n'étoit pas beaucoup, ou plutôt c'étoit trop peu : car toute cette érudition ne ſignifioit rien ſans doute. Pic de la Mirandole ſe plaignit, il fit ſon apologie : cependant quelque tems après, il regrettoit les années qu'il avoit paſſées à lire St. Thomas, Scot, Albert le Grand, &c.

La décadence des Médicis, lors de la guerre de Charles VIII, entraîna la décadence du platonisme. Les Péripatéticiens triomphèrent, & les Platoniciens devinrent rares dans le seizieme siecle.

La préférence d'Aristote sur Platon cessa donc d'être une question. Il ne restoit plus qu'à entendre le premier de ces philosophes, & on eut recours à des commentateurs. Les uns choisirent Averoès; d'autres préférerent Alexandre d'Aphrodisée, qui vivoit au second siecle de l'Eglise; & qui passoit pour avoir le mieux entendu le chef du Lycée. Delà nâquirent deux sectes que Léon X condamna.

Ce fut avec raison : car les Péripatéticiens, d'après Alexandre d'Aphrodisée nioient l'immortalité de l'ame humaine, & les Péripatéticiens averroïstes ne reconnoissoient qu'une seule ame pour animer tout à la fois l'univers & chaque homme. Ces deux systêmes étoient une des causes du peu de religion qu'Erasme avoit remarqué en Italie.

Ces erreurs d'Aristote fournirent des armes aux scholastiques, qui ne savoient trop eux-mêmes ce qu'ils pensoient sur l'ame. Mais les partisans de ce philosophe le défendoient avec zele, les uns assurant qu'on ne l'entendoit pas encore assez pour le condamner, les autres offrant de le corriger quelquefois avec un peu de platonisme.

Ces disputes divisoient tous les esprits, lorsque le Luthéranisme fit une diversion en faveur des Péripatéticiens. Comme les scolastiques n'avoient fait qu'un systême monstrueux de la philosophie & de la théologie, les Luthériens, qui

prétendoient réformer l'église, jugerent devoir porter les premiers coups sur la scholastique, qu'ils regardoient comme le boulevard de tous les abus. Ils le firent avec d'autant plus d'avantage, qu'Erasme & d'autres les avoient déja prévenus; & que tant qu'ils se bornerent à ne combattre que les mauvaises études, les meilleurs esprits, parmi les Catholiques mêmes, se joignirent à eux, ou du moins les approuverent secrétement. Luther eut sur-tout un grand nombre de sectateurs en Allemagne, parce que les Allemands étoient exercés dans l'art de disputer autant que les Italiens mêmes. Au bruit que faisoient les sectes qui se combattoient en Italie, ils étoient accourus dès le quinzieme siecle; & ils avoient reporté chez eux les opinions & les disputes. Il étoit difficile que la scholastique se soutînt contre des hommes qui savoient combattre, & à qui le zele de la religion ou le fanatisme fournissoit des armes. Elle avoit d'ailleurs contre elle la passion avec laquelle on se portoit à la lecture des anciens; la prévention, où l'on étoit, que pour corriger les abus, il la falloit absolument détruire; les efforts ridicules qu'elle faisoit, pour intéresser la religion à sa défense; & enfin les persécutions qu'elle employoit.

A mesure qu'elle tomboit dans le mépris, le péripatétisme s'élevoit à la plus haute considération. On eût dit que c'étoit assez d'avoir prouvé qu'elle n'apprenoit rien, pour être en droit d'en conclure qu'on apprenoit tout dans Aristote. Telle étoit la prévention pour cet écrivain, qu'on appelloit le prince des philosophes. Si quelquefois on ne pouvoit pas s'en dissimuler les erreurs, on

les

les regardoit comme de légeres taches, qu'il étoit facile d'enlever.

Mélanchton, un des chefs du luthéranisme, ne connoissoit rien de mieux qu'Aristote. Il conseilla de l'étudier : il voulut qu'on l'enseignât dans les écoles après l'avoir corrigé; & son autorité le fit prévaloir parmi les Protestans. Cependant il s'éloignoit en cela de Luther, qui rejetoit également le péripatétisme & la scholastique.

Au milieu des disputes, s'élevoit d'ordinaire des esprits conciliateurs, qui cherchent à rapprocher les deux partis. On jugea donc qu'il ne falloit ni tout blâmer dans la scholastique, ni tout approuver; & qu'il suffiroit d'en corriger les abus. On ne faisoit pas attention qu'elle n'étoit scholastique que par les abus; & qu'on ne pouvoit les corriger tous, sans la détruire.

Les partisans de cette méthode, se trouvant heureux de pouvoir composer, céderent sur quelques articles dans l'espérance qu'on ne les inquiéteroit plus sur les autres. Quelque prévenus qu'ils fussent, ils ne pouvoient pas toujours s'aveugler. Les difficultés les frappoient quelquefois, & sur-tout les ridicules dont on les couvroit. Ils reconnurent donc une partie des abus : mais ils justifierent la scolastique, en les rejettant sur ceux qui l'enseignoient; & saisissant l'occasion d'en faire l'éloge, ils prétendirent qu'il la falloit conserver, pour défendre la religion contre les hérétiques : comme si les peres de l'église, sans être scholastiques, ne l'avoient pas bien défendue pendant plusieurs siecles.

Dès qu'une réforme devenoit nécessaire, il

étoit naturel de chercher des lumieres dans la secte la plus accréditée. Les scholastiques se rapprocherent donc des Péripatéticiens ; & il se forma une doctrine, qui n'étoit ni la scolastique pure ni le péripatétisme pur, mais un mélange de l'un & de l'autre. C'est ainsi que les universités s'ouvrirent insensiblement au chef du Lycée. Son nom retentit bientôt dans les écoles & on ne jura plus que sur la parole d'Aristote.

On croyoit du moins jurer sur la parole de ce philosophe, & on se trompoit; car Aristote, devenu scholastique, n'étoit certainement plus lui-même. Il eût été bien étonné sans doute de penser comme St. Thomas & comme Scot. Ce qu'il y a de vrai, c'est que pour accorder ces trois écrivains, on leur faisoit souvent dire ce qu'ils n'avoient pas dit.

Le premier défaut de la scolastique péripatéticienne, comme de la scolastique pure, est de n'avoir fait qu'une science de la philosophie & de la théologie. Car si la saine philosophie est uniquement fondée sur l'expérience, & si la saine théologie ne doit puiser que dans l'écriture & dans la tradition; il est évident que ces deux sciences, ayant une origine différente, doivent être traitées séparément. Elles ne sont pas contraires, mais elles ne sauroient se confondre. Quelle confusion ne doit donc pas produire leur mèlange, lorsqu'on emploie une philosophie absurde, sans principe & sans méthode?

Si les scolastiques se rapprocherent des Péripatéticiens, les Péripatéciens ne se rapprocherent pas des scholastiques : au contraire ils continuerent d'en être les ennemis. Cependant ils n'é-

toient pas plus raisonnables, puisqu'ils vouloient faire d'Aristote un théologien chrétien, & qu'ils entreprenoient d'expliquer la théologie chrétienne par les mauvais principes de ce philosophe. Parce que la vérité ne sauroit être contraire à la vérité, ils s'imaginoient qu'il devoit penser en chrétien : croyant que tout ce qu'il avoit dit; étoit presque aussi vrai, que tout ce qui avoit été révélé.

Vous pouvez juger d'après ces considérations qu'il sera inutile de vouloir réformer la scholastique & le péripatétisme; qu'on ne raisonnera bien, que lorsqu'on abandonnera absolument l'un & l'autre; & que tant qu'il en restera quelque chose, ce sera un obstacle aux progrès de l'esprit. Mais l'empire d'Aristote est établi sur l'opinion, & la raison a peu de force contre les préjugés.

Pendant qu'on plioit en général sous le joug du péripatétisme ou de la scolastique, il y avoit une secte qui s'étoit formée des débris du platonisme, & à laquelle je ne sais quel nom donner. Elle puisoit tout à la fois dans Pythagore qui n'a point écrit, dans Platon & dans les cabalistes. Son principe étoit que Moyse avoit enseigné toutes les sciences, que les cabalistes les conservoient par tradition, & que Platon les tenoit de Pythagore, qui les avoit prises dans le législateur des Juifs. Après tant de suppositions fausses, elle avoit découvert que tous les êtres émanent successivement par degrés d'un premier principe; que par conséquent l'univers est rempli d'esprits de différens ordres; & que nous pouvons remonter à eux, ou les faire des-

cendre à nous. Ce ſyſtême prenoit autant de formes qu'il avoit de ſectateurs. C'eſt un rêve qui mene à la magie, & la magie eſt un autre rêve elle-même. Cette ſecte obſcure ne s'eſt ſignalée que par la haine qu'elle portoit aux Péripatéticiens.

Le péripatétiſme eut d'autres ennemis. Le plus célebre de ceux qui commencerent à l'attaquer ouvertement, eſt Bernardo Téléſio né à Coſenza dans le royaume de Naples en 1508, & mort en 1588, dans la même ville. Ne trouvant pas plus de ſolidité dans Ariſtote que dans les ſcholaſtiques, il s'appliqua ſur-tout à faire voir que les principes de ce philoſophe ne ſont que des définitions arbitraires, des notions vagues, de pures abſtractions qui n'expliquent rien, & qui ne mettent que des mots à la place des choſes. La juſteſſe de ſes critiques lui mérita les applaudiſſemens des Napolitains, quoique juſqu'alors ils euſſent été prévenus pour Ariſtote. Mais il ne fut pas auſſi heureux, quand il voulut lui-même expliquer la nature. Car ayant pris Parménide pour guide, il entreprit de faire voir comment le chaud & le froid, notions vagues qu'il réaliſoit, avoient tout produit en agiſſant ſur la matiere. Son ſyſtême, dit-on, eſt mieux développé & plus ingénieux que celui du philoſophe d'Elée : mais il ne s'apperçut pas, comme le lui reproche le chancelier Bacon, qu'il ne raiſonnoit lui-même que ſur des abſtractions toutes pures. Il a la gloire d'avoir le premier refuté ſolidement Ariſtote, & ce fut la cauſe de ſa mort : car les querelles que lui firent

des moines péripatéticiens, lui causerent la maladie dont il mourut.

Les avantages qu'il avoit remportés sur le prince des philosophes auroient pu avoir des suites, si les erreurs dangereuses, où tomberent ceux qui entrerent dans la même carriere, n'avoient pas décrédité les ennemis du péripatétisme. Il semble que dans ce siecle on ne devoit plus connoître aucune autorité, dès qu'on avoit tant fait que de rejeter celle d'Aristote. Les Péripatéticiens s'en prévalurent. Ils soutinrent qu'il ne pouvoit être combattu que par des hommes sans religion; & ils parurent le prouver par l'exemple de Giordano Bruno de Nole, & par celui de Tommaso Campanella de Stilo, tous deux de l'ordre des dominicains.

Bruno avoit de la lecture, peu de jugement, une imagination déréglée, & se piquoit sur-tout de penser librement & hardiment. Il adopta pour le fond la philosophie de Démocrite & d'Epicure: il emprunta beaucoup de choses de Pythagore; & il croyoit qu'avec la connoissance des nombres, ce philosophe & Apollonius de Tyane avoient fait des miracles: il admettoit la métempsycose: il pensoit que la nature est Dieu: il peuploit l'espace de génies de différentes espèces: il mettoit des ames jusques dans les pierres: il croyoit que le sort de chaque homme est écrit dans sa main, &c. En un mot, il se fit un systême rempli d'idées confuses, absurdes & contradictoires. On a remarqué qu'il n'est pas possible de deviner sa pensée, & vraisemblablement il ne savoit pas ce qu'il croyoit lui-même. Ses opinions sont l'ouvrage d'une imagination

qui prend par-tout ſans ſe fixer ſur rien; & elles ne ſont pas moins contraires à la raiſon qu'à la foi.

Il voyagea en Allemagne, en France & en Angleterre, enſeignant ſa doctrine, & combattant les Péripatéticiens. Il vint à Paris, lorſque cette ſecte y cauſoit de grands mouvemens par la violence avec laquelle elle pourſuivoit Ramus, qu'elle accuſoit d'attaquer la religion, parce qu'il écrivoit contre la dialectique d'Ariſtote. Cependant il n'y avoit pas un demi-ſiecle, que l'univerſité, encore toute ſcholaſtique, auroit accuſé d'irréligion quiconque eût adopté le péripatétiſme; & on remarque que les Grecs, qui vinrent à Paris lors de la révolution de Conſtantinople, n'oſerent pas l'enſeigner.

Quelque abſurde que ſoit le ſyſtême de Bruno, il s'y trouve néanmoins des choſes, dont des philoſophes ſe ſont fait honneur. Il a regardé le doute comme une précaution préliminaire à la recherche de la vérité. Il a ſuppoſé des tourbillons pour expliquer le mouvement des corps céleſtes. Il a penſé qu'il ne peut pas y avoir deux individus parfaitement ſemblables; que toutes les parties du monde, & que toutes les choſes qu'elles renferment, concourent à la perfection de l'univers; qu'il n'y a rien de mauvais, qui ne ſoit bon à quelque choſe; & que tout eſt bon dans la nature. Il a dit qu'il y a deux ſortes d'aſtres, des ſoleils immobiles & des terres mobiles, que notre terre eſt une planete à laquelle les autres planetes reſſemblent; qu'elle réfléchit la lumiere ſur la lune; qu'elle n'eſt pas parfaitement ſphérique; que les étoiles

fixes ſont des ſoleils qui éclairent d'autres mondes, &c.

Campanella appartient au ſeizieme & au dix-ſeptieme ſiecles. Il adoptoit des principes de Téléſio, il en rejetoit; & il s'en eſt fait un ſyſtème, où il y a plus d'imagination que de jugement. Il ne faut pas s'étonner ſi ces philoſophes, qui empruntoient toujours quelque choſe du platoniſme, ne réuſſiſſoient pas à ſe dégoûter d'Ariſtote: car ils ne mettoient à la place du péripatétiſme, que des opinions auxquelles on ne pouvoit rien comprendre. Ce n'étoient dans le vrai que des viſionnaires; & leurs ouvrages ne ſervoient qu'à nourrir la crédulité du peuple ſur la magie & ſur l'aſtrologie judiciaire. Auſſi n'a-t-on jamais été plus crédule que dans le ſeizieme ſiecle. Eraſme lui-même conte des hiſtoires de ſorcellerie auxquelles il croit de la meilleure foi du monde.

Vous jugerez que l'Europe n'avoit jamais été plus troublée qu'au ſeizieme ſiecle, ſi conſidérant tout à la fois les diviſions de l'égliſe, les querelles des princes, les révoltes des peuples & les diſputes des écoles, vous réfléchiſſez encore ſur le fanatiſme, qui animoit tous les partis contraires. Il étoit bien difficile de trouver alors, même dans la philoſophie, un port aſſuré & tranquille. Il ſemble qu'on ne devoit pas l'eſpérer, ſur-tout dans les Pays-Bas. Cependant Juſte-Lipſe, né en 1547, dans un village près de Bruxelles, ſe flatta que la philoſophie lui ouvriroit un aſyle: il ne crut pas même en devoir chercher d'autre.

Mécontent de toutes les ſectes de ſon tems,

qui bien loin d'éclairer, ne donnoient que des notions vagues & absurdes; il se borna, comme Socrate, à l'étude de la morale; & il renouvella le stoïcisme. Séneque lui en fournit les préceptes, & Tacite les exemples : deux écrivains qu'il avoit fort goûtés. Il est vrai que si jamais on a eu besoin d'être stoïcien, c'étoit dans le seizieme siecle & à Bruxelles. Cependant Juste-Lipse n'a pas formé de sectateurs. Au reste c'est un écrivain estimé pour son savoir; mais dont on critique beaucoup le style.



CHAPITRE IV.

Des opinions philosophiques du dix-septieme siecle.

Nous avons déja vu se renouveller les rêves de Platon; d'Aristote, de Pythagore, de Zoroastre, de Parménide, de Démocrite, d'Epicure, &c. Ce n'est point avec critique qu'on avoit choisi parmi tant d'opinions. Ceux qui se déclaroient pour une secte, n'avoient pas examiné les autres, ils ne l'avoient pas seulement examinée elle-même. Les uns se déterminoient sur la réputation d'un philosophe de l'antiquité. D'autres jaloux de se faire un nom, & de combattre par conséquent la doctrine qui venoit de s'établir, cherchoient parmi les anciens un chef, dont les opinions fussent moins connues. Quelques-uns prenoient par-tout, fouillant dans toutes les

ſources, & croyant penſer avec plus de liberté: mais il ſemble que tous penſoient au haſard. Il eſt certain que ſi nous obſervions les principales circonſtances où ſe ſont trouvés les philoſophes du quinzieme & du ſeizieme ſiecles, il ſeroit facile de prévoir pour quel ſyſtême chacun d'eux a dû ſe déclarer. Mais ſans perdre du tems à de pareilles recherches, il ſuffit de vous avoir donné un exemple de la verité de cette obſervation, lorſque la philoſophie s'établit à Rome.

Les philoſophes du dix-ſeptieme ſiecle s'aheurteront encore à chercher des conditions chez les Grecs. Tantôt ſectaires, ils épouſeront les opinions d'un ſeul chef: tantôt éclectiques, ils emprunteront quelque choſe de pluſieurs. D'autres fois, ils ſe flatteront de ſuppléer par leur imagination à ce qu'ils croiront manquer aux anciens ſyſtêmes, & ils les changeront ſans les corriger. Cependant le haſard ou la curioſité fera faire de loin à loin des obſervations. Des eſprits moins prévenus tenteront des expériences. On découvrira des erreurs groſſieres dans les anciens. On s'en aſſurera par des obſervations bien faites. Enfin on ſe convaincra peu-à-peu, que pour connoître la nature, il faut l'étudier. N'eſt-il pas étonnant qu'avant d'en venir là, il ait fallu s'égarer pendant pluſieurs ſiecles?

La ſecte Ionique, fondée par Thalès, s'étoit éteinte, peu après qu'Anaxagore, jugé coupable d'athéiſme, avoit été banni d'Athenes. Depuis, toujours ſuſpecte aux Athéniens, ne ſe renouvella plus: d'autres cauſes contribueront encore à l'enſevelir dans l'oubli.

Socrate, ſorti de cette école, dans laquelle il

avoit eu Archelaüs pour maître, lui porta des coups dont elle ne put se relever, lorsqu'il l'abandonna, comme toutes les autres, pour s'appliquer uniquement à la morale. De ce sage, le plus sage des Grecs, nâquirent les Académiciens, les Péripatéticiens, les Cyniques & les Stoïciens. C'étoient autant d'ennemis redoutables pour la secte Ionique, puisqu'ils paroissoient enseigner la doctrine de celui même qui l'avoit abandonnée. Ils entretinrent la prévention où l'on étoit contre elle, en la calomniant, en lui attribuant des raisonnemens absurdes, & en la couvrant de ridicules, lors même qu'ils s'approprioient ce qu'ils y trouvoient de mieux.

Elle n'avoit plus de sectateurs dans la Grece, lorsque la philosophie fut apportée à Rome. Les Romains, qui prenoient les sciences qu'on leur offroit, & faisoient peu de recherches, se contenterent de l'Académie, du Lycée, du Portique & des jardins d'Epicure. Comme la secte Ionique avoit d'ailleurs sur la divinité des idées plus saines que toutes les autres, il étoit difficile qu'elle se pût concilier avec l'idolâtrie. Il arriva donc que de toutes les sectes la moins déraisonnable fût aussi la plus oubliée ; & les ouvrages de ses écrivains, devenant tous les jours plus rares, il étoit difficile qu'elle reparût jamais. Cependant Claude Guillermet de Bérigard la renouvella au commencement du dix-septieme siecle : mais ce fut moins pour faire des partisans à un systême qu'il jugeoit défectueux, que pour attaquer indirectement Aristote sans qu'on pût lui en faire un crime.

Après avoir fait ses études à Aix, il vint à

Paris, lorſque des obſervations nouvelles commençoient à faire voir le faux des principes phyſiques d'Ariſtote. Alors l'autorité de ce philoſophe étoit ſi bien établie, qu'on n'oſoit encore écrire contre lui; & qu'on s'ouvroit ſeulement dans la converſation, quand on ſe trouvoit avec des perſonnes ſûres. L'univerſité traitoit d'hérétiques ceux qui l'attaquoient, le parlement & le gouvernement même défendoient d'enſeigner toute autre doctrine. Il falloit donc ſe taire ou s'expoſer à des perſécutions.

Il paroît que la guerre de trente ans a été une conjoncture favorable pour combattre le péripatétiſme. Comme le public étoit occupé de choſes plus importantes, il ne donnoit plus la même attention aux diſputes de l'école. Les théologiens, moins écoutés, en devenoient moins à craindre: & on commençoit à penſer avec plus de liberté. C'eſt en effet entre 1620 & 1630, que parurent les premiers ouvrages contre la phyſique d'Ariſtote. Il eſt vrai qu'en 1624 la faculté de théologie cenſura des theſes compoſées dans cet eſprit, & que le parlement les condamna: mais cela n'empêcha pas d'écrire. Les uns le faiſoient ouvertement, les autres avec plus de circonſpection. Quelquefois on affectoit de louer beaucoup Ariſtote, lorſqu'on lui oppoſoit des obſervations qui détruiſoient ſes principes; & on paroiſſoit ne relever ſes erreurs, que comme de légeres fautes.

La liberté de penſer faiſoit des progrès à Paris, lorſqu'en 1628 Bérigard fut appellé par le grand duc de Toſcane, pour profeſſer la philoſophie à Piſe. Les Italiens, qui penſoient trop

librement au quinzieme ſiecle & au ſeizieme; étoient alors fort contenus par l'inquiſition, qui devenoit tous les jours plus ſevere depuis la naiſſance du luthéraniſme, & qui n'a pas peu contribué à faire tomber les lettres en Italie.

Dans l'obligation d'enſeigner le péripatétiſme, Bérigard, à qui l'inquiſition ne permettoit pas de déclarer ſes vrais ſentimens, compoſa ſes leçons en dialogues. L'un des interlocuteurs ſoutenoit les opinions d'Ariſtote, ſans les déguiſer avec les ſubtilités de l'école, l'autre les combattoit, & leur oppoſoit les principes d'Anaximandre & d'Anaxagore. Cette méthode cachoit ce que le profeſſeur penſoit, & permettoit à chacun d'embraſſer le ſentiment qui paroiſſoit plus conforme à la vérité. Cependant Bérigard, ſans ſe compromettre, faiſoit voir combien le péripatétiſme étoit contraire à la religion & à la vraie phyſique.

En France, on étoit plus hardi, & on n'avoit pas beſoin d'autant de circonſpection. Il eſt vrai que les Ariſtotéliciens conſervoient encore du crédit à la cour & au parlement, & qu'ils pouvoient ſuſciter, ou ſuſcitoient même quelquefois des affaires à ceux qui les combattoient. Mais les miniſtres & les magiſtrats n'étoient pas des inquiſiteurs; ils ne donnoient pas la même attention à toutes ces diſputes: & un homme de mérite pouvoit trouver des protecteurs auprès d'eux, ou même parmi eux. Il ſuffiſoit donc de ſe conduire avec prudence.

Il y avoit alors en France un jeune homme, qui, lui ſeul, voyoit mieux que tout ſon ſiecle & que tous les précédens, les défauts du péripa-

tétifme. C'eft Gaffendi. Il étoit né à Chanterfier, diocefe de Digne; & il profeffoit la philofophie à Aix. Ne pouvant enfeigner d'autre doctrine que celle d'Ariftote, il l'expofa telle que les fcholaftiques l'enfeignoient eux-mêmes, & il la défendit de la même maniere. Mais il n'oublia aucune des difficultés qui la pouvoient détruire; feulement il les propofoit avec timidité comme des doutes, comme des paradoxes qu'il foumettoit au jugement de l'églife. Il eft affez fingulier que pour ofer dire ce qu'on penfoit fur les ouvrages de ce philofophe, on fût obligé de prendre l'infaillibité de l'églife pour guide en lifant Ariftote, comme en lifant l'écriture fainte. Mais enfin il falloit s'accommoder au tems; & c'étoit affez que de pouvoir parler de façon ou d'autre.

Gaffendi, joignant à une grande érudition un jugement droit & des mœurs fimples & honnêtes, eut de bonne heure des amis parmi les grands qui aimoient les lettres. La confidération, qu'il avoit acquife, fuffifoit pour le défendre contre les traits de fes ennemis, lorfqu'il imprima des paradoxes contre les principes, qui fervent de fondement à la philofophie d'Ariftote. Quoiqu'il fe fût propofé de détruire dans toutes les parties le péripatétifme fcholaftique, il ne fuivit pas cette entreprife; vraifemblablement parce qu'il prévit le cri général, qui s'éleveroit dans toutes les écoles. Il fut attiré à Paris par le cardinal de Lyon, qui lui procura en 1645 une chaire de mathématiques au collége royal; & il y vécut, aimé & confidéré jufqu'à fa mort, qui arriva en 1655.

Après avoir détruit les calomnies, qui flétriffoient depuis tant de fiecles la réputation d'Epi-

cure, Gaffendi tenta de reffufciter le fyftème des atómes. Il en retrancha les erreurs contraires à la religion. Il l'expofa dans un nouveau jour, & avec une fagacité finguliere. Cependant on a lieu de regretter le tems qu'un fi bon efprit employoit à raifonner fur des principes auffi peu folides, & on defireroit qu'il n'eût pas payé ce tribut à fon fiecle. Il eut peu de fectateurs.

Jufqu'ici les philofophes modernes, à l'exemple des Grecs, fe font flattés d'expliquer la nature, en imaginant d'abord des caufes pour defcendre enfuite aux effets. Et nous n'avons vu que des révolutions, où les fyftèmes prenant continuellement de nouvelles formes, fe reproduifent pour fe détruire. Chaque philofophe, trop foible pour réfifter aux coups qu'on lui porte, attaque toujours avec avantage. Toutes les opinions fe détruifent les unes par les autres, & aucune ne fe foutient.

Il femble donc qu'il étoit tems de foupçonner, qu'on s'étoit engagé dans une route qui ne conduit pas au vrai; que trop curieux de favoir comment tout a été formé, nous nous fommes auffi trop perfuadés que nous étions faits pour le deviner; & que par conféquent au lieu de commencer par les caufes pour defcendre aux effets, il feroit peut-être mieux de commencer par les effets pour remonter aux caufes. Alors réglant notre curiofité fur nos facultés, nous irions de phénomenes en phénomenes; & ne pouvant pas connoître tout le fiftème de l'univers, nous nous contenterions d'en découvrir quelques parties. Mais les philofophes font comme les animaux, qui fe précipitent à la fuite les

uns des autres. Je vais vous parler de Descartes.

Contemporain de Gassendi, Descartes étoit un peu plus jeune, étant né en 1566. Rien n'est plus sage que les réflexions, qui lui ont ouvert les yeux sur les mauvaises études qu'il avoit faites, & sur les erreurs des philosophes, il les a exposées dans ses méditations. Mais quoiqu'il blâmât qu'on prît pour principes des notions vagues, de pures conjectures & des suppositions tout au plus probables; il ne s'en fit pas d'autres lui-même dans son système du monde, qu'il acheva en 1633.

Pour expliquer la formation de l'univers, il supposa qu'il fût encore à créer; & il ne demanda que de la matiere & du mouvement.

L'essence du corps, selon lui, ne consistant que dans l'étendue, tout fut plein: & il ne vit point de différence entre l'espace & la matiere.

Toute cette masse homogene, encore informe & sans mouvement, est divisée en cubes ou en d'autres petites parties angulaires, qui ne laissent point d'interstice entr'elles. Car autrement il y auroit une étendue qui ne seroit pas corps; ce qui est impossible dans ses principes, puisqu'il a défini le corps une substance étendue.

Dieu imprime le mouvement à toutes ces parties. Alors elles tournent sur elles-mêmes. Leurs angles se brisent: elles s'arrondissent: & Descartes donne le nom de second élément à tous ces petits globules.

De ces angles brisés se forment des parties très-subtiles, qui se broyent encore, parce que plus elles sont petites, plus elles se meuvent avec

lution autour des planetes principales, dont le tourbillon enveloppoit les leurs; & celles-ci ont été emportées par le tourbillon solaire, qui enveloppe tous les autres.

Les différentes couches de ce grand tourbillon se meuvent avec des vîtesses inégales: chaque planete nage dans une couche, qui est d'une densité égale à la sienne: & elle est entraînée par le courant, comme un bateau sur une riviere.

Ce roman, exposé d'une maniere ingénieuse, paroissoit au premier coup d'œil expliquer les phénomenes. Il faisoit au moins imaginer une sorte de méchanisme, qu'on faisissoit confusément; tandis qu'on ne pouvoit rien comprendre aux autres systêmes. Il étoit à la portée de tout le monde. Il ne falloit que quelques momens de lecture, pour se rendre raison de tous les mouvemens de l'univers. Il eut donc le plus grand succès.

Quand un systême est une fois établi, il est difficile de le détruire. Car une illusion qui satisfait notre curiosité, nous devient tous les jours plus chere; & lorsque nous croyons avoir appris quelque chose, il nous en coûte d'avouer que nous ne savons rien. On nous arrachera sur-tout difficilement cet aveu, s'il faut pour nous instruire, non-seulement recommencer, mais encore entreprendre des études, qui effrayent par les difficultés. Le systême des tourbillons s'est donc défendu long-tems. Manié & remanié par des imaginations fécondes, qui l'ont continuellement changé pour le corriger, il s'est soutenu en France jusqu'à notre âge; il a même encore quelques

partiſans. Les graces avec leſquelles Mr. de Fontenelle l'a expoſé dans ſa pluralité des mondes, ont fait des Cartéſiennes de toutes les femmes qui en ſavent aſſez pour lire des romans ; & les tourbillons ont eu des ſectateurs ſéduiſans, bien capables de faire durer les illuſions qu'elles avoient priſes d'un jeune philoſophe, & dans leſquelles il s'entretenoit lui-même en leur donnant des leçons. Auſſi les a-t-il conſervées juſqu'à la fin de ſa vie.

Les écoles ſe ſouleverent contre Deſcartes, elles l'accuſerent d'impiété & d'athéiſme, & en effet ſon impiété & ſon athéiſme étoient d'avoir porté une main ſacrilege ſur Ariſtote, & d'enſeigner une doctrine, qui n'étoit pas celle des Péripatéticiens. Il a eu la gloire d'étouffer enfin le péripatétiſme, cette hydre, dont les têtes ne tomboient que pour ſe reproduire. Mais avec quelque force qu'il l'ait combattu, il ne fût pas ſorti vainqueur, ſi ſon ſyſtême n'eût pas mieux réuſſi que celui de Gaſſendi. Pour perſuader aux ſcholaſtiques d'abandonner leurs erreurs, il falloit leur en donner d'autres ; & je conjecture que ſi les tourbillons avoient eu moins de ſuccès, on nous enſeigneroit encore le péripatétiſme.

On peut encore remarquer que les erreurs de Deſcartes étoient un pas vers la vérité. Après tant de ſyſtêmes obſcurs & ténébreux, c'étoit quelque choſe qu'un roman que l'imagination du moins paroiſſoit ſaiſir. En donnant la préférence à ce roman, parce qu'on le jugeoit plus clair, on s'accoutumoit à chercher la lumiere. On commençoit donc à ſe demander raiſon des phénomenes, & on ſe préparoit à voir un jour l'in-

ſuffiſance des tourbillons. Deſcartes mourut en 1650 à Stockholm, où la reine Chriſtine l'avoit appellé. Nous aurons occaſion d'en parler encore.

Depuis que la philoſophie a reparu en Europe, nous avons vu des ſectaires, des éclectiques, des novateurs & des ſincrétiſtes, qui, plus abſurdes que tous les autres, ont cru concilier les opinions les plus contraires. De tous les ſyſtêmes qu'ont fait les Grecs, il n'y en a pas un, que quelque moderne n'ait eſſayé d'accorder avec la théologie chrétienne.

Après des efforts ſi ſouvent répétés, la vérité étoit encore à découvrir. L'érudition, le raiſonnement, le génie avoient échoué; ou s'il s'étoit fait quelques découvertes, le préjugé, qui les combattoit encore, ne permettoit pas de les reconnoître pour des vérités. Plus on conſidéroit donc le peu de ſuccès des hommes mêmes, qui avoient été les lumieres de leurs ſiecles; plus on déſeſpéroit de faire mieux, & on ſe plaignoit de l'aveuglement de la raiſon humaine. C'étoit paſſer d'une extrémité à l'autre; comme ſi au réveil nous devions déſeſpérer de bien voir, parce que dans le ſommeil nous avons été trompés à nos ſonges.

Au défaut de la raiſon, dont on croyoit l'impuiſſance bien conſtatée, on eut recours à la révélation; & on cherche dans l'écriture ſainte l'origine de l'univers, ſa formation, & l'explication de tous les phénomenes.

Vous concevez combien il eſt abſurde de chercher un ſyſtême de phyſique, dans un livre que Dieu n'a dicté que pour nous apprendre les cho-

ſes néceſſaires au ſalut, & dans lequel, en parlant de la création, il nous dit ſeulement qu'il a tout fait par ſa parole. Il faudra donc aider à la lettre, faire des hypotheſes ſur un paſſage, ſur un mot, recourir à des allégories, à des interprétations violentes; non pour découvrir dans l'écriture le ſyſtème du monde qui n'y eſt pas, mais pour y trouver les opinions dont on eſt déja prévenu. C'eſt tout ce qu'on a fait, & cependant cette philoſophie ſe faiſoit reſpecter par les noms qu'on lui donnoit de moſaïque & de chrétienne.

Il ſeroit bien long & bien inutile d'entrer dans le détail des ſyſtèmes de ces philoſophes, prétendus moſaïques: car il n'y a jamais eu de ſectes, dont les partiſans aient eu des ſentimens plus contraires. Il ſuffira de vous faire connoître les excès où ils ſont tombés.

Perſuadés que la raiſon ne peut rien découvrir par elle-même, ils en concluent qu'avec les ſeules lumieres naturelles, nous ne ſaurions jamais nous aſſurer du vrai ſens des écritures. Il faut donc que la vérité nous ſoit révélée immédiatement. Or, elle ne peut l'être qu'autant qu'une portion de l'eſprit divin, une étincelle, échappée de l'Océan immenſe de lumiere, deſcend en nous, & s'unit à notre ame. Ils ne doutent pas que la divinité ne réſide de la ſorte en eux-mêmes. Dès-lors chacun d'eux croit trouver le vrai ſens des écritures dans les allégories qui ſe préſentent à ſon eſprit: ou même ſans avoir beſoin de conſulter les livres ſaints, ils prennent pour autant de vérités tous les fantômes de leur imagination. Ils ſont magiciens, aſtrologues, ils com-

mandent aux esprits, & ils pénétrent seuls dans tous les secrets de la nature : ce ne sont que des enthousiastes.

Comme les Protestans, après s'être séparés de l'église, n'avoient plus de regles pour fixer leur croyance, il s'est formé parmi eux des sectes, qui ont cru être éclairées par une portion de cet esprit divin. Tels étoient ces fanatiques, que vous avez vus en Ecosse, dans le tems de la malheureuse reine Marie.

On ne sauroit dire toutes les formes que cette théologie mystique est capable de prendre. Mais je ne dois pas oublier le quiétisme qu'elle a produit, & qui a fait beaucoup de bruit à la fin du siecle dernier. Les Quiétistes s'imaginent, qu'ils pourront s'unir à Dieu en s'anéantissant ; que jouissant alors d'un repos parfait dans le sein de la divinité, leur ame ne se mettra pas en peine de ce qui arrive au corps, & que par conséquent ils ne pourront plus pécher, quoiqu'ils fassent. Vous voyez où conduit une doctrine aussi monstrueuse.

Toute cette mysticité extravagante est une suite du platonisme, qui a pour principe les émanations de Zoroastre. Lorsque je vous ai parlé pour la premiere fois des opinions de ce philosophe, vous n'auriez pas prévu qu'elles influeroient sur les erreurs & sur votre siecle. Les absurdités sont bien vieilles, & il semble qu'elles rajeunissent, sans pouvoir tomber en caducité.

Plus les esprits s'égaroient, plus on paroissoit fondé à déprimer la raison. Il ne faut donc pas s'étonner, si le scepticisme s'est fort répandu dans le cours du dix-septieme siecle. Les uns l'embras-

ſoient par pareſſe, trouvant doux qu'on ne pût rien aſſurer, afin de n'avoir rien à apprendre; & ils étoient flattés de ſe trouver ſans étude, au niveau de ceux qui avoient le plus étudié. D'autres, parce qu'ils étoient plus inſtruits, ſe faiſoient un jeu de prouver qu'on ne ſait rien, ils s'applaudiſſoient d'avoir une erreur de moins; & leur vanité ſe trouvoit bien d'avoir plus de ſagacité pour détruire, que les génies de tous les ſiecles n'en avoient eu pour établir. Pluſieurs enfin croyoient ſervir la religion, en exagérant la foibleſſe de l'eſprit humain; parce qu'ils jugeoient, que lorſque nous ne pourrions plus compter ſur les lumieres naturelles, nous en ſentirions mieux la néceſſité de nous ſoumettre à la foi. Quelquefois ce motif étoit ſincere; d'autres fois ce n'étoit qu'un prétexte afin d'oſer douter de tout impunément. De tous ces ſceptiques je ne vous parlerai que du plus célebre.

Pierre Bayle, le plus ſavant & le plus ingénieux ſophiſte qui ait jamais été, naquit en 1647 à Carlat, petite ville du comté de Foix, & mourut à Roterdam en 1706. Dès ſon bas âge il montra pour l'étude une paſſion, qu'une maladie, cauſée par trop d'application, ne diminua point. Comme il avoit une grande mémoire, il s'occupa naturellement beaucoup plus à lire qu'à réfléchir, & il acquit de bonne heure une vaſte érudition en tous genres; peut-être ſe borna-t-il d'abord à cette étude, parce que c'étoit alors ce qu'on eſtimoit davantage, & un moyen ſûr de ſe faire un nom plus promptement. Il eſt certain que s'il eût moins lu, & réfléchi davantage, il ſe ſeroit fait un jugement plus ſolide: mais il avoit

vingt-un an, lorſqu'il imagina de s'appliquer à l'art de raiſonner. C'étoit trop tard, comme il en convenoit lui-même.

Alors ayant la tête remplie d'opinions qu'il ſavoit prouver & combattre, il ſe voyoit dans une incertitude, d'où il ne pouvoit ſortir ; & ce fut peut-être pour trouver une iſſue qu'il voulut faire une étude de l'art de raiſonner. Mais l'habitude de douter étoit priſe ; & elle s'entretenoit par le goût qu'il prenoit à la lecture de Montagne, écrivain plein d'eſprit, & pyrrhonien par pareſſe. Il continua de s'adonner à l'érudition, raiſonnant toujours avec aſſez de ſagacité pour détruire les raiſonnemens des autres, & même les ſiens. Il ſe confirma donc de plus en plus dans ſon doute : il combattit toutes les opinions, & il prouva le pour & le contre, parce qu'il ne voulut jamais rien prouver.

Il eſt certain que lorſque nous conſidérons cette multitude d'opinions, qui ſe combattent toutes avec avantage, nous ſommes portés à douter, ſur-tout, ſi nous ſuppoſons qu'il n'y a pas de meilleure méthode, que celles que les philoſophes ſe ſont faites. Voilà ce que Bayle a cru, parce qu'il l'a ſuppoſé, ſans l'avoir examiné. En conſéquence il ſoutient que la philoſophie détruit tout, & qu'elle ne peut rien établir. Mais ce ſcepticiſme tombe de lui-même, ſi on indique une bonne méthode pour conduire l'eſprit, & ſi on fait voir des découvertes démontrées. Or, ce qui vous paroîtra étonnant, c'eſt que le ſiecle où Bayle enſeignoit le Pyrrhoniſme, eſt préciſément le ſiecle des plus grandes décou-

vertes. Comme je vous crois bien garanti contre ce doute, je n'en parlerai pas davantage, & je viens enfin aux vrais philosophes, c'est-à-dire, aux hommes de génie, faits pour découvrir la vérité, & pour la montrer aux autres.



CHAPITRE V.

Commencement de la vraie philosophie. De l'astronomie sous Copernic, Tichobrahé, Képler & Galilée.

PENDANT que l'imagination égaroit les philosophes les plus célebres, quelques-uns plus sages & plus heureux, observoient & acquéroient de vraies connoissances. Je n'en ai point encore parlé, parce que j'ai cru qu'en mettant d'un côté la suite des erreurs, & de l'autre une suite des découvertes, je vous ferois mieux sentir les avantages d'une bonne méthode. Il faut d'ailleurs remarquer que les découvertes qui ont été faites depuis la renaissance des lettres, n'ont fait un corps qu'à la fin du dix-septieme siecle. C'est alors que les progrès rapides de la philosophie ont fait voir ce que peuvent les hommes de génie, quand ils sont une fois dans la vraie route.

Il étoit tems de sentir le besoin d'observer, & de reconnoître qu'on ne peut pénétrer dans la nature, qu'autant qu'on est conduit par les

phénomenes. Mais cette méthode eſt longue, & la curioſité toujours impatiente. Il falloit ſe frayer une nouvelle route, y marcher ſans guide, avoir le courage de la ſuivre malgré les obſtacles. Tout cela étoit fort difficile, & capable de dégoûter. Heureuſement on ſera de tems en tems ſoutenu par des ſuccès. Les premieres découvertes en feront eſpérer d'autres : elles indiqueront même le moyen d'en faire. Il eſt vrai qu'on aura bien de la peine à ne pas imaginer des hypotheſes & des principes vagues : ce ne ſera qu'avec une ſorte de répugnance qu'on y renoncera tout-à-fait; & pluſieurs obſervateurs, à qui nous aurons les plus grandes obligations, ne pouvant ſe refuſer à l'impatience de faire des ſyſtêmes, ſe flatteront quelquefois trop tôt d'expliquer les découvertes qu'ils auront faites. Heureux celui qui viendra dans un tems qui lui fournira aſſez d'obſervations pour n'avoir pas beſoin d'imaginer!

Mon deſſein n'eſt pas de vous faire l'hiſtoire de toutes les découvertes; encore moins de vous expliquer toujours comment elles ont été faites & comment on s'en aſſure. Il ne faut pas oublier que ces leçons ne ſont qu'une introduction à l'étude de l'hiſtoire. Sans vous parler de toutes les erreurs, je vous en ai fait connoître aſſez pour vour faire voir comment on ſe trompe : ſans vous parler de toutes les vérités, il s'agit actuellement de vous faire voir comment on doit ſe conduire pour être aſſuré d'en trouver.

Le croiriez vous, Monſeigneur? c'eſt une des premieres choſes qu'on ait ſues. Oui, on connoiſ-

ſoit la vraie méthode de découvrir des vérités, avant qu'il y eût des Thalès, des Pythagore, des Zoroaſtre, en un mot, avant les tems de tous les philoſophes, dont les noms ſont venus juſqu'à nous. Ce qui vous étonnera peut-être davantage, c'eſt que je ne vous dis rien que vous ne ſachiez.

Rappellez-vous le tems où vous avez vu les ſociétés commencer ; & où les hommes, encore ſans expérience, voyoient la terre comme une ſurface plane, & les cieux comme une voûte à laquelle tous les aſtres étoient attachés. Ce ſont ces hommes ignorans qui ont ſu ſe mettre tout-à-coup dans le chemin de la vérité : car vous les avez vus commencer par obſerver la terre & les cieux.

En voyageant dans la direction de la méridienne, ils remarquerent que les étoiles s'élevoient vers un pole ; & qu'il en paroiſſoit de nouvelles ; tandis qu'à l'autre pole il en diſparoiſſoit, & que toutes s'abaiſſoient. Il virent de même que le moment, où les aſtres ſe montrent à l'horiſon, & celui où ils s'élevent à-peu-près au méridien, arrivent plutôt pour ceux qui avancent vers l'Orient & plus tard pour ceux qui marchent vers le côté oppoſé. De ces obſervations ils conclurent la rondeur de la terre.

Les éclipſes ſolaires leur firent connoître que la lune eſt plus près de la terre que le ſoleil ; comme un nuage en eſt plus près que la lune, puiſqu'il la cache. Alors ils commencerent à ſoupçonner qne les autres aſtres pourroient bien n'être pas attachés à cette voûte apparente ; & ils ſe confirmerent dans cette conjecture, lorſ-

qu'ils eurent obſervé le paſſage de venus ſur le diſque du ſoleil. Ils furent ſans doute aſſez longtems, avant de faire la même obſervation ſur mercure. Mais ils continuerent d'obſerver, & après avoir remarqué que les aſtres étoient plus près ou plus loin, ils eſſayerent d'en déterminer les différentes diſtances.

Quand des deux extrémités d'une baſe on regarde un objet, on le rapporte à deux points différens; & les deux rayons viſuels forment un angle plus obtus ou plus aigu, à proportion que l'objet eſt plus près ou plus loin. Cette géométrie groſſiere étoit à la portée des plus ignorans. Il ne s'agiſſoit que de la perfectionner, & de s'en ſervir pour meſurer les diſtances des corps élevés ſur l'horiſon. Il faut bien que dans les ſiecles antérieurs à ceux dont nous connoiſſons l'hiſtoire, ces recherches aient été faites avec beaucoup de ſuccès, puiſqu'auſſi haut que nous puiſſions remonter, nous voyons qu'on déterminoit déja, à peu de choſe près, les révolutions de la lune & celles du ſoleil. Une preuve encore plus grande, c'eſt qu'alors il y avoit des aſtronomes, qui penſoient que la terre tourne ſur ſon axe & autour du ſoleil; que les cometes ſont des planetes; & que les étoiles ſont autant de ſoleils, qui éclairent d'autres mondes. On ne peut pas préſumer qu'un ſyſtème, qui choque ſi fort les ſens, ait été uniquement l'ouvrage de l'imagination de ces aſtronomes. Je crois bien qu'ils n'étoient pas comme nous, en état de le démontrer, & qu'ils en auront conjecturé une partie par analogie: mais ces conjectures ſuppoſoient bien des obſervations.

Les dernieres vérités tiennent si fort aux premieres, que lorsqu'on les connoît, on est toujours étonné qu'elles n'aient pas été découvertes plutôt. En effet, de la rondeur de la terre, on devoit naturellement conclure la gravitation de toutes les parties vers un centre commun; & en considérant les corps dont la pesanteur est sensible à peu de distance de la surface, il étoit naturel de conclure encore qu'ils peseroient à une plus grande distance. La lune pese donc sur la terre. Semblable à une pierre, qui étant jetée horisontalement, est forcée, par sa gravité, à décrire une courbe, elle est un projectile que la gravité retient dans son orbite. Avec une moindre force de projection, elle tomberoit sur la terre; & si elle ne gravitoit pas, elle s'échapperoit par la tangente.

En partant de cette conjecture, l'analogie conduisoit rapidement à la gravitation universelle. Alors on auroit tenu le vrai systême du monde: on n'auroit plus cherché qu'à s'en assurer; &, comme des observations déja faites l'avoient indiqué, on auroit vu que l'unique moyen de le démontrer, étoit de faire de nouvelles observations. On se seroit trouvé dans la vraie route; & en quelque sorte, forcé à la suivre, on auroit tenté de découvrir les loix de la gravité, de mesurer exactement la distance des planetes au soleil, & de déterminer le tems de leurs révolutions périodiques. En un mot, on auroit continué d'observer jusqu'à ce qu'on eût vu que les phénomenes concouroient tous à confirmer la gravitation universelle, que quelques-uns avoient d'abord fait soupçonner.

Vous voyez qu'il y a long-tems qu'on étoit à portée de former au moins des conjectures sur le véritable systême du monde, s'il est vrai, comme je le suppose, que la sphere, telle que Copernic l'a décrite, étoit connue avant le siecle de Thalès & de Pythagore. Or, cela n'est pas douteux, puisque nous la trouvons dans les Pythagoriciens; & que l'école ionique avoit à ce sujet, des connoissances assez exactes pour prédire des éclipses & tracer des cadrans solaires. Or, si ces philosophes avoient imaginé la sphere d'après leurs observations, ils ne nous l'auroient pas laissé ignorer; & il est vraisemblable qu'ils auroient continué d'observer, s'ils en avoient connu la nécessité & l'avantage par leur propre expérience. Mais Pythagore & Thalès, ayant pris cette doctrine chez les barbares qui ne s'expliquoient jamais qu'à demi, l'adopterent sans réfléchir assez sur les phénomenes qui en étoient le fondement, & sans chercher à la confirmer par de nouvelles observations. Il paroît au moins qu'ils n'ont pas beaucoup contribué aux progrès de l'astronomie. Je dois cependant remarquer qu'Anaxagore disoit, que les astres sont des corps pesans; & que lorsqu'on lui demandoit pourquoi ils ne tomboient pas sur la terre, il répondoit, que leur mouvement circulaire les en empêchoit. Il avoit donc une idée des deux forces, qui retiennent les planetes dans leurs orbites.

Vous comprendrez pourquoi, dès la naissance des sociétés, les hommes ont été obligés de commencer par observer, si vous considérez qu'ayant à déterminer les saisons, il ne suffisoit pas pour eux d'imaginer le cours des astres, & qu'il fal-

loit le découvrir. D'ailleurs, tant qu'ils n'avoient encore rien remarqué, ils ne pouvoient encore rien imaginer ; & leurs hypothefes, s'ils en avoient fait, auroient été bientôt démenties par l'expérience, & les auroient forcés à revenir aux obfervations. Mais lorfque les fociétés ont cru avoir à peu-près toutes les connoiffances, qui leur étoient néceffaires, elles ont livré le monde aux philofophes, qui ne fentant plus le même befoin d'obferver, & trouvant même cette voie trop longue, fe font flattés de tout découvrir en imaginant. Voilà pourquoi la phyfique à fait fi peu de progrès pendant plus de deux mille ans.

La chymie & l'aftronomie font les feules parties de la phyfique, qui aient toujours été cultivées plus ou moins, même dans les fiecles d'ignorance. C'eft que ceux qui vouloient paffer pour magiciens & pour aftrologues, avoient befoin d'en faire quelque étude, afin de pouvoir abufer de la crédulité des peuples. Comme l'objet qu'ils fe propofoient, ne demandoit pas des connoiffances bien profondes, on peut juger que ces fciences leur doivent peu de chofe. Quoi qu'il en foit, il importe peu de favoir, fi des impofteurs ou des vifionnaires ont fait par hafard quelques découvertes ; il eft bien plus utile de chercher le progrès des fciences dans les travaux des bons efprits.

L'aftronomie moderne eft née en Allemagne, dans le quinzieme fiecle. Elle dut fes premiers progrès à Peurbach & à fon difciple Regiomontanus, qui fentirent l'un & l'autre la néceffité d'obferver pour s'affurer d'une hypothefe. Quelques-

autres aſtronomes furent auſſi aſſez ſages, pour ſe borner à l'obſervation : mais Copernic, qui leur ſuccéda, les a preſque fait oublier. Il naquit à Thorm en Pruſſe en 1473.

Frappé de la confuſion qu'il remarquoit dans l'hypotheſe de Ptolomée, il chercha s'il n'en trouveroit pas une plus ſimple dans les écrits des anciens philoſophes; & ayant trouvé dans Cicéron & dans Plutarque, des traces de celle des Pythagoriciens, ce fut un trait de lumiere pour lui. Tous les mouvemens céleſtes lui parurent réglés avec ordre, lorſqu'il put imaginer la terre tournant ſur elle-même, & décrivant un orbite autour du centre du monde, où il plaçoit le ſoleil. Bientôt chaque planete eut ſon orbite. Conſidérant néanmoins qu'une hypotheſe, qui ſatisfait aux phénomenes généraux, peut être démentie par des phénomenes particuliers, il voulut, avant de la publier, faire des obſervations; & il en fit pendant près de trente-ſix ans. Encore eût-il deſiré de ne communiquer ſes vues qu'à ſes amis, parce qu'il prévoyoit les cris de l'ignorance & de la ſuperſtition; cependant, preſſé par leurs inſtances redoublées, il les donna au public en 1553. Il ne fut pas témoin du grand ſcandale qu'il a cauſé: car il mourut, lorſque ſon ouvrage venoit d'être imprimé.

Attaqué par les péripatéticiens & par les théologiens, & défendu par les bons aſtronomes, le ſyſtème de Copernic excitoit de grandes diſputes, lorſqu'en 1615 l'inquiſition condamna comme formellement hérétique, fauſſe & abſurde en philoſophie, l'opinion qui met le ſoleil immobile au centre du monde; & comme erronée dans

la foi, celle qui donne un mouvement à la terre. Alors précisément ce système venoit d'être confirmé par de nouvelles observations, dont l'histoire va vous apprendre d'autres découvertes.

Au treizieme siecle, quelqu'un s'étant avisé de regarder au travers des revers convexes & concaves, découvrit en partie l'usage qu'on en pouvoit faire; & on inventa des lunettes à verres simples. Ce ne fut qu'environ trois cens ans après, vers l'an 1590, qu'un autre hasard fit découvrir le telescope. On regarda à travers deux verres, dont l'un étoit concave & l'autre convexe, ils se trouverent heureusement à une distance convenable, & on les mit aux deux bouts d'un tuyau: tels furent les premiers télescopes à réfraction: ils paroissent avoir été plutôt trouvés qu'inventés.

Cette découverte se répandit assez lentement: car ce ne fut qu'en 1609, que Galilée étant à Venise, en entendit parler pour la premiere fois. Observateur & mathématicien, il ne regarda pas cet instrument comme un simple objet de curiosité. Il en chercha la construction dans la théorie des réfractions de la lumiere; & il en fit un qui augmentoit les objets trois fois en diamettre. Ce premier essai lui ayant réussi, il parvint, après d'autres tentatives, à construire un télescope, qui augmentoit environ trente-trois fois.

Il le tourna vers la lune, qui sortant alors de la conjonction, commençoit à se rendre visible. Il remarqua que les confins de la lumiere & de l'ombre étoient terminés fort irréguliérement, & il apperçut même dans les ombres, des points de lumiere séparés des autres parties éclairées. Il en conclut

conclut avec raiſon, qu'il y a des inégalités ſur la ſurface de la lune, comme ſur celle de la terre. Ayant même voulu meſurer la hauteur d'une de ces éminences, il démontra par un procédé géométrique, qu'elle eſt beaucoup plus élevée qu'aucune des montagnes de notre globe.

Obſervant enſuite la voie lactée, il donna beaucoup de vraiſemblance à l'opinion de ceux qui la jugent formée d'une multitude d'étoiles: car il en apperçut plus de cinq cent dans l'orion ſeul, & un grand nombre encore dans d'autres conſtellations.

Peu après, le 8 janvier 1610, il vit trois étoiles auprès de jupiter. Il les prit d'abord pour des fixes, qui échappoient à l'œil nu. Le lendemain ayant encore obſervé cette planete, il reconnut qu'elles avoient changé de poſition. Continuant d'obſerver, il en apperçut une quatrieme. Il découvrit donc que jupiter eſt accompagné de quatre lunes, & au commencement de 1613, il oſa prédire leurs configurations pour deux mois conſécutifs. Il leur donna le nom d'aſtres de Médicis, mais celui de ſatellites leur eſt reſté.

Copernic avoit dit que vénus doit avoir des phaſes comme la lune. Impatient de confirmer une choſe qui paroiſſoit tout à fait probable, Galilée obſerva cette planete; & il la vit en croiſſant dans les environs de ſa conjonction inférieure, demi-pleine vers ſes plus grandes élongations du ſoleil, enfin pleine ou preſque pleine dans le voiſinage de ſa conjonction ſupérieure. Mais ſaturne l'étonna fort: car il lui parut accompagné de deux globes, qui ne changeoient

point de poſition. Il ne put pas encore diſtinguer les deux anſes que formoit l'anneau. Enfin il découvrit dans le ſoleil des taches, qui lui firent appercevoir que cet aſtre tourne ſur ſon axe.

Ces taches & les illégalités de la lune établiſſoient la reſſemblance des corps céleſtes avec la terre : les ſatellites & jupiter faiſoient comprendre comment la lune accompagnoit notre globe : les phaſes des vénus démontroient la révolution périodique de cette planete : & l'analogie forçoit à juger que la terre n'eſt pas immobile au centre du monde.

Ce fut alors que pour arrêter les progrès de l'héréſie copernicienne, des théologiens péripatéticiens citerent Galilée au tribunal de l'inquiſition. Cet aſtronome jugeant qu'il n'eſt pas néceſſaire de ſouffrir le martyre pour des faits dont tout le monde peut s'aſſurer, & que quand il s'obſtineroit à reſter en priſon, il n'ouvriroit pas les yeux à des hommes, qui n'obſervoient pas le ciel matériel, convint de tout ce qu'on exigea de lui, & recouvra ſa liberté au commencement de 1616.

Pluſieurs années après, en 1632, il acheva des dialogues dans leſquels il feignoit de vouloir prouver que les docteurs, qui condamnoient le ſyſtème copernicien, n'étoient pas auſſi ignorans qu'on le prétendoit ; & en faveur de ce motif, on lui permit l'impreſſion de ſon livre. Mais parce que l'interlocuteur qui ſoutenoit l'immobilité de la terre, n'avoit pas raiſon, quoiqu'il montrât tout le ſavoir d'un inquiſiteur, on s'en prit à l'auteur de l'ouvrage. Galilée, cité de nouveau, fut encore contraint à ſe rétracter.

On le condamna à une prison perpétuelle en punition de sa rechûte; & au bout d'un an, par grace singuliere, on lui donna le territoire de Florence pour prison. Cet homme célebre perdit la vue en 1636, & mourut en 1642. Il étoit né à Pise en 1564.

Une des objections qu'on faisoit contre le système de Copernic, étoit fondée sur l'autorité d'Aristote, qui supposant que tous les corps graves tendent au centre du monde, & voyant qu'ils tendent au centre de la terre, concluoit que ces deux centres sont dans un même point.

Copernic avoit prévenu cette difficulté, en disant que la pesanteur est l'effet de la même cause, qui force toutes les parties de la terre à se réunir de maniere à former un globe; & il jugeoit que le même phénomene avoit lieu dans toutes les planetes. Vous voyez qu'il commence à se faire une idée de la gravitation universelle.

Une autre objection est que, si la terre tournoit sur son axe, toutes ses parties se dissiperoient; comme on voit les gouttes d'eau, dont la circonférence d'une roue est chargée, s'écarter dès que la roue tourne avec quelque vîtesse.

Il semble que les Coperniciens, qui avoient si bien répondu à la premiere, devoient répondre à la seconde, que les parties de la terre ne se dissipent pas, parce qu'elles tendent au centre avec une force supérieure à celle qui paroît les devoir écarter. En effet, on démontre aujourd'hui que la force centripete est environ dix-sept fois plus grande que la force centrifuge. Il falloit donc seulement conclure que la terre est plus élevée sous l'équateur, & que si l'expérience

venoit à confirmer cette conjecture, on auroit une nouvelle preuve de sa rotation. Mais les Coperniciens qui conservoient encore malgré eux quelque reste de péripatétisme, répondirent en prenant pour principe la vieille division du mouvement en rectiligne & circulaire. Le mouvement circulaire, dirent-ils, ne dissipe pas les parties de la terre, parce qu'il leur est naturel ; au lieu qu'il ne l'est pas aux gouttes d'eau qui sont attachées à la circonférence d'une roue.

On objectoit encore qu'une pierre qu'on laisseroit tomber du haut d'une tour ne tomberoit pas au pied, si la terre tournoit d'occident en orient. A quoi on répondoit que dans un vaisseau qui seroit à la voile, une pierre tombant du haut du mât, frapperoit au pied le tillac. Cette expérience familiere aux matelots, n'étoit pas connue de tous les philosophes ; & Gassendi fut enfin obligé de la faire.

Cette expérience, auparavant mal faite, avoit trompé Tycho-Brahé, qui prenant à la lettre quelques passages de l'écriture, mit la terre au centre du monde, & la priva de tout mouvement : pour prendre un milieu entre l'ancien systême & le nouveau, il supposa que toutes les planetes tournent autour du soleil & qu'en même tems elles accompagnent cet astre dans la révolution diurne & annuelle, qu'il lui fait faire autour de notre globe. C'étoit conserver ce qu'il y a de plus choquant dans le systême de Ptolomée. Descartes voyant les persécutions qu'on faisoit à Galilée, paroît avoir cherché à se concilier avec ceux qui s'obstinoient à croire l'immortalité de la terre ; car il définit le mou-

vement, *le transport d'un corps de la proximité de ceux auxquels il touchoit, & qu'on regarde comme en repos par rapport à lui.* En conséquence, il pouvoit dire que la terre est immobile, puisqu'elle ne s'éloigne point du fluide qui l'environne. Mais c'est définir le mouvement rélatif ou apparent, au lieu du mouvement absolu ou réel.

Tycho-Brahé étoit danois. Il a précédé Galilée, étant né en 1546 & mort en 1601. Fort exact & plein de sagacité, il a rendu de grands services à l'astronomie par la justesse de la plupart de ses observations. Il découvrit la réfraction des rayons de lumiere dans l'athmosphere, ou du moins il la vit beaucoup mieux que ceux qui l'avoient apperçue avant lui, & il la soumit au calcul. Il fit sur les inégalités de la lune plusieurs découvertes, qui ont fort perfectionné la théorie de cette planete. Il détermina le lieu d'un grand nombre d'étoiles fixes. Il démontra que les cometes sont beaucoup plus élevées que la lune, parce qu'elles n'ont qu'une très-petite parallaxe. Enfin il a laissé un grand éleve : je veux parler de Képler.

La passion de Képler étoit de découvrir la raison des choses. A peine commençoit-il à étudier l'astronomie, qu'il voulut savoir pourquoi il y avoit six planetes : pourquoi les dimensions de leurs orbites étoient telles que Copernic les avoit observées ; & quelle étoit la loi de leurs révolutions. Rempli des analogies mystérieuses des Pythagoriciens, il crut avoir déterminé le nombre des planetes & leur distance au soleil, en considérant seulement les propriétés des nom-

bres & des figures ; & il publia ses prétendues découvertes en 1593. Il étoit jeune encore, puisqu'il n'avoit alors que vingt-deux ans, étant né en 1571, dans le duché de Wirtemberg.

Tycho-Brahé, à qui il envoya un exemplaire de son livre, démêla du génie parmi les revers du jeune astronome. Il lui conseilla de ne pas se presser de chercher les causes, & de commencer par s'assurer des phénomenes. Képler qui a publié lui-même le conseil que cet homme sage lui avoit donné, eut la sagesse d'en profiter. Il se rendit à Prague auprès de lui : il n'eut plus d'autre objet que de partager les travaux de ce grand astronome ; & lorsqu'il le perdit, en 1601, il se trouva dans une route, qui le devoit conduire à de nouvelles découvertes.

Jusqu'alors on croyoit que les planetes étoient emportées d'un mouvement uniforme dans les orbites circulaires. Képler, en observant mars, découvrit le faux de cette hypothese. Il soupçonna d'abord que cette planete décrivoit une ovale : il en détermina fort bien l'excentricité, & il se flatta d'en avoir tracé le cours. Mais lorsqu'il en revint aux observations, il ne les trouva d'accord avec ses calculs, que lorsque cette planete étoit aphélie & périhélie. Hors delà, les distances calculées se trouvoient plus grandes que les distances observées, sur-tout à mesure que mars approchoit des lieux moyens. Il reconnut donc que l'ovale qu'il avoit supposée, avoit le défaut d'être trop renflée. Il voulut la corriger ; & il en imagina une autre trop applatie, de sorte que mars qu'il croyoit déja tenir, lui échap-

pa une seconde fois. Alors cherchant un milieu entre l'ovale & le cercle; il imagina une ellipse à laquelle la planete voulut bien s'assujettir.

Dès qu'il eut déterminé cette ellipse, il n'eut pas de peine à s'assurer, que mars, plus lent vers son aphélie, étoit plus vîte vers son périhélie ; & que son mouvement réellement inégal, varioit de maniere qu'un rayon, tiré de cette planete au soleil, balayoit des aires égales en tems égaux. Telle est la premiere loi que Képler découvrit, & qu'il retrouva encore dans les révolutions des quatre satellites de jupiter. C'est pourquoi il la regarda comme une loi qui regle le mouvement de toutes les planetes.

Ayant ensuite considéré que les planetes, placées à des distances différentes du soleil, font aussi leurs révolutions dans des tems différens, il conçut qu'il seroit possible de découvrir quelque analogie entre les distances & les tems périodiques. Il vit d'abord que saturne devroit achever sa révolution dans neuf ans & demi, s'il avoit une vîtesse égale à celle de la terre, puisqu'étant neuf fois & demi plus loin du soleil, il décrit aussi une orbite neuf fois & demi plus grande. Or, la révolution de cette planete est d'environ vingt-neuf ans. Les tems périodiques augmentent donc dans une plus grande proportion que les distances. Cependant ils n'augmentent pas non plus en raison du quarré de ces mêmes distances, puisqu'alors la révolution de saturne seroit de quatre vingt-dix ans. La vraie proportion des tems périodiques doit donc se trouver entre celle des distances & celle des quarrés des distances. Képler dit qu'après être

tombé à ce ſujet dans pluſieurs mépriſes, il découvrit enfin le 15 mai 1618, que les quarrés des tems périodiques des planetes ſont toujours dans la même proportion que les cubes de leur diſtance moyenne au ſoleil. Les ſatellites de jupiter confirmerent encore cette découverte; depuis cet aſtronome, toutes les obſervations & tous les calculs en ont donné de nouvelles preuves. Vous ſavez quel jour ces deux analogies, auxquelles on a conſervé le nom deKépler, répandent ſur le ſyſtème du monde.

Képler a penſé ſur la gravité comme Copernic. Il a même été plus loin : car il a dit que les actions combinées de la terre & du ſoleil ſont la cauſe des irrégularités de la lune; que la lune & la terre ſe réuniroient, ſi elles n'étoient pas retenues; que le flux & le reflux ſont l'effet de l'attraction de la lune; & que toutes les planetes gravitent vers le ſoleil. Cependant il falloit qu'il conçut encore bien imparfaitement cette gravitation, puiſque dans la ſuite, il l'abandonna tout-à-fait pour d'autres principes fort extraordinaires. Car il imagina comme répandue dans l'eſpace, une certaine image immatérielle, qui, ſortant du ſoleil, enveloppoit les planetes, & les forçoit à tourner avec elle autour de cet aſtre. On lui reproche encore beaucoup d'autres idées de cette eſpece. Telle eſt, par exemple, l'analogie qu'il a cru trouver entre les mouvemens des corps céleſtes & les ſept tons de la gamme. Mais il ne faut pas le juger d'après des opinions qui ſont un reſte de l'eſprit ténébreux de tant de ſiecles, & qui doivent ſeulement nous étonner davantage, quand nous conſidérons la lumiere que cet aſtronome a répandue.

CHAPITRE VI.

Naissance de plusieurs sciences. L'algebre, l'analyse, principes de méchanique, loix du mouvement, l'horloge à pendule.

KÉPLER & Galilée sont l'époque où la philosophie commence. Les succès de ces deux observateurs trouvent enfin une route, dans laquelle plusieurs hommes de génie vont entrer. On va continuer d'observer, on cherchera les causes en remontant de phénomenes en phénomenes ; & on renoncera peu à peu aux hypotheses & aux principes vagues.

Dès que nous ne cherchons plus la nature dans notre imagination, l'étude que nous nous proposons n'a plus de bornes : elle embrasse l'univers. La philosophie n'est plus la science d'un homme, qui médite les yeux fermés : c'est l'histoire de la nature : elle tient à tous les arts. Combien donc ne faudra-t-il pas acquérir de connoissances pour y faire des progrès ? & dans combien de genres ?

Aussi les sciences déja connues vont s'étendre, & de nouvelles vont naître. Une découverte mettra dans la nécessité d'en faire d'autres. Les objets d'étude se multiplieront : on ne pourra pas se borner à un seul : la vue se portera toujours au delà : on embrassera tous les jours davantage : on étudiera une multitude d'arts & de sciences à la fois.

Le téleſcope, encore imparfait, paroît n'avoir été trouvé que pour nous montrer une ſcience, dont nous connoiſſions à peine quelques élémens. Si nous le voulons perfectionner, il faudra obſerver les rayons depuis le corps lumineux juſqu'aux ſurfaces qu'ils éclairent; découvrir comment ils ſe réfléchiſſent, comment ils ſe briſent en paſſant d'un milieu dans un autre, ſuivre par-tout le chemin qu'ils tracent, expliquer le phénomene de la viſion; & nous formant de nouveaux yeux, voir les objets qui juſqu'ici nous ont échappé par leur éloignement ou par leur petiteſſe. Ainſi de l'optique mieux connue naîtront la catoptrique & la dioptrique.

A meſure que nous connoîtrons mieux l'aſtronomie, nous perfectionnerons la géographie & la navigation. Mais pour étudier ces ſciences avec ſuccès, il ſera encore néceſſaire d'étudier les loix du mouvement. Il faudra développer, les principes de la méchanique; & c'eſt alors que les objets d'étude ſe multiplieront ſans fin.

Cependant il ne ſuffira pas d'amaſſer des expériences & des obſervations. Il faut encore rendre raiſon des phénomenes, faire ſervir la nature à nos uſages, connoître par conſéquent ſes forces, les loix qu'elle ſuit, la régler en quelque ſorte nous-mêmes, Or, c'eſt à quoi nous ne réuſſirons, qu'autant que nous ſuivrons la génération des effets, non-ſeulement en obſervant, mais encore en meſurant & en calculant. La géométrie nous deviendra donc abſolument néceſſaire.

Les objets de nos recherches venant à s'étendre & à ſe multiplier, les rapports en ſeront

plus compliqués ; & les problèmes plus difficiles à réfoudre. Mille obftacles nous arrêteront par conféquent à chaque pas, fi la géométrie ne fe perfectionne pas encore. En un mot la géométrie doit être appliquée à la méchanique & ces deux fciences doivent l'être enfemble à toutes les parties de la philofophie, & fe perfectionner avec elles.

Voilà, Monfeigneur, les fciences, qui vont occuper plufieurs grands efprits pendant le cours du dix-feptieme fiecle. Voyons les dans leurs commencemens : ce feroit un trop grand ouvrage que de les développer en entier ; & puis, fi nous voulons dire la vérité, nous n'en favons pas affez, ni vous ni moi, pour les fuivre jufqu'au bout.

Les fciences doivent leurs progrès aux méthodes rendues plus fimples ; & fi elles en ont fait de fi lents pendant plufieurs fiecles, c'eft que rien n'eft fi difficile que de fimplifier.

Avant l'ufage des chiffres arabes, l'art de calculer, fi néceffaire pour fuivre les procédés de la nature, ne pouvoit être que très-borné. Les problêmes ne fe pouvoient réfoudre qu'à force de tête, & ils devenoient impoffibles pour peu qu'ils fuffent compliqués. Ce fut vers l'an 960 ou 970 que les chiffres arabes commencerent à s'introduire dans l'églife d'Occident : on en eut l'obligation à Gerbert, depuis pape, fous le nom de Silveftre II. Mais il fe paffa plufieurs fiecles encore, avant qu'ils fuffent généralement connus.

L'algebre eft aux chiffres arabes ce que ceux-ci font aux chiffres romains ; ce n'eft qu'un mé-

thode plus ſimplifiée. Nous la devons encore aux Arabes: ce fut Léonard de Piſe qui l'apporta en Italie au commencement du quinzieme ſiecle. Elle y fit d'abord des progrès aſſez rapides.

Eſſayez de diviſer deux cent quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatre, par ſix cent cinquante-ſept, ſans exprimer ces nombres autrement que je fais; vos efforts ſeront inutiles, ou vous n'en viendrez à bout qu'avec une grande contention d'eſprit. Au contraire ſi vous vous ſervez des chiffres arabes, la diviſion ne ſera plus qu'une opération purement méchanique; & vous trouverez d'un coup de plume ce que vous cherchez. L'expreſſion algébrique eſt encore plus abrégée. Elle renferme dans un petit nombre de ſignes, ce qui demanderoit un grand nombre de chiffres arabes. Elle dégage les calculs dont les rapports trop multipliés fatigueroient l'eſprit; & par ſon moyen on réſout des problêmes qu'il ſeroit difficile de réſoudre autrement, ou que même on ne réſoudroit pas. Vous ſavez tout cela, Monſeigneur, [*] & je ne vous le rappelle, que pour vous faire comprendre que comme on n'a d'abord perfectionné l'art de calculer, qu'autant qu'on a imaginé des méthodes plus ſimples; on ne continuera de le perfectionner encore, que parce qu'on imaginera de nouveaux moyens, qui ſimplifieront davantage.

L'algèbre n'étoit pas au quinzieme ſiecle telle que vous la connoiſſez. Les méthodes dont on

---

[*] Mr. de Keralio avoit enſeigné les mathématiques au prince.

faisoit usage, se bornoient à un certain nombre de cas, & ne fournissoient que des solutions particulieres. Les expressions algébriques n'étoient pas même encore assez simples. Ce fut au seizieme siecle, que Jean Borel, françois, plus connu sous le nom de Butep, se servit le premier des lettres de l'alphabet; encore ne les employa-t-il que pour désigner les quantités inconnues. Après lui, François Viete, autre françois, imagina d'exprimer encore les quantités connues par ces lettres, & ce seul changement rendit le calcul plus facile & plus lumineux.

Vous concevez qu'un art est plus parfait, à proportion qu'on le réduit à un plus petit nombre de regles, à quoi on ne peut parvenir, qu'en trouvant des regles plus générales. Or, Viete, s'occupant de cette recherche, découvrit des solutions générales pour des cas, qui auparavant demandoient chacun des solutions particulieres. Toutes ses méthodes étoient simples & ingénieuses; & l'algébre fit de si grands progrès par ses travaux, qu'on regarde ses découvertes comme le germe de celles qui ont été faites après lui.

Viete est encore le premier qui ait appliqué l'algébre à la géométrie. A cet égard Descartes a néanmoins la gloire de l'invention, par la sagacité avec laquelle il a réussi. A la vérité, il paroît bien facile d'exprimer avec des signes algébriques des lignes & des rapports de lignes: mais le fort des méthodes, lorsqu'elles sont connues, est toujours d'étonner d'autant moins qu'elles sont plus simples; & cependant leur simplicité même est souvent ce qui avoit empêché de les découvrir. Il ne suffisoit pas de voir qu'on peut

ſe ſervir en géométrie des lettres de l'alphabet; il falloit encore ſavoir juger des avantages que l'analyſe algébrique procureroit à cette ſcience, & trouver des méthodes générales pour en faire l'application avec ſuccès. C'eſt dans cette partie ſur-tout, qu'au jugement des meilleurs mathématiciens, Deſcartes montre un génie ſupérieur. Il développa la théorie des courbes avec une ſagacité ſinguliere: il l'étendit à quantité de problémes difficiles, que la ſimplicité de ſes méthodes rendoit cependant faciles à réſoudre : & la géométrie prenant un nouvel eſſor, fut propre à répandre un nouveau jour ſur toutes les parties de la phyſique, auxquelles on l'applique. Dans le même tems la France avoit un autre géometre, qui faiſoit voir preſque autant d'invention que Deſcartes, & qui ayant imaginé des méthodes quelquefois plus ſimples, a mis ſur la voie pour en trouver de plus générales encore. C'eſt Fermat, conſeiller au parlement de Toulouſe.

La géométrie des anciens étoit bornée par l'imperfection de ſes méthodes. Comme elle étoit aſſujetie à procéder par une ſuite de raiſonnemens développés, les rapports s'embarraſſoient, lorſqu'ils ſe compliquoient à un certain point, & ils échappoient enfin à l'eſprit. En effet, s'il eſt certain que l'évidence conſiſte dans l'identité, il ne l'eſt pas moins que l'identité ne ſera ſenſible qu'à proportion que nous rapprocherons davantage les termes identiques, en ſubſtituant une expreſſion abrégée à de longs raiſonnemens; c'eſt alors qu'on verra ſans peine, ou même ſans effort, ce qu'on ne pouvoit pas appercevoir aupa-

ravant. Tel eſt l'avantage de l'analyſe de Deſcartes.

La géométrie étoit alors cultivée avec émulation. Vous comprenez que les nouvelles vues de Deſcartes n'ont pas peu contribué à entretenir ou même à augmenter le goût de cette étude : pour peu qu'on l'aimât, il étoit naturel de l'aimer davantage. On ſe trouvoit tranſporté dans un nouveau pays, où tout excitoit la curioſité, & où chacun ſe flattoit de faire des découvertes. On cherchoit donc : on imaginoit des problèmes difficiles : on ſe faiſoit des défis : c'étoit à qui auroit l'avantage de l'invention. Le pere Merſenne, en relation avec tous les ſavans, & ſavant lui-même, avoit ſur-tout le talent d'élever des queſtions curieuſes, & d'entretenir dans les eſprits cette fermentation, qui hâte les progrès des ſciences.

Il eſt des tems où il ſemble que le génie devienne contagieux. Cette contagion, qui ne gagne pas dans tous les ſiecles, gagna de plus en plus depuis Deſcartes juſqu'à la fin du dix-ſeptieme, & au-delà. On inventa de nouvelles méthodes, on les généraliſa, on les ſimplifia, on ſe fit encore des défis. Wallis, Grégori & Barrow ſe diſtinguerent ſur-tout dans cette carriere. Le dernier, en ſimplifiant une des méthodes de Fermat, fut au moment de trouver le calcul différentiel ; il ne lui reſtoit qu'à généraliſer un peu plus. Mais cette découverte étoit réſervée à Newton. C'eſt ainſi que l'analyſe fut ſucceſſivement portée à un point de perfection, où je ne crois pas que vous vouliez la ſuivre. Comme vous connoiſſez de réputation les autres grands

géometres, je ne vous les nommerai pas, & je passe à autre chose.

Il n'y a point de repos absolu dans l'univers: tout corps se meut réellement. Ce que nous nommons repos, n'est que l'état d'un corps qui ne change pas de situation par rapport à d'autres. Le repos n'est qu'apparent.

Par-tout où nous croyons appercevoir du repos, il y a une tendance à un mouvement relatif, & tout corps qui nous paroît immobile, se mouvroit à nos yeux, si ses efforts pour se mouvoir n'étoient pas combattus par des efforts contraires. Tout ce qui se repose sur la terre, tend au centre; & ce qui est au centre, tend à la circonférence. En un mot, toutes les parties de la matiere ont une infinité de tendances en tous sens, puisqu'agissant mutuellement les unes sur les autres, chacune est attirée par toutes, & toutes sont attirées par chacune. Vous voyez par là combien dans le principe de la gravitation universelle les causes & les effets se compliquent.

Cette complication de causes & d'effets est ce que la méchanique se propose de démêler & de développer. Cette étude vaste se borne cependant à découvrir les loix du mouvement de l'équilibre; & vous concevez que ces loix étant une fois connues, on aura les principes de la méchanique.

Pour réussir dans ces recherches, il ne suffit pas d'observer: il est évident qu'il faut encore mesurer, calculer; & l'analyse la plus délicate devient absolument nécessaire.

La méchanique n'a donc pu faire des progrès, qu'autant que la géométrie en a fait elle-même.

Cependant

Cependant elles se suivent de si près, qu'elles marchent, pour ainsi dire, de front. Aussi les grands hommes dont j'ai déja parlé, ont-ils cultivé l'une & l'autre en même-tems. Tâchons de nous faire une idée générale de leurs travaux. Je suivrai l'ordre de leurs découvertes, & pour abréger : je parlerai peu de leurs méprises.

Le célebre Galilée s'est encore distingué dans les méchaniques. Les Péripatéticiens enseignoient, comme un axiome, que la vîtesse des corps graves dans leur chûte est en même raison que leur pesanteur. Galilée combattit d'abord ce préjugé par une expérience. En présence d'un grand nombre de personnes que la curiosité avoit attirées, il laissa tomber du haut d'un dôme des corps de pesanteur fort inégale, & tout le monde, jusqu'aux Péripatéticiens mêmes, vit qu'il n'y avoit presque pas de différence dans le tems de leur chûte.

Il y auroit eu lieu de s'étonner, si cette expérience n'eût pas réussi : car la pesanteur d'un corps n'est que la somme des pesanteurs des parties de matiere qui le composent, & plus de pesanteur suppose seulement un plus grand nombre de parties. Or, soit qu'on prenne ces parties ensemble, soit qu'on les prenne séparément, en égale quantité, ou en quantité inégale, on ne peut pas présumer qu'elles tomberont avec plus de vîtesse les unes que les autres. Dix pieces d'or, chacune d'une once, doivent certainement tomber en même-tems. Qu'on en réunisse neuf, elles n'en seront pas plus précipitées dans leur chûte pour avoir été réunies. Elles n'auront donc pas plus de vîtesse qu'une piece d'une once.

Lorſque les corps n'ont pas la même denſité, la réſiſtance de l'air met une différence ſenſible dans le tems de leur chûte: mais vous ſavez que dans la machine pneumatique, la plume tombe avec la même vîteſſe que l'or.

Cette expérience de Galilée ſouleva contre lui tous les vieux profeſſeurs; de ſorte qu'il fut contraint de quitter Piſe & de ſe retirer à Padoue, où on lui donna une chaire.

Alors moins contrarié, il s'occupa de recherches plus difficiles, & il découvrit les loix du mouvement accéléré dans la chûte des corps. Il démontra que dans les tems 1, 2, 3, 4, les eſpaces parcourus ſucceſſivement ſont 1, 3, 5, 7; & que tous pris enſemble, depuis le commencement de la chûte, ils ſont comme le quarré des tems.

Il prit une longue piece de bois dans laquelle il fit creuſer un canal; & l'ayant inclinée de maniere que la lenteur du mobile lui permît de comparer le tems avec l'eſpace parcouru, il trouva toujours que dans un tems double l'eſpace étoit quadruple; dans un tems triple, neuf fois auſſi grand, &c. Cette expérience confirmoit ſes raiſonnemens; & faiſoit voir que le long d'un plan incliné l'accélération ſuit les mêmes loix que dans la direction perpendiculaire.

Pour ſe faire une idée plus préciſe du mouvement accéléré dans l'un & l'autre cas, il repréſenta des plans inclinés par des lignes tirées des extrémités du diametre d'un cercle, & il repréſenta la direction perpendiculaire par le diametre même. Quoique toutes ces lignes fuſſent inégales, il démontra que le mobile les parcouroit chacune

dans le même tems, qu'il auroit employé à parcourir le diametre.

Cette théorie le conduisit à découvrir les loix que le pendule suit dans ses vibrations. Il en vit naître, comme une conséquence, la vérité d'une observation qu'il avoit déja faite. C'est que les vibrations d'un même pendule sont isochrones, c'est-à-dire, que les petites se font dans le même-tems que les grandes: il faut néanmoins qu'elles soient toutes assez petites.

Comparant ensuite des pendules inégaux, il découvrit que dans un même-tems le nombre des vibrations est réciproquement comme la racine quarrée de la longueur, ou autrement que le quarré de ce nombre est réciproquement comme la longueur même. Alors pour mesurer la hauteur des voûtes des églises, il n'avoit plus qu'à comparer le nombre des vibrations des lampes qui y sont suspendues avec le nombre de celles que faisoit dans le même tems un pendule d'une grandeur connue. Il en fit plusieurs fois l'expérience.

Le pendule lui servit encore à démontrer, que dans la chûte des corps la vîtesse n'est pas comme la pesanteur. Car deux pendules égaux, dont l'un est chargé d'un poids dix fois plus pesant, font leurs vibrations dans le même tems à peu de chose près.

Jusqu'alors on n'auroit pas imaginé qu'il fût possible de tracer la courbe que décrit un corps projeté obliquement. La chose devint facile à Galilée. Il n'eut qu'à considérer le mouvement de projection modifié par le mouvement que produit la pesanteur, dont il connoissoit les loix;

& il trouva que cette courbe eſt une parabole. Cette derniere découverte lui fit ſur-tout beaucoup d'honneur : mais toutes doivent lui en faire : car nous y trouvons un germe, qui en ſe développant peu-à-peu, développera le ſyſtème du monde.

Caſtelli & Torricelli, diſciples de Galilée, s'appliquerent particuliérement à l'hydraulique, partie des méchaniques ; dont la connoiſſance eſt ſurtout néceſſaire en Italie. Le ſecond écrivit auſſi ſur les mêmes ſujets que ſon maître, & il ajouta de nouvelles vues à la théorie des mouvemens accélérés. Mais ne voulant parler que des principales découvertes, je paſſe ſur ces détails, pour venir à la peſanteur de l'air.

Pluſieurs expériences démontroient la peſanteur de l'air. On en voyoit les effets dans les ſiphons, les pompes aſpirantes, &c. & on leur cherchoit une autre cauſe dans une certaine horreur, qu'on prétendoit que la nature a du vuide. Lorſque Galilée remarqua que les pompes aſpirantes n'élevent l'eau qu'à la hauteur de trente-deux pieds, il en conclut ſeulement que la force de la nature pour éviter le vuide eſt limitée, & que la colonne d'eau en eſt la meſure. En conſéquence il faiſoit du vuide avec les poids qui détachoient un piſton du fond d'un tube.

Galilée n'ignoroit pas la peſanteur de l'air : il montre même comment on la peut prouver. Pourquoi donc faut-il que, tenant encore au préjugé de l'horreur du vuide, il n'imagine pas que la colonne d'eau peut être ſoutenue par le contre-poids d'une colonne d'air ? On croiroit qu'il auroit dû faire cette découverte, puiſqu'il

y touchoit. C'eſt ainſi que Viete de proche en proche eût pu découvrir juſqu'au calcul différentiel: mais il ſemble qu'il y ait un terme, où les plus grands eſprits s'arrêtent d'eux-mêmes, ſans avoir trouvé d'obſtacles.

Torricelli franchit ce terme. Pour faire l'expérience du vuide en petit, il remplit de mercure un tube de verre ſcellé par l'un des bouts. Il jugeoit que quelle que fût la force qui ſoutenoit une colonne d'eau de trente-deux pieds, elle ſoutiendroit également tout autre fluide; & que le mercure peſant environ quatorze fois autant que l'eau, il ſe ſoutiendroit à la hauteur d'environ vingt-huit pouces, s'il plongeoit l'orifice du tube dans un vaſe plein de mercure. Cette expérience ayant parfaitement réuſſi, Torricelli chercha la cauſe de ce phénomene, & ſoupçonna enfin que la maſſe d'air qui portoit ſur le mercure extérieur, étoit le contre-poids qui ſoutenoit le fluide au deſſus de ſon niveau. Il eût ſans doute fait de nouvelles expériences pour s'aſſurer de cette découverte; mais il mourut à la fleur de ſon âge, lorſqu'il pouvoit rendre encore de grands ſervices à la philoſophie.

L'expérience de Torricelli fit beaucoup de bruit. Le pere Merſenne, qui en fut informé le premier, en répandit la nouvelle dans Paris, où elle fut répétée; & Paſchal, alors âgé de vingt-trois ans, fit à ce ſujet un traité, dans lequel il employoit le principe de l'horreur du vuide, & qui dès ce moment lui fit un nom. Ayant enſuite appris le ſoupçon que Torricelli avoit eu, il le vérifia en faiſant l'expérience dans le vuide: car le mercure ne ſe ſoutint plus dans le tube.

Il sentoit cependant qu'il falloit plus d'une preuve, pour combattre un vieux préjugé dont il ne s'étoit pas garanti. Il fit donc faire l'expérience de Torricelli sur le Puy-de-dome, haute montagne d'Auvergne. Or, la hauteur du mercure à mi-côte, ayant été moindre de quelques pouces qu'au pied, & moindre encore au sommet, on ne put plus douter que ce fluide ne fût soutenu dans le tube par le poids de l'athmosphere. Pascal s'en assura lui-même à Paris: car étant monté sur une tour élevée d'environ vingt-cinq toises, il trouva dans la hauteur du mercure une différence de plus de deux lignes.

Descartes au reste est le premier qui ait rejeté le principe de l'horreur du vuide. Avant que Torricelli eût formé ou communiqué ses soupçons sur la suspension du mercure, il l'avoit lui-même expliquée par le poids de l'air. Il prédit le succès de l'expérience qu'on se proposoit de faire sur le Puy-de-dome, & il pourroit bien en avoir donné l'idée à Pascal: il la revendique au moins dans une de ses lettres. Quand on pense à la sagacité de ce philosophe, on regrette qu'il ait préféré le plaisir d'imaginer à celui d'observer.

Après la découverte de la pesanteur de l'air, les loix du mouvement devinrent le principal objet des recherches des physiciens géometres. Descartes s'en étoit déja occupé, & avoit établi pour loix générales, que le mouvement subsiste dans un corps avec la même vitesse & la même direction, tant qu'aucun obstacle ne le détruit pas, ou n'en change pas la vitesse & la direction; que tout mouvement ne se fait de sa nature qu'en

ligne courbe, que parce que ſa direction eſt continuellement changée par quelque obſtacle; en ſorte que ſi l'obſtacle ceſſoit, le corps s'échapperoit par la tangente, au point où l'obſtacle auroit ceſſé.

Ces loix ſont ſuffiſamment démontrées par l'expérience. Mais Deſcartes n'ayant pas réuſſi à découvrir les loix particulieres que la nature ſuit dans le choc des corps, la ſociété royale de Londres en propoſa la recherche à ceux de ſes membres qui s'appliquoient à perfectionner les méchaniques. Wallis, Wren & Huyghens y travaillerent ſéparément, ſe rencontrerent dans les principes, & ſatisfirent avec le même ſuccès à ce qu'on leur avoit demandé.

Il faut d'abord diſtinguer deux ſortes de corps: les corps élaſtiques, dont la figure ſe rétablit après le choc dans ſon premier état, & les corps durs, abſolument privés de reſſort.

On établit enſuite pour principe général, qu'une force appliquée à mettre un corps en mouvement, lui donne une vîteſſe d'autant moindre, qu'il eſt plus grand; & qu'un corps choqué détruit dans le corps choquant, autant de mouvement que le corps choquant lui en communique.

Suppoſons donc qu'un corps dur, pouſſé avec une certaine vîteſſe, choque un autre corps dur en repos; la force qui étoit employée à le mouvoir ſeul, les meut tous deux après le choc. La quantité de maſſe en mouvement eſt donc plus grande: la vîteſſe commune aux deux corps eſt donc moindre. Elle ſera, par exemple, les deux

tiers de ce qu'elle étoit avant le choc, si le corps choquant est double de l'autre.

Si un corps en choque un autre qu'il suit & qu'il atteint, il ne le frappera qu'avec l'excès de vîtesse qu'il a sur lui. Or, cet excès se partagera entre les deux, de la même maniere que dans le cas où l'un des deux corps étoit en repos, c'est-à-dire, en raison des masses. Il ne reste donc qu'à répartir cet excès dans cette proportion, pour déterminer de combien la vîtesse du corps choqué, sera accélérée, & de combien celle du corps choquant sera retardée : alors on aura la vîtesse commune.

Enfin si ayant une inégale quantité de mouvement, ils se choquent avec des directions contraires, celui qui a le plus de mouvement détruira tout-à-fait le mouvement de celui qui en a moins, & en perdra lui-même autant qu'il en aura détruit. Car deux mouvemens égaux & directement opposés, doivent se détruire mutuellement. Le corps choquant agira donc avec le surplus qui lui reste comme sur un corps en repos; & ce surplus s'étant réparti en raison des deux masses, ils iront ensemble dans la direction du corps qui avoit le plus de mouvement.

Pour déterminer ensuite les loix, qui ont lieu dans le choc des corps parfaitement élastiques, il suffit de considérer l'effet que le ressort doit produire.

Lorsqu'un corps de cette espece en choque un autre en repos, il le presse & en est pressé, & cette pression réciproque augmente, jusqu'à ce que de part & d'autre, les ressorts soient aussi bandés qu'ils peuvent l'être. Or, s'ils restoient

dans cet état de pression, sans faire d'effort pour se rétablir ; il est évident que les deux corps seroient mus dans la même direction, & que la force seroit répartie en raison des masses. Il arriveroit seulement que dans la pression réciproque, il y auroit une partie du mouvement détruite par la réaction du corps choqué : car dans ce cas, le corps choquant est comprimé par une force, qui le repousse en arriere, & qui par conséquent ralentit son mouvement. Mais cela n'arrive pas : au contraire, le ressort des deux corps se débande avec la même force, avec laquelle il a été bandé ; & comme il appuie également sur les deux, il les repousse en sens contraire, en leur distribuant la force avec laquelle il réagit.

Si les deux corps sont égaux, le corps choquant sera repoussé par la réaction du ressort, avec une force égale à celle avec laquelle il a frappé. Il s'arrêtera donc, & le corps, qui étoit en repos, sera repoussé en avant par la réaction du même ressort, & prendra la vîtesse qu'avoit le corps choquant.

Dans la supposition où étant égaux, ils seroient mus l'un contre l'autre avec des vîtesses égales, ils réfléchiront avec la même vîtesse qu'ils avoient chacun avant le choc ; car à l'instant où le ressort se débande, il réagit sur tous deux avec la même force avec laquelle il a été bandé. Ils ne feront donc que changer de direction.

Chacun des deux ne retourne en arriere, que parce qu'il est poussé par l'autre ; & vous voyez, par conséquent, qu'il se fait entr'eux un échange de vîtesse. L'un reçoit celle de l'autre, & lui

rend la sienne. Sur ce principe, vous pouvez prévoir ce qui arriveroit, s'ils se choquoient avec des vîtesses inégales. On pourroit faire bien d'autres suppositions, suivant la différence des masses & des vîtesses.

Si d'après ces loix on vouloit trouver ce qui arriveroit dans le choc, lorsque l'élasticité n'est pas parfaite, on chercheroit d'abord la vîtesse que chaque corps acquerroit, ou perdroit par le choc, en supposant que les corps qui se choquent sont absolument privés de ressort. Il faudroit ensuite doubler cette vîtesse, si les corps étoient parfaitement élastiques, parce que le ressort parfait produit ou détruit autant de vîtesse, que le choc même en produit ou en détruit dans les corps sans ressort. Si la force du ressort n'est pas entiere, par exemple, si elle n'est que la moitié de la force parfaite, elle ne produira que la moitié de la vîtesse que les corps sans ressort acquerroient ou perdroient par le choc, & dans ce cas, on augmentera de la moitié la vîtesse acquise ou perdue par le choc sans ressort. Mais c'en est assez: de plus grands détails nous meneroient trop loin; il nous suffit d'appercevoir les principes. Nous allons considérer de la même maniere les recherches d'Huyghens sur les forces centrifuges.

Vous concevez qu'avec la même vîtesse les forces centrales seront plus grandes, à proportion que le mobile décrira un plus petit cercle. Car puisque la courbe s'écarte alors davantage de la ligne droite, le mobile fait plus d'efforts pour s'échapper; & par conséquent, il en faut plus aussi pour le retenir. Dans ce cas, les for-

ces centrifuges & centripetes ſont donc néceſſairement plus grandes. Vous remarquerez de même qu'elles le ſont encore plus, lorſque, dans un même cercle, un corps ſe meut avec une plus grande viteſſe. Tout cela eſt facile. Mais quel eſt le rapport des forces centrifuges dans ces différentes ſuppoſitions? C'eſt ce qu'il falloit déterminer exactement, & ce que Huyghens a tenté le premier.

Dans le cas où des cercles égaux ſont décrits par des corps de même maſſe avec des vîteſſes inégales, il démontra que les forces centrifuges ſont comme les quarrés des vîteſſes, c'eſt-à-dire, neuf fois auſſi grandes, ſi les vîteſſes ſont triples. Si, au contraire, avec la même vîteſſe, les circonférences étoient inégales, les forces centrifuges ſeroient réciproquement comme les rayons; doubles, ſi le rayon n'eſt que la moitié; triples, s'il n'eſt que le tiers.

Huyghens ne ſe contenta pas d'avoir démontré ces rapports: il découvrit encore la quantité abſolue de force centrifuge dans un mobile qui ſe meut avec une vîteſſe déterminée. Mais cette théorie ſeroit trop forte pour nous: il nous ſera plus facile de nous faire quelque idée d'une autre invention de ce grand méchanicien.

Galilée, qui avoit le premier obſervé l'égalité de durée entre les oſcillations du pendule, avoit eu deſſein de s'en ſervir pour meſurer le tems, & en avoit fait naître l'idée à quelques aſtronomes. Cette recherche demandoit qu'on trouvât le moyen de perpétuer les vibrations; & de les compter, ſans être obligé de les ſuivre continuellement des yeux. Huyghens occupé de cette

découverte, imagina de conſtruire une horloge avec un pendule, qui en modere le rouage & qui l'aſſujettit à un mouvement uniforme. Il eſt adopté de maniere que par ſa partie ſupérieure il communique un mouvement alternatif à un aiſſieu, garni de deux petites palettes ; & ces palettes, qui s'engrenent dans une roue, ne laiſſent paſſer qu'une dent à chaque vibration. Cette roue ſe meut donc auſſi uniformément que le pendule, & elle regle le mouvement du rouage entier, dont toutes les parties s'engrenent les unes dans les autres. Enfin le mouvement ſe perpétue dans le pendule, parce que le rouage, à chaque vibration, lui en rend à peu-près la même quantité, qu'il en perd par le frottement & par la réſiſtance de l'air. Il ſe meut par ce moyen juſqu'à ce que le reſſort ou le poids de l'horloge ceſſe d'agir. Cette machine ingénieuſe, devenue aujourd'hui ſi commune, fut découverte en 1656.

Mais ſi on ne connoît pas la longueur d'un pendule, on ne pourra pas juger de la durée de ſes vibrations, ni s'aſſurer, par conſéquent, d'en avoir un qui les faſſe exactement dans une ſeconde, par exemple. Or cette longueur, comme vous le ſavez, n'eſt pas facile à déterminer. C'eſt que tout pendule eſt dans le vrai compoſé d'une ſuite de poids qui vont toujours en s'éloignant du centre de ſuſpenſion. Chacun de ces poids feroit ſéparément ſes vibrations dans des tems différens : mais forcés à ſe mouvoir enſemble, le plus vîte hâte le plus lent, & en eſt retardé. S'il étoit poſſible de les réunir tous dans un point à l'extrémité d'une ligne mathématique,

la longueur du pendule feroit celle de cette ligne. Or, quoiqu'ils foient répandus dans toute la longueur du pendule, ils font cependant leurs vibrations, comme s'ils étoient tous concentrés en un feul point, de la même maniere qu'un corps pefe comme fi toutes ces parties fe ramaffoient dans fon centre de gravité. Ce point eft le centre d'ofcillation qu'il falloit trouver pour déterminer la longueur du pendule : problême difficile, dont Huyghens donna la folution.



CHAPITRE VII.

De l'optique & de fes premiers progrès.

Les grands progrès de l'optique à la fin du dix-feptieme fiecle, & la part qu'elle a eue à plufieurs découvertes aftronomiques, demandent que nous nous repréfentions les états par où elle a paffé jufqu'à Newton.

Les anciens n'avoient en ce genre que des connoiffances très-bornées. Ils ont découvert la propagation de la lumiere en ligne droite, & l'égalité de l'angle de réflexion avec l'angle d'incidence. Ptolomée a même connu la réfraction de la lumiere, lorfque les aftres font vues à l'horifon; découverte qui étoit du reffort d'un aftronome. Il en a conclu qu'on fe trompe alors fur le lieu des aftres, & cependant il n'a point imaginé qu'il fallût corriger les hauteurs prifes. Il

dit que si les objets paroissent plus grands à l'horison, c'est un effet du jugement de l'ame, qui les jugeant plus éloignées se les représente sous un plus grand diametre. Nous ne savons pas d'ailleurs jusqu'où il a porté ses recherches: parce que son ouvrage ne nous est connu que par quelques citations. Telles sont les connoissances des anciens sur l'optique. Ils n'avoient pas assez d'observations pour expliquer les phénomenes: aussi n'en donnent-ils que des raisons peu satisfaisantes ou même ridicules.

Il faut venir jusqu'au seizieme siecle, avant de trouver des découvertes en ce genre: encore se feront-elles bien lentement. Jean-Baptiste Porta, gentilhomme napolitain, qui mourut en 1515, ayant remarqué que les rayons qu'on laisse entrer dans une chambre obscure, par une ouverture pratiquée dans la fenètre, peignent au-dedans les objets extérieurs, ajoute qu'il va révéler un secret dont il a toujours fait mystere: c'est qu'en mettant une lentille convexe à l'ouverture, les images sont si distinctes qu'on reconnoît parfaitement les personnes qui sont dehors. Il dit ensuite que la cavité de l'œil est une chambre obscure. Il devoit donc dire encore que le crystallin est la lentille convexe. Mais il ne suit pas cette comparaison, & quoiqu'étant médecin, il dût connoître l'organe de la vue, il s'imagine que les images se tracent sur le crystallin.

Plusieurs années après, Maurolicus de Messine, un des meilleurs géometres du seizieme siecle, connut mieux l'usage du crystallin: car il le juge fait pour rassembler les rayons sur la

rétine. Il explique même sur ce principe pourquoi les presbytes ont la vue longue & voient mal de près ; & pourquoi les myopes ont la vue courte, & voient mal de loin : & il fait voir comment le défaut des premiers se corrige avec un verre convexe, & celui des seconds avec un verre concave. Il explique encore l'image que forme un miroir concave, en représentant comment les rayons se réunissent dans les points d'un plan opposé au miroir. Cependant il n'entre dans aucun détail sur la maniere dont l'image se fait dant l'œil. On soupçonne qu'il a pu être arrêté par la difficulté de concilier le renversement de l'image avec la position droite dans laquelle nous voyons les objets.

Pourquoi, demandoit Aristote, un rayon du soleil, ayant passé par une ouverture triangulaire, forme-t-il un cercle au-delà ? & pourquoi, si le soleil se trouve en partie éclipsé, ce rayon trace-t-il une figure semblable à la portion du disque qui n'est pas encore cachée ? Ce philosophe répondoit : c'est parce que la lumiere, faite pour représenter le corps lumineux, en reprend la ressemblance, aussitôt qu'elle a franchi l'obstacle qui la gènoit. Il supposoit que la forme des rayons dépend de l'ouverture par où ils passent ; & par conséquent, il étoit bien loin de comprendre, comment nous voyons les objets sous toute sorte de figures.

Maurolicus a la premier expliqué ce phénomene, en considérant que chaque point de l'ouverture est le sommet de deux cônes opposés, dont l'un a sa base sur le soleil, & l'autre sur le plan qui le reçoit ; il jugeoit avec raison qu'il

doit se peindre sur le plan autant de cercles égaux qu'il y a de points dans l'ouverture, & que plus ces cercles seront grands, plus la figure qui en résultera approchera d'un cercle unique. En effet tracez l'ouverture sur le plan, & de chacun de ses points ou seulement de ceux du contour décrivez des cercles égaux; vous verrez qu'en se confondant les uns dans les autres, ils formeront tous ensemble une figure circulaire. L'explication est la même, si le soleil ne montre qu'une partie de son disque.

Le commencement du dix-septieme siecle est remarquable par une découverte très-fine, faite par un homme qu'on assure avoir été fort mauvais physicien. Je veux parler de l'explication de l'arc-en-ciel.

Il y avoit long-tems qu'on avoit observé que ce phénomene est produit, lorsque des gouttes de pluie renvoient les rayons du soleil dans un certain ordre; & on en avoit inutilement cherché la raison dans la seule réflexion de la lumiere.

Marc-Antoine de Dominis, archevèque de Spalatro, imagina de faire entrer le rayon par le haut de la goutte, de le faire réfléchir contre la partie postérieure, & de le faire sortir par le le bas, d'où il arrivoit dans l'œil du spectateur. Il y avoit donc une réflexion, précédée & suivie d'une réfraction; & cela suffisoit pour expliquer l'arc inférieur, en ne le supposant que lumineux, mais il falloit encore rendre raison de l'arc extérieur & des couleurs dont ils se peignent l'un & l'autre dans un ordre renversé. Il le tenta sans succès.

Descartes

Descartes ayant soupçonné que l'arc extérieur est produit par deux réflexions dans l'intérieur de la goutte, s'en assura par l'expérience. Il vit que le rayon entre par la partie inférieure de la goutte, qu'il s'y réfléchit deux fois, & qu'il en sort par la partie supérieure. Voilà donc le second arc lumineux.

Le même philosophe expliqua encore pourquoi l'un de ces arcs est d'environ quarante-deux degrés, & l'autre de cinquante-quatre. Mais lorsqu'il voulut rendre raison des couleurs, il n'y fut autre chose que de comparer les gouttes d'eau à de petits prismes. On ne savoit pas alors que les rayons sont susceptibles de différentes réfractions, & que s'ils étoient tous également réfrangibles, comme on le supposoit, le prisme même ne paroîtroit pas coloré.

Képler, achevant de développer les idées qu'avoient eues Porta & Maurolicus, explique le premier l'usage de toutes les parties de l'œil. Il compara cet organe à une chambre obscure, dans laquelle les rayons entrent à travers un verre convexe, & la rétine devint un tableau : seulement l'œil est une chambre obscure plus composée.

Les rayons réfléchis de chaque point visible d'un objet, sont dans chacun de ces points le sommet d'un cône, qui se forme & s'allonge à mesure que les rayons deviennent divergens, & qui vient appuyer sa base sur l'ouverture de la prunelle. Ils se brisent dans l'humeur aqueuse, dans le crystallin, dans l'humeur vitrée; & devenant toujours plus convergens, ils forment

un nouveau cône, dont le ſommet frappe un point de la rétine.

Imaginez donc que la prunelle eſt la baſe d'autant de cônes oppoſés, qu'il y a de points ſur l'objet; que les ſommets des cônes intérieurs ſont entr'eux dans le même ordre ſur la rétine, que les ſommets des cônes extérieurs; & que ſeulement cet ordre eſt renverſé.

Lorſque tous les ſommets intérieurs frappent préciſément ſur la rétine, la vue eſt diſtincte; parce que chacun fait exactement ſur chaque fibre l'impreſſion qu'il doit faire, & que toutes ces impreſſions ſe font enſemble dans le même ordre que les points de l'objet viſible ont entr'eux. Il n'eſt pas néceſſaire de ſuppoſer des images: car, dans le vrai, il n'y a d'images nulle part.

Si au contraire les rayons ſe réuniſſent à leur ſommet en deçà ou au delà de la rétine, la vue ſera confuſe; parce que ceux qui viennent d'un objet, ſe confondront avec ceux qui viennent d'un autre point. Vous comprenez comment avec des verres concaves & convexes on corrige l'un & l'autre défaut.

Cela ſuffit pour expliquer les ſenſations diſtinctes & confuſes de la vue. Mais ſi on eût demandé à Képler comment nous voyons les objets dans une poſition droite, comment nous appercevons des grandeurs, des diſtances, &c, il n'en eût pas ſu rendre raiſon. On voit même que l'image renverſée, qu'il obſervoit au fond de l'œil, l'embarraſſoit beaucoup; & qu'il eût bien voulu la pouvoir redreſſer.

Le téleſcope de Galilée étoit compoſé d'un

objectif convexe & d'un oculaire concave. Képler jugea que deux verres convexes produiroient plus d'effet; qu'à la vérité les objets paroîtroient renversés; mais qu'on les verroit plus éclairés & plus grands, & que d'ailleurs on pourroit les redresser avec un troisieme verre convexe. Il s'en tint cependant à la théorie, & ce n'est que quelques années après sa mort, qu'on a construit des télescopes à deux & à trois verres convexes.

Le télescope à trois verres a deux oculaires. Il a l'avantage de redresser les objets: mais il les représente un peu courbes vers les bords, & il est fort sujet aux couleurs de l'iris. Pour corriger ces défauts, on chercha une autre combinaison de verres; & on fit des télescopes à trois oculaires convexes. Ces derniers sont les meilleurs.

Ce microscope simple a été trouvé par hasard dans le même tems que le télescope. C'est une lentille d'un foyer très-court, ou une sphere d'un petit diametre. Le composé a une lentille pour objectif, & un verre convexe pour oculaire. Il a été connu plus tard.

Les effets de la lumiere dans les télescopes & dans les microscopes, méritoient d'exciter la curiosité des mathématiciens. Ce fut une source de découvertes pour Képler, qui ne contribua pas moins aux progrès de la dioptrique qu'à ceux de l'astronomie.

Il fait voir que les verres plans convexes réunissent les rayons paralleles à eur axe, à la distance du diametre de la sphere, dont leur convexité est une portion, & que ceux qui sont

également convexes des deux côtés, les réunissent à la distance du demi-diametre. Ce point, où les rayons paralleles se réunissent, est ce qu'on nomme le foyer d'un verre lenticulaire.

Puisque les rayons paralleles se réunissent au foyer, ceux qui partent du foyer, doivent devenir paralleles. S'ils viennent d'un point entre le foyer & le verre, ils resteront divergens, mais moins que s'ils n'eussent pas éprouvé une réfraction. Enfin s'ils arrivent d'un point placé au delà du foyer, ils deviendront convergens au sortir du verre : & ils se réuniront dans un point plus rapproché, lorsque l'objet lumineux sera plus loin ; & au contraire dans un point plus éloigné, lorsque l'objet sera plus près.

Prenez l'objectif de votre lorgnette, & placez-le entre votre bougie & une feuille de papier ; vous verrez la flamme se peindre renversée. Vous pouvez expliquer ce phénomene avec Képler.

Les rayons, qui partent d'un des points de l'axe du verre de votre lorgnette, se répandent sur la surface du verre, ils se rompent en le traversant, & devenus convergens ils se réunissent dans un autre point de ce même axe. Or, si de chaque point de l'objet, vous imaginez des lignes qui coupent l'axe dans le centre du verre, elles vous représenteront l'axe même des cônes, formés par les faisceaux de rayons, & opposés à la base ; & vous comprendrez comment les sommets s'arrangent sur le papier dans un ordre renversé, & peignent la pointe de la flamme en bas. Vous remarquerez encore qu'à mesure que vous éloignez la bougie, vous êtes

obligé d'approcher le verre du papier, & que la distance de l'image au verre diminue, comme la grandeur de l'image. Ainsi, lorsque les objets à une médiocre distance s'éloignent ou s'approchent, le point de réunion est plus près ou plus loin; mais lorsqu'ils sont très-éloignés, le point de réunion est toujours au foyer des rayons paralleles, parce que la divergence des rayons s'évanouit.

Pour concevoir ensuite les effets des télescopes & des microscopes, il faut remarquer, avec Képler, que nous ne saurions voir distinctement les objets, lorsque les rayons qui viennent à notre œil, sont convergens; car ils se réuniroient en deçà de la rétine; & comme ils n'y arriveroient qu'après s'être dispersés, ils n'y formeroient que de petits cercles ronds qui se confondroient les uns avec les autres. Il est donc nécessaire que les rayons soient au moins paralleles à l'axe de l'œil, ou même un peu divergens.

Si vous présentez un verre convexe à un objet fort éloigné, l'image de cet objet se peindra au foyer des rayons paralleles, parce qu'alors la divergence est nulle. En pareil cas, votre œil placé entre le foyer & le verre, ne recevroit que des rayons convergens & n'auroit qu'une vue confuse. Mais si, sans éloigner l'œil, vous faites passer les rayons par un autre verre qui soit concave, vous changerez leur premiere direction. Alors devenus un peu divergens, au lieu de se réunir au foyer de l'objectif, ils iront se réunir sur votre rétine. L'objet, vu sous un plus grand angle, vous paroîtra plus grand. Vous le verrez même plus distinct & plus éclairé

parce qu'il enverra une plus grande quantité de rayons dans votre œil. Voilà précisément l'effet que produit le télescope de Galilée.

Dans les télescopes à deux verres convexes, l'oculaire est placé de maniere qu'il a son foyer au foyer de l'objectif; & par conséquent au lieu où l'objectif peint un image renversée de l'objet [*]. Cette image devient donc l'objet de l'oculaire même : c'est elle que vous regardez par ce second verre; or, puisqu'elle est au foyer, les rayons qui partent de chacun de ces points, deviennent en se rompant dans l'oculaire, paralleles ou médiocrement divergens; & ils vont peindre sur la rétine une autre image, qui étant dans la même situation que l'objet, le doit faire paroitre renversé.

Votre bougie vous paroîtra renversée, si vous la regardez à travers un verre convexe, tenu à une certaine distance de l'œil. C'est qu'en effet vous ne regardez pas la bougie, mais son image renversée qui est entre votre œil & le verre. Or, la même chose arrive, quand on regarde par l'oculaire convexe d'un télescope. Vous comprenez que d'autres verres convexes peuvent redresser cette image, & vous faire appercevoir les objets dans leur vraie position.

Quant à l'apparence de grandeur, sous laquelle les verres convexes représentent les objets, le microscope la rend surtout sensible. Mettez une mouche un peu audelà du foyer

---

[*] Quoiqu'il n'y ait point proprement d'image, on est forcé, pour abréger, de parler comme s'il y en avoit.

d'une lentille, à treize lignes, par exemple, si le foyer est à un pouce ; il se formera à treize pouces de l'autre côté, ou environ, une image douze fois aussi grande que la mouche. Or, c'est cette image que vous regardez par l'oculaire convexe, & cet oculaire la grossit encore.

Pour expliquer parfaitement tous ces phénomenes, il falloit découvrir la loi que suivent les réfractions de la lumiere : mais Képler ne l'a connue qu'à peu près. Il remarqua qu'en passant d'un milieu plus dense dans un plus rare, le rayon s'écarte de la perpendiculaire ; & qu'il s'en approche, en passant d'un plus rare dans un plus dense. Il observa même, que lorsqu'il tombe avec une certaine obliquité sur une surface plane de verre, il se brise de maniere qu'en sortant il se trouve parallele à la surface ; & que si l'obliquité augmente encore, il réfléchit au lieu de pénétrer dans le verre. Enfin, il remarqua, que lorsque l'angle d'incidence ne passe pas trente degrés, l'angle de réfraction, qui se fait dans le verre, en est le tiers à peu de chose près, & cette derniere observation est le fondement de toute sa théorie.

Cette approximation ne suffisoit pas. Il falloit déterminer avec précision le rapport des deux angles, & découvrir une loi générale pour tous les cas. Celle de Képler étoit particuliere aux rayons qui passent de l'air dans des surfaces sphériques, semblables aux verres des télescopes, & ce n'étoit qu'un à peu près.

C'est Descartes qui trouva longtems après le rapport des deux angles, & qui en donna la démonstration. Il est vrai cependant que Snellius,

mathématicien hollandois, avoit fait cette découverte avant lui : mais il pouvoit n'en avoir pas connoissance. Quant à la cause des réfractions de la lumiere, Descartes & d'autres tenterent inutilement de la découvrir, parce qu'ils ne raisonnoient que d'après des hypotheses.

Depuis le milieu du dix-septieme siecle, la dioptrique & la catoptrique continuerent à être fort cultivées. On s'appliqua sur-tout à perfectionner les télescopes, les microscopes, les miroirs ardens, & la théorie de la lumiere. Cependant si on connoissoit les loix qu'elle suit en se brisant, & se réfléchissant; on n'avoit pas encore imaginé ce qui lui arrive, lorsqu'elle ne fait qu'éfleurer certains corps. Ce fut en 1666, que le pere Grimaldi découvrit dans les rayons une nouvelle propriété, qui étonna d'autant plus, qu'elle mettoit en défaut tous les principes connus. Ayant présenté dans une chambre obscure un cheveu à un rayon de lumiere, il fut d'abord frappé de la longueur de l'ombre; & il s'assura bientôt que le rayon, s'étant partagé, avoit un peu fléchi de côté & d'autre, au lieu de continuer en ligne droite. Newton a depuis confirmé cette inflexion de la lumiere, & en a beaucoup varié les expériences.

Pourquoi voit-on les objets derriere un miroir? pourquoi paroissent-ils plus près & plus petits, si le miroir est convexe ; plus grands & plus éloignés, s'il est concave ? En un mot, d'après quel principe peut-on déterminer en général le lieu apparent des objets, vus par réflexion, ou par réfractions ? Voilà des questions qui furent agitées.

Il me semble qu'on peut répondre, que nous jugeons des lieux apparens d'après les habitudes, que nous avons prises en jugeant des lieux réels. Lorsque je vous vois, par exemple, derriere le miroir, c'est que j'ai appris à vous voir dans la direction & dans la distance où vous me parroissez, & que les rayons réfléchis agissent sur ma rétine de la même maniere, que si vous étiez en effet dans cette direction & dans cette distance. Un verre lenticulaire rapproche, éloigne, grossit, diminue. Suffit-il de mesurer des angles pour en trouver la raison ? C'est à quoi les mathématiciens se bornent. Cependant ils ne donneront point de réponses satisfaisantes, tant qu'ils négligeront de considérer les habitudes de voir que nous avons contractées dès l'enfance. Il n'est pas douteux qu'il ne faille avoir égard à ces habitudes, comme à l'action des rayons. Mais on n'avoit pas encore assez réfléchi sur la part que les jugemens de l'ame ont aux phénomenes de la vue.



CHAPITRE VIII.

Grandes découvertes.

Les découvertes dont j'ai parlé dans les derniers chapitres, ne sont que des recherches préliminaires à de plus grandes découvertes, auxquelles on ne pouvoit arriver, qu'autant que l'astronomie, la géométrie, la méchanique &

l'optique, de plus en plus perfectionés, continueroient à se donner des secours mutuels, toujours plus grands. Il nous reste à jeter un coup d'œil général sur les derniers progrès de ces sciences, & à les suivre jusqu'où Newton les a laissées.

Les deux principaux élémens de la théorie d'une planete, sont la position de ses nœuds, & l'inclination de son orbite à l'écliptique. Sans ces observations, il seroit impossible d'en déterminer le cours. Or, pour avoir ces élémens, lorsqu'il s'agit d'une planete inférieure, il suffit de l'observer sur le disque du soleil, & de tracer sa route, en remarquant sur-tout l'instant & le lieu de son entrée & de sa sortie. Car cette portion de l'orbite fera trouver l'angle qu'elle fait avec l'écliptique; & le lieu où elle la coupe.

Mais le passage de mercure sur le disque du soleil arrive rarement dans un siecle, & celui de vénus est encore plus rare. Il étoit même difficile, avant la découverte des télescopes, d'observer la premiere de ces planetes, & de ne pas la confondre avec quelques taches du soleil. Képler, lui-même y avoit été trompé en 1607, & avoit cru voir mercure, lorsqu'il n'avoit vu qu'une tache. Il reconnut son erreur, & après avoir fait de nouvelles observations, il prédit en 1620 le passage de mercure sur le soleil pour le 7 novembre 1631. Il mourut précisément l'avant-veille, avec le regret, sans-doute, de n'avoir pu vérifier son calcul.

Il ne s'étoit pas trompé. Tous les astronomes attendoient avec impatience le moment de faire cette observation: mais Gassendi paroît être ce-

lui à qui elle réussit le mieux. Cependant les nuages ne lui permirent de voir mercure, que lorsqu'il étoit assez avancé sur le disque. Il le prit même d'abord à la petitesse pour une tache ; car il s'attendoit à le trouver d'une ou de deux minutes de diametre apparent. Cependant il le reconnut bientôt à la rapidité de son cours ; il en détermina la route sur le disque ; il corrigea de quelques minutes les observations de Képler ; & ayant mesuré le diametre apparent, il l'estima de vingt secondes. Il conjectura dès-lors que celui de vénus n'excéderoit pas de beaucoup une minute ; ce qui fut vérifié quelques années après.

Képler avoit aussi annoncé pour la même année le passage de cette planete sur le soleil. Il n'eut pas lieu, ou s'il arriva, ce fut pendant la nuit, & il ne fut pas visible en Europe. Sur la parole de Képler, on ne l'attendoit plus de tout le siecle. Mais cet astronome n'y avoit pas fait assez attention : car d'après ses tables mêmes, il devoit arriver le 4 décembre 1639. Cette méprise fut apperçue par Horoxes, jeune astronome anglois, qui prédit le passage de vénus, & qui l'observa jusqu'au coucher du soleil. Quoique son observation eût été courte, il détermina mieux qu'on n'avoit encore fait, la position des nœuds d'autres élémens du mouvement de cette planete. Depuis 1639 on n'a pu observer ce phénomene qu'en 1761.

Jusqu'alors on n'avoit eu d'autre objet dans les observations, que de perfectionner la théorie des planetes inférieures. Depuis, c'est-à-dire, en 1691, Halley, grand astronome anglois, a démontré qu'on en peut faire usage pour détermi-

ner la parallaxe du ſoleil, & ſavoir à un cinq-centieme près, la diſtance où nous ſommes de cet aſtre. Il ſuffit pour cela d'obſerver de deux endroits, tels qu'il les déſigne, la durée du paſſage de vénus ſur le diſque. Mercure ne ſeroit pas ſi propre à cette obſervation, parce qu'ayant un mouvement plus rapide, deux obſervateurs, placés dans deux lieux différens, ne trouveroient pas aſſez d'inégalité dans la durée de ſon paſſage.

En 1655 on fit de nouvelles découvertes dans le ciel. Huyghens, qui avoit fort perfectionné les verres des téleſcopes, apperçut que ces deux globes, que Galilée avoit cru voir des deux côtés de ſaturne, ſont un anneau, & il s'en aſſura en ſuivant ce phénomene dans tous ſes aſpects.

Cette découverte lui en fit faire, la même année, une autre, celle d'un des ſatellites de ſaturne, le quatrieme. Ce fut pour ce grand homme, un des plus ſavans en géométrie, & des plus ingénieux en méchanique, une occaſion de faire un ſyſtème, qui prouve combien les meilleurs eſprits ont de la peine à ſe tenir en garde contre les mauvaiſes manieres de raiſonner, quand elles ſont autoriſées depuis pluſieurs ſiecles. Parce qu'il n'y a que ſix planetes principales, que ce nombre eſt appellé parfait par les mathématiciens, & que ſon ſatellite de ſaturne, joint avec notre lune aux quatre de jupiter, complettoit le nombre de ſix; il s'imagina que le nombre des planetes du ſecond ordre étoit complet, & qu'il n'en falloit pas chercher davantage. Mais Caſſini découvrit les quatres autres quelques années après.

Caſſini eſt encore célebre pour avoir découvert

la rotation de jupiter & de mars ſur leur axe, & ſur-tout pour avoir donné la théorie des ſatellites de jupiter: entrepriſe dans laquelle on avoit échoué juſqu'alors, & dont les meilleurs aſtronomes commençoient à déſeſpérer. Louis XIV l'attira en France.

Je ne parle pas de pluſieurs inventions qui ont rendu les obſervations plus exactes & plus préciſes: telles que l'application qu'a fait depuis, Picard, du téleſcope au quart de cercle, & le micrometre imaginé pour meſurer le diametre apparent des aſtres, & perfectionné depuis. Je remarque ſeulement que plus on a perfectionné la théorie de jupiter & de ſaturne, plus on a été convaincu que le ſyſtème de Copernic eſt le véritable, & que les deux analogies de Képler ſont les loix de la nature. Car chacune de ces planetes avec ſes ſatellites eſt une image du grand ſyſtème ſolaire.

En obſervant, on trouve ſouvent ce qu'on ne cherchoit pas; & ce qu'on ne ſe ſeroit jamais flatté de trouver. Comment imaginer, par exemple, qu'on déterminera le tems, que la lumiere emploie pour venir du ſoleil juſqu'à nous? C'eſt cependant une découverte qui a été faite, lorſqu'on ne ſongeoit qu'à perfectionner la théorie des ſatellites de jupiter.

Quand la terre, paſſant entre le ſoleil & jupiter, eſt au point où l'éclat des rayons n'empêche pas de voir la planete, on obſerve que les émerſions du premier ſatellite hors de l'ombre arrivent plus tard, à meſure que la terre avance vers le point où le ſoleil & jupiter ſont en conjonction, & ce retardement eſt enfin de quinze à

ſeize minutes. Quand, au contraire, la terre retourne de la conjonction à l'oppoſition, les émerſions ſe font toujours plus tôt, & les dernieres qu'on peut obſerver, anticipent de quinze à ſeize minutes. On s'aſſure d'autant plus de cette obſervation, que les éclipſes de ce ſatellite ſont très-fréquentes, puiſqu'il acheve ſa révolution en moins de quarante-deux heures & demie.

De ce fait, reconnu par tous les aſtronomes, Caſſini conclut d'abord que la lumiere emploie plus de ſeize minutes à traverſer le diametre de l'orbite : je dis plus de ſeize, parce que la corde qui aboutit aux deux points, où l'on commence, & où l'on finit d'obſerver, eſt plus courte que le diametre. En effet, cette différence qui croît à meſure que la terre s'éloigne, & qui décroit réguliérement à meſure qu'elle ſe rapproche, ne prouve-t-elle pas que le mouvement de la lumiere eſt progreſſif?

Caſſini cependant rejeta bientôt cette conſéquence, conſidérant que ſi elle étoit vraie, la même inégalité auroit lieu dans les éclipſes des autres ſatellites. Or, il ne la trouvoit pas la même, & encore remarquoit-il à cet égard beaucoup de variété d'un ſatellite à l'autre. Leurs éclipſes ne lui paroiſſoient ſujettes ni aux mêmes accélérations, ni aux mêmes retardemens. Mais ces obſervations ſont ſi délicates, qu'il faut des années, avant d'être aſſuré de les avoir faites avec aſſez de préciſion.

Maraldi donnoit encore de la vraiſemblance au raiſonnement de Caſſini, ſon oncle. Si cette inégalité, diſoit-il, provenoit du mouvement progreſſif de la lumiere, les éclipſes des ſatellites ſe-

roient tour-à-tour accélérées, suivant que jupiter iroit tour-à-tour de son aphélie à son périhélie. Or, ajoutoit-il, on ne remarque pas qu'en pareil cas le plus grand & le moindre éloignement de jupiter retarde & accélere le moment des éclipses. Ce même astronome paroissoit encore prouver son sentiment par des observations, d'après lesquelles l'inégalité paroît moindre pour le premier satellite que pour les autres.

D'après l'accélération & le retardement des éclipses, Roëmer avoit aussi jugé que le mouvement de la lumiere est progressif; & c'est contre lui que Cassini combattoit un sentiment qu'il avoit abandonné. Halley se joignit à Roëmer. Il avoit perfectionné la théorie des satellites de jupiter. Il rapporta des observations, qui prouvent que l'inégalité est la même pour le second & pour le troisieme que pour le premier.

Il faut considérer que de tous les satellites, le premier est celui qui se meut le plus régulierement, & dans lequel on peut par conséquent démêler cette inégalité avec plus de précision. Le mouvement des autres est moins régulier & leur entrée dans l'ombre est si lente, que le vrai moment de leur immersion n'est pas facile à déterminer. Il ne faut donc pas s'étonner, si les plus habiles astronomes ont eu d'abord de la peine à s'accorder, & si le mouvement progressif de la lumiere étoit encore un problême à résoudre au commencement de ce siecle.

Pound, observateur exact, a enfin levé tous les doutes à ce sujet. Il s'assura par des observations continuées pendant plusieurs années, que l'inégalité est non-seulement la même pour tous

les ſatellites ; mais encore qu'elle a lieu, lorſque Jupiter va à ſon périhélie, & revient à ſon aphélie. Les difficultés de Caſſini & de Maraldi ne ſubſiſtent donc plus.

La découverte du mouvement progreſſif de la lumiere a depuis été confirmée par une autre découverte, plus fine encore, & à laquelle elle a conduit. Quoique celle-ci ſoit bien poſtérieure, puiſqu'elle n'a été faite que vers 1725, je crois devoir la rapprocher de la premiere. Il s'agit de la cauſe de l'aberration des fixes, la plus grande preuve de ſagacité qu'aucun aſtronome ait jamais donnée. Bornons-nous à nous en faire une idée, & contentons-nous des réſultats.

Lorſque Copernic eut tiré la terre du repos, où elle étoit depuis Ptolomée, les aſtronomes en prouverent le mouvement d'après l'analogie, & d'après l'explication ſimple des phénomenes. Comme il eût été à deſirer d'en avoir une preuve plus directe, ils la chercherent dans la parallaxe des fixes. Cette parallaxe eſt l'angle ſous lequel, d'une étoile on verroit le demi-diamettre de l'orbite de la terre [*]. Si elle eſt ſenſible & que la terre ſe meuve en effet, autour du ſoleil, il faut néceſſairement que les fixes paroiſſent changer de ſituation par rapport au zénith & par rapport au pole.

Pour le comprendre, imaginons que les fixes ſont à une diſtance qu'il eſt facile de meſurer, & dans

---

[*] Cette parallaxe eſt celle qu'on nomme annuelle. La parallaxe diurne eſt celle qui a pour baſe le demi-diametre de la terre.

dans cette ſuppoſition élevons une ligne perpendiculaire ſur le centre du plan de l'écliptique. Pendant la révolution périodique de la terre, nous tournons autour de cette ligne ; & puiſque nous ne nous appercevons pas de ce mouvement, ce ſont les fixes, que je ſuppoſe peu éloignées, qui doivent nous paroître tourner dans le ciel.

Si de votre œil vous tirez une ligne par une de ces étoiles placée dans la perpendiculaire au plan de l'écliptique, cette ligne formera par ſon mouvement deux cônes oppoſés au ſommet dont l'un aura ſa baſe ſur le plan de l'écliptique, & l'autre la ſienne ſur le petit cercle décrit dans le ciel. Sur quoi vous remarquerez qu'en regardant cette étoile le long de cette ligne, le point du cercle où vous la verrez ſera toujours directement oppoſé au point où vous ſerez dans l'orbite de la terre. Si vous voulez obſerver de la même maniere un autre endroit du ciel, vous n'avez qu'à incliner la perpendiculaire & avec elle les deux cônes ; vous continuerez de remarquer le même phénomene, avec cette ſeule différence que l'étoile décrira une ellipſe : mais elle vous paroîtra toujours dans un point oppoſé à celui où vous êtes.

D'après le mouvement apparent de cette étoile, vous pourrez juger du mouvement réel de la terre, comme je jugerois des tours que vous avez faits dans votre cabinet, ſi je ſavois ſeulement les différentes ſituations que les objets immobiles ont eues ſucceſſivement avec votre zénith, qui ſe promenoit le long du plancher.

Un pareil phénomene dans le ciel ſeroit donc

une démonstration du mouvement de la terre; & on le découvriroit, si les fixes avoient une parallaxe sensible; parce qu'alors elles seroient par rapport au pole ou au zénith dans des situations qui varieroient sensiblement.

Mais si, vu la distance où elles sont de nous, l'orbite de la terre n'est qu'un point, elles n'ont plus de parallaxe. Les deux lignes, qui avec le diametre de l'orbite auroient dû former un triangle, se confondent alors avec la ligne élevée sur le centre du plan de l'écliptique, & les trois n'en font qu'une. Dans ce cas, le seul mouvement réel de la terre ne peut plus produire de mouvement apparent dans les fixes; & nous devons les voir dans le même repos, que si nous étions sur le soleil.

Il y a dans les fixes des mouvemens apparens, qu'on nomme aberrations, parce que jusqu'à Bradley on n'en a pas connu la cause. Si ces abberrations faisoient toujours voir l'étoile à l'extrémité de la ligne, où la révolution de la terre la devroit faire appercevoir, on en reconnoîtroit la cause dans le mouvement de la terre. Mais cela n'est pas. L'étoile au contraire, est toujours dans les points, où elle ne devroit pas être; cependant il est à craindre que la ressemblance de ces aberrations avec les ellipses que nous venons de décrire, n'occasionne des méprises.

Depuis qu'on observe les cieux avec de meilleurs instrumens, on y a découvert tant de petites irrégularités, qu'il est bien difficile de décomposer tous ces mouvemens apparens, & d'en séparer ceux qui peuvent être produits par la révolution périodique de notre globe. La chose

est d'autant plus difficile, que la parallaxe des fixes, si elles en ont, est peu sensible; & que par conséquent les changemens de situation sont bien petits pour être observés, & suivis avec toute la précision nécessaire.

Galilée a le premier imaginé des moyens pour trouver cette parallaxe, & après lui plusieurs astronomes l'ont cherchée: mais leurs résultats ne sont point tels qu'ils devroient être, & même ils ne s'accordent pas; de sorte qu'on n'en peut rien conclure.

En 1725 Bradley, professeur d'astronomie à Oxford, tenta cette entreprise. Il fit ses observations avec un soin & une sagacité singuliere. Mais il ne découvrit que des variations toutes différentes de celles que la parallaxe devoit produire. Cependant ce ne sont pas des aberrations, comme on l'avoit cru jusqu'à lui. Ce sont des mouvemens réguliers: l'étoile paroît décrire une petite ellipse; & ce phénomene peut avoir trompé des astronomes, qui auront cru y trouver une preuve de la parallaxe des fixes.

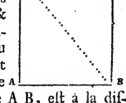
C'étoit déja une chose assez fine que de découvrir ces petites ellipses, de démêler qu'elles sont différentes de celles que la révolution seule de la terre pourroit faire paroître, & de remarquer que l'étoile paroît toujours dans un autre point que celui où l'on auroit dû la voir, si son apparence étoit seulement l'effet de la révolution périodique. Mais il étoit bien ingénieux d'imaginer d'en trouver la cause dans le mouvement annuel de la terre, combiné avec le mouvement progressif de la lumiere: & vous concevez que, pour développer cette idée, Bradley a dû

employer une théorie ſubtile, dans laquelle nous ne le pouvons pas ſuivre.

Si la terre étoit en repos, ou ſi la lumiere arrivoit dans l'inſtant, le ſpectateur verroit toujours l'étoile immobile au même point ; parce que la lumiere viendroit toujours à lui directement de ce point, & que ſa ſenſation retourneroit par la même ligne à l'étoile. Mais dès que la lumiere a un mouvement progreſſif, & que la terre ſe meut avec une vîteſſe qui a un rapport ſenſible à celle de la lumiere ; ces deux mouvemens combinés doivent faire paroître l'étoile ſuivant une autre direction dans un autre point du ciel.

Pour rendre d'abord la choſe ſenſible, tenez un plomb ſuſpendu au deſſus d'une feuille de papier : ſi pendant que vous le laiſſez tomber perpendiculairement ; vous donnez à la feuille un mouvement horiſontal, vous verrez que par rapport à cette feuille, le plomb paroîtra ſe mouvoir obliquement, décrire la diagonale d'un parallélograme. L'apparence ſera donc la même que ſi la feuille eût été immobile, & que le plomb eût obéi tout à la fois à deux forces qui l'auroient pouſſé en même tems, l'une ſuivant la direction perpendiculaire, & l'autre ſuivant la direction horiſontale. Or, ſi vous vous repréſentez le rayon par le plomb qui tombe, & ſi vous ſuppoſez qne votre œil eſt le point de la feuille, qui, mu horiſontalement, va rencontrer le plomb, vous ſentirez que vous devez voir l'étoile ſuivant une direction oblique, & par conſéquent dans un autre lieu que celui où elle eſt,

Pour donner à cette preuve ſenſible un tour plus géométrique, ſuppoſons que votre œil ſoit placé au point A, de l'orbite C de la terre, que l'étoile que vous obſervez ſoit au point C, & qu'ayant tiré la ligne A B, tangente de l'orbite de la terre au point A, votre vîteſſe ſuivant la direction A B, ſoit à celle de la lumiere comme la tangente A B, eſt à la diſtance de l'étoile C A.



Dans cette ſuppoſition, ſi la particule de lumiere, qui part de l'étoile C, étoit portée dans votre œil, ſuivant les deux directions & les deux vîteſſes CA & B A, elle parcourroit une diagonale ſemblable à D A; car c'eſt la loi qui ſuit tout corps, lorſqu'il eſt mu par deux forces, dont les directions forment un angle. Dans ce cas, vous verriez donc l'étoile en D, ſuivant la direcrection A D.

Mais que la particule de lumiere ſoit portée ſuivant les deux directions & les deux viteſſes C A & B A, ou que n'ayant que la direction & vîteſſe C A, votre œil aille la rencontrer ſuivant la direction & la vîteſſe A B, le réſultat des directions & des vîteſſes combinées ſera toujours le même. Dans le ſecond cas, comme dans le premier, vous verrez donc l'étoile ſuivant la direction de la diagonale du parallélograme CABD.

Dès que le rayon vient à vous obliquement, vous le rapporter obliquement, il ne peut plus retourner de votre œil à l'étoile, il ſe dirige un peu à côté. Votre rayon viſuel fait donc un

angle avec une ligne, qui feroit tirée directement à votre œil; & tournant autour de cette ligne à mesure que vous êtes transporté dans l'orbite de la terre, il décrit une petite ellipse, que l'étoile paroit elle-même décrire.

Cette ellipse est la base d'un cône, dont le sommet est dans votre œil. Mais puisque attendu la distance, l'orbite de la terre n'est qu'un point, cette même orbite est, ainsi que votre œil, le sommet du cône; & votre rayon visuel a décrit ce cône de la même maniere, que si partant du centre du plan de l'écliptique, il avoit eu le même mouvement autour de la ligne dirigée à l'étoile.

Vous pouvez donc remarquer actuellement la différence qui se trouve entre ces dernieres ellipses, & celles que nous avons tracées plus haut, lorsque nous supposions que les fixes ont une parallaxe sensible. Les unes se forment avec un seul cône, les autres se forment avec deux; & par conséquent, pendant que la terre se meut dans son orbite, il faut qu'à chaque instant où vous observez l'étoile, le point auquel vous la rapportez dans les unes, soit tout différent de celui où vous la rapportez dans les autres.

Cette théorie ingénieuse & subtile, qui explique parfaitemement toutes les apparences de l'aberration des étoiles, a été reçue avec applaudissement de tous les astronomes, & s'est toujours trouvée conforme aux observations. Vous voyez qu'après avoir cherché dans la parallaxe des fixes, une preuve directe du mouvement de la terre, on l'a trouvée dans les aberrations, où on ne la cherchoit pas. Cette théorie démon-

tre également le mouvement progressif de la lumiere. Les calculs de Bradley, s'accordent même avec ceux qu'on avoit déja faits : car, selon lui, elle emploie environ huit à neuf minutes à venir du soleil à nous.

Tels ont été les progrès de l'astronomie. Il nous reste à considérer comment ils ont contribué à ceux de la géographie.

Les Grecs avoient laissé la géographie dans un état bien imparfait. Vous pouvez juger ce que c'étoit que leurs cartes, puisqu'Hypparque, qui florissoit entre 168 & 229 avant Jesus-Christ, est le premier qui ait imaginé de déterminer la position des lieux par la longitude & par la latitude.

Vous savez qu'on a les longitudes par l'intervalle qui s'écoule entre les tems, où de deux lieux, placés sous différens méridiens, on observe un même phénomene dans le ciel. C'est que l'angle que forment les plans des deux méridiens donne la distance qu'on cherche, lorsque sa valeur est connue par le tems que le soleil met à passer d'un meridien à l'autre. Hypparque, qui vraisemblablement a le premier connu ce moyen de juger des longitudes, se servoit des éclipses de lune : mais comme il n'avoit pas de mesures exactes du tems, & que ces éclipses sont fort rares, il n'a pas pu ne pas tomber dans bien des méprises.

Environ deux cent cinquante ans après, Ptolomée travailla sur les principes d'Hypparque. Ses cartes sont même les premieres où la longitude & la latitude ont été marquées. Cependant, comme les observations lui manquoient

presque toujours, il a été obligé de juger de la position des lieux, d'après des moyens très-sujets à erreur. Les astronomes étoient alors fort rares, & on ne connoissoit encore qu'une très-petite partie de l'Asie, de l'Afrique & de l'Europe. Ce qu'on doit sur-tout à Ptolomée, c'est d'avoir le premier donné les principes géométriques de la construction des cartes de géographie, & des diverses projections propres à représenter la terre en tout ou en partie.

Depuis les progrès de l'astronomie dans le dix-septieme siecle, la géographie en pouvoit faire également; & elle en fit en effet de rapides, principalement par les travaux de l'académie des sciences. Il y avoit alors d'habiles astronomes dans toute l'Europe. L'horloge d'Huyghens étoit une mesure exacte du tems; & les satellites de jupiter, dont la révolution est si courte que chaque jour quelqu'un d'eux s'éclipse, offroient, par leurs immersions & leurs émersions, des phénomenes instantanés, qui sont bien plus propres à déterminer les longitudes que les éclipses de la lune & du soleil. Les tables du mouvement de ces satellites, que Cassini avoit construites, dispensoient même d'un second observateur: car il suffisoit d'observer le moment de l'immersion ou de l'émersion, vue dans le lieu dont on vouloit avoir la longitude, avec le moment marqué par Cassini pour le lieu d'où il avoit observé.

Ces moyens sont suffisans sur terre: mais pour les progrès de la navigation, il faudroit pouvoir prendre les longitudes sur mer.

On a sur mer assez exactement l'heure du lieu

où l'on eſt. Il ne reſteroit qu'à la pouvoir comparer avec celle du lieu d'où l'on eſt parti; puiſque la différence entre l'une & l'autre donneroit la différence en longitude. Si le mouvement de l'horloge n'étoit pas altéré par celui du vaiſſeau, il ſuffiroit de s'être embarqué avec une horloge, qu'on auroit réglée ſur le midi avant ſon départ. Mais le pendule même, qui doit régler le rouage, le dérange; parce qu'il ne peut plus faire ſes oſcillations dans des tems égaux. Huyghens, jaloux de remédier à cet inconvénient, en chercha long-tems le moyen, & crut enfin l'avoir trouvé. Il publia dans les journaux de Leipſick de 1693, qu'il pouvoit faire décrire au pendule une courbe, avec laquelle il lui conſerveroit, même ſur mer, le mouvement le plus égal. Malheureuſement il mourut peu de tems après avec ſon ſecret.

S'il étoit poſſible d'obſerver d'un vaiſſeau les ſatellites de jupiter, on n'auroit pas lieu de regretter la découverte que Huyghens peut avoir faite. C'eſt ce que la longueur des téleſcopes & leur peu de champ ne permettent pas à un obſervateur toujours troublé par l'agitation de la mer. Vous avez vu comment Maupertuis, après avoir remarqué ces défauts des horloges & des téleſcopes, propoſe de prendre en mer les longitudes, en obſervant le moment où la lune fait un triangle avec deux étoiles fixes. En effet, ce ſeroit un phénomene, qu'on pourroit voir à l'œil nu, ou du moins avec une lunette courte & d'un grand champ. Mais, comme il le reconnoit, cette méthode ne ſera praticable, que lorſque la théorie de la lune aura été perfection-

née. On a depuis peu imaginé une horloge, avec laquelle on peut prendre ces longitudes fur mer.

La connoiffance de la grandeur de notre globe eft fans doute néceffaire à la géographie ; & vous favez qu'elle ne l'eft pas moins, pour s'affurer du vrai fyftème du monde. On crut qu'il fuffifoit de mefurer un degré du méridien, parce qu'on fuppofoit alors la terre parfaitement fphérique. Picard en fut chargé par l'académie, & il y travailla pendant le cours des années 1669 & 1670. Ce réfultat fut pour un degré 57060 toifes.

Au commencement du dix-feptieme fiecle, Snellius, ce mathématicien dont nous avons parlé à l'occafion des loix de la réfraction, avoit déja mefuré un degré du méridien par une fuite de triangles liés. Il eft même l'auteur de cette méthode fimple & exacte. Picard la fuivit, & vous en avez vu l'explication dans Maupertuis.

Le degré du méridien, fuivant l'ouvrage imprimé de Snellius, eft de 55021 toifes. Mais il reconnut lui-même avoir fait des erreurs, qu'il corrigea. Cependant il n'eut pas le tems de faire réimprimer fon livre ; & on n'a fu que long-tems après fa mort que fes corrections donnoient au degré 57033 toifes, ce qui differe peu de la mefure de Picard. Je ne parle pas de celle du pere Riccioli, qui, par une méthode peu exacte, a trouvé le degré de 62650 toifes. On a depuis fait quelques corrections à la mefure de Picard. Mais je vous ai donné ailleurs l'hiftoire de toutes les tentatives, qu'on a faites pour déterminer la figure de la terre.

En 1671 & 1672 les académiciens travaillerent à une carte de la France. Les anciennes étoient si grossiérement faites qu'elles avançoient la Bretagne de plus de trente lieues dans la mer. Ces terres, que de mauvais géographes avoient ajoutées à la France, ressemblent assez aux conquêtes, qui, à la paix, laissent un royaume dans ses premieres limites.

Pendant que ces opérations se faisoient en France, Richer avoit été envoyé à l'île de Caïenne, pour déterminer divers élémens de la théorie du soleil. Il s'agissoit de son entrée dans l'équateur, de sa parallaxe, de la déclinaison de l'écliptique, & de plusieurs autres phénomenes, qu'on observe à notre latitude avec moins de précision, parce que nous voyons le soleil trop obliquement. Ce fut alors qu'il fit l'observation du retardement du pendule; phénomene dont on fut étonné, & qui parut d'abord fort douteux; quoiqu'on eût dû le prévoir, puisqu'il est l'effet de la rotation de la terre. Mais si dans les tems des hypotheses, on hasardoit volontiers des conjectures; il étoit naturel qu'on devînt plus circonspect depuis qu'on étudioit d'après l'expérience.

Galilée avoit découvert les loix de la chûte des corps, & montré la courbe qu'ils décrivent, lorsqu'ils sont projetés obliquement à l'horison; Képler avoit observé les deux loix, que les planetes suivent dans leur cours; Huyghens avoit donné la théorie des forces centrales dans les mouvemens circulaires; & Picard venoit de donner une mesure plus exacte de notre globe. Ces premieres découvertes sont les élémens de

tout le système de notre monde : mais pour découvrir ce système dans ces élémens, il falloit sans doute le génie de Newton. Essayons de saisir par quelles suite d'idées ce philosophe a été conduit de découvertes en découvertes. C'est ce que je me propose dans le chapitre suivant, mais je ne vous donnerai qu'une ébauche imparfaite, & je n'irai pas même bien avant. C'eût été à Newton à nous donner l'histoire de ses pensées ; & on doit regretter que les grands hommes tels que lui, se bornant à montrer le terme où ils sont arrivés, négligent de faire connoître le chemin qu'ils ont tenu.



CHAPITRE IX.

De la gravitation universelle découverte par Newton.

La gravité fait décrire une courbe aux projectiles, qui sont jetés obliquement à l'horison, près de la surface de la terre. Cette force aura-t-elle lieu à une plus grande distance ? cessera-t-elle tout-à-coup ? ou diminuera-t-elle seulement dans une certaine proportion ?

La lune pourroit donc n'être qu'un projectile, lancé à une certaine distance. Si elle ne pesoit pas vers la terre, elle continueroit à se mouvoir dans une ligne droite. Il se peut donc que la courbe, dans laquelle elle se meut, soit l'effet

de sa gravité combinée avec sa force de projection. Dans ce cas, elle tomberoit sur la terre, si son mouvement de projectile étoit détruit, & elle observeroit dans sa chûte les loix des corps pesans.

Tout corps qui décrit une parabole à la surface de la terre, tombe à chaque instant, parce qu'il s'éloigne de la tangente, suivant laquelle il continueroit à se mouvoir s'il ne pesoit pas.

Or, puisque la lune s'abaisse continuellement au dessous de sa tangente, elle tombe donc continuellement vers la terre. Il ne reste plus qu'à savoir, si les espaces parcourus suivent la loi de la chûte des corps.

L'orbite de la lune est à peu de chose près un cercle, dont le rayon est soixante fois & demi le diametre de la terre : sa circonférence est donc environ soixante fois la circonférence d'un cercle de notre globe.

Or, d'après les mesures prises d'un degré du méridien, ce cercle a de circonférence 123249600 pieds de Paris. En multipliant ce nombre par 60, on aura la circonférence de l'orbite de la lune ; & puisqu'elle acheve sa révolution dans 27 jours 7 heures 43 minutes, il sera facile de trouver l'arc qu'elle parcourt dans une minute.

Dès qu'on a cet arc, on a la quantité de l'abaissement au dessous de la tangente. Il ne s'agit plus que de calculer. Or, on trouve que dans une minute la lune est tombée de 15 $\frac{1}{12}$ pieds de Paris.

Supposons que la gravité augmente à proportion que le quarré de la distance diminue. Dans

cette supposition, la lune tombant près de la surface de la terre, parcourroit dans une minute 60 fois 60 $\frac{1}{12}$ pieds. Elle parcourroit donc dans une seconde une espace moindre de 60 fois 60, c'est-à-dire, 15 $\frac{1}{12}$ pieds. Or, cette gravité est précisément la même que celle des corps terrestres. On peut donc présumer qu'un boulet de canon, à la distance de la lune, peseroit en raison inverse du quarré de sa distance; & que sa gravité seroit moindre de 60 fois 60; puisque la lune, à la surface de la terre, graviteroit comme le boulet, & que sa gravité seroit plus grande de 60 fois 60. Cela seul rend déja assez probable que la gravité augmente & diminue dans la proportion supposée; & c'est une preuve que la lune obéit dans son mouvement aux loix de la gravité, ainsi que les corps qui tombent perpendiculairement sur la terre, ou qui tombent en décrivant une ligne courbe. En effet, elle descend à chaque instant, & il est aussi démontré qu'elle gravite, que si elle tomboit librement jusques sur la terre.

Mais si cela est; toutes les planetes gravitent; puisqu'elles se meuvent toutes dans des lignes courbes; & par conséquent la gravitation suivra dans chacune les mêmes loix: c'est ce dont il faut s'assurer.

Supposons qu'à une certaine distance du soleil, mercure soit lancé dans une direction, perpendiculaire à celle de la gravité, qui l'attire vers le centre de cet astre; & que la force centrifuge, qui résulte du mouvement de projection, soit égale à la force centripete, qui n'est autre chose que la gravité même. Dans ce cas, il est évident que mercure décrira un cercle. Car s'il est à

chaque inſtant pouſſé par une force, qui tend à le faire échapper par la tangente; il eſt encore à chaque inſtant attiré vers le ſoleil par une force égale qui le fait deſcendre au deſſous de la tangente. Il faudra donc qu'il ſe meuve circulairement, ſans pouvoir jamais s'approcher ni s'éloigner du centre de ſon mouvement.

La force de projection étant la même, la gravité, qui le retiendra dans un orbite circulaire, ſera plus ou moins grande ſuivant la diſtance à laquelle il aura été projeté. Elle ſera plus grande ſi la diſtance l'eſt moins, parce qu'alors l'arc, décrit en tems égal, ſera d'autant plus courbe que ce cercle ſera plus petit; & par conſéquent mercure deſcendra davantage au deſſous de la tangente. Par la raiſon contraire, la gravité ſera moindre, ſi la diſtance eſt plus grande.

Mais ſi la diſtance demeurant la même, la viteſſe de projection étoit augmentée, il ſeroit néceſſaire d'augmenter auſſi la gravité, pour retenir mercure dans le même cercle. Suppoſons que la projection ſoit double en viteſſe; l'arc parcouru ſera double. Or, dans ce cas, comme on le démontre en géométrie, le corps projeté deſcend quatre fois autant au deſſous de la tangente; il eſt donc quatre fois autant attiré vers le centre. Donc mercure, projeté avec une force double, ne peut être retenu dans le même cercle qu'autant qu'il eſt attiré vers le ſoleil avec une gravité quadruple.

La gravité peut prévaloir ſur la force centrifuge qui nait de la force de projection, ou la force centrifuge ſur la gravité; & dans l'un & l'autre cas, mercure décrira une ellipſe,

Dans le premier, il doit tomber au dedans du cercle, s'approcher du ſoleil à proportion que ſa gravité prévaut & deſcendre avec un mouvement accéléré. La gravité pourroit prévaloir au point que mercure tomberoit dans le ſoleil.

Dans le ſecond cas, cette planete doit être emportée hors du cercle, & s'éloigner du ſoleil à proportion que ſa force centrifuge eſt plus grande que ſa gravité. Cette force pourroit être ſi ſupérieure, que mercure s'éloigneroit toujours.

Suppoſons que les deux forces ſoient combinées dans une telle proportion, que la planete ne puiſſe ni tomber dans le ſoleil ni s'en éloigner continuellement; alors la gravité qui la fait deſcendre de l'apſide ſupérieure, ne peut que la rapprocher, & en accélérer le mouvement. Or, lorſque le mouvement en ligne courbe s'accélere, la force centrifuge augmente. Elle ira donc toujours en augmentant, juſqu'à ce que mercure ſoit arrivé au point où il eſt le plus près du ſoleil; c'eſt-à-dire, à ſon apſide inférieure. Parvenue alors à ſon dernier accroiſſement, elle prévaut: mercure s'éloignera donc du ſoleil: il remontera donc avec un mouvement retardé à ſon apſide ſupérieure; d'où ſa gravité le fera redeſcendre, parce qu'elle vaincra ſa force centrifuge. C'eſt ainſi que ces deux forces prévalant tour-à-tour, une planete peut décrire une ellipſe.

Quoique de l'apſide ſupérieure à l'apſide inférieure, la force centrifuge aille toujours en augmentant, la planete ſe rapproche continuellement du ſoleil, parce que dans toute cette partie de ſon cours, la gravité continue de prévaloir ſur la force centrifuge. Mais le moment où la

planete arrive à son apside inférieure, est celui où la force centrifuge va prévaloir à son tour; & quoique cette force aille ensuite en diminuant, elle éloigne la planete & la fait remonter à l'apside supérieure, parce que dans toute cette partie de l'orbite elle continue de prévaloir sur la gravité, qui l'a vaincue dans l'autre partie & qui va la vaincre encore. Telle est la maniere dont ces deux forces se combinent, & sont alternativement supérieures l'une à l'autre.

Il s'agissoit de déterminer dans quelle proportion les forces doivent être combinées, pour ramener continuellement une planete d'une apside à l'autre. C'est où Newton entre dans de grandes recherches, & résout les problêmes les plus difficiles. Il nous suffira d'observer, comme un résultat de ses démonstrations, que lorsque la gravité diminue dans la même raison que le quarré des distances augmente, une planete avec quelque force finie qu'elle ait été projetée, est forcée à se mouvoir dans une section conique; qu'il faut une force de projection déterminée pour l'obliger à se mouvoir dans une ellipse; & que cette force est différente dans les différentes sections coniques.

Il n'en seroit pas de même, si la gravité diminuoit, dans la même raison que le cube des distances augmente. Dans cette supposition il est démontré qu'un corps projeté avec une certaine force perpendiculairement à l'horison, s'éloignera toujours avec un mouvement retardé, & ne retombera jamais. Les mêmes principes démontrent que s'il étoit projeté obliquement,

il décriroit une ſpirale; en s'éloignant toujours du centre de gravitation.

Puiſque des planetes font leurs révolutions dans les ellipſes, il eſt évident que la gravité n'agit pas en raiſon inverſe du cube des diſtances. Mais agit-elle en raiſon inverſe du quarré, ou dans une moindre proportion? c'eſt ce qu'il reſte à chercher.

Képler a obſervé qu'un rayon, tiré d'une planete au centre de ſon mouvement, décrit des aires égales en tems égaux. Or, cette obſervation eſt non-ſeulement une preuve de la gravitation des planetes, elle conduit encore à découvrir la loi que ſuit la gravité.

Vous ſavez que des triangles ſont égaux, lorſqu'ils ont des baſes & ces hauteurs égales. Or, ſuppoſons un corps qui ſe meut d'un mouvement égal, dans une ligne droite, il parcourra des eſpaces égaux, & ſi nous imaginons un rayon tiré de ce corps à un point fixe, hors de la ligne de projection, ce rayon décrira des aires égales en tems égaux : car tous les triangles ont des baſes égales ſur la ligne de projection; & ayant tous auſſi leur ſommet au même point, ils ont encore des hauteurs égales.

Si nous ſuppoſons enſuite que ce corps, ſans perdre ſa premiere force de projection, reçoive une nouvelle force qui agiſſe dans la direction du rayon au point fixe; alors il obéira aux deux, & parcourra une diagonale. Mais les aires ſeront encore égales en tems égaux : car les triangles auront une baſe commune ſur la premiere diſtance du corps au point donné & ils auront une même

hauteur puiſqu'ils ſont entre les mêmes lignes paralleles.

Que cette ſeconde force continue d'agir, qu'elle croiſſe, ou qu'elle décroiſſe, elle accélérera ou retardera le mouvement du corps : mais elle ne changera rien à la grandeur des aires, qui regagneront d'un côté ce qu'elles perdront de l'autre ; parce que les triangles formés dans des tems égaux, auront ſucceſſivement l'un avec l'autre une baſe commune, & une même hauteur. Les aires ſeront donc néceſſairement toujours égales ; & la ſeconde force ne peut que changer la premiere direction du corps & le faire mouvoir dans une courbe.

Puiſqu'il eſt démontré que les aires ſont égales en tems égaux, lorſqu'un corps eſt toujours dirigé vers un même point ; nous ne pouvons pas douter que l'inverſe de cette propoſition ne ſoit également vraie. Il eſt donc évident, qu'un corps, qui ſe meut dans une courbe, eſt toujours dirigé vers un même point ; toutes les fois que nous pouvons remarquer cette égalité entre les aires & les tems. En effet, ſi dans des tems égaux il étoit tour-à-tour dirigé à des points différens, les aires ſeroient néceſſairement inégales.

Or, la lune décrit des aires égales en tems égaux autour du centre de la terre : il en eſt de même des ſatellites, ſoit autour de jupiter, ſoit autour de ſaturne, & des planetes autour du ſoleil. La lune eſt donc dirigée vers le centre de la terre, les ſatellites de jupiter, vers le centre de jupiter, ceux de ſaturne vers le centre de ſaturne, & toutes les planetes vers le centre du ſoleil. Mais cette direction eſt une loi que ſuit la gra-

vité dans les corps pesans, puisque nous voyons qu'ils tendent vers le centre de notre globe. La lune, les satellites & les planetes pesent donc vers le centre de leur révolution. Quelques inégalités qu'on remarque dans leur mouvement & sur tout dans celui de la lune, confirment cette conséquence, bien loin de la combattre. Car si la lune ne décrit pas des aires exactement égales en tems égaux, c'est qu'elle est tout à la fois dirigée vers deux points différens, vers le centre de la terre & vers le centre du soleil. Ces inégalités prouvent même que la gravitation est universelle, c'est-à-dire, que les corps célestes gravitent réciproquement les uns vers les autres; & tous ensemble vers un centre commun, dont le centre du soleil s'approche, ou s'éloigne suivant leur position.

De ce que la puissance, qui retient les planetes dans leurs orbites, a la même direction que la gravité, j'ai conclu qu'elle est la gravité même. Peut-être cette conséquence est-elle trop précipitée. En effet, il faut encore s'assurer que cette puissance agit avec la même quantité de force; & si nous le démontrons, elle sera semblable en tout à la gravité que nous remarquons dans les corps terrestres.

Nous mesurons la force par l'espace parcouru dans un tems donné, & nous observons que les espaces sont comme les quarrés des tems. C'est la seconde & la derniere loi que suit la gravité. Or, en supposant que la puissance qui retient les planetes dans leurs orbites, suit encore cette loi, nous rendons raison de leurs révolutions, jusqu'à découvrir dans quelle proportion la gra-

vité augmente ou diminue suivant les distances.

L'orbite de la lune ne différant pas beaucoup d'un cercle, on en peut considérer les différentes proportions, comme autant d'arcs, de même courbure à peu de chose près.

Il est encore certain qu'à proportion que la lune s'approche de la terre, elle se meut avec plus de vîtesse. Elle parcourt donc dans des tems égaux un plus grand arc à sa moindre distance qu'à sa plus grande. Elle descend donc davantage au-dessous de la tangente. Elle est donc dirigée vers la terre par une puissance qui agit avec plus de force.

Or, pour prendre le cas le plus simple, supposons que sa moindre distance soit la moitié de sa plus grande. Dans cette supposition, elle parcourroit à son périgée un arc double de celui qu'elle parcourroit dans un tems égal à son apogée: elle tomberoit par conséquent autant au-dessous de la tangente en une minute, dans la partie inférieure de son orbite, qu'en deux dans la partie supérieure. La premiere loi de Képler le démontre: car si les arcs parcourus n'étoient pas dans cette proportion, les aires ne seroient pas égales en tems égaux.

Supposons ensuite que la lune étant à sa moindre distance, son mouvement de projection fût détruit; elle tomberoit alors autant vers la terre en une minute, qu'elle seroit tombée en deux, si son même mouvement de projection eût été détruit à sa plus grande distance: & dans l'un & l'autre cas elle descendroit avec un mouvement accéléré comme celui des autres corps; parce que la puissance qui la feroit descendre, agit sans

ceſſe, & peut être conſidérée comme une multitude d'impreſſions ſucceſſives.

Si les eſpaces que parcourroit la lune en tombant perpendiculairement de ſon apogée ſont les mêmes que ceux que parcourt tout corps dans ſa deſcente, elle devroit tomber en deux minutes quatre fois autant qu'en une, puiſque les eſpaces ſont comme les quarrés des tems. Par conſéquent à ſon périgée, où nous ſuppoſons qu'elle eſt la moitié moins éloignée de terre, elle devroit, dans des tems égaux, tomber quatre fois autant qu'à ſon apogée.

Or, ſi comme tous les corps qui ſont à la ſurface de la terre, la lune eſt en effet aſſujettie à cette loi, elle doit la ſuivre également, ſoit qu'elle décrive une orbite, ſoit qu'elle tombe perpendiculairement. Car la force de projection ne peut pas empêcher l'effet de la puiſſance qui dirige la lune vers le centre de notre globe : elle peut ſeulement changer la direction perpendiculaire en une ligne courbe.

Mais nous venons de voir que dans la ſuppoſition, où la moindre diſtance de cette planete feroit la moitié de ſa plus grande, elle parcourroit à ſon périgée des arcs doubles de ceux qu'elle parcourroit dans des tems égaux à ſon apogée. Elle tomberoit donc quatre fois autant au-deſſous de la tangente, puiſque tous les arcs qu'elle décrit ſont de même courbure : elle parcourroit donc en deſcendant, quatre fois autant d'eſpace : la puiſſance, qui la dirigeroit vers la terre, feroit donc quadruple : elle augmenteroit donc comme le quarré des diſtances diminueroit ; c'eſt-

à-dire qu'elle ſeroit comme 4 à 1, lorſque les diſtances ſeroient comme 1 à 2.

Nous n'avons choiſi cette ſuppoſition que pour ſimplifier davantage ; & il eſt évident que les mêmes principes ont lieu dans toute autre. Quel que ſoit donc le rapport qu'il y ait entre la plus petite & la plus grande diſtance de la lune, il eſt démontré qu'elle obéit dans ſa deſcente à toutes les loix des corps peſans. Elle gravite donc vers le centre de la terre ; & nous voyons que ſa gravité agit en raiſon inverſe du quarré des diſtances.

La même puiſſance qui fait tomber les corps avec un mouvement accéléré, & qui contenant toutes les parties de la terre autour du centre, les empêche de ſe diſſiper, retient donc encore la lune dans ſon orbite & l'attire vers la terre, avec une force qui augmente & diminue : comme le quarré des diſtances diminue & augmente.

Or, les obſervations démontrent que les ſatellites de jupiter ſont aſſujettis dans leurs révolutions aux mêmes loix que la lune. Leur gravité eſt dirigée au centre de leur planete principale, puiſqu'un rayon tiré de chacun d'eux à ce centre, décrit des aires égales en tems égaux. A chaque inſtant ils tombent au-deſſous des tangentes de leur orbite, à proportion que le quarré de leur diſtance diminue.

Jupiter eſt donc par rapport à ſes ſatellites ce qu'eſt la terre par rapport à la lune. Les mêmes raiſonnemens ont lieu dans l'un & l'autre cas ; & puiſque les principes ſont les mêmes, les conſéquences ne ſauroient être différentes. Toutes les parties de jupiter gravitent donc vers un centre

commun. C'est cette gravité, qui fait toute la force de leur union ; & qui agissant en raison inverse du quarré des distances, retient chaque satellite dans l'orbite qu'il parcourt. Les observations autorisent à dire la même chose de saturne & de ses satellites.

L'analogie suffiroit pour faire juger des planetes principales, dans le grand système solaire, par les planetes secondaires dans le système de la terre, de jupiter & de saturne. Mais l'observation démontre encore que la même loi regle les mouvemens de tous les corps célestes. Car soit que l'on compare les mouvemens d'une planete avec ceux d'une autre, ou les mouvemens de chacune dans les différentes parties de son orbite elliptique, on découvre qu'elles sont toutes dirigées vers le soleil par une puissance, qui croît comme le quarré des distances diminue. Les cometes, qui se meuvent dans des ellipses si excentriques, ne sont pas une exception à cette loi, puisqu'elles descendent avec un mouvement accéléré, & remontent avec un mouvement retardé, décrivant toujours des aires égales en tems égaux ; & la différence qu'on remarque entre les ellipses des corps célestes, vient uniquement des différens degrés de force avec lesquels ils ont été projetés à certaines distances du soleil. En un mot, c'est le même principe qui les regle tous dans leurs mouvemens, c'est la gravité combinée avec la force de projection ; & les sections coniques dans lesquelles ils se meuvent, ne sont différentes, que parce que les forces avec lesquelles ils ont été projetés, sont différentes elles-mêmes.

La gravitation des corps vient de la gravita-

tion des parties dont ils sont composés & par conséquent la force de la gravité est à distances égales, comme la quantité de matiere. La gravitation est dont mutuelle entre tous les corps célestes; & elle agit en raison directe, si on n'a égard qu'aux masses, comme elle agit en raison inverse, si on a égard aux distances. C'est une action & une réaction par lesquelles tous les corps se balancent mutuellement. La terre gravite vers la lune de la même maniere que la lune gravite vers la terre: il en est de même de jupiter par rapport à ses satellites, de saturne par rapport aux siens, des planetes les unes par rapport aux autres, & du soleil par rapport à toutes les planetes. Ces conséquences sont démontrées par les irrégularités qu'on observe dans le mouvement de jupiter & de saturne, lorsqu'ils sont en conjonction, & par celles qu'on remarque encore dans le mouvement des lunes de jupiter, de saturne & de la terre. Ainsi la gravitation est un principe universel, qui réglant tous les corps célestes dans leurs cours, concilie jusqu'aux mouvemens les plus irréguliers, ou plutôt varie les mouvemens sans produire d'irrégularités réelles, & entretient l'harmonie dans toutes les parties du systême.

Quand on a prouvé que la gravité suit la raison inverse des quarrés des distances; il ne faut plus que des calculs pour découvrir en quelles raisons sont entr'elles les vîtesses des planetes, qui font leurs révolutions à différentes distances d'un centre commun: & c'est de la sorte que Newton a tiré de son principe la démonstration de la seconde analogie de Képler; que les quarrés des

tems périodiques font comme les cubes de diftances moyennes.

Je m'arrête, Monfeigneur; de plus grands détails demanderoient de trop grands calculs. S'il vous refte quelque curiofité, vous trouverez des écrivains qui la fatisferont mieux que moi : mais comme votre précepteur, je crois avoir affez fait, fi je vous ai donné une premiere idée des découvertes d'un grand homme; & vous comme prince, vous aurez bien d'autres calculs à faire que ceux de Newton, fi jamais vous avez un peuple à gouverner. Je n'ai traité dans cette occafion, comme dans beaucoup d'autres, des matieres qui font éloignées de votre genre, que parce que je fuis perfuadé qu'un prince doit favoir de tout, mais je ne penfe pas qu'il doive tout favoir. Bornez-vous donc, Monfeigneur, dans ces fortes de recherches; & n'oubliez jamais que votre premier devoir eft d'apprendre votre métier. Je ne vous parle pas des découvertes de Newton fur la lumiere, parce qu'on en fera quelque jour les expériences devant vous.

CHAPITRE X.

Considérations sur le progrès des sciences & sur celui des lettres.

QUAND on considere le progrès des connoissances depuis Copernic, il semble qu'on voie l'univers se former peu-à-peu.

Remarquez sur-tout, Monseigneur, qu'aussitôt qu'on a su observer, on a été conduit de découvertes en découvertes. Le chemin de la vérité s'ouvroit enfin : il se frayoit à mesure qu'on avançoit davantage : les vérités à découvrir touchoient les unes aux autres ; & elles paroissoient tellement liées, que si nous admirons à juste titre les génies auxquels nous en devons la connoissance, nous sommes étonnés de les voir quelquefois s'arrêter tout-à-coup, & laisser échapper une découverte à laquelle ils touchent.

Newton est certainement de tous les philosophes celui qui a le mieux connu cette route, que trace une suite de vérités liées les unes aux autres. Aussi s'est-il élevé aux plus sublimes connoissances. J'en conclus que celui qui a fait une premiere découverte, est capable d'en faire d'autres, toutes les fois qu'il est doué d'assez de sagacité, pour appercevoir cette liaison dont je parle. Voilà ce qui caractérise l'homme de génie. Il doit ce qu'il est à cette liaison qu'il apperçoit ; & c'est par elle qu'il va rapidement de connoissances en connois-

ſances. Quelques découvertes dues au haſard, comme les téleſcopes & les microſcopes, auroient pu ſe faire par la ſeule liaiſon des idées; ſi ceux qui portoient des lunettes, avoient ſu réfléchir ſur l'uſage dont elles leurs étoient. Mais pendant des ſiecles les ſavans ont été avides de connoiſſances, ſans ſavoir en acquérir. Ils ne reſſemblent que trop ſouvent à ces chiens de chaſſe, qui, avec beaucoup d'ardeur & peu d'odorat, ſautent par-deſſus le gibier ſans l'appercevoir. Il faut qu'en faveur de la juſteſſe, ils me paſſent cette comparaiſon.

Je vous ai fait voir ailleurs que tout l'art d'écrire porte ſur le principe de la plus grande liaiſon des idées; parce qu'en effet l'art de penſer n'a pas d'autre principe lui-même. A proportion que nous ſommes capables de ſuivre cette liaiſon, notre eſprit s'étend davantage: il voit chaque choſe à ſa place: il embraſſe à la fois une multitude d'objets: & les appercevant avec netteté, il les expoſe avec préciſion.

Plus vous réfléchirez ſur l'hiſtoire de l'eſprit humain, plus vous vous convaincrez de l'univerſalité de ce principe. Locke a remarqué que les fauſſes liaiſons d'idées ſont la folie, & il s'eſt arrêté là. Il étoit cependant facile de conclure que la vraie liaiſon des idées fait la raiſon: & en réfléchiſſant un peu ſur cette conſéquence, ce philoſophe eût vu que ce principe eſt l'unique cauſe de toutes les qualités de l'eſprit.

Ce chemin étoit certainement le plus court pour découvrir l'univerſalité de ce principe; & vous croirez, peut-être, que c'eſt celui que j'ai pris. Point du tout: je ne fais preſque que de

m'en appercevoir ; & actuellement que je suis arrivé, je vois que j'ai fait de grands détours.

Il y a des hommes de génie, qui ne paroissant pas suivre la trace que laisse la liaison des idées, semblent penser de grandes choses comme par inspiration. Mais lorsqu'on rapproche leurs vues, on voit facilement comment ce qu'ils ont de mieux tient à ce qu'ils ont dit de bien ; & comment ils ont été conduits, à leur insu, par le seul principe qui fait bien penser. Je crois que s'ils avoient connu ce principe, ils n'auroient presque dit que de bonnes choses ; & qu'on ne trouveroit pas dans leurs écrits des vues hasardées, des idées mal déterminées, des notions trop généralisées & des pensées fausses.

C'est ce principe qui a guidé tous les bons esprits au renouvellement des lettres ; & qui les a ramenés au vrai, lorsque les Grecs de Constantinople les avoient égarés dans une érudition pédantesque. Alors toutes les sciences & tous les arts firent à la fois des progrès rapides. On en est étonné ; & cependant il seroit bien plus étonnant que le génie, qui avoit appris à se conduire dans quelques genres, n'eût pas su se conduire également bien dans tous. Puisque toutes nos études tiennent les unes aux autres, elles doivent s'éclairer & contribuer mutuellement à leurs progrès. La marche de l'esprit est la même dans chacune ; l'objet change seulement, & quiconque sait apprendre une chose, & sait comment il l'a apprise, est capable d'en apprendre beaucoup d'autres.

La langue italienne s'est perfectionnée la premiere. Aussi c'est en Italie que les beaux-arts ont commencé avec le goût ; & Galilée eût donné à

ſa patrie la gloire d'être le berceau de la vraie philoſophie, ſi l'Allemagne n'avoit pas produit Copernic, Tycho-Brahé & Képler.

La France, encore groſſiere & barbare, n'avoit proprement ni langue, ni arts, ni ſciences, lorſqu'au ſeizieme ſiecle l'érudition grecque & latine s'y répandit. Cette révolution devoit accroître, & accrut la barbarie; parce qu'on n'étoit pas capable de chercher dans les anciens une élégance qu'on ne ſentoit pas. C'étoit aſſez de faire connoître qu'on les avoit lus, & avec quelque peu de choix qu'on puiſât dans leurs écrits, on étoit ſûr de ſe faire une grande réputation.

La langue étoit pauvre; & maniée par des eſprits qui ne ſavoient pas penſer; elle le paroiſſoit encore plus qu'elle ne l'étoit. Si les mots manquoient quelquefois, ſi les conſtructions étoient dures & embarraſſées, ſi les expreſſions figurées étoient exagérées & ſans goût; en un mot, ſi le ſtyle n'avoit ni netteté, ni préciſion; c'étoit plus la faute des écrivains que de la langue même. En effet, le françois de ce ſiecle a des graces dans Marot & dans Amiot, qu'il ne faut pas confondre avec leurs contemporains: mais le pedantiſme grec & latin permit rarement de les imiter.

On eſt étonné que François I, que les ſavans appellent le pere des lettres parce qu'il les protégea, n'en ait pas encore été le reſtaurateur. Il les eût ſans-doute fait fleurir davantage, s'il les eût protégées avec plus de diſcernement: mais il encouragea la fauſſe érudition plus que le goût, & ſes ſucceſſeurs ſuivirent ſon exemple. Lorſque les princes n'ont pas des lumieres au-deſſus de

leur ſiecle, ils eſtiment ſur parole, & ils ſe laiſſent égarer par le public qui ſe trompe.

> Ronſard . . . . .
> Réglant tout, brouilla tout, fit un art à ſa mode.
> Et toutefois long-tems eut un heureux deſtin:
> Mais ſa muſe en françois parlant grec & latin,
> Vit dans l'âge ſuivant par un retour groteſque,
> Tomber de ſes grands mots le faſte pédanteſque.

Ce Ronſard, né ſous François I en 1525, a vécu ſous les regnes de Henri II, de François II, de Charles IX & de Henri III. Comblé des bienfaits, & même de l'amitié de ces princes, ſurtout, de celle de Charles IX, il fut regardé lui-même comme le prince des poëtes. Les ſavans applaudirent à ſes vers, parce qu'ils y trouvoient du grec & du latin, & lorſqu'il mourut en 1585, toutes les muſes le célébrerent à l'envi. Vous pouvez juger, à cette réputation éclatante, du goût qui dominoit dans le ſeizieme ſiecle.

On pourroit croire que les guerres civiles, & ſur-tout les diſputes de religion auroient nui aux progrès des lettres. Il eſt vrai que tout ce qui ſortoit des écoles, étoit très-capable de corrompre le goût, s'il y en avoit eu; & que les queſtions qu'on agitoit avec enthouſiaſme, & pour leſquelles on s'égorgeoit, ont dû entraîner beaucoup d'eſprits qui auroient pu s'appliquer à d'autres études avec plus de ſuccès. Mais la principale cauſe du peu de progrès des lettres, c'eſt le mauvais goût, ſurchargé d'une érudition pédanteſque. Il étoit répandu partout, il régnoit à la cour parmi les vices, & il reſſembloit tout-à-fait aux mœurs.

Les guerres & les diſputes de religion n'ont point empêché de cultiver la poéſie. Le ſeizieme ſiecle a produit un grand nombre de poetes. Recherchés par les grands, protégés par les ſouverains, chéris même par Charles IX, qui ſe piquoit de faire des vers, il ne leur manquoit que du goût pour perfectionner leur art. Ils n'en auroient eu que trop d'occaſion dans ces tems malheureux, où parmi les horreurs & le crime, on s'occupoit continuellement de galanterie, de fêtes, & de plaiſirs : mais le fanatiſme qui étouffoit tout ſentiment d'humanité, permettoit-il de ſentir avec cette délicateſſe qui caractériſe le vrai goût ?

Enfin Malherbe vint. Il connut le premier le caractere de notre langue ; il l'aſſujettit aux regles du bon ſens ; & tout à coup il ſe fit dans les lettres une révolution ſemblable à celle qu'éprouvoit alors la philoſophie. Ronſard & ſes ſemblables tomberent dans le mépris, non par un retour groteſque, comme dit Deſpreaux, mais par un changement très-judicieux. Les bons eſprits ſe hâterent d'entrer dans la route qui leur étoit ouverte : le dix-ſeptieme ſiecle produiſit de grands poetes & de grands orateurs, comme de grands philoſophes : en un mot, tous les arts, toutes les ſciences, cultivés à la fois & avec le même diſcernement, ſe perfectionnerent enſemble. Je ne vous dirai rien de ces écrivains célebres qui ont fixé notre langue : aſſez d'autres ont differté ſur leurs ouvrages. Il vaut mieux les lire, & vous en avez déja lu pluſieurs.

Lorſque nous eumes de meilleurs écrivains, nous fimes une étude particuliere de notre lan-

gue,

gue : étude qui devint à la mode plus qu'aucune autre, parce qu'elle paroiſſoit à la portée du plus grand nombre. Il parut des volumes d'obſervations ſur le langage, & ces queſtions, ſouvent frivoles, faiſoient les délices des converſations. Cette manie donna naiſſance à ce qu'on nomma *les Puriſtes*.

Avant le dix-ſeptieme ſiecle on écrivoit ſans regles, & les poetes ſe permettoient tout, ſous prétexte de licence. Depuis on tomba dans l'excès oppoſé, & on voulut, avec des regles arbitraires, mettre des entraves au génie. C'eſt que les grammairiens qui entreprirent de ſe rendre les légiſlateurs du langage, n'avoient pas le goût des hommes de talens, qui ſe contentoient de bien écrire, ſans donner leurs obſervations ſur la langue. Ils calquerent la grammaire latine, ils prirent pour regle, que ce qui n'a pas été dit, ne peut pas être dit, ſur le principe que l'uſage eſt le ſeul maître des langues; & en conſéquence tout nouveau tour leur parut vicieux : ou du moins haſardé. Ils ne s'appercevoient pas qu'une langue ne peut ſe perfectionner, qu'autant que l'uſage change lui-même. Ils ne s'appercevoient pas même qu'ils étoient à la fin contraints d'approuver des expreſſions qu'ils avoient d'abord condamnées; & ils continuoient de dire qu'il ne faut employer que celles dont on s'eſt déja ſervi.

L'analogie eſt l'unique regle. Quand on la connoît, on peut ſe permettre tous les tours qui ne s'en écartent pas. C'eſt ce qu'ont fait les grands écrivains, qui ont enrichi notre langue. Peut-être même l'auroient-ils enrichie davantage, ſi la pédanterie des grammairiens ne les avoit pas

quelquefois rendus timides. Racine eſt un de ceux à qui elle a le plus d'obligation.

Pendant que le langage & la philoſophie ſe perfectionnoient, l'érudition, toujours pédante, tendoit à perpétuer le mauvais goût. Il eſt vrai qu'on étudioit l'hiſtoire avec un peu de critique: les diſputes de religion en avoient fait une néceſſité. Mais la prévention aveugle pour l'antiquité ſubſiſtoit dans toute ſa force: on continuoit de prodiguer l'érudition: on ne raiſonnoit que par autorité: on ne penſoit que d'après les anciens, & on jugeoit uniquement ſur leur parole.

Alors les partiſans des anciens & les partiſans des modernes formerent deux ſectes, qui ſe traiterent réciproquement avec mépris. Elles éleverent une diſpute qui a duré juſqu'à nos jours. Il s'agiſſoit de ſavoir à qui la préférence eſt due des anciens ou des modernes: queſtion qui n'a jamais été bien traitée; parce que les partiſans des anciens n'avoient lu que les anciens; que les partiſans des modernes étoient de beaux eſprits, qui ne connoiſſoient pas les progrès que la philoſophie avoit faits de leur tems. Les vrais philoſophes ne ſe mêlerent jamais dans cette diſpute, ils étoient ſans doute trop ſûrs d'avoir l'avantage, pour ne pas dédaigner d'entrer en lice.

Les érudits accoutumés à raiſonner ſur des hypotheſes, à l'exemple des ſectes anciennes, étudierent l'hiſtoire avec cet eſprit, & expliquerent juſqu'aux tems fabuleux avec des ſuppoſitions. Etoient-ils embarraſſés ſur un fait, ſur une époque, ſur une généalogie, ils faiſoient une hypotheſe, & ils la donnoient pour l'hiſtoire même. Ils n'avoient pas encore appris que, pour

être historien, il faut des monumens, comme il faut des obſervations, pour être philoſophe. Nous avons déja eu occaſion de remarquer, que lorſque les philoſophes étoient mauvais, les critiques ne l'étoient pas moins. Aujourd'hui que la vraie philoſophie eſt plus répandue, la critique en eſt devenue meilleure; & l'on commence à reconnoître qu'on ignore l'hiſtoire d'un tems, quand les événemens n'ont pas laiſſé de traces. Mais ceux qui les premiers ont élevé des doutes contre la crédule érudition ont cauſé de grands ſcandales.

La critique étant plus ſaine, on pourroit étudier aujourd'hui l'antiquité avec plus de fruit. Mais il eſt à craindre qu'on ne tombe dans un autre excès; & qu'après avoir porté l'érudition juſqu'au pédantiſme, on ne la néglige tout-à-fait.

D'après cet expoſé de l'hiſtoire des ſciences & des lettres, vous voyez que le goût a commencé avec l'étude des langues vulgaires; qu'il s'eſt perfectionné, lorſqu'il avoit déja fait aſſez de progrès pour puiſer avec diſcernement dans les anciens; que la vraie philoſophie ſe montrant preſque auſſitôt, nous avons eu de bons philoſophes après avoir eu de bons poëtes; & que la ſaine critique a été la derniere à ſe former.

CHAPITRE XI.

Des progrès de la politique.

Il eſt une ſcience qui étoit fort imparfaite avant le dix-ſeptieme ſiecle, qui l'eſt encore à bien des égards, & qui ſe perfectionne tous les jours, au moins quant à la théorie : c'eſt la politique.

En étudiant les différens gouvernemens, & en obſervant la conduite des bons & des mauvais princes, vous avez déja pu vous faire quelque idée de cette ſcience. Cependant vous ne ſauriez dire tous les objets qu'elle embraſſe. L'idée que vous en avez eſt donc incomplete, & il s'agit aujourd'hui de vous en faire une plus étendue.

La politique peut-être conſidérée par rapport aux nations étrangeres, & par rapport aux peuples qu'on a à gouverner.

L'objet de la politique, par rapport aux nations étrangeres, eſt d'en connoître le droit public, le gouvernement, les forces, les intérêts, les préjugés, les mœurs, les vues, les moyens & le caractere de ceux qui ont part à l'adminiſtration.

Par rapport aux peuples à gouverner, la politique embraſſe encore un plus grand nombre d'objets. Tels ſont les mœurs, les préjugés, l'induſtrie & le nombre des citoyens; l'étendue des terres, leur valeur & les moyens de les améliorer; les loix, les abus qui ſe ſont intro-

duits, les changemens à faire, les obſtacles auxquels on doit s'attendre, & la conduite à tenir pour les vaincre; l'agriculture, la milice, les finances, le commerce, les arts; en un mot, toutes les parties économiques.

Puiſque le ſouverain doit également ſa protection à tous les citoyens, il eſt de ſa politique de protéger toujours également l'induſtrie qui les fait vivre. Tous les arts qui contribuent au bien commun, ont plus ou moins de droits à la faveur, à proportion qu'ils ſont plus ou moins utiles à la ſociété entiere. C'eſt l'utilité générale que l'homme d'état doit toujours ſe propoſer: il ne feroit ni juſte, ni prudent de la ſacrifier à l'utilité de quelques membres, & d'oublier les arts généralement utiles ou néceſſaires, pour ne s'occuper que des arts moins utiles ou frivoles. Vous voyez que l'économie publique demande un génie vaſte, qui connoiſſe tout, qui peſe tout, & qui dirigeant tous les reſſorts du gouvernement, les entretienne dans une harmonie parfaite.

Il ſeroit difficile, ou plutôt impoſſible de trouver un pareil génie. Les hommes d'état, les mieux intentionnés & les plus habiles, ont fait des fautes par ignorance ou par précipitation, tant il eſt difficile de tout voir & de tout combiner, ſans tomber quelquefois dans l'erreur. Tel excelle dans des parties, qui eſt médiocre dans d'autres; & il ſe trouve naturellement porté à ſacrifier les choſes qu'il ſait moins conduire, aux progrès de celles qu'il conduit mieux. Mais les hommes d'état ne nuiſent jamais plus, que lorſqu'ils veulent ſe mêler de tout. Il ſeroit

ſées, nuiſoient d'autant plus aux progrès du gouvernement, qu'elles les aſſujettiſſoient à des barbares, qui ne connoiſſoient d'autres vertus que le courage. La paix, qui ſuccédoit à ces révolutions, amolliſſoit les conquérans, & en même-tems étouffoit dans le vaincu des lumieres, dont le vainqueur, faiſoit peu de cas. On ſe conduiſoit uniquement d'après les coutumes que l'uſage paroiſſoit conſacrer, & dont on s'étoit fait une habitude, ſans les avoir examinées. Enfin le joug de la ſuperſtition, qui entretenoit l'ignorance, ne laiſſoit pas la liberté de penſer; & le monarque adoré ſur ſon trône ne connoiſſoit d'autre loi que ſa volonté. Or, eſt-il poſſible qu'un peuple, qui ne ſent que la néceſſité de céder à la force, ſe faſſe des idées du droit naturel; & qu'un deſpote, qui, ſe voyant maître d'un vaſte empire, croit n'avoir à redouter aucune puiſſance, ſoupçonne qu'il a des ménagemens au moins à garder avec les nations voiſines? Il ne faut donc pas s'attendre à trouver les commencemens de la politique parmi les peuples de l'Aſie.

Les Grecs ſe trouverent dans des circonſtances plus heureuſes, lorſque, las des déſordres, ils demanderent des loix aux eſprits les plus éclairés. Une expérience qui tâtonne, introduit les abus, comme les réglemens les plus ſages: elle les autoriſe, elles les multiplie, elle permet rarement de les corriger. Les républiques de la Grece, formées par des légiſlateurs, ſe gouvernerent par des loix plutôt que par des coutumes. Leur légiſlation, ouvrage du génie, ne fut pas uniquement l'effet lent des circonſtances. Elles s'éclai-

rerent mutuellement, & elles eurent de bonne heure pour citoyens des hommes d'état. Voilà pourquoi les Grecs sont de tous les peuples de l'antiquité payenne, ceux qui ont eu les idées les plus saines sur le droit naturel.

Cependant au siecle même de Solon, la morale n'étoit encore qu'à sa naissance. Elle se bornoit à quelques maximes, exprimées avec précision; & il ne paroît pas qu'on l'eût assez approfondie pour en développer tout le systême. La célébrité, que les sept sages acquirent par apophthegmes, prouve assez que la morale étoit une science toute nouvelle pour les Grecs. Il faut même convenir que la plupart de ces sentences n'étoient pas ignorées des barbares: mais il semble que la connoissance qu'en avoient les Egyptiens, les Chaldéens & d'autres, bornée à la spéculation, fut réservée aux savans. Les Grecs, au contraire, enseignoient la pratique de ces maximes, parce qu'ils les pratiquoient. Ils ont prouvé par l'applaudissement, avec lequel ils les ont reçues, qu'ils étoient capables de connoître & d'aimer la vertu, & ils ont été vertueux.

Le droit des gens ne leur étoit pas inconnu. Comme chaque république étoit foible par elle-même, & que celles qui acquéroient le plus de puissance, avoient des tems de foiblesse; elles eurent toutes souvent occasion d'éprouver qu'au lieu de se nuire, elles devoient se donner mutuellement des secours, & s'opposer de concert à toute entreprise injuste. Les foibles sont faits pour réclamer la justice, & pour s'en faire des idées plus exactes.

Une chose a pu contribuer encore à donner

aux Grecs une idée auſſi ſaine du droit des gens ; c'eſt qu'ils ſe regardoient en quelque ſorte comme un ſeul peuple, ſorti d'une même famille. Mais ils n'étendoient pas ce droit des gens aux barbares. Ils les traitoient au contraire comme des ennemis naturels, contre leſquels ils ſe croyoient tout permis. Cette erreur pouvoit avoir pour cauſe le mépris qu'ils concevoient pour les autres nations, & les injuſtices qu'ils en avoient reçues.

Les républiques de la Grece, en conſidérant leur poſition & leurs intérêts, apprirent encore l'art de négocier, & de contracter des alliances pour maintenir une ſorte d'équilibre entr'elles. Cet art paſſa chez les Perſes, lorſqu'ils eurent éprouvé les forces des Grecs. Le grand roi employa les négociations, & s'occupa des moyens de viſiter les peuples qu'il craignoit de voir réunis contre lui. Philippe de Macédoine uſa dans la ſuite du même artifice pour les ſubjuguer.

Les progrès du commerce & des arts ſont une preuve que les gouvernemens de la Grece n'ont pas négligé l'économie politique. Je doute cependant qu'aucune république eût un plan qui en développât toutes les parties, & il me paroît qu'à cet égard les Grecs n'avoient pas de ſcience fondée en principes, mais ſeulement des connoiſſances pratiquées, dues à l'expérience.

Un gouvernement, conquérant par ſa conſtitution, ne permet pas de remonter aux vrais principes du droit naturel & du droit des gens. Auſſi les Romains ne les ont-ils point connus ; preſque toujours ſupérieurs en forces, s'ils ont voulu par prudence paroître juſtes, ils ont rarement ſenti

le besoin de l'être en effet. Conduits par les circonstances, ils se sont trouvés dans le chemin de l'ambition, & ils l'ont suivi. L'art militaire a été l'unique étude, à laquelle ils aient été portés par la nature du gouvernement, en sorte qu'ils n'en pouvoient pas faire d'autres, sans s'écarter de l'esprit qui dominoit dans la république. Bons soldats, ils pouvoient vaincre avec de mauvais généraux par l'effet de la discipline seule, & ils en ont souvent eu de bons. Enhardis par leurs succès, ils se persuaderent bientôt que les dieux les destinoient à l'empire du monde. Dès lors toutes leurs entreprises parurent justes à leurs yeux.

Ils ont peu connu l'art de négocier, parce qu'une puissance dominante commande & négocie peu, ou du moins ne négocie qu'autant qu'elle a intérêt de paroître respecter les droits des nations. D'ailleurs les peuples foibles venoient d'eux-mêmes au devant du joug ; & se croyant protégés contre leurs ennemis, ils aidoient à les subjuguer, pour être bientôt subjugués eux-mêmes.

Les cités voisines oserent d'abord résister, mais n'ayant pas su réunir leurs forces, elles firent des efforts inutiles. Quelques-unes commencerent à rechercher l'alliance du vainqueur, soit par l'impuissance de conserver autrement quelque espece de liberté, soit dans l'espérance de partager avec lui les dépouilles des vaincus. Cet esprit gagna peu à peu toute l'Italie. Il devoit se répandre à mesure que les armes des Romains feroient de plus grands progrès. Les cités les plus belliqueuses suivirent donc les unes après

les autres l'exemple de celles qui s'étoient soumises les premieres. Elles oublierent insensiblement qu'elles avoient une patrie, & elles n'eurent plus d'autre ambition que d'être romaines. Ce fut dans ces circonstances que la république s'apperçut qu'elle avoit des peines & des récompenses pour se les attacher; & la conduite habile qu'elle tint, fut moins son ouvrage, que celui de tous les peuples d'Italie.

Pauvres d'abord, parce qu'ils ne connoissoient pas les richesses, & assez riches parce que cette ignorance les rendoit sobres, les Romains commencerent à piller des peuples aussi pauvres qu'eux; & cet amour du pillage croissant avec les conquêtes ils s'enrichirent enfin des dépouilles des nations. La guerre suppléa au commerce qu'ils ne connoissoient pas; & ils ne transporterent les arts à Rome, que parce que les arts étoient une partie des dépouilles des peuples subjugués. Si vous parcourez donc leur histoire, vous reconnoîtrez qu'ils n'ont jamais été dans le cas d'approfondir toutes les parties de l'économie politique; & par conséquent, bien loin de songer à en former un corps de science, ils ne se sont conduits à cet égard qu'après des coutumes.

La barbarie, qui avoit commencé avec la décadence de l'empire romain, couvrit enfin toute l'Europe. Vous ne vous attendez pas à trouver des notions du droit de la nature & des gens, ni les vrais principes d'une sage administration parmi des nations féroces, qui ne connoissent d'autres loix que la force. Si quelquefois elles ont été conduites par de grands hommes, tels

qu'un Théodoric le Grand & un Charlemagne, elle ont été heureuses, sans être capables de remonter aux principes de leur bonheur ; & l'art de gouverner paroissoit un secret réservé à quelques génies, bien supérieurs à leur siecle.

Le désordre s'accrut avec le gouvernement féodal, & fut porté au comble lorsque la puissance ecclésiastique foula aux pieds les loix qu'elle devoit faire respecter par son exemple. On n'eut plus aucune idée du droit de la nature & des gens ; il ne resta aucune trace du droit public, on viola sans remords la foi des traités ; souvent même on s'y crut autorisé par le souverain pontife ; les nations ne connurent plus de lien ; les sujets oublierent la fidélité qu'ils devoient à leur prince ; l'assassinat des rois fut regardé comme une action pieuse ; & les maximes les plus monstrueuses, enseignées par des prêtres, prirent la place d'une religion, qui n'aime que la justice & la paix. Ces abus continuerent & se multiplierent jusqu'au dix-septieme siecle, & finirent par des guerres de religion, où le fanatisme & l'ambition armerent les peuples & les citoyens, & répandirent des flots de sang dans toute l'Europe.

Il y avoit deux siecles que les nations s'observoient mutuellement. Elles négocioient, elles traitoient, elles s'allioient. Mais ces alliances n'étoient que des ligues formées sans objet, & conduites sans dessein. Les passions, toujours aveugles régloient les démarches des souverains, qui ne connoissoient ni leurs intérêts, ni leurs forces, ni leurs droits ; & cependant l'Europe étoit baignée de sang.

Il étoit tems de remédier à des désordres, qui, ruinant le vainqueur comme le vaincu, faisoient le malheur général de l'Europe. Il s'agissoit de montrer aux peuples ce qu'ils se doivent les uns aux autres, & de combattre par conséquent l'ignorance, les préjugés & la superstition qui les armoient.

Pour remplir cet objet, il falloit créer une science qu'il étoit bien difficile d'enseigner aux nations. Grotius osa le premier le tenter, dans son *droit de la guerre & de la paix*; ouvrage auquel il travailla les premieres années de la guerre de trente ans, & qu'il publia en 1625.

L'Allemangne, qui cherchoit alors des secours pour défendre sa liberté contre les entreprises de Ferdinand II, trouva bientôt après dans Gustave Adolphe un héros & un conquérant. De ce moment ses provinces furent continuellement ravagées, autant par ses propres troupes, que par les armées étrangeres, qui erroient les unes & les autres, comme des hordes dans un pays où tout seroit au premier occupant. Il n'y avoit donc point alors de nation, qui sentît mieux le besoin d'un droit des gens, établi sur de bons principes, & généralement reconnu. Aussi l'ouvrage de Grotius eut-il en Allemagne le plus grand succès; il y fut enseigné dans les écoles, & il eut de bonne heure le sort des livres anciens, c'est-à-dire, qu'il fut fort commenté & fort obscurci.

Quoique Grotius eût pour objet d'établir les principes du droit naturel, du droit des gens & du droit public, & de résoudre d'après ces principes les questions qui intéressent le bonheur

des peuples, il intitula son ouvrage *le droit de la guerre & de la paix.* Il parut par là se renfermer dans un plan moins étendu que celui qu'il se proposoit : mais il usa de cet artifice, parce qu'il écrivoit dans un tems où ce titre devoit, plus que tout autre, attirer l'attention des puissances de l'Europe. Il eut la gloire d'avoir pour lecteur le grand Gustave, qui desirant de s'attacher un écrivain dont il estimoit les talens, étoit au moment de l'appeller à son service, lorsqu'il fut tué en 1632 à la bataille de Lutzen. Peu de tems après, le chancelier Oxenstiern, qui ne l'estimoit pas moins, se fit un devoir de se conformer aux intentions du roi son maître, & nomma Grotius ambassadeur de Suede à la cour de France.

L'estime de Gustave & celle d'Oxenstiern suffisent pour déterminer la vôtre. Grotius est en effet un homme de génie, qui commence à répandre la lumiere. Malgré les progrès que faisoit l'esprit humain, les puissances de l'Europe, dans la plus grande ignorance des matieres qu'il traite, ne songeoient pas même à s'en instruire; & il semble leur enseigner l'art de défricher des terres, que la barbarie avoit jusqu'alors laissées sans culture. Cependant ses principes ne sont pas toujours exacts; il ne les développe pas assez; il manque de méthode. Il raisonne avec profondeur : mais il est difficile de le suivre, parce qu'il n'a pas su saisir cet ordre simple, qui ne se trouve que dans la plus grande liaison des idées; & qui rejette tout ce qui est superflu. Enfin il embarrasse ses raisonnemens, en produisant l'érudition pour les éclaircir, & il

juge d'après l'autorité, quoiqu'il fut capable de mieux juger par lui-même. Malgré ces défauts, qui sont ceux de son siecle, son ouvrage mérite d'être étudié. Il a créé une science qui seroit la plus utile si elle étoit connue; & il a éclairé ceux qui, après lui, s'y sont appliqués avec plus de succès.

Ses vues étoient saines: on n'en peut pas dire autant de Thomas Hobbes. Génie pénétrant, celui-ci eût été fait pour développer les principes du droit de la nature & des gens, s'il eût été capable de raisonner sans prévention. Il avoit de l'ordre, de la méthode, de la netteté, de la sagacité: mais bien loin d'être en garde contre les préjugés, que l'éducation lui avoit donnés, & que les circonstances où il vivoit, nourrissoient en lui, il ne fit un systême que pour les établir. Naturellement porté aux paradoxes, il secoua tout-à-fait le joug de l'autorité: il crut juger par lui-même, lorsqu'il posa des principes, qui choquoient les idées les plus reçues, & il les prit pour des vérités, parce qu'ils le confirmoient dans des opinions, qu'il avoit adoptées sans examen.

Né en Angleterre en 1588, & ayant vécu jusqu'en 1679, Hobbes vit naître les dissentions sous les Stuarts, & fut témoin des guerres qui déchirerent sa patrie. Les maximes des Episcopaux, dans lesquels il avoit été élevé, lui inspiroient de la haine contre les Presbytériens; & l'animant d'un zele outré pour la monarchie, elles lui faisoient voir dans le monarque une puissance de droit arbitraire, sans bornes, & dont la volonté seule a force de loi. Les max-

heurs de l'Angleterre, qu'il attribuoit à la démocratie, le confirmerent dans cette pensée. Il crut que l'autorité illimitée du prince étoit absolument nécessaire pour maintenir la tranquillité dans l'état, jugeant que la paix dépend du commandement, le commandement des armes, & que les armes ne peuvent assurer l'obéissance, si elles ne sont entre les mains d'un seul.

Afin d'établir le despotisme, il cherche les principes du droit dans un état de nature, qu'il imagine contre un état de guerre de tous contre tous; & il se représente le droit que chacun a de se conserver, comme un droit qui s'étend sur tout, même sur les personnes. Dans cette hypothese, il est évident que tout est au plus fort, que la force seule fait le droit, & que par conséquent l'autorité la plus injuste devient légitime, si elle est soutenue par la force.

Hobbes auroit dû voir que ses principes pouvoient être aussi favorables à Cromwel qu'à Charles I. Si d'ailleurs il eût remarqué que la puissance arbitraire, que s'arrogeoient les Stuarts, avoit été le prétexte de la révolte des Presbytériens, il auroit jugé que ces rebelles n'étoient pas faits pour croire au despotisme, & que le moyen de les ramener à l'obéissance n'étoit certainement pas de leur offrir sans déguisement un despote dans le souverain. Les ouvrages dans lesquels cet écrivain établit sa doctrine, sont le traité du Citoyen & son Léviathan. Le premier parut en 1642, & l'autre quelques années après.

Le droit de la nature & des gens, que Pufendorff publia en 1672, est plus méthodique & mieux raisonné, que tout ce qu'on avoit fait jusqu'alors

jusqu'alors en ce genre. Cet écrivain judicieux, avec moins de génie que Grotius & que Hobbes, a mieux réussi, parce qu'il a su profiter des erreurs de l'un & de l'autre, comme de leurs lumieres. Cependant il n'avoit point encore assez de philosophie pour développer & rassembler toutes les parties de cette science dans l'ordre le plus exact, & d'après les principes les plus simples.

On a beaucoup écrit depuis sur le droit de la nature & des gens ; & les questions les plus importantes me paroissent suffisamment éclaircies, si les puissances de l'Europe veulent être équitables. Mais après vous avoir montré cette science dans ses commencemens, il seroit inutile de vous parler de tous les écrivains qui en ont cultivé quelques parties : car il vous importe bien plus d'étudier leurs ouvrages, que de savoir ce que j'en pense. Je vous les indiquerai, quand il en sera tems ; & je vous préparerai à les lire avec fruit, autant du moins que j'en serai capable. C'est dans le dix-huitieme siecle qu'on s'est sur-tout appliqué à ce genre d'étude, & qu'on a plus travaillé pour votre instruction. Aucun des objets de la politique n'a été oublié. On a écrit sur les gouvernemens, sur les loix, sur le droit public, sur l'art de négocier, sur les finances, sur le commerce, sur les manufactures, sur l'agriculture, sur l'art de la guerre, en un mot sur toutes les parties de l'économie publique. Je ne vous citerai que l'*esprit des loix* de Mr. de Montesquieu ; ouvrage où il y a des grandes vues & beaucoup de génie.

CHAPITRE XII.

Des progrès de l'art de raisonner.

Il vous paroîtra peut-être étonnant, que j'aie oublié de faire l'histoire de la métaphysique : mais c'est que je ne sais pas ce qu'on entend par ce mot. Aristote, croyant créer une science, s'avisa de ramasser toutes les idées abstraites & générales, telles que l'être, la substance, les principes, les causes, les relations, & d'autres semblables. Il considéra toutes ces idées dans un traité préliminaire : qu'il appella *sagesse premiere*, *philosophie premiere*, *théologie*, *&c.* Après lui Théophraste, ou quelque autre péripatéticien, donna le nom de métaphysique à ce ramas d'idées abstraites. Voilà donc la métaphysique : c'est une science où l'on se propose de traiter de tout en général, avant d'avoir rien observé en particulier ; c'est-à-dire, de parler de tout, avant d'avoir rien appris : science vaine, qui ne porte sur rien, & qui ne va à rien. Puisque nous nous élevons des idées particulieres aux notions générales, celles-ci ne sauroient être l'objet de la premiere des sciences.

Comme il est nécessaire d'analyser les objets pour nous élever à de vraies connoissances ; il faut absolument mettre de l'ordre dans nos idées, en les distribuant dans des classes différentes, & en donnant à chacune des noms, auxquels nous les puissions reconnoître. C'est-là

tout l'artifice des notions plus ou moins générales. Si les analyses ont été bien faites, elles nous conduisent de découvertes en découvertes; parce qu'en nous montrant comme nous avons réussi, elles nous apprennent comment nous pouvons réussir encore. Le caractere de l'analyse est de nous conduire par les moyens les plus simples & les plus courts.

Cette analyse n'est pas une science séparée des autres. Elle appartient à toutes: elle en est la vraie méthode, elle en est l'ame. Je la nommerai métaphysique, pourvu que vous ne la confondiez pas avec la science premiere d'Aristote.

Cette métaphysique n'est pas même la premiere science. Car sera-t-il possible d'analyser bien toutes nos idées, si nous ne savons pas ce qu'elles sont & comment elles se forment? Il faut donc avant tout en connoître l'origine & la génération. Mais la science qui s'occupe de cet objet n'a pas encore de nom, tant elle est peu ancienne. Je la nommerois psychologie, si je connoissois quelque bon ouvrage sous ce titre.

Comme on n'a fait de bonnes grammaires & de bonnes poétiques, qu'après avoir eu de bons écrivains en prose & en vers; il est arrivé qu'on n'a connu l'art de raisonner, qu'à proportion qu'on a eu de bons esprits, qui ont bien raisonné dans différens genres. Vous pouvez juger par-là que cet art a fait ses plus grands progrès dans le dix-septieme & dans le dix-huitieme siecles.

En effet la vraie méthode est due à ces deux

fiecles. On l'a d'abord connue dans les fciences, où les idées fe forment naturellement, & fe déterminent prefque fans difficulté. Les mathématiques en font la preuve. On n'a pas été auffi heureux dans les fciences, dont l'objet ne tombe pas fous les fens; parce qu'il n'étoit pas auffi facile de déterminer le nombre & la qualité des idées, qui entrent dans la compofition de chaque notion complexe. Telle eft la politique. Auffi eft-il arrivé à Grotius & à Pufendorff de déterminer fouvent mal leurs idées & d'être par conféquent dans l'impuiffance d'analyfer bien les fujets qu'ils traitent.

Je n'ai pas le courage de vous parler de ceux qui avant le renouvellement des fciences, ont tenté d'enfeigner l'art de raifonner. Si des Tartares vouloient faire une poétique, vous penfez bien qu'elle feroit mauvaife, parce qu'ils n'ont pas de bons poëtes. Il en eft de même des logiques, qui ont été faites avant le dixfeptieme fiecle.

Il n'y avoit alors qu'un moyen pour apprendre à raifonner; c'étoit de confidérer les fciences dans leur origine & dans leurs progrès. Il falloit d'après les découvertes déja faites, trouver les moyens d'en faire de nouvelles; & apprendre, en obfervant les égaremens de l'efprit humain, à ne pas s'engager dans les routes qui conduifent à l'erreur. Une pareille entreprife demandoit un génie fage, jufte, étendu. Tel fut Bacon, chancelier d'Angleterre.

Né en 1561, il a été contemporain de Képler & de Galilée, il a vécu fous les regnes d'E-

lisabeth & de Jacques I, & il est mort en 1626, la seconde année du regne de Charles I.

Son grand ouvrage a pour titre *du rétablissement des sciences.* Fait pour les embrasser d'un coup d'œil & pour y répandre la lumiere, il guide l'esprit humain, que les Grecs avoient égaré, & à qui la barbarie & la superstition paroissoient avoir fermé pour toujours le chemin de la vérité. Dans le plan qu'il trace des sciences, il montre les progrès qu'elles ont faits & les causes qui les ont retardées; il enseigne les moyens de contribuer à leur avancement, & d'en écarter l'erreur; il indique les recherches qui ont été négligées jusqu'à lui; il crée de nouveaux objets d'étude; en un mot, il semble mettre sous les yeux, comme dans un tableau, toutes les découvertes qui ont été faites, & toutes celles qui restent à faire. Tel est l'objet de la premiere partie de son ouvrage, qu'il intitule *de l'accroissement des sciences.* C'est en observant les sciences dans ce point de vue, qu'il découvre l'unique méthode à suivre, il l'expose dans son *novum organum*; la seconde & la principale partie de son ouvrage.

On lui reproche de changer la signification des mots, d'en créer de nouveaux, & d'affecter un langage qui n'est qu'à lui. Il pouvoit user de cette liberté, puisqu'il avoit des vues toutes neuves: mais il est vrai qu'il en abuse quelquefois. C'est encore avec fondement qu'on se plaint des subdivisions qu'il multiplie trop. Je ne sais même, si, en divisant les sciences & les arts par rapport aux trois facultés de l'entendement, la mémoire, l'imagination & la raison, il a

ſuivi l'ordre le plus ſimple & le plus naturel. Cette diviſion eſt au moins tout-à-fait arbitraire, & il me ſemble qu'il eût été mieux de conſidérer les ſciences en elles-mêmes: car on les confond, quand on les diſtingue par rapport à trois facultés, qui ne s'occupent pas d'objets tout-à-fait différens, & dont au contraire le concours eſt néceſſaire dans toutes nos études. Je pourrois ajouter que le nombre de trois, auquel on réduit les facultés de l'entendement, n'eſt pas lui-même une diviſion exacte. Ce n'eſt que le réſultat d'une analyſe, groſſiérement faite: réſultat qu'on reçoit par conventions, & qu'on rejeteroit, ſi on analyſoit mieux.

Lorſque je me propoſe de vous faire connoître la méthode de Bacon, mon deſſein n'eſt pas de traduire ſon *novum organum*, ni même de vous en donner une analyſe complete. J'en extrairai ſeulement les choſes, qui vous montreront la marche de l'eſprit de ce philoſophe, & qui vous apprendront à guider le vôtre. Afin d'exciter vôtre attention, ſuppoſez que c'eſt lui qui va vous parler.

„ Les hommes ne connoiſſent bien ni leurs „ richeſſes, ni leurs forces; jugeant celles-là „ plus grandes qu'elles ne ſont, & celles-ci plus „ petites. Tantôt perſuadés que tout a été dit, „ & que nous ſommes venus trop tard pour „ prétendre à des découvertes; ils croient ſavoir „ tout ce qu'il eſt poſſible de connoitre, & „ ils eſtiment ſottement juſqu'à des ſciences qu'ils „ n'entendent pas. D'autres fois ſe méfiant trop „ d'eux-mêmes, ils déſeſpérent de pénétrer dans „ la nature, qui leur paroît incompréhenſible,

„ & ils se consument dans des occupations frivoles. On diroit que les Grecs & après eux les barbares, ont élevé des colonnes au dernier terme où ils sont arrivés; & nous avons la simplicité de croire que nous ne pouvons pas aller plus loin.

„ Les arts se perfectionnent, les progrès en sont même rapides tandis que les sciences n'avancent pas, ou que même elles dégénerent. Elles ont été long-tems comme des eaux jaillissantes, qui ne peuvent s'élever au-dessus du niveau d'où elles sont tombées. C'est ainsi qu'elles ont jailli chez les Romains: mais chez les barbares elles ont peu jailli, encore ont-elles été fort bourbeuses. Il n'en a pas été tout-à-fait de même des arts, parce que les artistes, forcés à prendre l'expérience pour guide, peuvent toujours trouver de nouvelles ressources dans la nature: ressources dont les philosophes sont privés, parce qu'ils ne consultent que leurs préjugés & leur imagination.

„ Il faut donc se soumettre à la nature, pour s'en rendre maître. On ne la connoît qu'autant qu'on observe: & puisque nous ne pouvons pas la forcer à être telle que nous l'imaginons, c'est à nous à la voir telle qu'elle est. Peut-être ne se cache-t-elle pas autant qu'on le pense; ou du moins elle ne se cache souvent que pour se faire découvrir. Elle joue en quelque sorte avec nous, & se moquant de ceux qui la cherchent où elle n'est pas, elle se laisse volontiers saisir par ceux qui l'épient.

„ Après avoir jeté un coup d'œil sur quelques effets, les philosophes se sont hâtés de faire

„ des principes généraux : & comme si la vérité „ devoit leur être révélée par une inspiration „ intérieure ; ils ont interrogé leur imagination ; „ & accommodant la nature à leurs principes, „ ils ont rendu des oracles.

„ Mais il ne faut pas croire que par cette voie, „ l'esprit humain puisse s'élever à de vraies con- „ noissances. Si dans les méchaniques les hom- „ mes n'avoient employé que leurs mains, com- „ me dans les sciences ils n'ont employé que leur „ esprit, les arts seroient encore à créer. En „ effet, pourroit-on, par exemple, sans le se- „ cours de machines dresser un obélisque, quand „ même on multiplieroit les bras, quand on choi- „ siroit les plus forts ? Comment donc les gé- „ nies, quoique choisis, quoique en grand nom- „ bre, avanceront-ils dans les sciences, si, dé- „ nués de tout secours, ils sont abandonnés à „ eux-mêmes.

„ Il semble qu'on ait senti la nécessité d'une „ bonne méthode ; mais on y a pensé trop tard, „ & lorsque l'esprit imbu des préjugés, avoit „ déja contracté toutes sortes de mauvaises ha- „ bitudes. La dialectique n'a jamais été propre à „ le corriger : elle l'entretient plutôt & le con- „ firme dans ses erreurs ; parce que ce n'est qu'un „ jargon, qui apprend à disputer sur tout, & „ qui n'apprend point à se faire des idées. Il faut „ d'autres machines que les regles des syllogis- „ mes pour aider l'esprit.

„ Il seroit ridicule de prétendre faire mieux „ qu'on a fait, si nous n'avions pas d'autres „ moyens que ceux qui ont été employés jusqu'à „ présent. Mais si connoissant la foiblesse de no-

„ tre esprit, nous l'aidons des secours dont il a „ besoin ; il sera raisonnable de se promettre plus „ de succès. Celui qui éleve de grands poids „ avec un levier, ne se pique pas d'être plus fort „ que celui qui se sert seulement de ses bras. „ Nous n'avons donc pas la vanité de nous croi- „ re supérieurs en génie : mais le hasard nous a „ fait trouver un levier, & nous nous propo- „ sons de nous en servir.

„ Il s'agit d'abord d'écarter les préjugés, es- „ peces d'idoles, dont l'ignorance & la supersti- „ tion sont l'objet de notre culte. Non-seulement „ les préjugés nous ferment le chemin de la vé- „ rité, mais encore, lorsque nous y sommes en- „ gagés, ils s'offrent continuellement à nous, „ semblables à ces fausses lueurs, qui se montrent „ dans les ténebres, & qui nous égarent.

„ Les premiers préjugés sont ceux que je nom- „ me *idola tribus*. Il y a des défauts de famille „ dans les raisons des princes : il est difficile de „ s'en défaire ; on ne le veut pas même, parce „ qu'on croiroit dégénérer. La famille d'Adam „ est dans le même cas : elle a des préjugés qui „ nous sont communs à tous. Il faudroit être „ quelque chose de plus qu'homme, pour n'y „ point participer ; comme il faudroit être quel- „ que chose de plus que prince, pour n'en avoir „ pas quelques défauts.

„ Les préjugés de famille sont en grand nom- „ bre, parce qu'ils sont fondés sur la nature de „ l'entendement, qui d'ordinaire accommode „ tout à lui, au lieu de s'accommoder aux cho- „ ses. Trop paresseux pour analyser la nature,

„ nous nous hâtons d'abstraire, & de nous faire „ des principes généraux : nous supposons des „ ressemblances faites, lorsqu'au premier coup „ d'œil nous ne voyons pas des différences ; nous „ imaginons un certain ordre, que nous nommons régulier, parce que nous le concevons „ plus facilement : nous aimons à juger d'après „ les premieres impressions que nous avons reçues dans l'enfance, trouvant plus commode „ de les prendre pour regles, que de la rappeller à l'examen : nous nous arrêtons sur les „ choses qui nous frappent immédiatement les „ sens, pour n'avoir pas la peine de porter la „ vue au delà ; enfin toujours jouets de nos passions, si elles changent, nous ne tenons plus „ à nos opinions ; si elles ne changent pas nous „ y tenons avec opiniâtreté. C'est que notre esprit „ qui se répose dans ces principes généraux, „ dans ces ressemblances, dans cet ordre prétendu régulier, dans les impressions de l'enfance, „ & en général dans tout ce qui lui plaît, croit „ n'avoir plus rien à chercher. Telles sont les „ principales causes des *préjugés de famille*.

„ Une autre espece de préjugés, que je nommerai *idola specus*, ont leurs sources dans le „ tempérament de chaque individu, dans son „ éducation, dans ses habitudes, & dans les „ circonstances particulieres, ou même fortuites „ où il s'est trouvé. Par ce concours de causes, „ qui produit une infinité de préjugés différens, notre entendement devient comme un „ antre obscur, où la lumiere ne pénétre jamais, „ & où nous prenons des ombres pour des choses réelles.

„ Dans le commerce que les hommes ont en-
„ tre eux, ils ſe communiquent mutuellement
„ des préjugés, que chacun ſe fait à ſoi-même,
„ & que je nomme *idola fori.* Ces préjugés vien-
„ nent du vice des langues, qui eſt tel, que
„ nous faiſons prendre à ceux qui croient juger
„ comme nous, des opinions que nous n'avons
„ pas. Car les mots que l'uſage fait, ſont ſi mal
„ déterminés, qu'on a ſouvent bien de la peine
„ à ſaiſir notre penſée, & que nous nous en
„ avons tout autant à l'expliquer. On croit cor-
„ riger ce défaut avec des définitions. Mais les
„ définitions ſont compoſées de mots; en ſorte
„ qu'il arrive que les mots ne produiſant que
„ des mots, nous nous embarraſſons de plus en
„ plus. Combien de queſtions, d'opinions & de
„ diſputes ſont nées du ſeul abus du langage?

„ Enfin il y a des préjugés qui nous viennent
„ des chefs de ſectes, & que j'appelle *idola thea-*
„ *tri*; parce que les ſyſtèmes philoſophiques
„ ne ſont que des fables, ainſi que les pieces
„ qu'un poëte met ſur le théâtre. Seulement les
„ philoſophes obſervent un peu moins les regles
„ de la vraiſemblance.

„ Il ſeroit impoſſible de faire l'énumération
„ de tous nos préjugés, & même inutile de le
„ tenter; car il ſuffit de les conſiderer dans leurs
„ cauſes, pour apprendre à s'en garantir. On
„ voit alors qu'il faut commencer par douter,
„ & que notre doute doit ſe répandre ſur tou-
„ tes nos idées ſans exceptions. Elle doivent tou-
„ tes nous paroître ſuſpectes; parce que ſi nous
„ en conſervions quelques-unes, ſans les avoir
„ examinées, elles pourroient nous jeter dans

„ de nouvelles erreurs, & donner naiſſance à „ de nouveaux préjugés. Il faut donc conſidérer „ l'entendement humain comme une table raſe, „ où nous avons tout effacé, & où il s'agit de „ graver d'après de bons deſſins.

„ Nous terminerons nos idées dans de juſtes „ proportions, ſi commençant aux perceptions, „ qui viennent immédiatement des ſens, nous „ nous élevons par degrès d'abſtractions en „ abſtractions, ſans jamais perdre de vue les „ choſes que nous entreprenons d'analyſer. Il „ faut que l'eſprit s'appuie toujours ſur les „ faits: l'expérience & l'obſervation ſont com„ me des poids, qui doivent ſans ceſſe le ra„ mener à la nature & l'empècher de prendre „ trop d'eſſor.

„ Je dis l'expérience & l'obſervation: car il „ ne ſuffit pas d'obſerver la nature dans le cours „ qu'elle ſuit d'elle-même & librement; il faut „ encore la violenter par des expériences, la „ tourmenter, la vexer.

„ Les faits que nous aurons recueillis, nous „ conduiront d'abord à des axiomes peu géné„ raux. Ces axiomes nous indiqueront des ex„ périences & des obſervations, qui ayant été „ faites, nous découvriront de nouveaux faits; „ & ces faits, ſuivant l'analogie qu'ils auront „ avec les premiers, étendront ou limiteront les „ axiomes, & les détermineront avec préciſion.

„ Si nous allons de la ſorte des faits aux axio„ mes, & des axiomes aux faits, pour remon„ ter encore aux axiomes, & ainſi continuelle„ ment; nous généraliſerons avec ordre, & nos „ principes, puiſés dans la nature, offriront des

„ idées exactes que l'expérience ou l'obſervation
„ aura déterminées. Il faut ſur-tout monter &
„ deſcendre par degrés, ſans jamais ſe laſſer dans
„ cette route pénible, ſans jamais franchir d'in-
„ tervalle. Car le chemin de la vérité étant rem-
„ pli de haut & de bas, il eſt plus ſage de deſ-
„ cendre pour remonter, & de ramper en quel-
„ que ſorte ſur les faits, que de s'élancer de hau-
„ teur. Ceux qui veulent s'élever tout-à-coup au
„ plus haut, n'y arrivent jamais.

Voilà, Monſeigneur, la maniere dont Bacon étudioit la nature. Il s'eſt ſur-tout appliqué à la philoſophie expérimentale. Il en a été le reſtaurateur, ou plutôt le créateur : car ſi avant lui on avoit des morceaux d'hiſtoire naturelle, ce n'étoient que des matériaux pour la philoſophie naturelle, qu'on ne connoiſſoit pas encore. Depuis ce philoſophe, cette ſcience n'a fait des progrès, qu'autant qu'on s'eſt tenu dans la route qu'il avoit ouverte.

Je viens de vous donner une idée bien abrégée de ſa méthode, & quoique j'aie tâché d'en conſerver l'eſprit, j'avoue que je vous l'ai expoſée à ma maniere, qui n'eſt pas la meilleure en elle-même, mais qui doit être plus à votre portée, parce que vous y êtes plus accoutumé. Il ſemble que j'aurois dû joindre des exemples aux préceptes : mais il ſera bien mieux que vous en trouviez vous-mêmes ; & vous en trouverez, ſi vous cherchez dans votre mémoire avec quelque attention.

Deſcartes a perfectionné l'art de raiſonner en géométrie. Les autres ſciences ne lui ont pas la même obligation. Il a reconnu, comme Bacon,

qu'il faut commencer par douter de tout; mais il s'est trouvé fort embarrassé dans son doute, parce que croyant que les idées sont innées, il n'imaginoit pas les devoir refaire. Il s'est donc vu dans la nécessité de continuer de douter, ou de raisonner d'après ces préjugés, & il a pris ce dernier parti.

La principale regle qu'il s'est faite, & que ses sectateurs font valoir comme un grand principe, est qu'il faut s'assurer de l'évidence, & ne rien affirmer que sur des idées claires & distinctes. Cependant ni lui, ni aucun Cartésien n'a su nous apprendre à quel signe on peut reconnoître l'évidence, ni comment nos idées sont claires & distinctes. Cela n'est pas étonnant puisqu'ils ne savent pas même dire ce que c'est qu'une idée. Ils n'en parlent au moins que d'une maniere fort vague. Ils se sont, sur-tout, égarés en physique, parce qu'ayant négligé l'observation & l'expérience, ils se sont hâtés de voler aux principes, & ils ont bâti des systêmes. Ils auroient dû étudier Bacon.

Ce dernier philosophe regrettoit que personne n'eût encore entrepris d'effacer toutes nos idées, & d'en graver de plus exactes sur l'entendement humain, comme sur une table rase. Locke ne laisse plus lieu à de pareils regrets. Persuadé qu'on ne peut connoître l'esprit qu'en observant, s'il s'est ouvert & frayé une route qui n'avoit point été battue avant lui. Il a pu former ce dessein, & tenter de l'exécuter, en considérant les progrès que les sciences devoient de son tems à l'expérience & l'observation : mais il a la gloire que ses découvertes n'ont été préparées par aucun de

ceux qui avoient écrit avant lui ſur l'entendement humain.

Après avoir démontré qu'il n'y a point d'idées innées, il en explique la génération, il analyſe l'entendement, il montre l'abus des mots, il fait voir l'uſage qu'on en doit faire, il indique les moyens d'étendre nos connoiſſances, il écarte les obſtacles qui s'y oppoſent, il meſure les degrés de certitude, & il marque les bornes de l'entendement.

Si je me ſuis fait, pour vous inſtruire, une méthode ſimple & claire, ſi j'ai réuſſi à vous donner des connoiſſances, ou du moins à vous préparer à en acquérir; c'eſt à ce philoſophe, Monſeigneur, que j'en ai ſur-tout l'obligation, puiſque c'eſt lui qui a le plus contribué à me faire connoître l'eſprit humain. Je ne puis pas dire, comme il l'auroit pu lui-même, que perſonne ne m'a ouvert la route dans laquelle je ſuis entré; car il me l'a ouverte & même applanie dans bien des endroits. Je ne ſuis que plus embarraſſé à vous parler de ce grand eſprit; parce que ſi je le critique, on m'accuſera de le vouloir déprimer; & ſi je le loue, on formera contre moi d'autres ſoupçons. Il faut bien cependant que je vous diſe ce que j'en penſe. Je le ferai en peu de mots, & je ne m'appeſantirai ni ſur les critiques, ni ſur les louanges.

Ses ouvrages ſont ſon éloge. *L'eſſai ſur l'entendement humain* eſt celui qui a le plus de rapport au ſujet de ce chapitre. Il eſt neuf pour le fond & en général pour les détails; & Locke y montre une ſagacité ſinguliere, ſoit qu'il obſerve, ſoit qu'il raiſonne d'après ſes obſervations. Mais il

manque d'ordre : en négligeant de mettre les choses en leur place, il tombe dans des répétitions ; il ne rapproche pas les observations, qui peuvent s'éclairer mutuellement ; il n'en recueille pas toutes les conséquences ; il laisse échapper des vérités, qu'il sembloit devoir saisir ; & il devient quelquefois obscur & même peu exact. L'analyse qu'il donne de l'entendement humain est imparfaite. Il n'a pas imaginé de chercher la génération des opérations de l'ame : il n'a pas vu qu'elles viennent de la sensation, ainsi que nos idées, & qu'elles ne sont que la sensation transformée : il n'a pas observé que l'évidence consiste uniquemenent dans l'identité, & il n'a pas connu que la plus grande liaison des idées est le vrai principe de l'art de penser. Il touchoit presque à toutes ces découvertes ; & il eût pu les faire, s'il eût traité son sujet avec plus de méthode.

Ce philosophe a reconnu une partie des défauts que je reproche á son ouvrage : mais, comme il le dit lui-même, il n'avoit pas le courage de le recommencer. Cependant ce qu'il avoit fait étoit peut-être plus difficile que ce qu'il laissoit à faire, & d'ailleurs avec un génie fait pour vaincre les obstacles, il n'auroit pas dû se décourager. Il nâquit en Angleterre en 1632, & mourut en 1704.



CHAPITRE

CHAPITRE XIII.

De l'utilité des sciences.

QUOIQU'ON ait beaucoup écrit pour & contre les sciences, ce chapitre sera court : car il y aura peu de choses à dire, si nous établissons bien l'état de la question.

La lumiere est le caractere de la vraie science : Il ne faut donc pas regarder comme sciences ce que les sophistes enseignoient avant Socrate, & ce que les sectes grecques ont enseigné depuis ce philosophe.

Ces fausses sciences ont passé chez les Romains, où elles ont continué d'être fausses ; & chez les barbares où elles sont devenues tout-à-fait monstrueuses. Elles n'avoient éclairé ni les Grecs ni les Romains, elles aveuglerent tout-à-fait les barbares ; & nous voyons croître les désordres, à mesure que ce qu'on appelloit science, se défigure davantage. Alors les choses en viennent au point, que les hommes ne conservent aucune idée de leurs devoirs. Entraînés par leur avidité, enhardis par le sentiment de leurs forces ; tour-à-tour intimidés & assurés par la superstition, ils ne paroissent avoir de réflexion, qu'autant qu'il en faut pour se rendre criminels. Il faut donc regarder toutes ces sciences ténébreuses, comme autant de fléaux de la société.

Mais demander si les vraies sciences sont uti-

les, c'est demander s'il est avantageux d'être éclairé : question qui mérite à peine une réponse.

La science du gouvernement est celle que les Grecs ont le mieux connue, parce que c'est celle sur laquelle ils ont eu le plus de lumieres. Cependant cette science est la seule à laquelle on n'ait pas donné le nom de science. Formées par des législateurs éclairés, les républiques de la Grece ont été heureuses & florissantes. Les lumieres leur ont donc été utiles.

Les Romains, conduits uniquement par les circonstances, ont été moins éclairés. Cependant la forme du gouvernement qui dirigeoit leurs études, leur a fait apprendre tout ce qu'il leur importoit de savoir, comme citoyens d'une république conquérante. Les lumieres leur ont donc encore été utiles. Mais ils ont eu le malheur de créer la jurisprudence ; fausse science que les Grecs ne connoissoient pas.

Le regne de Constantin est le tems où le jour est sur sa fin, & où la nuit va commencer. Les ténebres s'épaississent de siecle en siecle. Les étincelles que jettent quelques hommes de génie, ne peuvent pas les dissiper ; & les peuples, sont toujours plus malheureux.

Enfin la lumiere reparoît au seizieme siecle. Elle croît d'abord lentement : mais elle ne cesse pas de croître, & elle éclaire enfin toutes les nations. Alors les disputes cessent insensiblement ; les sectes disparoîssent ou se tolerent ; le fanatisme s'éteint ; les guerres de religion n'ensanglantent plus la terre : il paroît même qu'il ne doive plus naître d'hérésies, ou que s'il en naît, elles troubleront peu le monde, parce qu'elles n'au-

ront pas de grands ſuccès. Les lumieres ou les vraies ſciences nous ont donc auſſi été utiles.

Quel ſeroit le ſiecle le plus heureux ? Celui où les princes ſeroient aſſez éclairés, pour mettre eux-mêmes des bornes à leur puiſſance, & pour reconnoitre que les guerres ruinent à la longue les vainqueurs & les vaincus : vérité que l'Europe devroit avoir appriſe.

On dira peut-être que les lumieres ne tendent pas toutes à l'avantage de la ſociété; & je conviens qu'elles n'y tendent pas toutes immédiatement. Mais celles qui paroiſſent y contribuer le moins y contribuent d'une maniere indirecte. C'eſt que toutes les ſciences, quand elles ſont vraies, s'éclairent mutuellement. Les découvertes en apparence les plus inutiles, ſi nous les devons à l'obſervation, nous apprenent au moins à obſerver & à raiſonner; & le politique s'inſtruit à l'école du philoſophe, qui ne croit pas lui donner des leçons ſur le gouvernement. Vous pouvez remarquer que ſi on étudie aujourd'hui avec ſuccès l'économie politique, cette étude a été préparée par les lumieres de la philoſophie, qui l'ont précédée.

Je ne parlerai point du bien ni du mal que ſont les arts. La diſcuſſion ſeroit trop longue, & d'ailleurs l'hiſtoire vous en inſtruira mieux que moi. Elle vous en a montré les avantages & les inconvéniens. Ils ſont utiles en général : mais il faut beaucoup de diſcernement dans le prince qui les protege; parce qu'ils ne ſont pas tous de la même utilité, & que ceux qui ſont utiles dans certaines circonſtances, peuvent être nuiſibles dans d'autres. Au reſte quoique les arts de goût puiſſent être plus ou moins protégés ſuivant le

Kk ij

besoin, ils ne doivent jamais être tout-à-fait bannis; si, comme je l'ai fait voir, l'esprit ne s'éclaire qu'après que le goût s'est formé.

CHAPITRE XIV.

Des obstacles qui s'opposent encore aux bonnes études.

LA maniere d'enseigner se ressent encore des siecles où l'ignorance en forma le plan: car il s'en faut bien que les universités aient suivi les progrès des académies. Si la nouvelle phlilosophie commence à s'y introduire, elle a bien de la peine à s'y établir; & encore on ne l'y laisse entrer qu'à condition qu'elle se revêtira de quelques haillons de la scholastique.

On a fait pour l'avancement des sciences des établissemens auxquels on ne peut qu'applaudir. Mais on ne les auroit pas faits sans doute, si les universités avoient été propres à remplir cet objet. On paroît donc avoir connu les vices des études; cependant on n'y a point apporté de remedes. Il ne suffit pas de faire de bons établissemens: il faut encore détruire les mauvais, ou les réformer sur le plan des bons, & même sur un meilleur, s'il est possible.

Je ne prétends pas que la maniere d'enseigner soit aussi vicieuse qu'au treizieme siecle. Les scholastiques en ont retranché quelques défauts, mais insensiblement, & comme malgré eux. Li-

vrés à leur routine, ils tiennent à ce qu'ils conservent encore ; & c'eſt avec la même paſſion qu'ils ont tenu à ce qu'ils ont abandonné. Ils ont livré des combats pour ne rien perdre : ils en livreroient pour défendre ce qu'ils n'ont pas perdu. Ils ne s'apperçoivent pas du terrain qu'ils ont été forcés d'abandonner : ils ne prévoient pas qu'ils ſeront forcés d'en abandonner encore ; & tel qui défend opiniâtrément le reſte des abus qui ſubſiſtent dans les écoles, eût défendu avec la même opiniâtreté des choſes qu'il condamne aujourd'hui, s'il fût venu deux ſiecles plutôt.

Les univerſités ſont vieilles, & elles ont les défauts de l'âge : je veux dire qu'elles ſont peu faites pour ſe corriger. Peut-on préſumer que les profeſſeurs renonceront à ce qu'ils croient ſavoir, pour apprendre ce qu'ils ignorent ? Avoueront-ils que leurs leçons n'apprennent rien, ou n'apprennent que des choſes inutiles ? Non : mais, comme les écoliers, ils continueront d'aller à l'école pour remplir une tâche. Si elle leur donne de quoi vivre, c'eſt aſſez pour eux ; comme c'eſt aſſez pour les diſciples, ſi elle conſume le tems de leur enfance & de leur jeuneſſe.

La conſidération dont les académies jouiſſent, eſt un aiguillon pour elles. D'ailleurs les membres, libres & indépendans, ne ſont pas aſtreints à ſuivre aveuglément les maximes & les préjugés de leur corps. Si les vieillards tiennent à de vielles opinions, les jeunes ont l'ambition de penſer mieux ; & ce ſont toujours eux qui ſont dans les académies les révolutions les plus avantageuſes aux progrès des ſciences.

Les univerſités ont perdu beaucoup de leur

confidération, & avec la perte de la confidération, l'émulation fe perd tous les jours. Un profeffeur qui a du mérite, fe dégoûte, lorfqu'il fe voit confondu avec des pédans que le public méprife, & lorfque voyant ce qu'il faudroit faire pour fe diftinguer, il juge qu'il feroit imprudent à lui de le tenter. Il n'oferoit changer entiérement tout le plan d'étude, & s'il veut hafarder feulement quelques changemens légers, il eft obligé de prendre les plus grandes précautions.

Si les univerfités ont ces défauts, que fera-ce des écoles confiées à des ordres religieux, c'eft-à-dire, à des corps qui ont une façon de penfer à laquelle tous les membres font obligés de s'affujettir? Si par hafard ces écoles font mauvaifes, peut-on raifonnablement fuppofer qu'elles deviendront bonnes un jour?

Quand nous fortons des écoles, nous avons à oublier beaucoup de chofes frivoles, qu'on nous a apprifes; à rapprendre des chofes utiles, qu'on croit nous avoir enfeignées; & à étudier les plus néceffaires, fur lefquelles on n'a pas fongé à nous donner des leçons.

De tant d'hommes qui fe font diftingués depuis le renouvellement des lettres, y en a-t-il un feul qui n'ait pas été dans la néceffité de recommencer fes études fur un nouveau plan? Ceux qui ont cru avoir appris quelque chofe dans nos écoles, ont-ils eu plus de connoiffances ou plus de préjugés? & ceux qui ont cru n'y avoir rien appris, & qui s'en font dégoûtés de bonne heure, n'ont-ils pas toujours été les meilleurs efprits? Si ces derniers nous avoient dit comment ils fe font inftrnits, nous ne ferions plus dans

le cas de chercher de bonnes méthodes. Il est bien étonnant que vivant avec des hommes qui ont acquis des connoissances en tous genres, nous ne sachions pas comment on en peut acquérir.

Si c'est hors des écoles ques nous commençons à nous instruire, à quoi servent-elles donc?

Elles n'ont produit aucun bon livre élémentaire. Ce sont elles cependant qui devroient nous apprendre les élemens des sciences.

Il y a des sciences sur lesquelles nous avons de bons livres pour nous instruire. Telles sont, par exemple, celles que nous comprenons sous le nom de mathématiques. Or, on ne les enseigne pas dans nos colleges; ou du moins si quelques professeurs en donnent des leçons, il n'y a pas bien long-tems; ils s'écartent en cela du plan généralement reçu: ils n'oseroient s'étendre sur un sujet, qui n'est pas entré dans la premiere institution des universités; ils n'en ont pas même le loisir: car il ne leur est pas permis de ne pas enseigner ce que les autres enseignent; & on ne tolere leurs leçons sur des objets utiles, qu'à condition qu'ils n'oublieront pas les choses frivoles qu'on ne veut pas perdre. Il faut savoir gré à ces professeurs d'avoir profité des livres, que leurs confreres n'ont pas faits. C'est à eux que les écoles ont l'obligation d'être moins mauvaises qu'elles ne l'ont été: & elles seroient encore meilleures aujourd'hui, si ces bons esprits avoient été les maîtres de faire leurs leçons sur des sujets à leur choix, & avec la méthode qu'ils auroient voulu.

Si les meilleurs professeurs sont forcés à n'enseigner que superficiellement les sciences sur

lesquelles nous avons de bons livres élémentaires, on peut bien juger qu'ils n'ont pas imaginé d'enseigner celles sur lesquelles nous n'en avons pas. Il arrive delà qu'on oublie précisément les plus nécessaires aux citoyens, qui doivent un jour conduire les autres.

Les écoles ayant commencé dans des cloîtres, il étoit naturel que l'instruction des ordres religieux en fût le principal objet, & qu'on s'occupât peu des choses qu'il auroit fallu enseigner aux autres citoyens. Voilà pourquoi nous passons notre enfance à nous fatiguer pour ne rien apprendre, ou pour n'apprendre que des choses qui nous sont inutiles; & nous sommes condamnés à attendre l'âge viril pour nous instruire réellement.

Tels sont les préjugés qui sont un obstacle aux bonnes études. Il semble qu'après en avoir parlé, je devrois peut-être essayer de tracer un nouveau plan. Mais si j'en avois connu un meilleur que celui que j'ai suivi avec vous, je l'aurois préféré. Il ne me reste donc rien à vous dire sur ce sujet, sinon que je regrette de n'avoir pas été capable de faire mieux.

C'est à vous, Monseigneur, à vous instruire désormais tout seul. Je vous y ai déja préparé & même accoutumé. Voici le tems qui va décider de ce que vous devez être un jour: car la meilleure éducation n'est pas celle que nous devons à nos précepteurs; c'est celle que nous nous donnons nous-mêmes. Vous vous imaginez peut-être avoir fini; mais c'est moi, Monseigneur, qui ai fini; & vous, vous avez à recommencer.

Fin du Tome XI.



